



**HAL**  
open science

# L' Andalousie dans l'Espagne des autonomies : du statut de 1981 à celui de 2007

Mexcin Ebane

## ► To cite this version:

Mexcin Ebane. L' Andalousie dans l'Espagne des autonomies : du statut de 1981 à celui de 2007. Linguistique. Université Paul Valéry - Montpellier III, 2014. Français. NNT : 2014MON30016 . tel-01077915

**HAL Id: tel-01077915**

**<https://theses.hal.science/tel-01077915>**

Submitted on 27 Oct 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# THÈSE

Pour obtenir le grade de  
Docteur

Délivré par **ETABLISSEMENT**  
UNIVERSITE PEUL-VALÉRY-MONTPELLIER III

Préparée au sein de l'Ecole Doctorale 58  
et de l'unité de recherche  
UFR II : Langues et Cultures Etrangères et Régionales  
Etudes Hispaniques et Hispano-américaines

Spécialité :  
**CIVILISATION ESPAGNOLE CONTEMPORAINE**

Présentée par  
**EBANE Mexcin**

**L'ANDALOUSIE DANS L'ESPAGNE DES  
AUTONOMIES :  
DU STATUT DE 1981 A CELUI DE 2007**

Soutenue le 2 juin 2014 devant le jury composé de

Mme Florence BELMONTE, Professeur à l'Université Paul-Valéry Montpellier III	Directrice
Mr Antoine FRAILE, Professeur à l'Université d'Angers	Pré-rapporteur
Mr Philippe MARTEL, Professeur à l'Université Paul-Valéry Montpellier III	Président
Mme Pilar MARTINEZ-VASSEUR, Professeur à l'Université de Nantes	Pré-rapporteuse
Mme MVE MBEGA Angeline, Maître Assistant CAMES à l'Université Omar Bongo de Libreville	Statut Jury

## **Résumé :**

### **L'ANDALOUSIE DANS L'ESPAGNE DES AUTONOMIES : DU STATUT DE 1981 A CELUI DE 2007**

L'émergence du mouvement de revendication identitaire andalou entre la fin du XIXe et le début du XXe siècle signe l'insuccès des libéraux espagnols dans leur tentative de construire un Etat-nation, et confirme leur indifférence face à l'ensemble des problèmes socioéconomiques qui terrassèrent l'Andalousie durant le XIXe siècle. La nécessité de la mise à niveau des mesures juridiques entre toutes ses classes sociales et l'amélioration des conditions de vie et de travail du prolétariat, soumis à des inégalités de traitement et exposé à des discriminations, fit émerger au sein de la petite bourgeoisie un nationalisme alternatif à celui de l'Etat-nation qui, pour les Andalouses et les Andalous, était une réalité lointaine et continuellement hostile. Utilisé comme instrument politique dont le but était de sortir l'Andalousie de son sous-développement, l'andalousisme fut durement réprimé durant les dictatures de PRIMO DE RIVERA et de FRANCO. Mais la violence engendrant la résistance, au lieu d'anéantir les revendications nationalistes périphériques, ces régimes hautement répressifs et autoritaires contribuèrent plutôt à légitimer plus encore leur combat durant la transition démocratique. Dans le but de trouver une solution à la confrontation séculaire qui opposait ces nationalismes à l'Etat, les rédacteurs de la Constitution de 1978 optèrent pour la création d'un Etat des autonomies qui repose sur l'unité de l'Espagne en tant que nation, mais reconnaît tout de même le droit à l'autonomie des nationalités et des régions qui la composent. Cette solution vint à point nommé pour l'Andalousie qui, depuis toujours, concevait l'autonomie politique comme la garantie de son développement. Cependant, au bout de trois décennies d'exercice de régime autonome, en dépit de l'instrumentalisation de son sous-système politique et de ses Statuts d'Autonomie de 1981 et de 2007 comme moteur de ce développement, force est de constater que l'Andalousie continue à occuper la dernière place parmi les régions les moins développées de l'Espagne.

**Mots-clefs :** Blas INFANTE, Identité andalouse, andalousisme, nation, autonomie, Statut d'Autonomie, développement

**Abstract:**

**ANDALUCIA IN SPAIN OF THE AUTONOMIES : FROM THE 1981 STATUS TO THAT OF 2007**

The emergence of the movement of Andalusian identity claim, between the late Nineteenth and early Twentieth Century marks the failure of the Spanish liberals in their attempt to build a Nation-state, and confirms their indifference to all the socioeconomic problems which overwhelmed Andalusia during the Nineteenth Century. The need to upgrade legal action between all social classes and the improvement of living and working conditions of the proletariat, subjected to unequal treatment and exposed to discrimination did emerge within the petty bourgeoisie, an alternative nationalism to that of the Nation-state which, for the Andalusians, was a distant and continually hostile reality. Used as a political instrument whose purpose was to make Andalusia emerge from its underdevelopment, the “andalousism” was severely repressed during the dictatorship of PRIMO DE RIVERA and FRANCO. But violence causing resistance, instead of destroying the peripheral nationalist claims, these highly repressive and authoritarian regimes rather contributed to legitimize their fight for democratic transition. In order to find a solution to the confrontation that pitted the secular nationalism against the State, the drafters of the 1978 Constitution opted for the creation of a State of autonomy based on the unity of Spain as a Nation, but nevertheless recognizes the right to autonomy of the nationalities and regions that compose it. This solution came in the nick of time for Andalusia that has always conceived, right from the start, political autonomy as a guarantee of its development. However, after three decades of autonomic system exercise, despite the instrumentalisation of its political subsystem and its Statute of Autonomy of 1981 and 2007 as an engine of this development, it is clear that Andalusia continues to occupy the last place among the less developed regions of Spain.

Key words: Blas INFANTE, Andalusian identity, “Andalousism”, Nation, Independence, Statute of Autonomy , development

## Table des matières

Résumé.....	2
L'Andalousie dans l'Espagne des autonomies : du Statut de 1981 à celui de 2007.....	2
Abstract.....	3
Andalucia in Spain of the autonomies : from the 1981 Statuts to that of 2007.....	3
Remerciements.....	12
Introduction Générale.....	13
PREMIERE PARTIE.....	28
Le nationalisme andalou: de son apparition à la fin du régime franquiste.....	28
Chapitre premier.....	29
L'Espagne libérale : construction d'un Etat national unitaire et désengagement du pouvoir central en Andalousie.....	29
I-a La construction de la nation espagnole : du projet révolutionnaire à l'immobilisme politique et social.....	31
I-a-1 Elaboration de la Constitution de Cadix : naissance et tentative de consolidation de la nation espagnole.....	31
I-a-2 La réforme libérale de l'Etat : entre construction d'une administration centrale et immobilisme politique et social.....	37
I-b Influence du processus de construction de l'Etat libéral dans l'émergence du nationalisme andalou.....	44
I-b-1 Faible nationalisation des masses et crise de pénétration de l'Etat.....	44
I-b-2 Désengagement de l'Etat libéral face aux déséquilibres structurels et aux conflits sociaux en Andalousie.....	52
Chapitre II.....	61
Blas INFANTE et développement de l'andalousisme : 1868-1936.....	61
II-a Antécédents de l'andalousisme : 1868-1907.....	65

II-b Blas INFANTE, l' <i>Ideal andaluz</i> et développement de l'andalousisme historique.....	70
II-b-1 Blas INFANTE et l' <i>Ideal andaluz</i> .....	70
II-b-2 Emergence et développement de l'andalousisme historique, 1907-1936.....	76
II-b-2-1 Andalousisme culturaliste : 1907-1915.....	76
II-b-2-2 Andalousisme régionaliste : 1915-1918.....	83
II-b-2-3 Andalousisme nationaliste : 1918-1936.....	87
II-c Obstacles au processus de socialisation de l'andalousisme.....	90
II-c-1 Causes endogènes.....	90
II-c-2 Causes exogènes.....	94
Chapitre III.....	100
L'andalousisme, de la Seconde République à l'avènement du franquisme : de l'espoir à la répression.....	100
III-a- L'Etat intégral républicain.....	101
III-b- La lutte andalouse pour l'autonomie.....	107
III-b-1 Changement de l'organisation de l'andalousisme : des <i>Centros andaluces</i> à la <i>Junta Liberalista de Andalucía</i> .....	107
III-b-2 Approbation des <i>Bases para un Proyecto de Estatuto de Autonomía de Andalucía</i> .....	108
III-c Le régime franquiste : entre renationalisation forcée de l'Espagne et politique de développement.....	114
III-c-1 Franquisme et renationalisation forcée de l'Espagne.....	114
III-c-2 Répression franquiste : entre exil et clandestinité des élites andalouses.....	125
III-c-3 Politique de développement du régime franquiste : entre structuralisme et déséquilibres régionaux.....	130

III-c-4 Essoufflement du régime franquiste : contexte politique propice à la résurgence du nationalisme andalou.....	141
DEUXIEME PARTIE.....	148
Le nationalisme andalou durant la transition démocratique (1975-1981).....	148
Chapitre premier.....	149
Nouvel andalousisme comme plate-forme du <i>Partido Socialista de Andalucía</i> (PSA).....	149
I-a Le <i>Partido Socialista de Andalucía</i> : entre la consolidation de la conscience régionale et la défense des intérêts du peuple andalou.....	150
I-b 4 décembre 1977 : Jour de l'Andalousie.....	154
I-c Evolution du PSA : entre condition extra parlementaire de 1977 et succès électoral de 1979.....	157
I-d Pouvoir andalou ou utilisation du nouvel andalousisme comme instrument de développement de l'Andalousie.....	161
Chapitre II.....	166
Les nationalismes périphériques dans l'institutionnalisation de l'Etat des Autonomies.....	166
II-a La mise en marche du processus autonome : le régime transitoire des pré- autonomies.....	167
II-b Elaboration de l'article 2 de la Constitution : débat autour du concept polémique de la nation et reconnaissance de la diversité nationale en Espagne.....	170
II-c Constitution Espagnole de 1978 : reconnaissance du droit à l'autodétermination et transfert des compétences du pouvoir central vers la périphérie.....	174
Chapitre III.....	179
Dynamique de l'Andalousie dans le processus d'acquisition de l'autonomie.....	179
III-a- L'initiative autonome par la voie de l'article 151 de la Constitution.....	180
III-b Le référendum du 28 février en Andalousie et son impact sur l'Etat des Autonomies.....	183
III-b-1 Sanction référendaire : expression de la détermination autonome du peuple andalou.....	183

III-b-2 Déblocage et impact du processus autonome andalou en Espagne.....	189
Chapitre IV.....	193
Le Statut d'Autonomie de l'Andalousie : un instrument de lutte contre le sous-développement.....	193
IV-a Processus d'élaboration du Statut d'Autonomie de l'Andalousie.....	194
IV-a-1 Divergences sur la définition de l'Andalousie comme nation.....	196
IV-a-2 La réforme agraire dans le projet de Statut d'Autonomie de 1981.....	198
IV-b Présentation et analyse du Statut d'Autonomie de l'Andalousie.....	202
IV-b-1 Organisation institutionnelle de la Communauté Autonome de l'Andalousie.....	202
IV-b-2 Objectifs de l'article 12 du Statut de 1981 : expression formelle du caractère fondamental du développement économique de l'Andalousie.....	202
IV-b-2-1 Réforme agraire et développement industriel.....	213
IV-2-2 Enseignement, culture et consolidation de la conscience identitaire andalouse.....	220
IV-b-3 Financement autonome effectif : compétence fondamentale de la <i>Junta de Andalucía</i> dans la modernisation de l'Andalousie.....	224
TROISIEME PARTIE.....	229
Dynamique politique et modernisation de l'Andalousie autonome : succès et insuffisances d'un intense processus de transformation (1982-2012).....	229
Chapitre premier.....	230
Dynamique et insuffisances du système politique régional andalou.....	230
I-a Système de parti dominant et chute des partis minoritaires.....	232
I-a-1 Dynamique électorale et gouvernance ininterrompue de la <i>Junta de Andalucía</i> par le PSOE-A.....	235
I-a-2 Disparition et chute des partis minoritaires.....	238



I-b Alliance politique PSOE-A/PSA/PA, instauration du bipartisme et confrontation PSOE-A/PP-A.....	246
I-b-1 Alliance politique PSOE-A/PA et interrogation sur l'identité idéologique du PA.....	247
I-b-2 Instauration du bipartisme PSOE-A/PP-A et politique de confrontation entre la <i>Junta de Andalucía</i> et le Gouvernement central.....	254
I-c Sous système politique andalou : dynamique politique autonome ou Communauté Autonome mise sous tutelle du Gouvernement central ?.....	260
Chapitre II.....	264
L'Andalousie socioéconomique dans l'Espagne des autonomies.....	264
II-a Politique autonome de développement régional et ses conséquences : modernisation sans développement.....	265
II-a-1 Approche conceptuelle de la modernisation et du développement.....	265
II-a-2 Réalité socioéconomique au moment de l'acquisition de l'autonomie.....	269
II-a-2-1 Approximation de la dynamique démographique et structure économique de l'Andalousie.....	269
II-a-2-2 L'Andalousie : une société sous l'emprise d'une économie dépendante et au taux de chômage le plus élevé de l'Espagne .....	276
II-b Planification économique de l'Andalousie et ses conséquences : modernisation sans développement.....	280
II-b-1 Planification économique de l'Andalousie.....	280
II-b-2 L'Andalousie autonome : vers une Communauté moderne.....	284
II-b-2-1 De l'état léthargique au taux de scolarisation proche de la moyenne nationale.....	284
II-b-2-2 Efficience du système sanitaire andalou.....	288

II-b-2-3 Approche de l'évolution des infrastructures de transport : cas des réseaux routier et ferroviaire.....	293
II-b-3 Modernisation sans développement dans l'Andalousie du XXI <sup>e</sup> siècle.....	307
Chapitre III.....	319
Réforme du Statut d'Autonomie de 1981: demande populaire ou aspirations des élites politiques ?.....	319
III-a Réforme statutaire ou mécanisme d'élargissement des compétences de l'autogouvernement andalou.....	320
III-a-1 Contexte politique et objectifs du processus de réforme statutaire.....	320
III-a-2 Titre II et Titre VI : nouveau cadre de compétences économiques et institutionnelles de la <i>Junta de Andalucía</i> .....	324
III-a-2-1 Classification des compétences dans le nouveau Statut d'Autonomie de l'Andalousie.....	325
III-a-2-2 Nouveau cadre des compétences économiques exclusives à la <i>Junta de Andalucía</i> .....	328
III-b Réforme du Statut d'Autonomie de l'Andalousie : un référendum sans participation citoyenne.....	332
III-b-1 Ambiguïté des formations politiques face à la réforme du Statut d'Autonomie.....	334
III-b-2 Forte abstention : vote sanction de la politique de l'autogouvernement ou déphasage entre les aspirations des élites politiques et les besoins de la population ?.....	339
Conclusion Générale.....	345
Indice des sigles et des acronymes.....	353
Indice des tableaux.....	354
Annexes.....	356

Tableau 30 : <i>Evolution des Gouvernements nationaux depuis la Constitution de 1978</i> .....	357
Tableau 31 : <i>Evolution des Gouvernements autonomiques</i> .....	358
Chronologie du processus et de la consolidation autonome de l'Andalousie (1979-2007).....	359
Constitution Espagnole de 1978.....	363
Título VIII.....	363
Statut d'Autonomie de l'Andalousie de 1981.....	370
Título Preliminar Disposiciones Generales.....	370
Título I competencias de la Comunidad Autónoma. Artículos 13-23.....	372
Statut d'Autonomie de l'Andalousie de 2007.....	377
Título Preliminar.....	377
Título VI. Economía, Empleo y Hacienda.....	379
Entretiens.....	390
Entretien avec Manuel HIJANO DEL RIO sur <i>l'Andalousie dans l'Espagne des autonomies</i> (jeudi 04 juillet 2013).....	390
Entretiens avec Juan Antonio LACOMBA sur l'Andalousie dans l'Espagne des autonomies (vendredi 05 juillet 2013).....	403
Bibliographie.....	414

*« C'est vrai, les raisons de s'indigner peuvent paraître aujourd'hui moins nettes ou le monde trop complexe. Qui commande, qui décide ? Il n'est pas toujours facile de distinguer entre tous les courants qui nous gouvernent. Nous n'avons plus affaire à une petite élite dont nous comprenons clairement les agissements. C'est un vaste monde, dont nous sentons bien qu'il est interdépendant. Nous vivons dans une interconnectivité comme jamais encore il n'en a existé. Mais dans ce monde, il y a des choses insupportables. Pour le voir, il faut bien regarder, chercher. Je dis aux jeunes : cherchez un peu, vous allez trouver. La pire des attitudes est l'indifférence, dire « je n'y peux rien, je me débrouille ». En vous comportant ainsi, vous perdez l'une des composantes essentielles qui fait l'humain. Une des composantes indispensables : la faculté d'indignation et l'engagement qui en est la conséquence ».*

Stéphane HESSEL, *Indignez-vous*, Barcelone, Indigène, 2011, p.20

## REMERCIEMENTS

Je souhaite exprimer ma profonde gratitude à toutes les personnes qui, de façon directe ou indirecte, ont contribué à la réalisation de ce travail.

Je tiens particulièrement à remercier le Professeur Florence BELMONTE pour sa présence tant scientifique qu'humaine dans l'aboutissement de ce travail, pour sa rigueur et pour son suivi constant.

Je garde une profonde gratitude à l'égard du Professeur Francisco CAMPUZANO CARVAJAL qui a été et demeure non seulement une référence, mais aussi un moteur. Il restera un exemple.

Que l'équipe de recherches LLACS et l'Ecole Doctorale 58 trouvent aussi ici toute ma reconnaissance pour leur accueil pédagogique, pour leur rigueur scientifique, et surtout, pour leur dynamisme.

Mes recherches m'ayant conduit à changer de pays et à affronter de nouvelles réalités, je souhaite remercier toutes les personnes et institution qui ont fait de mes séjours en Espagne des moments agréables et fructueux. Je remercie d'abord les personnes interviewées, en l'occurrence Manuel HIJANO DEL RIO, membre du Conseil d'Administration de la Fondation Blas INFANTE, et Juan Antonio LACOMBA, ancien *Director General de la Junta de Andalucía*, *Asesor* de Rafael ESCUREDO et ancien Président de l'*Ateneo de Málaga*, qui m'ont ouvert leurs portes et ont partagé avec moi leur expérience aussi bien sur l'andalousisme que sur l'Andalousie autonome. Ensuite, mes remerciements vont au Parlement de l'Andalousie qui m'a donné libre accès à sa source documentaire.

Je tiens également à adresser mes sincères remerciements à ma famille qui a été un soutien moral précieux tout au long de mes études dont ce travail est l'aboutissement.

Je tiens aussi particulièrement à remercier BIKIE EKOME Christelle, OVONO EBE Mathurin, et EBEH EBEH Roger qui, malgré l'éloignement géographique, m'ont sans cesse soutenu moralement. Je pense également à BISSIELO Gaël Samson et à DJIEMBI Fabrice Constant, deux amis dont les préoccupations et les échanges continuels ont été d'une importance capitale. Mention spéciale à MIMBUIH M'ELLA NKA OBIANG Clarisse et MOUSSODJI Elie Stelle Armande pour leur contribution à la laborieuse tâche de transcription d'un de mes entretiens. J'exprime enfin ma reconnaissance à l'égard de BIYONO ANGOUE Valentina pour ses encouragements et son soutien moral continuels.

## **INTRODUCTION GENERALE**

*Este es el problema : Andalucía necesita una dirección espitual, una orientación política, un remedio económico, un plan cultural y una fuerza que apostolice y salve<sup>1</sup>.*

Francisco CAMPUZANO CARVAJAL, en introduction de son analyse sur la tentative de la redéfinition de la nation espagnole à travers l'article 2 de la Constitution de 1978<sup>2</sup>, remarque que les quarante années de dictature du Général FRANCO n'ont rien atténué du conflit séculaire qui opposait l'Etat espagnol et ce qu'il est convenu d'appeler les nationalismes périphériques. Pour circonscrire la portée de l'expression nationalismes périphérique, il rappelle qu'elle désigne principalement les nationalismes basque et catalan car, les autres forces nationalistes revêtaient une importance marginale dans le jeu politique de la transition en Espagne. Si dans son analyse, Francisco CAMPUZANO CARVAJAL a pris le soin d'évoquer les paramètres permettant de définir l'efficacité politique de ces nationalismes périphériques, ainsi que leur forme, il n'a pas évoqué leur mode constitutif, non plus les nationalismes qui avaient joué un rôle marginal, ce qui laisse l'usage de ces termes susceptible d'occasionner plusieurs interrogations. Ils incitent en effet, non pas à prendre acte de l'existence de « nationalisme majeur » et de « nationalisme marginal » en tant que tel, mais de restituer un processus historique, une mise en exergue de leurs particularités non seulement dans le contexte politique de la transition, mais aussi dans celui de l'Etat des autonomies. Dans ce sens, il nous incombe d'envisager la genèse du problème territorial en Espagne non comme celle d'un phénomène exclusivement politique dont la manifestation dépendrait uniquement des déterminants ethno-géographiques, mais comme celle d'un phénomène complexe dont la réalisation demeure soumise à l'intervention de plusieurs autres facteurs.

L'usage du terme nationalisme dans un contexte régional pourrait surprendre, ne serait-ce qu'en raison de l'envergure de sa signification. Selon le dictionnaire *le Petit Robert*, le nationalisme est :

*1- Exaltation du sentiment national ; attachement passionné à ce qui constitue le caractère singulier, les traditions de la nation à laquelle on appartient, accompagné parfois de xénophobie et d'une volonté d'isolement.*

---

<sup>1</sup> Blas INFANTE, *Ideal Andaluz*, 1915, reed. por la FUNDACIÓN PÚBLICA ANDALUZA CENTRO DE ESTUDIOS ANDALUCES, Sevilla, Fundación Pública Andaluza Centro de Estudios Andaluces, 2010, p.11

<sup>2</sup> FRANCISCO CAMPUZANO CARVAJAL, « L'article 2 de la Constitution de 1978. Une tentative de redéfinition de la nation espagnole », dans CAMPUZANO CARVAJAL, FRANCISCO (Coord.), *Les nationalismes en Espagne. De l'Etat libéral à l'Etat des autonomies (1876 – 1978)*, Université Montpellier III, Montpellier, 2001, p. 151

2- *Doctrine, mouvement politique qui revendique pour une nationalité le droit de former une nation plus ou moins autonome*<sup>3</sup>.

Le dictionnaire met évidence le côté idéologique du nationalisme dans la seconde partie de sa définition. Et, s'inscrivant dans la même dynamique, Anthony SMITH qui fait autorité sur la question des nationalismes va le définir comme « *un movimiento ideológico para alcanzar y mantener la autonomía, la unidad y la identidad de una población que alguno de sus miembros consideran que constituye una nación presente o futura*<sup>4</sup>. » La singularité de cette définition est qu'elle met en évidence non seulement un certain nombre d'objectifs qu'un peuple pourrait souhaiter atteindre, mais également une idéologie qui pourrait lui permettre d'y arriver. Cette démarche peut s'unir aux différentes volontés individuelles au service d'une nation. Cette caractéristique propre de l'idéologie permet de fonder le sentiment nationaliste qui peut être réel, inventé ou rénové par une instrumentalisation de l'histoire, des mythes et de la langue d'un peuple déterminé. Le nationalisme est le désir ardent de satisfaire ou de combler un manque de territoire, d'autochtonie, de langue, d'identité, de fraternité, de communauté, en somme, de reconnaissance. Cela revient à dire qu'à travers le désir ardent de constituer une nation, se manifeste une sollicitude, un appel adressé à l'autre dans l'objectif de satisfaire la quête d'amour de la région, du territoire, ou de la patrie, quête qui, en règle générale, est toujours grandissante. Cette particularité émotive du nationalisme, à travers l'évocation des sentiments d'attachement de la population, peut faire émerger chez elle l'amour pour la nation et la pousser à s'identifier à elle.

Mais dans le cas de l'Espagne, non seulement le terme « Etat espagnol » exprime une certaine négation de la « nation espagnole », et l'usage du premier l'emporte en général sur le second chez les acteurs politiques régionaux, mais on observe aussi que l'usage en constant d'« *el hecho diferencial* » (fait différentiel), d'« *el agravio comparativo* » (le préjudice comparatif), la rédaction des manuels scolaires, la promotion des langues régionales par les politiques institutionnelles tendent à singulariser toujours un peu plus les Communautés Autonomes qui constituent à ce jour l'ossature politico-administrative de l'Etat espagnol.

Actuellement, les nationalismes ne sont plus exactement les mêmes que ceux qui existaient en Espagne au début du XXe siècle : non seulement ils se sont multipliés en cherchant à reproduire les schémas des deux nationalismes périphériques évoqués par Francisco CAMPUZANO CARVAJAL, mais ils ont également acquis une certaine efficacité à même de leur permettre d'acquérir et d'amplifier davantage leur pouvoir politique et économique, de l'utiliser pour développer et consolider leurs Communautés Autonomes respectives, et de réorienter, si ce n'est changer

---

<sup>3</sup> Le PETIT ROBERT, Edition le Robert, juin 2011

<sup>4</sup> Anthony SMITH, *Nacionalismo*, Alianza, Madrid, 2004, p.19



complètement les décisions politiques et la politique économique de l'Etat. Ce phénomène, à travers le cas spécifique de la Communauté Autonome de l'Andalousie, constitue le fil conducteur de notre travail.

Utilisé comme entrée en matière, l'étude du nationalisme andalou nous permet surtout d'aborder de façon immédiate l'influence que la construction de l'Etat-nation espagnol et son caractère démissionnaire face à l'affligeant état de désolation de l'Andalousie a eu sur l'émergence d'un nationalisme dans cette région. En effet, fort du constat d'une organisation territoriale inadéquate de l'Espagne, le philosophe, sociologue et homme politique espagnol José ORTEGA Y GASSET proposait déjà un projet intégrateur dans son œuvre intitulée « *Redención de las provincias y la decencia nacional* », une étude consacrée aux régions espagnoles. Il recommandait à la classe dirigeante de se référer aux dysfonctionnements du système politique espagnol et aux défaillances de sa structure sociale – ce dont tous étaient conscients – pour construire un « *gran proyecto nacional, capaz de movilizar a los españoles* ». Car, disait-il, les réformateurs devraient tirer profit des défauts qui gangrenaient la société espagnole<sup>5</sup>. De ces défauts, Manuel TUÑÓN de LARA dans *La España del siglo XIX*<sup>6</sup>, fait largement état en commentant les guerres civiles qui opposèrent les constitutionnalistes aux absolutistes. Il explique en outre comment au sortir de 1834, la vision de l'articulation administrative de l'Espagne opposa modérés et progressistes tout au long du XIXe siècle. Dans le même ordre d'idée, mais dans une toute autre perspective, Borja de RIQUER I PERMANYER, dans « *El surgimiento de las nuevas identidades contemporáneas : propuestas para una discusión*<sup>7</sup> », impute l'émergence des nationalismes périphériques au manque de consolidation de l'identité nationale espagnole et à l'indifférence de l'Etat-nation en construction face aux difficiles réalités socioéconomiques et politiques que vivaient les régions, autrefois provinces espagnoles. Ces analyses sur un plan national, permettent de déceler des défaillances de l'Etat-nation qui eurent pour principale conséquence le soulèvement de la périphérie.

Dans le cas spécifique de l'Andalousie, plusieurs analyses nous ont permis d'avoir une vision suffisamment détaillée de l'Histoire de la réalité socioéconomique de l'Andalousie, et de comprendre à juste titre les motivations des soulèvements et de riposte de ce peuple au bord du gouffre. Ainsi, outre les conséquences de l'instauration d'un capitalisme hégémonique, durant le dernier quart du XIXe siècle, Blas INFANTE, « *Padre de la Patria Andaluza*<sup>8</sup> », a peint dans *Ideal*

---

<sup>5</sup> José ORTEGA Y GASSET, « *Redención de las provincias y la decencia nacional* » dans *Obras Completas*, Madrid Telefónica, Tom. IV, 2005, p.671-774

<sup>6</sup> Manuel TUÑÓN de LARA, *La España del siglo XIX*, Madrid, Vol. I, Ed. Akal, 2000, 325 p.

<sup>7</sup> Borja de RIQUER I PERMANYER, « El surgimiento de las nuevas identidades contemporáneas : propuestas para una discusión », dans *Asociación de Historia Contemporánea*, 1999, n°35, pp. 21-52

<sup>8</sup> JUNTA DE ANDALUCIA, *Estatuto de Autonomía para Andalucía*, Sevilla, Centro de Publicaciones no Oficiales, 2007, p. 8, disponible sur [\[http://www.parlamentodeandalucia.es/opencms/export/portal-web-](http://www.parlamentodeandalucia.es/opencms/export/portal-web-)

*Andaluz* la présence dramatique d'un cumul de fléaux : le chômage ; le problème du paysan et du journalier avec son corollaire politique, le latifundiste ; la question sociale comme mal endémique ; l'analphabétisme, etc<sup>9</sup>. Cet abandon et cette indifférence des pouvoirs publics incitèrent des intellectuels à élaborer des interprétations idéologiques sur le processus historique pour justifier leurs positions politiques et proposer une identité alternative à celle d'un Etat démissionnaire. Dans cette optique, Blas INFANTE élaborera sa théorie idéologique du processus historique andalou de telle sorte qu'elle influe positivement aussi bien sur sa patrie andalouse que sur l'Espagne<sup>10</sup>. Son discours mettait principalement en évidence l'existence d'un peuple andalou qui avait le devoir de se libérer de son sous-développement et de son exploitation.

Cette analyse de la réalité andalouse a influencé plusieurs études élaborées actuellement sur ce thème et dont la consultation a permis d'avoir un aperçu des causes de l'émergence de l'andalousisme historique et de son développement à partir d'une perspective actuelle. Parmi elles, *Blas Infante y el despliegue del andalucismo*<sup>11</sup> de Juan Antonio LACOMBA mérite une mention spéciale. En effet, cette œuvre nous donne une vision panoramique de la vie de Blas INFANTE, de sa pensée, de son rôle capital dans l'émergence et l'impulsion de l'andalousisme et du développement de ce mouvement nationaliste. Isidoro MORENO NAVARRO quant à lui, en se référant au cas spécifique de l'Andalousie, et à partir d'une perspective comparative, fait une étude dans « *Etnicidad, conciencia de etnicidad y movimientos nacionalistas* <sup>12</sup> » qui légitime les nationalismes périphériques émergents à travers la construction ou l'invention de la singularité identitaire d'une région. Cela nous donne la possibilité de déceler aussi bien les convergences que les divergences entre l'andalousisme et les autres nationalismes. Enfin, non pas pour légitimer la création du mouvement identitaire andalou, mais pour déceler les causes de son manque d'enracinement social, et donc de son échec, Manuel GONZALEZ DE MOLINA et Eduardo SEVILLA GUZMAN ont mené une étude intitulée « *En los orígenes del nacionalismo andaluz : reflexiones en torno al proceso fallido de socialización del andalucismo histórico* <sup>13</sup> ». La consultation de ces œuvres a permis de cerner

---

[parlamento/contenidos/pdf/PublicacionesNOoficiales/TextosLegislativos/ESTATUTO\\_AUTONOMIA\\_2007.pdf](#)], (page consultée le 21 avril 2014)

<sup>9</sup> Blas INFANTE, *Ideal Andaluz*, 1915, réédité par la Fundación Pública Andaluza Centro de Estudios Andaluces, Sevilla, Fundación Pública Andaluza Centro de Estudios Andaluces, 2010, 272 p.

<sup>10</sup> Blas INFANTE, *La verdad sobre el complot de Tablada y el Estado libre de Andalucía*, Granada, Aljibe, 1979, pp.73-82

<sup>11</sup> Juan Antonio LACOMBA, *Blas Infante y el despliegue del andalucismo*, Málaga, Sarriá, , 2000, 93 p.

<sup>12</sup> Isidoro MORENO NAVARRO, « Etnicidad, conciencia de etnicidad y movimientos nacionalistas : aproximación al caso andaluz », *Revista de Estudios Andaluces*, n°5, 1985, pp.13-38

<sup>13</sup> Manuel GONZALEZ DE MOLINA, Eduardo SEVILLA GUZMAN, « En los orígenes del nacionalismo andaluz : reflexiones en torno al proceso fallido de socialización del andalucismo histórico », *Revista Española de Investigaciones Sociológicas*, n° 40, 1987, pp.73-96. Il convient de souligner que nombreuses sont les analyses menées sur l'andalousisme historique. Pour avoir une connaissance beaucoup plus approfondie et détaillée de ce nationalisme, il est recommandé de s'imprégner entre autres études celles de José ACOSTA SANCHEZ, *Andalucía. Reconstrucción de una identidad y la lucha contra el centralismo*, Barcelona, Anagrama, 1978, 252 p. ; - « Federalismo y krausismo en los orígenes y evolución del andalucismo. De Tubino y 'La Andalucía' al Ideal Andaluz », *Actas del II Congreso sobre el*

non seulement les causes de l'émergence de l'andalousisme, mais aussi son processus évolutif et ses insuffisances jusqu'à la transition démocratique.

Un constat capital reste à faire dans la production bibliographique de l'andalousisme historique : les analyses relatives à la répression franquiste dans la région de l'Andalousie restent encore peu nombreuses. Cette insuffisance pourrait se justifier par le difficile accès aux documents aussi bien durant le franquisme que durant les années quatre-vingts. Mais, pour une meilleure connaissance de la violence et des conséquences du régime franquiste en Andalousie, il est indispensable que des études s'arrêtent sur cette période qui a si tristement marqué cette région et dont les traces jusqu'à ce jour restent indélébiles dans sa mémoire collective. Dans l'optique d'éclairer notre analyse sur les faits marquants de cette société qui pendant longtemps sont restés sous silence, les travaux de Francisco COBO ROMERO et de Francisco MORENO GOMEZ constituent un apport capital. En effet, dans leurs œuvres respectives *La represión franquista en Andalucía* et *la guerra civil en Córdoba (1936-1939)*<sup>14</sup>, ils montrent de façon détaillée que la répression franquiste était une institutionnalisation de la violence politique déployée à travers l'Etat. Elle avait pour but d'exterminer les formations politiques et syndicales qui défendaient dans le passé un

---

*Andalucismo Historico*, Sevilla, Fundación Blas Infante, 1987, p. 83-135 ; Joaquin AGUDELO HERRERO, « El proyecto de estatuto autonómico andaluz de 1931 », *Actas del VI Congreso sobre el Andalucismo Historico*, Sevilla, Fundación Blas INFANTE, 1995, p. 327-336 ; Leandro ALVAREZ REY, Encarnacion LEMUS LOPEZ, *Historia de Andalucía Contemporánea*, Huelva, Universidad de Huelva, 1998, 569 p. ; Fernando ARCAS CUBERO, « Aspectos de la trayectoria histórica del andalucismo », *Nacionalismo y regionalismo en Espana*, Córdoba, Diputación, 1985, p. 91-93. ; Eloy ARIAS CASTAÑON, « Historia de Andalucía y andalucismo », *Revista de Historia Contemporanea*, 1985, n°4, p. 189-194. ; Antonio Miguel BERNAL, « Andalucía: en busca de una conciencia histórica », *Historia 16*, Extra V, abril de 1978, p. 133-140 ; Leonor de BOCK CANO, « Blas Infante: la idea de Grecia en la historia andaluza », *Paginas*, n°13, 1992, p. 33-43 ; - « La Andalucía griega de Blas Infante », *Actas del VI Congreso sobre el Andalucismo Historico*, Sevilla, Fundación Blas Infante, 1995, p. 231-241 ; - « Los elementos clásicos en el *genio* andaluz », *Trivium*, n°5, 1993, p. 171-181 ; - « El Hércules andaluz : mito y símbolo de Blas Infante », *Estudios Clásicos*, n°107, 1995, p.51-62 ; Antonio Maria CALERO AMOR, « La crisis social andaluza en el primer tercio del siglo XX: partidos políticos y movimiento obrero », *Actas del I Congreso sobre el Andalucismo Historico*, Sevilla, Fundación Blas INFANTE, 1985, p. 83-105 ; Pascual CARRION, *La reforma agraria: problemas fundamentales*. Madrid, Sociedad de Estudios Políticos, Económicos y Sociales, 1931, 141 p ; Demetrio CASTRO ALFIN, « Anarquismo agrario », *Anarquismo y movimiento jornalero en Andalucía*, Córdoba, Ayuntamiento, 1988, Alberto CARRILLO LINARES, « La crisis de 1898 y el Andalucismo Histórico », *Actas del Congreso Internacional Andalucía y el 98*, Córdoba, Cajasur, 2001, p. 367-384

<sup>14</sup> Francisco COBO ROMERO (Coord), *La represión franquista en Andalucía*, Sevilla, Centro de Estudios Andaluces, 2012, 145 p. ; Francisco MORENO GOMEZ, *la guerra civil en Córdoba (1936-1939)*, Madrid, Alpuerto, 1985, 759 p. ; - *Córdoba en la posguerra (la represión, la guerrilla, 1936-1950)*, Córdoba, Francisco Baena, 1987, 585 p. Dans l'optique d'approfondir la lecture sur l'andalousisme durant le franquisme, le lecteur peut se référer aux travaux suivants : Alfonso BRAOJOS et al., *Sevilla, 1936 : sublevación fascista y represión*, Sevilla, Muñoz Moya y Montraveta Editores, 1990, 269 p. ; Antonio CAZORLA, *Desarrollo sin reformistas. Dictadura y campesinado en el nacimiento de una nueva sociedad en Almería, 1939-1975*, Almería, IEA, 1999, 301 p. ; Francisco COBO ROMERO : *La conflictividad campecina en la provincia de Jaén durante el periodo 1931-1936*, Thèse doctorale, Université de Grenade, 1991 ; Francisco COBO ROMERO, Teresa ORTEGA LOPEZ, *Franquismo y posguerra en Andalucía Oriental. Represión, castigo a los vencidos y apoyos sociales al régimen franquista, 1936-1950*, Granada, 2005, 449 p. ; Francisco ESPINOSA, *La guerra civil en Huelva*, Huelva, Diputación Provincial de Huelva, 1996, 730 p. ; - *La columna de la muerte. El avance del ejército franquista de Sevilla a Badajoz*, Barcelona, Crítica, 2003, 504 p. ; Maria del Campo POZO FERNANDEZ, *La depuración del magisterio nacional en la ciudad de Málaga*, Málaga, Diputación Provincial de Málaga, 2001, 209 p. ; Paul PRESTON, *El holocausto español : odio y exterminio en la guerra civil y después*, Barcelona, Debate, 2011, 859 p. ; Juan ORTIZ VILLALBA, *Del golpe militar a la guerra civil. Sevilla 1936*, Sevilla, RD Editores, 2006, 485 p.

système politique et économique réformiste qui inciterait l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, la défense de leurs droits et de leur capacité revendicative. Dans cette perspective, l'Andalousie étant une région dans laquelle les soulèvements des ouvriers réclamant de meilleures conditions de vie et de travail étaient très fréquents, la répression s'y est convertie en instrument au service des latifundistes et de la classe dominante. Cette action des pouvoirs finit par annihiler les avancées démocratiques enregistrées durant la Seconde République en général, et celles du mouvement andalousiste en particulier qui, il convient de le souligner, éprouvait de grandes peines à se consolider socialement. L'intérêt de ces travaux réside dans la mise en relief des moyens de subsistance de l'andalousisme et des raisons de sa productivité quasi inexistante durant cette phase sombre de l'Histoire de l'Espagne.

Le centralisme liberticide imposé par le régime franquiste n'ayant en aucun cas résolu les problèmes historiques de l'Andalousie, la question relative à la construction identitaire différente de celle construite par l'Etat et celle de l'andalousisme, mouvement politique qui en a fait son cheval de bataille pour parvenir au développement de sa région, a ressurgi aussitôt après le décès du général FRANCO. En effet, Francisco ALBURQUERQUE souligne que les indicateurs de développement de cette région étaient alarmants :

*elevado índice de emigración, pérdida de empleo, inadecuada distribución de la población activa, escasa diversificación de las exportaciones, debilidad de las inversiones en la zona, desequilibrada distribución de la renta, tímida y anárquica industrialización, nivel bajo de instrucción, carencia de una auténtica política agraria...*<sup>15</sup>

La politique économique défendue par le régime franquiste avait en effet fortement favorisé l'industrialisation et la concentration des activités économiques au nord de l'Espagne au détriment du sud, ce qui accentua davantage la dépendance de l'Andalousie, occasionna de lourdes répercussions sur sa situation socioéconomique qui était déjà endémique, et encouragea la fuite de plusieurs millions de ses fils à la recherche de meilleures conditions de vie principalement vers la Catalogne et le Pays basque. Non seulement cette affligeante situation constitua un électro choc pour les anciens andalousistes, pour les jeunes intellectuels et pour les universitaires, mais aussi l'absence d'une politique publique visant à sortir l'Andalousie de cet abîme amplifia le sentiment nationaliste qui émergeait déjà durant la période d'agonie du régime franquiste. Enfin, ces deux facteurs réunis engendrèrent la nécessité d'avoir une force politique exclusivement andalouse qui défendrait directement, et de façon efficiente, les intérêts de cette région au niveau national. Dans

---

<sup>15</sup> ALBURQUERQUE, F, « Andalucía, un desarrollo difícil » dans *Revista de Estudios Andaluces*, 2, 1984, pp. 59-72, cité par José María de los Santos, *Andalucía en la transición, 1976-1982*, Centro de Estudios Andaluces, Seville, 2002, p. 147.

cette perspective, la reformulation idéologique de l'andalousisme historique était primordiale pour construire et légitimer l'image d'une Andalousie nouvelle et pour les différentes institutions qui allaient contribuer à son unité culturelle, politique et juridique durant la transition. Car, cette instrumentalisation régionaliste de la politique, véritable pouvoir en Andalousie, allait avoir une incidence majeure sur le niveau d'autonomie acquis à l'issue de la transition et, ce niveau d'autonomie, à son tour, allait jouer un rôle déterminant dans l'impulsion du développement de cette Communauté Autonome ; est du moins ce que pensaient les acteurs politiques qui partageaient certaines théories sur l'existence d'une relation entre le nationalisme et le développement régional.

L'une des figures emblématiques de ce discours est le théoricien politique du nationalisme Tom NAIRN. En effet, en partant du postulat selon lequel la forme inégale et discontinue avec laquelle le capitalisme s'est développé dans le monde crée des conflits entre les régions relativement riches et celles qui sont relativement pauvres, il arrive à la conclusion suivante :

*Sólo en aquellas circunstancias en las que la disparidades económicas regionales coinciden con una comunidad étnica concreta, existe la posibilidad de que surja un movimiento nacionalista en esta región. Pero, ¿qué representa ese movimiento? En este caso no nos hallamos ante un movimiento regional de protesta social, sino ante un nacionalismo étnico que quiere asegurarse el reconocimiento político y quizá busque autonomía territorial, o incluso la independencia de una comunidad étnica con conciencia de sí un buen nivel de desarrollo. En otras palabras, las disparidades económicas y las privaciones sociales son puestas al servicio de objetivos más amplios perseguidos por las comunidades étnicas o sus elites cuando las autoridades estatales competentes quieren marginarlas o suprimirlas<sup>16</sup>.*

Cette instrumentalisation du nationalisme comme arme de développement régional trouve également, parmi ses fervents défenseurs, le Sociologue Neil SMELSER qui affirme que la relation nationalisme/développement peut être conçue dans un double sens : d'une part, le nationalisme peut être un mouvement politique qui défend des thèses de développement ; d'autre part, le développement et le changement social peuvent être occasionnés par le nationalisme<sup>17</sup>.

C'était donc dans cette optique que la reformulation idéologique de l'andalousisme se fit plus que jamais sentir. Les Andalous, toutes classes confondues, comprirent que l'entente, la cohésion et l'intérêt général de l'Andalousie devaient avoir la primauté sur les intérêts particuliers au cours de la période historique que traversait alors l'Espagne. Cette unanimité transforma le nouvel

---

<sup>16</sup> Tom NAIRN, cité par Anthony D. SMITH, *Nacionalismo y Modernidad*, Madrid, Istmo, 2000, p. 113

<sup>17</sup> Neil SMELSER, cité par Anthony D. SMITH, *Nacionalismo y Modernidad*, Madrid, Istmo, 2000, 432 p.

andalousisme en une force politique imparable. En effet, la nécessité de la pratique d'une nouvelle politique à même de mettre le développement de l'Andalousie à un niveau identique à celui de la Catalogne et du Pays basque avait réuni autour d'un même noyau des universitaires d'origine bourgeoise, des intellectuels de diverses professions libérales et la population qui se distinguait autrefois par son caractère apolitique et anarchiste.

Dans cette dynamique, le 7 mai 1976, les élites politiques de cet andalousisme postfranquiste, en se basant sur les accords de l'Assemblée Régionaliste de Cordoue qui s'était tenue en 1933 et celle de Séville en 1936, présentèrent l'avant projet de leur premier Statut d'Autonomie de l'Andalousie. Projet de texte mettant en exergue la configuration politique et juridique du pouvoir andalou et dont l'applicabilité, surtout pour des raisons exogènes, ne fut effective qu'après son adoption en 1981. Il convient de souligner que durant cette période de grande agitation qui annonçait le début de la transition démocratique en Espagne, la nécessité de créer un parti politique pouvant permettre aux andalousistes d'avoir des élus régionaux qui allaient directement défendre les intérêts de l'Andalousie au *Congreso de los Diputados* coïncida avec l'arrivée du Gouvernement Central d'Adolfo SUAREZ. Celui-ci légalisa tous les partis politiques et organisa pour la première fois des élections libres après de longues décennies de dictature franquiste. C'est ainsi que dans cette quête du pouvoir naquit le *Partido Socialista de Andalucía* qui se définissait comme :

*Un movimiento popular hacia la autonomía, que es expresión de una toma de conciencia colectiva, y que se propone la reconstrucción histórica, cultural e ideosincrática de Andalucía, el enriquecimiento de todo este acervo y la paralela reconstrucción económica y social de nuestra región*<sup>18</sup>.

Quoique faisant allusion à la reconstruction historique et culturelle, il ne fait pas l'ombre d'aucun doute que les revendications socioéconomiques constituaient l'élément médullaire du nouvel andalousisme dans la lutte pour l'autonomie. Et, en considérant que le socialisme est une idéologie qui a pour fondement la justice sociale, droit que les andalousistes, depuis Blas INFANTE, cherchaient à acquérir, nous pouvons dire sans risque de nous tromper que dans cette Espagne postfranquiste, le socialisme, la démocratie, l'andalousisme, l'autonomie et le développement socioéconomique étaient des piliers indissolublement unis dans l'idéal des andalousistes.

La Constitution Espagnole de 1978 pour sa part, dans l'objectif de donner la possibilité aux régions de s'autogouverner et ainsi gérer leurs propres intérêts comme le réclamaient entre autres les andalousistes, prévoit à travers son Titre VIII, de répartir le pouvoir entre le Gouvernement central et les autogouvernements tout en spécifiant les modalités de structuration et d'accession à

---

<sup>18</sup> PARTIDO SOCIALISTA de ANDALUCIA, Declaración del primer congreso y estatutos. Julio-diciembre 1976, Sevilla, Impr. Malasana, 1977, p.3

l'autonomie de ces derniers. En effet, elle prévoit trois moyens d'accession à l'Autonomie qui peuvent être qualifiés d'ordinaire, d'extraordinaire et d'historique. Le premier, par l'article 143, était plus facile, mais octroyait moins de pouvoir autonome à l'autogouvernement qui en faisait usage. Le second, établi par l'article 151, était plus complexe car il soumettait les régions qui le choisissaient aux normes incluses dans la Loi Organique sur le Référendum du 28 décembre 1979 approuvée par l'UCD et le PSOE. Cependant, il leur donnait la possibilité de jouir d'une autonomie aux compétences élargies. Et le troisième, celui dont bénéficiaient la Catalogne, le Pays basque et la Galice, pour avoir approuvé leurs Statuts d'Autonomie durant la Seconde République, était très simple, mais accordait tout de même à ces régions le même type d'autonomie que le second.

Vis-à-vis de ces différents moyens d'accession à l'Autonomie, en Andalousie, toutes les forces politiques concentrèrent leurs forces sur le processus d'élaboration et d'approbation d'un Statut aux compétences élargies qui sortirait cette région de la marge du développement et qui la ferait converger vers l'Espagne prospère. Dans cette dynamique consensuelle, elles signèrent le 4 décembre 1978 à Antequera le Pacte Autonómico Andalou dans lequel elles affirmèrent clairement leur engagement pour un accès à l'autonomie par la voie de l'article 151 et manifestèrent le souhait d'y parvenir le plus rapidement possible. Elles déclenchèrent par la même occasion l'opposition des centristes qui estimaient que l'autonomie aux compétences élargies ne devait revenir qu'aux nationalités historiques. En dépit des multiples mesures prises par le Gouvernement Central visant à obstruer ce processus autonome, Andalouses et Andalous, dans leur immense majorité, se prononcèrent par un vote affirmatif au référendum du 28 février 1980. Quant au Statut d'Autonomie, après plusieurs tractations avec le Gouvernement central, il ne fut promulgué que le 30 décembre 1981.

Ainsi le changement voulu et instauré sous Juan Carlos Ier, Roi d'Espagne, matérialisé et appliqué par le gouvernement d'Adolfo SUAREZ, nonobstant ses multiples incohérences et contradictions, a permis à l'ensemble des régions, et à l'Andalousie en particulier, de récupérer sa mémoire collective et de s'affirmer politiquement en initiant un singulier processus d'autodétermination qui, somme toute, a eu un impact d'une importance capitale sur la configuration de l'Etat des autonomies. L'analyse approfondie de cette période de renaissance et l'apport de l'Andalousie dans la consolidation démocratique de l'Espagne se sont transformés, durant ces dernières décennies, en une veine exploitée par des universités andalouses, des centres de recherches et des analystes de diverses spécialités dont la production est diffusée aussi bien par les institutions autonomiques que par des structures privées.

L'initiative autonome andalouse a attiré l'attention de plusieurs domaines de recherches, à l'instar de la Sociologie, du Droit Politique, de l'Economie, de l'Histoire, etc. A côté de la légitimité juridique de ce processus, les analyses de l'Andalousie durant la transition permettent

également de s'imprégner de son impact en Espagne, sur le nouvel andalousisme, et sur les institutions d'autogouvernement dont elle a légitimé l'existence. Dans la dynamique de cette production, soulignons l'apport du Politologue et Sociologue José Maria de los SANTOS LOPEZ dont le compromis avec les questions sociales en Andalousie amène à consacrer toute sa recherche sur les causes de l'émergence de l'andalousisme et de son développement. Dans son ouvrage intitulé *Andalucía en la transición 1976-1982*<sup>19</sup>, il révèle non seulement le parcours de l'andalousisme de son émergence à nos jours, mais aussi les instants décisifs qui nous permettent d'interpréter avec précision les vicissitudes et le moyen par lequel l'Andalousie est passée pour acquérir son Statut d'Autonomie. Dans la même optique, l'Historien et Documentaliste Arsenio GUTIERREZ PEREZ lui a emboîté le pas avec son ouvrage sur « *El andalucismo en la Transición. PSA-PA en la provincia de Almería (1976-1982)* ». Il analyse la configuration et la conjugaison de l'idéologie socialiste avec les objectifs de l'andalousisme historique qui ont donné naissance à la formation politique dénommée *Partido Socialista de Andalucía* (PSA) dont le rôle avait été déterminant durant la transition et dans l'acquisition de l'autonomie en Andalousie. L'Historien Manuel RUIZ ROMERO avec ses analyses sur « *Carmona : Ciudad del Estatuto de Autonomía. Datos para una vinculación histórica*<sup>20</sup> » et sur « *La emergencia del andalucismo político en el contexto del tardofranquismo a la transición*<sup>21</sup> », trace également d'une part, le processus évolutif de l'andalousisme de son émergence à la fin du XIXe siècle à l'acquisition de l'autonomie par l'article 151 de la Constitution, et d'autre part, il fait essentiellement l'autopsie de la reformulation de l'andalousisme historique et de son processus évolutif.

Enfin, une mention spéciale revient au spécialiste en Histoire Economique, Politologue et Sociologue Juan Antonio LACOMBA dont les innombrables ouvrages, en l'occurrence « *Historia contemporánea de Andalucía. De 1800 a la actualidad*<sup>22</sup> », constituent une véritable pièce maîtresse

---

<sup>19</sup> José María de los SANTOS LOPEZ, *Andalucía en la transición 1976-1982*, Sevilla, Centro de Estudios Andaluces, 2002, 464 p.

<sup>20</sup> Manuel RUIZ ROMERO, « Carmona : Ciudad del Estatuto de Autonomía. Datos para una vinculación histórica », *Revista de Estudios Locales*, n°5, 2007, pp. 2247-2266

<sup>21</sup> Manuel RUIZ ROMERO, « La emergencia del andalucismo político en el contexto del tardofranquismo a la transición », *Centro de Estudios Históricos de Andalucía*, pp. 639-656, disponible sur [\[http://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=793348\]](http://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=793348), (page consultée le 12 avril 2014)

<sup>22</sup> Juan Antonio LACOMBA, *Historia contemporánea de Andalucía, de 1800 a la actualidad*, Córdoba, Almuzara, 2006, 315 p. Pour une lecture plus approfondie l'Andalousie durant la transition, voir entre autres Manuel BONACHELA MESAS, « El sentimiento nacionalista entre las elites andaluzas », *Revista Internacional de Sociología*, n° 44, 1982, pp. 549-576; - « El proceso autonómico andaluz: una aplicación del art. 151 », dans José CAZORLA (prol.): *Los procesos de formación de las Comunidades Autónomas. Aspectos jurídicos y perspectivas políticas*. Granada, Parlamentos vasco, catalán, gallego y andaluz, 1984, vol. I, pp. 313-348; Rafael CABALLERO BONALD, « Estatuto de Autonomía para Andalucía: Tribunal Superior de Justicia », *Revista del Poder Judicial*, n° 2, 1982, pp. 91-95; Juan Cano Bueso, « A propósito del reglamento del Parlamento de Andalucía: una reflexión sobre su naturaleza jurídica », dans José CAZORLA (prol.): *Los procesos de formación de las Comunidades Autónomas. Aspectos jurídicos y perspectivas políticas*. Granada, Parlamentos vasco, catalán, gallego y andaluz, 1984, vol. I, pp. 859-872; - « Crónica general sobre la actividad parlamentaria en Andalucía durante la Primer Legislatura (1982-1986) », *Revista de las Cortes Generales*, n° 12, 1987,



dans la compréhension et dans notre analyse sur l'Andalousie actuelle. Véritable témoin vivant allant de la période franquiste à l'Andalousie actuelle, et pour avoir été *Director General de la Junta de Andalucía* et *Asesor* de Rafael ESCUREDO, premier Président de la Communauté Autonome de l'Andalousie, sa profonde connaissance sur l'Histoire et sur le sous-système politique andalou nous a permis, durant notre entretien, d'avoir une approche claire de la connaissance et de l'explication des différentes étapes autour desquelles s'articule l'Andalousie actuelle ainsi que ses perspectives d'avenir.

A partir de la consultation de ces sources, il était évident que le processus autonome de la Communauté Autonome de l'Andalousie par la voie de l'article 151 était conçu par les Andalouses et les Andalous comme le principal moyen de sortir leur région du sous-développement et de la dépendance économique. En somme, ce peuple avait l'intime conviction que l'Autonomie politique allait être la pièce maîtresse du moteur de leur développement économique et social.

Mais au sortir des vingt-six premières années d'exercice de l'autogouvernement andalou, force est de constater que le processus autonome demeure encore hautement conflictuel entre l'Etat espagnol et la Communauté Autonome de l'Andalousie qui initia le processus de réforme de son Statut de 1981 afin de percevoir directement les principaux impôts sur son territoire, réduire à minima l'étendue du pouvoir de l'Etat, et de négocier chaque année avec le gouvernement central le montant de sa contribution aux ressources nationales. En effet, l'ancien Président de la *Junta de Andalucía*, Manuel CHAVES GONZALEZ, entama la réflexion sur la nécessité de reformer le Statut approuvé en 1981 conformément aux articles 147.3 et 152.2 de la Constitution, ce qui a été fait au référendum de ratification du nouveau texte statutaire le 18 février 2007 en dépit de la forte abstention enregistrée à ce scrutin.

Alors, si en 1981, tous s'accordèrent à penser que l'Andalousie était comme une patiente dont l'état socioéconomique et politique nécessitait une entrée urgente en soins intensifs prodigués par la formation d'un parti politique à tendance régionaliste et l'acquisition de l'autonomie

---

pp. 293-306; Pilar del CASTILLO VERA, « Referéndum en Andalucía de aplicación del artículo 151 de la Constitución », *Revista de Derecho Político*, n° 6, 1980, pp. 175-179 ; José CAZORLA PEREZ et Manuel BONACHELA MESAS, « El proceso de constitución de la Comunidad Autónoma Andaluza », *Actas del III Congreso de la Asociación Española de Ciencias Políticas*. Zaragoza, 1983; José Cazorla Perez, « Los Andaluces y la Autonomía », *Actas del II Congreso sobre el Andalucismo Histórico*, Sevilla, Fundación Blas Infante, 1987, pp. 317-339; Manuel CLAVERO AREVALO, *Forjar Andalucía*. Sevilla, Ediciones Andaluzas, 1980, 243 p. ; - « Las nuevas autonomías: el caso andaluz », *Cuenta y Razón*, n° 30, 1987, pp. 31-36 ; - « El papel de Andalucía en el modelo cuasi-federal surgido de la Constitución de 1978 », *Actas del VII Congreso sobre el Andalucismo Histórico*. Sevilla, Fundación Blas Infante, 1996; Antonio CHECA GODOY, « La encrucijada política andaluza », *Zona Abierta*, n° 26, 1980, pp. 6-20, - « Una perspectiva del proceso autonómico andaluz », *Leviatán*, n° 9, 1982, pp. 75-84; José María DELGADO, « Regionalismo y nacionalismo en Andalucía, hoy », *Nación Andaluza*, n° 1, 1983, pp. 23-40 ; José FRANCISCO LORCA NAVARRETE, *El proceso autonómico andaluz. Entre el sentimiento y la razón de un pueblo (1977-1992)*. Madrid, Pirámide, 1992, 269 p. ; Pilar MELLADO PRADO, « El referéndum sobre el Estatuto de Autonomía andaluz », *Revista de Derecho Político*, n° 13, 1982, pp. 33-47.

politique, quel est son état au bout de trois décennies de régime autonome ? Le nationalisme andalou et l'autonomie politique ont-ils répondu de façon efficiente aux aspirations politiques et socioéconomiques de l'Andalousie ? Cette dernière interrogation porte aussi bien sur les ressorts de l'andalousisme que sur l'efficacité de l'autonomie politique dans le processus de développement de la Communauté Autonome de l'Andalousie. Vouloir y répondre relèverait d'une ambition démesurée : l'objet d'étude qui est le nôtre, c'est-à-dire, « L'Andalousie dans l'Espagne des autonomies : du Statut de 1981 à celui de 2007 », se situe à la charnière de cette problématique. Le problème doit être compris en termes d'indispensabilité et de garantie de l'existence d'une formation politique et d'une autonomie politique dans le développement de l'Andalousie : dans quelle mesure l'andalousisme et l'autonomie aux compétences élargies, conçus initialement comme instruments indispensables pour le développement, sont-ils justement parvenus à développer l'Andalousie ?

Rappelons que le développement est le processus de changements politique, culturel, économique et social positifs qui ont lieu dans un environnement bien déterminé au cours d'une période bien précise. Il peut également être conçu comme la valorisation maximale des ressources endogènes et exogènes à travers la génération d'une dynamique de croissance au sein d'un territoire bien spécifique. Eminemment relatif, il convient en règle générale de considérer le concept de développement en ayant des modèles de comparaison et en élaborant des stratégies à même de favoriser la convergence du territoire moins développé vers ceux qu'il tient pour modèles. En Andalousie, les cas catalan et basque constituent le plus souvent des références comme l'illustre Teófila MARTINEZ SAIZ, actuelle Vice Présidente du Parti Populaire de l'Andalousie, autrefois Porte parole dudit parti à la *Junta de Andalucía* :

*Las aspiraciones de los andaluces (...) eran hace veinte años, y siguen siendo ahora, el cumplimiento de las esperanzas y objetivos de nuestro Estatuto de Autonomía. Esas esperanzas y esos objetivos eran y son estar entre los mejores, alcanzar los niveles de vida de los catalanes, de los vascos, de los riojanos, de los navarros o baleares y sentirnos orgullosos no sólo de ser andaluces, sino de nuestra capacidad real para crear riqueza, de nuestro espíritu de lucha por mejorar y de nuestro talante abierto, dialogante y pacífico*<sup>23</sup>.

Cette intervention relève non seulement une manifestation sous-jacente de la conscience régionale des inégalités économiques et sociales que développaient les Andalouses et les Andalous

---

<sup>23</sup> PARLAMENTO de ANDALUCIA, *Diario de Sesiones del Parlamento de Andalucía*, Séville, PARLAMENTO de ANDALUCIA, 2003, pp.7738-7739

vis-à-vis des autres régions, mais aussi la conception instrumentaliste de l'autonomie qui d'ailleurs en ressort au moment de lire la leur Statut.

L'andalousisme et l'autonomie sont-ils parvenus à faire converger l'Andalousie vers le niveau de développement moyen de l'Etat espagnol, ou vers celui de la Catalogne et du Pays basque? Répondre à cette interrogation dans notre analyse implique l'utilisation d'une approche comparative. En effet, pour une analyse adéquate de la dynamique socioéconomique de la Communauté Autonome de l'Andalousie, il convenait de mener une méthode dans une perspective comparative qui prît en compte les indicateurs de développement de cette région et ceux des Communautés les plus développées - en l'occurrence le Pays basque et la Catalogne -, ceux de l'Etat, et dans une moindre mesure, ceux de l'Union Européenne. A partir de cette approche, les indicateurs faciliteraient et stimuleraient la comparaison entre les changements politiques et socioéconomiques opérés en Andalousie et ceux opérés dans les autres zones géographiques considérées comme plus développées, ce qui par conséquent montrerait si l'Andalousie s'est développée, si sa situation de sous-développement au moment de l'acquisition de l'autonomie est restée constante, ou pire encore, si elle s'est davantage détériorée durant la consolidation de l'Etat des autonomies.

Dans notre travail, l'étude du nationalisme andalou, de son apparition à la fin du régime franquiste, utilisée comme entrée en matière, nous permet d'aborder de façon immédiate, l'influence du caractère démissionnaire de l'Etat-nation dans son émergence. Aussi, après avoir étudié Blas INFANTE, moteur et concepteur de l'andalousisme, nous pencherons-nous tour à tour sur la question du développement et sur les obstacles au processus de socialisation. Nous verrons ensuite comment l'andalousisme et les autres nationalismes furent fortement réprimés par la dictature du Général FRANCO. *Le nationalisme andalou durant la transition démocratique (1975-1981)*, deuxième partie de notre travail, analysera les conditions de l'émergence et la configuration du nouvel andalousisme, le rôle fondamental des nationalismes périphériques dans l'institutionnalisation de l'Etat des autonomies, la lutte sans réserve menée par l'Andalousie dans l'acquisition de son autonomie, et enfin, l'instrumentalisation du Statut de 1981 comme moteur de développement économique. Après l'étude du processus autonome de l'Andalousie, il faudra faire le bilan du régime autonome de l'Andalousie, ce qui nous permet d'entrer de plain-pied dans la troisième partie de travail : *dynamique politique de l'Andalousie autonome : succès et insuffisances d'un intense processus de transformation (1982-2012)*. Le but ici sera d'examiner la dynamique politique du sous système andalou à travers l'instauration d'un système de parti dominant, de la disparition des partis minoritaires et de la confrontation permanente entre les deux partis majoritaires d'envergure étatique implantés en Andalousie qui met cette Communauté sous

la tutelle de l'Etat. Avec cette mise sous tutelle, les stratégies de développement entreprises par les élites politiques depuis Madrid au nom de la population vivant en Andalousie avaient du mal répondre aux véritables attentes des Andalouses et des Andalous. Le déphasage ainsi créé entre les aspirations des élites politiques et celles de la population fut clairement exprimé au sortir de la consultation de ratification référendaire du nouveau texte statutaire de 2007.

**PREMIERE PARTIE :**  
**LE NATIONALISME ANDALOU : DE SON APPARITION**  
**A LA FIN DU REGIME FRANQUISTE**

**Chapitre premier**

**L'ESPAGNE LIBERALE : CONSTRUCTION D'UN ETAT  
UNITAIRE ET DESENGAGEMENT DU POUVOIR  
CENTRAL EN ANDALOUSIE**

Dans le débat public et politique de l'Espagne des Autonomies, la question nationale s'est toujours posée avec acuité. En effet, des interrogations sur la définition et la conception de la nation espagnole, sur sa construction et sur sa composition comme une nation unitaire ou comme un Etat composé de plusieurs singularités nationales n'ont cessé d'émerger durant le XXe siècle<sup>24</sup>. Ce désaccord sur la conception de la nation dans ce pays tire son origine du conflit latent opposant le pouvoir central aux nationalismes périphériques au cours du XIXe siècle et dont la politique de la Restauration bourbonnienne, dès 1874, servit de catalyseur. *La Constitución española*, dans son article 2, reflète ici l'expression parfaite de ce manque de clarté : « *La Constitución se fundamenta en la indisoluble unidad de la Nación española, patria común e indivisible de todos los españoles, y reconoce y garantiza el derecho a la autonomía de las nacionalidades y regiones que la integran y la solidaridad entre todas ellas* »<sup>25</sup>. La nation, ce terme employé durant des époques, avait acquis une connotation particulière à partir de la Révolution Française<sup>26</sup>. Effectivement, si au Moyen Age, ce terme d'origine latine qui signifie « *natio* » s'appliquait à un groupe d'individus nés sur un territoire déterminé et qui, à partir de leurs relations générées historiquement par leur langue, leur culture, leur religion, étaient conscients de leur cohérence, de leur unité et de leurs intérêts particuliers, à partir de 1789, il va définir un ensemble de personnes pourvues de droits et de devoirs au sein d'une communauté politique. Ainsi, la nation passa d'une conception purement territoriale et culturelle à une conception juridico-politique qui inspira les différents mouvements révolutionnaires identitaires enregistrés depuis le XIXe siècle en Europe en général, et en Espagne en particulier.

Au regard des contextes historiques dans lesquels ils prirent forme, de l'hétérogénéité de ces mouvements et de l'évolution de leurs idées nationalistes, il serait préférable de parler dans notre analyse de nationalismes plutôt que du nationalisme. En effet, depuis *Nacionalismo: Teoría, ideología, historia*<sup>27</sup> d'Anthony D. SMITH à *Nations et nationalisme depuis 1780: Programme,*

---

<sup>24</sup> Il existe une abondante documentation sur le conflit qui opposa l'Etat libéral espagnole aux nationalismes périphériques et qui dérivait sur les différentes conceptions de la nation espagnole. Nous pouvons lire dans ce sens FRANCISCO CAMPUZANO, *Los nacionalismos en España. De l'Etat libéral à l'Etat des autonomies (1876 – 1978)*, Université Montpellier III, Montpellier, 2001, 390 p., SEBASTIAN BALFOUR, ALEJANDRO QUIROGA, *España reinventada. Nación e identidad desde la Transición*, Barcelona, Península, 2007, 415 p., JORDI BONELLS, *Los nacionalismos españoles (1876-1978)*, Ed. du Temps, Paris, 2001, 221 p., TUSELL, JAVIER, *España, una angustia nacional*, Espasa Calpe, Madrid, 1999, 272 p., etc.

<sup>25</sup> *La Constitución española*, Madrid, Tecnos, 15a ed., p. 27

<sup>26</sup> La Révolution Française en 1789 fut une période qui marqua la chute de l'Ancien Régime et le remplacement de la monarchie absolue française par la Première République. La Révolution donna naissance aux Droits de l'homme qui proclament l'égalité de tous les citoyens devant la loi, les libertés fondamentales et la souveraineté de la nation qui, dorénavant, devait être gouvernée par des élus représentant le peuple.

<sup>27</sup> ANTHONY D. SMITH, *Nacionalismo: Teoría, ideología, historia*, Madrid, Alianza, ed. de 2004, 208 p.

*mythe et réalité*<sup>28</sup> d'Eric HOBBSAWM en passant par *Social Preconditions of National Revival in Europe*<sup>29</sup> de Hroch MIROSLAV et *Nations et nationalisme*<sup>30</sup> d'Ernest GELLNER, pour ne citer que ceux-là dans l'abondante production sur l'histoire de la nation et des mouvements nationalistes, nous constatons qu'il existe des théories idéologiques et des définitions différentes du nationalisme. En Espagne, les dysfonctionnements du processus de construction de l'Etat-nation au XIXe siècle occasionnèrent non seulement l'émergence des différentes tendances du nationalisme, mais aussi une polarisation de la société à travers la consolidation du pouvoir économique et politique, de la bourgeoisie et la prostration du prolétariat. L'Andalousie dans ce sens offrait un excellent panorama. Cette région, fondamentalement agricole, vit émerger en son sein un mouvement de revendication identitaire dû à la démission de l'Etat face à la pauvreté et à la question agraire qui engendraient de profonds conflits entre les ouvriers et les paysans abandonnés à leur triste sort, et les latifundistes soutenus par la classe politique supérieure andalouse installée à Madrid et faisant partie du pouvoir central.

## **I-a La construction de la nation espagnole : du projet révolutionnaire à l'immobilisme politique et social**

### **I-a-1 Elaboration de la Constitution de Cadix : naissance et tentative de consolidation de la nation espagnole**

Les protagonistes de la rupture politique et sociale observée durant les Cortes de Cadix et durant le Triennat Constitutionnel qualifièrent ces périodes de révolution espagnole<sup>31</sup>, une révolution entreprise par la population dans l'objectif de mettre un terme à l'Ancien Régime et d'établir, à compter de 1810, la souveraineté nationale. Ce fut en effet à ce moment que les Cortes, durant l'élaboration de la Constitution, déclarèrent la liberté et l'indépendance de la nation espagnole tout en précisant qu'elle ne pouvait être le patrimoine d'aucune personne et encore moins d'aucune famille<sup>32</sup>. Cette norme fondamentale, approuvée le 19 mars 1812 en l'absence de Ferdinand VII, prisonnier en France, établit un nouveau système de représentation qui constituait une rupture claire de l'ordre politique et social du régime féodal en vigueur en Espagne depuis des

---

<sup>28</sup> Eric HOBBSAWM, *Nations et nationalismes depuis 1780 : programmes, mythe et réalité*, Paris, Gallimard, 1992, 254 p.

<sup>29</sup> Hroch MIROSLAV, *Social preconditions of national revival in Europe*, Cambridge, Columbia University Press, 2000, 220 p.

<sup>30</sup> Ernest GELLNER, *Nations et nationalismes*, Paris, Payot, 1994, 208 p.

<sup>31</sup> Ce concept de révolution espagnole apparaît durant le processus constitutionnel de Cadix après le soulèvement de la population le 2 mai 1808 qui marque le début de la Guerre contre l'invasion des troupes napoléoniennes. Le même concept sera utilisé pour qualifier la révolution de 1820 opérée après le pronunciamiento de Rafael de Riego.

<sup>32</sup> BIBLIOTECA CERVANTES VIRTUAL, *Constitución política de la Monarquía Española Promulgada en Cádiz a 19 de Marzo de 1812*, [<http://bib.cervantesvirtual.com/servlet/SirveObras/c1812/12260843118006070754624/ima0139.htm>], (page consultée le 03 février 2012)



siècles. La nation, souveraine, avait désormais la possibilité d'établir des lois qui s'appliqueraient à tous les Espagnols ; et l'amour pour la patrie, devenu une obligation prioritaire et une attitude morale supérieure à l'égoïsme individuel, faisait partie des moyens de consolidation de cette nation en gestation<sup>33</sup>. Même si elle fut abrogée par le monarque dès son retour en Espagne le 4 mai 1814, puis rétablie après le pronunciamiento de Rafael de RIEGO<sup>34</sup> en 1820, la Constitution de 1812 allait désormais servir de symbole, de reflet de la liberté et de la naissance de la nation espagnole.

En effet, envisagée comme la norme fondamentale et suprême de l'ordre juridique de cette nouvelle Espagne, la Constitution de 1812 véhiculait un discours drainant une force symbolique et exprimait l'identité et la souveraineté politique du peuple espagnol. En fédérant les différentes cultures et les différentes populations pour structurer la nouvelle organisation politique, cette norme fondamentale était le symbole de l'émancipation du peuple espagnol, de l'affirmation de son existence, de son identité en tant que nation souveraine. « *La Nation española es libre é independiente, y no es ni puede ser patrimonio de ninguna familia ni persona* », tel était en l'espèce le message délivré par les rédacteurs de cette Constitution à travers son article 2. Elle fut dès lors l'attribut d'un Etat libéral, moderne et formalisa la souveraineté de la nouvelle entité politique et identitaire en cours de construction.

Si Ernest Renan affirme que « *la nation moderne est donc un résultat historique amené par une série de faits convergeant dans le même sens* »<sup>35</sup>, Ernest GELLNER, l'un des auteurs de référence dans l'étude de l'émergence des nations et leur relation avec la modernité, dans *Nations et nationalisme*<sup>36</sup>, quant à lui, leur associe quatre réalités : Etat, nation, industrialisation et nationalisme. Pour ce dernier, les mouvements nationalistes apparurent dans des Etats industrialisés avec un niveau élevé de qualification et de division du travail. Dans ces Etat, la relation entre les quatre réalités précitées est que le nationalisme est un principe politique qui affirme que l'unité politique –Etat- et l'unité nationale –nation- doivent être congruentes<sup>37</sup>. En d'autres termes, chaque nation doit avoir un Etat et vice versa. L'Etat est une unité politique ou un gouvernement d'une

---

<sup>33</sup> *Idem*

<sup>34</sup> Né en 1784 à Santa María de Tunes dans les Asturies et mort en 1823, Rafael de RIEGO y NUÑEZ fut un général espagnol et un homme politique libéral. Durant la guerre d'indépendance espagnole qui éclata en 1808 et au cours de laquelle fut rédigée la Constitution, il s'enrôla dans le régiment des Asturies afin de combattre les troupes napoléoniennes. Ferdinand VII, de retour en Espagne en 1814, abolit la Constitution de 1812 et rétablit le système absolutiste. En 1819, afin d'aller combattre les mouvements indépendantistes en Amérique du Sud, le roi mit sur pied dix bataillons parmi lesquelles celle des Asturies commandée par RIEGO. Une fois à Cadix pour effectuer le voyage vers les colonies, RIEGO, le 1<sup>er</sup> janvier 1820, organisa une mutinerie, proclama le rétablissement de la Constitution de 1812 et propagea immédiatement le mouvement insurrectionnel. Ce soulèvement, connu sous le qualificatif de "pronunciamiento", marqua le début d'une longue série d'insurrections de ce type dans l'Espagne du XIXe siècle.

<sup>35</sup> Ernest RENAN, *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Mille et une nuits, Clamecy, 2011, p.15

<sup>36</sup> Ernest GELLNER, *Nations et nationalisme*. Payot, Paris 1989, 208 p.

<sup>37</sup> *Idem*, p.11

société déterminée : il est délimité par l'existence d'un territoire, d'une population et par l'exercice de sa souveraineté. La nation quant à elle, est un groupe d'individus partageant la même culture quand la culture à son tour signifie un système d'idées, de signes, d'associations et de mode de comportements et de communication. Enfin, les sociétés industrielles se caractérisent par des regroupements ou des communautés enregistrant une croissance constante de la connaissance et de la production, et au sein desquels la division du travail s'est tellement développée que les individus doivent être prêts à changer de travail de temps à autres durant leur vie. Cette fluidité interne implique bien entendu que l'Etat ait préalablement instauré un système éducatif efficient couvrant toute l'étendue de son territoire et englobant toutes les couches sociales pour une meilleure homogénéisation de la culture. Cela revient à dire que les sociétés industrielles doivent se fonder sur l'existence d'une nation au sens moderne et à partir de laquelle l'Etat peut centraliser la politique, créer des infrastructures, réajuster les disparités socioéconomiques régionales, etc. Cet ensemble de réalités et de facteurs cadre avec l'objectif du nationaliste : faire en sorte que la nation soit congruente avec son Etat.

Cette analyse de GELLNER dans la congruence entre la nation et l'Etat s'avère indispensable dans le processus de construction de l'Etat-nation espagnole par les libéraux au sortir de la rédaction de la Constitution de Cadix, ou plus précisément, après le pronunciamiento de Rafael de Riego en 1820. En effet, elle nous aidera à mieux déceler les dysfonctionnements de la politique libérale dans la construction de l'Etat-nation espagnol au cours du XIXe siècle.

Ainsi, en se basant sur la Constitution de 1812, le XIXe siècle semblait débiter sous la dynamique de l'émancipation, de l'union, de la construction d'un Etat libéral, moderne, pour ne pas dire progressiste. En effet, d'abord une guerre qui, malgré sa complexité, s'était gravée dans la mémoire des Espagnols comme un mouvement populaire, spontané et unanime contre les troupes de Napoléon. Elle représenta l'éveil de l'Espagne, non comme résultat de l'union de différentes régions, mais comme un sentiment et une valeur commune. La guerre de l'indépendance fut un facteur de généralisation du sentiment de la nation et de développement d'une conscience collective chez les Espagnols. Ensuite, une Constitution qui se voulait nationale et dont la promulgation fut envisagée comme point d'un nouveau départ, de nouvelles espérances qui rendaient le peuple dépositaire de la souveraineté politique et créaient en apparence une solide identité nationale espagnole. Enfin, à travers ce processus révolutionnaire porté par la revendication de la liberté et de l'égalité, s'établissait une Monarchie constitutionnelle dont les institutions représentatives marquaient la rupture définitive avec l'Ancien Régime.

L'Etat articulait de ce fait institutionnellement la souveraineté d'une nation politique dans un pays marqué par une diversité culturelle et au sein duquel il devait créer et consolider une nation

culturelle commune à tous les Espagnols. En d'autres termes, l'Etat devait jouer un double rôle dans la construction de la nation espagnole. Il devait en effet construire et consolider non seulement une nation politique, mais également une nation culturelle ; processus complexe et lent au cours duquel il devait amener tous les Espagnols, au-delà de leurs anciennes allégeances, à adhérer progressivement, consciencieusement et pleinement à l'identité nationale en gestation. Cette nouvelle identité nationale, née d'une crise et d'un effort commun, devait alors se fondre dans les cultures et la vie quotidienne de tous les Espagnols afin de se consolider et devenir une réalité, un devoir et une instance en action dans cette nouvelle Espagne.

En lançant l'idée révolutionnaire de la nation comme dépositaire de la souveraineté, les libéraux identifiaient le patriotisme à la défense de la liberté tel que l'exemplifia Agustín ARGUELLES<sup>38</sup> au moment de la promulgation de la Constitution de 1812 en s'exclamant « *españoles, ya tenéis patria* ». Cependant, les disparités régionales nous laissent aisément comprendre que l'Espagne était loin d'être une communauté dotée d'une homogénéité linguistique et culturelle comme semblaient le croire les libéraux. En réalité, la parfaite congruence entre la culture ou les cultures et l'unité politique n'était qu'une formule de laboratoire. En d'autre terme, la nation construite autour de la Constitution de 1812 était exclusivement politique. Les libéraux devaient alors se mettre au travail afin d'inventer la tradition<sup>39</sup>. Car, s'il est vrai qu'amener des individus à s'identifier à une entité politique et à vivre une loyauté vis-à-vis de cette dernière requiert un cadre juridique adéquat, il n'en demeure pas moins vrai que cela nécessite également des émotions fondées sur le partage d'une réalité historique commune tel que l'atteste RENAN :

*Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis (...) La nation, comme l'individu, est l'aboutissant d'un long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouements. Le culte des ancêtres est de tous le plus légitime ; les ancêtres nous*

---

<sup>38</sup> Réfugié à [Cadix](#) avec les autorités supérieures, Agustín ARGUELLES contribua à y organiser une représentation nationale, fut élu député des Asturies et membre du comité chargé de rédiger une constitution. Il fit, à ce sujet, en 1810, le rapport d'où sortit la célèbre constitution de 1812

<sup>39</sup> Eric HOBBSBAWM, dans *Nations et nationalisme depuis 1780. Programme, mythe, réalité*, Paris, Gallimard, 1992, 247 p. appelle ainsi l'étape de l'affirmation de l'identité culturelle. Celle-ci commence habituellement avec la détermination des frontières qui génère une conscience de différenciation culturelle. Ensuite vient l'étape de l'identification des symboles car tout groupe a besoin d'une langue, d'un drapeau, d'un hymne, de monuments, de personnages, de héros... qui très souvent font références à un passé mythique dont la récupération et la reformulation galvanise la population. Nous retrouvons cette même conception de la construction identitaire chez Ernest GELLNER et chez Anne-Marie THIESSE dans leurs œuvres respectives *Nations et nationalisme*, Payot, Paris 1989, 208 p. et *La Création des Identités Nationales*, Paris, Editions du Seuil, 1999, 302 p.

*ont faits ce que nous sommes. Un passé héroïque, des grands hommes, de la gloire (j'entends de la véritable), voilà le capital social sur lequel on assied une idée nationale. Avoir des gloires communes dans le passé, une volonté commune dans le présent ; avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore, voilà les conditions essentielles pour être un peuple*<sup>40</sup>.

Ayant fait de la nation le dépositaire de la souveraineté, les libéraux se devaient de nationaliser l'ensemble des citoyens pour diffuser le sentiment national, légitimer la Constitution vis-à-vis des forces de l'Ancien Régime et consolider l'Etat libéral en gestation. Pour ce faire, ils débutèrent par l'étape de l'affirmation de l'identité culturelle espagnole. En d'autres termes, une construction ou une invention des mythes, des symboles, de discours mettant en relief la nation qui, pour montrer qu'elle était titulaire de la souveraineté politique, devait prouver qu'elle était effectivement le protagoniste de l'histoire et de toute la réalité politique et sociale. Pour que l'opinion espagnole accepte la nouvelle vision du monde, il était indispensable aux libéraux d'organiser tous les savoirs, les références et les symboles culturels autour de la nation espagnole<sup>41</sup>.

Dans le processus de nationalisation, Ernest GELLNER, Eric HOBSBAWM et Anne-Marie THIESSE se rejoignent sur la prépondérance de l'éducation parmi les autres outils de nationalisation. Celle-ci, en effet est l'un des piliers fondamentaux dans le principe effectif de l'intégration sociale, de la participation civique et de la reproduction culturelle. L'Etat détient le monopole de l'éducation légitime atteste GELLNER. Cependant, dans le cas de l'Espagne du XIXe siècle, même si l'assimilation de la nouvelle culture se faisait à travers l'éducation, les livres, les institutions, il est indispensable de relever que le processus de nationalisation de la société, comme l'affirme ÁLVAREZ JUNCO, fut principalement entrepris par des intellectuels qui soutenaient le principe réformateur de l'Etat et non par l'Etat libéral lui-même :

*España fue uno de aquellos casos en que se intentó construir la nueva identidad política en torno a la cultura que el Estado patrocinaba como oficial. No era tarea directa del poder público (...), sino de las élites políticas que apoyaron los cambios modernizadores, empezando por aquellos constitucionalistas gaditanos que sucedieron a los reformadores ilustrados*<sup>42</sup>.

Ceux-ci, par le canal de l'histoire, de la littérature, des œuvres artistiques, se consacrèrent à la construction de l'idée de patrie, à la défense de ses symboles et à la promotion des valeurs à même de faciliter la congruence entre l'unité politique et l'unité culturelle au sein cette Espagne en

---

<sup>40</sup> Ernest RENAN, *Qu'est-ce qu'une nation*, op.cit., p.31

<sup>41</sup> José ÁLVAREZ JUNCO, *Mater dolorosa: la idea de España en el siglo XIX*, Ed. Taurus, Madrid, 2001, 684 p.

<sup>42</sup> *Idem*, p.192

construction. En effet, la diffusion et la pénétration des éléments constitutifs de la nouvelle identité se faisaient à travers un discours historique nationaliste bien codifié avec ses mythes, sa littérature, ses épisodes, ses personnages symboliques, en somme, avec tous les éléments permettant de générer une identité collective espagnole. Et, l'histoire, véritable mémoire collective, fut convertie en instrument fondamental d'autodéfinition identitaire et constitua l'un des piliers fondamentaux de cette nouvelle culture que devait intégrer l'ensemble des citoyens espagnols. En venant à l'appui de l'Etat libéral, les intellectuels élaborèrent de ce fait les fondements de la signification de l'identité nationale espagnole en prenant l'histoire comme support de la construction du récit naturel de l'Espagne comme nation. Car, un groupe d'individus qui n'a pas conscience de son passé a nécessairement une altération du fondement des structures identitaires qui sous-tendent sa mémoire : il est similaire à un individu amnésique. Qu'il s'agisse d'une communauté ou d'un individu, l'histoire n'est pas un acquis, mais une construction. Et ce fut dans cette optique que les libéraux projetaient l'Etat dans le passé à travers une représentation idéale de son peuple, en mettant un accent particulier sur ses gloires et en se focalisant sur des aspects à même de constituer des vecteurs unificateurs de toutes les régions avec leur Etat, cela, en dépit de leurs particularités culturelles.

La réécriture et l'enseignement de l'histoire, pour les libéraux, fut ainsi comme une transmutation intellectuelle qu'imposait la transparence d'une lecture nationale sur l'opacité des événements passés de cette Espagne dorénavant représentée par des citoyens dont on sollicitait l'adhésion et la fidélité aux institutions qui représentaient l'Etat libéral.

Dans cette dynamique de construction d'un Etat national, avec l'implantation et le développement d'un système éducatif dont nous analyserons les insuffisances par la suite, la littérature également joua un double rôle de grande importance. En effet, en lisant les mêmes récits écrits en castillan, les citoyens partageaient indubitablement le même univers mental, la même langue, se sentaient identiques, unis et égaux : ils sentaient qu'ils appartenaient à la même nation. Alors, à travers cet instrument privilégié de cohésion et de communication, ils s'identifiaient aux autres et aux héros de la même manière et avaient les mêmes ennemis. Dans les œuvres de José Mariano de LARRA et de José ZORRILLA par exemple, le patriotisme et la loyauté à la nation devinrent le principal critère de référence politique. Benito PEREZ GALDOS quant à lui, avec ses *Episodios Nacionales*, peignait l'exaltation du nationalisme espagnol durant le XIXe et début XXe siècle. Pour lui, la guerre de l'indépendance était l'expression de l'éveil de la conscience nationale espagnole. La littérature libérale en résumé n'avait qu'une seule et grande préoccupation : la nation espagnole.

Pour ce qui est de la peinture, elle se chargea de mettre un visage sur les héros et de manifester physiquement certains thèmes mythologiques nationaux. A cela s'ajoutèrent la musique, l'architecture, l'archéologie, etc. En somme, à la fin du XIXe siècle, les mythes nationaux furent inventés grâce à l'œuvre accomplie par les intellectuels dans la construction de l'édifice culturel de la nation espagnole<sup>43</sup>.

### **I-a-2 La réforme libérale de l'Etat : entre construction d'une administration centrale et immobilisme politique et social**

La construction de l'Etat-nation espagnol dont les idées révolutionnaires avaient été inspirées de la révolution française de 1789 s'articulait autour d'un Etat centralisé. Cependant, dans le processus de construction de ce type d'Etat, lorsque l'objectif d'unir, de coordonner et de consolider une société s'assimile à la centralisation du pouvoir, cela conduit nécessairement à privilégier le centre au détriment de la périphérie. La réforme libérale de l'Etat espagnol entreprise à partir de 1812 fut faite dans cette optique de concentrer le pouvoir et d'unifier des différentes institutions autour du centre castillan initié par les Bourbons durant le XVIIIe siècle.

En effet, il convient de rappeler que la monarchie espagnole était constituée d'un ensemble de territoires aussi singuliers les uns que les autres sur le plan politique et juridique. Et que chaque territoire, comme le releva fort bien Charles III, ne s'intéressa qu'à la promotion et à la conservation de ses intérêts :

*España es el cuerpo compuesto de muchos cuerpos pequeños y opuestos entre sí que mutuamente se chocan, oprimen y desprecian haciéndose una continua guerra civil. Cada provincia forma un cuerpo aparte que sólo se interesa en su conservación, aunque sea en perjuicio y depresión de los demás*<sup>44</sup>.

Il va de soi que cette caractéristique constituait un véritable handicap pour les monarques qui voulaient mener une politique commune à l'échelle du royaume. Ils étaient dans l'incapacité de changer l'ordre juridique de leur royaume car en héritant de chacun de ce dernier, ils juraient de respecter ses différents fueros, leurs privilèges, leurs franchises et leurs libertés. De leur côté, les

---

<sup>43</sup> Cette vision instrumentaliste de la construction de l'identité nationale espagnole est largement développée par José ÁLVAREZ JUNCO dans *Mater Dolorosa : la idea de España en el siglo XIX*. En abordant en effet la question de l'identité nationale dans son versant politico-culturel, il valorise sa force et atteste que celle-ci constitue une création purement artificielle mise au point pour des raisons politiques. Mais l'essentiel dit-il «*es entender por qué, a pesar de todo, tienen tanta fuerza, por qué hay tanta gente dispuesta a creer en esos mitos*»

<sup>44</sup> Cédula expédiée en 1768 par Charles III et citée par Eloy TERRON dans *Sociedad e ideología en los orígenes de la España contemporánea*. Barcelona, Península, 1969, p. 53.

royaumes juraient fidélité et obéissance aux monarques. Mais avec l'avènement de Philippe V, pour punir la rébellion organisée par les territoires qui soutinrent l'Archiduc d'Autriche Charles durant la guerre de succession, le régime centralisé fut instauré en Espagne. Le décret de Nueva Planta du 29 juin 1707 constitue une illustration parfaite de cette politique centralisatrice :

*...he juzgado por conveniente (así por esto como por mi deseo de todos mis reynos de España a la uniformidad de unas mismas leyes, usos y costumbres y tribunales gobernándose igualmente todos por las leyes de Castilla tan loables y plausibles en todo el Universo) abolir y derogar enteramente, como desde luego por abolidos y derogados, todos los referidos fueros, privilegios, prácticas y costumbres hasta aquí observadas en los referidos reynos de Aragón y Valencia; siendo mi voluntad, que estos se reduzcan a las leyes de Castilla y al uso, práctica, y forma de gobierno que tiene y ha tenido en ella y en sus tribunales sin diferencia alguna de nada;...*<sup>45</sup>

Outre l'évidente différence entre le contexte de promulgation de ce décret et celui de l'Espagne libérale, un fait reste marquant dans ce document : il constitua une preuve extraordinaire de la culture réformiste et centraliste non seulement du XVIIIe siècle, mais également de la construction de l'Etat libéral espagnol. En effet, si le centralisme fut imposé par Philippe V pour homogénéiser la politique de sa monarchie, celui-ci par contre fut conçu par les libéraux comme un contrepoids aux désordres et à l'insécurité politique engendrées par la lutte contre l'absolutisme entre 1814 et 1833 et aux problèmes de succession au trône après la mort de Ferdinand VII qui déclencha plusieurs guerres civiles<sup>46</sup>. Ainsi, la centralisation de l'appareil étatique, modèle procédant de l'Ancien Régime, fut préconisée par des libéraux modérés comme moyen non seulement d'asseoir leur pouvoir, mais également de mieux articuler et consolider cet Etat moderne en construction :

*Una administración centralizada es el modelo que proponen, y ningún otro, nuestros administrativistas liberales pioneros en el estudio del Estado moderno en formación. Javier de Burgos, Alejandro Oliván, Ortiz de Zúñiga, Posada Herrera y Gómez de la Serna escriben todos ellos antes de 1845 que es cuando rigurosamente se consolida la reforma iniciada ya en Cádiz. Después escribirán Manuel Colmeiro, Fernando Cos-Gayón y José Posada Herrera de nuevo. En ello*

---

<sup>45</sup> Décret de la Nueva Planta promulgué par Philippe V le 29 juin 1707

<sup>46</sup> Manuel TUÑÓN DE LARA dans la *España del siglo XIX*, Vol. I, Ed. Akal, Madrid, 2000, met en évidence quelques considérations sur les guerres civiles qui opposaient les constitutionnalistes aux absolutistes. Il explique en outre comment au sortir de 1834, la vision de l'articulation administrative de l'Espagne opposait les modérés aux progressistes tout au long du XIXe siècle.

*coinciden perfectamente con tratadistas más políticos, nuestros teóricos doctrinarios, desde los puritanos como Pacheco hasta Alcalá Galiana, pasando por el tecnocratismo de Fermín Caballero y los moderados más ortodoxos como Mon, Francisco Agustín Silvela, Francisco de Cárdenas, Beltrán de Lis, Escosura y Pidal, este último uno de los más firmes propulsores del centralismo como doctrina política*<sup>47</sup>.

Depuis les Cortes de Cadix, la doctrine libérale de l'Etat s'identifiait à la nécessité d'homogénéiser le territoire à travers une administration unique. Cette politique libérale, il convient de le signaler, était non seulement uniformiste, mais également centraliste. Elle était uniformiste au sens où tout le territoire espagnol devait être régi par les mêmes institutions ; centraliste au sens où toutes ces institutions devaient être concentrées dans la capitale, et conservatiste. Le cas basque dans cette Espagne libérale constituait l'unique exception. Car, le Pays basque, pour avoir soutenu Philippe V durant la guerre de succession, conserva ses fueros durant les trois premiers quarts du XIXe siècle<sup>48</sup>. Ce ne fut qu'après la Restauration et plus spécifiquement par la loi du 21 juillet 1876 que ceux-ci furent supprimés. En d'autres termes, il n'y avait pratiquement aucun pouvoir véritable au niveau local dans l'Espagne libérale, sinon de simples représentations ou délégations du pouvoir central. Dans cette opinion presque généralisée de la nécessité de centraliser le pouvoir afin de consolider la nation, Francisco Agustín SILVELA, membre du parti Libéral Conservateur présidé par Antonio CANOVAS del CASTILLO, estimait que :

*...es preciso abrazar de un golpe de vista una nación entera; combinar, ó sacrificar á veces cuando no puede ser de otra manera, unos á otros intereses opuestos de sus diferentes provincias (...) Para lo cual es también no menos preciso que los agentes de este poder estén fuertemente enlazados unos con otros por medio de una dependencia inmediata y de una responsabilidad efectiva*<sup>49</sup>.

SILVELA avait manifestement une vision négative à l'égard de la décentralisation. Car, outre cette précédente assertion, concernant la loi du 3 février 1823<sup>50</sup>, il nous fait savoir clairement que celle-ci :

---

<sup>47</sup> Julio AROSTEGUI, El Estado español contemporáneo : centralismo, inarticulación y nacionalismo, dans *Revista de Historia Contemporánea*, 1998, n°17, pp. 9-10

<sup>48</sup> José María JOVER, *La civilización española a mediados del XIX*, Madrid, Espasa Calpe, 1991, p. 118.

<sup>49</sup> Francisco Agustín SILVELA, Estudios prácticos de administración, dans *Revista de Administración Pública* [<http://www.juridicas.unam.mx/publica/librev/rev/rap/cont/52/pr/pr12.pdf>], (page consultée le 05 février 2012)

<sup>50</sup> La Loi du 3 février 1823 définissait le Chef Politique comme un appareil administratif et exécutif. Vis-à-vis de la Députation, il constituait un organe à caractère représentatif et délibérant. Cette Loi qui n'avait pas été promulguée



*...no sólo no satisface a aquellas condiciones, sino que, por el contrario, favorece abiertamente la "excentralización" y la "insubordinación". Según ella cualquier alcalde puede oponer un obstáculo legal al cumplimiento de una ley, sea la que fuere, con sólo la fuerza de inercia, con sólo una resistencia pasiva, alegando o no falsos pretextos. Hé aquí por qué. Porque no reside en el gobierno, ni por delegación suya en el jefe político ó diputación provincial, facultad para suspender á aquel alcalde, para deponerlo, ó al menos para enviar en su lugar persona que haga en favor de la nación lo que él no quiere ejecutar. ¡Tal es el estado de las cosas!*<sup>51</sup>

A partir de ce point de vue, les libéraux considéraient qu'en centralisant le pouvoir, ils n'avaient nullement l'objectif de supprimer ou d'assumer les fonctions qui revenaient aux maires ou aux différentes entités représentant le pouvoir dans la périphérie, mais de renforcer les mécanismes de contrôle en mettant sous la tutelle du pouvoir central tout l'appareil administratif de l'Etat. Mais jusqu'à quel point l'Administration doit-elle être centralisée s'interroge, Alejandro de OLIVAN dans son oeuvre *De la Administración pública con relación a España*. Pour qu'un système administratif soit efficace, il est indispensable de s'assurer de la parfaite harmonie entre les actions des localités et celles de la société dans son intégralité. En somme, pour OLIVAN, les intérêts des provinces devaient être subordonnés aux intérêts de l'Etat. Dans cette même optique, Manuel COLMEIRO en 1850 dans *Derecho administrativo español*, atteste que :

*La centralización administrativa es la concentración en el poder ejecutivo de cuantas fuerzas son necesarias para dirigir los intereses comunes de una manera uniforme. La centralización es la unidad en la nación y en el poder, ó la unidad en el territorio, en la legislación y en el gobierno (...)*

*"Quien divide sus fuerzas, dice Mr. Cormenin, las pierde: quien apetece libertad, desea el orden: quien quiere el orden, quiere un pueblo arreglado, quiere un gobierno fuerte, y quien quiere un gobierno fuerte, quiere gobierno central."*

*La centralización es una reacción contra el sistema de incoherencia antiguo, pues el período histórico donde se advierte una excentralización mayor, es la época del régimen feudal, cuando los señores, los prelados y las corporaciones ejercían el derecho de acuñar moneda y administrar justicia en sus*

---

en 1823 à cause de la nouvelle abolition de la Constitution de 1812 par Ferdinand VII était finalement rentrée en vigueur en 1843.

<sup>51</sup> *Idem*

*respectivos territorios. Es también una reacción contra el régimen no menos enérgico de la independencia municipal, cuando cada villa tenía un fuero particular y constituía un pequeño estado con sus privilegios y magistrados cada uno, sin vínculos que los ligaran entre sí y sin subordinación á un poder común. Entonces no había espíritu nacional ni existencia colectiva; sólo se reconocían grupos de intereses divergentes o encontrados y sentimientos de egoísmo local, incapaces de elevarse hasta la concepción de la idea generosa de un bien público.*

*La suerte de la libertad, así política como civil, está pues, ligada al predominio de un régimen administrativo que ensalce el bien común distribuyendo y ordenando los intereses locales. Ninguna parcial resistencia debe entorpecer la acción administrativa central, cuando fiel intérprete de las necesidades y deseos de la nación, la encamina hacia su prosperidad. Una sola voluntad y una sola fuerza constituyen el todo político á que llamamos estado<sup>52</sup>.*

Considérant tous les points de vue défendus par l'ensemble des libéraux modérés, entre autres Francisco Agustín SILVELA, Alejandro de OLIVAN, Manuel COLMEIRO, les lois qui étaient mises en vigueur à partir de 1845 répondaient clairement à la volonté centralisatrice, à la dépendance de la hiérarchie et à un certain manque de confiance en la périphérie.

Toutefois, même si les efforts centralisateurs des libéraux permirent d'avancer dans le processus de nationalisation à travers une certaine unité législative et une identité nationale, il convient de noter qu'il existait tout de même au sein de la classe politique libérale, des divergences sur la définition et la détermination des intérêts nationaux, sur le contenu politique de la nation politique à proprement parler qui était en construction, en somme, sur l'idée de l'Espagne. En effet, contrairement aux modérés qui défendaient une Espagne fondamentalement uniforme, centralisatrice et ayant pour langue le castillan, les progressistes, même s'ils partageaient le point de vue des modérés, militaient pour la sauvegarde des anciennes institutions provinciales ainsi que leurs particularités culturelles. Ils défendaient une cohésion du pouvoir central et des pouvoirs régionaux. En d'autres termes, la reconnaissance de l'existence des singularités régionales et leur participation dans la construction du nouvel Etat. Dans cette optique du républicanisme fédéral, Francisco PI Ì MARGALL proposa une articulation de l'Etat qui reposerait, non pas sur l'imposition de l'unité autour d'un organe central, mais sur la sauvegarde de l'autonomie municipale et sur la promotion des singularités régionales qui, autrefois, étaient des royaumes. C'était donc dans cette dynamique qu'il déclara :

---

<sup>52</sup> Manuel COLMEIRO, Derecho administrativo español, dans *Revista de Administración Pública*, [<http://www.juridicas.unam.mx/publica/librev/rev/rap/cont/1982/pr/pr12.pdf>], (page consulté le 05 février 2012)

*Nosotros nos llamamos federales porque queremos: 1) Que el pueblo, la provincia y la nación sean igualmente autónomos dentro del círculo de sus respectivos intereses; 2) Que los pueblos estén unidos en la provincia y las provincias en la Nación por una Constitución, o lo que es lo mismo, por un pacto*<sup>53</sup>.

Dans cette aspiration à décentraliser le pouvoir, militaient également les krausistes. Ceux-ci, en effet, militaient pour l'unité organique et harmonique de toute de la nation. Dans *Proyecto de Bases*, Nicolás SALMERON estimait que cette organisation de l'Etat reposerait sur la municipalité, sur le pouvoir régional et sur l'Etat. La défense de cette conception organique et harmonique qui promouvait l'autonomie municipale et régionale fut d'ailleurs réaffirmée durant son discours prononcé à Barcelone en 1891 :

*Afirmamos la región, no sólo por la exigencia de que no sea el organismo del Estado una mera reunión de las moléculas -si vale la expresión-, de las moléculas municipales, que no bastarían a ofrecer aquella flexibilidad indispensable para que encajen perfectamente las articulaciones del gran cuerpo de la nación, sino porque en España las regiones tienen propio espíritu, peculiar carácter, determinada tendencia que, lejos de sofocarlos, importa vigorizarlos en este sentido y tendencia para que vengan a formar una armonía que será tanto más rica y sólida cuanto más viva y genial sea la variedad de que se forme*<sup>54</sup>.

En somme, durant la construction de l'Etat libéral, même s'il y avait des opinions contraires au modèle centraliste défendu principalement par les modérés, tous les libéraux s'accordaient sur la nécessité de l'union de la nation politique espagnole. Par ailleurs, cette vision politique centraliste du pouvoir des libéraux dans leur ensemble malgré un certain nombre de divergences avait-elle une vocation sociale et jusqu'à quel point ? Sur le plan socioéconomique, les libéraux constituèrent plus une force politique conservatrice que libérale qui modifia le projet initialement révolutionnaire de Cadix.

En effet, durant le XIXe siècle, dans un contexte de relations plus ou moins harmonieuses avec l'Eglise, centralisme, maintien de l'ordre et défense de la propriété, bref, la politique des libéraux en général prétendait consolider les changements impulsés par la Constitution de Cadix. Cependant, durant leur exercice du pouvoir, ils montraient clairement que leurs prétendues réformes modernisatrices servaient tout simplement à limiter les bienfaits du processus révolutionnaire, ainsi

---

<sup>53</sup> FRANCISCO PI I MARGALL, *Las nacionalidades. Escritos y discursos sobre federalismo*, Ediciones Akal, Madrid, 2009, p.61

<sup>54</sup> Nicolás SALMERÓN, Discurso pronunciado en Barcelona en 1891.

qu'à la consolidation d'une oligarchie formée par un secteur social conservateur. Dans leur immense majorité, ils ne se préoccupèrent presque pas des problèmes sociaux en général, et encore moins de la question agraire qui engendra des conflits singuliers entre riches propriétaires terriens et prolétariat comme nous le verrons par la suite. Sous l'effet de l'optimisme qui accompagnait le triomphe du libéralisme, ils estimaient que la liberté individuelle stimulerait de façon générale chaque citoyen à améliorer au maximum ses conditions de vie. A leur avis, la liberté d'entreprendre, le libre-échange et le libre choix de travail entraîneraient non seulement un accroissement de la richesse sociale, mais aussi une distribution plus rationnelle des ressources de sorte qu'à long terme, l'intérêt individuel finisse par primer sur l'intérêt général. Enfermés dans cette manière de concevoir l'organisation de la société, les libéraux pensaient qu'il était logique que la misère accable une partie de la population et que les déséquilibres socioéconomiques occasionnés par l'économie moderne étaient négligeables à côté de la forte croissance que ce système allait engendrer. En d'autres termes, en décidant que le pouvoir central devait s'abstenir d'intervenir dans le domaine économique et social en dictant des lois qui réguleraient le système productif et les relations sociales, le gouvernement ne prévint pas d'éventuels changements socioéconomiques qui accompagneraient le libéralisme et n'envisagea pas non plus que sa conception du système économique ne prenait pas en compte les déséquilibres socioéconomiques aussi bien régionaux qu'interrégionaux de cette Espagne en construction. Il oublia d'établir avant tout les principes d'égalité et de justice qui devaient régir le nouvel ordre organisationnel de la société. Il refusa de voir qu'en Espagne, le fossé de plus en plus profond séparant le prolétariat de la bourgeoisie était une réalité et que le nouveau système économique allait inexorablement engendrer des conflits sociaux.

Le processus de construction de l'Etat libéral espagnol favorisa alors non seulement la concentration de la richesse entre les mains de la grande bourgeoisie et la polarisation progressive des couches sociales, mais aussi entre les régions enregistrant un faible développement industriel, qui s'adaptèrent mal au nouveau système économique et furent incapables d'absorber la main d'œuvre valide à la recherche de travail, et les régions dont, au contraire, le tissu industriel était en expansion. Ce système condamna le prolétariat, classe majoritaire, à demeurer analphabète car sans accès à l'éducation, au chômage car sans accès à la qualification professionnelle qui lui permette de changer de secteur d'activité en choisissant celui qui lui plaisait. En somme, la politique du nouvel Etat espagnol renforça la subordination du prolétariat à la domination non seulement de la nouvelle élite politique se trouvant à Madrid, mais aussi à la bourgeoisie agraire que l'ouverture du marché à l'économie libérale rendit de plus en plus avide d'intérêts.

## **I-b Influence du processus de construction de l'Etat libéral dans l'émergence du nationalisme andalou**

### **I-b-1 Faible nationalisation des masses et crise de pénétration de l'Etat**

Durant le XIXe siècle, l'objectif principal des libéraux était la construction d'un Etat centralisé. Cependant, l'incompréhension et l'indifférence manifestée par cet Etat unitaire vis-à-vis des différentes préoccupations des provinces firent émerger au sein de ces dernières le souvenir de leurs particularités locales, alternative à l'identité nationale espagnole en construction. José ÁLVAREZ JUNCO atteste que le processus de nationalisation de l'Etat libéral devait faire face à de grands défis<sup>55</sup>. En effet, durant le XIXe siècle, avec la difficile consolidation de l'Etat centraliste, commençaient à se développer dans plusieurs provinces des mouvements qui remettaient en question non seulement la légitimité de l'Etat, mais également l'identité culturelle espagnole en construction depuis l'avènement de l'Etat libéral. Même si dans l'ensemble, leur émergence ne fut qu'une réponse aux insuffisances du processus de construction de l'Etat libéral, chacun d'entre eux avait ses spécificités et les causes véritables de certains pouvaient dater du XVIIIe siècle et plus précisément, du moment de l'abolition des fueros et de la mise en place d'une politique unitaire et centralisatrice par les Bourbons au sortir de la guerre de succession.

En effet, ces territoires qui étaient aussi singuliers les uns que les autres sur le plan politique, juridique et culturel se montraient réticents face à la volonté des monarques de mener une politique commune à l'échelle du royaume. On se souvient qu'ils devaient jurer de respecter leurs fueros, leurs privilèges, leurs franchises et leurs libertés. De leur côté, les royaumes juraient fidélité et obéissance aux monarques. Mais, l'avènement de Philippe V changea la donne. Effectivement, ayant grandi en France, pays dans lequel l'idée de la centralisation était conforme à la monarchie et où tous les territoires étaient soumis à la volonté du roi, une fois sur le trône, il voulut instaurer en Espagne un système centralisateur similaire. Mais il lui était impossible de le faire juste après son instauration car il était lié par serment aux règles du royaume. Alors, pour arriver à ses fins, il utilisa l'argument juridique de la rébellion organisée par les territoires qui avaient soutenu l'Archiduc d'Autriche Charles. Ces territoires qui avaient juré fidélité au roi, en se rébellant, avaient rompu les accords qui les unissaient au monarque et avaient par la même occasion levé l'obligation du roi à respecter leurs particularités. Ils étaient désormais considérés comme des territoires conquis au sortir de la Guerre de Succession. Cela revient à dire qu'ils étaient assujettis à la volonté de Philippe V et que ce dernier pouvait y instaurer le régime juridique qu'il souhaitait. Par les Décrets de *Nueva Planta*, de 1707 à 1716, il abolit les institutions de ces territoires et les dota d'une nouvelle

---

<sup>55</sup> José ÁLVAREZ JUNCO, *Mater Dolorosa. La idea de España en el siglo XIX*, Taurus Historia, 11<sup>e</sup> ed., 2003, 304 p.

organisation politique et administrative qui était en adéquation avec l'idée d'une Espagne unitaire et centralisée ayant pour langue officielle le castillan.

Ces abolitions et cette politique centralisatrice nourrirent alors dès le XVIIIe siècle des poches d'opposition qui, plus tard, en suscitant l'éveil culturel de leurs populations par des discours rétroactifs sur leurs identités, se consolidèrent et dérivèrent en nationalismes périphériques qui revendiquèrent explicitement une articulation décentralisée de l'Etat dès 1876.

A cette origine lointaine de la construction des identités périphériques en Espagne, s'ajoutèrent des causes beaucoup plus directes liées au processus de construction de l'Etat-nation espagnol durant le XIXe siècle. En effet, la profonde crise fratricide que traversa l'Etat libéral, à savoir les guerres carlistes, son immobilisme politique et social, sa faible nationalisation, et son désengagement face aux déséquilibres structurels et aux conflits sociaux eurent une influence majeure sur la reconsidération et l'émergence des singularités identitaires régionales.

Ainsi, analyser le rôle de l'Etat libéral dans la construction de l'Etat-nation espagnol s'avère indispensable pour mieux cerner la question de l'émergence de ces mouvements de revendication nationale, notamment l'andalousisme. Dans le cas précis de l'Andalousie, les mouvements de revendication étaient spontanés, sans conscience de classe, et enclins à l'anarchisme. Ils étaient beaucoup plus dus au désengagement de l'Etat face à la profonde crise socioéconomique que traversait cette région qu'à la faible nationalisation de la population espagnole. En revanche, dans d'autres régions comme la Catalogne et le Pays basque, leur développement était la conséquence de la conception centraliste du libéralisme par les dirigeants espagnols et leur incapacité à construire un mouvement nationaliste autour duquel devaient converger l'ensemble des régions constituant le nouvel Etat-nation.

C'est pourquoi en Espagne en général et en Andalousie en particulier, les mouvements de revendication étaient étroitement liés aux problèmes socioéconomiques et répondaient à la déficience du régime libéral dans la consolidation de l'identité nationale et la considération de la nation comme peuple souverain, et non comme une simple unité dont le pouvoir avait besoin pour enrichir davantage la bourgeoisie. Cela revient à dire que dans le cas de l'Andalousie, les mouvements de revendication étaient le fruit des mobilisations spontanées provoquées par des ouvriers et des paysans exaspérés par la dégradation continue de leurs conditions de vie sous le regard apathique des pouvoirs publics. En Catalogne et au Pays basque, le phénomène n'était pas tout à fait identique. En effet, contrairement à l'Andalousie, dans les régions du nord, les soulèvements contre le pouvoir central étaient dus à la sauvegarde des intérêts économiques et étaient promus par les élites politiques, constituées majoritairement de bourgeois. Mais quoiqu'il en

soit, en Andalousie comme ailleurs, les mouvements périphériques se développaient et se consolidaient parallèlement au processus de construction nationale de l'Etat.

De ce fait, durant le XIXe siècle, à travers le processus de nationalisation qui plus tard s'avéra déficient, les élites politiques libérales appliquaient des politiques de conversion des habitants en citoyens d'une nouvelle entité politique et identitaire. Et pour la consolidation de cette nation, le système politique devait non seulement amener la majeure partie desdits citoyens à prendre conscience de l'importance de leur implication dans la réalisation de ce projet collectif de construction d'une Espagne meilleure, mais également les amener à se sentir personnellement et pleinement concernés par les objectifs que voulait atteindre ce nouvel Etat. Pour ce faire, il fallait qu'il se produise un double phénomène :

- *Un proceso de erosión, fragmentación y descrédito, con la destrucción total o parcial, o la radical transformación del viejo mundo comunitario, de las viejas identidades tradicionales, con sus lealtades, sus culturas y sus valores, todos ellos vinculados al mundo social y político que tiende a desaparecer.*

- *La integración en una unidad nueva y superior; la adhesión a una identidad nueva que parece ofrecer ventajas lo suficientemente apreciables como para abandonar buena parte de esas viejas lealtades, valores, costumbres e incluso la lengua y cultura propias*<sup>56</sup>.

Il est évident que cela devait être l'aboutissement d'un complexe et long processus historique et politique et non par la simple adhésion des régions à la nouvelle identité. En effet, il s'agissait de créer progressivement des conditions matérielles à même de transformer les différentes relations politiques, économiques, sociales et culturelles et qui, au bout du compte, détérioreraient les anciennes allégeances identitaires de la périphérie. Etant entendu que l'objectif final était de créer une nouvelle identité nationale acceptée par tous. La nouvelle culture nationale allait être conçue comme la meilleure dans la mesure où son acquisition allait être une nécessité pour bénéficier des différents avantages pratiques qu'elle mettait à la disposition de tous ses adhérents. Bien entendu, la diffusion et l'assimilation de cette culture devait se faire à travers un système éducatif public et accessible à l'ensemble de la population. D'ailleurs, la Constitution de 1812, dans son discours préliminaire, à ce propos attestait que :

*el Estado, no menos que los soldados que le defiendan, necesita de ciudadanos que ilustren a la nación y promuevan su felicidad con todo género de luces y*

---

<sup>56</sup> Borja de Riquer i Permanyer, El surgimiento de las nuevas identidades contemporáneas : propuestas para una discusión, dans *Asociación de Historia Contemporánea*, 1999, n°35, p.25

*conocimientos. Así que uno de los primeros cuidados que deben ocupar a los representantes de un pueblo grande y generoso es la educación pública. Ésta ha de ser general y uniforme [...] Para que el carácter sea nacional, para que el espíritu público pueda dirigirse al grande objeto de formar verdaderos españoles, hombres de bien y amantes de su patria, es preciso que no quede confiada la dirección de la enseñanza pública en manos mercenarias*<sup>57</sup>.

Cependant, l'Etat ne pouvant plus compter sur l'appui financier des territoires ultramarins et essoufflé financièrement par les différentes crises traversées depuis 1808, ne pouvait supporter les frais du plan éducatif. Il décréta tout simplement que les communes et les députations se chargeraient elles-mêmes de construire et de financer leurs structures éducatives, communes qui, comme nous le verrons plus tard, avaient été dépouillées d'une bonne partie de leurs ressources par les désamortissements. Face à cette attitude, une chose était claire, l'Etat refusait d'assumer ses responsabilités en les confiant aux communes:

*el gobierno central se desentendió de sus compromisos para suministrar determinados servicios públicos a sabiendas de que iban a ser desatendidos por unas corporaciones locales pobres de recursos*<sup>58</sup>.

En d'autres termes, dans le cas de l'instruction publique, nous pouvons dire que le système scolaire espagnol était réservé à la bourgeoisie car, les services publics dépouillés de leurs bien ne pouvaient assurer ni l'enseignement primaire, ni l'enseignement secondaire et encore moins l'enseignement supérieur à l'ensemble de la population espagnole. D'une part, cela condamnait les prolétaires et leur descendance à demeurer pauvres car, analphabètes et démunis, leur adaptation à la société libérale était inenvisageable. D'autre part, cela circonscrivait fondamentalement les effectifs des établissements publics et privés aux citoyens nantis et donc, à la bourgeoisie. Manuel TUÑON de LARA à ce propos nous peint une Espagne de la moitié du XIXe siècle dont le nombre d'élèves et d'étudiants ainsi que les infrastructures scolaires étaient drastiquement réduits par rapport aux besoins de la population:

*En el curso 1859-1860 se contaban 1024882 alumnos entre escuelas públicas y privadas (3800 escuelas privadas y 18260 públicas), mientras que la población escolar superaba los dos millones y medio. Y aun hay que tener en cuenta que casi la mitad de ese millón de alumnos no asistían a los cursos*

---

<sup>57</sup> Constitution Espagnole de 1812 citée par José ÁLVAREZ JUNCO, *op.cit.*, p.545

<sup>58</sup> Francisco COMIN et Carmen GARCIA, cités par José ÁLVAREZ JUNCO, *Idem*, p.547



*completos y los abandonaban frecuentemente para ayudar a sus padres en las faenas agrícolas.*

*La segunda enseñanza reunía a 20000 alumnos, y las universidades poco más de 6000 ; de ellos, 3755 concentrados en la facultad de Derecho, donde todos los retoños de la aristocracia, de los altos funcionarios y de algunos caciques acaudalados iban a prepararse más para la política y la oratoria que para el foro. Cuando se sabe que, frente a esa masa de alumnos, sólo 141 cursaban en las facultades de Ciencias ; 38 en la Escuela de Arquitectura ; 27 en la de Ingenieros Agrónomos, y 489 en la de industriales, se forma una cabal idea de los rasgos dominantes en el espíritu español de hace cien años.*

*Y del estado de difusión de la cultura da también idea el número de bibliotecas públicas existentes en todo el país en 1859 : ¡ cincuenta y seis !<sup>59</sup>*

Dans ce décor s'inscrivait l'Andalousie, l'une des régions les plus pauvres du XIXe et durant les trois premiers quarts du XXe siècle, et où la structure socioéconomique était caractérisée par un système latifundiste. Au sein de cette région, la grande bourgeoisie détenait le pouvoir, dictait des lois et était soutenue par un autre pouvoir d'une importance capitale et dont la force s'était consolidée au fil du temps avec la diffusion de son idéologie : l'Eglise. En effet, outre sa mission prédicatrice, l'Eglise avait une hégémonie sur l'éducation depuis le bas âge à travers ses sermons. Par tradition et pour ses propres intérêts, elle avait toujours défendu l'ordre établi qui dans sa conception, avait une origine divine. Pendant des siècles, elle avait été l'organe légitimateur du pouvoir et s'occupait de l'éducation.

Depuis le début du XIXe siècle, les pouvoirs publics ne pouvant assumer la charge de l'éducation et la socialisation de la population, celles-ci, en Andalousie, étaient entièrement à la charge de l'Eglise. Elle prétendait inculquer un esprit d'acceptation de charité aux démunis et aux oubliés de la société qu'elle estimait dignes d'être aidés selon l'idéal chrétien. Cependant, son enseignement se limitait à la grande et à la petite bourgeoisie de la société andalouse dans la mesure où les enfants de ces classes n'avaient pas besoin d'aller aider leurs parents dans les champs, chose qui arrivait avec la majeure partie des enfants de paysans et de journaliers :

*Yo tengo clavada en la conciencia, desde mi infancia, la visión sombría del jornalero. Yo le he visto pasear su hambre por las calles del pueblo, confundiendo su agonía con la agonía triste de las tardes invernales (...) al*

---

<sup>59</sup> Manuel TUÑÓN de Lara, *op. cit.*, pp. 242-243

*contemplar cómo sus hijos perecen faltos de higiene y de pan; cómo sus inteligencias pierden, atrofiadas por la virtud de una bárbara pedagogía, que tiene un templo digno en escuelas como cuadras o permaneciendo totalmente incultas, requerida toda la actividad, desde la más tierna niñez, por el cuidado de la propia subsistencia, al conocer todas, absolutamente todas, las estrecheces y miserias de sus hogares desojados*<sup>60</sup>.

La coopération était forte entre l’Eglise et la bourgeoisie. Cette dernière était composée de propriétaires terriens et était l’expression de ce qui était au XIXe siècle, le pouvoir et la pratique politique de l’Etat libéral. Et, en Andalousie, région composée essentiellement d’agriculteurs comme l’atteste Blas INFANTE dans *El Ideal andaluz*<sup>61</sup>, la bourgeoisie et le clergé détenaient d’immenses extensions de terres cultivées par les prolétaires. La bourgeoisie, minoritaire, avait donc accès à la culture et participait à la vie politique du pays. Les journaliers et les paysans, eux, vivaient toujours sous la menace de la misère. Le prolétariat agricole était inculte, n’avait que peu de contact avec les classes nanties et manifestait une indifférence totale à la politique.

Le mouvement de revendication dans ce contexte de société polarisée, loin d’être dû à une déficience du processus de nationalisation amorcé par l’Etat, même si tel était le cas en Andalousie avec l’éducation de la population qui se limitait à la classe moyenne, était tout simplement la dénonciation et la protestation de la population contre le traitement indigne que lui imposait la bourgeoisie. Beaucoup plus spontanés qu’organisés, les mouvements dans cette région coïncidaient avec des conjonctures sociales et de crises économiques et n’étaient pas des soulèvements de classes dont le but ultime était de s’opposer à un quelconque projet de loi ou à une mise à l’écart du pouvoir central comme cela fut le cas respectivement au Pays basque et en Catalogne. Alors, même s’il est vrai que les insuffisances de l’Etat libéral en matière d’éducation ne constituaient le seul facteur d’échec dans le processus de nationalisation de la population, il n’en demeure pas moins vrai qu’elles mettaient en évidence que l’Etat libéral durant le XIXe siècle manquait de ressources financières d’une part, et d’autre part, il manifestait un manque total de volonté politique dans la résolution des problèmes sociaux au niveau de la périphérie.

En outre, non seulement il s’était désengagé dans la prise en charge de la construction de la nouvelle identité à travers l’éducation de la population, mais il ne s’était pas non plus intéressé à la réécriture de l’histoire qui pourtant est l’un des éléments fondamentaux dans la construction et la consolidation d’une mémoire collective. L’Espagne, atteste José ÁLVAREZ JUNCO :

---

<sup>60</sup> Blas INFANTE, *Ideal Andaluz*, 1915, *Op. cit.*, p. 89

<sup>61</sup> *Idem*

*...fue uno de aquellos casos en que se intentó construir la nueva identidad política en torno a la cultura que el Estado patrocinaba como oficial. No era tarea directa del poder público (...), sino de las élites políticas que apoyaron los cambios modernizadores<sup>62</sup>.*

C'est par le biais de ce rôle et grâce à l'influence de l'élite politique andalouse se trouvant à Madrid -comme Antonio CANOVAS del CASTILLO et Javier de BURGOS-, de purs conservateurs, que l'Andalousie avait volontairement adhéré à la nouvelle identité espagnole, quoique de manière incomplète. Incomplète, on le sait, en effet non seulement parce que l'Etat se désengagea, mais aussi parce que seules les couches sociales favorisées et minoritaires avaient accès à l'éducation. Cela engendra inévitablement un fort taux d'analphabétisme comme en atteste Javier TUSELL :

*...se ha calculado que si Francia tenía en 1870 al 70 por 100 de su población en edad de recibir la enseñanza primaria y en 1910 llegó al 90 por 100, e Italia pasó del 55 al 80 por 100 en el mismo periodo, en el caso de España las cifras fueron del 36 al 49 por 100<sup>63</sup>.*

Au regard de ces données, il ne fait pas l'ombre d'un doute que le processus d'implantation, de consolidation de l'Etat libéral, et de conversion de l'ensemble des habitants du territoire en "citoyens espagnols" à travers l'instruction publique était loin d'atteindre les objectifs escomptés car, il était plus théorique que pratique. Et, durant la période 1870-1910, le faible taux d'alphabétisation en Espagne laisse penser qu'en Andalousie, indubitablement le système éducatif était loin d'être satisfaisant :

*En efecto, puede afirmarse que el esfuerzo educativo fue sobre todo importante en la teoría, puesto que en la práctica los resultados no fueron satisfactorios. Ello pudo deberse a la falta de medios de la administración –y en especial de los ayuntamientos–, para construir y dotar a la población de las escuelas necesarias. Fruto de estas carencias es el alto nivel de analfabetismo que presenta la Andalucía del siglo XIX. Según los datos ofrecidos por Espigado Tocino, todas las capitales y provincias andaluzas se encontraban en 1877 por debajo de la media nacional, con la sola excepción de Cádiz<sup>64</sup>.*

Ce faible taux d'alphabétisation enregistré en Andalousie, mettait à la fois en lumière les carences de l'Etat libéral, et rendait perméable la population aux revendications des mouvements

---

<sup>62</sup> José ÁLVAREZ JUNCO, *op.cit.*, p. 192

<sup>63</sup> Javier TUSELL: *España, una angustia nacional*, Espasa-Calpe, Madrid, 1999, p. 100.

<sup>64</sup> Leandro ÁLVAREZ REY, Encarnación LEMUS LÓPEZ, *Historia de Andalucía Contemporánea, op.cit.*, p.204

anarchistes dans la région dont l'objectif était d'apporter des changements socioéconomiques à même de revaloriser le niveau de vie de l'Andalou et de redonner l'Andalousie sa prospérité du temps où elle était une pièce maîtresse dans l'organisation de l'empire colonial. On voit donc qu'il n'était pas dans leur intention de promouvoir une singularité ethnique.

En effet, L'impact de la faible nationalisation s'était plutôt fait sentir en Galice et beaucoup plus en Catalogne où la bourgeoisie, contrairement à l'Andalousie, dans un contexte de profondes réformes et de construction d'un Etat centralisé, revendiquait l'exercice d'une partie du pouvoir. D'ailleurs, le manque de consolidation du processus de construction nationale dont l'Etat avait la charge occasionna une certaine perception de l'Espagne comme une nation à l'identité incomplète et dont la population n'avait pas pleinement adhéré et assumé intégralement sa nouvelle identité espagnole. En outre, au fur et à mesure que l'Etat libéral adoptait des réformes, la bourgeoisie également se consolidait et pesait de plus en plus sur la vie politique, sociale et économique de la périphérie. Le concept d'égalité, quant à lui, émergeait parallèlement à de la notion de souveraineté. Il impliquait une égalité aussi bien verticale qu'horizontale ; verticale parce que l'Etat devait situer tous les citoyens au même niveau devant la loi, l'Andalou paysan devait avoir les mêmes droits et devoirs que l'Andalou bourgeois, l'Andalou et le Basque, le Catalan et le Galicien etc. Quant à l'égalité horizontale, elle impliquait tout simplement la soumission aux mêmes droits et devoirs pour tous les citoyens.

En somme, bien avant que le XIXe siècle ne s'écoule, le processus de nationalisation et d'homogénéisation de la société montrait déjà des signes avant-coureurs de son improbable réalisation. L'objectif de faire de l'Espagne une nation moderne échoua. En effet, la cohésion y était absente, le pays était au bord d'une explosion sociale, toutes les classes de la société n'étaient pas scolarisées attestent BORJA de RIQUER, ALVAREZ JUNCO et TUÑÓN de LARA, une grande partie de l'instruction publique était confiée au privé et même les documents utilisés afin de permettre le processus de nationalisation de la population étaient écrits par des élites intellectuelles qui croyaient en la création et en la consolidation d'une identité espagnole forte et non par les dirigeants. Le culte du centralisme partagé par les libéraux ne laissait aucune place à une politique modernisatrice à même de mettre un terme au caciquisme qui mettait l'Espagne rurale sous sa coupe. Dans ce contexte, l'inefficacité de l'Etat libéral dirigé par des élites –certaines andalouses et non des moindres- telles que Francisco Agustín SILVELA, CÁNOVAS del CASTILLO, Ramón María NARVÁEZ<sup>65</sup>, Alejandro de OLIVAN<sup>66</sup>, Manuel COLMEIRO<sup>67</sup> qui ne voulaient aucune démocratisation

---

<sup>65</sup> Ramon Maria NARVAEZ Y CAMPOS était un militaire et homme politique espagnol. En 1844, lorsqu'Isabelle II devient majeure, Narváez est nommé président du gouvernement, et joue un grand rôle dans la rédaction de la [Constitution de 1845](#). Il présente sa démission en 1851, mais est rappelé en 1856, après le coup d'État de [Leopoldo O'Donnell](#), pour présider le gouvernement ; il est à la tête de trois gouvernements différents entre 1856 et 1868, menant une politique

de la société ne pouvait pas ne pas engendrer l'échec de l'idée d'une identité espagnole au niveau de la périphérie :

*...sólo sobre el modelo de eficacia del Estado administrador habría sido plausible la ida de una nación unitaria, como en el caso francés, que hubiese adoptado un curso histórico distinto. Pero el centralismo español es político, intervencionista, desconoce la existencia de intereses territoriales compatibles con el interés del conjunto estatal que, por tanto, rechaza y reprime<sup>68</sup>.*

Ce manque de consolidation de la nation espagnole durant le XIXe siècle influence nécessairement l'éveil des identités endormies dans les régions où il existait déjà des prédispositions ethniques telles que la langue, la culture, le folklore et des institutions. Toutefois, il convient de relever que l'existence de ces singularités dans certaines régions telles que la Catalogne, le Pays basque et la Galice ne signifiait pas que celles-ci allaient absolument développer des mouvements de revendication plus tard. Mais dans le contexte de l'Etat libéral espagnol, les dysfonctionnements et l'échec de la construction identitaire avaient plutôt ouvert une porte à ces mouvements qui proposaient des identités alternatives à celle de l'Etat. Celles-ci avaient plutôt connu un succès grâce à la présence et au dynamisme de leur bourgeoisie et à celui de leurs élites politiques respectives au sein leurs distinctes institutions locales et provinciales d'où elles défendaient et promouvaient des propositions ayant pour but d'homogénéiser et de consolider leurs régions respectives.

### **I-b-2 Désengagement de l'Etat libéral face aux déséquilibres structurels et aux conflits sociaux en Andalousie**

La construction de l'Etat libéral, son articulation ainsi que ses pratiques politiques configurèrent le sens du développement des relations entretenues entre le pouvoir central et la périphérie. Comme noté antérieurement, la révolution libérale instaura de façon claire un modèle d'Etat centraliste qui consolidait le pouvoir de l'oligarchie espagnole et manifestait une indifférence quasi-totale à la question sociale. Cet éloignement du pouvoir des réalités politiques et socioéconomiques de la périphérie constituait un véritable obstacle à la régulation de la vie

---

répressive contre les mouvements révolutionnaires. Peu après son décès, Isabelle II est renversée par la [Révolution de 1868](#).

<sup>66</sup> Alejandro OLIVAN était un politique et juriste espagnol. En 1847, il était Ministre de la Défense espagnole.

<sup>67</sup>

<sup>68</sup> Julio AROSTEGUI, El estado español contemporáneo. Centralismo, inarticulación y nacionalismo dans *Revista de Historia Contemporánea*, n°17, 1998, p. 55

territoriale, à la résolution de ses problèmes et par conséquent, à la consolidation de l'identité nationale espagnole qui était en construction.

En Andalousie, le fonctionnement de l'administration constituée dans sa grande majorité de propriétaires terriens et donc, de la bourgeoisie insensible à la précarité galopante dans cette région, était loin de contribuer à la consolidation de la nouvelle nation en construction. La révolution de septembre 1868 et la chute d'Isabelle II ne furent que la résultante de l'échec de ce dysfonctionnement de l'Etat libéral en Andalousie en particulier et en Espagne en général.

En d'autres termes, l'articulation de l'Etat libéral fut un facteur déterminant dans l'émergence des mouvements de contestation au niveau de la périphérie. Le culte du centralisme des libéraux et la marginalisation politique, économique, sociale et culturelle de la périphérie occasionna ainsi une reconsidération des particularités au sein des régions. Cette ouverture du débat autour des problèmes auxquels faisait face la périphérie tissa de fil en aiguille, la base de ce qui devint plus tard des mouvements de revendication identitaire qui faisaient usage de la notion de "nation" pour dénoncer ou critiquer le pouvoir ou le gouvernement central.

En Andalousie, la construction de la nation aussi bien politique que culturelle aurait pu être un succès si la classe dirigeante s'était intéressée un temps soit peu aux à la classe prolétaire qui tirait la sonnette d'alarme et qui ne demandait qu'une mise en adéquation de ses conditions aux changements socioéconomiques dont l'Espagne faisait l'expérience au XIXe siècle. En effet, contrairement à la Catalogne où l'élite politique revendiquait l'exercice d'une partie du pouvoir central, au Pays basque où la suppression des fueros fut la principale cause de lutte contre le gouvernement central, et en Galice où l'absence de la classe dirigeante dans la construction et la consolidation de la nation espagnole avait occasionné un mouvement de revendication identitaire alternatif, en Andalousie, loin de critiquer les pratiques politiques du pouvoir central, c'était plutôt la question agraire ainsi que la dégradation des conditions de vie qui étaient à l'origine des mouvements spontanés et anarchistes des paysans et des journaliers. Sur l'ensemble de ces mouvements qui émergèrent en Espagne durant le XIXe siècle, BORJA de RIQUER prolonge notre liste des causes et atteste que leur développement était dû à :

*la no sincronización o de las disfunciones provocadas por la escasa coincidencia de cuatro procesos históricos fundamentales:*

*- el avance en la construcción del nuevo estado unitario; la centralización territorial, jurídica y administrativa liberal.*

*- el desequilibrado proceso de desarrollo económico y de modernización social y cultural de los diferentes territorios del estado durante el siglo XIX.*

- *el escaso consenso político democrático y el reducido prestigio popular que tenía el régimen liberal, como consecuencia del predominio de la política de exclusión practicada por moderados y conservadores.*

- *la reducida nacionalización llevada a cabo desde el estado, que implicaba una débil conciencia de identidad española.*

*Si contemplamos a la vez estos cuatro procesos, fácilmente nos daremos cuenta de que en la España del siglo XIX hubo más voluntad uniformista que acción «nacionalizadora» de los ciudadanos, cuya mayoría era considerada simplemente como habitantes<sup>69</sup>.*

Selon l'esprit de la révolution de 1812, la nation espagnole était la volonté de tous les Espagnols à s'unir et à combattre l'ennemi extérieur, la nation était la cohésion de toutes les volontés des citoyens espagnols autour des institutions libérales et démocratiques, autour des institutions qui étaient conçues comme appartenant à l'ensemble des citoyens, donc les Andalous, grâce au principe et à l'exercice de la souveraineté nationale. La nation, «*plébiscite de tous les jours*» comme le souligne RENAN, était l'espoir de la population andalouse et le fruit de son aspiration collective à vivre une vie meilleure. Malheureusement, cette conception de la nation espagnole qu'avait ce peuple s'effrita durant le processus de construction de l'Etat libéral car, au bout du XIXe siècle, le prolétariat cumulait tous les facteurs à même de conduire la société à l'explosion :

*los problemas endémicos acumulados a lo largo del siglo: un sistema agrario arcaico, aunque rentable para los propietarios de tierras y cultivos; una población activa agraria en tomo a los dos tercios de la total; el atraso agrícola consecuente con causas o factores naturales, sociales y jurídicos; una agricultura globalmente estática, freno del desarrollo, que apenas genera mercado para la industria, y que, además de no ser fuente de capitales, libera una mano de obra tanto más marginal cuanto más analfabeta y poco dúctil a cualquier actividad laboral no especializada<sup>70</sup>.*

Cet ensemble de facteurs montrant le malaise profond de la couche sociale la plus défavorisée à la fin du XIXe siècle était la conséquence de l'application d'un double processus : la construction de l'Etat libéral et parallèlement le nouveau système économique capitaliste qui donna

---

<sup>69</sup> Borja de RIQUER y PERMANYER, Aproximación al nacionalismo español contemporáneo, dans *Studia Histórica-Historia Contemporánea*, 1994, n°12, p. 16

<sup>70</sup> Antonio Miguel BERNAL, *La llamada crisis agraria finisecular, 1872-1919*, cité par José SÁNCHEZ JIMENEZ, Condiciones de vida y situación social de las clases bajas (1890-1910), dans *Revista de Historia Contemporánea*, 1990, n°3, pp. 76-77

naissance à la société de classes. Comme nous l'avons souligné, ce système libéral dans, son ensemble, était une source d'inégalité qui ne profitait qu'aux couches sociales favorisées. En outre, le poids de la structure socioéconomique de cette Espagne, soutenue par l'oligarchie, était caractérisé par un système latifundiste qui, depuis des siècles, dictait des lois et des méthodes de travail aux prolétaires que l'asphyxiante pauvreté poussait pratiquement à mendier du travail. Et s'ils l'obtenaient de temps à autres durant ce long et difficile XIXe siècle, c'était simplement parce que la classe minoritaire et riche ne pouvait pas et ne voulait elle-même accomplir les tâches qu'elle imposait à cette main d'œuvre abondante et pauvre.

Rappelons que dans cette Espagne toute à la fois agonisante et en construction, depuis le début du XIXe siècle, la perte des territoires ultramarins, le régime centraliste des libéraux et les postérieures luttes politiques eurent de lourdes retombées sur la société andalouse. Elle qui fut le port et la douane des colonies, devait dès le début du siècle réorganiser une économie qui dorénavant allait se tourner vers l'intérieur de la péninsule ibérique à la recherche de marchés. Sur le plan intérieur, après le décès de Ferdinand VII qui entraîna des luttes de succession au trône, le pays, dévasté, avait d'autant plus besoin de sources de financement que le rendement de l'activité agricole était faible car la majeure partie des terres arables étaient détenues par la municipalité ou par le Clergé qui ne les exploitaient que très peu. Le désamortissement fut l'une des mesures fortes et urgentes adoptées pour pallier le problème financier de l'Etat:

*...se planteaba el gravísimo problema del desencadenamiento de la guerra carlista que exigía nuevos recursos humanos y económicos. Para salvar este grave problema cabían tres soluciones: recurrir a la emisión de deuda exterior, aumentar la presión fiscal o seguir el proceso desamortizador. La primera solución era inviable, por improductiva, y la segunda, imposible de aplicar; en cambio la tercera era la única tabla de salvación que le quedaba. Las razones de la inviabilidad de la primera son varias entre las que merece destacar la devaluación continua por la negativa de Fernando VII a pagar sus intereses después de su restauración al poder absoluto en 1823, y por la excesiva deuda interior complicándose aún más su situación con la guerra civil y la inestabilidad política. La segunda aún ofrecía más dificultades dada la situación del campesinado empobrecido por la baja de los precios agrícolas, la subida de los arrendamientos y sobre todo por las continuas razzias de ambos ejércitos. En consecuencia la política desamortizadora era la única salida válida que posibilitaba el cumplimiento del programa de Mendizábal de finalizar la guerra civil contando sólo con los recursos nacionales, resolver la situación de forma*



*legal del clero regular, tan precaria en el aspecto económico después de la exclaustración, salvar el ruinoso estado de la Hacienda y detener la devaluación continua de la deuda*<sup>71</sup>.

Il convient de noter qu'il y avait eu antérieurement des désamortissements, mais la majeure partie des grandes mesures fut prise durant le règne d'Isabelle II : d'abord le désamortissement ecclésiastique de MENDIZÁBAL en 1836, ensuite celui civil de MADOZ en 1855. Le désamortissement, selon les termes de MENDIZÁBAL, consistait à « *sacar lo más que se pueda para amortizar el capital de la deuda pública... y crear una copiosa familia de propietarios cuya existencia se apoye en el triunfo completo de nuestras actuales instituciones* », *es decir, de la causa liberal, amenazada por carlistas y absolutistas* »<sup>72</sup>. Il s'agissait bien entendu de la saisie de la majeure partie des terres et des biens du Clergé et des municipalités afin de les revendre aux enchères. Pascual CARRION confirme les dires de MENDIZÁBAL en spécifiant que le désamortissement était un acte de pouvoir politique accompli par l'Etat et dont la classe qui incita à une telle réforme était l'unique bénéficiaire<sup>73</sup>.

En effet, dans le cas de l'Andalousie, cette mesure censée répondre aux urgences financières immédiates des caisses publiques eut un cortège de conséquences socioéconomiques singulièrement néfastes sur les plus défavorisés. D'abord elle constitua une véritable révolution dont bénéficièrent la grande bourgeoisie andalouse et bon nombre de personnes vivant hors de cette région, mais qui achetèrent des terres durant leurs ventes aux enchères. Ensuite, elle créa un néo-latifundisme et la ruine des municipalités andalouses car, cette opération consistait à arracher les biens des mains mortes des municipalités et du clergé pour les remettre entre des mains individuelles qui n'avaient qu'un seul but : intensifier l'exploitation agricole. Enfin, le désamortissement engendra la prostration du prolétariat qui devait désormais accepter les conditions imposées par les nouveaux propriétaires terriens avides de rentabiliser leurs acquis au détriment des conditions de vie et de travail des ouvriers et des paysans. Leur existence était dorénavant exposée aux conséquences du libéralisme à outrance qui donnait plein pouvoir à leurs nouveaux patrons qui n'avaient qu'un objectif, exploiter au maximum leurs acquis :

*«Los trabajadores estamos esclavizados desde las cinco de la mañana hasta horas avanzadas de la noche (...) se trabaja a veces hasta dieciocho horas diarias por 8 reales de jornal. » (...) « Cuando veo que somos una colectividad de*

---

<sup>71</sup> Joan BRINES BLASCO, Reforma agraria y desamortización en la España del siglo XIX, dans *Estudis, Revista de Historia Moderna*, 1978, n°7, pp. 137-138

<sup>72</sup> Antonio DOMÍNGUEZ Ortiz, *Andalucía ayer y hoy*, Málaga, Ed. Sarriá, 2<sup>e</sup> éd., 2003, pp.140-141

<sup>73</sup> Pascual CARRION, *Los latifundios en España : su importancia, origen, consecuencias y soluciones*, Madrid, Gráficas Reunida, 1932, p. 12

*esclavos que nos arrastramos por esta miserable piedra, y al toque de una campana nos metemos más bien en mazmorras que en talleres, o bien salimos de éstos para descansar en mezquinos jergones, no puedo menos que sentir indignación.»<sup>74</sup>*

Cela revient à dire que, tous secteurs d'activités confondus, le désamortissement et le système capitaliste asservirent de plus en plus les travailleurs. Devant cette réalité sociale conflictuelle et explosive, et sous le regard complice du pouvoir central qui, de par son immobilisme approuvait cet état de fait en refusant de réguler le nouveau système économique et d'établir une justice sociale qui apaiserait la scandaleuse situation du prolétaire, l'Andalousie, dès la première moitié du XIXe siècle, enregistra continuellement des crises qui opposaient la bourgeoisie au prolétariat. Dans cette conjoncture, et aveuglé par son conservatisme, la solution qui, pour l'Etat, paraissait idoine fut la création d'un corps armé dont l'objectif était de protéger les bourgeois ainsi que leurs biens contre les actes de violence à répétition :

*La larga pervivencia de un peculiar bandolerismo, que lleva a evocar, por ejemplo, las tópicas referencias al bandidaje en Sierra Morena y a recordar los fenómenos importantes de contrabando, ya en los años 1840, el « hambre de tierra » se manifestó, espontánea y masivamente, en diversos puntos, tales como Almogía, Alozaiza, Casabermeja –el caso más conocido- y Periana, en las tierras cordobesas. Ante tamaña tragedia la única medida que supo elaborar la Administración isabelina, concretamente el partido moderado fue crear una poderosa y temible fuerza de represión, fundando –en 1844- la Guardia Civil, como medio de terminar con los grupos y partidos de saqueadores y bandoleros y organizando (militar y burocráticamente, bajo un rígido reglamento) unos efectivos de « defensa del orden » para imponer el nuevo orden del liberalismo capitalista respecto a la « la propiedad absoluta en el campo »<sup>75</sup>.*

Mais malgré la présence de cette armée redoutable, l'instabilité généralisée dans cette Espagne polarisée entre une bourgeoisie avide de s'enrichir davantage, et la radicalisation des paysans surexploités menant des mouvements de revendication de plus en plus violents, où l'injustice sociale s'était accentuée de plus en plus avec le deuxième désamortissement de 1855, allait aboutir à l'effondrement du régime. En effet :

---

<sup>74</sup> ANSELMO LORENZO, *El proletariado militante*, México, 1943, p. 83 cité par Manuel TUÑÓN de LARA, *op.cit.*, p. 286

<sup>75</sup> Antoni Jutglar, *Desequilibrios estructurales y conflictividad social en la Andalucía contemporánea*, dans *Baetica. Estudios de Arte, Geografía e Historia*, 1982, n°5, pp. 339-340

*En esta coyuntura se sitúan los sucesos de la Loja de junio de 1861, que levantaron a 6000 campesinos de las serranías cercanas, quienes hubieron de ser rechazados por las fuerzas del Ejército. El movimiento, encabezado por el albéitar Rafael Pérez del Alamo –representante de la clase media baja de las ciudades y villas andaluzas muy politizadas-, contaba con un factor que llegará a hacerse clásico en estas convulsiones andaluzas del siglo XIX como expresión de la mentalidad de los braceros, los soñadores de una revolución, la sociedad secreta de la que ha dicho uno de sus mejores conocedores, Antonio María Calero (...): « las distintas formas de producción engendran un tipo totalmente diferente de asociación obrera ; mientras las industriales son sociedades de mera resistencia, la sociedad secreta campesina tenía, bajo la apariencia de socorros mutuos, un fin principal, ilegal, por descontado, claramente político : derrocar el régimen... »<sup>76</sup>*

Ainsi, en septembre 1868, les affrontements en Andalousie entre groupes rivaux furent si violents qu'il fut très difficile de rétablir l'ordre. Les idéaux des progressistes dominaient dans des milieux artisanaux ainsi qu'au sein de la petite bourgeoisie. En outre, sous le cri « ¡ Viva España con honra ! », le peuple de Cadix se souleva et le mouvement contamina les villes voisines telle une trainée de poudre. Malgré les efforts fournis tardivement par le pouvoir central ayant pour objectif de contenir la révolution initiée en Andalousie et en marche vers l'Espagne septentrionale, Barcelone était déjà en plein soulèvement sous la bannière Liberté, Peuple et Souveraineté Nationale exaltée par le général PRIM y PRATS. En somme, « *Gobierno y trono estaban completamente aislados de la nación* »<sup>77</sup>.

La complicité du pouvoir central avec les latifundistes, son immobilisme, et son manque de réaction face aux lois imposées par la bourgeoisie agraire andalouse furent, de toute évidence, responsables de la faible productivité et de la radicalisation des conflits sociaux qui s'échellonnèrent encore durant une bonne partie du XXe siècle en Andalousie en particulier et en Espagne en général. Cette politique contrastait profondément avec la conception théorique de la construction de la nation et du nationalisme de GELLNER. En effet, comme nous le savons déjà, pour lui, le nationalisme est un principe qui permet de consolider la légitimité politique qui unit l'unité politique à l'unité culturelle dans la construction d'un Etat-nation comme l'Espagne libérale. Pour une construction efficiente de la nation et une meilleure consolidation du nationalisme, la transition devait être parfaite et coordonnée durant le passage d'une société agraire avancée –société qui

---

<sup>76</sup> José CEPEDA ADAN, *Historia de una decadencia. Andalucía 1830-1900 dans Cuadernos de Historia Moderna y Contemporánea*, 1981, n°2, pp. 324-325

<sup>77</sup> Manuel TUÑÓN de LARA, *La España del siglo XIX*, op.cit, p.273

promeut une diversité culturelle et qui est fondée sur une différence économique et politique fondamentale entre ses couches sociales- à une société industrielle orientée vers la croissance – société qui se caractérise par une homogénéité culturelle, par l’usage de la culture comme un symbole unifiant les différentes couches sociales et créant un sentiment de solidarité, la mobilité et éliminant toutes la barrières pouvant exister entre les couches sociales en question-. Il ne s’agissait donc pas de remplacer une culture par une autre, ou encore de substituer un système par un autre, mais d’opérer et de coordonner un changement structurel qui faciliterait l’implantation et l’usage de la nouvelle culture ou du nouveau système d’organisation. En Espagne en général et en Andalousie en particulier, même s’il était difficile de rendre l’enseignement accessible à toutes les couches sociales et de favoriser ainsi l’accès de chaque citoyen au travail de son choix, la justice sociale, même en partie illusoire, devait être un fait et un sentiment moral partagé et homogénéisateur. Elle devait être un facteur agglutinant et consolidateur favorisant la cohésion sociale et l’unification nationale dans cette Espagne en construction. Mais malheureusement, les libéraux optèrent pour le soutien de la grande bourgeoisie, au détriment du prolétariat ; politique incendiaire qui, dans un contexte de forte tension, mit le feu aux poudres et donna naissance à de violentes crises sociales et continuelles. Bien entendu, ces troubles n’eurent pas un effet positif sur le plan économique, et encore moins sur le plan social. En 1898, avec la perte des dernières colonies, la crise fut non seulement générale, mais elle accentua aussi singulièrement les affrontements entre les classes :

*La crisis de finales del siglo XIX, general, (...) extremó la lucha de clases : de una parte, un proletariado inculto que esperaba del anarquismo la redención que otros partidos, otros movimientos no le ofrecían. De otra, unas clases conservadoras que sólo proponían como remedio al gobierno la multiplicación de los puestos de la Guardia Civil. Como fondo de este panorama, huelgas, quemas de cosechas y robo de frutos<sup>78</sup>, más frecuente en épocas de hambre como las que se registraron en los años 1902 y 1904<sup>79</sup>.*

En somme, à la fin du XIXe et début XXe siècle, l’Andalousie se trouvait dans une situation chaotique. Périphérisée par le double phénomène de la construction de l’Etat-nation qui se développait parallèlement au système capitaliste durant le XIXe siècle, sur le plan économique, ce fut l’échec de l’industrialisation. Le plan social quant à lui se caractérisait par la polarisation des classes et de conflits d’une rare intensité. Enfin, sur le plan politique, ce fut l’apparition du

---

<sup>78</sup> La citation a été reproduite telle qu’elle est écrite dans la source originale. Mais en se référant au contexte, nous pensons qu’il y a sans doute une erreur car, ce serait « *frutas* » qui conviendrait à la place de « *frutos* ».

<sup>79</sup> Antonio DOMÍNGUEZ ORTIZ, *Andalucía ayer y hoy, op. cit.*, p.145

mouvement de revendication identitaire andalou dont Blas INFANTE fut le chef de file avant d'être assassiné par les troupes franquistes.

**Chapitre II**  
**BLAS INFANTE ET DEVELOPPEMENT DE**  
**L'ANDALOUSISME 1868-1936**

Le mouvement de revendication périphérique andalou émergea durant le dernier quart du XIXe siècle dans un contexte de création et de construction des identités alternatives issues du dysfonctionnement du processus de construction de l'Etat libéral espagnol. En effet, le XIXe siècle espagnol fut, on le sait, marqué par des crises politiques, le manque de ressources financières de l'Etat ainsi que le manque d'instruction de la population, l'enseignement confié à l'Eglise et limité aux classes sociales aisées, des soulèvements populaires dus à l'asphyxiante condition de vie qu'imposait la bourgeoisie aux plus défavorisés. La conjonction de cet ensemble de facteurs constitua un véritable obstacle à la pénétration et à la consolidation de l'Etat-nation en Espagne en général et en Andalousie en particulier, occasionnant ainsi la difficile reconnaissance de l'identité nationale espagnole en construction de même que l'enracinement du sentiment national au niveau régional.

Pour une meilleure appréhension du mouvement de revendication andalou qui se développa dans un contexte de profonde réforme de l'Etat, il est indispensable de trouver des réponses convaincantes à un certain nombre d'interrogations. Comment, pourquoi et par qui la singularité culturelle andalouse fut-elle politisée ? Comment passa t-elle d'un sentiment régional, d'une revendication de l'histoire collective régionale endormie, ou de particularités inconciliables avec l'idée de l'Espagne libérale, à la revendication de l'exercice d'une partie du pouvoir depuis la périphérie ?

Les élaborations méthodologiques et théoriques de Hroch MIROSLAV<sup>80</sup>, spécialiste des mouvements nationaux en Europe durant le XIXe et XXe siècles, à ce propos constituent pour nous des éléments d'une importance capitale pouvant nous aider à trouver des réponses à ces interrogations. En effet, elles nous permettent d'apprécier le caractère différentiel avec lequel les élites d'une communauté déterminée assument leurs idées nationalistes. En d'autres termes, l'analyse du processus de construction identitaire doit partir du critère selon lequel ces idées sont promues par un groupe d'individus qui se charge de les diffuser dans un contexte de construction de projet nationaliste -conçu ici comme l'interaction entre leur projet culturel et leur projet politique- qui constitue leur base de légitimité. A partir de ce point de vue, les idées nationalistes, diffusées de façon graduelle dans la communauté ou dans la région, se transforment convertissent en mouvement social porteur d'un nouveau modèle d'historicité.

---

<sup>80</sup> Hroch MIROSLAV estime que le processus de construction national est lié à l'avènement du capitalisme. Cependant, il faut souligner qu'il n'est pas unilatéral dans son analyse et n'aborde pas la question nationale seulement sous l'angle économique. En effet, il met également en relief le rôle éminent des élites, des constructeurs, et des diffuseurs de la culture dans la création d'un espace social et politique national. L'une de ses analyses, plus précisément, *Social preconditions of national revival in Europe*, Cambridge, Cambridge University, 1985, 220 p. résultera indispensable pour notre analyse sur le développement de la dynamique nationaliste en Andalousie.

Les recherches de Hroch MIROSLAV étaient principalement axées sur l'expérience des peuples européens, en l'occurrence les Tchèques, les Litvaniens, les Slovaques, etc. Elles mettaient en évidence la forte influence du passé exprimé par le canal des traditions, des mythes, de la langue et du folklore de divers groupes ethniques et, dans une moindre mesure, l'influence d'un système éducatif nationaliste qui avait la double fonction de consolider la communauté imagée<sup>81</sup> par le projet nationaliste tout en diffusant les éléments de construction de la conscience nationale à travers un passé commun reconstruit par une historiographie de type nationaliste.

La notion de gradualité amena par ailleurs Hroch MIROSLAV à établir un ensemble de phases qui, à son avis, structure le processus de construction de la nation. La première phase est appelée *period of scholarly interes*, la seconde, *period of patriotic agitation* et la troisième, *rise of a mass national movement*. La phase A représente la découverte, ou encore mieux, la redécouverte d'une tradition populaire qui regroupe, comme nous l'avons signalé antérieurement, les habitudes ou la tradition, les mythes et la langue qui sont transformés en sentiment d'unité, de cohésion et même de bouclier national contre l'extérieur qui est, dans le cas de l'Andalousie, non pas l'Espagne<sup>82</sup>, mais le cacique et le latifundiste, soutenus par l'Etat libéral et vecteurs de l'état de pauvreté, du sous-développement et de la détérioration des conditions de vie la population andalouse. Dans le développement de la dynamique nationaliste en Andalousie, cette phase correspondrait à la période allant des antécédents de l'andalousisme à sa période culturaliste. La phase B en revanche constitue la période d'apparition d'un ensemble d'acteurs sociaux ou d'élites politiques ayant pour objectif principal la diffusion de l'idée nationaliste. Elle équivaudrait à l'évolution de l'andalousisme partant de sa période régionaliste jusqu'au soulèvement militaire du 18 juillet 1936. La phase C, enfin, représente la diffusion de cette idée dans les différentes classes de la société afin de bénéficier d'un soutien général qui constituerait la base de légitimité d'un nouvel ordre politique. Celle-ci correspondrait au nouvel andalousisme qui émergea après le décès du caudillo FRANCO en

---

<sup>81</sup> Le concept de "communauté imagée" vient de Benedict ANDERSON et plus précisément de son ouvrage *Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism* publié en 1983 et traduit en français en 1996 avec le titre *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. La meilleure chose sur *L'imaginaire national*, avait dit Ernst Bernard HAAS dans *Qu'est-ce que le nationalisme et pourquoi aimerions-nous l'étudier ?*, est que concernant les différentes théories sur la nation et le nationalisme, l'une (la nation) est généralement vue comme la force incarnée –avec l'appui d'un Etat- de l'autre (le nationalisme) considéré comme une idéologie.

<sup>82</sup> En Espagne, dès le XIXe siècle, le mécontentement manifesté par les élites périphériques basques, catalanes et galiciennes contre les projets de construction de l'Etat-nation espagnol fondés sur le centralisme et l'uniformisme amena plusieurs d'entre elles à s'interroger sur l'articulation, l'évolution et l'efficacité de la structure de l'Etat libéral et à construire des identités alternatives à celle proposée par les libéraux. Dans cette dynamique, après l'abolition de leurs institutions en 1876, les Basques, séparatistes, considérèrent le reste du territoire espagnol comme un monde étranger contre lequel ils devaient se protéger afin de préserver leurs intérêts économiques et maintenir le pouvoir singulier dont jouissait leur région. Les Catalans et les Galiciens, par contre, revendiquèrent respectivement une intégration de leurs élites régionales au pouvoir central et une amélioration de leur situation socioéconomique dégradante.



1975. Alors, dans quelle mesure ces différentes phases du développement du nationalisme andalou peuvent-elles nous aider à trouver des réponses aux questions posées antérieurement?

En Espagne, le processus de construction de l'Etat libéral à travers la politique centralisatrice se solda vers la fin du XIXe siècle par une faible nationalisation de la population, une difficile pénétration de l'Etat, des déséquilibres économiques régionaux, surtout entre la Catalogne, le Pays basque et le reste du territoire, et un mécontentement généralisé de la périphérie qui dérivait en la création des projets identitaires alternatifs au niveau régional. Dans cette Espagne de la fin du XIXe siècle, comme l'atteste Julio AROSTEGUI,

*Marchan unidos (...) los fenómenos de imposición de la centralidad del Estado con ahogo absoluto de los poderes territoriales y el nacimiento de los regional-nacionalismos. El paralelismo encuentra sus primeras manifestaciones en el sexenio que comienza en 1868 y cristaliza en las primeras décadas del XX. El error de la centralización a ultranza, el olvido de la base territorial regionalizada que debería haber tenido un Estado aún uniformista en España y la creciente presencia de desarrollos socioeconómicos fuertemente diferenciales son la clave de la divergencia desde el Estado liberal hacia el nacimiento de los nacionalismos en las regiones<sup>83</sup>.*

En effet, durant le dernier quart du XIXe siècle, émergèrent des nationalismes en Catalogne, au Pays Basque, en Galice et Andalousie. Soulignons au passage que contrairement aux deux premières régions qui enregistraient une dynamique industrielle similaire à celle de certains pays européens, la situation socioéconomique en Galice et en Andalousie était loin d'être satisfaisante et leur population voyait ses conditions de vie se dégrader chaque jour davantage. En revanche, au sein des trois premières existait déjà une série d'éléments identitaires et symboliques que doit présenter une nation au sens strict du terme<sup>84</sup>. Dans le cas spécifique de l'Andalousie, région marginalisée par un Etat central démissionnaire et indifférent aux troubles et aux préoccupations socioéconomiques qui la tenaillaient et la polarisaient entre grande bourgeoisie et prolétariat, des élites au sein de la petite bourgeoisie prirent conscience de cette situation alarmante. Elles se déterminèrent à sortir leur région de la misère politique, économique et culturelle et à mettre le peuple andalou sur un pied d'égalité avec celui des régions industrialisées de l'Espagne. Tout cela se fit au travers la création d'un mouvement qui reposait sur la conscience collective des Andalous

---

<sup>83</sup> Julio AROSTEGUI, *op.cit*, p. 57

<sup>84</sup> Selon Anne-Marie THIESSE, la liste des éléments symboliques que doit présenter une nation au sens strict est constituée d' « une histoire établissant la continuité avec les grands ancêtres, une série de héros parangons des vertus nationales, une langue, des monuments culturels, un folklore, des hauts lieux et un paysage typique, une mentalité particulière, des représentations officielles et des identifications pittoresques », p. 14

et dont l'objectif était de sortir l'Andalousie de sa situation de dépendance économique et de son sous-développement.

En Andalousie, tout comme en Catalogne et au Pays basque, le mouvement nationaliste, tel que le définit José Manuel NUÑEZ<sup>85</sup>, trouva son inspiration dans le romantisme. Effectivement, en mettant l'accent sur l'histoire locale et le naturel comme source de vérité, le romantisme contribua fortement à l'éveil ou à la redécouverte de la singularité culturelle en Andalousie en particulier, et en Espagne en général. De la fin du XIXe au premier tiers du XXe siècle, des idéologues de l'andalousisme se chargèrent de définir les différents éléments identitaires permettant de différencier leur région du reste de l'Espagne, de réécrire leur passé à leur convenance, d'inventer la tradition et de l'enseigner aux Andalous. Dès lors, l'identité espagnole, construite par l'Etat libéral, rentra en collision avec l'identité alternative en émergence en Andalousie. En outre, en soutenant la politique oppressive de la grande bourgeoisie et en manifestant une indifférence totale à la prostration sociale dans cette région, l'Etat libéral alimenta et radicalisa l'andalousisme historique qui se développa durant les premières décennies du XXe siècle en plusieurs étapes :

## II-a Antécédents de l'andalousisme : 1868-1907

Durant le régime libéral, l'articulation territoriale centraliste, l'absence des politiques réformistes ayant pour but de favoriser la véritable nationalisation de la population, son intégration politique, la disparition des déséquilibres socioéconomiques ainsi que les conflits armés constituèrent le facteur de l'émergence des mouvements de revendication périphérique. Cependant, dans ce soulèvement des mouvements nationalistes contre la politique de l'Etat libéral dans des régions à prédominance ethniques, José ORTEGA y GASSET dans *Teoria de Andalucía*, spécifia que l'Andalousie, contrairement aux autres régions, n'avait pas de particularisme. Dans la même optique, Miguel Antonio BERNAL, mentionne que « *los andaluces no han compartido históricamente un sentimiento regional unitario. Los localismos y provincianismos se han superpuesto a cualquier sentir regionalista*<sup>86</sup> ». Eu égard à ces constats, nous pouvons déduire que durant le XIXe siècle, l'Andalousie n'avait pas une personnalité explicite historiquement reconnue. Cela ne revient pas pourtant à dire que :

---

<sup>85</sup> Dans *Naciones y nacionalismos en Europa en el siglo XX*, Síntesis, Barcelona, 1998, p. 12, José Manuel NUÑEZ définit les nationalismes périphériques comme « *aquellos movimientos sociales, culturales y políticos que invocan y defienden la existencia de una nación no dotada de un reconocimiento institucional en forma de un Estado propio, y que se sitúan en oposición a un Estado preexistente del que forman parte los territorios a los que apelan* ». Cette conception des nationalismes périphériques espagnols s'avère fondamentale dans notre travail car, elle nous aidera à mieux les appréhender et à mieux cerner leur objectif.

<sup>86</sup> Antonio Miguel BERNAL, Andalucía: en busca de una conciencia histórica, dans *Historia* 16, n°5, abril 1978, p.134

...por aquellos años, lo que hoy es Andalucía no tuviera especificidad, sino que en el terreno de la objetividad su existencia tuvo lugar mediante una paulatina definición. Subjetivamente, los andaluces no tenían conciencia de esa personalidad. Andalucía se encontraba, bien es verdad, en una situación desfavorable : la ausencia de lengua e instituciones propias y la implementación de una política « desnacionalizadora » por parte de la oligarquía agraria implicó el triunfo del proceso de « National-Building » en Andalucía<sup>87</sup>.

Dans le lent processus de construction de la conscience collective andalouse, les intellectuels jouèrent un rôle prépondérant. René RÉMOND déclare qu'ils ont une acception singulière de la vie politique, et leur place y est sans rapport avec leur importance numérique<sup>88</sup>. En Andalousie, l'apport des intellectuels, malgré leur nombre réduit, s'avéra aussi d'une importance capitale dans la construction de la spécificité de l'être andalou. Anne-Marie THIESSE à propos de la construction de l'identité d'un peuple affirme que « la véritable naissance d'une nation, c'est le moment où une poignée d'individus déclare qu'elle existe et entreprend de le prouver »<sup>89</sup>.

En adaptant maintenant le schéma de la construction identitaire proposé par Hroch MIROSLAV au processus de construction de l'identité andalouse, nous pouvons situer la première phase après la révolution de 1868, moment où un groupe d'intellectuels, principalement folkloristes et anthropologues, commença à se préoccuper de la formation d'une conscience collective andalouse. De ce groupe, se démarquèrent Mario MENDEZ BEJARANO, Antonio MACHADO y ALVAREZ, principaux promoteurs du mouvement folkloriste andalou et dont le père, Antonio MACHADO NUÑEZ, créa en 1871 la *Sociedad Antropológica Sevillana*. A celle-ci s'ajoutèrent entre autres des sociétés de *Folklore Andaluz* en 1881, du *Folklore Bético-Extremeño* en 1883 et la création de la *Biblioteca de las Tradiciones Populares* en 1884. A travers ces organes, les élites élaborèrent une série de travaux dans lesquels elles définirent le folklore de l'Andalousie, ses aspects anthropologiques et ses modes de vie. Dans la même optique, mérite également une mention spéciale Joaquín GUICHOT, auteur de la première *Historia de Andalucía* publiée en 1870, ouvrage dans lequel il accorda une primordiale importance à l'époque musulmane.

Ainsi, en se fondant sur la littérature et les productions populaires, sur un passé remontant à l'époque musulmane, les intellectuels andalous voulurent récupérer des éléments fondamentalement andalous qui différencieraient l'identité de leur région de celle du reste de l'Espagne et

---

<sup>87</sup> Manuel GONZALEZ de MOLINA, Eduardo SEVILLA GUZMAN, En los orígenes del nacionalismo andaluz. Reflexiones en tomo al proceso fallido de socialización del Andalucismo Histórico, dans *Revista Española de Investigaciones Sociológicas*, n°40, 1987, pp. 79-80

<sup>88</sup> René RÉMOND, Les intellectuels et la politique, dans *Revue française de science politique*, n°4, 1959, p. 861

<sup>89</sup> Anne-Marie Thiesse, *op. cit.* p. 11

soutiendraient la construction de leur imaginaire collectif. Conformément à l'importance que requéraient ces premiers pas d'éveil de la conscience andalouse, Isidoro MORENO déclara :

*En estos años se produce lo que podríamos denominar el primer descubrimiento consciente de la identidad cultural andaluza, realizado por los primeros antropólogos y folkloristas andaluces. Hasta entonces, había sido débil la autoconciencia de la existencia de Andalucía como pueblo, en contraste con el acentuado sentimiento particularista de pertenencia a una comunidad o comarca concreta*<sup>90</sup>.

Avec le caractère libéral de la culture dont la société espagnole fut imprégnée durant le dernier quart du XIXe siècle, les *Ateneos* qui furent créés dans un premier temps à Séville<sup>91</sup>, jouèrent un rôle prépondérant dans la découverte et l'émergence de l'identité andalouse. Mais le mouvement restait élitiste car, dans sa passion historiographique, ce n'était que des intellectuels, groupe minoritaire qui, jusque là, étaient concrètement intéressés par la promotion de cette conscience différenciée andalouse, alors qu'il fallait faire adhérer le prolétariat, classe sociale majoritaire et analphabète dans son ensemble, à ce projet de construction identitaire afin de bénéficier de son soutien massif et d'affirmer ainsi la conscience identitaire andalouse. Pour y arriver, il était indispensable de mettre sur pied une plate-forme sur laquelle se retrouverait le peuple andalou en vue de se remémorer son histoire et sa culture. Ce fut dans cette optique que furent célébrées durant les mois d'avril et mai de chaque année des jeux floraux au cours desquels des concours scientifiques et littéraires étaient organisés et dont le but était d'une part, de nationaliser la classe moyenne et le prolétariat, d'autre part, de consolider le mouvement de revendication identitaire.

Les *Ateneos* dynamisèrent la vie culturelle de Séville et étendirent leur influence à travers la région. *El Tribuno*, l'un des organes de presse de cette période, face à l'engouement de ces plates formes de libre-pensée, et plus spécifiquement de la Section de Littérature, arriva à la conclusion suivante :

*La campaña ha sido brillantísima por todos los conceptos. La discusión de la Memoria del Sr. Secretario de la Sección sobre el tema propuesto de « Si las*

---

<sup>90</sup> Isidoro MORENO NAVARRO, *Etnicidad, conciencia de etnicidad y movimientos nacionalistas: aproximación al caso andaluz*, dans *Revista de Estudios Andaluces*, 1985, n°5, p. 19

<sup>91</sup> Les différentes plates formes d'expression culturelle et politique de la même nature que les *Ateneos* furent d'abord créées à Madrid lors de l'arrivée des libéraux au pouvoir en 1820. A Séville, vers la fin du XIXe et durant les premières décennies du XXe siècle, virent le jour l'*Ateneo de la Clase Obrera* (1873), l'*Ateneo Médico* (1877), l'*Ateneo Hispalense* (1879), l'*Ateneo y Sociedad de Excursiones* (1887), l'*Ateneo Católico* (1891), l'*Ateneo Médico-Escolar* (1915), l'*Ateneo Popular* (1922) y l'*Ateneo Femenino* (1930).

*condiciones de la sociedad actual favorecen el desarrollo del arte literario » se han mantenido a gran altura, demostrando todos los oradores que han intervenido en el debate que poseen vastos conocimientos literarios, que tienen grandes facultades oratorias y que van guiados del recto propósito de buscar la verdad sin herir la susceptibilidad del compañero, manteniéndose siempre dentro de las conveniencias, como cumple a caballeros cuyas únicas armas son las de la ciencia y las de la razón esgrimidas en el llano campo de la elocuencia persuasiva<sup>92</sup>.*

Il est vrai que le mouvement intellectuel de l'émergence et de la consolidation de l'identité andalouse était plein d'engouement et avait de nobles objectifs, en l'occurrence, développer l'auto-conscience de l'identité culturelle et poser les bases d'un éventuel mouvement nationaliste tel que cela se produisit en Catalogne et au Pays basque. Mais celui-ci, pour diverses raisons que nous analyserons par la suite, atteignit à peine le premier objectif, quant au second, il resta improbable, du moins jusqu'à la transition démocratique.

Il convient de tamiser la lumière pour quelques instants sur les tentatives de construction de l'identité culturelle andalouse et de braquer les projecteurs sur les revendications régionalistes en Espagne qui furent étroitement liées au mouvement fédéraliste républicain, du moins pour les cas catalan, galicien et andalou. Effectivement, la révolution glorieuse de 1868, outre le fait d'avoir causé la chute d'Isabelle II, eut également pour conséquence un changement profond et radical du système politique en Espagne dont l'avènement de la Première République constitua la manifestation ultime. Dix ans après la proclamation de cette Première République dont la vie et la contribution dans l'épanouissement des régions furent très limitées surtout dans le cas spécifique de l'Andalousie, l'expression du fédéralisme se formula concrètement dans cette région en 1883 durant l'Assemblée Fédérale d'Antéquera. Le fédéralisme républicain constitua également par conséquent l'un des éléments catalyseurs de la conscience régionale andalouse. Car, comme l'affirme José Maria de los SANTOS :

*...dentro de esa tradición republicana federal tendrá lugar el primer acto claramente andalucista que conocemos : la proclamación en Antequera de la "Constitución Federalista de Andalucía", cuando se cumple el décimo aniversario de la República Federal en 1883<sup>93</sup>.*

---

<sup>92</sup> *El Tribuno*, édition du mardi 24 1887

<sup>93</sup> José María de los SANTOS, *Andalucía en la revolución nacionalista*, Aljibe, Granada, 1979, pp. 76-77

En effet, au cours de cette Assemblée, les andalousistes élaborèrent le premier Projet de Constitution Fédéraliste de l'Andalousie. Le fédéralisme supposa la conjonction des idées et des actions véritablement attractives pour la population, il récusait la logique de l'Ancien Régime, militait pour la lutte contre le centralisme unificateur et homogénéisateur et avait un contenu et une dimension démocratique et sociale à même de rendre possible le compromis entre la classe moyenne et le prolétariat. C'est de cette classe moyenne qu'étaient issus les andalousistes qui ne faisaient partie ni de la bourgeoisie agraire, ni du prolétariat, et qui cherchaient principalement à le faire adhérer à leur cause identitaire. La Constitution d'Antequera, quant à elle, peut être considérée comme une conséquence de la conjoncture que traversait l'Etat espagnol durant cette période, quoiqu'elle mît en évidence des caractéristiques spécifiques à la région andalouse<sup>94</sup>. Le fédéralisme, il convient de le relever, avait stimulé la formulation politique de l'identité andalouse, mais ne pouvait résoudre le problème agraire des journaliers andalous. En effet, les libertés individuelles détaillées dans le projet constitutionnel d'Antequera ne résolvaient pas le problème de fond, en l'occurrence celui de la répartition de la terre, qui pouvait rendre effective l'application des droits des travailleurs des champs. En d'autres termes, malgré l'invention de la tradition et la création d'une norme institutionnelle propre à l'Andalousie, les idéologues andalousistes ne surent pas faire une harmonisation entre leur projet culturel et l'articulation de leur projet politique afin d'obtenir au moins l'appui de la classe populaire dans le développement de leur dynamique nationale.

En définitive, de 1868 à 1890, d'importants mouvements eurent lieu en Andalousie : dans le domaine culturel avec l'éveil et les premiers pas de la construction de l'identité andalouse, sur le plan politique avec le fédéralisme républicain et la Constitution d'Antequera, et sur le plan social qui se démarqua par de fortes luttes qui se produisirent généralement dans les campagnes à cause des terres détenues en grande partie par des latifundistes et des mauvaises conditions de travail.

Et comme nous le savons déjà, en Espagne de façon générale, durant le XIXe siècle, la confrontation qui existait entre l'Etat libéral et la périphérie dans le processus de construction identitaire et les soulèvements sociaux des couches défavorisées couvaient en attendant l'événement qui allait mettre le feu aux poudres. Cet événement fut le désastre de 1898, fait qui montra de façon inéquivoque et indubitable l'incapacité de l'Etat-nation espagnol à protéger ses intérêts et à

---

<sup>94</sup> En 1883, des agitations et des insurrections de type républicain eurent lieu dans la quasi-totalité du territoire espagnol. Les plus remarquables furent celles de Badajoz en Estrémadure, de Logroño dans la Rioja, de Barcelone, de valence... En Andalousie, depuis 1882, les soulèvements à répétition des paysans et les prolétaires pour revendiquer l'amélioration de leurs conditions de vie se soldèrent par de très mauvaises récoltes entre 1882 et 1883, et par des incendies qui ravagèrent des champs entiers. Selon Manuel TUÑÓN de LARA : « en el campo andaluz se produjo entonces la primera huelga de trabajadores agrícolas. Y en la región de Jerez tuvo lugar el primer episodio de la "Mano Negra", agrandado y deformado por los órganos estatales y por la prensa, cuyo resultado fue el encarcelamiento de centenares de campesinos y la ejecución de varios de ellos. », *La España del siglo XIX*, Vol. II, Akal, Madrid, 2000, p. 48

moderniser le pays aussi bien politiquement qu'économiquement. Cette situation de crise profonde fit apparaître le régénérationnisme<sup>95</sup> et décupla les revendications des nationalismes catalan et basque desquels s'inspirèrent les idéologues de l'andalousisme qui surgirent de la petite bourgeoisie et à la tête desquels se trouvait Blas INFANTE.

## **II-b- Blas INFANTE, l'*Ideal andaluz* et développement de l'andalousisme historique**

La revendication d'une identité de l'Andalousie distincte de celle de l'Espagne, comme nous le savons déjà, avait principalement pour objectif d'éveiller la singularité culturelle andalouse endormie, d'apporter des changements socioéconomiques qui puissent améliorer les conditions de vie de l'Andalou et de redonner à l'Andalousie sa prospérité du temps où elle était une pièce maîtresse dans l'organisation de l'empire colonial. Dans cette optique, l'œuvre des folkloristes andalous et la Constitution de Antequera de 1883 posèrent des fondamentaux politiques et culturels, il manquait de ce fait le facteur socioéconomique et la recherche de la pénétration et de la consolidation de ces trois éléments dans le tissu social : telle fut la tâche que Blas INFANTE et les autres andalousistes s'assignèrent.

### **II-b-1 Blas INFANTE et l'*Ideal andaluz***

L'histoire requiert une place de choix dans la connaissance d'un peuple ou d'une nation et, les événements, les idées, les actions et les réalisations qui lui sont significatifs sont très souvent façonnés par des personnes dont la connaissance pourrait permettre de mieux appréhender l'histoire ou la nation en question.

Dans le cas de l'Histoire de l'Andalousie contemporaine, l'une des personnes qui, telle une lueur dans la nuit, attire irrésistiblement notre attention et dont la vie suscite notre curiosité, est sans

---

<sup>95</sup> Le régénérationnisme était un mouvement idéologique espagnol, dont la naissance fut principalement causée par le désastre de 1898, qui proposait une série de réformes politiques, économiques et sociales ayant pour but de régénérer l'Espagne. Ce mouvement menait une réflexion profonde sur les causes de la décadence de l'Etat-nation espagnol, fustigeait le système de tour des gouvernements de l'oligarchie et proposait de façon objective, documentée et scientifique des réformes du système agraire, politique, économique, éducatif, une meilleure considération du prolétariat et une décentralisation administrative. Par ailleurs, il convient de différencier le régénérationnisme de la Génération de 1898 car, même si les deux avaient une vision pessimiste sur l'Espagne, contrairement au premier, le second mouvement était plutôt subjectif car il s'exprimait sous une forme plus littéraire et artistique. Des régénérationnistes, nous pouvons citer entre autres Joaquin COSTA, homme politique, juriste, économiste et historien dont les œuvres *Colectivismo agrario en España* et *Oligarquía y caciquismo como la forma actual de gobierno en España : urgencia y modo de cambiarla* causèrent une véritable effervescence auprès du public intellectuel espagnol, Lucas MALLADA, ingénieur des mines, avec son livre *Los males de la patria y la futura revolución española*, et Ricardo Macías PICAVEA, écrivain journaliste, auteur de *El problema español*.

nul doute Blas INFANTE. Sa pensée, sa pratique politique, et l'andalousisme, mouvement qu'il créa et présida, -et que nous allons subdiviser en deux catégories : d'une part, l'andalousisme historique, celui qui se développa durant son existence, et d'autre part, le nouvel andalousisme, celui qui émergea durant les années d'agonie du régime franquiste et se développa après la mort du caudillo-vécurent durant les premières décennies du XXe siècle et s'éteignirent tragiquement le 11 août 1936. Sa trajectoire, entremêlée des événements historiques qui secouèrent l'Andalousie en particulier et l'Espagne en général, est indispensable dans la compréhension de la réalité socioéconomique de l'Andalousie actuelle. Il convient de connaître cet andalousiste dont le mythe éclipse la personne réelle aujourd'hui, sa vie, le développement de sa pensée, et son activité andalousiste.

Ainsi, considéré comme le fondateur du mouvement de revendication identitaire andalou, Blas INFANTE PÉREZ était né en 1885 à Casares, un village qui était la manifestation miniaturisée de la profonde crise socioéconomique que traversait l'Andalousie durant le XIXe siècle. Il étudia le droit à l'université de Grenade et devint notaire de Cantillana à vingt-cinq ans. Cette période de sa jeunesse fut une étape de formation durant laquelle il acquérait des références idéologiques qui allaient être par la suite les sources d'alimentation de sa pensée. Au cours des premières années de sa fonction notariale, il entra très vite en contact non seulement avec la réalité rurale et la vie du journalier, mais aussi avec les intellectuels de *l'Ateneo de Sevilla*.

À Séville, il fut fortement influencé par le régénérationnisme de Joaquin COSTA qui appelait à se méfier des partis politiques et plaçait au centre de ses préoccupations la résolution de la question agraire. Souvenons-nous qu'après la restauration bourbonienne, l'Espagne de la fin du XIXe siècle était régie par un système parlementaire fictif instauré par Canovas del Castillo, et basé sur un système de tour au gouvernement entre le parti libéral et le parti conservateur, deux partis dont les insuffisances dans la construction de l'Etat-nation ne sont plus à démontrer. Malgré l'instauration du suffrage universel à partir de 1890, ce système de tour au gouvernement qui, telle une toile d'araignée, était pacté entre ces deux partis dominants et la Couronne, se maintenait par un vaste réseau de corruption et de clientélisme politique qui garantissait la fraude électorale, et limitait donc l'accès au pouvoir à toute autre force politique. La marginalisation de la périphérie et les insuffisances de ce système dans le processus de construction de l'Etat-nation causa un malaise général en Espagne. Ce mécontentement fut poussé à son point culminant par la prostration de la situation socioéconomique en général et par le singulier sous-développement asphyxiant et contradictoire qui, en Andalousie, concentrait la richesse entre les mains d'une minorité de latifundistes, pendant que la lueur d'espoir du prolétariat disparaissait au fur et à mesure que la précarité des conditions de vie enfonçait cette classe sociale majoritaire dans une pauvreté abyssale.



Et, en 1898, la perte de Cuba, de Porto Rico et des Îles Phillipines, dernières colonies de l'empire colonial espagnol ne fut que la consécration qui, telle une éruption volcanique, causa des turbulences sur toute l'étendue du territoire espagnol. Ce désastre radicalisa de plus en plus les revendications périphériques en Catalogne et au Pays basque, et la confluence de cet ensemble de facteurs créa non seulement un sentiment généralisé de décadence, mais mit aussi l'Etat espagnol au bord de son démembrement. Ce panorama assombrissant fut résumé par Joaquin COSTA dans *Oligarquía y caciquismo como la forma actual de gobierno en España : urgencia y modo de cambiarla*<sup>96</sup>, ouvrage qui influença profondément Blas INFANTE.

Tout comme COSTA, d'autres intellectuels, de par leurs critiques, cherchèrent à faire comprendre au pouvoir politique en place qu'il existait un fossé profond entre leur Espagne officielle et l'Espagne réelle, et lui proposait des solutions concrètes pour pouvoir redorer les lettres de noblesse de leur pays. De ce fait, le régénérationnisme serait une réaction patriotique face à la situation de crise et à la décadence que vivait l'Espagne. De ces intellectuels, faisaient partie plusieurs têtes de file des régionalismes et des nationalismes tel que Blas INFANTE et l'andalousisme. En effet, de toute l'œuvre de cet andalou, c'est l'objectif de régénérer l'Andalousie qui fut l'aspect fondamentale qui en ressortait comme l'attestent les premières phrases de l'*Ideal andaluz* : « *Éste es el problema : Andalucía necesita una dirección espiritual, una orientación política, un remedio económico, un plan de cultura y una fuerza que apostole y salve* »<sup>97</sup>. Pour INFANTE, la régénération ne devait pas se limiter à l'Andalousie, mais cette région, ainsi que le restant des régions de l'Etat devaient constituer le point de départ de la force régénératrice de l'Espagne :

*Cada una, hemos afirmado, ha de tener por ideal, el elevar por sí, más que otra alguna, el nivel del Progreso Español : poniendo más alto que todas ellas el nombre de España : para lo cual, habrán de aspirar a dirigir ese Progreso, venciendo en el pugilato de paz y civilización, que por este fin, se establezca entre todas las que constituyan la Sociedad Nacional ; esto es, el conseguir, en último resultado, el predominio de su "personalidad, de su "cualidad", como inspiradora de la obra de aquel progreso*<sup>98</sup>.

Dans sa vision régénérationniste, INFANTE estimait de ce fait que l'Espagne ne pouvait connaître sa régénération que si le pouvoir central favorisait le développement des régions. Car,

---

<sup>96</sup> Joaquín COSTA, *Oligarquía y caciquismo como la forma actual de gobierno en España : Urgencia y modo de cambiarla* Madrid, Establecimiento Tipográfico de Fortanet, 1901.

<sup>97</sup> Blas Infante, *Ideal andaluz*, Mémoire présenté à l'Ateneo de Sevilla le 23 mars 1914 et publié en 1915, Seville, Fundación Pública Andaluza, 2010, p.11

<sup>98</sup> *Idem*, p.71

chacune d'entre elle, en se modernisant, travaillerait au progrès ultime et au rayonnement d'une Espagne qui n'était autre que le résultat de la convergence de toutes ses énergies régionales :

*el alma española no es otra cosa que el resultado de la convergencia, en la suma, de las energías regionales. Cuando éstas sean fuertes y definan vigorosamente los imperativos de la propia conciencia, entonces aquélla, robustecida, reobrará con aliento poderoso sobre las regiones y se impondrá el imperativo de la conciencia nacional dentro y fuera de España. Las regiones, por tanto, no han de esperar a ser redimidas por la nación, sino que, al contrario, por ellas ha de ascender la fuerza inicial por cuya virtud se redimirá la patria<sup>99</sup>.*

Si politiquement Blas INFANTE fut fortement influencé par le régénérationnisme, philosophiquement il s'abreuva à la source de l'allemand Friedrich KRAUSE qui, comme nous le savons déjà, voyait du rapport fusionnel existant entre l'être, la vie et l'univers, l'émergence de l'harmonie. En effet, pour ce philosophe, rien n'est séparé, tout est uni à tout et tout est en rapport avec tout. Cependant, le fait de faire partie d'un ensemble monolithique ne doit en aucun cas empêcher à un quelconque élément d'exprimer sa singularité.

Cette vision philosophique permit à Blas Infante de concevoir l'Espagne comme le résultat de l'union de différentes régions qui s'articulaient harmonieusement et vivait la nation espagnole comme une réalité suprarégionale. Ce fut sans nul doute dans cette optique universaliste qu'il élaborait un projet andalousiste intégrateur et solidaire aussi bien avec les autres peuples de l'Etat espagnol, qu'avec ceux du monde entier :

*Siendo este el genio de Andalucía, el dogma esencial a que su vida se ordena, el que hay necesidad de presentarle, el que es preciso enaltecer, ha de ser el que traduzca el ideal humano, concretado en una fórmula que condense y resuma todo un credo de optimismo, concebido, sentido y esperado con efusión. Ese ideal representará la meta del amor a la creación que por la vida se realiza, del amor que consagra al hombre creador que, en las avanzadas de ésta, lucha y se debate, dirigiéndola a su final destino, por medio del culto al ritmo y del esfuerzo por realizar la armonía ; en suma, por medio de la perfección y del progreso incesante y eficiente, que es belleza y es poder. Y su ideal como región de España no puede ser otro que engrandecerse por la virtud de su ideal privativo, como realidad distinta ordenada al progreso de la especie, para hacerle triunfar en el progreso español, y dirigir este progreso ; único modo natural que se le ofrece de*

---

<sup>99</sup> *Idem*, p. 24

*cumplirle, al formar, para toda obra de contraste y solidaridad, primeramente, en la sociedad de las regiones españolas*<sup>100</sup>.

Cette vision universaliste de ce qui était devenu l'idéal andalou se confirma durant l'élaboration du programme politique de l'andalousisme à Ronda en 1918. En effet, au sortir de leurs débats, INFANTE et les autres andalousistes adoptèrent pour devise : « *Andalucía para sí, para España, y para la Humanidad* ».

Parvenir à la réalisation de l'idéal andalou devait avant tout passer la prise de conscience de la personnalité historique andalouse. En allant au-delà des débats culturalistes des anciens intellectuels andalous, INFANTE exprima la nécessité de doter l'Andalousie d'une personnalité politique dans un cadre fédéral qui restructurerait l'Etat espagnol décadent et centraliste qui refusait l'acceptation de sa réalité plurielle. Dans cette perspective fédéraliste, il adopta la Constitution d'Antequera rédigée en 1883 et fit d'elle la pierre angulaire de son programme politique dans la lutte pour l'autonomie.

Enfin, étant très adepte du georgisme<sup>101</sup> qui était la base théorique de la pensée agraire des socialistes et des républicains en Espagne durant les premières décennies du XXe siècle, INFANTE assista au Premier Congrès Mondial Physiocrate<sup>102</sup> célébré à Ronda en 1913.

Souvenons-nous que l'Espagne était un pays dont l'économie se basait fondamentalement sur l'agriculture. La majeure partie de la population active travaillait dans les champs et, la répartition de la propriété de la terre n'avait presque pas changé depuis les désamortissements du XIXe siècle. Le revers de cette mesure qui permit la concentration des terres arables entre les mains d'une infime minorité en Andalousie en particulier était la prostration des journaliers et la radicalisation du mouvement anarchiste.

Pour Blas INFANTE, le georgisme, dans cette conjoncture, se convertit en programme économique de l'andalousisme car, il était une solution en vue du changement profond de la distribution de la propriété de la terre. Sa redistribution devait partir du principe selon lequel la terre exercerait une fonction sociale et que tout propriétaire d'une terre serait un employé de l'Etat qui accomplirait sa fonction d'agriculteur. Ce service public consisterait à produire non seulement pour un marché intérieur, mais aussi pour un marché international que les zones industrialisées et

---

<sup>100</sup> *Idem*, p.73

<sup>101</sup> Le georgisme est une doctrine que l'économiste américain Henry GEORGE avait exposée dans son livre *Progrès et pauvreté*, publié en 1879. D'après lui, l'origine de tous les maux sociaux est la plus-value de la propriété foncière et le remède réside dans l'institution d'une taxe unique sur cette plus-value.

<sup>102</sup> La physiocratie est une école de pensée économique et politique qui contribue à forger la conception moderne de l'économie en axant la réflexion et la pratique de l'économie dans un cadre de référence plus autonome.

compétitives auraient principalement la charge de satisfaire. Cela revient à dire que la terre devait être transformée en un instrument de travail et non en une source de revenus : elle devait être socialisée pour que l'Etat assure la perception de l'intégralité des produits agricoles et répartisse les bénéfices à ceux qui la travaillaient et l'utilisaient véritablement comme outil de travail et non à ceux qui en étaient propriétaires.

Cette base théorique ainsi créée, Blas INFANTE participa activement à la création des *Centros Andaluces*, véritables plate-formes apolitiques qui militaient pour l'obtention d'une autonomie administrative et économique de l'Andalousie. Le souhait de régénérer cette région conduisit INFANTE et les autres andalousistes à organiser à Ronda et à Cordoue des assemblées durant lesquelles ils débattirent sur le programme politique et économique de leur mouvement.

Par ailleurs, l'arrivée au pouvoir du système politique autoritaire de Miguel PRIMO de RIVERA ralentit brusquement l'élan des nationalistes andalous et poussa Infante à se retirer de la vie politique. Mais après l'avènement de la Seconde République, il reprit ses activités à la tête de la *Junta Liberalista*, -organe suprême qui coordonna les activités des andalousistes après l'instauration de la Seconde République-, avec l'objectif premier de consolider la conscience identitaire andalouse et d'obtenir une autonomie régionale. Cela impliquait la conversion de l'andalousisme en mouvement politique, la mise à l'écart de son refus d'intégrer ou de créer un parti politique, et par conséquent, la participation de l'andalousisme aux échéances électorales :

*En 1931 se presenta a las elecciones en Sevilla Córdoba con una candidatura en la que colaboran Ramón Franco, Parcual Carrión, Pablo Rada, Antonio Rexach y José Balbontín. Con el nombre de 'Republicana Revolucionaria Federalista Andaluza', esa candidatura se presenta como defensora de un programa basado en las conclusiones de las asambleas de Ronda y Córdoba. Sin embargo, no obtuvo el apoyo esperado<sup>103</sup>.*

Cet échec ne constitua pas pour autant une occasion de chute dans sa volonté de doter l'Andalousie d'une autonomie politique car, en 1933, il participa activement à la rédaction du projet de texte qui servit de base au Statut d'Autonomie de l'Andalousie. Malheureusement ce texte ne fut pas soumis aux Cortes car, les conservateurs, au pouvoir, bloquèrent le processus autonome initié par le gouvernement républicain. Et, le 11 août 1936, INFANTE fut assassiné par l'armée franquiste, laissant ainsi inachevée et dans un climat incertain, l'œuvre pour laquelle il s'était battu durant toute son existence.

---

<sup>103</sup> Leandro ÁLVAREZ REY, Encarnación LEMUS LÓPEZ, *Historia de Andalucía Contemporánea, op.cit.*, p.349

## II-b-2 Emergence et développement de l'andalousisme historique, 1907-1936

### II-b-2-1 Andalousisme culturaliste : 1907-1915

Durant des décennies, des idéologues andalous se consacrèrent à créer une histoire différenciée de l'Andalousie au sein de l'Espagne. Mais il fallut attendre jusqu'en 1907 pour véritablement voir émerger, à partir de la loi des *Mancomunidades*<sup>104</sup>, un débat sur la considération de l'Andalousie comme une région et l'élaboration des alternatives politiques rigoureusement articulées.

En effet, en Catalogne, région dans laquelle le mouvement de revendication identitaire était promu par la grande bourgeoisie, dès même les années quatre-vingts, la politisation de la culture par la *Lliga Regionalista*, parti politique à la tête duquel Enric Prat de la RIBA i SARRA, connut un grand succès. Cela permit l'accroissement de l'influence de l'idéologie catalaniste sur le plan social et sa consolidation sur le plan politique. A travers l'harmonisation entre le discours traditionnel et moderne, la nation culturelle et l'articulation politique, Prat de la RIBA parvint à obtenir l'appui de la bourgeoisie industrielle, commerciale, intellectuelle, ainsi que celui des secteurs de la classe moyenne dans la défense de son projet nationaliste au sein de son parti politique qui, au bout du compte, eut l'hégémonie politique et idéologique en Catalogne. A travers l'aspiration à la modernisation et à une autonomie politique de cette région, il envisageait de participer au gouvernement central avec un programme pragmatique et une volonté modernisatrice. Cela lui valut d'ailleurs son succès aux différentes échéances électorales de 1901 et à la création de la *Mancomunidad* en 1914.

Ainsi, au regard du succès de l'expérience de la Catalogne, en Andalousie également, la question de l'affirmation identitaire se retrouva véritablement au centre des préoccupations de l'*Ateneo de Sevilla* qui se devint la plateforme de l'éveil, de la consolidation et de la diffusion du mouvement andalousiste. La Loi relative à la création des *Mancomunidades* et à la constitution de la *Mancomunidad* de la Catalogne alimenta de ce fait les débats autour de la nécessité de l'existence d'une Andalousie singulière et la possibilité d'un régionalisme andalou. Isidoro MORENO déclare que durant cette période :

---

<sup>104</sup> La loi des *Mancomunidades* consistait à administrer de façon conjointe un ensemble de provinces et permettait de bénéficier de ce fait de certaines prérogatives supplémentaires. Ce fut un projet de loi du gouvernement de José CANALEJAS qui, malheureusement ne fut pas approuvé car celui-ci fut assassiné en 1912. A partir de ce projet de loi présenté aux Cortes de juin 1907, les quatre provinces de la Catalogne formèrent en 1911 une *Mancomunidad* dont les bases de fonctionnement furent présentées par PRAT de la RIBA au gouvernement de José CANALEJAS comme la preuve de la capacité d'un peuple à aspirer à un autogouvernement au pouvoir élargi. Même si elle était sans pouvoir décisionnel et financier véritable, elle devint tout de même très rapidement un instrument d'affirmation politique pour la *Lliga*.

*...surge y se desarrolla un movimiento que es, a la vez, cultural y político de signo regionalista, que se convierte, no obstante, en determinada etapa, en claramente nacionalista. Este movimiento es el comúnmente denominado ‘andalucismo histórico’, cuya trayectoria es menos lineal y cuyo contenido es menos homogéneo de lo que suele afirmarse*<sup>105</sup>.

En ce moment, et en bénéficiant des expériences antérieures, le mouvement andalousiste, quoique numériquement réduit, acquit une certaine force en se servant de l’*Ateneo de Sevilla* qui comptait entre ses adhérents des intellectuels parmi lesquels se distingua Blas INFANTE. Celui-ci, en insistant sur la conception de l’Andalousie comme une terre de journaliers, et en déclarant que l’objectif immédiat et central de son idéal était la redistribution de la terre andalouse aux journaliers andalous, essaya de sortir l’andalousisme du manque de socialisation dans lequel il évoluait jusque-là. Dans cette perspective, il élaborait des mythes et une histoire tout à fait liés aux réalités socioéconomiques, politiques et idéologiques que traversait l’Andalousie durant cette période. Car, l’unification entre projet culturel et projet politique qui sert de facteur de légitimation du projet nationaliste ne suffisait pas pour consolider le mouvement en construction, il fallait associer à cette dernière l’adhésion et l’appui généralisé de la classe sociale majoritaire dans la mesure où celle-ci constituait le socle, la base de légitimité du nouvel ordre politique en gestation. Réussir cette union entre les idéaux andalousistes et les aspirations des paysans était primordiale pour la consolidation du mouvement car:

*En sus escritos se ve como desde el primer momento advierte que ambos movimientos tendrían que apoyarse, ir unidos de alguna manera, no por mero oportunismo, sino porque la situación del campesino andaluz, sobre todo en los latifundios occidentales, era injusta, insostenible*<sup>106</sup>.

Cette période au cours de laquelle Blas INFANTE initia sa réflexion sur la situation de l’Andalousie dans l’histoire coïncidait en Europe avec l’éclosion des mouvements tels que le modernisme et l’esthétisme dont les représentants andalous étaient Salvador RUEDA<sup>107</sup> et José Maria

---

<sup>105</sup> Isidoro MORENO, *Identidad cultural y dependencia: orígenes, bases, bloqueos y desarrollo del nacionalismo andaluz*, dans *Nación Andaluza*, n°1, 1983, p.72

<sup>106</sup> Antonio DOMÍNGUEZ ORTIZ, *Andalucía ayer y hoy*, Sarriá, Málaga, 2003, p. 213

<sup>107</sup> Poète moderniste espagnol dont le penchant pour la Grèce antique inonda bon nombre de ses écrits, Salvador RUEDA collabore avec des périodiques tels que *Málaga*, *Andalucía* ou en encore *El Correo de Andalucía*. Entre autres, il publia en 1885 *Poema Nacional. Costumbres populares* et, en 1886 *El Patio Andaluz. Cuadros de costumbres*. Dans cette dernière, il met en évidence, une Andalousie essentiellement rurale, traditionnelle, une Andalousie qui reflète l’âme de son peuple.

IZQUIERDO<sup>108</sup>. Le premier, en 1913, déclara dans le premier numéro de *Bética*<sup>109</sup>, Revue à caractère régionaliste, que les différentes manifestations de l'esprit andalou avaient un caractère proche de l'âme de la Grèce. Cette affirmation pourrait s'expliquer par le poids énorme que la culture historique et concrètement la mythologie gréco-latine avait sur le modernisme. IZQUIERDO quant à lui, grand amoureux de la Grèce, dans son œuvre *Divagando por la ciudad de la gracia*<sup>110</sup>, faisait presque l'éloge des figures mythologiques. Ami de Blas INFANTE, il pensait que celui-ci était l'incarnation de l'idéalisme sévillan au cours des premières années du XXe siècle. Fort de cette influence grèque, INFANTE proposa, quelques années après, durant l'Assemblée de Ronda, comme blason de l'Andalousie, la figure d'Hercules dominant deux lions entre deux colonnes :

*La Asamblea de Ronda de 1918, para acordar el escudo de Andalucía, se inspiró en el de Cádiz, cabecera de nuestro pueblo, después de Tartessos, en los tiempos primitivos ; símbolo también adecuado para la expresada obra de restaurar un País, siempre cultural ; figurando un Hércules juvenil, expresión de la fuerza eternamente joven del Espíritu, dominando o coordinando la fuerza instintiva de los estímulos animales, representada por dos leones ; e inscribiendo al pie del escudo esta leyenda : ANDALUCIA, POR SI, PARA ESPAÑA Y LA HUMANIDAD*<sup>111</sup>.

En s'appuyant sur une civilisation ancienne aussi prestigieuse que celle de la Grèce dans le passé de l'Andalousie, les élites, dans le processus de création de la conscience nationale, augmentaient la capacité de séduction de leur histoire et lui conféraient la dimension d'un mythe. Cette identité andalouse endormie qui prendrait ses racines dans des temps immémoriaux et qui aurait traversé l'histoire avec de grandes difficultés jusqu'à retrouver sa conscience comme par enchantement n'était pas une vérité historique, mais un instrument utile et indispensable dans la mobilisation du peuple andalou pour soutenir le mouvement de différenciation identitaire.

L'histoire, dans bien des contextes, est une approximation, aussi fragmentée soit-elle, de la connaissance de la réalité passée, construite par des personnes partageant une certaine idéologie. Moyen efficace de construction de la mémoire collective, elle se construit aussi de la mémoire vive et présente d'un être et lui permet de se reconnaître et de se repérer dans le temps. En considérant

---

<sup>108</sup> Pleins d'esthétisme et chargés une vision baroque, les écrits de José Maria IZQUIERDO mettaient en évidence l'idéalisation de Séville comme « *la ciudad de la gracia* ». Par ailleurs, pour IZQUIERDO, l'idéal andalou était « *un ideal humanista y humano, frente a los ideales paganos y ascéticos* ».

<sup>109</sup> *Bética* fut une revue culturelle publiée à Séville entre 1913 et 1917. A caractère régionale, elle fut un organe d'expression de l'*Ateneo de Sevilla* qu'alimentaient plusieurs intellectuels andalous et constitua une pièce fondamentale dans le développement de l'andalousisme. *Bética* faisait surtout la promotion de l'art, de la littérature, de la vie sociale, et des pensées sur l'Andalousie ainsi que de ses habitants.

<sup>110</sup> José María IZQUIERDO, *Divagando por la ciudad de la gracia*, Sevilla, Tip, Zarzuela, Alvarez Quintero, 1923, 199 p.

<sup>111</sup> Blas INFANTE, *Ideal Andaluz*, Fundación Pública Andaluza, Sevilla, 2010, p.18

que la création et la récréation de la mémoire collective est un processus actif et que son dynamisme est toujours assujéti et affecté par les évènements du présent<sup>112</sup>, pour un groupe d'individus, éveiller la mémoire c'est exister, et la perdre est synonyme de disparition et d'oubli. Dans le cas de l'Andalousie, il était plus qu'impératif de sortir de cet oubli en construisant une histoire à même de combler le vide laissé par l'absence d'une histoire propre, une histoire qui différencierait le peuple andalou du reste de l'Espagne et qui alimenterait sa conscience collective. Ce fut dans cette optique qu'Enrique MORADIELLOS GARCIA asserta :

*La conciencia del pasado comunitario del grupo humano constituye un componente inevitable de su presente, de su dinámica social, de sus instituciones, tradiciones, sistemas de valores, ceremonias y relaciones con el medio físico y otros grupos humanos circundantes*<sup>113</sup>.

Le processus de récupération de l'histoire de l'Andalousie était alors nécessaire pour la construction de sa conscience du passé qui elle, était une pièce essentielle dans la formation de la conscience identitaire de l'Andalousie du XIXe et XXe siècle. Car, comme à tout peuple, il était également difficile, sinon impossible au peuple andalou de savoir qui il était et où il allait s'il ne savait pas qui il avait été et d'où il venait. Jusqu'à la publication d'*Historia de Andalucía* en 1870 par Joaquín GUICHOT, l'histoire de l'Andalousie n'avait jamais été conçue comme une histoire particulière ou régionale de l'Espagne, mais toujours comme faisant partie de l'histoire globale, celle en relation avec le reste des peuples dont l'ensemble constituait l'histoire de l'Espagne. S'il est vrai que l'historiographie, entendue dans le sens de la mémoire écrite du passé d'un peuple, joue un rôle fondamental dans sa prise de conscience, il n'en demeure pas moins alors que la construction historiographique de l'histoire de l'Andalousie allait permettre au peuple andalou de savoir ce qu'il était à travers ce qu'il avait été et de décider où il allait. En somme, elle allait lui permettre de prendre conscience de sa personnalité aussi bien historique que présente afin de mieux se fixer les objectifs à atteindre.

Cette restauration de la conscience identitaire andalouse fut, en l'espèce, l'un des objectifs que voulait atteindre Blas INFANTE en publiant en 1915 *El Ideal Andaluz*. En effet, dans cet ouvrage, souvenons-nous, il définit la mission de l'andalousisme qui consistait à reconstruire l'histoire de l'Andalousie, récupérer sa culture, définir son identité et développer des théories et des pratiques de l'andalousisme à même de permettre à cette région d'acquérir une autonomie politique, considérée ici comme le sésame de sa modernisation et de son développement. « *Sus*

---

<sup>112</sup> María Alexia SANZ HERNÁNDEZ, Los recuerdos, la memoria colectiva y la historia, o cómo un pueblo construye su ayer, dans *Anales de la Fundación Joaquín Costa*, n°15, 1998, p. 229

<sup>113</sup> Enrique MORADIELLOS GARCIA, *El oficio del historiador*, Madrid, Siglo XXI de España Editores, 1998, p. 112



*planteamientos –disait Juan Antonio LACOMBA- se sitúan en presupuestos regeneracionistas, que persiguen la recuperación de Andalucía, impulsándola hacia el futuro, y sacándola de su prostración económica, injusticia social y agonía general<sup>114</sup>».*

Pour Blas INFANTE, la restauración de la conciencia identitaria andalouse passait avant tout autre chose par la récupération de la mémoire historique d'*Al-Andalus* à travers la dialectique de l'étude du passé, de l'observation de la situation dans laquelle se trouvait l'Andalousie, et de la recherche d'un avenir brillant pour cette région. Par le vecteur d'*Al-Andalus*, INFANTE trouva une Andalousie islamique qu'il réécrivit selon ses propres objectifs et élaboró una síntesis histórica, económica et sociocultural que, à partir de cet instant, constituèrent le canevas à suivre dans le processus de récupération de la conscience collective du peuple andalou, et par conséquent, la modernisation de l'Andalousie. Dans son récit, malgré certaines critiques apportées à l'invasion arabe, il considérait *Al-Andalus* comme une étape de développement, d'épanouissement de la culture et de l'influence andalouse en Europe :

*Las ciencias y artes de la antigüedad griega se ‘difundieron, primeramente en Occidente, por los trabajos de la Universidad de Córdoba... El contacto de esta civilización, el conocimiento de las obras literarias y científicas de la arabia española, ejercieron la más saludable influencia en la civilización de Occidente. En efecto, en aquella época se ven aparecer en Europa las primeras Universidades’ (Salerno, Mompeller, etc.)*

*(...) Córdoba, apasionada por las ciencias, ‘seguro mercado de libros’, que decía Averroes en los tiempos que se creen de barbarie mahadita : escuela de los sabios europeos, como Gerbert (Silvestre II) ; con bibliotecas como la de Merwan (600000 volúmenes), y numerosas academias y 80 escuelas superiores, de médicos como Albulkasin, inventor de la ciencia quirúrgica, fundada en el conocimiento de la anatomía, de historiadores como Aben Pascual ; de los primeros entre los primeros en la Historia de la Filosofía ; de literatas como Aixa y Habibah, rival de la poetisa de Mitilene en los jardines de Medina Azahara.*

*Sevilla, la ciudad de Motamid, ‘sultán entre los muertos, rey de hombres y poetas’, donde esclavas como Romaiquia conquistaban el trono con las armas de su genio poético ; que pueden presentar lista inacabable de nombres ilustres, agrónomos de fama universal como Abu Zacaría ; matemáticos como Aflak ;*

---

<sup>114</sup> Juan Antonio LACOMBA ABELLÁN, *Blas Infante y el despliegue del andalucismo*, Sarriá, Málaga, 2000, pp.16-17

*astrónomos como el Salifa ; químicos como Aben Motrif ; cosmógrafos como Zeiat, gramáticos, oradores, y hasta profesores de poesía y erudición.*

*Granada, Málaga, Almería, Jaén, con nombres como Thofail de Guadix, el Makrebi de Alcalá, Aben Beitar, el malagueño, que lla Menéndez Pelayo ‘Dioscorides del siglo XIII’, Aben Fátima, Zobair, etc., y bibliotecas como la de Zohair de Almería (400000 volúmenes).*

*En cuanto a las escuelas primarias, ‘eran buenas y numerosas’. En Andalucía casi todo el mundo sabía leer y escribir, mientras que en la Europa cristiana, a excepción del clero, nadie sabía (Dozy con referencia a autores árabes), y por lo que respecta al orden material, añade este autor : « Todo florecía. Existían numerosas industrias ; los extranjeros admiraban por todas partes, campos bien cultivados y ese sistema hidráulico ordenado con tan profunda ciencia, que hacía fértiles las tierras más ingratas. Maravillábanse del orden perfecto<sup>115</sup>.*

*Al-Andalus, selon INFANTE, était incontestablement la référence historique la plus attrayante, celle qui, dans une Andalousie éclipsée par la monarchie et le pouvoir central, permettait de mettre au grand jour la manifestation du génie andalou dans sa période la plus rayonnante. Et, dans sa vision régénérationniste, il avait pour intention de convertir ce glorieux passé en un objectif à atteindre, une aspiration qui galvaniserait les Andalous et les pousserait à se lever pour opérer des changements modernisateurs aussi bien pour leur région, que pour l’Espagne, un idéal qui les conduirait à leur propre régénération.*

Cependant, il est primordial de relever que cette récupération historique qui allait de pair avec la redéfinition de l’Andalousie et des Andalous ne prenait presque pas en compte l’œuvre réalisée par les intellectuels du dernier quart du XIXe siècle. En effet, elle concentrait ses efforts sur la redéfinition de la personnalité andalouse et la recherche de son histoire essentialiste et imaginaire, éloignée de toute réalité comme le relèvent Leandro ÁLVAREZ REY et Encarnación LEMUS LOPEZ:

*Definieron el genio andaluz, un ideal andaluz inmanente, con las siguientes características : un pueblo de origen inmemorial, mestizo por excelencia, cosmopolita y universalista, solidario y mucho más humano que materialista, protagonista en el pasado de grandes gestas heroicas, grandioso en las Edades*

---

<sup>115</sup> Blas INFANTE, *Ideal Andaluz, op.cit.*, pp. 67-68

*Antigua y Media –en la etapa árabe sobre todo- pero deprimido en la Moderna y la Contemporánea, capaz, en todo caso, de reescribir su grandeza pasada salvándose y salvando a España*<sup>116</sup>.

Les réalisations des anthropologues andalous du XIXe siècle furent donc mises de côté dans les réflexions idéalistes de Blas INFANTE et les siens. Dans leur processus d'éveil et de construction de la conscience identitaire, leurs efforts étaient, en grande partie, concentrés sur la découverte de manière théorique de l'essence de l'Andalousie, sans se baser sur sa réalité afin de la sortir de son état léthargique, de sa prostration, et ainsi d'opérer sa régénération.

Quoiqu'il en soit, des anthropologues aux andalousistes de la génération de INFANTE, il était clair dans l'esprit de tous que l'Andalousie, dotée d'une personnalité déterminée et exprimant le désir ardent de se moderniser, pouvait s'épanouir de façon indépendante en Espagne. Non pas dans une perspective séparatiste comme le revendiquèrent les nationalistes au Pays basque après l'abolition de leurs fueros en 1876, mais en proposant des idées motrices qui soient à même d'impulser la régénération de l'Espagne à travers la régénération et la modernisation de ses régions, et donc celle de l'Andalousie. Cela impliquait par conséquent la refondation du système politique et économique en vigueur aussi bien en Andalousie, que dans le reste de l'Espagne. Cette configuration de l'idéologie de l'andalousisme en 1914 fut à 'origine de la formation de deux courants différents au sein l'*Ateneo* :

*La primera tiene un marcado carácter tradicionalista y la van a integrar aquellos ateneístas que continúan su labor culturalista de recuperación de la Andalucía folklórica y estética desde una perspectiva conservadora, plenamente compatible con el orden oligárquico instituido. Es importante señalar que este grupo, fiel a su origen social, no va a ir más allá de la definición de Andalucía, mostrándose temeroso con la vertiente más progresista del movimiento surgido del propio Ateneo. Con Infante a la cabeza, forman el segundo grupo los que desde ahora van a ser denominados "andalucistas históricos". Estos hombres, desde el análisis intelectual de la situación de Andalucía, van a intentar plantear los mecanismos para la transformación de la misma. Desde ese momento, la vertiente culturalista, esteticista e historicista del movimiento continuaría su marcha separada de los andalucistas*<sup>117</sup>.

---

<sup>116</sup> Leandro ÁLVAREZ REY et Encarnación LEMUS LÓPEZ, *Historia de Andalucía Contemporánea, op.cit.*, p. 345

<sup>117</sup> Leandro ALVAREZ REY, Encarnación LEMUS LOPEZ, *Historia de Andalucía Contemporánea*, Universidad de Huelva, 1998, p. 346

Dès cette scission, et pour la réalisation effective du projet andalousiste, il était indispensable d'introduire dans le mouvement des idées nouvelles et des hommes nouveaux, capables d'assumer et d'affirmer pleinement leur identité particulière et de s'émanciper de l'autorité du pouvoir central, complice des latifundistes, en revendiquant une autonomie régionale.

### II-b-2-2 L'andalousisme régionaliste : 1915-1918

Cette seconde phase de l'andalousisme commença d'une part, comme nous le savons déjà, avec la rupture au sein de l'*Ateneo de Sevilla* du mouvement andalousiste entre deux tendances ; d'autre part, avec la publication en 1915 du livre *El Ideal Andaluz* de Blas INFANTE. Cet ouvrage qui côtoyait la Bible dans les étagères des andalousistes apporta une dimension nouvelle dans la consolidation du mouvement : l'évocation des conditions de vie et de travail du journalier et la recherche de l'amélioration de sa situation socioéconomique à travers une meilleure répartition des profits de la terre entre ceux qui la travaillaient et non entre ceux qui étaient propriétaires. Par cette nouvelle dimension, Infante avait pour objectif de créer une confluence entre le mouvement andalousiste et les mouvements de revendication des paysans et des journaliers. Cela allait permettre au premier de faire adhérer le second à sa cause et de bénéficier de l'appui généralisé des masses populaires dans la mesure où celles-ci constituaient le socle, la base de légitimité du nouvel ordre politique en gestation. Dans cette logique, unir les idéaux andalousistes aux aspirations des paysans devint primordial :

*En sus escritos se ve cómo desde el primer momento advierte que ambos movimientos tendrían que apoyarse, ir unidos de alguna manera, no por mero oportunismo, sino porque la situación del campesino andaluz, sobre todo en los latifundios occidentales, era injusta, insostenible*<sup>118</sup>.

Rappelons qu'en Espagne, en 1916, deux ans après le début de la Guerre Mondiale, évènement face auquel ce pays garda sa neutralité, la situation économique était relativement bonne grâce à la politique expansive d'exportation dont les banques et la bourgeoisie industrielle et agricole furent les principales bénéficiaires. Les ouvriers et les journaliers, comme d'habitude, ne virent pratiquement pas les retombées de leur travail car, non seulement ils subirent de plein fouet l'inflation croissante, mais également la quasi-totalité de leur production était destinée à l'exportation. Dans ce contexte de prospérité bourgeoise et de troubles sociaux, les mouvements

---

<sup>118</sup> Antonio DOMINGUEZ ORTIZ, *Andalucía ayer y hoy*, Sarriá, Málaga, 2003, p. 213

régionalistes se consolidèrent et firent front commun contre les projets fiscaux du ministre Santiago ALBA<sup>119</sup>.

En Andalousie, cette tendance se confirma avec la création en 1916 par Blas INFANTE du *Centro Andaluz de Sevilla* dont les objectifs étaient principalement les suivants :

*...adoctrinar a los miembros ; ser plataforma de actuación y de difusión de ideas ; orientar esfuerzos en la misma dirección, para construir un movimiento capaz de cambiar Andalucía*<sup>120</sup>.

Ces *Centros* furent implantés aussi bien dans toute la région andalouse, à Madrid, à Barcelone qu'à l'étranger, en l'occurrence en Argentine. Ils constituèrent des plateformes de la diffusion et de l'action de l'andalousisme historique qui, rappelons-le, avait une vocation régionaliste et s'écarta des activités jusque-là réalisées par les adhérents des *Ateneos* dont la revue *Bética*<sup>121</sup> était le principal moyen de diffusion. Le *Centro Andaluz de Sevilla* créa par la suite la revue *Andalucía*<sup>122</sup>. Plus radicale, elle avait pour objectif d'aller au-delà du régionalisme culturaliste de *Bética* en créant un espace de discussion, de revendication et de débat autour d'un régionalisme politique ayant pour thème central l'Andalousie. Les *Centros Andaluces* quant à eux coordonnèrent les activités de l'andalousisme et évitèrent de ce fait que celui-ci ne se transformât en parti politique comme l'attesta la revue *Andalucía* :

*Nosotros ofrecemos con nuestra organización, al pretender el establecimiento en las localidades andaluzas de secciones de nuestra institución, una organización*

---

<sup>119</sup> Né à Zamora en 1872 et mort à Saint-Sébastien en 1949, Santiago ALBA BONIFAZ était un avocat, un journaliste et un homme qui bénéficia d'une riche expérience politique depuis le début du XXe siècle jusqu'à la guerre civile espagnole. Il milita d'abord dans l'Union National avant d'adhérer au Parti Conservateur, puis au Parti Libéral dès 1905. Santiago ALBA fut d'abord ministre de la Marine, ensuite, ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, et enfin, ministre de l'intérieur. Son projet de réforme agraire qui, comme son nom l'indique, -"*Proyecto de Ley leído por el Sr. Ministro de Hacienda de bases relativas al establecimiento de una contribución sobre el aumento de valor de la propiedad inmueble y al régimen fiscal de la misma*" (disponible dans *Diario de las Sesiones de Cortes*, Apendice 6, 1916, n°55, pp. 1-8)- avait pour but d'imposer une taxe sur l'augmentation de la valeur de la propriété immuable et au régime fiscal de celle-ci.

<sup>120</sup> Juan Antonio LACOMBA ABELLAN, *Blas Infante y el despliegue del andalucismo*, op.cit. p. 21

<sup>121</sup> Créée en novembre 1913, *Bética* était une revue culturelle publiée à Séville jusqu'en 1917. Organe d'expression de l'Ateneo de Sevilla, et à caractère régionaliste, elle se consacrait principalement à la littérature, à l'art et à la vie sociale contemporaine de l'Andalousie. *Bética* comptait parmi ses membres plusieurs intellectuels andalous de renom tels que Rodriguez Marin, Mendez Bejarano, etc.

<sup>122</sup> La revue *Andalucía* était une plate-forme politique des andalucistes fondée en 1916. Après la création de *Bética*, le mouvement andalousiste se concentrait de plus en plus sur la résolution du malaise socioéconomique en Andalousie et ne cadrait plus avec les objectifs de *Bética*. *Andalucía*, comme moyen d'expression, fut alors une alternative plus radicale des andalousistes.

*contrapuesta a la actual de los partidos caciquiles organizados en jefaturas y clientelas*<sup>123</sup>.

En se basant sur la situation socioéconomique de l'Andalousie comme objet d'analyse et comme fondement de ses revendications, cet andalousisme cherchait principalement la prise de conscience des Andalous à travers une politique pédagogique dont l'objectif était d'éveiller et d'orienter leurs aspirations. La vision de Blas INFANTE partait d'une idée bien précise :

*...la verdad consiste en tener razón. Desde este supuesto básico, tenía como preocupación esencial Andalucía; como objetivo, su regeneración; y para la consecución de esta meta, pedía el apoyo de las clases populares andaluzas. El pensamiento de Infante se vertebraba, fundamentalmente, en torno a tres ejes que guiarán el despliegue andalucista.*

*Uno era la reforma política, cuyo núcleo sustancial consistía en la propuesta de un regionalismo descentralizador y solidario, que hiciese posible la autonomía andaluza en el contexto de un régimen federativo. El segundo, la reforma económica que, partiendo de la doctrina georgista, resolviera el problema de la tierra en Andalucía. Por último, la reforma municipal, que permitiera a los municipios andaluces una amplia autonomía.*

*En Suma, en esta primera etapa "regionalista", el andalucismo se extiende organizativamente, difunde su ideología y planteamientos y se despliega como movimiento sociopolítico, cuya finalidad es la recuperación de Andalucía como pueblo en el conjunto de los pueblos que forman España*<sup>124</sup>.

Les classes populaires, dans leur immense majorité, étaient incultes et par conséquent, ne cernaient pas véritablement le but précis et le bien fondé de l'andalousisme culturaliste trop élitiste. Pourtant, l'adhésion des masses populaires à la cause défendue et leur soutien dans la réalisation des projets politiques était indispensable car elles regroupaient le plus grand nombre de votants, voix qui s'avérèrent indispensables pour la légitimation du mouvement vis-à-vis du pouvoir central. Conscient de ce fait, Blas INFANTE, à travers sa nouvelle vision andalousiste, s'écartait des cercles élitistes intellectuels et cherchait à se rapprocher des paysans et des journaliers afin de les convaincre de la nécessité d'une prise conscience régionale dans la résolution des différents problèmes de l'Andalousie, et particulièrement celui relatif à l'agriculture.

---

<sup>123</sup> Juan Antonio LACOMBA ABELLAN, *Blas Infante y el despliegue del andalucismo*, op.cit. p. 21

<sup>124</sup> *Idem*, p. 20

Pour ce faire, le *Centro de Sevilla* publia deux programmes qui articulaient une idéologie politique et économique qui avait pour ambition de sortir l'Andalousie de ses épisodes sombres et de la transformer en une des pièces principales de la régénération de l'Espagne. Le premier, publié en janvier 1916, présenta le programme économique des andalousistes basé sur la physiocratie georgiste<sup>125</sup>. Et en avril, le programme politique dénommé *Manifiesto del Centro Andaluz de Sevilla* fut publié. Celui-ci mettait en avant la tendance anti centraliste du régionalisme andalou, son caractère fédéraliste, régénérationniste et l'expression de sa solidarité interrégionale.

En 1918, plus spécifiquement du 13 au 14 février, les andalousistes convoquèrent à Ronda une Assemblée Régionaliste durant laquelle le blason, le drapeau vert-blanc-vert, l'hymne de l'Andalousie furent adoptés, d'une part, et d'autre part, l'Assemblée élaborait les bases d'un programme régionaliste inspirées de la Constitution d'Antequera de 1883 qui s'articula principalement en trois points:

1. *Reivindicar "Las facultades autonómicas que dicha Constitución proclama para Andalucía"*.
2. *Reclamar "Las mismas facultades autonómicas (...) que dicha Constitución proclama para los municipios andaluces"* ;
3. *Asumir íntegramente la Constitución de Antequera.*

*A partir de estos postulados, se precisaba que hasta que las facultades autonómicas demandadas lleguen a los poderes regionales, se solicita de los poderes centrales :*

- a) *Obras públicas y de instrucción y beneficencia.*
- b) *Establecimiento de un Banco Agrícola Regional y abolición de las leyes que perjudican el desenvolvimiento de las instituciones de crédito industrial y agrario ;*
- c) *Defensa de una medida legislativa que implante el principio "la tierra andaluza para el cultivador o edificador"*<sup>126</sup>.

---

<sup>125</sup> En 1913, et plus spécifiquement du 26 au 28 mai, se tint à Ronda le Premier Congrès International Georgiste durant lequel intervint Blas INFANTE et auquel assistèrent d'autres andalousistes. Ceux-ci acceptèrent les idées d'Henry GEORGE et firent d'elles la base du programme économique du régionalisme andalou. « *El georgismo –disait Isidoro Moreno- se funda en el librecambismo, en la creación de un impuesto único sobre el valor neto de la tierra evaluada según su capacidad productiva, y en la eliminación de los impuestos sobre el trabajo y los rendimientos* ». Isidoro MORENO NAVARRO, *Andalucía : Subdesarrollo, clases sociales y regionalismo*, op. cit., p. 46. Mais malgré les bonnes intentions des théories georgistes, celles-ci furent rejetées par les paysans et les journaliers trop imprégnés des idées anarchistes et socialistes. Ces idées ne furent acceptées que par la petite bourgeoisie progressiste, groupe numériquement faible qui malheureusement n'avait aucune influence politique en Andalousie.

<sup>126</sup> Juan Antonio LACOMBA ABELLÁN, *BLas Infante y el despliegue del andalucismo*, op.cit. p. 28

Ainsi, cet andalousisme qui, au départ, émergea comme un mouvement intellectuel et culturaliste limité au développement de la conscience identitaire du peuple andalou, dérivait postérieurement en dénonciation sociale et politique et en promotion du progrès socioéconomique. Il aspira dès lors à assumer la conscience de nation dominée qui chercha à lutter pour son indépendance à travers l'acquisition de certaines institutions d'autogouvernement dans l'articulation de l'Espagne des Autonomies.

### **II-b-2-3 Andalousisme nationaliste : 1918-1936**

Durant l'année 1918, l'andalousisme expérimenta une clarification idéologique et programmatique qui le conduisit, vers la fin de l'année, à l'adoption d'une position radicalement nationaliste et autonomiste. En effet, si à Ronda les andalousistes manifestèrent leur volonté nationaliste, la réaffirmation du passage du régionalisme au nationalisme en termes discursifs et en revendications de politiques institutionnelles se fit en novembre 1918 à travers la *Moción del Centro Andaluz de Sevilla*<sup>127</sup> présentée à la Députation provinciale dans laquelle ils sollicitèrent l'Autonomie de l'Andalousie. Le premier paragraphe de cette Motion indiquant de manière très brève et très claire que « *La hora de la liquidación de la vieja España ha sonado ya* », met en évidence le compromis des andalousistes non seulement avec les activités politiques, mais aussi avec les partis politiques. Tout cela, après avoir fait une analyse comparative de la situation que traversaient les différentes régions espagnoles qui aspiraient à la reconnaissance de leurs autonomies au sein d'un « *Estado sin esencia nacional que se llama Estado español* ».

L'identité nationale andalouse étant ainsi construite et revendiquée, le nationalisme andalou dérivait alors en instrument utile et adaptable à la quasi-totalité des situations permettant aux andalousistes d'atteindre leurs objectifs. Son utilisation ne se fit pas d'ailleurs attendre sur le plan politique avec l'association des andalousistes, des républicains et des socialistes à travers la *Candidatura Demócrata Andaluza* lors des élections législatives en 1918. Malheureusement, cette première sortie en politique de Blas INFANTE se solda par un échec. Il convient de souligner que depuis le succès électoral des forces régionalistes catalanes en 1901 et l'expérience pleine de succès de la *Mancomunitat de Catalunya* en 1914, les mouvements régionalistes qui se démarquèrent en Espagne jusqu'aux élections de 1918 avaient été le catalanisme et le nationalisme basque. Tous deux d'origine bourgeoise, siégeaient déjà au Parlement. Les autres mouvements avaient moins d'impact sociopolitique car, soulignons que ce ne fut qu'en 1916 que furent créées les *Irmandades dos Amigos da Fala*, instrument du mouvement régionaliste galicien qui dérivait en

---

<sup>127</sup> Le texte intégral de cette motion se trouve dans Manuel HIJANO del RIO, Manuel RUIZ ROMERO, *Documentos para la historia de la autonomía andaluza (1882-1982)*, Sarriá, Málaga, 2001, pp. 33-35



nationalisme ; et ce fut seulement en 1918, que l'Andalousie fit ses premiers pas sur le long et difficile chemin du combat politique.

Le leadership catalan pouvait s'expliquer par la stratégie de la *Lliga*, qui voulait moderniser le pays et le régime à travers la décentralisation du pouvoir. Son leader, Frances CAMBO, pour y arriver, durant les mois qui précédèrent l'année 1918, essaya de réunir dans les différentes régions un ensemble de forces anti-caciquistes et anti-centralistes. Ce fut pour cette raison qu'il entreprit quelques mois avant les élections de 1918 une série de voyages en Galice, en Andalousie, au Pays basque, afin de participer aux différents mitings et conférences. Son soutien aux *Irmandades da Fala* et aux *Centros Andaluces* permit à ces derniers de présenter des candidats dans de petites localités. Malheureusement cette stratégie de réunir les forces régionalistes et nationalistes pour faire pression sur le pouvoir central n'eut pas un grand succès car, seuls les nationalismes catalan et basque continuèrent à siéger aux Cortes.

Par ailleurs, suite à la crise économique, politique et sociale qui terrassait le pays et qui, en Andalousie, avait une virulence particulière durant le *Trienio Bolchevique*<sup>128</sup> entre 1918 et 1920, la question agraire andalouse se convertit en problème national. Devant cet état de fait, les andalousistes réagirent le 1<sup>er</sup> janvier 1919 en publiant le *Manifiesto de la Nacionalidad* écrit par Blas INFANTE. Dans ce dernier, d'une part, ils demandèrent à chaque Andalou d'être un acteur dynamique de la nouvelle Histoire de l'Espagne en soutenant leur combat ; d'autre part, ils sollicitèrent de façon claire l'abolition du Pouvoir Central :

*Desgárrese también la vieja España. Seamos fuerzas impetuosas, elaboradoras, en la interna agitación de una nueva vida hermana a la que va a triunfar en el mundo. Sean cuales fueren los procedimientos de que hubieren de valerse para mantener su dominio los Poderes Centralistas depredadores, estos Poderes deberán, con escarnio, ser abolidos.*

*Declaremos a los representantes del régimen actual y sus procedimientos, incompatibles en absoluto, por su inconsciencia e inaguantable contumacia con las aspiraciones generosas de renovación. Una barrera impenetrable de intereses políticos o partidistas y plutocráticos, consustancial de la conservación de dinastías arcaicas y de oligarquías inmundas, impide el advenimiento de las nuevas condiciones, contradictorias de absurdos privilegios.*

---

<sup>128</sup> Les échos de cette Révolution eurent une grande repercussion en Espagne en général et en Andalousie en particulier. Car, cette région était essentiellement agricole et les terres arables étaient inégalement réparties, engendrant de facto la misère chez les paysans et des soulèvements continuels à partir de 1914. Le *Trienio Bolchevique* marquait ainsi le point culminant de ce malaise social et des espoirs révolutionnaires du prolétariat andalou.

*(...) Declarémonos separatistas de este Estado que, con relación a individuos y pueblos, conculca sin freno los fueros de justicia y del interés y, sobre todo, los sagrados fueros de la libertad; de ese Estado que nos descalifica ante nuestra propia conciencia y ante la conciencia de los pueblos extranjeros (...)*

*Hay que romper la secular barrera y hay que romperla ahora o nunca*<sup>129</sup>.

Dans ce Manifeste, les andalousistes ne se limitèrent pas à revendiquer la suppression du pouvoir central, ils soutinrent également les initiatives de la Catalogne et du Pays basque dans leur lutte pour la libération des nations opprimées, et déclarèrent très clairement aux Andalous le statut de l'Andalousie : «*Andaluces : Andalucía es una nacionalidad, por razones de común necesidad de redención*». Le texte continuait en mettant en exergue un diagnostic critique de l'Andalousie et en soulignant la place de choix qu'occupait la résolution des problèmes socioéconomiques dans leur programme nationaliste, cela, à partir d'une Andalousie autonome. Ce Manifeste Nationaliste fut ratifié en mars 1919, durant l'Assemblée Andalousiste de Cordoue pendant laquelle l'autonomie économique fut présentée comme le leitmotiv de la revendication autonome de l'Andalousie.

Conscient du manque de soutien social et institutionnel significatif de leur mouvement, les andalousistes, désireux de voir leur programme se réaliser, conclurent au mois de mai des alliances avec des républicains fédéralistes et des socialistes pour se présenter à nouveau aux élections législatives de juin 1919 à travers la *Candidatura Demócrata Andaluza*. Malheureusement, cette seconde tentative de Blas INFANTE se solda à nouveau par un cuisant échec. C'est dire que la pénétration sociale du programme, les actions andalousistes et l'affirmation de son caractère nationaliste intensifiés de 1918 à 1919 ne trouvèrent pas auprès de la population un écho suffisamment favorable permettant à l'andalousisme de s'affirmer sur la scène politique.

A partir de septembre 1923, avec l'arrivée de la dictature, l'ensemble des mouvements nationalistes entrèrent dans une phase de silence et de réorganisation. Comme le signale LACOMBA :

*La etapa de la Dictadura fue, pues, una época de recogimiento del andalucismo. Se cerraron los Centros Andaluces y el Gobierno prohibió la celebración de actos. En estos años, los andalucistas debieron permanecer en la sombra, aunque con constantes constactos e intercambios de opiniones. Recurrieron a la comunicación epistolar y a las tertulias de café, medios utilizados para mantener vivo el espíritu del movimiento, en un tiempo de prohibición y silencio. De esta*

---

<sup>129</sup> *Manifiesto de la nacionalidad. Manifiesto andalucista de Córdoba de 1919*, Texte approuvé par le Directorio Andaluz de Córdoba le 1<sup>er</sup> janvier 1919 et soumis à référendum à l'Assamblée autonomiste de Córdoba du 25 mars de la même année, [<http://www.nacionandaluza.info/biblioteca%20andaluza/Manifiesto+de+la+Nacionalidad.pdf>], (page consulté le 04 février 2013)

*manera, la Dictadura, para el andalucismo, al igual que para todos los regionalismos/nacionalismos hispanos, significó un forzado "exilio interior", que, en lugar de extinguirlos como proyecto político, les llavará, y más aún ante el fracaso del régimen dictatorial, a un afianzamiento en sus convicciones. En consecuencia, irrumpirán de nuevo en cuanto el paréntesis primoverrista toque en su fin en 1930<sup>130</sup>.*

Le coup d'Etat du Général Miguel Primo de Rivera en septembre 1923 et l'instauration de son régime dictatorial réduisirent les mouvements de revendication périphérique au silence et constituèrent un véritable obstacle à leur développement. Dans le cas de l'andalousisme, cette dictature ne fut qu'un obstacle lointain à son processus de développement et de consolidation. En effet, depuis son émergence à la fin du XIXe siècle, il cumulait des handicaps qui l'affaiblirent et empêchèrent son affermissement politique et sa pénétration dans le tissu social.

### **II-c Obstacles au processus de socialisation de l'andalousisme**

L'échec politique de Blas INFANTE et celui de l'andalousisme historique dans la lutte pour l'autonomie durant la Seconde République, comme nous le verrons plus tard, peuvent laisser toute personne dans une profonde confusion. En effet, il est assez difficile de comprendre comment un projet aussi ambitieux et régénérateur qui avait pour objectif d'améliorer la situation socioéconomique du prolétaire en particulier, et de moderniser l'Andalousie en général, n'avait pas trouvé un écho favorable au moins auprès de la classe sociale principalement concernée. Comment comprendre cette difficile pénétration sociale de l'andalousisme et le manque de soutien populaire apporté Blas INFANTE, militant de premier ordre qui consacra sa vie pour la régénération de l'Andalousie?

#### **II-c-1 Causes endogènes**

Le mouvement andalou, dans son processus de construction et de consolidation, fit face à bon nombre d'écueils dont certains lui étaient endogènes. En effet, souvenons-nous que vers la fin du XIXe et début XXe siècle, la petite bourgeoisie espagnole s'opposa au système et à la pratique politique de la Restauration à travers le régénérationnisme, une idéologie qui, extrêmement connectée aux réalités sociales, était orientée vers le réformisme. En 1898, les régénérationnistes tirèrent la sonnette d'alarme pour dénoncer le chaos dans lequel les partis politiques dominants

---

<sup>130</sup> *Op.cit.*, p. 45

conduisirent l'Espagne. Mais aveuglés par leur égoïsme et leurs intérêts politiques, les libéraux et les conservateurs renforcèrent davantage leurs pratiques clientélistes et la fraude électorale afin de conserver leurs privilèges. Face à cette attitude des partis politiques qui était d'une incompatibilité absolue avec les réels besoins de la nation, Blas INFANTE eut plus que jamais une vision négative du rôle du parti politique dans l'épanouissement de la nation :

*Las funciones de cuidar a la Patria eran consideradas por los españoles directores o dirigidos (...) como funciones de una natural rapacidad, en las cuales turnaban los partidos gubernamentales y sus miserables clientelas, piezas de un mecanismo fatal, ordenado a extraer la sangre de la nación<sup>131</sup>.*

Son hostilité à l'égard des partis politiques constitua un obstacle majeur au développement et à la consolidation politique de ce mouvement andalousiste. En effet, quoiqu'ambitieux, l'existence d'un mouvement embryonnaire et peu révolutionnaire, pour ne pas dire stérile, qui refusait d'être libéral ou conservateur, ou encore de construire une troisième voix, et qui utilisait l'étendard du régionalisme comme moyen de rassemblement ne pouvait en aucun cas bénéficier d'un soutien social et électoral considérable lui permettant de changer l'ordre établi et de résoudre les problèmes qui secouaient l'Andalousie. N'étant ni républicain, ni libéral, ni socialiste, ni communiste et encore moins anarchiste, l'andalousisme s'éloignait des partis conventionnels qui le voyaient comme un mouvement qui prétendait les surpasser en intégrité et par des stratégies et des orientations non partisans. Il s'éloignait également des classes populaires majoritairement anarchistes car désabusées par le pouvoir central et par la bourgeoisie. Alors, aussi bien auprès des partis politiques qu'auprès de l'immense majorité des Andalous, les initiatives andalousistes ne trouvèrent pas un écho favorable jusqu'à la Seconde République. Selon Juan Antonio LACOMBA :

*El andalucismo fue, hasta 1931, una conciencia, una vocación y un empeño que unos llevaban dentro. Un movimiento, en suma, heterogéneo y casi sin encuadramiento, apenas articulado por los Centos Andaluces<sup>132</sup>.*

A cette image funeste que reflétaient les partis politiques aux yeux des andalousistes et à leur refus d'en constituer un, s'ajoutait le déficit dans la dimension socioéconomique de leur mouvement, dimension qui était un élément moteur et une condition sine qua non pour le développement et le succès d'un mouvement qui réunissait des caractéristiques aussi divergentes des autres nationalismes, et principalement le catalanisme dont il s'inspirait en grande partie. En

---

<sup>131</sup> Blas Infante, *La obra de Costa*, Sevilla, Arévalo, 1916, p.28

<sup>132</sup> Juan Antonio Lacomba, cité par Manuel Gonzalez de Molina et Eduardo Sevilla Guzman, En los orígenes del nacionalismo andaluz : reflexiones en torno al proceso fallido de socialización del andalucismo histórico, dans *REIS*, n°40/87, p.90

effet, l'Andalousie, en opposition à la Catalogne ou au Pays basque, n'était pas une région industrialisée. Dans ces régions, la prospérité économique constituait une clef du succès de leurs mouvements dans la mesure où leur niveau de développement économique déterminait leur capacité de pression et de négociation avec le pouvoir central. Forte de ce constat, l'Andalousie, après avoir pris conscience du sous-développement dans lequel elle se trouvait, -son mouvement nationaliste n'étant promu que par la petite bourgeoisie dont le pouvoir économique était considérablement réduit-, fit du facteur économique et de la justice sociale des éléments médullaires de ses revendications et de ses programmes politiques. Blas INFANTE, à ce propos avait une vision claire, et ce fut sans nul doute pour cette raison qu'il initia la rédaction de *l'Ideal andaluz* en affirmant que l'Andalousie avait besoin d'une direction spirituelle, d'une orientation politique et d'un remède économique qui puissent la sortir de sa prostration. Cette assertion, porteuse d'une dynamique mobilisatrice, n'avait aucune autre intention que celle de signaler la nécessité d'interpréter les origines historiques et culturelles de l'Andalousie qui correspondraient au contexte historique et aux besoins socioéconomiques et politiques exprimés par cette région. Il avait de ce fait l'intention d'utiliser le nationalisme andalou comme un instrument politique, c'est-à-dire, comme un ensemble cohérent de stratégies et d'actions politiques donnant à la population andalouse une légitimité en tant que peuple particulier et permettant à l'Andalousie de se moderniser.

A ces deux facteurs fondamentaux qui mettent en lumière les insuffisances de l'andalousisme, s'ajoute enfin l'absence totale de conjonction entre ce mouvement, trop élitiste, mais dont le programme se basait fondamentalement sur la résolution de la question agraire à travers la transformation radicale de la configuration de la propriété de la terre, et les ouvriers, analphabètes dans leur grande majorité, en lutte continue contre les riches propriétaires terriens, et déterminés à se doter d'une structure mobilisatrice ayant une capacité de revendication persuasive. Blas INFANTE, dans *El Idel Andaluz*, affirme que le développement et la décadence de l'Andalousie avaient toujours été conditionnés par l'agriculture<sup>133</sup>. Dans leur ouvrage commun, Leandro ALVAREZ REY et Encarnación LEMUS LOPEZ, corroborent ces dires en attestant que depuis la domination romaine, l'économie andalouse a toujours été fondamentalement agricole et que la terre constituait la principale source de richesse<sup>134</sup>. Pour une meilleure appréhension de l'activité agricole dans le cadre de l'Andalousie contemporaine, ils la définissent comme :

*la actividad económica relacionada con la explotación de la tierra que preside la vida de la mayoría de la población andaluza en el arranque de la contemporaneidad. Esta verdad es aplicable a todos los estratos sociales aunque*

---

<sup>133</sup> Blas INFANTE, *Ideal Andaluz...* op.cit. p.86

<sup>134</sup> Leandro ÁLVAREZ REY, Encarnación LEMUS LÓPEZ, *Historia de Andalucía Contemporánea*, Op.cit., p.59

*su relación de dependencia con la misma sea básicamente distinta. Por tanto, la definición del primer concepto nos obliga a precisar el segundo : la propiedad o la ausencia de la misma define la posición de los distintos sectores dentro de la sociedad agraria del Antiguo Régimen adjudicándole a cada uno papeles distintos respecto a la explotación de la tierra y disfrute de las rentas. La escala es variada : unos tienen la nuda propiedad de la tierra pero no la cultivan sino que la arriendan ; y otros son propietarios y cultivadores directos. Frente a los propietarios se encontrarían varios tipos de usufructuarios : los arrendatarios que toman la tierra a cambio de una renta, los aparceros que pagan con su trabajo y parte de los frutos, los jornaleros que trabajan la tierra a cambio de un salario, etc<sup>135</sup>.*

Cette définition a le mérite de nous éclairer sur la conception de l'activité agricole d'une part. D'autre part, elle nous donne la structure socioéconomique de l'Andalousie en spécifiant que les paysans, classe majoritaire, n'avaient en général que leurs bras comme ressources et aucune autre rémunération que leur salaire qui d'ailleurs, en règle générale, était misérable. Cette structure socioéconomique fixait les relations entre les classes et leurs milieux de production et était perçue comme problème social dans la mesure où elle polarisait progressivement la société andalouse à cause de l'impulsion du capitalisme en Espagne et de la politique de l'économie à outrance des latifundistes qui cherchaient à accroître de plus en plus leurs profits au détriment de l'amélioration des conditions de vie des ouvriers. Rappelons au passage qu'il n'y avait presque aucun contact entre les ouvriers et les paysans -qui constituaient une force sociale importante malgré la place de leur classe dans la structure de la société- et la bourgeoisie dans son ensemble.

En outre, l'andalousisme historique fut un mouvement intellectuel qui, malgré ses efforts à faire comprendre au peuple andalou la place de choix qu'occupait l'amélioration de ses conditions de vie dans son programme, circonscrivait son action au niveau de la petite bourgeoisie. Si, comme nous le savons déjà, dans l'Espagne de la fin XIXe et début XXe siècle, seules les couches sociales favorisées et minoritaires avaient accès à l'éducation, comment les paysans et journaliers, trop occupés à travailler dans les champs, et analphabètes dans l'ensemble, pouvaient-ils lire et s'imprégner des différents manifestes publiés par les *Centros Andaluces*? Et quand allaient-ils trouver le temps d'aller assister à leurs assemblées s'ils étaient payés à la journée par les exploitants agricoles? Et même s'ils étaient au courant de la tenue des différentes assemblées et qu'ils pouvaient sacrifier une journée de salaire pour s'imprégner de l'idéologie andalousiste, désabusés dans le passé, leur mépris de la bourgeoisie et leur indifférence à la politique allaient sans nul doute

---

<sup>135</sup> *Idem*, pp.95-96

prendre le dessus sur toute curiosité pouvant les mener à assister aux assemblées. Le décalage entre l'andalousisme et la population était alors si grand qu'il laissait cette classe sociale majoritaire en proie aux mouvements anarchistes et syndicalistes qui, durant cette période, étaient en pleine expansion.

## II-c-2 Causes exogènes

S'il est évident que l'andalousisme, dans son processus de consolidation politique et sociale, accusait des insuffisances qui lui étaient endogènes, il n'en demeure pas moins évident que plusieurs obstacles à son épanouissement lui étaient également exogènes : en tout premier lieu, l'hostilité que manifestait la bourgeoisie agraire andalouse vis-à-vis du mouvement de différenciation identitaire.

Il est indispensable de rappeler avant tout qu'en Espagne, aussi bien en Catalogne qu'au Pays basque, la dynamique revendicative des identités périphériques fut impulsée par la grande bourgeoisie en réponse à la politique d'homogénéisation et centraliste du pouvoir central et, parallèlement à la difficile construction identitaire de l'Etat libéral espagnol à court de ressources financières et contraint de confier l'éducation au Clergé. Cet ensemble de facteurs empêcha, on le sait, la pénétration de l'Etat et favorisa la consolidation des identités alternatives proposées par la grande bourgeoisie de ces deux régions, cela, au détriment de la consolidation de la conscience nationale espagnole en gestation.

Contrairement à ces régions, en Andalousie, la grande bourgeoisie préféra former un bloc politique monolithique avec le pouvoir central et œuvra par conséquent pour l'hégémonie du centralisme sur toute l'étendue du territoire espagnol. Ce fut sans doute dans cette optique qu'Eduardo SEVILLA GUZMAN et Manuel GONZALES de MOLINA affirmèrent :

*El caso es que a partir de la Restauración la burguesía andaluza constituyó un pilar esencial del Estado centralista y, en consecuencia, Andalucía careció de un sector burgués que, con intereses específicos, planteara conflictos con la orientación económica, política o cultural de la oligarquía central<sup>136</sup>.*

Cette soumission de la bourgeoisie andalouse au régime lui donnait la possibilité d'assurer en Andalousie les bases de son pouvoir fondé sur la grande propriété agricole et la répression

---

<sup>136</sup>Eduardo SEVILLA GUZMÁN et Manuel GONZALES de MOLINA, Para una teoría del nacionalismo periférico: el caso andaluz, Dans Eduardo SEVILLA GUZMÁN, *Aproximación sociológica al Andalusismo Histórico*, Ayuntamiento de Córdoba, Córdoba, 1990, p. 81

effective contre tout travailleur qui revendiquerait son droit à la terre ou l'amélioration de ses conditions de travail. Pour cette raison, non seulement la grande bourgeoisie andalouse maintenait cette région dans une prostration farouche et la rendait par la même occasion dépendante, mais elle constituait également l'une des bases les plus conservatrices de l'idéologie nationaliste qui niait l'existence d'une pluralité de cultures et de nations au sein de l'Etat espagnol. Elle ne reconnaissait que le nationalisme espagnol et rejetait donc toute spécificité de la culture andalouse :

*En Andalucía no existió nunca una burguesía que tuviera reivindicaciones frente al poder central, ya que el propio centralismo constituía el medio que garantizaba la posición hegemónica de la gran burguesía agraria andaluza, a nivel tanto de Andalucía como de todo el Estado. Por eso, el regionalismo andaluz, que había nacido prácticamente a la vez que otros nacionalismos y regionalismos, surgió débil, y sólo apoyado en las escasas fuerzas del sector más progresista de la pequeña burguesía urbana: el de los intelectuales demócratas<sup>137</sup>.*

Dans l'analyse des causes exogènes fondamentales qui affaiblirent la consolidation de l'andalousisme dans le tissu social, nous remarquons également l'absence de langue et d'institutions propres à l'Andalousie à même de promouvoir la particularité identitaire de cette région. En effet, dans le processus de création d'une identité nationale, Anne-Marie THIESSE préconise la conjonction de trois éléments : l'identification des ancêtres, la langue nationale et des institutions, et l'élaboration des mythes, du folklore et de la culture. Dans le cas andalou, avec l'œuvre accomplie par les idéologues andalousistes, si l'existence du premier et du troisième élément ne portait plus à discussion, qu'en était-il du second qui justement aurait permis la diffusion et l'enseignement de l'identité andalouse en construction? A cette interrogation, Blas INFANTE répond en ces termes :

*Para existir, Andalucía no necesita de lengua propia (...) Ni necesita haber creado un derecho. Andalucía entra en las actuales condiciones político-jurídicas como las demás regiones españolas<sup>138</sup>.*

L'Andalousie effectivement, contrairement au Pays basque dont les fueros furent abolis en 1876 et qui eut en substitution el *Concierto Económico* deux ans plus tard, et à la Catalogne qui obtint la *Mancomunidad* en 1914, n'était pas dotée d'institutions politiques qui lui étaient propres et qui auraient eu pour mission de promouvoir l'identité nationale en construction. En outre, contrairement à ces deux régions, elle n'avait pas non plus une langue nationale andalouse pouvant

---

<sup>137</sup> Isidoro MORENO NAVARRO, *Andalucía : Subdesarrollo, clases sociales y regionalismo*, Manifiesto Editorial, Madrid, 1977, p.46

<sup>138</sup> *Idem*, p. 44



servir de canal de diffusion de ses particularités et d'instrument d'unification de la population, alors que la langue est justement l'un des facteurs fondamentaux autour duquel se construit le sentiment d'appartenance à une collectivité, à un groupe d'humains ou à une nation. Elle est le témoignage vivant de l'adhésion consciente, de l'identification et du sentiment que développent d'abord les individus à l'égard d'une collectivité, avant de chercher à approfondir et à consolider leurs connaissances culturelles sur celle-ci. Même s'il n'existe pas nécessairement un lien direct et universel entre la langue d'une collectivité et son identité collective, il n'en demeure pas moins qu'il existe une identité sociale, linguistique et même politique dont le contenu est purement linguistique. Cela, dans la mesure où les individus peuvent au moins se sentir appartenir à un groupe qui partage la même langue. La langue est alors un outil indispensable qui permet de s'identifier à un groupe bien spécifique. Dans le cas de l'Andalousie, ce vecteur permettant au peuple de s'identifier, de se reconnaître et de se distinguer du reste de la population espagnole était absent.

Enfin, le prolétariat, désabusé par une classe dirigeante avec laquelle il était en conflit et qui était soutenue par le pouvoir central, dès le début du dernier quart du XIXe siècle, vit émerger en son sein une identité collective qui dérivait plus tard en la création d'organisations syndicales. Il convient de relever que leur action ne se limitait pas seulement à la lutte contre la rentabilité absolue de la terre, mais elle allait jusqu'à la lutte contre les relations propres à la production capitaliste dans les champs. Idéologiquement, elles n'avaient aucune alliance politique avec les républicains, responsables du désastre de 1898 et défenseurs de la politique d'exploitation de la bourgeoisie commerciale. Elles ne coïncidaient pas non plus avec les andalousistes qui, issus de la petite bourgeoisie, numériquement minoritaire, économiquement dépourvus de moyens de persuasion, manquaient de cohésion dans leur organisation, et ne jouissaient d'aucun appui social. Par contre, l'idéologie de ces organisations syndicales convergait vers le socialisme et, n'ayant de contact avec les deux premières classes qui s'intéressaient à la politique et ne se tournaient vers eux qu'au moment des élections donnait aux ouvriers et aux paysans la possibilité de mener une action sociale autonome qui, bien entendu, avait des limites. A cet effet, Ramón RODRIGUEZ souligne que :

*Los límites de esta autonomía se encuentran, sin embargo, en los contenidos ideológicos que la inspiran: la crítica al liberalismo económico y a la política caciquil desde posiciones del anarquismo decimonónico (bakuninismo, anarcocolectivismo) al anarcosindicalismo cenetista y, finalmente, a la «socialdemocracia» ugetista. Con estos presupuestos, se hace una denuncia moral y directa de la explotación y se acometen reivindicaciones inmediatas: mejoras salariales y de condiciones de trabajo, respeto del derecho de*

*asociación, amnistía, etc. Posiciones que presuponen, sin embargo, un análisis meramente empiricista de las relaciones sociales: la contestación de la explotación y del dominio; pero sin hacer un análisis consistente de las contradicciones de la formación social. La lucha se reducía a un espontaneísmo que, por ser masivo y revestir caracteres de radicalidad, en una situación de abierta crisis, escapaba al control de cualquier mecanismo de integración interclasista; sin poder asumir una alternativa a la totalidad del sistema, lo que hubiese requerido, entre otras cosas, una integración de las distintas capas heterogéneas del proletariado regional (el sector agrario, minero y urbano que, aunque con relaciones, no siempre seguían un mismo ritmo), así como también un reconocimiento de cuestión «territorial» diferencial andaluza, además del nivel estatal. En otras palabras, el nivel más deficiente del «proyecto social» consistía en la incomprensión radical de la naturaleza del estado, pese al ámbito organizativo estatal de la CNT y la UGT<sup>139</sup>.*

En dépit de cette incompréhension de la nature de l'Etat et du manque d'intérêt pour le caractère différentiel de l'Andalousie sur lesquels reposaient la politique et les objectifs de l'andalousisme, de ces organisations naquirent l'espoir de la possibilité du changement en faveur des ouvriers et des paysans, la lutte entre la réalité culturelle andalouse construite par la bourgeoisie et la réalité socioéconomique vécue par la population. Ces organisations ne croyaient pas en l'existence de plusieurs identités ou de plusieurs cultures dont chacune serait propre à une aire géographique déterminée. Elles estimaient qu'il existait plutôt, au moins, deux situations économiques et sociales et que les cultures n'étaient que des identifications montées sur la structure sociale qui répartissait les classes et les conditions de vie de la population. Ainsi émergea une conscience collective dont la lutte pour la production et l'exploitation objective de sa classe causa continuellement des conflits sociaux et polarisa par conséquent la société andalouse.

L'émergence de cette conscience de groupe, son indifférence à la politique de façon générale, à l'idéologie et aux objectifs de l'andalousisme en particulier constituait un véritable obstacle à la socialisation de ce mouvement identitaire et à sa confluence avec les mouvements ouvriers et paysans. En dépit de l'affirmation nationaliste du mouvement dans la *Manifiesto de Córdoba* de janvier 1919, document dans lequel les élites andalousistes déclaraient la fin de l'ancien système espagnol et appelaient l'ensemble de la population à soutenir leur mouvement et en dépit de la formulation durant la *Asamblea de Córdoba* en mars de la même année de leur

---

<sup>139</sup> Ramón RODRÍGUEZ, El proletariado agrícola andaluz como clase social (1913-1920), dans *Estudis d'Història Agrària*, 1979, n°2, p.172

programme visant à résoudre la question agraire en Andalousie, le mouvement ne parvint pas à pénétrer la masse populaire. Car, dans cette région encline aux conflits et à la structure socioéconomique déséquilibrée, véhiculer son message et faire adhérer à son projet une population qui se désintéressait de la culture différentielle et de la politique était une mission presque impossible. Les cuisants échecs récoltés à chacune des apparitions politiques de Blas INFANTE en constituèrent des preuves accablantes.

En somme, pour comprendre l'émergence et la difficile évolution de l'andalousisme qui, même durant la Seconde République, ne connut pas son éclosion, il est indispensable de prendre en compte un ensemble de facteurs appartenant à des domaines différents : d'abord le mécontentement de la périphérie relatif au projet de construction de l'Etat-nation espagnol, ensuite, l'émergence de la conscience de la réalité nationale andalouse, et enfin, les obstacles à l'enracinement du mouvement national dans la société andalouse.

En effet, durant cette période, les dirigeants politiques espagnols mirent en place des politiques visant non seulement à structurer l'appareil étatique, mais aussi à nationaliser l'ensemble des communautés politiques préexistantes. Mais malheureusement, comme le soutient Borja de RIQUER, la faible nationalisation de la société, la démission de l'Etat face aux problèmes de la périphérie et le refus d'intégrer les singularités régionales dans la construction de l'Etat occasionnèrent l'émergence des identités alternatives au niveau de la périphérie.

Dans le cas de l'Andalousie, l'existence de la conscience nationale andalouse fut conditionnée par qui donna naissance aux problèmes socioéconomiques qui jalonnèrent l'Histoire de cette région et à la démission du pouvoir central face à leur résolution durant le XIXe et début XXe siècles. En effet, l'Etat libéral, au lieu d'intégrer les singularités régionales dans le processus de construction de l'Etat-nation, se lança plutôt dans l'anéantissement des consciences identitaires et dans l'abolition des loyautés institutionnelles ainsi que leurs traditions juridiques régionales.

En Andalousie, comme le déclara Blas INFANTE, l'existence d'une langue et des institutions qui soient propres aux Andalous n'était pas indispensable pour que son peuple ait une identité différenciée. Sa région avait juste besoin d'un projet culturel et surtout, d'asseoir les bases de sa singularité sur la prostration économique et sociale qui lui était inhérente en vue de se distinguer de l'identité nationale espagnole et des autres identités périphériques. Alors, en réponse aux insuffisances du processus de construction identitaire entrepris par l'Etat libéral, les andalousistes cherchèrent à construire une nation. Malheureusement, dans ce processus de différenciation, la grande bourgeoisie et le prolétariat n'adhérèrent pas à leur idéologie et ne soutinrent pas leur

politique : la première, parce qu'elle travaillait en complicité avec le pouvoir central et n'avait donc aucun intérêt à soutenir un mouvement qui s'opposait et souhaitait la fin du régime ; la seconde, parce qu'elle ne s'intéressait pas à la politique et ne croyait pas en l'existence d'une identité propre à une quelconque région, mais en l'existence d'une possibilité de changement de sa difficile situation économique et sociale à travers des grèves et à son militantisme dans des organisations syndicales.

**Chapitre III**  
**L'ANDALOUSISME, DE LA SECONDE REPUBLIQUE A**  
**L'AVENEMENT DU FRANQUISME :**  
**DE L'ESPOIR A LA REPRESSION**

Les mouvements de revendication identitaire qui émergèrent en Espagne entre la fin du XIXe et le début du XXe siècle, malgré leurs divergences et leurs similitudes, furent tous porteurs d'innovations qui visaient à développer et moderniser les principaux facteurs de retard social, économique et politique qui empêchèrent l'épanouissement de l'Espagne depuis le début de la révolution libérale durant le premier quart du XIXe siècle. Même s'il y eut des antécédents dans des projets régionaux au XIXe siècle, à l'instar du projet de Constitution de la Première République en 1873 qui créa dix-sept régions, et au XXe siècle avec la *Mancomunidad* en 1914, ce fut la Seconde République qui fut le premier régime à aborder la transformation de l'Etat en concédant une autonomie graduelle aux régions. Grâce à la Constitution de 1931 qui proposa la création d'un Etat « intégral » comme alternative entre le modèle centraliste et le modèle fédéral, La Seconde République apporta en effet l'occasion de résoudre la question des nationalismes régionaux. Alors, pendant que les autres nationalismes se constituèrent en partis politiques pour faire pression sur le gouvernement afin d'obtenir leur autonomie, l'andalousisme, non seulement éprouvait encore des difficultés à pénétrer les masses, mais manquait aussi d'un parti politique qui aurait pu revendiquer avec ténacité l'autonomie politique pour l'Andalousie. Par ailleurs, la lueur d'espoir des nationalismes périphériques allumée par le régime républicain fut dissipée par le soulèvement des nationalistes du 18 juillet 1936 qui plongea le pays dans l'abîme du régime franquiste jusqu'en 1975.

### III-a- L'Etat intégral républicain

Durant la dictature de PRIMO de RIVERA, malgré l'oppression des partis politiques et des mouvements de revendications, ceux-ci, loin d'être anéantis, furent poussés à un exil intérieur durant lequel ils acquirent plus de déterminisme et de conviction. Leur manifestation et leur dynamisme ne se firent pas attendre après la démission du Général PRIMO de RIVERA en février 1930. Avec la *Dictablanda*<sup>140</sup> de son successeur, le Général Damaso BERENGER, ils jouirent de plus de liberté et dès le 14 avril 1931, Francesc MACIA, le leader d'*Estat Català* et d'*Esquerra Republicana de Catalunya*, proclama à Barcelone la République Catalane au sein de l'Etat espagnol. Le nationalisme basque quant à lui, maintenait son idéologie séparatiste et radicalement incompatible avec la démocratie républicaine. Devant le fait accompli, le Gouvernement provisoire

---

<sup>140</sup> Ce terme est issu d'un jeu de mot en espagnol. D'une part, "dura" signifiant en français "dure"; et d'autre part "blanda" signifiant "molle". Alors, si "dictature" signifie en espagnol "dictadura", "dictablanda" reviendrait à dire en français "dictamolle". Ce terme fut utilisé en Espagne pour caractériser le régime de Dámaso BERENGER qui s'instaura à la suite des sept années de dictature. Celui-ci essaya de gouverner comme s'il ne s'était jamais rien passé durant le règne de PRIMO de RIVERA. Mais de nombreux soulèvements et tueries eurent lieu durant son mandat et l'obligèrent à démissionner un an plus tard.

de la République qui d'ailleurs cherchait encore à poser ses marques, mesura l'ampleur de la question nationale et l'urgente nécessité de trouver une solution à l'épineux problème de la souveraineté de l'Etat et de sa structure territoriale. Il faut souligner que cette question de l'autonomie régionale était indépendante d'une appartenance idéologique car, ce qui importait, c'était les incidences directes qu'elle pouvait avoir sur la structure des organes de pouvoir, sur leurs relations mutuelles et sur leur hiérarchisation. Après l'élaboration de la nouvelle Constitution qui fut promulguée le 9 décembre de la même année, les différentes forces politiques se prononcèrent sur les trois solutions possibles d'articulation de l'Etat:

*República centralizada, República federal o una solución intermedia que permitiese un grado de autonomía capaz de integrar en el nuevo sistema a los nacionalismos catalán y vasco, los únicos que realmente constituían un problema urgente*<sup>141</sup>.

Comme son nom l'indique, le modèle centralisé sous entend l'existence d'un seul sujet collectif et souverain, d'une seule nation de référence formée par l'ensemble des citoyens. Cela implique une gestion unilatérale du pouvoir et des compétences par le Gouvernement central. Seulement, après sept années de régime dictatorial et des décennies de lutte contre ce système centralisé, Il était logique de voir les partisans de la première solution être minoritaires.

Le choix du système fédéral quant à lui serait revenu à dire que l'Espagne de 1931 était un Etat plurinational, ce qui aurait entraîné automatiquement plusieurs problèmes. D'abord la nécessité d'un accord commun non seulement sur la définition et l'identification des différentes nations constituant le territoire espagnol, mais également sur la définition de la nation comme entité regroupant plusieurs singularités nationales, ensuite, réduire les disparités entre les niveaux de vie de ces nations et éviter que les plus vastes sur le plan géographique et les plus peuplées n'exercent une domination sur les autres. Enfin, il fallait sensibiliser la population sur le caractère plurinational de l'Etat espagnol et l'aider à surmonter ses craintes dues à la présence des tendances séparatistes catalane et basque. En effet, il semblait peu probable qu'une fois leurs autogouvernements stabilisés à un niveau maximal de compétences et leur droit à l'autodétermination propre au système fédéral seraient reconnu, elles utiliseraient ces atouts pour devenir des Etats souverains ou pour réduire l'Etat à une simple structure confédérale.

La troisième solution fut alors celle vers laquelle convergèrent les élites qui, dans leur immense majorité, voulaient un Etat espagnol souverain, mais décentralisé. Devant les Cortes du 18 août 1931, le socialiste Luis JIMENEZ de ASUA, Professeur de Droit Pénal à l'université de Madrid

---

<sup>141</sup> José Luis de la GRANJA, Justo BERAMENDI, Père ANGUERA, *La España de los nacionalismos...*, op.cit, p. 113

et Président de la Commission Parlementaire constituée de l'ensemble des représentants des partis politiques qui avait la charge de rédiger la Constitution de 1931, expliqua en quoi consistait cette solution intermédiaire. Très édifiante, cette explication, malgré sa longueur relative, mérite d'être reprise :

*Deliberadamente no hemos querido decir en nuestra Constitución que España es una República Federal. No hemos querido declararlo porque hoy, tanto unitarismo como federalismo, están en franca crisis teórica y práctica. Sirva de ejemplo el caso de Alemania. Vemos en su Constitución de 1919 cómo se ensanchan los poderes del rey, y cómo los antiguos estados reciben el nombre menos ambicioso de Lander, el Estado Federal alemán va transformándose en Estado integral, quiere decir en Estado unitario. El Estado Federal, por su parte, no ha podido superar ni fundándose en el principio sinalagmático que ilustró Pi i Margall, ni en el orgánico, que no se logra fijar satisfactoriamente, ni por la teórica ni por la técnica de su carácter de etapa transitoria haciendo del Estado integral como un Estado perfecto. Nuestro punto de arranque para llegar a este Estado integral es la preexistencia y continuidad del Estado español, que después de haber sido durante siglos un férreo e inútil Estado unitarista, va transformándose en modelo de Estado integral, pero sin dejar de ser siempre el mismo y único gran Estado español. Frente al Estado unitario, tiene el integral la ventaja, en nuestro caso, de ser compatible, sin imponerlas, con diversos grados de autonomías regionales, cuando sean pedidas y procedentes, junto a un régimen de vinculación de todos los territorios nacionales no preparados para aquellas formas de autarquía, y frente al Estado federal tiene el provecho de permitir, sin desnaturalizarse, la existencia de otros territorios ligados por estrecha dependencia político-administrativa al Estado, junto a otras regiones que quieren o están capacitadas para asumir funciones de autodeterminación en grado de distinta intensidad, que son variantes de matiz de las posibles autonomías regionales diversas, sin imponer una relación uniforme entre el Estado y uno y otros territorios<sup>142</sup>.*

---

<sup>142</sup> Discours de Luis JIMENEZ de ASUA, présentant le Project de Constitution, *Diario de Sesiones de las Cortes*, 27 de agosto de 1931, [<http://www.eroj.org/biblio/consrepu/jzasua.htm>], (page consultée le 22 juillet 2012)



Cette solution intermédiaire, encore appelée Etat intégral, fut un concept politique extrait du troisième alinéa de l'article premier<sup>143</sup> de la Constitution de 1931 et fut, à notre sens, le principal apport de la Seconde République dans ce secteur. Elle fut en effet une solution alternative entre l'Etat unitaire et l'Etat fédéral. Concernant le premier cité, la République admettait les autonomies régionales, mais établissait un processus complexe et exigeant d'obtention de l'autonomie. En effet, ce processus exigeait que le projet de Statut d'Autonomie fût approuvé dans un premier temps par plébiscite et au moins par les deux tiers de la population de chaque localité de la région qui en faisait la demande. Il était par la suite approuvé par les Cortes en tant qu'institution souveraine de l'Etat. Et dans le cas d'un rejet, la région qui postulait pour l'acquisition d'une autonomie se serait retrouvée dans l'impossibilité d'engager à nouveau une demande d'autonomie avant l'écoulement d'une période de cinq ans<sup>144</sup>. Quant à l'Etat fédéral, la République créa un Etat décentralisé non uniforme qui excluait la fédération des régions autonomes comme le stipule la Constitution dans son article 13<sup>145</sup>. Il convient de souligner que l'Etat intégral républicain n'était pas une autre appellation de l'Etat unitaire espagnol, mais la manifestation de l'acceptation de l'Espagne comme résultante d'un long processus historique, linguistique, culturel et étatique dans laquelle le pouvoir central reconnaissait enfin son caractère pluriculturel et le sentiment affirmé des identités régionales. Ce fut sans doute pour cette raison qu'excepté le Parti Radical de Lerroux qui était hostile aux nationalismes, les partis républicains, de gauche dans leur majorité, militaient pour l'instauration du régime autonome, mais dans un cadre bien déterminé. En effet :

*La tolerancia de estos partidos tenía unos límites políticos muy claros: estaban dispuestos a conceder ciertos autogobiernos a aquellos territorios con nacionalismo subestatal fuerte, pero siempre que los órganos del poder central conservasen los mecanismos de control precisos para corregir cualquier posible desviación independentista futura. Es decir, siempre que la soberanía no fuese compartida, sino que permaneciese intacta en el centro del sistema<sup>146</sup>.*

Ainsi, pour la première fois, à condition de ne pas prendre en compte la brève expérience de la Première République, le système autonome tant revendiqué par les nationalismes périphériques allait être effectif en Espagne à travers les articles 1 et 8<sup>147</sup> de la Constitution de 1931. En outre, les avantages de ce type de régime résidaient d'une part au niveau de la reconnaissance de

---

<sup>143</sup> « *La República constituye un Estado integral, compatible con la autonomía de los Municipios y las Regiones* ». Alinéa 3 de l'article premier de la *Constitución de 1931*, [[http://www.congreso.es/constitucion/ficheros/historicas/cons\\_1931.pdf](http://www.congreso.es/constitucion/ficheros/historicas/cons_1931.pdf)], (page consultée le 22 juillet 2012).

<sup>144</sup> Art. 12, *Idem*

<sup>145</sup> « *En ningún caso se admite la instauración de regiones autónomas.* » *Idem*

<sup>146</sup> José Luis de la GRANJA, Justo BERAMENDI, Père ANGUERA, *La España de los nacionalismos...*, *op.cit.*, p. 114

<sup>147</sup> « *el Estado español, dentro de los límites irreductibles de su territorio actual, estará integrado por Municipios mancomunados en provincias y por las regiones que se constituyan en régimen de autonomía* », *Op. cit.*

l'autonomie politique des régions, d'autre part, dans la reconnaissance d'un pouvoir exécutif et d'un pouvoir législatif exclusifs au domaine régional. En d'autres termes, l'Etat intégral mettait en exergue un type de relations juridiques bien déterminées entre le Gouvernement central et les autogouvernements régionaux qui allaient être une des parties constituantes de l'Etat espagnol. En effet, cela impliquait des relations de coordination entre le Pouvoir central et les pouvoirs périphériques qui allaient se traduire par une distribution des compétences dans différents domaines. Cela signifiait qu'il n'allait exister qu'un seul texte de loi pour tous les Espagnols en l'occurrence la Constitution, et qu'il allait exister y aurait autant de pouvoirs que de Statuts d'Autonomie, lesquels dériveraient de la Constitution. L'affirmation de la suprématie juridique du pouvoir central serait ainsi sans équivoque et il aurait fonction de mettre en application le transfert des compétences aux régions. Et, à travers l'application de la Constitution, seraient mis sur pied des mécanismes de surveillances et la création d'un Tribunal Suprême chargé de résoudre les conflits de compétences entre le Pouvoir central et la périphérie.

Enfin, dans la dynamique décentralisatrice de l'Etat intégral, il était prévu que les municipalités auraient une autonomie dans la gestion des domaines qui releveraient de leurs compétences comme le prévoyait l'article 9<sup>148</sup>. Les provinces quant à elles se constitueraient de municipalités regroupées en *mancomunidades*<sup>149</sup> conformément à une loi qui déterminerait leur régime, leurs fonctions et la manière d'élire leur organe directeur gestionnaire de leurs compétences politico-administratives. Enfin, les régions autonomes seraient constituées de ces provinces limitrophes aux caractéristiques historiques, culturelles et économiques communes qui auraient présenté un projet de Statut d'Autonomie rédigé conformément aux dispositions de la Constitution de 1931. Il est judicieux de souligner que l'autonomie n'allait pas être un régime imposé à toutes les régions, mais un régime optionnel qui, même après obtention, pouvait être abandonné<sup>150</sup>.

Par ailleurs, le problème des compétences resta celui auquel il fallait apporter une solution dans la mesure où l'Espagne passait d'un Etat centralisé qui, jusque là, exerçait toutes les fonctions, à un Etat politiquement décentralisé qui dorénavant devrait transférer des compétences à la périphérie. A cet effet, la Constitution de 1931, partant de l'article 14 à l'article 22, fit la distinction

---

<sup>148</sup> « Todos los Municipios de la República serán autónomos en las materias de su competencia », *Idem*.

<sup>149</sup> La *mancomunidad* est une forme d'intercommunalité propre à l'Espagne. En matière juridique, elle désigne l'association libre des communes, dans le cadre juridique national, créant une entité locale supérieure à laquelle les communes regroupées délèguent une partie des compétences que la loi leur attribue. L'objet d'une telle association est de type économique et politique : elle permet non seulement de mutualiser les services à l'intention de toutes les communes adhérentes et de faciliter l'exécution des politiques publiques, mais aussi de mettre en exergue l'évidence d'une volonté explicite d'affirmer une certaine identité régionale.

<sup>150</sup> « Cualquiera de las provincias que forme una región autónoma o parte de ella podrá renunciar a su régimen y volver al de provincia directamente vinculada al Poder central. Para tomar este acuerdo será necesario que lo proponga la mayoría de sus Ayuntamientos y lo acepten, por lo menos, dos terceras partes de los electorales inscritos en el censo de la provincia ». Article 22, *Idem*.

entre les compétences exclusives de l'Etat, celles partagées entre celui-ci et les régions, et celles qui étaient uniquement réservées à la périphérie. En effet:

*los arts. 14-22 enumeraban las competencias exclusivas del Estado, unas sólo en legislación, otras en legislación y ejecución. Por conclusión se infiere las que podían tener como máximo las regiones: educación, sanidad, beneficencia, orden público interior, obras públicas interiores, hacienda regional y ejecución de la legislación penal, social, mercantil, civil y procesal. En todo caso, cualquier competencia no mencionada en los Estatutos quedaba reservada al Estado, el cual además podría fijar por ley las bases “a que habrán de ajustarse las disposiciones legislativas de las regiones autónomas, cuando así lo exigiere la armonía entre los intereses locales y el interés general de la República”, previo reconocimiento de esa necesidad por el Tribunal de Garantías Constitucionales*<sup>151</sup>.

La Seconde République et plus spécifiquement l'Etat intégral, dans une certaine perspective, caractérisait le début du projet de modernisation de l'Etat espagnol qui, jusque là, refusait de considérer la périphérie avec ses singularités. Pour les nationalismes périphériques, c'est seulement avec un Etat décentralisé et les autonomies comme instrument que l'Espagne pouvait impulser les transformations politiques et socioéconomiques dont elle avait tant besoin depuis l'instauration de l'Etat libéral. Un système fondé sur des bases démocratiques n'avait jamais existé en Espagne. De ce fait, il était plus que nécessaire de changer cette réalité que Manuel AZAÑA définissait comme « *la aristocracia y el clero dueños del país, y un pueblo pobre, un país desierto, un Estado sin prestigio, y, a la postre, una Corona sin gloria* »<sup>152</sup>. Le changement de régime apporté par la Seconde République allait ainsi adapter la structure territoriale du pouvoir aux nécessités socioéconomiques et politiques des régions. Dans cette dynamique reformatrice, la proximité du pouvoir devait permettre à la Catalogne, au Pays basque et surtout à l'Andalousie, région sous développée, d'entreprendre la modernisation qu'exigeait l'évolution sociale. En d'autres termes, durant la Seconde République, la question de la décentralisation du pouvoir politique et celle de la modernisation régionale ne pouvaient être considérées comme des processus indépendants, encore moins comme des processus parallèles, mais comme un seul processus à double sens. L'Etat intégral mit en place en Espagne après l'approbation de la Constitution de 1931, outre le fait de décentraliser le pouvoir politique, devait également apporter une contribution d'une importance capitale au processus de modernisation de la périphérie après acquisition des Statuts d'Autonomie.

---

<sup>151</sup> Idem, p. 116

<sup>152</sup> Manuel AZAÑA, *Apelación a la República*, Aguilar, Madrid, 1990, p. 107.

### III-b- La lutte andalouse pour l'autonomie

#### III-b-1 Changement de l'organisation de l'andalousisme : des *Centros andaluces* à la *Junta Liberalista de Andalucía*

Le régime républicain instauré en Espagne en 1931 donna aux élites périphériques la possibilité d'accomplir ce pourquoi elles avaient lutté depuis le dernier quart du XIXe siècle : l'acquisition des autonomies régionales. Dans cette dynamique rénovatrice, les andalousistes, malgré leur réticence à la création d'un parti politique à vocation régionale qui aurait été le porte étendard de leurs revendications, s'adaptèrent tout de même au nouveau décor politique en transformant les anciens *Centros Andaluces* en *Junta Liberalista de Andalucía* afin de mieux coordonner le processus d'acquisition de l'autonomie de leur région. Juan Antonio LACOMBA explique le fonctionnement et l'organisation de cette nouvelle structure en ces termes :

*Así, los antiguos Centros Andaluces se transforman en Junta Liberalista, de la que dependen los Centros de Estudios Andaluces, surgidos en las provincias. La Junta estaba presidida por Blas Infante, y era asesorada por el Consejo Político Andaluz y el Consejo de Afirmación de Andalucía, en el que se integraban los intelectuales dedicados al estudio de los antecedentes históricos de la región, así como de sus problemas presentes. De todas maneras, la Junta Liberalista aparecía como una organización “que a nadie pretende encuadrar en disciplinas externas”, que no tenía la pretensión “de recoger cosecha de afiliados” y que huía de cualquier estructura y funcionamiento partidista. Es verdad que ésta fue su gran fuerza como corriente, pero también su gran debilidad como grupo político<sup>153</sup>.*

Ainsi, ce fut cette *Junta Liberalista* qui fut l'organe d'expression des aspirations révolutionnaires de l'Andalousie. Tout comme pour les *Centros Andaluces*, la préoccupation fondamentale de cette nouvelle entité était d'acquérir une autonomie politique qui permettrait d'apporter un souffle rénovateur dans la vie des Andalous. Une fois créée, elle se donnait pour objectif de :

---

<sup>153</sup> Juan Antonio LACOMBA ABELLAN, Anteproyecto de Bases para el Estatuto de Andalucía. Cuestiones previas y problemas generales, dans *Revista Jábega*, 1977, n°19, p.71

*Construir una sociedad nueva, más igualitaria, justa y democrática, en el contexto de la « revolución española<sup>154</sup> » que debía significar la naciente República. Sus metas concretas, en síntesis, fueron las siguientes :*

- 1. Fortalecer la conciencia andaluza y capacitar al pueblo para regirse por sí mismo.*
- 2. Liberar a los andaluces del paro, el hambre y la incultura, asumiendo la doctrina georgista en lo referente a la cuestión de la tierra, para así conseguir una Andalucía Libre<sup>155</sup>.*
- 3. Consolidar una conciencia municipalista, reclamando plena autonomía para los Municipios. En conjunto, pues, las viejas y sostenidas aspiraciones del andalucismo<sup>156</sup>.*

C'est dire que durant la Seconde République, sans pourtant véritablement créer un parti politique, et tout en gardant leurs objectifs d'antan, les andalousistes s'engagèrent activement dans des activités politiques. Et, la *Junta Liberalista*, leur nouvelle plate forme d'expression, afin de suivre le chemin initié par la Catalogne, d'une part assumait la mission d'exercer une pression sur les forces et les institutions politiques andalouses afin de les pousser à rédiger un Statut d'Autonomie, d'autre part, se chargea de sensibiliser la population andalouse -encline à l'anarchisme et au syndicalisme- afin de l'amener à partager pleinement l'idéologie andalousiste.

Ce fut donc dans cette dynamique que les andalousistes, sous la direction de la *Junta Liberalista*, s'activèrent à la rédaction des Bases de leur projet de Statut d'Autonomie.

### **III-b-2 Approbation des *Bases para un Proyecto de Estatuto de Autonomía de Andalucía***

L'instauration de la Seconde République en 1931 entraîna avec elle une nouvelle dynamique de l'andalousisme : les *Centros Andaluces* furent transformés en *Junta Liberalista de Andalucía* et, malgré la vision funeste qu'avait Blas INFANTE de la politique, il se présenta à nouveau aux

---

<sup>154</sup> La « *revolución española* » utilisée par Blas INFANTE dans ce contexte est expliquée par Lacomba. En effet, dit-il, c'est « *Un « cuerpo de doctrina » sustentado basicamente en los puntos siguientes : a) Repudio del centralismo y defensa de la autonomía en un marco federa. b) Necesidad de una profunda reforma económica en todos los sentidos. c) Reforma de la justicia, que deberá ser gratuita y arbitral. d) Libertad de enseñanza. En conjunto, ideas reiteradamente defendidas por el andalucismo* », Juan Antonio LACOMBA ABELLÁN, *op.cit*, p.58

<sup>155</sup> Le concept d'« *Andalousie Libre* » quant à lui ne renvoie pas à une certaine notion de séparatisme, mais à la libération de l'Andalousie de son sous développement. « *Libre* » signifie alors « *libérée* » de l'oppression et de la misère qui l'ont caractérisé depuis des siècles. Juan Antonio LACOMBA, *Blas INFANTE y el despliegue del andalucismo...*, *op.cit.*, p.50

<sup>156</sup> *Idem*, p. 51

élections législatives de 1931. Le manque d'enracinement social de l'andalousisme se refléta à nouveau au travers du fracassant échec de cette nouvelle apparition politique de INFANTE. Mais cela ne l'empêcha pas de consacrer tous ses efforts à la rédaction et à l'acquisition du Statut d'Autonomie de l'Andalousie. Dans cette optique, il soumit à la *Junta Liberalista* un projet qui montrait la manière dont il concevait l'organisation de l'Andalousie :

*a) Andalucía es un conjunto de pueblos ; cada una de las capitales debe constituir un Estado ; los Estados forman la Junta de Andalucía que representa a ésta ante el Poder Federal español ; la residencia de este Consejo se turnaría entre todas las ciudades capitales de Estado ; b) Para la redacción del Estatuto de Andalucía se convocará à todas las Diputaciones y Centros, que estudiarán todos los problemas ; una vez reunidos, se distribuirá la Asamblea en Secciones, correspondientes a cada Provincia, y para cada uno de los Estados andaluces se elaborará un Estatuto ; éstos se someterán a Referéndum ; todos ellos juntos formarán el Estatuto de Andalucía, que será sometido al Parlamento español ; c) Los principios básicos que informarán el Estatuto deberán ser : autonomía municipal : libertad de enseñanza ; la tierra para quien la cultiva, Justicia gratuita y sin trámites prefijados ; aplicación del principio cooperativo<sup>157</sup>.*

Dans l'objectif d'inciter HERMENEGILDO CASAS JIMENEZ, Maire socialiste de Séville, collaborateur de Blas INFANTE, et postérieurement Président de la Députation de Séville, à convoquer une assemblée générale des Députations au cours de laquelle les élites andalouses allaient rédiger le projet de leur Statut d'Autonomie, cette synthèse de la structuration et des objectifs de l'Andalousie lui avait été envoyée accompagnée d'une demande qui s'adressa à lui en ces termes :

*a la excelentísima Diputación de Sevilla, y muy especialmente a su presidente, quien formó con nosotros en el Centro Andaluz, que convoque a una inmediata Asamblea de Diputaciones andaluzas, la cual venga a manifestar, siquiera sea momentáneamente, la unidad política de Andalucía, y a constituir el Estatuto de sus aspiraciones políticas, culturales y económicas privativas, incluso de las facultades autonómicas, para que Andalucía se organice, por sí, en los Estados que respondan a su tradición, y la cual Asamblea llegue también a elaborar*

---

<sup>157</sup> Blas INFANTE, *La verdad sobre el complot de Tablada y el Estado libre de Andalucía*, Granada, Aljibe, 119 p., cité par Juan Antonio Lacomba, *Pequeña burguesía y revolución regional : el despliegue del regionalismo andaluz*, dans *Revista de Estudios Regionales*, 1978, n°1, p.82

*fórmulas afirmadoras de convivencia o federación de todos los pueblos de España*<sup>158</sup>.

S'inscrivant dans la logique de la *Junta Liberalista*, le 6 juillet 1931, la Députation de Séville organisa en effet la première réunion des Députations andalouses. Au sortir de cette première assemblée au cours de laquelle une ébauche de Statut d'Autonomie avait été rédigée, un questionnaire accompagné de ce projet de Statut d'Autonomie fut envoyé à toutes les municipalités andalouses afin de recueillir leur opinion sur la proposition des Députations. Les différentes réponses reçues permirent d'élaborer avant le 3 août 1931 le *Proyecto de Estatuto de Gobierno Autónomo de Andalucía*. Ce texte qui, rédigé avant la Constitution, comme ceux de *Nuria* et d'*Estella* en Catalogne et au Pays basque, eut le mérite d'être à la fois le premier texte proposé pour le Statut d'Autonomie de l'Andalousie et le fruit de la collaboration entre les institutions de cette région. La commission devait par la suite présenter le texte aux Cortes durant le mois d'août. Malheureusement, au même moment, les constituants étaient en pleine élaboration de la Constitution qui finalement fut approuvée en décembre 1931. Et, les différentes dispositions de cette norme juridique républicaine étaient en opposition avec le contenu fédéraliste et le degré de compétences du Projet de texte andalou qui, en plusieurs points, était similaire au Statut de *Nuria* et à celui d'*Estella*. Cela lui valut d'ailleurs le refus de son approbation par les Cortes.

Mais déterminé à faire de l'Autonomie un patrimoine de toute la région andalouse et à rendre dynamique le processus de son acquisition qui, jusque là, laissait indifférents certains partis politiques et le prolétariat qui ne partageaient pas la conscience andalousiste en général, HERMENEGILDO CASAS convoqua une autre assemblée en février 1932 en vue d'élaborer un nouveau texte qui lui, serait conforme aux dispositions de la Constitution. Pour mieux préparer cette nouvelle assemblée, un projet de texte rédigé par la Députation de Séville et dénommé *Anteproyecto de Estatuto para la Unión de las Diputaciones Andaluzas en Régimen de Autonomía Económico-administrativa dentro de la Constitución Política de la República Española* fut envoyé à tous les partis politiques, à toutes les municipalités, et à toutes les autres Députations. Avec quelques modifications, ce texte fut approuvé comme *Bases para un Proyecto de Estatuto de Autonomía de Andalucía*. Il était constitué d'une Disposition transitoire et de 21 articles qui s'articulaient autour des 7 Titres suivants :

1°) *Personalidad político-administrativa de Andalucía.*

2°) *Organización del Cabildo Regional Andaluz.*

---

<sup>158</sup> Manuel HIJANO del Río, Manuel RUÍZ ROMERO, *Documentos para la historia de la autonomía andaluza (1883-1982)*, Málaga, Sarriá, 2001, pp. 45-46

3º) *De los derechos y deberes de los andaluces.*

4º) *Atribuciones del Comité Regional Andaluz.*

5º) *Hacienda Regional.*

6º) *Competencia y arbitraje*

7º) *Variación del Estatuto y Régimen transitorio*<sup>159</sup>.

Quoique juridiquement plus élaboré, ce texte n'avait manifestement pas un contenu assez approfondi sur le plan politique dans la mesure où il concevait l'autonomie comme une simple décentralisation administrative et se soumettait à la prépondérance politique sans restriction du gouvernement de la République sur l'Andalousie<sup>160</sup>. En outre, ces Bases du projet de Statut d'Autonomie limitaient la structure politique de l'andalousie en la création d'un *Cabildo Regional Andaluz* constitué d'un *Consejo Regional* et d'un *Présidente Regional*. Sur le plan économique, le texte détaillait les attributions de la *Hacienda de la Región*, ses compétences ainsi que celles du gouvernement central<sup>161</sup>. En somme, ce projet de texte, à l'origine impulsé par la *Junta Liberalista*, rédigé et reformulé par les différents partis politiques centraux et centralistes, les Députations et les municipalités, reflétait le 31 janvier 1933 les forces politiques et sociales qui le rédigèrent et l'évidence de leur manque d'esprit régionaliste. Par conséquent, il ressemblait beaucoup plus à un document qui configurerait une décentralisation administrative ou une *Mancomunidad*, qu'à un Statut d'Autonomie. Le manque singularité andalouse patent dans ce texte fit couler beaucoup d'encre dans le camp des libéralistes parmi lesquels Blas INFANTE. En effet, après l'approbation de ce texte, il asserta que « *nosotros no hemos tenido ni arte ni parte en la redacción de esta ponencia*<sup>162</sup> ». Le professeur Juan Antonio LACOMBA argumente dans ce sens en spécifiant que :

*Lógicamente, fue muy diferente el planteamiento de Blas Infante. Por "revolución española" entendía : 1) un repudio del centralismo, de la estructura caciquil y de los tinglados electorales, a cambio de todo lo cual se hacía una defensa del federalismo y de los planteamientos autonómicos. 2) Un cambio profundo en la realidad económica, en particular, en el ámbito agrario. 3) Una reforma de la justicia, de la enseñanza y de la libertad religiosa. En cuanto al "Estado libre de*

---

<sup>159</sup> *Idem*, p. 60

<sup>160</sup> Cette gestion de gestion la région andalouse est stipulée par l'article 3 du Titre Premier : « *La organización gubernativa de la región andaluza corresponde al Gobierno de la República conforme a la Constitución y leyes complementarias.* », *Revista de Estudios Regionales*, "Proyectos de Estatuto de Andalucía, 1932", [<http://www.revistaestudiosregionales.com/pdfs/pdf161.pdf>], (page consultée le 1<sup>er</sup> mars 2013)

<sup>161</sup> *Idem*.

<sup>162</sup> Carlos Alberto CHERNICHERO DIAZ, *Estado integral en la Constitución de la II República: Proceso político, sistema parlamentario y conflictos territoriales*, Servicio Publicaciones Universidad de Cádiz, Cádiz, 2007, p. 120



*Andalucía'' , se bosquejaba un esbozo de posible Estatuto –a redactar por una Asamblea- que respetase las autonomías provinciales y municipales, las libertades básicas, tendiese al recobramiento económico y social de la región y diese paso a una Junta de Andalucía que representase a los Estados andaluces ante el poder central<sup>163</sup>.*

Mais quoiqu'il en soit, même si l'esprit de cet *Anteproyecto de Bases para el Estatuto de Andalucía* ne concordait pas pleinement avec cette vision de l'Andalousie autonome qu'avait INFANTE, durant l'Assemblée qui s'était tenue du 29 au 31 janvier à Cordoue, il fut légèrement modifié après plusieurs débats avant d'être approuvé par les différentes forces politiques andalouses qui, par la même occasion, évitèrent des idées sécessionnistes de certaines provinces<sup>164</sup>. Après avoir obtenu le soutien de la *Junta Liberalista*, l'ensemble des forces andalouses réunies à Cordoue se détermina à dynamiser le processus d'acquisition du Statut d'Autonomie de leur région. Malheureusement, leur détermination se heurta au triomphe de la *Confederación Española de Derechas Autónomas* (CEDA) aux élections de 1933 qui stoppa tous les processus autonomiques engagés depuis le début de la Seconde République.

Mais, quelques années plus tard, après les élections législatives de février 1936 qui donnèrent vainqueur le *Frente Popular*, la décentralisation politique fut réactivée et l'Andalousie reprit son impulsion autonome. Blas INFANTE, les autres andalousistes ainsi que l'ensemble de la classe politique andalouse se lancèrent dans une propagande frénétique du texte et de l'option autonomiste pour toute l'Andalousie. Malheureusement, une fois de plus, tous leurs efforts ne leur permirent pas d'atteindre leur objectif car, le 18 juillet 1936, commença la Guerre Civile qui réduisit à néant tout le travail qu'ils avaient accompli jusque-là. En outre, le 10 août de la même année, Blas INFANTE fut arrêté et fusillé sur la route de Carmona par des membres de la *Falange*.

---

<sup>163</sup> Juan Antonio LACOMBA, *anteproyecto de Bases para el Estatuto de Andalucía...*, op.cit., p.72

<sup>164</sup> En effet, durant cette Asssemblée, se déterminer si l'Andalousie devait se repartir en Andalousie Orientale et Occidentale, en deux régions autonomes était une question brûlante qui nécessitait une réponse urgente. Dans les aspects les plus significatifs de ces positions provincialistes, se démarquèrent d'abord un antisévillanisme généralisé. Ensuite, la position de Grenade, approuvée par l'Almería et Jaén, réticente à l'unité régionale andalouse et qui proposait une *Mancomunidad de Andalucía Oriental* dont elle serait chef de fil. Enfin, la position de Huelva qui, dubitative, ne se décida pas à faire partie d'une Région autonome andalouse, à rester directement rattachée au Pouvoir central tel que le prévoyait l'article 22 de la Constitution, ou à s'unir l'Estrémadure et élaborer avec elle un Statut d'Autonomie. Bon nombres d'auteurs ont élaboré des travaux sur ces idées sécessionnistes. De ces derniers, nous pouvons citer entre autres José DÍAZ ARRIAZA, Manuel RUIZ ROMERO, *Huelva ante el Estatuto de autonomía para Andalucía durante la II República*, dans *Actas del V Congreso sobre el Andalucismo Histórico*, Sevilla, Fundación Blas Infante, 1993, pp. 299-311 et Juan Antonio LACOMBA ABELLÁN, *Autonomía y provincianismo en la Andalucía republicana. El escisionismo granadino*, dans *Actas III Congreso sobre el Andalucismo Histórico*, Sevilla, Fundación Blas Infante, 1989, pp.45-74

En somme, la lutte pour l'autonomie andalouse durant la Seconde République avait fait face à de singuliers problèmes aussi bien endogènes qu'exogènes : le sous-développement de cette région et sa fragilité sociale, le manque de pénétration et de généralisation de sa conscience régionale, la réticence de certains partis politiques et de certaines provinces à l'union régionale andalouse et sa déficience politique interne. De tous ces écueils, le manque d'enracinement et de consolidation de la conscience régionale, caractéristique historique majeure déjà signalée, constitua le problème fondamental de l'échec du processus autonome andalou. Celui-ci eut de sérieuses répercussions sur le soutien de la population et des forces politiques aux activités de l'andalousisme et au projet autonome en général. A cela s'ajouta le manque de parti politique à vocation régionale et siégeant au Parlement espagnol à même de galvaniser la population, de dynamiser et d'exercer une certaine pression aux Cortes dans le but de mener à terme le processus autonome. Et pourtant, dans ce sens, le cas de la *Lliga* ou la *Esquerra* en Catalogne, celui du *Partido Nacionalista Vasco* et celui du *Partido Galeguista* qui jouèrent des rôles de choix dans l'aboutissement de leur revendication autonome pouvaient servir d'exemple à la classe politique andalouse.

Toutefois, ces insuffisances de l'andalousisme et des forces politiques d'envergure nationale implantées en Andalousie ne devraient pas occulter le rôle catalyseur que la *Junta Liberalista* joua durant la Seconde République. En effet, dans l'optique de dynamiser le processus d'acquisition du Statut d'Autonomie, présidée par INFANTE, elle rassembla les différentes volontés et forces politiques implantées en Andalousie en vue de rédiger et d'approuver le texte statutaire andalou. Quoique n'étant pas un parti politique et encore moins une organisation réunissant toutes les forces vives andalouses, il est indéniable que l'action qu'elle avait accomplie pouvait être considérée comme la phase préliminaire d'un véritable rassemblement de tous les Andalous, désormais conscients de l'indispensabilité de leur union dans l'accomplissement de leur processus autonome au bout duquel elles auraient exercé une partie du pouvoir au niveau de leur région pour stimuler son développement. En outre, même s'il est indiscutable que la conception du Statut d'Autonomie qu'avaient les andalousistes n'avait pas été pas fidèlement reproduite par les différentes forces réunies à Cordoue du 29 au 31 janvier 1933, leur solution fédéraliste de l'Andalousie au sein de l'Etat espagnol et leur programme de modernisation économique qui passait par la réforme agraire furent tout de même retenues. Enfin, à travers cette Assemblée qui se couronna de l'approbation d'un *Anteproyecto de Bases para el Estatuto de Andalucía*, se profilait une future décentralisation politique et administrative qui, aux yeux des andalousistes, représentait l'accomplissement d'une longue lutte, la matérialisation et l'effectivité d'un autogouvernement andalou au sein de l'Espagne. Au regard de cet ensemble de faits, il est clair que pour les andalousistes, l'Assemblée de Cordoue était plus un succès qu'un échec. Malheureusement, l'arrivée de la majorité de droite aux Cortes en 1933, peu de temps avant que l'Andalousie y soumette son texte statutaire, stoppa toutes les initiatives autonomiques. Et, le soulèvement franquiste trois ans plus tard, plongea l'andalousisme dans un état comateux d'une durée de quarante ans approximativement.

### **III-c Le régime franquiste : entre renationalisation forcée de l'Espagne et politique de développement**

Au sortir de la Guerre Civile en mars 1939, le groupe victorieux appliqua sur toute l'étendue du territoire le processus d'institutionnalisation du nouveau régime dont l'idéologie, l'action politique et institutionnelle s'articulaient autour d'un élément central : le nationalisme espagnol centraliste, autoritaire et organiciste. Ce nationalisme, quoique se fondant sur un éventail d'idées provenant du nationalisme militaire et du régénérationisme de 1898, se basait principalement sur des principes traditionalistes et conservateurs du XIXe siècle contre lesquels les nationalismes périphériques s'étaient toujours érigés. Faisant ainsi de l'armée le symbole et le pilier de l'unité nationale, du catholicisme l'essence de la nationalité et de l'Etat centraliste, unitaire et autoritaire, la clef du salut de la nation espagnole, le régime franquiste assimilait les nationalismes régionaux à un ennemi interne et à une menace à la cohésion nationale. Sa nature organiciste quant à elle se manifestait à travers la conception de l'Espagne comme un organisme vivant ou une entité naturelle dont l'existence était sous la menace de l'Etat intégral de la Seconde République. Cette conception de l'idée nationale engendra automatiquement le développement d'un double processus durant les trente-six années du régime franquiste : d'une part, on observe l'exaltation d'une vision traditionaliste et autoritaire de l'espagnolisme que les institutions publiques se chargeaient de promouvoir et de défendre à travers l'élimination de toute opposition ou de tout trouble au nouvel ordre public ; d'autre part, la reconsidération et la réinterprétation de l'héritage des nationalismes périphériques qui firent montre d'une notable capacité de survivance et expérimentèrent de profondes mutations idéologiques dont les conséquences se firent sentir durant l'agonie du franquisme, se prolongèrent et marquèrent singulièrement le processus de transition démocratique.

#### **III-c-1 Franquisme et renationalisation forcée de l'Espagne**

Le régime issu du soulèvement militaire du 18 juillet 1936 avait un nombre d'objectifs bien déterminé parmi lesquels la renationalisation de l'Espagne et la lutte contre la consolidation sociale l'« *Anti-España* » incarnée aussi bien par la gauche que par les nationalismes périphériques. Mais pour mieux saisir cet aspect de l'histoire de l'Espagne sous la dictature du général FRANCO, il convient d'abord de mettre un accent sur la configuration et le processus d'institutionnalisation de son régime. Il est assez difficile de dire si sa logique institutionnelle dérivait d'un régime fasciste, d'une dictature militaire, d'une dictature corporative ou d'un mélange de tous ces systèmes<sup>165</sup>. Mais malgré cette difficile spécification de la doctrine politique du franquisme, il ne fait pas l'ombre d'un

---

<sup>165</sup> José Luís de la GRANJA, Justo BERAMENDI, Père ANGUERA, *la España de los nacionalismos... op.cit.*, p.165

doute que comme tous ces systèmes, il repose fondamentalement sur trois caractéristiques. Il faut d'abord prendre en considération l'hétérogénéité du bloc social et politique qui alimentait le régime depuis ses origines, c'est-à-dire depuis la Guerre Civile. En effet, dans ce bloc, convergèrent non seulement les partis héritiers de la monarchie autoritaire d'Alphonse XIII, de la monarchie traditionaliste carliste, des fascistes phalangistes, mais aussi des institutions telles que l'Eglise Catholique et l'Armée Nationale. Cette singulière hétérogénéité facilita et consolida d'ailleurs le rôle de médiateur et d'équilibrage entre toutes ces tendances joué par le général FRANCO, tendances qui lui devaient toujours une soumission absolue. Ensuite, on observe la volonté du général FRANCO de se maintenir à la cime du pouvoir avec le maximum d'attributions et d'être la pierre angulaire sur laquelle reposait tout l'édifice du système. Le désir de manifester et de consolider cette supériorité l'amena à créer de nouvelles institutions qui codifiaient cette volonté et à supprimer de celles qui, selon lui, pouvaient limiter son pouvoir. Enfin, l'interaction entre la politique intérieure et la politique internationale était manifeste depuis la première grande étape du régime franquiste profondément marqué par les caractéristiques du fascisme, et par la suite, lors de son adaptation à la conjoncture antifasciste et démocratique de la fin de la Guerre Mondiale.

Ayant constaté l'échec du coup d'Etat orchestré le 17 juillet 1936 et le début de la Guerre Civile un jour après, les généraux conservateurs qui avaient conspiré pour liquider le régime républicain durent improviser la composition d'un gouvernement pour la *zona nacional* constituée de territoires qui étaient sous leur contrôle. Et, la mort du général José SANJURJO SACANELL<sup>166</sup> le 20 juillet, homme qui devait provisoirement diriger ce gouvernement favorisa l'ascension de Francisco FRANCO au sein du groupe insurrectionniste. En temps de guerre, devant cet état de fait et eu égard à la pluralité de chefs, la logique en ce moment conduisit le groupe à créer un commandement unique pour lequel FRANCO fut élu *Generalísimo de las fuerzas nacionales de Tierra, Mar y Aire y General jefe de los ejércitos de operaciones*. Cela permit à FRANCO de concentrer le pouvoir sur le plan militaire durant la Guerre. Bien entendu, les *Fuerzas Armadas* (FAS) constituèrent le noyau de ce nouvel Etat. Avec une organisation bien déterminée, elles devaient parvenir à une militarisation des organes de l'administration et de la société :

*Las FAS colaboraron con sectores civiles pertenecientes a la derecha de la gobernación del Estado, conservaron en todo momento el papel de columna*

---

<sup>166</sup> Né à Pampelune en 1872, José SANJURJO SACANELL fut un militaire espagnol qui participa à plusieurs coups de force nationalistes. Il est surtout connu pour être l'un des principaux artisans du soulèvement de juillet 1936 qui déboucha sur la Guerre Civile. Après avoir participé à la guerre contre les Etats-Unis à Cuba en 1896, il rejoignit l'armée espagnole au Maroc en 1909 et prit part à la reconquête de Melilla en 1921. En février 1936, la victoire du Front Populaire Espagnol aux élections suscita une vive hostilité dans le secteur des traditionalistes et poussa Emilio MOLA, Francisco FRANCO, Joaquín FANJUL, José Enrique VARELA, Luis ORGAZ YOLDI et Valentín GALARZA MORANTE à orchestrer un coup d'Etat et à lui confier le commandement suprême des opérations. Malheureusement, il mourut le 20 juillet lors du crash de l'avion qui devait le ramener en Espagne pour prendre le commandement militaire.

vertebral del régimen y de garante de sus esencias. Papel que se manifestó en la presencia de militares en todos los centros de poder político, desde el Consejo del Reino al de Regencia, así como en organismos de carácter técnico, tales como el Instituto Nacional de Industria (INI) o la Junta de Energía Nuclear, o en ámbitos de la administración tan importantes como el sistema de Educación Pública. Es más, a diferencia de otras instituciones afines al régimen, como Falange Española Tradicionalista y las Juntas de Ofensiva Nacional Sindicalista (FET y de las JONS) o la Iglesia Católica, las FAS no perdieron nunca su papel de sostén del régimen, hasta el extremo de que, tras la muerte del Caudillo, los políticos reformistas del régimen las consideraron el mayor peligro para el éxito de sus planes de democratización<sup>167</sup>.

Le commandement militaire de FRANCO finit par s'étendre sur le pouvoir politique. Tel fut en tout cas l'objectif que voulurent atteindre les généraux Alfredo KINDELAN<sup>168</sup> et Luis ORGAZ<sup>169</sup> qui voyaient également en FRANCO l'homme adéquat pour réinstaurer la monarchie au sortir de la Guerre Civile. Dans cette dynamique, dans le décret du 29 septembre 1936, il fut simultanément nommé *Generalísimo y Jefe del Gobierno del Estado* ; nomination qui fut substituée dans les dispositions du nouveau Bulletin Officiel de l'Etat par celle de *Jefe del Estado* tout court. Dès cet instant, les organismes créés par FRANCO furent de deux sortes. D'abord, ceux qui étaient proches du Chef de l'Etat comme le *Secretaría del Gobierno del Jefe del Estado*, encore appelé *Secretaría del Gobierno del Estado*, confié à son frère Nicolas FRANCO BAHAMONDE, le *Secretaría de Guerra*, et le *Secretaría de Relaciones Exteriores*. Ensuite, celui dont le nom, intentionnellement fut donné pour le différencier du premier à savoir, la *Junta Técnica del Estado*. Présidée par le général Fidel DAVILA ARRONDO, il était constitué non de ministères, mais de commissions telles que celles de *Hacienda, Justicia, Industria, Comercio y Abastos, Agricultura y Trabajo Agrícola, Trabajo, Cultura y Enseñanza y Obras Públicas y Comunicaciones* et dont la charge fut confiée à un personnel technique comme des magistrats, des ingénieurs agronomes, des enseignants chercheurs<sup>170</sup>. A cette structure s'ajouta la création d'un *Gobernador general del Estado* dont la direction fut confiée au général Miguel CABANELLAS FERRER. Il faut rappeler que toutes les

---

<sup>167</sup> Roberto MUÑOS BOLAÑOS, La institución militar en la posguerra (1939-1945), dans *Fuerzas armadas y políticas de defensa durante el franquismo, Iv Congreso de Historia de la Defensa*, Instituto Universitario General Gutiérrez Mellado, Madrid, 2010, pp. 15-16

<sup>168</sup> Alfredo KINDELAN, Responsable de l'Armée de l'air du camp du Général FRANCO durant la Guerre civile, il était Directeur de l'Ecole Supérieure de l'Armée en 1943

<sup>169</sup> Luis ORGAZ, Haut Commissaire du protectorat espagnol au Maroc, il était aussi Chefs des Armées du levant espagnol, zone géographique de la côte méditerranéenne de l'Espagne, particulièrement la région valencienne et la région de Murcie.

<sup>170</sup> Javier TUSELL, *Franco en la guerra. Una biografía política*. Barcelona, 1992, p. 60

dispositions administratives générales devaient être approuvées par FRANCO dont le pouvoir, consolidé dans le socle des différentes institutions de l'Etat, devint absolu.

S'il est vrai que l'Espagne *nationale* se basait principalement sur ces deux organismes, il n'en demeure pas moins vrai qu'elle enregistrait de virulentes luttes intestines entre la Phalange Espagnole et la Communion Traditionaliste. En effet, la première aspirait à se transformer en un élément fondamental du régime et la seconde cherchait à réinstaurer le système monarchique traditionnel à la fin de la Guerre-Civile. Exploitant ces divergences entre les composantes de son régime, FRANCO chercha à asseoir davantage son rôle d'arbitre et à accroître de plus en plus son pouvoir en créant en 1937 un parti unique qui regroupait toutes les tendances du système. En effet :

*FET-JONS era un partido único, pero muy heterogéneo, integrado por falangistas –los más numerosos- a su vez divididos entre los « camisas viejas » o militares de primera hora y los numerosos inscritos tras el inicio de la Guerra Civil, por carlistas, y por conservadores de diversas procedencias, especialmente monárquicos. No obstante, su cuerpo doctrinal, resumido en los Veintiséis Puntos, procedía del falangismo originario, y tenía como componentes fundamentales el nacionalismo españolista radical, el antileberalismo, el antisocialismo, y el nacionalsindicalismo, presentado como vía superadora del capitalismo y del comunismo<sup>171</sup>.*

A travers la création de cette organisation qui fut une véritable machine politique, quoiqu'ayant des pouvoirs limités car entièrement subordonnée au chef de l'Etat, il ne fait pas l'ombre d'un doute que FRANCO soumit entièrement à son pouvoir, et une fois pour toutes, tous les secteurs qui composaient le socle de son système. Et pour imposer l'adhésion de la population en militant au parti unique et interdire toute rivalité politique ou toute opposition, FET-JONS s'assura de son caractère totalitaire dans l'article sept de son règlement :

*« Nuestro Estado será un instrumento totalitario al servicio de la integridad de la patria. Todos los españoles participarán en él a través de su función familiar, municipal y sindical. Nadie participará a través de los partidos políticos. Se abolirá implacablemente el sistema de partidos políticos con todas sus consecuencias : sufragio inorgánico, representación por bandos en lucha y parlamento de tipo conocido<sup>172</sup> ».*

---

<sup>171</sup> José María MARIN, Carme MOLINERO y Père YSAS, *Historia política 1939-2000*, Ed. Istmo, Madrid, 2010, p. 18

<sup>172</sup> Règlement intérieur de la FET-JONS, cité par José María MARÍN, Carme MOLINERO y Père YSÁS, *Historia política...*, *Ididem*

Dans la même dynamique, le processus de configuration du système franquiste continua avec la promulgation le 30 janvier 1938 de la Loi portant sur l'Organisation de l'Administration Centrale. Celle-ci visait à créer un gouvernement, à supprimer la *Junta Técnica* ainsi que tous les organes qui la constituaient, à institutionnaliser la fonction de chef de l'Etat et à créer des départements ministériels dont les responsables seraient bien sûr nommés par FRANCO.

En 1942, le processus d'institutionnalisation du régime connut un autre tournant décisif. En effet, sur une proposition de Loi portant sur l'Organisation de l'Etat, les Cortes furent créées le 17 juin, non pas pour assurer véritablement la fonction législative qui lui était assignée d'ordinaire, mais pour servir d'instrument de stabilisation du régime franquiste. Antonio BIESCAS, Manuel TUÑON de LARA concordent dans ce sens en attestant que :

*El artículo 1º de la Ley las definía –las Cortes– como « órgano superior de participación del pueblo español en las tareas del Estado », cuya función era la « preparación y elaboración de las Leyes, sin perjuicio a la sanción, que corresponde al Jefe del Estado », y reservándose siempre éste la plena facultad de dictar por sí mismo normas de carácter general. Un organismo cuya inmensa mayoría de miembros lo eran por razón de su cargo (ministros, consejeros nacionales de Falange, alcaldes de las cincuenta provincias, etc.) o nombrados por el Jefe del Estado o designados por los « Sindicatos Nacionales », cuyo origen, sabido es, nada tenía que ver con la democracia, y cuyo cargos eran nombrados entre militantes de Falange por el alto mando del Movimiento. La Mesa de las Cortes era nombrada por el Jefe del Estado y las Cortes se reunían cuando su presidente las convocase, y nada más<sup>173</sup>.*

Par ailleurs, le 17 juillet 1945, dans son discours de promulgation du *Fuero de los Españoles*<sup>174</sup>, Loi qui fut approuvée par acclamation aux Cortes, FRANCO redessina les contours institutionnels du nouvel Etat en annonçant l'existence d'une monarchie au sein de laquelle serait garantie « *de una manera plena el espíritu de nuestro Movimiento, el progreso social y esa «gracia de estado» que Dios concede a los gobernantes cuando su vida discurre dentro del cauce de la moral cristiana, y que forma parte muy principal de lo que nuestros tradicionalistas llamaron «la legitimidad de ejercicio»*<sup>175</sup>. Il affronta ainsi la pression des monarchistes en annonçant une monarchie au sein de laquelle lui-même désignerait le successeur. Le 22 octobre de la même année, il promulgua la *Ley sobre le Referéndum national* selon laquelle, lorsqu'il l'estimait opportun, un

---

<sup>173</sup> Antonio BIESCAS, Manuel TUÑON de LARA, *España bajo la dictadura franquista*, Ed. Labor, Barcelona, 1990, p. 186.

<sup>174</sup> Charte des Espagnoles.

<sup>175</sup> Fragment de discours du 17 juillet cité par Antonio BIESCAS, Manuel TUÑON de LARA, *España bajo... Op.cit*, p. 214.

projet de loi approuvé aux Cortes pourrait également être soumis à une consultation populaire. Cette loi lui permit de faire approuver en 1947, par une immense majorité, la *Ley de Rereferéndum* sur la succession du Chef de l'Etat ; Loi qui, en définissant l'Espagne comme un Etat catholique et par référence à sa tradition, devait se constituer en royaume. Il est nécessaire de souligner que même si la monarchie ne fut pas restaurée, mais instaurée, l'adoption de ce texte fut tout de même une victoire partielle pour les monarchistes dans la mesure où le Chef de l'Etat envisagea que le roi prenne sa suite à la tête du pays. De ce fait, en juillet 1969, FRANCO désigna à la tête de l'Etat le prince Juan Carlos de BORBON comme successeur. Mais il ne fut couronné roi qu'après la mort du dictateur en novembre 1975.

Ainsi institutionnalisé, le régime politique issu du soulèvement national planta dès le mois de juillet 1936 le nouveau décor de sa conception nationale de l'Espagne qui avait émergé dès même le début du siècle lors la guerre du Maroc au cours de laquelle une nouvelle mentalité militaire s'était forgée. Cette mentalité évoluait au fil du temps, assimilait les partis politiques et le parlementarisme à la décadence nationale et identifiait les nationalismes périphériques à un ennemi interne et à une menace qui pesait sur l'unité nationale. Selon Xosé Manoel NUÑEZ SEIXAS:

*El contenido nacionalista del Nuevo Estado se basó, fundamentalmente, en la aportación del nacionalismo católico-tradicionalista de raíz menéndezpelayista, a través de la elaboración del grupo de Acción Española y de teóricos como el antiguo carlista Víctor Pradera. A ello se unió la retórica imperial falangista, el mito de la Hispanidad –arma ideológica muy desarrollada por el franquismo- y el autoritarismo que había anidado en el ejército. Todo ello se reflejaba sin más en las ideas, simples pero firmes, del propio Franco : nacionalismo autoritario, católico y corporativista, cuyos enemigos interiores son la masonería, el liberalismo, el comunismo y el separatismo<sup>176</sup>.*

L'idéologie franquiste avait ainsi pour charpente une conception corporatiste et organiciste de la nation. L'*Unidad de destino en lo universal*, expression manifeste de l'exaltation enthousiaste de l'idée de l'Espagne fondée sur le catholicisme, constitua en effet l'un des points de convergence des différents projets qui inspirèrent le régime franquiste. De ces derniers, se démarqua entre autres celui de l'*Hispanidad* qui fut célébré par la Phalange, celui du national-catholicisme, nourri des écrits de Marcelino MENENDEZ PELAYO, et ceux de l'*Acción Española*.

---

<sup>176</sup> Xosé Manoel NUÑEZ SEIXAS, *Los nacionalismos en la España contemporánea (Siglos XIX yXX)*, Ed. Hipótesis, Barcelona, 1999, p. 116



Selon le Dictionnaire *Real Academia Española*, l'*Hispanidad* est le « *carácter genérico de todos los pueblos de lengua y cultura hispánicas* ». Cette définition, estime Rodolfo REYES OCHOA, quoiqu'ayant des éléments clés de l'Hispanité comme la langue et la culture hispaniques, ne prend pas en compte tous les aspects originels de l'Hispanité. Selon lui, « *La Hispanidad es el engendro espiritual que realizó España con un saldo de gloria, gratitud y de amor, cualesquiera que hayan sido sus errores, sus codicias y sus crueldades* »<sup>177</sup>. Bien entendu, le caractère ethnocentrique de cette définition confère à la découverte de l'Amérique, à sa conquête, à sa colonisation et son évangélisation une vision simpliste et très éloignée de la réalité. Et ce fut exactement dans cette dynamique que s'incrusta le projet de FRANCO, mais dans une perspective beaucoup plus politique. En effet, en s'inspirant de la commémoration de la *Virgen del Pilar* -Sainte mère de la primitive église del Pilar- qui a lieu chaque 12 octobre à Saragosse depuis le XVe siècle, le Caudillo célébra le « *Día de la Hispanidad con la Virgen del Pilar* » dans cette même ville le 12 octobre 1939, en hommage à la "Race espagnole" et à la totale dévotion que la Sœur del Pilar –également Espagnole- vécut pour Marie. Ces hommages, selon FRANCO, représentaient le symbole de la profonde union existant entre l'Espagne et l'Amérique et consolidaient davantage les idéaux fascistes et du national-catholicisme qui venaient à point nommé durant cette période d'après guerre. Ce qui conduit Luis GONZALEZ ANTON à affirmer que « *Las apelaciones retóricas a la Hispanida y la denominación de la Fiesta de la Hispanidad como "Día de la Raza" (...) iban en la misma dirección de glorificar a la "España Grande y Libre" »*<sup>178</sup>.

En ce qui concerne le national-catholicisme, plusieurs auteurs s'accordent à considérer que Marcelino MENENDEZ PELAYO fut l'un des intellectuels qui, de par leurs écrits, manifestèrent le plus le souhait de mettre la patrie au service de Dieu. En effet, de ces auteurs, relevons Angel HERRERA ORIA qui, en synthétisant la vie de Menendez Pelayo, atteste que « *Consagró su vida a su patria. Quiso poner a su patria al servicio de Dios* »<sup>179</sup>. Dans la même optique, José ALVAREZ JUNCO le considère comme une expression vivante du national-catholicisme qui aurait atteint sa formulation politique ultime au XXe siècle durant le régime franquiste. Toutefois, il nuance ses propos en affirmant qu'il adhéra par la suite au parti conservateur créé par Cánovas qui fut un parti démocratique, libéral et laïque complètement différent du carlisme qui regroupait tous les fondamentalismes politico-religieuses de l'Espagne.

<sup>177</sup> Manuel BRANTS REYES, « Sobre el concepto de la "Hispanid" (In memoriam de don Rodolfo Reyes Ochoa) », dans *Revista de la Hermandad del Valle de los caídos*, Alta Mayor, 2007, n°. 116, p. 1183.

<sup>178</sup> Luis GONZÁLEZ ANTÓN, *España y las Españas : Nacionalismos y falsificaciones de la Historia*, Madrid, Alianza, 2007, p. 423

<sup>179</sup> Angel HERRERA ORIA, *Antología general de Menéndez Pelayo : recopilación orgánica de su doctrina*, Editorial Católica, 1956, p.66

Enfin, ceux de l'*Acción Católica Española* qui se basaient sur une dépendance absolue de la hiérarchie ecclésiastique et avaient pour objectif d'accomplir des œuvres apostoliques et pieuses. Cette utilisation instrumentale du catholicisme s'adaptait parfaitement aux exigences, aux aspirations et à la consolidation du régime franquiste fortement marqué par "la réinstauration de la chrétienté perdue" durant la Seconde République et la recatholisation de l'Espagne.

En somme, tous ces projets portaient un fond presque mystique de la foi inséparable d'une conscience nationale et de la vision d'une Espagne « *Una, Grande y Libre* » comme l'exprimait le slogan du régime. Et, la décennie qui succéda la Guerre Civile fut sans nul doute la plus marquée par l'objectif du franquisme de restaurer la patrie authentique<sup>180</sup>. Sauvé du "mal communiste, athée et séparatiste grâce à la *cruzada*" menée par FRANCO, le Nouvel Etat Espagnol devait se régénérer et renouer avec la grandeur de son passé, née de la rencontre au XVIe siècle entre l'idéal catholique et la monarchie militaire.

En effet, souvenons-nous que depuis le Moyen Âge, l'Eglise et la religion catholique sont fortement impliquées dans l'Histoire de l'Espagne. Un ensemble de phénomènes et événements jalonnent l'Histoire de ce pays et montrent une forte interrelation entre sa culture, sa société et sa politique. De ces derniers, relevons entre autres la Reconquête, l'Inquisition, l'évangélisation des autochtones du Nouveau Monde, l'anticléricalisme du XIXe et du XXe siècle, et la considération de la Guerre Civile comme une *Cruzada* par la hiérarchie de l'Eglise catholique. La disparition de l'Inquisition occasionna dans ce pays l'augmentation du libéralisme et la diminution graduelle du pouvoir de l'Eglise catholique. Et, pour boucler la boucle, dans la nuit du 13 au 14 octobre 1931, Manuel AZAÑA, chef du gouvernement républicain, déclara aux Cortes que : « *España ha dejado de ser católica* ». Dès lors, ce fut la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Face à cette menace de voir le pouvoir catholique disparaître, le Cardinal GOMA de Tolède légittima en 1936 le Soulèvement National et s'allia à son partenaire séculaire, l'armée, pour défendre sa cause et pour faire à nouveau de l'Eglise la doyenne de la nation. Cette alliance permit la "liberación" de tout le territoire national, l'Eglise catholique eut à nouveau le vent en poupe, et le climat national-catholique atteignit son paroxysme<sup>181</sup>. Le 20 mai 1939 dans l'église Santa Bárbara de Madrid, GOMA investit FRANCO comme *Caudillo*. Celui-ci, quant à lui, déclara « *nuestra lucha tuvo caracteres de Cruzada* » avant d'offrir au Cardinal « *la espada de la victoria* » qui se

---

<sup>180</sup> Carlos ALMIRA PICAZO, *¡Viva España ! El nacionalismo fundacional del régimen de Franco, 1939-1943*, Comares, Granada, 1998, 147 p.

<sup>181</sup> José María PIÑOL, *La transición democrática de la Iglesia católica española*, Madrid, Trotta, 1999, 540 p.

felicita «*por la terminación de la Cruzada, en que fueron vencidos el comunismo ateo y los seculares enemigos de la España inmortal*»<sup>182</sup>.

Au regard de cet ensemble de facteurs, même s'il est vrai, rappelons-le, que le régime franquiste n'avait pas une idéologie spécifique, il n'en demeure pas moins vrai que la religion et l'Eglise catholique y jouèrent un rôle prépondérant quant à sa signification symbolique et à sa conception de la nation espagnole. En effet, le régime, dans son interprétation historique nationale, associait étroitement l'identité espagnole aux valeurs du catholicisme. La stratégie politique du franquisme consistait à utiliser l'appareil religieux pour faciliter le processus de nationalisation, l'union et la soumission de la population. L'Eglise quant à elle avait pour stratégie d'utiliser le pouvoir militaire et les institutions de l'Etat à la tête desquels se trouvait le *Caudillo* pour reconquérir et remodeler la société espagnole selon les préceptes du catholicisme. La confluence de ces deux entités durant cette période de l'Histoire de l'Espagne servit d'irrigation et de fertilisation du champ de la foi catholique et de l'enracinement profond de l'arbre de l'Eglise dont les fruits, depuis la Seconde République, étaient de moins en moins prisés par la population:

*Es el período del auge del nacionalcatolicismo gestado a lo largo del primer tercio del siglo, cuyas dinámicas de implantación y propaganda social a escala regional/local son aún, sin embargo, poco conocidas. Pero cuya imagen orgullosa hacia el exterior (...) y su legitimación interna a través de un discurso basado en la « autosuficiencia » española, que justificaba la forzada política autárquica del primer franquismo, intentaban presentar al régimen franquista como expresión de la España tradicionalista, « eterna », católica e imperial. Una España que resurgía de sus cenizas dispuesta a inaugurar una « era triunfal », y que recuperaría el tiempo perdido desde el siglo XVII, origen de las decadencias patrias*<sup>183</sup>.

En magnifiant l'esprit de l'Espagne éternelle, catholique et traditionnelle, le franquisme définissait la nation en termes religieux, culturels et historiques. Et, l'anti séparatisme, l'un de ses principes fédérateurs, ainsi qu'en attestaient les devises « *España, una, grande y libre* » et « *Unidad de destino en lo universal* », fut conçu comme le préambule d'une nouvelle projection extérieure d'une Espagne exclusivement identifiée à la Castille. Le militarisme, une autre de ses principales

---

<sup>182</sup> *Op. cit.*, pp. 107-109. Juan Pablo FUSI et Jordi PALAFOX, dans *España : 1808-1996. El desafío de la modernidad*, relèvent également le soutien que l'Eglise catholique apporta aux troupes franquistes en baptisant la Guerre Civile de croisade : « *La Iglesia –duramente castigada en la represión en la zona republicana- había bendecido la guerra civil como « cruzada »* », p. 306

<sup>183</sup> Xosé MANOEL NUÑEZ SEIXAS, *Los nacionalismos en la España contemporánea... Op. cit.*, p.116-117

composantes, joua un rôle de choix dans la mise en œuvre de cette vision unitaire du pays. Au regard de tous ces éléments, Juan Pablo FUSI relève avec pertinence que :

*El nacionalismo español desarrolló una teoría nacional-militar que hacía del Ejército el símbolo y la columna vertebral de la unidad nacional; del catolicismo, la esencia de la nacionalidad; y de un Estado autoritario, fuerte, centralista y unitario, la clave de la salvación nacional. Tales ideas inspiraron los principios del régimen militar y del Estado que se establecieron tras el triunfo de la sublevación militar en la guerra civil de 1936-1939. Los Estatutos de autonomía de Cataluña y del País Vasco fueron fulminantemente derogados; Vizcaya y Guipúzcoa fueron consideradas como provincias «traidoras» y no conservaron ni siquiera el régimen de Conciertos Económicos de 1878, que subsistió en cambio en Alava y Navarra, provincias que secundaron el levantamiento. (...) Las manifestaciones más acusadamente representativas de las identidades particulares de las regiones —lengua, literatura, folclore, banderas, himnos— fueron, igualmente, prohibidas y perseguidas<sup>184</sup>.*

Dans ce processus de nationalisation de la société espagnole, FRANCO estimait que l'unité nationale devait être absolue et qu'il ne devait exister qu'une seule personnalité, l'espagnole, ne parlant qu'une seule langue, le castillan. La langue étant l'élément médullaire de l'identité nationale comme dans la plupart des nationalismes essentialistes, l'imposition d'une langue unique eut bien entendu pour but de conforter le caractère unitaire et centraliste de l'Etat. La nationalisation fragile et imparfaite de la société menée par l'Etat libéral du XIXe siècle céda ainsi la place à des politiques de renationalisation autoritaires, servies par les moyens de communication modernes tels que la radio et la télévision, et par un effort de scolarisation. Durant les premières années du régime franquiste, le système éducatif fut utilisé d'une part comme un instrument efficace de contrôle social, d'autre part, il servit d'outil permettant d'effacer définitivement les idées libérales et progressistes de la Seconde République. Le régime créa par la suite un ensemble de symboles propres au franquisme pour mieux asseoir ses bases dans l'orientation du processus de renationalisation :

*La exaltación de símbolos, con generalización de nuevas efemérides (18 de julio, 1 de abril), la erección de monumentos a « los caídos por Dios y por España » y el recuerdo en las fechadas de las iglesias y de las víctimas de la Guerra Civil*

---

<sup>184</sup> Juan Pablo FUSI, Los nacionalismos y el Estado español : el siglo XX, dans *Cuadernos de Historia Contemporánea*, 2000, n°22, pp. 41-42

*pertenecientes al bando franquista fueron un aspecto más de la política de nacionalización, culminada con el megalómano Valle de los Caídos*<sup>185</sup>.

Les années de dictature franquiste se définirent par une application énergique des politiques culturelles unitaires. Cependant, ce régime qui déniait l'existence de la pluralité linguistique et culturelle au sein du territoire espagnol ne s'interdit pas d'exploiter quelques éléments des cultures régionales pour nourrir ses représentations de l'identité nationale espagnole, en transformant de facto des composantes des identités régionales en éléments du folklore de la culture officielle<sup>186</sup> et de la promotion touristique. L'identité andalouse fit particulièrement les frais de ce processus de folklorisation dont un des buts était d'é luder les questions sociales qui revêtaient une importance capitale dans cette région : la réforme agraire, le manque d'initiatives des latifundistes et l'exode de la main d'œuvre valide vers l'Espagne industrialisée.

Les effets de la politique de renationalisation furent presque immédiats avec l'imposition de la langue castillane dans tous les domaines de la vie publique, de l'administration aux publicités en passant par les moyens de communication et l'école. Toute manifestation du sentiment identitaire différencié fut réprimée avec fermeté. Les nationalismes périphériques et les organisations démocratiques et ouvrières qui, selon FRANCO, rompaient l'unité espagnole, furent taxés d'« anti-Espagne » et poursuivis au même titre que les manifestations linguistiques et culturelles qui n'entraient pas dans le moule des éloges de la langue et la culture castillanes. Juan Pablo FUSI à ce propos atteste que:

*Los movimientos nacionalistas fueron duramente reprimidos, y muchos de sus dirigentes y militantes fueron fusilados (el líder andalucista Blas Infante, y el que fuera presidente de Cataluña Luis Companys, entre ellos). (...) Las manifestaciones más acusadamente representativas de las identidades particulares de las regiones —lengua, literatura, folclore, banderas, himnos— fueron, igualmente, prohibidas y perseguidas. Los nacionalismos catalán, vasco y gallego no tuvieron otra alternativa que el exilio o la cárcel. Los cuarenta años del régimen de Franco se definieron por la -enérgica y sistemática- aplicación de políticas culturales unitarias y asimilistas, por una total centralización administrativa y por una completa uniformización legislativa en materia de*

<sup>185</sup> Xosé Manoel NUÑEZ SEIXAS, *Los nacionalismos en la España contemporánea...* Op. cit., p.118

<sup>186</sup> Anne-Marie THIESSE, dans *La création des identités nationales*, en analysant la façon dont certains régimes de l'Europe centrale et orientale ont opéré un folklorisme d'Etat, soutient que : « l'unification n'implique pas alors une négation de la diversité, ou une tentative d'éradication, mais l'établissement d'une intégration hiérarchisante : tout ce qui est sur le territoire de l'Etat relève de la nation, et toute particularité locale est une composante de l'ensemble. (...) les grandes références identitaires sont flanquées d'une série de déclinaisons locales, secondaires, qu'elles couronnent ». Op. cit., p. 236

*Administración territorial (aunque desde la década de los años sesenta pudo apreciarse cierta tolerancia respecto a las culturas catalana, vasca y gallega)*<sup>187</sup>.

Le régime franquiste, à travers une conception uniformiste de l'identité nationale espagnole, à travers ce qu'il concevait comme les authentiques valeurs de l'« *España eterna* » et l'« *unidad de destino* », s'appliqua ainsi à reconstruire un nouvel Etat-nation radicalement unitaire et centralisé. Et, comme cela fut le cas avec les nationalistes périphériques qui avaient l'intime conviction d'éveiller les identités endormies de leurs régions respectives, FRANCO également se sentait profondément restaurateur de l'identité nationale espagnole, de la patrie Authentique de l'Espagne. Sa politique anti régionaliste à outrance se justifiait avec l'idée selon laquelle il évitait la désintégration de l'Espagne causée par les actions des leaders nationalistes périphériques, des républicains, ou des « séparatistes » de façon générale.

### **III-c-2 Répression franquiste : entre exil et clandestinité des élites andalouses**

L'Etat intégral adopté par le régime républicain semblait raisonnable et convenir à l'ensemble de la classe politique espagnole au pouvoir durant la seconde république. Mais pour le camp conservateur dont l'idéologie unitaire et espagnoliste motiva le soulèvement militaire du 18 juillet 1936, l'autonomie régionale conçue comme une désintégration politique de l'Espagne était une solution inconcevable. En outre, au regard de l'alliance des nationalismes catalan et basque avec le Front Populaire, le communisme, ainsi que leurs secteurs explicitement séparatistes ou indépendantistes, selon les autorités franquistes, la nécessité de contenir la menace de la désintégration devint doublement urgente. Si bien qu'à l'aube de la Guerre Civile, elles choisirent d'utiliser la terreur et d'éliminer sans aucune hésitation et avec une extrême violence tous ceux qui furent suspectés de séparatisme ainsi que le relèvent Carme MOLINERO et Pere YSAS :

*Desde los inicios del movimiento contra la democracia republicana en Julio de 1936, los sediciosos desencadenaron un auténtico baño de sangre que tenía por objeto la eliminación de aquellos que consideraban enemigos de España, o sencillamente la « Antiespaña ». Socialistas, comunistas, anarquistas, sindicalistas, republicanos, liberales, (...) regionalistas de españolismo dudoso, fueron las principales víctimas de la violencia de aquellos que se autocalificaban de « salvadores de la Patria »*<sup>188</sup>.

---

<sup>187</sup> Juan Pablo FUSI, *Los nacionalismos y el Estado español... Op. cit.*, p. 42

<sup>188</sup> José Maria MARIN , Carme MOLINERO , Pere YSAS, *Historia política... Op.cit.*, p. 22

Après le mécontentement causé par l'instauration de la Seconde République et son cortège de changements immédiats, la droite espagnole, antirépublicaine, uniformiste, centraliste et partisane de l'immobilisme social opta pour la stratégie de la défense de l'unité et de l'essence de la nation espagnole « *fuereen los que fuereen los medios empleados para tan perverso fin* »<sup>189</sup>. Il ne fut donc pas surprenant de voir les forces militaires engagées aux côtés du Mouvement National exercer une répression systématique dans des zones qui étaient sous son contrôle au début des affrontements, et sur tout le territoire espagnol à la fin de la Guerre. Outre l'extermination physique des « ennemis de l'Espagne », le groupe franquiste, victorieux de la Guerre Civile, condamna également avec fermeté toute manifestation du système autonome établi durant la Seconde République :

*ya en junio de 1937 firma un Decreto derogando el Estatuto vasco y los regímenes privilegiados de conciertos económicos de Guipúzcoa y Vizcaya, considerados como « elementos exóticos que interesa eliminar » en ambas « provincias traidoras », aunque mantienen en las « leales » Álava y Navarra, vivero esta última de los tradicionalistas de ideología carlista. En abril de 1938 es derogado el Estatuto catalán, al que se juzga privado de validez jurídica desde el mismo día del « Alzamiento »*<sup>190</sup>.

Les mesures prises en tout premier lieu contre le Pays basque furent motivées par le caractère clairement séparatiste de son gouvernement autonome. En effet, conformément aux dispositions prises durant la Seconde République, la décentralisation du pouvoir qui s'effectua à travers l'approbation du Statut d'Autonomie basque permit à cette Communauté de jouir d'un organe exécutif et d'un organe législatif. Même si, soulignons-le, dans la pratique et durant la Guerre Civile, le gouvernement basque de coalition entre le PNV et le Front Populaire formé le 7 octobre 1936 outrepassa démesurément ses droits<sup>191</sup>. La Catalogne quant à elle connut une répression culturelle d'une rare intensité. Mais ses élites, aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur, menèrent une lutte pour la survie de leur identité et pour en maintenir le caractère distinctif face à la politique d'homogénéisation imposée par les autorités franquistes.

---

<sup>189</sup> *Ibidem*

<sup>190</sup> Luis GONZÁLEZ ANTON, *España y las Españas*, Madrid, Alianza, 1997, pp. 606-607

<sup>191</sup> Luis GONZÁLEZ ANTON relève que « *Durante apenas nueve meses, el Gobierno de Aguirre erjirió plenos poderes y se dotó de los atributos propios de un Estado soberano : así, entabló relaciones internacionales a través de sus delegaciones en el extranjero, sobre todo en Francia y Gran Betaña ; creó el ejército regular de Euskadi, cuyo mando político ostentaba el consejero de Defensa (Aguirre llegó a asumir incluso el mando militar en mayo de 1937) ; acuñó moneda, expidió pasaportes, reorganizó la justicia, nombró el Tribunal Popular de Euskadi, concedió indultos, etc. Algunas Consejerías, como la de Defensa o la de Justicia y Cultura, actuaron como verdaderos Ministerios, y en tan poco tipo, se configuró una extensa administración de carácter estatal con organismos de todo tipo* », *Idem*, p. 153

Dans cette Espagne en pleine crise, il faut souligner que les troupes de FRANCO exterminèrent aussi les ‘‘séparatistes’’ dans d’autres régions de l’Etat. Tel fut par exemple le cas en Andalousie où le Mouvement National, dès l’instant où il occupa une ville ou un village, se mit à massacrer des civils dont les corps qui ne trouvaient plus de place dans des cimetières jonchaient les rues<sup>192</sup>. Dans ces villes dont l’occupation fut singulièrement rapide après le soulèvement du 18 juillet 1936 comm que le soulignent Julian CASANOVA, Francisco ESPINOSA, Conxita MIR et Francisco MORENO GOMEZ<sup>193</sup>, les partisans andalous du Front Populaire<sup>194</sup>, qu’ils fussent nationalistes, républicains, anarchistes, communistes, socialistes ou simples adhérents à des partis politiques ou à des syndicats, se virent soumis à une répression qui les obligea soit à vivre dans la clandestinité, soit à s’exiler. Contrairement au Pays basque où les nationalistes radicaux ripostèrent par des attaques armées, et à la Catalogne où l’imprégnation et la consolidation de la langue et de la culture à tous les niveaux des différentes institutions et des différentes classes sociales regroupa les Catalans autour d’une lutte démocratique contre les attaques du système franquiste, l’enracinement de la conscience nationaliste en Andalousie ne fut pas profond au point d’unir les élites et la population autour d’un seul noyau afin de mieux lutter contre le franquisme. En outre, au début de la Guerre Civile, cette région n’était pas profranquiste et ne constituait pas une des bases arrières du Mouvement National. A cela s’ajoute l’écrasante victoire du Front Populaire dans toutes les provinces de l’Andalousie - exceptée Malaga - lors des élections de 1936<sup>195</sup>. Les troupes franquistes avaient, on le voit, de bonnes raisons de considérer cette région comme une zone hostile au sein de laquelle il fallait, comme cela fut le cas au Pays basque et en Catalogne, semer la terreur afin de soumettre la population et d’imposer le nouvel ordre politique ainsi que la nouvelle vision nationale de l’Espagne.

La répression, véritable instrument de diffusion de terreur, fut implacable, mais d’inégale intensité selon les provinces et selon le type d’activités concerné. Elle fut en effet exercée sur l’ensemble des vaincus, et surtout sur les organisations politiques et syndicales. Souvenons-nous que ces dernières défendaient un système politique et économique reformiste qui constituait une solution pour l’amélioration des conditions de vie et de travail des classes ouvrières et renforçait

---

<sup>192</sup> Julián CASANOVA, Francisco ESPINOSA, Conxita MIR, Francisco MORENO GÓMEZ, *Morir, matar, sobrevivir... Op.cit.*, p.64

<sup>193</sup> *Ibidem.*

<sup>194</sup> Il convient de rappeler que le Front Populaire fut une coalition électorale créée par les principaux partis de la gauche espagnole afin de gagner les dernières élections organisées en 1936 durant la II République. Et, la Galice ainsi que l’Andalousie furent des régions où les opinions de ces partis politiques et du syndicalisme étaient partagées par la quasi-totalité de la population, et plus précisément par les campagnards et les journaliers dépourvus de terre. Ceux-là même qui, durant la II République, réaffirmèrent le pouvoir de leur capacité revendicative.

<sup>195</sup> Diego CARO CANCELA, dans *Elecciones, conflictos y violencia política en la Andalucía del Frente Popular*, fait une analyse de la victoire du Front Populaire en Andalousie, malgré tous les obstacles posés par les conservateurs et la violence qu’ils exercèrent sur la population durant les élections de février 1936, [<http://revistas.uca.es/index.php/trocadero/article/viewFile/680/555>], (page consultée le 19 novembre 2012)



leur capacité revendicative. Ce système était également caractérisé par une culture et par un langage politiques qui représentaient une véritable menace pour l'hégémonie de la tradition catholique et l'espagnolisme centraliste conservateur. A l'instar des mesures prises dans les autres régions, en Andalousie, tous les livres promouvant une culture alternative à celle du nouvel Etat furent censurés et toute activité politique et culturelle autre que celle promue par les FETJONS fut interdite. Dans cette région, étant donné que la majeure partie des ouvriers se trouvait à la campagne, les représailles furent par conséquent particulièrement intenses et dévastatrices dans ces zones où les opinions des organisations politiques de gauche et du syndicalisme étaient partagées par la très grande majorité de la population. Francisco RUIZ ACEVEDO en souligne la barbarie :

*En Andalucía no hubo una guerra, no había un frente definido, sino un genocidio con todas las de la ley conforme las tropas franquistas iban ocupando los pueblos. No hay familia que no tenga a una víctima de Franco; unos en fosas comunes, otros en las tapias de los cementerios, otros en caminos, veredas, cárceles y donde fuese. Andalucía, quedó sumida en la desesperación de la barbarie, toda ella, y especialmente los pueblos, en algunos hasta el 60% de la población<sup>196</sup>.*

Cette répression qui sema la désolation en Andalousie fut organisée à partir d'une structure bien définie<sup>197</sup>. Une estimation du nombre de victimes causée par la violence franquiste dans la région andalouse de 1936 à 1951 est donnée par Francisco COBO ROMERO dans le tableau suivant :

---

<sup>196</sup> Francisco RUIZ ACEVEDO, La represión franquista en Andalucía, dans *Memòria antifranquista del Baix Llobregat*, 2011, n°11, p.6. Dans cet article, il montre non seulement les mécanismes de la repression franquiste et leurs conséquences en Espagne en général et en Andalousie en particulier, mais également la disparition tout au long du régime des archives militaires et policières, ainsi que leur difficile accessibilité et leur tardive mise à la disposition des chercheurs. Selon ACEVEDO, « *No son solamente miles de cadáveres los que continúan en fosas comunes e innominadas, también los papeles que documentaron esos crímenes están en lugar desconocido* », p.5

<sup>197</sup> José Maria GARCIA MARQUEZ, Andalucía : otra tierra, otra guerra. Los mecanismos de La represión, dans *Memòria antifranquista del Baix Llobregat*, 2011, n°11, p.5

Tableau 1 : <i>Víctimas de la represión franquista (guerra y posguerra), Andalucía (1936-1951)</i>	
<i>Almería</i>	375
<i>Cádiz</i>	3071
<i>Córdoba</i>	9579
<i>Granada</i>	8500
<i>Huelva</i>	6019
<i>Jaén</i>	3040
<i>Málaga</i>	7000
<i>Sevilla</i>	12509
<i>Total</i>	50093

Source : F. ESPINOSA MAESTRE, (2009) ; J. M. GARCIA MARQUEZ, (2005)<sup>198</sup>

Sans pour autant prendre en compte les exécutions perpétrées tous les jours et celles qui ne furent pas enregistrées dans des archives, ou encore des crimes dont les victimes ne se trouvaient pas dans des fosses communes, les chiffres de ce tableau évoquent l'horreur, la folie meurtrière, la conception des civils comme de simples objets primaires, l'extermination des groupes politiques ou de la population apolitique et non combattante et l'expulsion de l'ennemi réel, potentiel, imaginaire ou imaginé qui caractérisèrent la Guerre Civile et le régime franquiste de 1936 à 1951 en Andalousie de façon générale. Cette exécution d'environ 50093 hommes, femmes et enfants rappelle la période noire des Andalous qui avaient vécu cette tragédie et qui avaient été marqués à jamais dans leur âme et dans leur chair par le souvenir de ces années qui souillent à jamais l'Histoire de leur région. Séville, avec trente trois fois plus de morts qu'en Almería, quatre fois plus qu'à Cadix et à Jaén, et presque deux fois supérieurs à ceux de Huelva et Malaga, était certainement plus peuplée que les autres et constituait sans nul doute le centre névralgique de l'activité politique et syndicale de l'Andalousie avant le soulèvement du 18 juillet 1936.

En considérant que les idées politiques progressistes et la question régionale furent les principales causes de cette guerre, que le groupe franquiste qualifiait les leaders régionalistes d'« Anti-Espagne », Blas INFANTE, leader incontestable de l'andalousisme, fut l'une des premières figures politiques dont il fallait se débarrasser<sup>199</sup>. Pourchassé, il fut finalement assassiné le 10 août 1936 par l'armée de FRANCO. Etant l'un des principaux acteurs du nationalisme andalou, non seulement son assassinat affecta la conscience nationale andalouse déjà faiblement implantée et

<sup>198</sup> Francisco COBO ROMERO, *La represión franquista en Andalucía*, Sevilla, Centro de Estudios Andaluces, 2012, p. 89

<sup>199</sup> Juan Pablo FUSI, *Los nacionalismos y el Estado español... op.cit.*, p.42

consolidée au niveau régional, mais aussi constitua l'effondrement du travail fourni par la *Junta Liberalista* en vue d'obtenir un Statut d'Autonomie à même de résoudre la situation de dépendance de l'Andalousie au sein de l'Espagne. Situation que le régime franquiste s'appliqua à maintenir avec sa politique de développement jusqu'à la mort du caudillo en 1975.

### **III-c-3 Politique de développement du régime franquiste : entre structuralisme et déséquilibre régionaux**

Jusqu'aux années cinquante, avant que les querelles entre militaires, catholiques, monarchistes et phalangistes, ainsi que les soulèvements sociaux ne commencent à véritablement déstabiliser le système, l'impossibilité de toute existence légale du mécontentement politique, culturel ou social, et l'inexistence d'une alternance au pouvoir, donnèrent l'impression que le franquisme était un régime stable. Cependant, une fois dépassée cette période, le système franquiste ne pouvait plus asseoir sa légitimité seulement sur la simple répression et sur la violence politique exercées sur les "séparatistes rouges", les "agents désintégrateurs de l'Espagne". Il devait également assumer les conséquences économiques d'une politique qui, orientée exclusivement vers le développement industriel de Madrid, de la Catalogne et du Pays basque, ignorait l'Espagne du Sud, accentuait les déséquilibres régionaux<sup>200</sup>, et occasionna par conséquent la dépendance économique<sup>201</sup> de cette partie du pays.

Avant d'analyser les facteurs déterminants qui donnèrent l'impression que l'Espagne, de façon globale, enrégistrait un développement économique, il convient d'abord de souligner la politique économique et sociale du régime franquiste durant les années quarante était conditionnée par un ensemble d'éléments somme toute contradictoires. En effet, d'une part elle devait se combiner avec le projet national-syndicaliste<sup>202</sup> dont les intérêts étaient incontestablement bourgeois. D'autre part, elle devait faire face aux conséquences de la Guerre Civile et de l'embargo imposé par la communauté internationale, suite à l'appui logistique qu'apportèrent l'Allemagne et

---

<sup>200</sup> Luis GONZALEZ ANTON, *España y las Españas... Op. cit.*, p.616

<sup>201</sup> Sur la situation de dépendance économique de l'Andalousie configurée par le régime franquiste, une étude a été réalisée par Juan CUADRADO et Enrique TORRES BERNIER dans *La economía andaluza*, dans *Papeles de Economía Española*, 1980, n° 5, pp. 266-303. Dans la même optique, Manuel DELGADO CABEZA, *Dependencia y marginación de la economía andaluza*, Córdoba, Monte de Piedad y Caja de Ahorros de Córdoba, 1981, 259 p. et Juan PLAZA PRIETO, *Cambios estructurales en la economía andaluza*, Sevilla, Instituto de Desarrollo Regional, Universidad de Sevilla, 1984, 430 p. ont approfondi des analyses sur la situation économique désavantageuse de l'Andalousie dans le cadre national durant la dictature franquiste.

<sup>202</sup> D'inspiration fasciste, le national-syndicalisme, encore appelé phalangisme, est une théorie économique et politique créée en Espagne en 1931. De caractère antiparlementaire, monopartiste et anticapitaliste, il défend un ultra nationalisme et promeut le corporatisme fondé sur un Etat totalitaire à travers un syndicat unique au sein duquel se trouveraient des entrepreneurs et des employés au service de la nation.

l'Italie à l'armée nationaliste de FRANCO pendant cette Guerre Civile et à l'ascenseur que le dictateur renvoya à ces puissances de l'Axe durant la Seconde Guerre Mondiale.

Souvenons-nous qu'au sortir de la Guerre Civile, l'Espagne était détruite, affamée, en manque de force de travail dans les industries et dépourvue de tout capital humain. Devant cette situation, l'impératif urgent était de reconstruire et développer le pays par le biais d'un programme économique nationaliste qui avait pour but d'atteindre autant le développement national que l'autosuffisance économique. Ce modèle économique choisi au lendemain de la Guerre Civile prétendait réserver le marché intérieur à la production nationale en le protégeant de toute concurrence extérieure. Pour ce faire, l'interventionnisme étatique à outrance dans la vie économique du pays se cristallisa alors sous forme de décret-loi de septembre 1939 d'après lequel tout investissement industriel devait être soumis à un régime d'autorisation préalable. Tout le réseau des services était géré par l'Etat : la nationalisation des chemins de fer et des transports routiers fut immédiate à partir de la *Ley de base de ordenación ferroviaria y de los transportes por carreteras* du 24 janvier 1941.

Mais si pendant la Deuxième Guerre Mondiale l'organisation économique autarcique de l'Espagne franquiste semblait s'emboîter facilement dans le nouvel ordre européen régi par HILTER, à partir de la victoire des Alliés, l'Espagne rentra en désaccord radical avec le nouveau climat politique international : les Accords de Bretton Woods en 1944<sup>203</sup> et le Plan Marshall en 1947<sup>204</sup> dessinèrent un nouveau cadre économique international, axé sur le capitalisme et sur l'économie de marché, duquel l'Espagne fut exclue à cause de son régime politique.

Contraint à vivre en autarcie, la politique économique de l'Espagne franquiste visant à assurer son indépendance se solda par un échec fracassant :

*En primer lugar impidió la recuperación de las principales magnitudes económicas anteriores a la Guerra Civil –producción, renta, salarios-. El colapso del comercio exterior, provocado por unas inviables pretenciones autárquicas que derivaron en una política ultraproteccionista, contribuyó de manera decisiva a la depresión económica de los años cuarenta, al restringir importaciones indispensables para muchas producciones industriales, especialmente las de*

---

<sup>203</sup> Les Accords de Bretton Woods créant la Banque Mondiale, le FMI (Fond Monétaire International) et la BIRD (Banque Internationale pour la reconstruction et le développement) esquisaient un système monétaire international et facilitaient la reconstruction de l'Europe occidentale.

<sup>204</sup> Le 5 juin 1947, à Harvard, le général MARSHALL, secrétaire d'État américain, prononça le discours lançant le plan portant son nom : son but était la reconstruction de l'Europe ravagée par la guerre, par le biais d'une aide financière américaine, afin d'endiguer le Communisme.

*bienes de consumo, consideradas por los dirigentes franquistas de poco « interés nacional », y agrícolas, entre las que sobresalen por sus efectos sobre la productividad de las de fertilizantes<sup>205</sup>.*

Devant de tels résultats, le niveau de vie de la majeure partie de la population se détériora davantage. Ce fut l'effondrement du niveau de consommation et la dépression économique. Dans le cas spécifique de l'Andalousie, le système économique mis en pratique durant la première période du franquisme non seulement retarda l'adaptation de l'agriculture aux exigences du marché national et international des matières premières et des aliments, mais il fut également responsable de l'enlisement et de la régression enregistrés dans le secteur primaire jusqu'à la fin des années cinquante. Francisco COBO ROMERO peint ce sombre tableau que reflétait la réalité socioéconomique de l'Andalousie :

*El fracaso rotundo del aislacionismo económico llevado a cabo por el régimen durante la década de los cuarenta, y el reglamentismo asfixiante que imperó sobre el mercado de los principales productos agrícolas —cereales y leguminosas, aceite de oliva, vino, etc.—, ocasionaron una reducción acusada de los niveles de rentabilidad de la mayoría de las explotaciones agrarias, estrechamente vinculada a la caída generalizada que experimentaron los rendimientos de sus cultivos primordiales<sup>206</sup>.*

Les effets dévastateurs de la politique agraire franquiste des années quarante et ses conséquences durant les années cinquante maintinrent en Andalousie un système agricole traditionnel et un faible niveau de rendement et de productivité qui, au bout du compte, consolidèrent la domination des latifundistes sur les journaliers. Cela entraîna indubitablement de drastiques baisses de salaire et d'insupportables conditions de vie pour les paysans, les journaliers, et les salariés agricoles. Face à l'absence de politiques d'emplois alternatifs dans le rachitique secteur industriel en mal de modernisation, la main d'œuvre valide de l'Andalousie n'eut d'autres solutions que le recours massif à l'émigration vers des régions ou des villes qui enregistraient un meilleur développement industriel telles Madrid, la Catalogne, le Pays basque, Valladolid, Saragosse, Vigo<sup>207</sup> ou vers l'étranger. Il faut souligner que les caractéristiques socioéconomiques qui assombrirent le tableau de l'Andalousie ne furent pas singulières à cette région, elles étaient bien entendues enregistrées dans la quasi-totalité des régions du sud de l'Espagne<sup>208</sup>. Devant cette

---

<sup>205</sup> Julia SANTOS, « Política y sociedad », dans Julia SANTOS et al. *La España del siglo XX, Op. cit.*, p. 81

<sup>206</sup> Francisco COBO ROMERO, *Hambre, desempleo y emigración. Las consecuencias sociales de la política agraria autárquica en Andalucía oriental*, dans *Revista Hispania*, 2004, n°218, p. 1081

<sup>207</sup> Juan Pablo FUSI, Jordi PALAFOX, *España : 1808-1996... Op. cit.*, p. 311

<sup>208</sup> *Idem*, p. 310

politique économique du régime franquiste, Juan Pablo FUSI et Jordi PALAFOX concluent qu'en 1960, l'Espagne avait un retard économique d'une dizaine d'années par rapport à l'Italie et était l'un des pays les moins développés de l'Europe occidentale<sup>209</sup>.

La détérioration de la situation économique de l'Espagne poussa les autorités franquistes, en 1957, à prendre un ensemble de mesures visant à réduire le déséquilibre de la balance commerciale et à contrôler l'inflation :

*Se suprimió el sistema de cambios múltiples, vigente desde 1948, y se estableció en abril de 1957 un cambio único de 42 pesetas por dólar (...) Para contener la inflación y reducir el déficit público el gobierno congeló los salarios, en el mes de julio tomó medidas monetarias para frenar la circulación de dinero, y en diciembre aprobó una reforma tributaria que consiguió aumentar los ingresos públicos<sup>210</sup>.*

Ces mesures furent indispensables pour l'adhésion de l'Espagne à l'Organisation Européenne de Coopération Economique (OECE) en janvier 1958, au Fond Monétaire International (FMI) et à la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement (BIRD) en juillet de la même année. Après avoir négocié avec ces organismes internationaux en 1959, l'Espagne franquiste reçut une aide financière pour mettre à exécution le Plan de Stabilisation économique de l'Espagne. Ce Plan constituait à appliquer huit mesures visant à sortir l'économie espagnole de son enlisement: convertibilité de la peseta, suppression du contrôle des prix, élimination de la majeure partie des taxes douanières, ouverture aux investissements étrangers, ajustement des taux d'intérêts sur la préférence temporelle, gel des salaires, blocage des dépenses publiques et impossibilité faite au gouvernement de s'endetter auprès de la Banque Centrale d'Espagne<sup>211</sup>. Dès cet instant, le développement économique se transforma en axe fondamental du discours franquiste qui, pour y arriver, opta pour la création de pôles de développement à travers le territoire. Harry William RICHARDSON, spécialiste d'Economie urbaine et d'Economie régionale, définit ces pôles qui, non seulement devaient stimuler la croissance, mais aussi niveler le développement régional, comme un

---

<sup>209</sup> *Ibidem*

<sup>210</sup> Carme MOLINERO et Pere YSÁS, « La dictadura de Franco, 1939-1975 », dans José María MARÍN et al. *Historia política 1939-2000... Op.cit.*, p. 126

<sup>211</sup> Decreto-Ley 10/1959 de 21 de julio, de ordenación económica, dans *Boletín Oficial del Estado*, 22 julio 1959, p.174, [<http://www.boe.es/datos/pdfs/BOE/1959/174/A10005-10007.pdf>], (page consultée le 18 novembre 2012)

ensemble d'industries interdépendantes construites autour d'une industrie leader capable de générer une croissance dynamique de l'économie<sup>212</sup>.

Grâce à l'application de ce Plan de Stabilisation de 1959, l'Espagne commença à enregistrer une croissance économique et un véritable développement industriel durant les années soixante. José Luis GARCIA DELGADO et Juan Carlos JIMENEZ ajoutent qu'à côté de ce Plan de Stabilisation, quatre sont les facteurs de production qui contribuèrent à cette amélioration de la situation économique de l'Espagne:

*Primero, los bajos precios de las materias primas, en general, y de los productos energéticos en particular (...). En segundo lugar, la mayor disponibilidad de nuevas fuentes de financiación exterior (...). Tercero, la fácil adquisición, en un mercado internacional expansivo, de la tecnología y de los productos necesarios para secundar los cambios que el propio crecimiento va imponiendo en los patrones prevalecientes de la demanda. En cuarto término, las abundantes disponibilidades de mano de obra<sup>213</sup>.*

Le Plan de Stabilisation, grâce à l'ouverture du marché, à l'apport des capitaux extérieurs, à l'amplification et à la diversification du marché national aussi bien au niveau des biens de consommation qu'au niveau des services publics, permit ainsi une croissance spectaculaire de l'économie espagnole. Juan Pablo FUSI et Jordi PALAFOX soulignent que de 1960 à 1973, le taux de croissance industriel du pays augmenta d'environ 10%<sup>214</sup>. Dans la même optique, José Luis ALONSO SANTOS affirme que :

*Fue un periodo de altas tasas de crecimiento del producto interior, con tasa anual media del 7.6% entre 1960 y 1973, según los estudios del B.B.<sup>215</sup> La estructura del PIB refleja la intensidad de los cambios. Entre 1955 y 1975 el sector primario pasa de aportar el 20.49% al 9.70%; la industria (con construcción) pasa de 37.96% a 39.12% y los servicios suben desde 41.55% hasta 51.16%. Intenso*

---

<sup>212</sup> Harry William RICHARDSON, *Economía regional y urbana*, Madrid, Alianza Editorial, pp. 127-128, cite par María Ángeles SÁNCHEZ DOMÍNGUEZ, *Una visión crítica del desarrollo de Huelva*, disponible sur [<http://www.um.es/ixcongresoaehe/pdfB7/una%20vision.pdf>], (page consultée le 09 décembre 2012)

<sup>213</sup> José Luis GARCÍA DELGADO et Juan Carlos JIMÉNEZ, « La época del franquismo. Del estancamiento al desarrollo. », dans Julia SANTOS, et al. *La España del siglo XX*, Op. cit., pp. 452-453

<sup>214</sup> Juan Pablo FUSI, Jordi PALAFOX, *España : 1808-1996... Op. cit.*, p. 311

<sup>215</sup> Banco de Bilbao

*cambio estructural que ha llevado al país a tener una economía industrial y una sociedad urbana en menos de dos décadas*<sup>216</sup>.

Cette période durant laquelle s'affirma en Espagne une croissance économique basée sur un dynamisme industriel et une modernisation urbaine eut malheureusement un revers. En effet, s'il est vrai le Plan de Stabilisation fut un facteur qui déclencha des transformations socioéconomiques en Espagne et que, grâce à lui, le régime franquiste mit fin à son isolement économique en acceptant de se soumettre aux règles des organismes financiers internationaux, il n'en demeure pas moins vrai qu'il déclencha et accéléra également des déséquilibres entre la Catalogne, le Pays basque et Madrid, régions qui bénéficièrent principalement de ses mesures, et le reste du pays. En outre, Nicolas ENCARNA et Luis GONZALEZ ANTON soutiennent qu'en dehors de la prise de conscience des effets pervers de cette politique économique, le système financier du régime franquiste « *extrae ahorros de unas regiones para trasvasarlos a otras de mayor rentabilidad*<sup>217</sup> ».

Soulignons au passage que Madrid n'était pas une région aussi industrialisée que la Catalogne et au Pays basque avant l'arrivée de FRANCO au pouvoir. En effet, souvenons-nous que depuis l'émergence des nationalismes périphériques à la fin du XIXe siècle, la Catalogne et le Pays basque constituaient des centres de développement grâce aux actions de leur bourgeoisie industrielle respective qui non seulement était innovatrice, luttait pour leurs identités particulières et pour la modernisation de leurs régions respectives, mais également refusait de se soumettre au gouvernement central. Constaté alors un niveau d'industrialisation, de modernisation et de développement supérieur de ces régions par rapport au reste du pays lors de l'avènement du franquisme ne fut pas surprenant. En revanche, la conversion de Madrid en centre stratégique pour le développement était due à des raisons beaucoup plus politiques et financières qu'à l'action menée par ses élites comme cela fut le cas en Catalogne et au Pays basque. En qualité de capitale de l'Espagne, et en raison du système fondamentalement centraliste et conservateur du franquisme, les hauts dirigeants franquistes s'installèrent donc à Madrid au sortir de la guerre Civile afin de faire de cette région un contrepoids face à la modernisation et au développement de la Catalogne et du Pays basque, régions industrielles au sein desquelles les idéologies nationalistes et républicaines étaient partagées par une très grande majorité de la population. Ce fut dans ce contexte qu'en dehors de la Catalogne et du Pays basque, Madrid devint une autre région dans laquelle s'intensifièrent le développement économique, l'industrialisation et la modernisation.

---

<sup>216</sup> José Luis ALONSO SANTOS, Las políticas de industrialización y su impacto en el desarrollo de las regiones en España, dans *Investigaciones Geográficas, Boletín del Instituto de Geografía*, 2000, n°42, p. 118

<sup>217</sup> Encarna MARIN NICOLAS, El franquismo, dans TXII de *Historia de España Planeta*, Barcelona, 1991 cité par Luis González Antón, *España y las Españas... Op. cit.*, p.616



Alors, de 1955 à 1975, le Plan de Stabilisation alimenta un courant migratoire vers cette Espagne industrialisée et causa dans cette partie du pays, la concentration de plus de la moitié de la richesse nationale et pratiquement la moitié de la population totale de l'Espagne:

*En efecto, las nacionalidades vasca y catalana junto a Madrid y la Comunidad Valenciana, conforman los polos naturales de industrialización del país. Representan en 1955 sólo el 15% del territorio nacional pero reúnen 32.09% de la población española, 47.08% del PIB y 56.83% del PIB industrial. Para 1975, las tres variables habían aumentado. La población residente pasó a 44.54% del total nacional, el PIB fue 53.40% y el PIB industrial alcanza 60.92%*<sup>218</sup>.

Conformément aux affirmations de Nicolas ENCARNA, de Luis GONZALEZ ANTON, et de Encarna MARIN NICOLAS, les pôles de développement n'avaient pas pour but de promouvoir la croissance dans des régions ou des capitales qui enregistraient de graves problèmes de développement, mais dynamisaient plutôt la croissance dans celles dont les industries étaient relativement importantes, celles dont la bourgeoisie commerciale s'était consolidée au fil du temps et restait en contact avec les marchés extérieurs, ou celles dont la base industrielle offrait de réelles potentialités d'expansion. Ces régions étaient en général pourvues de bonnes infrastructures et étaient situées aux alentours de grandes voies de communication et des axes de développement industriel. En somme, pour reprendre les propos de José Luis ALONSO SANTOS, de 1955 à 1975, la politique économique franquiste polarisa le pays en intensifiant l'industrialisation au nord tout en laissant le secteur primaire, qui caractérisait le sud, se détériorer.

Plusieurs analyses insistent en effet sur la participation de cette politique capitaliste dans l'enlèvement et la dépendance économique des régions pauvres du sud dont l'Andalousie. Le Professeur d'Economie Appliquée et Docteur Honoris Causa Juan Ramon CUADRADO ROURA et le Professeur de Politique Economique Enrique TORRES BERNIER, dans leur analyse consacrée à l'économie andalouse durant les années soixante-dix<sup>219</sup>, montrent comment le Plan de Stabilisation avait mis en berne le drapeau de l'économie andalouse déjà en pleine commiseration bien avant la Guerre Civile. Dans cette optique s'inscrivent également les études de Manuel DELGADO CABEZA<sup>220</sup>, d'Alfonso COMIN<sup>221</sup>, de Nicolas SALAS<sup>222</sup>, ainsi que celles d'Estrella GUALDA

---

<sup>218</sup> José Luis ALONSO SANTOS, *Las políticas de industrialización y su impacto en el desarrollo de las regiones en España...Op. cit.* p. 119

<sup>219</sup> Juan Ramon CUADRADO ROURA, Enrique TORRES BERNIER, « La economía andaluza », dans *Papeles de Economía Española*, 1980, n°5, pp. 266-303

<sup>220</sup> Manuel DELGADO CABEZA, *Dependencia y marginación de la economía andaluza*, Monte de Piedad y Caja de Ahorro de Córdoba, 1981, 259 p.

<sup>221</sup> Alfonso COMIN, *España del Sur. Aspectos económicos y sociales del desarrollo industrial de Andalucía*, Madrid, Tecnos, 1965, 583 p.

CABALLERO<sup>223</sup>, pour ne citer que celles-ci. Ces études s'accordent sur le constat selon lequel les actions du secteur public dans le financement économique de l'Andalousie furent les principales causes de cet enlèvement économique. Car, pour atténuer les déséquilibres régionaux et favoriser l'amélioration du niveau de vie des régions les moins avancées, il était indispensable que les autorités coordonnent et orientent le plan d'industrialisation en créant dans un premier lieu des infrastructures de transport, ensuite en attirant des investisseurs étrangers, enfin, en veillant sur la planification des facteurs qui devaient se développer conjointement avec la croissance économique, c'est-à-dire l'éducation, la formation professionnelle et les services, etc<sup>224</sup>.

L'influence de la création des infrastructures sur la croissance d'une région ou d'un pays est sans équivoque. Elles constituent la base de l'activité socioéconomique dans la mesure où elles conditionnent la potentialité productive des différentes industries d'une ville, d'une province, ou d'une région du territoire, ainsi que la localisation géographique des facteurs de production. Elles exercent en outre un effet significatif sur le développement des services publics en général. La dotation d'une région en infrastructures a donc une influence déterminante sur les possibilités de croissance de son économie et, une région qui en est dépourvue est condamnée au sous-développement.

L'intervention de l'Etat était donc indispensable pour la réalisation effective du plan de Stabilisation en Andalousie. Mais, comme le souligne Juan Ramon CUADRADO ROURA, la politique du gouvernement dans la création des pôles de développement manquait totalement de cohérence dans cette région :

*Sectorialmente las diversas empresas en que participa el INI no parecen conectadas entre sí ; su creación y constitución ha obedecido siempre a motivos claramente diversos (autarquía, estrategia militar, necesidades sectoriales...), en no pocos casos sin un buen planteamiento económico previo (Intelhorce). Regionalmente, tampoco hay índice alguno de que hubiera existido algún plan previo de acción regional en Andalucía ni de conexión entre las actividades del INI y las actuaciones de la Administración a nivel regional en Andalucía*<sup>225</sup>.

---

<sup>222</sup> Nicolas SALAS, *Andalucía los 7 círculos visioscos del desarrollo*, Barcelona, Planeta, 1972, 236 p.

<sup>223</sup> Estrella GUALDA CABALLERO, *La realidad social andaluza*. Estructura y cambio social (1981-1991), dans *Estudios Sociales ElIntervención Social*, 1998, pp.145-168

<sup>224</sup> Paul Narcyz ROSENSTEIN-RODAN, Problems of industrialization of Eastern and South-Eastern Europe, dans *The Economic Journal*, Vol. 53, 1943, pp.202-211, cité par María Ángeles SÁNCHEZ DOMINGUEZ, Fundamentos teóricos de la política económica regional en España, dans *Anales de estudios económicos y empresariales*, 2002, n°15, pp. 221-222

<sup>225</sup> Juan Ramón CUADRADO ROURA, El INI y el desarrollo regional: consideraciones a partir del caso andaluz", dans *Libre Empresa*, 1977, n° 1, marzo-abril, pp. 117-136, pp. 126-128, cité par Teresa María ORTEGA LÓPEZ, *Política económica*,

Ce manque de coordination du plan de développement en Andalousie eut un effet immédiat sur l'aggravation des déséquilibres non seulement par rapport à la Catalogne, au Pays basque, et à Madrid, mais également au sein même de l'Andalousie. En effet, les investissements de l'*Instituto Nacional de Industria* n'étaient orientés que vers Huelva, Séville et Cadix<sup>226</sup>. Il est nécessaire de relever qu'en dehors de Huelva, plusieurs analyses s'accordent à montrer que ce fut l'Andalousie occidentale qui bénéficia principalement des investissements de l'INI. De ces dernières, citons entre autres *Instrumentación de la política económica regional en Andalucía, 1946-2000. Fundamentos teóricos y evidencia empírica*<sup>227</sup>, *Una visión crítica del desarrollo de Huelva*<sup>228</sup>, «La industrialización de las regiones españolas durante la primera y la segunda revolución tecnológica. Andalucía, Cataluña y País vasco, 1830-1975»<sup>229</sup>, et *Política económica, capital y cambio estructural en Andalucía. El caso de la provincia de Granada, 1936-1982*.

Ces analyses certifient qu'en Andalousie, région qui compte huit provinces et qui enregistrait un retard industriel par rapport à la moyenne nationale, la création des pôles de développement ne favorisa pas un développement harmonieux et ne dynamisa pas non plus l'économie de ses provinces au-delà de leurs capitales respectives comme cela fut le cas au nord du pays. Dès les années soixante, l'activité économique, concentrée à Huelva, à Séville et à Cadix et encouragée par les gouvernements franquistes, transforma par conséquent les autres provinces en zones subsidiaires faiblement productives. Outre l'aggravation de la dépendance économique extérieure que causa la planification territoriale et sectorielle de cette politique, l'écart entre le revenu agricole et celui des autres secteurs se creusait de plus en plus et accéléra les mouvements migratoires de la main d'œuvre valide à la recherche de meilleures conditions de vie vers les zones de croissance. La Banque de Bilbao synthétise dans le tableau suivant les différentes activités économiques développées en Andalousie et leur participation dans la croissance économique espagnole de 1960 à 1973 :

---

*capital y cambio estructural en Andalucía. El caso de la provincia de Granada, 1936-1982*, p. 62, disponible sur [<http://libro.ugr.es/bitstream/10481/4423/6/06-CAPI2.pdf>], (page consultée le 10 décembre 2012)

<sup>226</sup>

<sup>227</sup> María Angeles SANCHEZ DOMINGUEZ, *Instrumentación de la política económica regional en Andalucía, 1946-2000. Fundamentos teóricos y evidencia empírica*, Granada, Universidad de Granada, 2001, 372 p.

<sup>228</sup> María Ángeles SÁNCHEZ DOMINGUEZ, *Una visión crítica del desarrollo de Huelva*, disponible sur [<http://www.um.es/ixcongresoaehe/pdfB7/una%20vision.pdf>]

<sup>229</sup> Antonio PAREJO BARRANCO, « La industrialización de las regiones españolas durante la primera y la segunda revolución tecnológica. Andalucía, Cataluña y País vasco, 1830-1975 », dans *Revista de Historia Económica*, 2004, n°3, pp.669-706,

<i>Tableau 2 : Participación de los distintos sectores de actividad de Andalucía en el total español, 1960 y 1973 (por 100 del valor añadido)</i>		
<i>Sectores de Actividades</i>	<i>1960</i>	<i>1973</i>
<i>Pesca</i>	<i>29,5</i>	<i>31,6</i>
<i>Alimentarias</i>	<i>24,2</i>	<i>19,9</i>
<i>Agricultura</i>	<i>18,8</i>	<i>19,8</i>
<i>Minería</i>	<i>17,8</i>	<i>20,0</i>
<i>Servicios Públicos</i>	<i>15,4</i>	<i>13,9</i>
<i>Hostelería</i>	<i>15,2</i>	<i>12,5</i>
<i>Otros servicios</i>	<i>15,1</i>	<i>11,4</i>
<i>Servicios propiedad urbana</i>	<i>15,1</i>	<i>12,7</i>
<i>Edificación y obras públicas</i>	<i>14,9</i>	<i>14,6</i>
<i>Transporte</i>	<i>13,7</i>	<i>12,1</i>
<i>Comercio</i>	<i>11,6</i>	<i>12,2</i>
<i>Agua, gas y electricidad</i>	<i>10,4</i>	<i>9,2</i>
<i>Cerámica, vidrio y cemento</i>	<i>9,8</i>	<i>12,1</i>
<i>Ahorro y banca</i>	<i>9,3</i>	<i>8,9</i>
<i>Siderometalúrgicas</i>	<i>9,1</i>	<i>7,2</i>
<i>Madera y corcho</i>	<i>7,4</i>	<i>9,1</i>
<i>Industrias químicas</i>	<i>4,8</i>	<i>10,0</i>
<i>Piel</i>	<i>4,6</i>	<i>6,7</i>
<i>Papel</i>	<i>3,9</i>	<i>7,0</i>
<i>Textil</i>	<i>3,1</i>	<i>4,8</i>

Source : Banco Bilbao, *Renta Nacional de España, 1960 y 1973*<sup>230</sup>.

De toute évidence, la pêche, l'industrie agroalimentaire, l'agriculture et les activités minières constituèrent les domaines prépondérants de la structure productive de l'Andalousie dès 1960. En plus, en considérant que le progrès technique se concentrait principalement sur ces domaines du secteur primaire, et que les industries de transformation y étaient presque inexistantes car majoritairement concentrées en Catalogne, au Pays basque et à Madrid, les échanges commerciaux

<sup>230</sup> Banco Bilbao, *Renta Nacional de España, 1960 y 1973*, cité par Teresa María ORTEGA LÓPEZ, *Política económica, capital y cambio estructural en Andalucía. El caso de la provincia de Granada, 1936-1982*, p. 63, disponible sur [<http://libro.ugr.es/bitstream/10481/4423/6/06-CAPI2.pdf>], (page consulté le 10 décembre 2012)

entre le Nord et le Sud étaient donc incontestablement inégaux. La croissance économique andalouse était donc dépendante de la demande et de la croissance du marché extérieur.

A ces problèmes s'ajouta la persistance de la concentration des terres arables, des revenus et du pouvoir entre les mains d'une minorité, ensemble de caractéristiques du système conservateur qui condamna l'immense majorité de la population andalouse à vivre dans la misère et dont la défense mena le caudillo à se soulever contre les autorités républicaines en juillet 1936. Le système latifundiste, souvenons-nous, aggravait non seulement la situation socioéconomique de la région, mais également accentuait l'émigration de la main d'œuvre valide dont l'abondance favorisait de fortes diminutions de salaire sur le marché intérieur de l'Andalousie. Face au manque d'harmonisation et de coordination de l'économie issue du Plan de Stabilisation, au manque d'innovation des latifundistes envahis par le désir ardent de rentabiliser leurs terres, l'émigration massive vers des régions et des pays industrialisés dans l'espoir de conditions de vie meilleures fut l'option d'un très grand nombre d'Andalous. Au sortir du franquisme, le malaise de cette région était si flagrant que les indicateurs du sous développement y étaient véritablement alarmants, comme en témoigne ce tableau de Francisco ALBULQUERQUE :

*elevado índice de emigración, pérdida de empleo, inadecuada distribución de la población activa, escasa diversificación de las exportaciones, debilidad de las inversiones en la zona, desequilibrada distribución de la renta, tímida y anárquica industrialización, nivel bajo de instrucción, carencia de una auténtica política agraria...*<sup>231</sup>

L'implication du franquisme dans les profondes disparités régionales qui caractérisèrent l'Etat espagnol en 1975 est indéniable. A travers le Plan de Stabilisation de 1959, le régime, nous l'avons constaté, dynamisa la croissance industrielle principalement en Catalogne, au Pays basque et à Madrid au détriment du sud du pays, et plus spécifiquement de l'Andalousie. La politique des pôles de développement fut un échec car, seuls trois pôles sur l'ensemble du territoire espagnol furent coordonnés et planifiés. En Andalousie, où le manque de coordination et d'orientation de la politique de croissance économique fut patent, non seulement le rééquilibrage socioéconomique entre les différentes provinces ne fut pas atteint, mais il ne le fut pas non plus entre l'Andalousie et les régions du nord. En outre, cette politique économique renforça les différences entre les revenus de ces régions industrialisées et ceux de la région andalouse. Dans un contexte de crise économique et d'agonie du régime franquiste, ce sombre tableau de l'Andalousie constitua l'élément catalyseur qui

---

<sup>231</sup> FRANCISCO ALBULQUERQUE, Andalucía, un desarrollo difícil, dans *Revista de Estudios Andaluces*, 2, 1984, pp. 59-72, cité par José María de los SANTOS, *Andalucía en la transición, 1976-1982*, Centro de Estudios Andaluces, Seville, 2002, p. 147.

allait pousser l'ensemble des couches sociales de cette région à reconsidérer l'andalousisme de Blas Infante, et à se réunir autour d'un noyau fédérateur à même de mieux dynamiser le processus de sa modernisation.

#### **III-c-4 Essoufflement du régime franquiste : contexte politique propice à la résurgence du nationalisme andalou**

Le régime franquiste, sur le plan politique et culturel, se caractérisa par une féroce répression exercée sur toute autre idéologie et sur toute autre pensée. Sur le plan économique, il s'appuya sur la création et la dynamisation des pôles de développement; politique économique qui, de façon globale, donnait l'impression que le développement de l'Espagne franquiste avait amorcé sa vitesse de croisière. Ces facteurs poussèrent la population à se résigner, à accepter ce système et à collaborer avec lui à l'asphyxie des différentes tensions régionalistes ou nationalistes. Cette accommodation à la dictature et l'oblitération des horreurs de la Guerre Civile n'empêchèrent pas pour autant l'opposition anti franquiste de refaire surface dans les années cinquante. En effet, des intellectuels, des étudiants et des ouvriers manifestaient de façon discontinue leur mécontentement contre la dictature et revendiquaient un système démocratique, cela malgré la violente répression qui étouffait leurs poches de soulèvement. Ces mobilisations étaient fréquentes à Madrid, en Catalogne et au Pays basque. Ces deux dernières régions, on le sait, étaient dès le XIXe siècle, fortement imprégnées par la fibre nationaliste et se démarquèrent par leur lutte contre l'oppression des identités périphériques. Ces caractéristiques, renforcées implicitement par la politique économique des pôles de développement, jouèrent un rôle moteur dans la dynamisation de leurs mobilisations démocratiques qui, vers la fin des années cinquante, commencèrent à causer une véritable entorse aux autorités franquistes. A cela s'ajoutèrent la levée de l'embargo et l'acceptation de l'Espagne dans des organismes internationaux qui limitèrent les exactions du franquisme et marquèrent une certaine transition au sein même du régime. Plus d'une décennie plus tard, dans une période de crise économique, et plus précisément le 20 décembre 1973, CARRERO BLANCO, Président du Gouvernement nommé en juin de la même année, fut assassiné. Il fut remplacé par Carlos Arias Navarro, représentant de la ligne dure du franquisme. Aussitôt nommé, il mit à la porte du gouvernement Lopez Rodo et les technocrates pour former un gouvernement composé uniquement de ministres issus de la *Falange*. Obsédés par leur côté conservateurs, ils furent incapables de concilier la vision d'ouverture des technocrates au maintien de l'ordre. Taxé de gouvernement défaillant, cette défaillance leur valut des critiques aussi bien du côté des conservateurs que de celui des technocrates. Finalement, le 20 novembre 1975, le caudillo décéda en laissant derrière lui un Etat en crise.

Dans cette période d'agonie du franquisme, en Andalousie, dès le début des années soixante-dix, les anciens andalousistes, de jeunes intellectuels et des universitaires réorientèrent le contenu idéologique de leur mouvement afin de le dynamiser, le préparer à la fin du franquisme, et le mettre en adéquation avec le climat politique de l'ouverture démocratique; cela, dans l'objectif de moderniser l'Andalousie et de rééquilibrer le développement interrégional en Espagne. Car, souvenons-nous, la politique de pôles de développement entreprise par le régime franquiste avait rendu l'Andalousie dépendante sur le plan économique et sur le plan culturel si bien qu'à la fin de la dictature, les indicateurs du sous-développement dans cette région étaient de plus en plus alarmants :

*La endémica situación de colonialismo interno y externo padecido por Andalucía en la última centuria, se vio agravada al iniciarse –durante el franquismo– la etapa decisiva de industrialización y desarrollo. Fue en esta etapa, con mayores recursos técnicos, cuando se hicieron alarmantes los indicadores de nuestro subdesarrollo regional: elevado índice de emigración, pérdida de empleo, inadecuada distribución de la población activa, escasa diversificación de las exportaciones, debilidad de las inversiones en la zona, desequilibrada distribución de la renta, tímida y anárquica industrialización, nivel bajo de instrucción, carencia de una auténtica política agraria...*<sup>232</sup>

La polarisation opérée par le régime franquiste condamna l'Andalousie au sous-développement tout en dynamisant l'industrialisation de la Catalogne, du Pays basque et de Madrid, d'où la fuite de la main d'œuvre active vers le Nord. Cette caractéristique de la stratégie économique franquiste qui estimait que certaines régions étaient appelées à se développer au détriment des autres est corroborée par le Professeur d'Economie et nationaliste catalan Ramon TRIAS FARGAS. En effet, il souligne que :

*En España, el fenómeno de la polarización regional del desarrollo es un hecho. Esto plantea la cuestión de los polos naturales de desarrollo frente a los polos de gestión. ¿Cómo se aprovechan mejor los recursos, invirtiéndolos en zonas donde hay ventajas naturales o económicas externas que permitan utilizarlos con mayor eficacia, o en zonas deprimidas donde se actúa más por criterios sociales y políticos que por argumentos de eficacia económica? En principio (...) Cataluña*

---

<sup>232</sup> FRANCISCO ALBULQUERQUE, « Andalucía, un desarrollo difícil » dans *Revista de Estudios Andaluces*, 2, 1984, pp. 59-72, cité par José Maria de los SANTOS, *Andalucía en la transición, 1976-1982*, Seville, Centro de Estudios Andaluces, 2002, p. 147.

*es partidaria de la primera solución. A cambio de esto está dispuesta a absorber y dar trabajo a los excedentes de población de otras regiones*<sup>233</sup>.

Il ne fait pas l'ombre d'un doute que le processus d'industrialisation des régions du nord allait occasionner une croissance économique, une forte demande de service et le développement de leur agriculture. Cela allait par conséquent nécessiter l'immigration de la main d'œuvre des régions sous développées, diminuer de facto leur taux de chômage et augmenter ainsi aussi bien les revenus des immigrants que ceux de la population de leurs régions d'origine. Cependant, au regard de la densité de la population de l'Andalousie et vis-à-vis des besoins de développement qu'exprimaient les réalités sociales de cette région, les régions du nord ne pouvaient en aucun cas absorber toute la main d'œuvre valide et active de l'Andalousie et résoudre ainsi définitivement le problème du chômage qui y était endémique. Et, même si cela avait été possible, l'Andalousie aurait été davantage dépendante et n'aurait jamais connu une modernisation lui permettant de converger vers l'Espagne industrialisée car les simples revenus de sa population émigrante n'allaient jamais suffire pour sortir cette région de sa prostration. Cela revient à dire que d'une manière ou d'une autre, l'inexistence d'une force politique régionale à même de peser sur l'orientation de la politique de développement du pays et de favoriser le réajustement socioéconomique entre l'Andalousie et les autres régions allait incontestablement constituer un frein pour son développement.

Dans l'optique de remédier à ce manquement, durant cette période d'agonie du régime franquiste marquée par la réapparition des organisations politiques et syndicales aux tendances plurielles, la reformulation idéologique de l'andalousisme se fit plus que jamais sentir. L'entente, la cohésion et la primauté de l'intérêt général de l'Andalousie sur les intérêts particuliers étaient vitales au cours de cette historique période que traversait alors l'Espagne. Les anciens andalousistes historiques qui avaient survécu à la dictature, des universitaires et des intellectuels d'horizons divers créèrent clandestinement la *Comercial Promotora*, une société anonyme qui, en réalité était un ensemble de groupes de compromis politique dont l'un des objectifs était :

*la constitución de sociedades de cualquier objeto lícito comercio, así como la adquisición de todo género de acciones, participaciones y cuotas sociales, la realización de actividades periodísticas y la colaboración en todas sus formas con sociedades o empresas de cualquier tipo*<sup>234</sup>.

---

<sup>233</sup> RAMON TRIAS FARGAS, *Introducción a la Economía de Cataluña*, Madrid, Alianza, 1974, pp. 86-87

<sup>234</sup> *Gran enciclopedia de Andalucía (voz PSA)*, p. 2658, cité par Manuel RUIZ ROMERO, La emergencia del andalucismo político en el contexto del tardofranquismo a la transición, dans *Actas del III simposio de Historia Actual. Logroño, 26-28 de octubre de 2000*, Instituto de Estudios Riojanos, 2002, p. 640



Cette société qui, en apparence, se consacrait à la promotion et au contrôle des organes de presse et des entreprises commerciales voulait en réalité avoir le contrôle de l'Andalousie et peser sur l'orientation de toute politique affectant directement les activités aussi bien économiques que politique de la région. Se basant ainsi sur la récupération de la mémoire historique de l'Andalousie associée au constat sur l'état de pauvreté de cette région, ces nouveaux andalousistes avaient un double objectif: revaloriser la singularité identitaire de l'Andalousie et faire d'elle un instrument politique ou un ensemble cohérent de stratégies et d'actions auxquelles ils feront recours pour sortir leur région de la prostration, pour influencer sur les décisions politiques de l'Etat depuis l'Andalousie, pour militer pour la modernisation de cette région, et enfin, pour chercher à avoir une légitimité auprès de la population à même de faciliter la consolidation sociale de l'andalousisme. Toutefois, il convient de signaler que même si le régime montrait des signes d'essoufflement vers le début des années soixante-dix, la répression qu'il exerçait sur l'opposition était toujours forte. Et, de peur d'être assimilé à une antenne politique prédominante de l'opposition et de s'attirer les foudres destructrices du régime, les adhérents de cette société anonyme jugèrent utile de ne pas baptiser politiquement cette nouvelle entité appelée clandestinement *Alianza Socialista de Andalucía (ASA)*. Elle réunissait ainsi toute la gauche andalouse qui militait pour la démocratie et l'obtention d'une autonomie. L'une de ses premières actions était la dénonciation dans son Manifeste Constitutif de la conversion de l'Andalousie en *sala de fiesta* et la revendication d'un pouvoir régional à travers :

*Un estatuto especial que, reconociendo la personalidad política de Andalucía, ordene el grado de autonomía en relación a los restantes pueblos de España (...) la existencia a nivel regional de una asamblea representativa de sus hombres y de un ejecutivo gestor de sus intereses*<sup>235</sup>.

La création de l'ASA signifiait alors la mise sur pied d'une nouvelle organisation constituée d'hommes et de femmes de toutes les classes de la société andalouse dont les activités et les stratégies allaient s'opposer directement au régime en place. Avec sa conception politique, une idéologie et une stratégie reformées, ce nouveau groupe dont les principaux fondateurs étaient issus de la bourgeoisie avait redynamisé les forces traditionnelles de l'opposition. Dès lors, l'ASA occupait du terrain et, au fur et à mesure qu'il s'élargissait, non seulement il sortait de la clandestinité et affirmait progressivement son identité régionale à travers de multiples dénonciations et propositions politiques, mais il consolidait aussi son idéologie façonnée sur l'image de l'Andalousie. Ce fut donc dans cette dynamique qu'il décida de se constituer en parti politique en même temps qu'il jeta les bases du nouvel andalousisme qui se caractérise par la résolution de

---

<sup>235</sup> Manifiesto Fundacional de Alianza Socialista de Andalucía dans *Cuadernos de Ruedo Ibérico*, Paris, février-mai, 1973, pp.41-42.

l'ensemble des problèmes socioéconomiques et politiques latents et connexes à la construction de l'Etat-nation espagnol et à la politique économique des pôles de développement de l'Espagne franquiste. Ce nouvel andalousisme oriente jusqu'à l'heure actuelle les actions politiques des élites andalouses.

Loin des comportements de la bourgeoisie durant le développement de l'andalousisme historique et fuyant le manque de confluence entre cette classe, les formations politiques et les mouvements ouvriers, le nouvel andalousisme bénéficiait de l'appui de toutes les classes de la société. En effet, dans l'objectif de mieux lutter pour l'intérêt général de l'Andalousie, toutes les classes et tous secteurs confondus, y compris ceux qui se distinguaient autrefois par leur caractère apolitique et anarchiste, prirent conscience de la nécessité de s'unir autour d'un seul noyau et d'établir des communications entre eux afin de sortir de la solitude dans laquelle chacun se réfugiait et pensait se protéger des autres. L'intérêt supérieur de l'Andalousie arracha la bourgeoisie de l'isolement dans lequel elle préférerait s'allier au pouvoir afin de sauvegarder ses intérêts particuliers. Ce même intérêt supérieur de l'Andalousie se transforma en principe cardinal qui sortit les ouvriers, les journaliers, le prolétariat en général de l'isolement dans lequel il préférerait survivre et affronter le régime dans le but d'améliorer ses conditions de vie. Cette nouvelle conception de la personnalité andalouse et de l'idéologie de l'andalousisme constitua la base sur laquelle l'*Alianza Socialista de Andalucía* organisa son premier congrès le 25 juillet 1976, congrès durant lequel elle se décida à assumer sa nature politique en se convertissant en *Partido Socialista de Andalucía (PSA)*. La proposition de cette transformation présentée par la Commission Permanente de l'*ASA* s'articula autour de trois axes : la transformation de l'*ASA* en parti politique d'envergure régionale baptisé *PSA* qui milite pour la souveraineté de l'Andalousie et promeut la singularité du peuple andalou, sa configuration et son ouverture à toutes les formations politiques et syndicales à caractère socialiste de l'Andalousie<sup>236</sup>. José Maria de los SANTOS LOPEZ, spécialiste de l'Andalousie dans la transition démocratique, atteste que 92% des représentants des partis politiques et des centrales syndicales présents à ce Congrès étaient favorable à la conversion de l'*ASA* en parti politique<sup>237</sup>. Bien entendu, la création du *PSA* au sortir du Congrès ne trouvait pas l'assentiment de tous comme nous le verrons au moment d'analyser l'action du nouvel andalousisme durant la transition démocratique en Espagne.

Ainsi, la période d'agonie du régime franquiste, associée au constat alarmant sur le sous-développement de l'Andalousie et sur le travestissement de sa culture, constitua le moment où les

---

<sup>236</sup> Congreso Alianza Socialista, Málaga, 25 de julio de 1976 (exemplaire photocopié), cité par Miguel JEREZ MIR, « Una experiencia de partido regional : el caso del Partido Socialista de Andalucía. Partido Andaluz. » dans *Revista Española de Investigaciones Sociológicas (REIS)*, 1985, n°30, p. 207

<sup>237</sup> José Maria de los SANTOS, *Andalucía en la transición... Op.cit.*, pp. 208-209.

élites andalouses et l'ensemble des classes de la société andalouse ont subi un électrochoc qui occasionna une prise de conscience collective sur la nécessité de se constituer en bloc monolithique pourvu d'un organe politique afin de mieux lutter pour les intérêts politiques, socioéconomiques et culturels de l'Andalousie. L'andalousisme qui émergea de cette prise de conscience, qui va se développer durant la transition et se consolider au cours du régime autonome, présente des caractéristiques qui divergent en certains points de ceux de l'andalousisme historique. En effet, souvenons-nous que sur le plan politique, et même si sa pensée avait une très grande charge politique, Blas INFANTE et l'andalousisme historique étaient plutôt distants des partis politiques et préféraient œuvrer, dans un premier temps à travers, des *Centros Andaluces*, et durant la Seconde République, à travers la *Junta Liberalista*. Jamais l'andalousisme historique ne s'était converti en parti politique car, INFANTE estimait que l'andalousisme devait prendre de la hauteur et éviter ainsi d'avoir des opinions partiales des partis politiques qui, en réalité, sont de véritables machines électorales au service de leurs dirigeants, mais prétendent vouloir améliorer les conditions de vie des citoyens. Mais manifestement, quoique revendiquant le personnage de Blas INFANTE dans leurs discours, cette ancienne vision de l'andalousisme n'était pas partagée par le nouvel andalousisme qui, d'entrée de jeu, entre sur la scène politique en se transformant en *Partido Socialista de Andalucía*. En outre, comme nous le constaterons au moment d'analyser la dynamique politique du sous système régional andalou, l'andalousisme qui sera revendiqué par les forces politiques implantées en Andalousie abandonnera sa dimension de mouvement de conscientisation identitaire et de promotion de la culture andalouse qui caractérisaient l'andalousisme historique. Il ne sera, en effet majoritairement mis en exergue qu'au moment des consultations électorales ou au moment de revendiquer la réparation des *agravios comparativos*<sup>238</sup> auprès du gouvernement central.

Après analyse du processus évolutif de l'andalousisme historique, trois remarques conclusives peuvent être énoncées. En premier lieu il convient de mettre un accent sur l'échec partiel de l'Etat libéral dans le processus de construction de l'Etat-nation espagnol et sa démission dans la résolution de la question sociale en Andalousie. Durant cette période de l'Histoire de l'Espagne, le refus manifeste de cet Etat à intégrer dans sa politique publique les singularités culturelles de la périphérie, à suivre le rythme des transformations socioéconomiques, à satisfaire les besoins premiers de la population et à instaurer une démocratie effective, engendrèrent un

---

<sup>238</sup> Ce terme désigne l'inégal traitement que subissent dans une situation déterminée deux ou plusieurs régions pourvues du même droit. Dans le cas de l'Andalousie, le sous-développement qui la caractérisait dans son passé était dû en grande partie par le désengagement de l'Etat qui préférait favoriser la dynamique industrielle dans d'autres régions à l'instar de la Catalogne et du Pays basque. Le constat de la différence de développement et de bien-être entre l'Andalousie et ces régions fit émerger dans des discours des élites polites, la dénonciation de cet inégal traitement qui a causé le retard accusé en Andalousie et la réparation de ces *agravios comparativos*.

questionnement radical sur l'efficacité et la raison d'être de la puissance publique. L'absence d'un discours nationaliste véritablement intégrateur produit par la classe politique dominante au niveau central laissa alors le champ libre à la petite bourgeoisie de l'Andalousie, la possibilité de construire une identité régionale alternative à celle de l'Etat, d'où la naissance du mouvement de revendication identitaire de l'Andalousie encore appelé andalousisme. Avec Blas INFANTE comme leader et limité principalement à la petite bourgeoisie libérale et urbaine, ce mouvement identitaire fut orienté à la fois vers une critique acerbe du système oligarchique et du caciquisme tout en essayant d'assumer un discours d'émancipation du prolétariat rural inspiré par les thèses d'Henry GEORGE. Pour résoudre le problème social en Andalousie, Infante proposait la transformation du paysan en propriétaire. Malheureusement, pour des raisons aussi bien endogènes qu'exogènes, jusqu'à la Seconde République, la vision de ce nationalisme éprouva d'énormes difficultés à pénétrer le public auquel elle était destiné. Ce ne fut qu'au soir du régime franquiste, face à l'état d'agonie socioéconomique et politique de l'Andalousie, que l'ensemble des couches sociales prit conscience de l'impact de l'œuvre de Blas INFANTE et se détermina à se réunir autour du *Partido Socialista de Andalucía*, noyau fédérateur dont le but, dès 1976, est de mieux dynamiser le processus de modernisation de leur région. Cette caractéristique de ce mouvement identitaire rend difficilement séparable l'analyse de l'émergence de ses revendications autonomistes de celle de son développement socioéconomique.

**DEUXIEME PARTIE**  
**LE NATIONALISME ANDALOU DURANT LA**  
**TRANSITION DEMOCRATIQUE**  
**(1975-1981)**

**Chapitre premier**  
**NOUVEL ANDALOUSISME COMME PLATE-FORME**  
**POLITIQUE DU *PARTIDO SOCIALISTA DE***  
***ANDALUCIA* (PSA)**

La grande majorité des analyses faites sur la transition de la dictature franquiste au régime démocratique met en évidence l'importance des revendications autonomistes des nationalismes périphériques dans la configuration du nouvel Etat espagnol. Il est indispensable de souligner que la compréhension de ces revendications est impossible si l'on ne prend en compte l'Histoire contemporaine de l'Espagne. Dans cette optique, le politologue Andrés de BLAS GUERRERO affirma que le problème national-régional de l'Espagne a eu une étroite relation avec la Guerre Civile, la dictature et la transition politique ; même s'il spécifia par la suite que de ces trois périodes, les dernières années du franquisme et la transition lui semblèrent les plus importantes<sup>239</sup>. Nous abondons dans son sens car, dans le cadre de notre travail, elles constituent le moment où l'andalousisme et les élites andalouses, héritières de la politique de l'*Ideal Andaluz* de Blas INFANTE, sortirent du silence imposé par les quarante années du régime franquiste et se mirent à œuvrer pour la consolidation de leur conscience régionale et pour l'acquisition de leur autonomie politique.

### **I-a Le *Partido Socialista de Andalucía* : entre la consolidation de la conscience régionale et la défense des intérêts du peuple andalou**

L'Espagne, après le décès du général FRANCO, amorça la construction d'un régime démocratique au sein duquel la question régionale revêtait une importance capitale. Souvenons-nous, durant la Seconde République, l'Andalousie entama une initiative autonome, mais qui malheureusement, du fait de l'absence d'un parti politique régional et de consolidation de sa conscience identitaire, se solda par un échec. S'étant distancié de la vision de l'andalousisme historique en créant le PSA, durant la transition, la grande tâche que devait accomplir la classe politique de l'Andalousie n'était plus seulement de promouvoir à nouveau, socialiser et consolider un nouvel andalousisme basé sur la conscience de la marginalisation et du sous-développement économique qui caractérisaient leur identité territoriale. Il leur fallait aussi éveiller en chaque Andalouse et en chaque Andalou le besoin d'affirmer une identité jusqu'alors diluée dans la relation entretenue par les élites politiques locales avec le pouvoir central et diluée aussi dans les combats et les conflits liés aux revendications sociales, et cela à tel point qu'il serait fondé de dire que la question identitaire était tout simplement absente de ces moments politiques. Encarnacion LEMUS LOPEZ, spécialiste de la période franquiste et de la transition démocratique en Espagne, relève que durant cette période au cours de laquelle l'Andalousie s'engagea sur ce long, difficile, mais

---

<sup>239</sup> Andrés de BLAS GUERRERO, « El problema nacional-regional en la transición », dans José Félix TEZANOS et *al.*, *La transición democrática española*, Madrid, Sistema, 1989, p. 588.

incontournable chemin vers la conquête de l'autonomie, il existait déjà en son sein cinq familles politiques qui, malgré leur divergence idéologique, se mobilisèrent pour atteindre ce même objectif:

*El espacio político quedó compartido por cinco partidos : dos formaciones mayoritarias, colocadas en el centro y la izquierda del abanico ideológico, UCD y PSOE ; en la banda de la izquierda en disputa con el socialismo del PSOE se situó el PSA y más allá, el PCE ; del otro lado, a la derecha de la UCD, se colocó un pequeño AP<sup>240</sup>.*

S'il est vrai que l'ensemble de ces partis politiques était favorable à l'acquisition d'une autonomie, il n'en demeure pas moins vrai qu'à travers cette autonomie, chaque bord idéologique voulait atteindre des objectifs différents de son adversaire politique. En effet, la droite, à l'instar de l'*Unión del Centro Democrático* (UCD), s'engagea dans la revendication de l'autonomie dans l'objectif d'asseoir son pouvoir dans les régions -donc l'Andalousie- en opérant une simple décentralisation administrative ayant pour but de maintenir l'Andalousie le plus proche possible du pouvoir central, et freiner ainsi l'avancée des forces régionalistes qui voulaient, dorénavant, prendre des décisions et réaliser des projets qui cadrent avec les véritables besoins de leur population. Quant à la gauche et plus spécifiquement le *Partido Socialista Obrero Español* (PSOE) et le PSA, ils se définissaient comme des partis de classes et leurs idéologies coïncidaient substantiellement. Une seule différence les faisait se démarquer : le premier était d'une envergure étatique et revendiquait l'autonomie pour lutter pour des classes ouvrières, mais en décidant pour l'Andalousie depuis Madrid et en faisant des élus andalous de simples exécutants ; le second par contre, se distinguait du premier, à travers son affirmation andalousiste et sa perception de l'Andalousie comme une région marginalisée par le pouvoir central, qui réunissait tous les indicateurs du sous-développement, et qui revendiquait de ce pouvoir central la reconnaissance de sa personnalité politique à travers l'instauration, au niveau régional, d'une assemblée représentative de filles et de fils andalous et d'un exécutif qui déciderait de la politique adéquate à mener en Andalousie et sauvegarderait ses intérêts. Pour le PSA, l'autonomie devait servir à défendre les intérêts des ouvriers des champs, de la mine, des petits et moyens agriculteurs, des entrepreneurs et des commerçants, des chômeurs et des jeunes désœuvrés de l'Andalousie qui émigraient vers des régions prospères et industrialisées dans l'espoir de trouver du travail. Ces intérêts ne pouvaient être défendus qu'en luttant pour l'acquisition d'un pouvoir andalou et non par la conciliation avec un pouvoir central qui souhaitait simplement déléguer ses représentants en Andalousie. Dans son *Projet de Déclaration*

---

<sup>240</sup> Encarnacion LEMUS LOPEZ, « La transición del consenso », dans Leandro ALVAREZ REY, encarnacion LEMUS LOPEZ, *Historia de Andalucía Contemporánea*, op. cit., p. 503



Constitutionnelle approuvé le 24 octobre 1976, il est particulièrement intéressant de voir la signification que le PSA donnait au concept ‘pouvoir andalou’ :

*El poder andaluz, materialización de la conciencia de nuestro pueblo respecto de su propia identidad, traducida en sus especiales características económicas, sociales y culturales (...), constituye pieza clave para su liberación, y (...) es pues objetivo primordial del partido y en este sentido : a) Profundizará en el análisis de la situación de opresión del pueblo de Andalucía... b) Ahondará en la investigación de las causas que han llevado a tal situación... c) Luchará... para la constitución de un poder político, de un poder andaluz<sup>241</sup>.*

Pour atteindre tous ces objectifs, et en utilisant l’andalousisme comme un instrument qui rendît possible la modernisation et le bien-être de son peuple, le PSA militait pour une autonomie qui ne fût pas un ornement, mais un moyen de lutte et de défense de l’Andalousie contre le pouvoir oligarchique aussi bien de l’intérieur que de l’extérieur. Et pour une affirmation effective du caractère nationaliste de ce parti auprès de la population dont l’affirmation de la conscience de classe était effective, il fallait qu’il s’appuyât sur un programme social pluriel, un programme qui englobât le progrès, la liberté, la justice sociale et l’autonomie politique. Cela revient à dire que le côté socialiste du PSA devait promouvoir la volonté de construire et de moderniser, en se donnant pour objectif la constitution d’un gouvernement inspiré sur les bases de l’*Ideal andaluz*, ainsi que la défendre l’unité sociale de l’Andalousie par la voix de la réforme sociale et de la réforme agraire tant désirée par l’immense majorité de la population.

En effet, Andalouses et Andalous étaient plus que jamais conscients de la flagrante contradiction qui prévalait dans leur région : les richesses que l’Andalousie généraient étaient destinées à d’autres régions et ne bénéficiaient donc pas à ceux qui les produisaient. Les classes ouvrières étant les principaux vecteurs de production de cette richesse, dans cette nouvelle situation politique d’espoir que vivait l’Andalousie, elles étaient conscientes du rôle déterminant de leur engagement politique dans la lutte contre une oligarchie qui les exploitait depuis toujours et dont les représentants décidaient en leurs lieu et place depuis le pouvoir central situé à Madrid. Si l’intérêt de ces ouvriers qui constituaient l’immense majorité des Andalous coïncidaient avec ceux des andalousistes, il était alors dans l’intérêt de tous de confluer et de militer au sein d’un parti à vocation régionale qui luttât pour la démocratie et qui défendît véritablement, en premier lieu les intérêts de la classe prolétaire, et, plus globalement, ceux de la population andalouse en général.

---

<sup>241</sup> PARTIDO SOCIALISTA DE ANDALUCÍA, *Proyecto de Declaración Constitucional del Partido Socialista de Andalucía*, Sevilla, PSA, 1976

Durant la transition, cette conscience régionale se consolidait de plus en plus et incitait davantage d'Andalouses et d'Andalous à se mobiliser et à lutter contre les contradictions responsables du sous-développement de leur région dont Isidoro MORENO, spécialiste de l'Anthropologie Sociale et Culturelle à l'Université de Séville, nous donne quelques exemples:

*Cuando, por ejemplo, los jornaleros siguen reivindicando, la tierra para el que la trabaja, -o querría trabajarla-, a la vista de tantos miles de hectáreas productivas convertidas en coto de caza, ese hombre está apuntando hacia uno de los puntos claves de la contradicción responsable de nuestro subdesarrollo ; (...) cuando los obreros malagueños protestan ante el posible desmantelamiento de la mayor industria de su provincia -Intelhorce- amenazada de cierre por el interés de la empresa, mayoritariamente en manos del capital no andaluz, de trasladarla a Cataluña, cuando las mujeres de Huelva nos dicen que junto a su ciudad han puesto factorías que no quieren ya en otros sitios y que ponen en peligro los pulmones de sus hijos sin que ni siquiera den trabajo a sus maridos, ¿podría alguien negarnos que estos hombres y mujeres, andaluces de todos los rincones de la región, no están señalando al núcleo mismo de los problemas de Andalucía ; que no poseen conciencia de los problemas de la región ?<sup>242</sup>*

L'ensemble de ces dénonciations met en évidence la conscience de l'identité régionale qui était partagée par les ouvriers et par tous les secteurs qui défendaient les intérêts de l'Andalousie. En d'autres termes, durant la transition démocratique, de la même manière que la promotion de la conscience régionale ne se différenciait pas de la promotion de la conscience de classe populaire, il était évident qu'un seul parti politique qui s'appuyât sur la révolution et sur la reconnaissance du pouvoir ainsi que celle de la personnalité politique de l'Andalousie pouvait, de façon conséquente, être le porte étendard de la lutte pour l'acquisition de l'autonomie de cette région. Carmen Rosa GARCIA RUIZ, spécialiste de la Didactique des Sciences Sociales, souligne que durant la campagne électorale de 1977, même si plusieurs partis se mobilisèrent pour que l'Andalousie acquît son autonomie, seul le PSA réunissait les caractéristiques d'un parti qui défendait exclusivement l'identité territoriale andalouse<sup>243</sup>. José AUMENTE BAENA, un des idéologues du nouvel andalousisme, quant à lui alla beaucoup plus loin en relevant l'importance de l'apport de tous dans la lutte pour l'autonomie. En effet, pour lui :

---

<sup>242</sup> Isidoro MORENO, *Andalucía : subdesarrollo, clases sociales y regionalismo*, op. cit., p. 75

<sup>243</sup> Carmen Rosa GARCIA RUIZ, « Cuatro de diciembre : día de Andalucía. Los "sucesos de Málaga" », *VIII Congreso sobre el Andalucismo Histórico*, Córdoba, Fundación Blas Infante, 1999, pp. 439-456

*No basta con ser andaluz para adoptar actitudes políticas consecuentes con los intereses de Andalucía. Como no basta con ser obrero para identificarse claramente con los intereses de su clase. Para ambas cosas es necesario tomar partido y comprometerse en la lucha*<sup>244</sup>.

Indubitablement cette lutte pour l'autonomie devait partir de toutes les couches sociales et s'appuyer sur tous les secteurs en mobilisant tous ces groupes qui, chaque jour davantage, prenaient conscience de cette alternative politique qui s'offrait à eux et qui leur permettait d'acquérir un pouvoir en Andalousie qui redynamisât leur société, résolût le problème du chômage et de l'émigration, opérât une véritable réforme agraire et du système financier andalou, améliorât les voies de communication et permît l'accès à l'éducation de toutes les filles et de tous les fils de l'Andalousie. Mais les Andalouses et Andalous étaient-ils vraiment prêts à se mobiliser massivement et à soutenir efficacement une organisation comme le PSA dans ce contexte de transition démocratique afin qu'il fût son porte parole dans la conquête de l'autonomie ?

#### **II-b 4 décembre 1977: Jour de l'Andalousie**

L'ensemble du peuple andalou, durant la transition démocratique, prit conscience que seule l'autonomie politique pouvait venir à bout de son sous-développement séculaire et que celle-ci ne pouvait être acquise par le seul effort des élites politiques, mais plutôt par la mobilisation massive de l'ensemble des couches sociales de l'Andalousie. En amorçant cette période singulière de l'Histoire de l'Espagne qui augurait d'une décentralisation du pouvoir, Andalouses et Andalous, de par leur unité, refusèrent d'être une fois de plus complices de cette Administration centrale qui les avait toujours marginalisés, et qui encore une fois, préconisait d'accorder des régimes spéciaux uniquement aux régions qui avaient un passé nationaliste et qui, de toute évidence, enregistraient déjà un niveau de développement largement supérieur à celui de l'Andalousie. Cette interprétation émotionnelle et cette injustice palpable non seulement amplifièrent leur conscience de lutte pour l'acquisition d'une autonomie pourvue des mêmes compétences que celle préconisée pour ces nationalités historiques, mais elles dynamisèrent aussi leur capacité mobilisatrice.

Il convient de souligner que durant cette période d'effervescence politique et sociale, cette généralisation de la conscience identitaire andalouse tombait à point nommé. En effet, après les élections du 15 juin 1977, les parlementaires andalous se fixèrent l'objectif d'acquérir une

---

<sup>244</sup> José AUMENTE BAENA, cité par le périodique *Diario Córdoba*, disponible sur [[http://www.diariocordoba.com/noticias/cordobalocal/homenaje-a-jose-aumente\\_281768.html](http://www.diariocordoba.com/noticias/cordobalocal/homenaje-a-jose-aumente_281768.html)], (page consultée le 21 juin 2013)

autonomie pour leur région et, en pleine négociation avec le gouvernement, ils avaient besoin d'une manifestation populaire qui témoignât de la volonté du peuple andalou à s'autogouverner. Dans cette optique, ils invitèrent tous les partis politiques implantés en Andalousie à une réunion au cours de laquelle tous s'engagèrent à mener ensemble une campagne de sensibilisation pour une mobilisation générale pour le 4 décembre 1977. L'objectif visé cadrant parfaitement avec ceux du PSA, ce parti, autant que tous les autres, se mobilisa donc pour que cette manifestation connût un franc succès. A propos de cette date, Arsenio GUTIERREZ PEREZ partage l'avis de Manuel RUIZ ROMERO selon lequel elle fut choisie au hasard et que, malgré le franc succès de ces manifestations qui mirent en évidence le sentiment régionaliste des Andalouses et des Andalous, ce 4 décembre 1977 n'avait aucune connotation historique<sup>245</sup>. Au sujet de la manifestation elle-même, Rafael ESCUREDO, Président de la *Junta de Andalucía* en 1979, témoigne que :

*el 4 de Diciembre fue sobre todo, y ante todo, un día de lucha y reivindicación en la que, además de exigir la autonomía andaluza en un plano de igualdad con las llamadas nacionalidades históricas (Cataluña, Euskadi y Galicia), denunciábamos también las precarias condiciones económicas y sociales que definían nuestro secular subdesarrollo, así como la necesidad de afrontarlo desde un autogobierno propio, sin más limitaciones que las impuestas por nuestra recién aprobada Constitución española*<sup>246</sup>.

Ce jour laissa une marque indélébile dans l'Histoire de l'Andalousie. En effet, il était festif et les manifestations qui eurent lieu alors étaient l'expression vivante du courage, de la volonté, et de la détermination de personnes de toutes les couches et de tous les secteurs à lutter pour la modernisation de l'Andalousie, d'une part ; d'autre part, il devint inoubliable parce que dans cette euphorie motivée par l'espoir de voir naître une Andalousie nouvelle, un des manifestants, plus spécifiquement le jeune Manuel José CAPARROS, volant accrocher le drapeau andalou au balcon du Conseil Provincial de Malaga, décéda après avoir été atteint par un tir de la police. Cette tragique disparition fit l'effet d'un coup de canon aux oreilles des indécis et donna une autre tournure à ces manifestations car, elle renforça la détermination et l'union des élites qui, dès lors, concentrèrent leurs actions sur le processus d'élaboration et d'approbation de leur Statut d'Autonomie. La mobilisation de la population andalouse à cet appel du 4 décembre 1977 fut si massive qu'elle

---

<sup>245</sup> Manuel RUIZ ROMERO, *La Conquista del Estatuto de Autonomía para Andalucía (1977-1982)*, Sevilla, Instituto Andaluz de Administraciones Públicas, 2005, pp. 46-47, cité par Arsenio GUTIERREZ PEREZ, *El andalucismo en la Transición. PSA-PA en la provincia de Almería*, Almería, Instituto de Estudios Almerienses, 2011, p. 67

<sup>246</sup> Rafael ESCUREDO, *Andalucía irredenta. Historia de una pasión*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2004, pp. 112-113)

dépassa les prévisions des élites. Juan Antonio LACOMBA reconnaît d'ailleurs que personne n'avait imaginé qu'elle allait atteindre une telle proportion<sup>247</sup>. Selon José Maria de los SANTOS :

*Cerca de dos millones de andaluces se manifestaron en aquella jornada sorprendente : quinientos mil en Sevilla, ciento cincuenta mil en Málaga, cien mil en Granada, ochenta mil en Huelva y Córdoba, setenta mil en Cádiz, sesenta mil en Jaén y diez mil en Almería, Ronda, Algeciras y Antequera. Asimismo, más de un cuarto de millón de andaluces se manifestaron en Cataluña, la denominada « novena provincia »<sup>248</sup>.*

Ce nombre impressionnant témoignait du caractère plébiscitaire de ces mobilisations dans chaque capitale de province et de la volonté autonome de toute la région andalouse. Il ne serait pas excessif de dire que ce « 4 Décembre, Jour de l'Andalousie » symbolisa le véritable commencement de la transition démocratique en Andalousie. En effet, dans toute l'Histoire de cette région, jamais autant d'Andalouses et Andalous, tous secteurs et toutes couches sociales confondus, n'étaient descendus dans la rue pour exprimer leur unanimité face à une décision politique. Cette conscience identitaire andalouse et cette conscience autonome, indispensables pour comprendre le succès du postérieur référendum du 28 février 1980, revigorèrent et renforcèrent l'union des élites politiques qui, malgré leurs divergences idéologiques, s'engagèrent toutes, à travers le *Pacto de Antequera* du 4 décembre 1978, à ce que l'Andalousie acquît une autonomie dotée du maximum de compétences.

Ainsi donc, si ces manifestations mirent en exergue le désir ardent du peuple andalou à acquérir une autonomie politique, le *Pacto de Antequera* quant à lui, explicita le compromis de toutes les organisations politiques implantées en Andalousie à œuvrer sans relâche pour la réalisation de ce désir au sein de ce nouveau modèle d'articulation de l'Etat prévu dans la Constitution approuvée le 6 décembre 1978. Dans ces mobilisations ayant pour toile de fond des revendications socioéconomiques, le peuple andalou ainsi que sa classe politique eurent l'intime conviction que seule l'autonomie pouvait les aider à trouver des solutions efficaces à leur sous-développement séculaire et pour faire converger l'Andalousie vers les régions modernisées.

---

<sup>247</sup> Entretien de Juan Antonio LACOMBA avec Mexcin EBANE sur l'« Andalousie dans l'Espagne des Autonomie », Málaga, 5 juillet 2013

<sup>248</sup> José Maria de los SANTOS, *Andalucía en la transición, 1975-1982*, Centro de Estudios Andaluces, p. 192

## **I-c Evolution du PSA : entre condition extra parlementaire de 1977 et succès électoral de 1979**

En Andalousie, durant la transition démocratique, souvenons-nous, l'espace politique était déjà bien configuré. Le PSA, nouvellement créé et à la recherche d'un espace politique devait se confronter à d'autres partis de la même orientation idéologique comme le PSOE et le PCE, mais dont les créations dataient respectivement de 1879<sup>249</sup> et de 1920<sup>250</sup>, et à d'autres de caractère conservateur à l'instar de l'AP et de l'UCD et dont les créations dataient elles, de 1976 et de 1977. Ces partis d'envergure étatique trouvaient en la création du PSA un adversaire, certes pas de taille, mais considérable lors des échéances électorales qui étaient en vue. Cependant, malgré son programme progressiste, le PSA ne connut pas un franc succès aux premières élections législatives du 15 juin 1977, élections au cours desquelles il forma une coalition avec le *Partido Socialista Popular* (PSP) en se présentant sous la bannière de l'*Unidad Socialista* (US). Il convient de souligner que le programme l'US partait d'une analyse de la réalité socioéconomique et politique andalouse qui, souvenons-nous, était explosive et qui, telle une bombe à retardement, n'attendait qu'une étincelle pour exploser ou un système décentralisé avec un authentique pouvoir andalou pour être désamorcée. Cette coalition revendiquait un égal traitement avec les régions industrialisées de l'Espagne. Malheureusement, cette entrée du PSA dans l'arène politique se solda par un cuisant échec. Le PSOE Andalou, bastion du jeune et charismatique leader Felipe GONALEZ, qui avait déjà marqué la mémoire historique des Espagnols en général remporta la partie.

Cet échec conduisit le PSA à faire une autocritique. Comme parti de classe, sa volonté de gouverner l'Andalousie, de la sortir de son colonialisme interne et de changer son système économique ne suffisaient pas pour qu'il obtînt des sièges au Parlement. En outre, il devait éviter l'incohérence de participer aux élections avec une image qui reflétait plus un collectif socialiste qu'un parti nationaliste. Il devait par conséquent renforcer la conscience autonomiste des Andalouses et des Andaloux à travers la consolidation de la fibre nationaliste. Cela le conduisit donc à adopter une position idéologique qui affirmât de plus en plus sa dimension andalousiste comme en témoigne Luis URUÑUELA, l'un de ses membres fondateurs, durant son deuxième congrès célébré en janvier 1979 :

*Este II Congreso del PSA –señaló- « es un hito fundamental para nuestro partido y para el pueblo andaluz ». «No es un congreso más porque en él hemos*

---

<sup>249</sup> Partido Socialista Obrero Español, *Acta de la reunión en que fué fundada la Agrupación Socialista Madrileña*, disponible sur [<http://www.psoe.es/ambito/historiapsoe/docs/index.do?action=View&id=460110>], (document consulté le 21 juin 2013)

<sup>250</sup> Partido Comunista Español, *Historia del Partido Comunista Español*, disponible sur [[http://www.pce.es/descarga/historia\\_pce\\_version1960\\_reducida.pdf](http://www.pce.es/descarga/historia_pce_version1960_reducida.pdf)], (document consulté le 21 juin 2013)

*adquirido el compromiso de profundizar en nuestro andalucismo, en dar un paso cualitativo, otorgando una sólida dimensión teórica a lo que hasta ahora ha venido inspirando todos los ámbitos de nuestra actuación política ». Y concluyó : « Por tanto, estimo correcto calificar nuestro congreso como el congreso del andalucismo. Andalucismo, en definitiva, que proyecte en el tiempo y dé eficacia operativa a ese Ideal Andaluz que nos legara el padre de la patria andaluza, Blas Infante »<sup>251</sup>.*

Le PSA accentua ainsi son caractère nationaliste au détriment du message socialiste pour se distinguer de la coalition des groupes socialistes et autonomistes des différentes régions espagnoles dont le PSOE constituait le fer de lance. Ce changement d'attitude idéologique et programmatique à l'orée de la consultation électorale de 1979 avait, bien entendu, une visée électoraliste dans la mesure où, ne l'oublions pas, le PSA cherchait à acquérir un pouvoir andalou à travers une entrée au Parlement espagnol. Il lui manquait cependant l'introduction de cette spécification dans son appellation, d'où le rajout « *Partido Andaluz* » au sigle PSA pour finalement parvenir à un nom assez complexe : *Partido Socialista de Andalucía-Partido Andaluz* (PSA-PA).

Cependant, il convient de nuancer en soulignant que lors de ce revirement idéologique, le PSA-PA ne cessa pas d'être un parti de classe qui luttait explicitement contre le système et la société capitaliste. En effet, Alejandro ROJAS MARCOS, cofondateur du parti, réaffirme durant ce même congrès de 1979 les bases idéologiques sur lesquelles il fut créé durant son premier congrès en 1976 :

*Reiteró que al hablar de andalucismo, el PSA significa una respuesta política simultánea de socialismo y nacionalismo. « Nuestro nacionalismo 'añadió- es un nacionalismo popular, de clase, al que pueden incorporarse todos los sectores populares en coincidencia de intereses con este despertar del pueblo andaluz ; nuestro socialismo no es totalitario ni dependiente de fuerzas hegemónicas internacionales de color blanco, rojo o amarillo, sino andaluz, democrático, es decir, autogestionario »<sup>252</sup>*

Ce fut donc à mi chemin entre nationalisme et socialisme que ce nouveau parti participa de façon solitaire aux élections de 1979. La preuve de la réceptivité de l'électorat andalou de cette

---

<sup>251</sup> ABC, Luis URUÑUELA: "Este congreso es el del andalucismo", disponible sur [\[http://hemeroteca.abcdesevilla.es/nav/Navigate.exe/hemeroteca/sevilla/abc.sevilla/1979/01/13/016.html\]](http://hemeroteca.abcdesevilla.es/nav/Navigate.exe/hemeroteca/sevilla/abc.sevilla/1979/01/13/016.html), (document consulté le 21 juin 2013)

<sup>252</sup> *Ibidem*

phase organisationnelle autour de la stratégie nationaliste se matérialisa par l'obtention de cinq sièges au Parlement espagnol au sortir des élections de 1979 :

*El PSA-PA duplicaría sobramente los votos obtenidos por US en Andalucía veinte meses antes. Los más de 325.000 votos obtenidos por su candidatura al Congreso suponían casi el 11 por 100 de los sufragios andaluces y el 1,81 por 100 del conjunto del país ; con ello, el partido pasaba a ser la cuarta fuerza electoral de la región, tras PSOE y UCD, y a poco más de los puntos del Partido Comunista de Andalucía, y la sexta en número de votos a nivel nacional, por debajo sólo de los cuatro grandes partidos estatales y de Convergencia i Unió. Los anteriores porcentajes se traducirían como es sabido, en cinco escaños en el Congreso, con lo que el partido se convertía en la séptima fuerza parlamentaria, inmediatamente detrás del PNV, CiU y AP (con siete, ocho y nueve diputados, respetivamente), y en la tercera fuerza regional de España<sup>253</sup>.*

L'élargissement de l'électorat du PSA-PA vint donc de sa stratégie sur l'éveil de la conscience des Andalouses et des Andalous qui, durant les élections de 1977, accordèrent leur confiance aux partis étatiques et confièrent la gestion de la *Junta Preautonómica* au PSOE. Dans un contexte de lutte pour une autonomie politique, de profonde crise économique et de frustration séculaire dans la quasi-totalité des secteurs et des couches sociales, le mécontentement de la population qui était grandissant permit donc au PSA-PA de conquérir au moins les voix de l'électorat de gauche et de réduire également, dans une moindre mesure, la base électorale de l'UCD. Avec ce succès électoral, le PSA-PA amorça une nouvelle phase de son expérience politique comme le certifie José Maria de los SANTOS LOPEZ :

*Con el triunfo electoral de 1979, el PSA-PA entraba en su fase institucional, dejando atrás la etapa testimonial extraparlamentaria. Este nuevo periodo abierto con un respaldo por encima de la barrera del 10% de los sufragios andaluces, pudo suponer para el partido entrar en la fase de "estabilización" en términos de Harmel & Svasand (1985). En esta fase, vemos como el PSA ha desarrollado suficiente importancia en términos de representación en el ámbito nacional como en aceptabilidad por parte del electorado y del gobierno de aquel*

---

<sup>253</sup> Miguel JEREZ MIR, « Una experiencia de partido regional : el caso del Partido Socialista de Andalucía. Partido Andaluz », *Reis* n° 30, 1985, p. 236.



*momento, el cual negoció acuerdos puntuales de apoyo con el partido regionalista para lograr su propia supervivencia*<sup>254</sup>.

En effet, l'apparition de cette force nouvelle et inattendue attira l'attention d'une UCD à la recherche d'une force supplémentaire pour soutenir l'investiture d'Adolfo Suarez en qualité de Président. Le leader du PSA-PA, Alejandro ROJAS MARCOS, désireux de consolider l'institutionnalisation du parti, accepta de soutenir cette investiture contre la création au Parlement espagnol d'un groupe parlementaire andalousiste. Même si ce soutien au parti centriste fit émerger des voix discordantes au sein du PSA-PA qui trouvaient une incohérence complète entre leur idéologie et la voie empruntée par leur leader, il est indéniable que cet accord constitua un autre pas significatif vers la consolidation du pouvoir andalou. En effet, pour la première fois, les préoccupations de l'Andalousie allaient être entendues, et ses intérêts défendus, au sein du Parlement par des andalousistes qui, dorénavant, allaient faire valoir l'opinion andalouse durant les sessions au même titre que les autres minorités parlementaires catalanes et basques.

Dans sa phase institutionnelle, le PSA-PA s'illustra une fois de plus en 1980 en votant pour la motion de censure contre le Président Adolfo SUAREZ. En effet, après avoir soutenu son investiture en 1979, il manifesta son désaccord avec ce dernier en s'unissant aux groupes parlementaires qui, par un vote affirmatif de la motion, acceptèrent l'alternative de gouvernement que représentait le PSOE avec Felipe GONZALEZ comme candidat à la présidence du gouvernement. Par ce revirement, la direction du PSA-PA tenait à sanctionner de façon claire le gouvernement d'Adolfo SUAREZ pour avoir boycotté la ratification référendaire de l'initiative autonome de l'Andalousie par l'article 151 de la Constitution ; initiative par laquelle elle devait acquérir une autonomie dotée du maximum de compétences.

Comme nous le verrons par la suite, les dispositifs de la Constitution de 1978 offraient trois voies d'accession à l'autonomie aux régions qui en faisaient la demande. Pour jouir d'une autonomie politique, l'Andalousie choisit la voie de l'article 151 dont l'issue favorable fut conditionnée par un référendum au sortir duquel trois quarts des votes de chaque province devaient être positifs. Le Gouvernement de SUAREZ voulait opérer une décentralisation politique régionale asymétrique, c'est-à-dire qu'il estimait que pour avoir approuvé leurs Statuts d'autonomie durant la Seconde République, seuls la Catalogne, le Pays basque et la Galice devaient jouir d'une autonomie politique et le reste des régions n'obtiendrait qu'une simple décentralisation administrative ; cette conception ne trouvait pas l'assentiment des andalousistes. Dans l'optique d'établir ces différents niveaux d'autonomie, le gouvernement de SUAREZ non seulement mena une campagne

---

<sup>254</sup> José Maria de los SANTOS LOPEZ, *Sociología de la transición española*, Málaga, Agora, 1990, p. 104

abstentionniste, mais raccourcit aussi le temps de campagne durant l'organisation du référendum du 28 février en Andalousie. De ce fait, la question de l'autonomie andalouse faisait partie des principaux thèmes abordés dans la motion de censure.

De par ces différentes actions, il ne fait pas l'ombre d'un doute que le PSA-PA, sur la base de l'andalousisme, était parvenu à instaurer de façon démocratique un pouvoir régional andalou au sein de l'Etat espagnol. Dès cet instant, et sous la bannière de l'andalousisme, il allait utiliser sans relâche ce pouvoir comme un véritable outil de développement pour opérer une convergence entre l'Andalousie et les régions industrialisées.

#### **I-d Pouvoir andalou ou utilisation du nouvel andalousisme comme instrument de développement de l'Andalousie**

Depuis la variation idéologique de l'andalousisme historique de Blas INFANTE jusqu'au nouvel andalousisme, les andalousistes, quoiqu'en utilisant des voies différentes, voulaient atteindre un seul et même objectif : créer un pouvoir andalou capable de libérer leur région de sa prostration socioéconomique et la mettre sur un pied d'égalité avec les régions industrialisées de l'Espagne. En effet, si l'andalousisme historique avait l'objectif de libérer l'Andalousie par la conscientisation des Andalouses et des Andalous sur leur identité territoriale et par la défense de leurs intérêts, le nouvel andalousisme, quant à lui, chercha les moyens lui permettant de faire valoir sur le plan institutionnel la voix de l'Andalousie et de défendre ses intérêts. A l'époque de son existence clandestine, l'ASA vivait déjà un sentiment andalousiste engendré par la triste perception de l'Andalousie comme une région marginalisée par le pouvoir central. Angustias HOMBRADOS MARTOS, spécialiste des revendications d'autogouvernement et des relations intergouvernementales dans des systèmes de gouvernement multi-niveaux, nous peint la sombre image que reflétait encore l'Andalousie un an après l'approbation de la Constitution espagnole :

*al comienzo de la transición política Andalucía era una región subdesarrollada, con una agricultura mayor que el resto de España en conjunto, una industria fuertemente dependiente del capital exterior y un sector terciario basado básicamente en el turismo y con empleo estacional. Las cifras relativas a la emigración (con casi 2 millones de emigrados en las décadas de los 50, 60, 70), el paro (la tasa de paro representaba en 1979 en el 13% de la población activa), o la renta familiar disponible (en 1977 eran 146915 pesetas, lo que la sitúa en el*

*78% de la media nacional (187162)) dan así cuenta de una región con una gran debilidad económica dentro del conjunto del Estado*<sup>255</sup>

Changer la courbe de ces indices de développement constitua donc la tâche que s'assignèrent les andalousistes pour qui le socialisme, la démocratie, l'autonomie et le nationalisme andalou allaient dorénavant constituer le socle sur lequel et par lequel allait se construire la future Communauté Autonome de l'Andalousie. Les andalousistes concevaient en effet la lutte de classes comme moteur de la société et comme processus dynamique dans la construction d'une société socialiste réalisable à partir d'une perspective démocratique et autonome. Vu sous cet angle, il appert que la singularité idéologique de l'andalousisme échappait à la conception des nationalismes traditionnels.

En effet, l'idéologie de ce nationalisme s'opposait à celle des nationalismes historiques de la Catalogne et du Pays basque et ses relations avec le pouvoir central étaient tout à fait particulières. Elle ne coïncidait ni avec celle de la droite –l'UCD– qui était au pouvoir même si les andalousistes avaient soutenu l'investiture de SUAREZ, ni avec les schémas classiques de la gauche –PSOE– préoccupée par une alternance au sommet de l'Etat, ni avec les idéologies et les jeux d'intérêts défendus par les nationalismes de l'Espagne industrialisée parce que les indices de sous-développement de l'Andalousie étaient flagrants, et encore moins avec la doctrine politique du centre dans la mesure où elle revendiquait la création d'un pouvoir andalou. L'idéologie de l'andalousisme était donc difficilement cernable aussi bien par les non partisans que par son propre corps électoral. Mais en jouant avec la fibre nationaliste, bon nombre d'Andalouses et d'Andalous votèrent le PSA-PA aux élections de 1979 pour la simple raison qu'ils estimèrent que ce parti représentait, défendait les intérêts du peuple andalou et militait pour le développement de leur région :

*Nos sentimos orgullosos de haber recibido el voto de muchos andaluces que no coinciden totalmente con nuestro ideal, y que nos han votado porque consideran que le PSA representa los intereses del pueblo andaluz*<sup>256</sup>.

L'utilisation de l'andalousisme n'avait pas seulement, en effet, pour principal objectif d'attirer l'électorat de la gauche et de la droite afin de créer un espace politique exclusivement andalousiste au Parlement espagnol, mais aussi de convertir ce nationalisme en un outil de lutte

---

<sup>255</sup> Angustias HOMBRADOS MARTOS, « ¿Quién quier café?: El proceso de descentralización en Andalucía y North-East de Inglaterra », *VII Congreso Español de Ciencia Política y de la Administración: Democracia y Buen Gobierno*, Madrid, Asociación Española de Ciencia Política y de la Administración (AECPA), septembre 2005, p. 58, disponible sur [\[http://www.aecpa.es/uploads/files/congresos/congreso\\_07/area01/GT04/HOMBRADOS-MARTOS-Agustias\(UNED\).pdf\]](http://www.aecpa.es/uploads/files/congresos/congreso_07/area01/GT04/HOMBRADOS-MARTOS-Agustias(UNED).pdf), (page consultée le 23 juin 2013)

<sup>256</sup> Déclaration d'Alejandro ROJAS MARCOS dans *Andalán*, Zaragoza, mars 1979, p.3

pour la répartition équitable des finances et des compétences entre l'Andalousie et les autres nationalités historiques. Sous cet angle de vue se rejoignent Manuel HIJANO del RIO et Juan Antonio LACOMBA, respectivement membre du Conseil du Patronage de la Fondation Blas INFANTE et spécialiste de l'Histoire Contemporaine de l'Espagne et de l'andalousisme, en certifiant l'utilisation de l'andalousisme comme instrument de lutte pour le développement de l'Andalousie<sup>257</sup>. Cela justifiait par conséquent l'usage de l'argument de l'*agravio comparativo*, épice palpable du nouvel andalouisme dont l'exploitation récurrente datait de bien avant la tenue du premier Congrès du PSA et constituait le cheval de bataille de la nouvelle élite politique comme en témoigna la campagne du PSA-PA de 1979 :

*« La estrategia de los andaluces, cara a su autodeterminación, tiene que estar condicionada por lo que en otros pueblos se haga... los vascos y catalanes no pueden construir su autonomía sin mirar a los demás, sin respetar la autodeterminación de los demás », y finaliza reivindicando un « trato en pie de igualdad con los otros pueblos españoles », así como la necesidad de cobrar conciencia de la propia identidad porque, si no, « seguiremos siendo españoles de tercera categoría »<sup>258</sup>.*

Les andalousistes estimaient donc qu'il n'y avait pas de raison que des faveurs fussent accordées à un certain nombre de régions pour la simple et bonne raison qu'elles constituaient des nationalités historiques. Ils instrumentalisèrent ainsi le nationalisme andalou pour corriger aussi bien les injustices spontanées comme l'instauration du système asymétrique défendue par l'UCD, que les injustices passées comme l'ensemble des politiques menées par le pouvoir central et dont les conséquences plaçaient l'Andalousie à la dernière des régions développées de l'Espagne. Ce fut donc dans cette dynamique que le PSA-PA s'engagea dans la lutte pour l'acquisition d'un autogouvernement aux compétences élargies durant l'institutionnalisation de l'Etat des autonomies.

Il faut de souligner que cette instrumentalisation du nationalisme andalou n'était pas exclusive à l'élite politique du PSA-PA. En effet, comme nous le verrons par la suite, durant la consolidation de l'Etat des autonomies, tous les partis politiques implantés en Andalousie en firent usage non seulement pour agrandir chacun son électorat, mais aussi et surtout pour justifier et ajuster leur raison d'être en Andalousie aux intérêts que cette région défendait au sein de l'Etat espagnol. L'andalousisme, converti ainsi en outil d'attraction de l'électorat et de développement, poussa donc chaque parti à faire une lecture minutieuse de la réalité andalouse, à trouver des

---

<sup>257</sup> Entretiens de Manuel HIJANO del RIO et Juan Antonio LACOMBA avec Mexcin EBANE sur l'« Andalousie dans l'Espagne des autonomies », Malaga, 04 et 05 juillet 2013

<sup>258</sup> Miguel JEREZ MIR, « Una experiencia de partido regional : el caso del Partido Socialista de Andalucía. Partido Andaluz », REIS, 1985, n°30, op.cit., p.226

solutions pratiques à ses problèmes quotidiens, et à adopter une politique de développement à la hauteur des besoins et des ambitions de sa population.

Le nouvel andalousisme incita donc chaque leader politique à inviter directement les Andalouses et les Andalous à s'intéresser aux projets de développement qui touchaient toutes les couches défavorisées, à opérer une refondation de ce qui avait été fait par ses adversaires politiques et qui généralement, selon lui, était insuffisant, et à substantiver la réalisation de chaque grand projet de « modernisation de l'Andalousie ». Rappelons que chaque discours centré sur les demandes des couches défavorisées allait faire appel à la dénonciation de la politique gouvernementale favorisant l'exclusion de l'Andalousie, ou à la prétention d'appartenir au seul parti capable de dynamiser le développement de l'Andalousie comme en témoignèrent les différents discours durant le processus de consolidation des autonomies. En effet, durant la campagne électorale de 1982, Alfonso GUERRA, Chef de la campagne électorale de Felipe GONZALEZ attesta que le PSOE était le seul parti capable de sortir l'Andalousie de son sous-développement et d'impulser la consolidation de son autonomie<sup>259</sup>. Plus tard, en 1990, José Maria AZNAR, dans son discours de fin de campagne en Andalousie affirma que l'Andalousie et l'Espagne méritaient de nouveaux projets que seul le *Partido Popular* pouvait réaliser. Car, c'était le seul parti qui aspirait à s'ouvrir à toutes les couches et à tous les secteurs sociaux, à construire l'Andalousie et l'Espagne et à en finir avec le PSOE qui pensait que le pays était un bien patrimonial qu'il pouvait gérer à sa guise<sup>260</sup>. Dans un cas comme dans l'autre, tous ces partis préconisaient le développement de l'Andalousie en se basant sur son identité territoriale, et donc, sur l'andalousisme.

Nul besoin de rappeler que l'Andalousie était l'une des régions où la population était la plus élevée en Espagne, et où le taux de participation aux consultations électorales n'était que grandissant depuis 1977<sup>261</sup>. En effet, comme l'affirma la spécialiste en Science Politique et de l'Administration Elena ROSADO RODRIGUEZ :

*En esta Comunidad Autónoma se concentra entre un 16 y un 17% del total de la población española con derecho a voto, con un censo electoral que se ha*

---

<sup>259</sup> *El País*, « Felipe González, Guerra y Escuredo, en un mitin en Córdoba, 2 de mayo de 1982, disponible sur [[http://elpais.com/diario/1982/05/02/espana/389138404\\_850215.html](http://elpais.com/diario/1982/05/02/espana/389138404_850215.html)], (page consultée le 23 juin 2013)

<sup>260</sup> José Maria AZNAR, Mitin de fin de campaña, Sevilla, 1990, disponible sur [<http://www.youtube.com/watch?v=bAeZIR9hM5g>], (page consultée le 23 juin 2013)

<sup>261</sup> Au sujet de la croissance du taux de participation aux élections en Espagne, Joaquin Maria MOLINS, Pablo OÑATE, *Elecciones y comportamiento electoral en la España multinivel*, Madrid, Ed. Illustrée, 2006, 261 p. attestent que : « la evolución de la participación electoral en las ocho elecciones legislativas celebradas desde 1977 hasta el año 2000 muestran que ésta ha experimentado grandes fluctuaciones tanto en España como en Andalucía. En este sentido, los ciudadanos de nuestra comunidad, y los españoles en general, han mostrado un mayor interés en acudir a las urnas en las elecciones críticas o de cambio (los procesos electorales de 1977, 1982, 1993 y 1996) que en las elecciones de continuidad, en las que no se contemplaba la posibilidad de un cambio de gobierno », p. 140

*incrementado en dos millones de votantes desde 1977 hasta 1996, pasando de algo más de tres millones y medio a 5 576 578*<sup>262</sup>.

L'Andalousie constituant ainsi une région dont le vote massif confierait très certainement le pouvoir exécutif au parti qui la convertirait en base arrière électorale, il était dans l'intérêt des tous les partis politiques, étatiques ou pas, de militer pour un pouvoir andalou afin de gagner la confiance de ces 5 576 578 électeurs. Car, agir selon d'autres critères aurait non seulement été une manière de s'assurer un ostracisme politique au sein de cette région, mais également amoindrir considérablement les chances de gagner une élection sur le plan national. Le nouvel andalousisme changea donc de façon radicale la manière de penser la politique en Andalousie, réunit et dynamisa la majeure partie des formations politiques autour de la défense de l'acquisition d'une autonomie aux compétences élargies dans cette région, et constitua, avec cette autonomie, la pierre angulaire du développement de l'Andalousie actuelle.

Ainsi, même si le nouvel andalousisme brandit quelques rares fois le drapeau de la consolidation de la conscience identitaire, il ne fait pas l'ombre d'un doute que les objectifs politiques et surtout, économiques, constituaient l'élément médullaire de ses revendications. Depuis Blas INFANTE jusqu'à l'Etat des autonomies, étaient légion les exemples qui montraient que le sentiment andalousiste était la conséquence de la privation économique et de l'injustice sociale qui sévissaient en Andalousie, et dont le remède ne pouvait être autre que la politisation de cette identité territoriale et sa conversion en un instrument de développement.

---

<sup>262</sup> Elena ROSADO RODRIGUEZ, El comportamiento electoral y el sistema de partidos en Andalucía, dans Francisco BALAGUER CALLEJON (Coord.), *El sistema de gobierno de la Comunidad Autónoma de Andalucía*, Granada, Editorial Comares, 2003, p. 525

**Chapitre II**  
**LES NATIONALISMES PERIPHERIQUES DANS**  
**L'INSTITUTIONALISATION DE L'ETAT DES**  
**AUTONOMIES**

La majeure partie des analyses faites sur la transition démocratique coïncide avec l'impact des revendications de ce que le spécialiste des nationalismes espagnols, Francisco CAMPUZANO, dénomme les nationalismes périphériques<sup>263</sup>. Si nous convenons avec lui que les virulentes revendications nationalistes en Catalogne et au Pays basque –deux régions où les forces nationalistes bénéficiaient d'un soutien social massif durant la transition- jouèrent un rôle moteur dans l'instauration de l'Etat des Autonomies au sortir du franquisme, nous devons également mentionner les études d'Andrés de BLAS GUERRERO qui soulignent que le problème national-régional de l'Espagne est connexe à la Guerre Civile, à la dictature de FRANCO, et à la transition politique<sup>264</sup>. Les réflexions de BORJA de RIQUER sur la faible nationalisation de l'Espagne au XIXe siècle méritent aussi d'être évoquées. Pour lui, souvenons-nous, l'émergence des identités alternatives en Catalogne et au Pays basque ne fut qu'une réponse à l'échec du processus de construction de l'Etat-nation espagnol si bien qu'à l'avènement de la Seconde République, le caractère singulier de ces deux régions ne prêtait plus à discussion au sein de l'Etat espagnol<sup>265</sup>. Nul besoin de rappeler que durant le régime franquiste, l'articulation politique du territoire obéissait aux aspirations d'un nationalisme unitaire et espagnoliste. Mais, à la transition, et plus précisément durant la rédaction de la Constitution, la pression exercée par les forces politiques nationalistes de la périphérie sur le pouvoir central et le profond désaccord sur la définition de la "nation" qui les opposaient débouchèrent sur une Constitution qui reconnaît et garantit l'intégrité des différentes nations qui composent l'Etat espagnol. Se basant sur l'unité indivisible de la Nation espagnole, cette Constitution va jouer un rôle centrifuge en régulant le transfert des compétences du pouvoir central vers les régions dorénavant pourvues du droit à l'autodétermination et régies par leurs Statuts d'Autonomie.

## **II-a La mise en marche du processus autonome : le régime transitoire des pré-autonomies**

Durant les années soixante, parmi les franquistes, rappelons-nous, certains secteurs des élites politiques étaient favorables à une politique d'ouverture ou à un assouplissement du système. A cette période, la dépendance économique, le chômage, l'analphabétisme, l'émigration, en somme, les problèmes socioéconomiques séculaires et non résolus de l'Andalousie, -en dépit de la politique

---

<sup>263</sup> Francisco CAMPUZANO, *Les nationalismes en Espagne. De l'Etat libéral à l'Etat des autonomies (1876 – 1978)*, Montpellier, Université Montpellier III, 2001, p. 151

<sup>264</sup> Andrés de Blas Guerrero, « El problema nacional-regional en la transición », José Felix Tezanos et al. *La transición democrática española*, Madrid, 1989, p. 588

<sup>265</sup> DE RIQUER, BORJA, *Nacionalidades y regiones en la España Contemporánea. Reflexiones, problemas y líneas de investigación sobre los movimientos nacionalistas y regionalistas*. Communication faite au premier congrès de l'Histoire Contemporaine Espagnole, organisé par l'Asociación de Historia Contemporánea, Salamanca, 1992, p. 21



des pôles de développement instaurée par le gouvernement franquiste afin de dynamiser la croissance- ne faisaient pas la une des 25%<sup>266</sup> de la presse officielle espagnole qui se trouvait en Andalousie. Ils étaient par contre dénoncés par une presse plus ou moins libérée<sup>267</sup> et commençaient à trouver une oreille attentive chez un certain nombre de jeunes professionnels principalement en Droit comme Alejandro ROJAS MARCOS, Luis URUÑUELA FERNANDEZ, Pedro PACHECO HERRERA, etc., tous issus de la grande bourgeoisie, élitiste, dans laquelle la critique et le dégoût de la culture et de l'identité propre à l'Andalousie étaient cultivés par la politique identitaire centraliste de Franco. Ces problèmes qui caractérisaient l'Andalousie, constituant de véritables engrais dans la terre plus ou moins fertile de la politique d'ouverture, firent éclore à nouveau la conscience régionale andalouse au sein de l'*Alianza Socialista de Andalucía*, transformée en 1976 en *Partido Socialista de Andalucía*. Cette éclosion a symbolisé la concrétisation des aspirations régionales des nouveaux andalousistes qui, de façon parallèle au processus de transition démocratique, allait se consolider avec des discours et des revendications construits sur la mémoire historique, sur des personnages et sur des symboles qui dorénavant allaient constituer le socle du nouvel andalousisme. Souvenons-nous également que sur le plan politique, l'Andalousie n'avait jamais eu d'institutions d'autogouvernement qui lui soient propres et qui auraient pu, de façon efficiente, contribuer à la promotion et à la consolidation de sa conscience régionale. Elle n'avait non plus jamais eu de formation politique régionaliste ou nationaliste avec des assises institutionnelles et des représentants au Parlement qui aurait pu défendre et promouvoir sa particularité régionale et présider sa structure pré-autonome durant la transition. Face à cet ensemble de faits, la création du PSA, son militantisme et ses revendications autonomiques vinrent à point nommé au moment de passer de l'Etat unitaire franquiste à l'Etat démocratique et décentralisé.

La rigoureuse chasse à l'homme qui constituait l'une des caractéristiques du régime franquiste avait contraint les opposants charismatiques de la périphérie à l'exil durant les trente six années de la dictature du caudillo. La transition démocratique fut alors un moment d'ouverture durant lequel plusieurs se décidèrent à rentrer en Espagne; cela fut le cas José TARRADELLAS, Président de la *Generalitat* en exil depuis 1954 et de retour en Espagne en 1977. Dans l'optique de

---

<sup>266</sup> Au sujet de la présence de la presse officielle en Andalousie, Manuel RUIZ ROMERO signale, *Formación y socialización del discurso autonomista : prensa andaluza y transición*, *Ambitos, Revista Andaluza de Comunicación*, 2009, n°18, pp. 237-256, signale qu'au soir du régime franquiste, l'Andalousie possédait *Córdoba, Jaén, Odiel, Patria, LaVoz de Almería, La Voz del Sur, La Tarde, Sur* et *Sevilla*, soit, 9 des 36 journaux qui appartenaient au *Movimiento* jusqu'en 1977. Cela représentait environ 25% du total de la presse officielle espagnole. P.239

<sup>267</sup> Sandra MENDEZ MUROS, dans sa thèse de doctorat intitulée *Tratamiento periodístico del tardofranquismo y de la transición democrática en la Prensa sevillana (ABC y El Correo de Andalucía: 1964-1978)*, Sevilla, Universidad de Sevilla, 2008, p. 380-385, affirme que l'un des périodiques andalous les plus emblématiques depuis l'agonie du régime franquiste était *El Correo de Andalucía*. Contrairement à *ABC* qui semblait de temps à autres défendre le régime franquiste, *El Correo* était en effet connu pour ses dénonciations, pour ses revendications et pour sa libre expression dans la diffusion des principes démocratiques, la diffusion des activités de l'opposition politique et dans la promotion de la nouvelle société civile.

rendre effective l'ouverture démocratique et de veiller au maintien de la paix durant la rédaction de la Constitution, après s'être entretenu avec lui à Madrid, le Chef du Gouvernement Adolfo SUAREZ accompagna son retour du rétablissement provisoire de la *Generalitat*. Malgré l'opposition de certains secteurs de sa formation politique, il décida de faire suivre ce rétablissement de la généralisation des régimes préautonomiques avant la rédaction de la Constitution<sup>268</sup>. Cette ouverture politique fut un acte symbolique qui, dans toute l'Espagne, constitua le point de départ d'une activité politique frénétique. En effet, les parlementaires pouvaient, dès cet instant, se constituer en assemblées et demander au Chef du gouvernement l'instauration d'un régime pré-autonomique dans leurs régions respectives. Après négociation avec le ministre des Régions, leur demande fut soumise au Conseil des ministres qui, à son tour, remit aux Cortes un Décret permettant l'instauration d'un régime pré-autonomique pour la région concernée.

Encouragés par ce qui se passait en Catalogne, les parlementaires basques également parvinrent à obtenir en janvier 1978 un *Consejo General del País Vasco* comme autogouvernement provisoire. Après la mise en marche des gouvernements pré-autonomiques dans ces deux régions où les forces nationalistes bénéficiaient d'une influence politique majeure, les députés des autres régions commencèrent leurs négociations avec le gouvernement. En mars 1978, la Galice obtint la *Junta provisional* et le reste des régions acquit chacune une plate forme pré-autonomique avant la fin de la même année<sup>269</sup>.

En Andalousie, au sortir des élections constituintes du 15 juin 1977, les parlementaires andalous se constituèrent en assemblée et initièrent des négociations avec le gouvernement de l'UCD en vue de doter l'Andalousie d'une entité pré-autonomique. A cette fin, ils comptaient sur l'appui de leur allié au sein du gouvernement, Manuel CLAVERO AREVALO, député de Séville et Ministre des Régions. Le 20 avril 1978, après l'approbation de la demande de création de la *Junta de Andalucía*, en reconnaissance à la reconnaissance de sa singularité nationale et de sa personnalité juridique qui, en dépit de l'absence du transfert des compétences, donna dorénavant à l'Andalousie le pouvoir de prendre des décisions -quoique de façon restrictive- et de mener des politiques idoines qui soient à la hauteur de ses ambitions rénovatrices et qui satisfassent son peuple. Manuel CLAVERO, enthousiasmé, affirma dans *ABC* que « *Hoy es un día de esperanza porque a este viejo pueblo andaluz se le reconoce su personalidad oficialmente y se le dota de unos órganos de gobierno y administración*<sup>270</sup> ». Une semaine plus tard, plus spécifiquement le 27 avril, le Décret portant création de la *Junta* fut publié. Sous la présidence de Placido FERNANDEZ VIAGAS, le travail de cette entité pré-autonomique commença aussitôt avec la signature du *Pacto de Antequera* à

---

<sup>268</sup> Luis GONZALEZ ANTON, *España y las Españas... op.cit.*, p. 635

<sup>269</sup> *Idem*, p. 638

<sup>270</sup> Manuel Clavero Arévalo, interview accordée à un journaliste d'*ABC* le 20 avril 1978, p.4

travers lequel toutes les formations politiques implantées en Andalousie se décidèrent à s'unir et à ne ménager aucun effort dans l'acquisition en une période très brève d'une autonomie dotée du maximum de compétences<sup>271</sup>.

En somme, la structure pré-autonomique de l'Andalousie et celles des autres régions étaient l'aboutissement des négociations ou du consensus entre le gouvernement de l'UCD et les partis politiques ayant des élus au Parlement. Elle était en outre, dans le cas de l'Andalousie, la manifestation de la volonté commune des élites politiques de militer pour l'intérêt supérieur de l'Andalousie en assumant des responsabilités collectives au moment de la transition. Les entités pré-autonomiques, dans leur ensemble, jouèrent un rôle déterminant dans l'instauration de l'Etat des Autonomies. En effet, avant la promulgation de la Constitution, elles avaient déjà configuré, par consensus, la structure territoriale, laquelle revêtait une importance capitale dans une Constitution dont les dispositions ne mentionnent nulle part la composition exacte des futures Communautés Autonomes. En outre, les pré-autonomies allaient avoir le mérite de faciliter la coordination des processus d'adoption par référendum des différents projets d'autonomie au sein de leurs municipalités et de leurs Députations provinciales conformément aux dispositions des articles 143 et 151 de la Constitution. Dans cette optique, on peut estimer qu'elles œuvrèrent comme de véritables oasis de liberté et de démocratie au milieu d'un Etat desséché par les rigoureuses conditions politiques de son système antérieur et en attente de sa transformation démocratique et sa consolidation à travers la promulgation de sa Constitution. Quoique ne bénéficiant d'aucun transfert de compétences, elles constituaient une avancée substantielle entre le passé -le régime centraliste autoritaire- et le futur -la décentralisation du pouvoir. Concernant l'Andalousie, la dimension historique de la pré-autonomie fut sans égale dans la mesure où elle constitua l'origine de son sous système autonome.

## **II-b Elaboration de l'article 2 de la Constitution : débat autour du concept polémique et polisémique de la nation et reconnaissance de la diversité nationale en Espagne**

Durant le régime franquiste, les mouvements périphériques furent condamnés au silence et à une intégration forcée au nationalisme espagnol unitariste imposé par le général FRANCO. Mais ce difficile traitement ne résolut en rien le conflit qui les opposait au pouvoir central depuis le XIXe siècle, c'est pourquoi pendant la rédaction de la Constitution, la résolution de la question nationale apparut comme la nécessité urgente de graisser les rouages du mécanisme de la transition

---

<sup>271</sup> Emilia GIRON REGUERA, « Reflexiones retrospectiva sobre el proceso autonómico andaluz y sus vicisitudes », *Revista de Estudios Regionales*, 2004, n°69, p.143

démocratique. En effet, durant cette période de grande agitation, l'utilisation de la formule "Etat espagnol" en lieu et place de "l'Espagne" avait une signification profonde. Ce phénomène traduisait l'intention politique de certaines forces nationalistes de réduire la condition « d'Espagnol » aux seuls liens juridico-politiques qui proviendraient de la simple appartenance à un même Etat. De par leurs particularités, ces forces refusaient implicitement de se reconnaître comme faisant partie d'une Espagne considérée comme réalité nationale. Ce point d'une extrême sensibilité conduisit les rédacteurs à élaborer un compromis sur la conception nationale de cet Etat démocratique en gestation. Pour ce faire, ils devaient non seulement reconnaître et satisfaire les revendications des forces nationalistes de la périphérie, mais ils devaient également garantir l'unité et la souveraineté de la nation espagnole comme le souligne l'article 2 de l'avant projet de la Constitution :

*La Constitución se fundamenta en la unidad de España y la solidaridad entre sus pueblos y reconoce el derecho a la autonomía de las nacionalidades y regiones que la integran*<sup>272</sup>.

Si cette définition nationale avait le mérite de reconnaître que l'Espagne était constituée de plusieurs nationalités, de plusieurs régions et de plusieurs peuples, elle n'affirmait pas en revanche que l'Espagne était une nation. Aussi bien pour les forces nationalistes périphériques que pour les conservateurs nostalgiques de l'Etat unitaire, elle constituait une fausse note dans la composition de l'œuvre audacieuse et difficile qu'était la Constitution. En effet, même si Miguel HERRERO - membre de l'*Unión del Centro Democrático* (UCD) et rapporteur du projet de la nouvelle Constitution- souligna dans une interview accordée à *El ABC* la congruence de l'utilisation du terme *nacionalidades* dans la Constitution, cette reconnaissance de la personnalité et de l'organisation de certains peuples qui, à son avis, étaient plus que de simples régions naturelles<sup>273</sup> était loin de satisfaire les forces nationalistes périphériques. A leurs yeux, à travers cet article, elles se voyaient refuser la reconnaissance de la souveraineté de leurs nations et se sentaient obligatoirement unies à une Espagne qui n'avait aucune légitimité et à laquelle elles devaient avoir le libre choix d'adhérer. Les conservateurs quant à eux, trouvaient inconcevable et condamnaient de toute leur énergie l'introduction des termes *nacionalidades* et *pueblos* dans le texte constitutionnel car, selon eux, ils étaient attentatoires à l'unité nationale. Le Secrétaire Général de l'*Alianza Popular* (AP), Manuel FRAGA IRIBARNE, déclara à ce propos que son parti récusait l'utilisation de

---

<sup>272</sup> Congreso de los Diputados, « Anteproyecto de Constitución », *Boletín Oficial de las Cortes*, día 5 de enero de 1978, Madrid, n°82, 1978, p.1522

<sup>273</sup> Interview de Miguel HERRERO accordée au journaliste Pilar URBANO d'*ABC* et publiée le 10 janvier 1978, citée par FRANCESC DE CARRERAS SERRA, Nación y nacionalidad en la Constitución española, *Centro de Estudios Andaluces*, disponible sur [[http://centrodeestudiosandaluces.es/datos/factoriaideas/informe\\_nacion\\_nacionalidad.pdf](http://centrodeestudiosandaluces.es/datos/factoriaideas/informe_nacion_nacionalidad.pdf)], (page consultée le 5 mai 2013)

l'expression *nacionalidades* dans la Constitution car, pour eux, il n'existait aucune autre nation que la nation espagnole.<sup>274</sup>

Pour HERRERO, l'inclusion des termes *nacionalidades* avait pour objectif de faire la distinction entre deux types de régions autonomiques : celles qui étaient des nationalités et d'autres qui étaient de simples régions, mais les deux, conçues dans un sens historique et culturel. Manuel FRAGA, par contre, exprimait la crainte de voir le terme *nacionalidades* dériver vers une conception juridique et politique de la nation, ce qui serait un risque de désintégration de l'Espagne au cas où ces *nacionalidades* se considéreraient détentrices d'une souveraineté nationale. De leur côté, les forces nationalistes catalanes et basques revendiquaient une modification de la rédaction de l'article 2 dans laquelle il serait explicitement indiqué que le droit à l'autonomie des nationalités et des régions représentait le fondement de la Constitution tout comme l'étaient les principes d'unité et de solidarité. Car, rappelons que dans cette version de l'article 2, l'autonomie des nationalités et des régions était simplement « *reconocida* » par la Constitution. Les Catalans et les Basques voulaient qu'il fût mentionné dans la Constitution que l'Espagne était un ensemble de nations ou de peuples unis par un lien confédéral où chaque nation exercerait son droit à l'autodétermination pour y adhérer ou pour en sortir. Ce désaccord sur la formulation et le contenu de cette première version de l'article 2 obligea les rédacteurs à faire preuve de plus d'ingéniosité et de concessions afin de trouver un consensus. Cela les amena à une version qui, en dehors de la simple question syntaxique, avait le même contenu que la première :

*La Constitución se fundamenta en la indisoluble unidad de la Nación española, patria común e indivisible de todos los españoles, y reconoce y garantiza el derecho a la autonomía de las nacionalidades y regiones que la integran y la solidaridad entre todas ellas*<sup>275</sup>.

Ce texte qui fut la version définitive de l'article 2 de la Constitution espagnole suscita la réaction des nationalistes périphériques qui le trouvaient discriminatoire. Pour abonder dans le sens de Francisco CAMPUZANO, il était discriminatoire parce que la nation espagnole était dorénavant conçue comme le fondement du nouvel ordre constitutionnel et les nationalités, une fois de plus, se voyaient refuser la condition de nations souveraines<sup>276</sup>. Il suscita par contre la satisfaction des groupes parlementaires majoritaires parce qu'il contenait le compromis fondamental qu'ils cherchaient à faire : en effet, d'une part, d'un point de vue historique et culturel, l'Espagne y était

---

<sup>274</sup> *Diario de Sesiones del Congreso*, n° 60, 8/5/1978, cité par Francisco CAMPUZANO, *les Nationalisme en Espagne...*, op. cit., p. 165.

<sup>275</sup> Congreso de los Diputados, «Dictamen de la Comisión de Asuntos Constitucionales y libertades públicas relativo al Anteproyecto de Constitución», *Boletín Oficial de las Cortes*, día 1 de julio de 1978, Madrid, n°121, 1978, p. 370

<sup>276</sup> Francisco CAMPUZANO, *les Nationalisme en Espagne...*, op. cit., p. 163.

une nation composée de plusieurs nationalités et régions pourvues d'un droit à l'autonomie, d'autre part, dans ce texte, seule en la nation espagnole résidait désormais la souveraineté et le pouvoir constitutionnel du peuple espagnol. De plus, non seulement la décision d'articuler ce nouvel Etat en Communautés Autonomes visait à satisfaire les revendications des nationalismes périphériques, mais elle transformait aussi la structure organisationnelle séculaire de cet Etat centraliste en un autre beaucoup plus dynamique. Enfin, l'unité politique de la nation espagnole, antérieure à la transition démocratique, serait le fondement sur lequel reposerait la Constitution et le droit à l'autonomie restait une création de cette Constitution qui se limiterait tout simplement à le reconnaître. En somme, l'enjeu politique et culturel de cet article 2 qui montrait que c'était sur l'idée de nation espagnole plurinationale qu'allait être fondé l'Etat des autonomies est expliqué de façon synthétique par Francisco CAMPUZANO :

*Il donnait au signifiant « nation espagnole » un contenu polysémique qui tranche avec les significations univoques que lui donnent aussi bien le nationalisme espagnol (pour affirmer que la nation espagnole constitue une entité unique) que les nationalismes périphériques radicaux (pour nier leur appartenance à cette nation). A l'arrivée, on trouve les concepts « nation plurielle », auquel la droite modérée va donner sa préférence, ou celui de « nation de nations », qui va être retenu par la gauche et la plupart des nationalistes catalans. Ce compromis pouvait difficilement satisfaire la revendication des nationalistes radicaux (et nous incluons dans cette catégorie le PNV), qui était en totale contradiction avec l'idée qu'il existait une nation espagnole<sup>277</sup>.*

Ce débat sur la définition de la nation, aspect fondamental parmi tant d'autres dans la Constitution, mit en évidence le début du long processus de négociation par lequel devaient passer les rédacteurs de ce texte avant qu'il ne réglât le transfert du pouvoir aux Communautés Autonomes et ne délimitât leurs domaines de compétences. Traditionnellement et plus précisément dans le cadre d'un Etat fédéral, ce type de fonctionnement instauré par la Constitution était le résultat d'un processus durant lequel plusieurs régions décidaient librement de s'associer pour créer un gouvernement central, lequel allait leur transférer des compétences d'un intérêt commun et d'un niveau suffisamment élevé pour leur permettre de fonctionner de façon autonome. Cette structuration, il convient de le souligner, ne permettait pas seulement de conserver l'union de ces différentes régions ou de décentraliser le pouvoir, elle permettait également une adéquation entre la structure de l'Etat et la préservation de la diversité historique et nationale des régions qui le composaient. Dans le cas de l'Espagne, même si le fondement de la Nation espagnole était le

---

<sup>277</sup> *Idem*, p. 168

nouvel ordre constitutionnel, c'est-à dire même si les régions qui composaient cet Etat n'y avaient pas librement adhéré car, « *La soberanía nacional reside en el pueblo español, del que emanan los poderes del Estado*<sup>278</sup> » et que « *La Constitución se fundamenta en la indisoluble unidad de la Nación española, patria común e indivisible de todos los españoles*<sup>279</sup> », ce pays incarnait à merveille la reconnaissance de sa diversité nationale à travers sa Constitution qui reconnaissait et garantissait le droit à l'autonomie des nationalités et des régions qui le constituaient. Le compromis politique sur lequel se basa cette conception d'Etat composé allait garantir la stabilité politique, le développement et la cohésion sociale car, la question nationale latente depuis la fin du XIXe siècle avait été accommodée dans le texte constitutionnel et dès lors, les forces politiques allaient soigneusement maintenir un équilibre entre la définition inachevée de la 'nation' dans la Constitution et la convivialité avec les manifestations politiques nationalistes.

### **II-c- Constitution Espagnole de 1978 : reconnaissance du droit à l'autodétermination et transfert des compétences du pouvoir central vers la périphérie**

Juan Pablo FUSI, spécialiste de l'Histoire de l'Espagne contemporaine, souligna que la structure territoriale de l'Etat transmise par FRANCO à la nouvelle démocratie espagnole fut un problème régional aggravé que devait le plus rapidement possible résoudre Adolfo SUAREZ en intégrant dans le texte constitutionnel les demandes d'autogouvernement des régions<sup>280</sup>.

En effet, bien avant la rédaction de la Constitution de 1978 et pour le bon déroulement de la transition politique, il était indispensable d'adapter cette réalité sociopolitique laissée par le franquisme à la configuration territoriale à laquelle aspirait la périphérie. La solution juridique d'urgence et provisoire à ce problème territorial latent fut l'instauration des régimes pré-autonomiques, structures territoriales qui furent tout simplement reprises le 29 décembre 1978, moment de la promulgation de cette Constitution qui cherchait une solution alternative entre l'Etat centralisé et l'Etat fédéral.

La rédaction de l'article 2 de cette Constitution fit couler beaucoup d'encre comme nous l'avons souligné, mais il ne fut pas le seul point qui suscitât beaucoup de réactions des forces politiques en présence. En effet, selon Manuel CLAVERO AREVALO, Ministre Délégué des Régions en 1977 et Ministre de la Culture en 1979, l'élaboration du Titre VIII fut si difficile et le consensus des forces politiques si improbable que les constituants préférèrent l'aborder à la fin de la rédaction

---

<sup>278</sup> *Constitución española*, Madrid, Tecnos, 15<sup>e</sup> éd., 2009, p. 27

<sup>279</sup> *Idibem*

<sup>280</sup> Juan Pablo FUSI, « los nacionalismos y el Estado Español : el siglo XX », *Cuadernos de Historia Contemporánea*, 2000, n°22, p. 45

de la Constitution<sup>281</sup>. Cela n'était pas surprenant dans la mesure où l'Etat des Autonomies fut une invention de la démocratie espagnole qui permit de trouver un compromis au contentieux séculaire des nationalismes périphériques catalan et basque. Souvenons-nous, depuis la fin du XIXe siècle, ces forces nationalistes revendiquaient une structuration politique et territoriale de l'Espagne qui reconnût leurs singularités nationales, politiques et géographiques. Au moment de la structuration territoriale de l'Etat, l'Espagne unitaire et indivisible devait être décentralisée et l'introduction de l'autonomie politique à travers les Communautés Autonomes allait, en tout état de cause, présenter des niveaux d'autogouvernement différents selon la pression exercée par les forces périphériques des régions concernées. S'il est vrai, comme le souligne Francisco CAMPUZANO, l'une des autorités en matière de nationalismes périphériques en Espagne, qu'en dehors des nationalismes catalan et basque, les autres forces nationalistes revêtaient une importance marginale dans le jeu politique de la transition<sup>282</sup>, il n'en demeure pas moins vrai qu'en se basant sur le volontarisme des régions, dans la structuration territoriale du pouvoir politique, les constituants étaient poussés à concevoir l'autonomie politique comme un droit dont l'exercice était soumis à la volonté des forces nationalistes ou des régions.

A cet effet, le Titre VIII de la Constitution, de par les articles 143, 144, 146, 151 et la Seconde Disposition Transitoire, établissait différentes voies que pouvaient emprunter les régions pour accéder à leur autonomie et se transformer ainsi en Communautés Autonomes. Selon ces dispositions, le processus que les constituants prévirent comme voie normale, voie lente ou voie simple d'accession à l'autonomie -que nous considérons basique car ne permettant qu'une simple décentralisation administrative- passait par l'application des articles 143 et 146. A l'inverse, le second moyen d'accession à l'autonomie prévu par l'article 151 était singulièrement rapide dans le transfert du niveau maximum des compétences que pouvait prévoir la Constitution. Cependant, les conditions à remplir en optant pour ce canal étaient particulièrement difficiles. A ces deux moyens d'accession à l'autonomie s'ajouta le troisième qui était extraordinairement arbitraire et conçu dans le seul but de satisfaire et de faire diminuer la pression exercée par les forces nationalistes catalanes et basques. En somme, cela signifie qu'il devait y avoir deux sortes d'autonomies dont la Seconde Disposition Transitoire de la Constitution prend soin de différencier clairement les niveaux de compétences :

*Los territorios que en el pasado hubiesen plebiscitado afirmativamente proyectos de Estatuto de Autonomía y cuenten, al tiempo de promulgarse esta Constitución, con regímenes provisionales de autonomía, podrán proceder inmediatamente en*

---

<sup>281</sup> Manuel CLAVERO ARÉVALO, « La elaboración del Título VIII de la Constitución y la situación actual del Estado de las Autonomías », *Revista de Estudios Regionales*, 1996, n°44, p.35

<sup>282</sup> Francisco CAMPUZANO, *Les nationalismes en Espagne...*, op. cit, p. 151



*la forma que se prevé en el apartado 2 del artículo 148, cuando así lo acordaren, por mayoría absoluta, sus órganos preautonómicos colegiados superiores, comunicándolo al Gobierno*<sup>283</sup>.

A travers cette Seconde Disposition Transitoire, les constituants établirent un système asymétrique qui, bien avant l’approbation de la Constitution, légalisa l’existence au sein d’une Espagne unie et solidaire, des autonomies de première classe dont le niveau d’autogouvernement avoisinerait celui d’un Etat fédéral, et des autonomies de seconde classe, plus proches d’une simple décentralisation administrative. Même si la Constitution ne mentionna pas explicitement les Communautés qui devaient constituer la première classe d’autonomie, il suffit juste de se rappeler que les régions qui avaient approuvé par référendum leurs Statuts d’Autonomie durant la Seconde République étaient la Catalogne, le Pays basque et la Galice. Et, aussitôt, ces régions procédèrent à l’élaboration de leurs nouveaux Statuts d’Autonomie. Après les avoir respectivement approuvés par référendum le 25 octobre 1979 et le 21 décembre 1980, le Statut de la Catalogne et celui du Pays basque furent promulgués le 18 décembre 1979, et celui de la Galice le 6 avril 1981.

Comme le mentionne la Seconde Disposition Transitoire, la différence entre la Catalogne, le Pays basque, la Galice et les autres Communautés était flagrante et, Manuel CLAVERO AREVALO, en se basant sur le Titre VIII de la Constitution, nous l’explique de façon succincte :

*Las diferencias entre País Vasco, Cataluña y Galicia y las demás Comunidades Autónomas, eran importantes en la Constitución. Las tres primeras tenían competencias plenas reguladas en el artículo 149 de ésta, el artículo 152 les garantizaba Asamblea Legislativa, elegida por sufragio universal, Consejo de Gobierno con funciones ejecutivas y administrativas y un Presidente elegido por la Asamblea, de entre sus miembros, y nombrado por el Rey. Tienen además un Tribunal Superior de Justicia que culmina la organización judicial en el ámbito territorial de la Comunidad Autónoma, sin perjuicio de la jurisdicción que corresponde al Tribunal Supremo. Por el contrario las demás Comunidades Autónomas tenían limitadas las competencias a las relacionadas en el artículo 148 de la Constitución y ésta no les garantiza instituciones de autogobierno por lo que hubiera sido posible que no tuvieran competencias legislativas y además*

---

<sup>283</sup> Constitución española..., op.cit., p.132

*sus Estatutos no se sometían a referéndum, a diferencia de las Comunidades del País Vasco, Cataluña y Galicia*<sup>284</sup>.

Aussi bien que la rédaction de l'article 2, celle du Titre VIII de la Constitution également était fondamentale pour une instauration effective de l'Etat des autonomies. Le premier proclame l'unité indivisible de la nation espagnole en même temps qu'il reconnaît l'existence en son sein des nationalités périphériques. La reconnaissance institutionnelle de ces deux conceptions complètement différentes de l'Espagne nous laisse penser que la Constitution de 1978 resta inachevée et que la pression de la périphérie, à un moment ou à un autre, ramènera autour de la table les différents protagonistes pour sa réforme. Le second quant à lui, incorpore un modèle d'Etat profondément décentralisé dans lequel apparaît un nouvel acteur : les Communautés Autonomes. A travers les articles 148 et 149, il établit des listes de compétences assumées respectivement par ce nouvel acteur et par l'Etat.

L'institutionnalisation de l'Etat des Autonomies à travers l'élaboration et l'approbation de la Constitution de 1978 peut ainsi être considérée comme le premier instant qui rendit possible la convivialité des identités périphériques et du pouvoir central qui, jusqu'à cette période, coexistaient au sein d'un même territoire. En dépit des différents points de vue et des interprétations contradictoires, les forces en présence arrivèrent à un consensus sur la conception de la « nation » et sur l'organisation territoriale de l'Espagne. Il est indispensable de souligner que contrairement aux concessions faites par le gouvernement central exclusivement à la Catalogne et au Pays basque durant le XIXe siècle et pendant la Seconde République, il ne s'agissait pas cette fois-ci de trouver une solution à une revendication singulière faite par l'une ou l'autre région, mais de changer complètement l'essence de l'organisation territoriale de l'Etat. Ce fut dans cette atmosphère politique et socioéconomique en effervescence que toute la classe politique andalouse, deux jours avant l'approbation de la Constitution, soit le 4 décembre 1978, s'engagea à Antequera à acquérir une autonomie aux compétences élargies. Il faut dire que la distinction faite entre les régions qui approuvèrent par référendum leurs projets de Statut d'Autonomie durant la Seconde République et les autres laissa les andalousistes insatisfaits. Rappelons-nous que, depuis la publication d'*El ideal andaluz* de Blas INFANTE en 1915, jamais ils ne cessèrent de revendiquer une autonomie dotée du maximum de compétences afin de sortir l'Andalousie de son enlisement socioéconomique et de la mettre sur un pied d'égalité avec la Catalogne et le Pays basque. Au moment de la transition, il était inconcevable pour eux de ne pas saisir cette occasion unique introduite dans la Constitution de 1978

---

<sup>284</sup> Manuel CLAVERO ARÉVALO, « Un balance del Estado de las Autonomías », *Mediterráneo Económico*, Fundación Cajamar, 2006, n°9, p. 42

qui donna la possibilité aux autres régions de se transformer en Communautés Autonomes à travers l'application de l'article 151.

**Chapitre III**

**DYNAMIQUE DE L'ANDALOUSISME DANS LE  
PROCESSUS D'ACQUISITION DE L'AUTONOMIE**

Durant la transition démocratique, les virulentes revendications nationalistes de la Catalogne et du Pays basque contraignirent les constituants à accorder une autonomie politique à ces régions. Mais pour ne pas leur faire croire que ce privilège leur fut accordé uniquement pour satisfaire leurs forces nationalistes ou pour éviter que leur virulence n'entravât le fonctionnement harmonieux des rouages de la transition, ils accordèrent également le même degré d'autonomie à la Galice sous prétexte qu'elle également avait approuvé par référendum son Statut d'Autonomie durant la Seconde République, établissant ainsi un système asymétrique dans leur nouvel Etat en gestation. Mais cette conception de l'Etat des autonomies fut altérée par la détermination inédite de l'Andalousie à accéder à l'autonomie non par la voie de l'article 143 de la Constitution, comme l'avaient prévu les constituants, mais par celle de l'article 151 qui permettait à toute région de jouir d'un traitement identique à celui accordé aux nationalités historiques. La ratification populaire de cette initiative transcenda la vision de la Transition démocratique des constituants et changea profondément le paysage politique de l'Espagne. En effet, l'autonomie politique limitée à la Catalogne, au Pays basque et à la Galice allait s'étendre à l'Andalousie qui, dorénavant, allait intégrer ce groupe de nationalités historiques et jouir par conséquent du maximum de compétences que pouvait transférer la Constitution.

### **III-a L'initiative autonome par la voie de l'article 151 de la Constitution**

La détermination des parlementaires andalous ainsi que celle de l'ensemble des partis politiques implantés en Andalousie manifestées à travers le *Pacto de Antequera* du 4 décembre 1978 constituèrent le point de départ de l'initiative autonome de l'Andalousie par l'article 151 de la Constitution. A ce propos, Emilia GIRON REGUERA, spécialiste du Droit Constitutionnel, nous présente de façon succincte les différentes voies d'accession à l'autonomie prévues par la Constitution :

*el Título VIII de la Constitución ofrecía diferentes vías a través de las cuales las regiones podían acceder al autogobierno y constituirse en Comunidades Autónomas (arts. 143, 144, 151, Disposición Transitoria 2ª y tácito de la Disposición Adicional 1ª). La responsabilidad de decidir si y de qué manera se iba a llevar a cabo el proceso de autonomía se confiaba a las entidades territoriales. Básicamente frente al procedimiento normal o de vía lenta de los artículos 143 y 146, la Constitución prevé en su artículo 151 un procedimiento extraordinario o de vía rápida, en el que los requisitos exigidos son más difíciles de cumplir por cuanto permite acceder al máximo techo competencial. La mayor*

*complejidad de este último procedimiento obedecía al interés de que los territorios españoles accedieran a la autonomía por la vía más sencilla del art. 143 CE<sup>285</sup>.*

La décentralisation du pouvoir était l'un des facteurs les plus marquants de la transition démocratique. Mais on le sait, les constituants la concevaient de façon asymétrique. Consciente de ne pas jouir du soutien de l'UCD dans son projet politique, la classe politique andalouse lança une vaste campagne de conscientisation des Andalouses et des Andalous sur le défi qu'ils devaient relever. Car, soulignons-le, il y avait une différence énorme entre le processus autonome par la voie de l'article 143 et celui par la voie de l'article 151. En effet, le premier article stipule que :

*La iniciativa del proceso autonómico corresponde a todas las Diputaciones interesadas o al órgano interinsular correspondiente y a las dos terceras partes de los Municipios cuya población represente, al menos, la mayoría del censo electoral de cada provincia o isla. Estos requisitos deberán ser cumplidos en el plazo de seis meses desde el primer acuerdo adoptado al respecto por alguna de las Corporaciones locales interesadas<sup>286</sup>.*

Le processus autonome par cet article était relativement simple. Dans le cas où l'Andalousie l'aurait choisi, il prescrivait que son initiative autonome devait être entreprise par tous les Conseils provinciaux et par au moins deux tiers des communes dont la population devait représenter au moins la majorité du corps électoral. C'était une procédure générique qui ouvrait le troisième chapitre du Titre VIII de la Constitution et par conséquent, une formalité commune et basique sur laquelle reposaient les spécificités procédurales de l'article 151 plébiscité par les forces politiques andalouses. En effet, ce dernier dispose que :

*No será preciso dejar transcurrir el plazo de cinco años, a que se refiere el apartado 2 del artículo 148<sup>287</sup>, cuando la iniciativa del proceso autonómico sea acordada dentro del plazo del artículo 143.2, además de por las Diputaciones o los órganos interinsulares correspondientes, por la tres cuartas partes de los Municipios de cada una de las provincias afectadas que representen, al menos, la mayoría del censo electoral de cada una de ellas y dicha iniciativa sea ratificada*

---

<sup>285</sup> Emilia GIRON REGUERA, « Reflexiones retrospectiva sobre el proceso autonómico andaluz y sus vicisitudes », *Revista de Estudios Regionales*, 2004, n°69, p.140

<sup>286</sup> *Constitución Española, op.cit.* p. 108

<sup>287</sup> L'alinéa 2 de l'article 148 de la *Constitución española* prévoit que : « *Transcurrido cinco años, y mediante la reforma de sus Estatutos, las Comunidades Autónomas podrán ampliar sucesivamente sus competencias dentro del marco establecido en el artículo 149* », p.112

*mediante referéndum por el voto afirmativo de la mayoría absoluta de los electores de cada provincia en los términos que establezca una ley orgánica*<sup>288</sup>.

Les multiples obstructions dont regorgeait cet article rendaient son usage quasi impossible aux yeux des constituants, d'où le défi de taille que devait relever l'Andalousie. En effet, outre ses Conseils provinciaux, les trois quarts des communes de chaque province andalouse devaient représenter au moins la majorité du corps électoral de chacune d'entre elles. En outre, pour couronner le tout, l'accession à l'autonomie par cet article devait être ratifiée au référendum par les suffrages positifs de la majorité absolue des électeurs de chaque province. Cette difficulté supplémentaire, vécue dans le cas concret d'Almería, faillit mettre en échec l'initiative autonome de l'Andalousie comme nous le verrons un peu plus tard.

A côté des deux moyens d'accession à l'autonomie, se trouvait également celui de la Seconde Disposition Transitoire. Non seulement il était plus facile et plus rapide, mais il donnait également droit à un niveau de compétences identique à celui de la voie 151 dont seuls la Catalogne, le Pays basque et la Galice jouirent. Ce énième traitement inégal entre les différentes régions et l'allergie de l'UCD à l'idée d'accorder une autonomie de première classe à une région autre que celle précitées, approfondirent le sentiment de discrimination déjà existant en Andalousie, en même temps qu'ils incitèrent Andalouses et Andalous à suivre l'exemple de la Catalogne, du Pays basque et de la Galice.

Ainsi, malgré la complexité du processus, les forces politiques ainsi que l'ensemble des couches sociales de l'Andalousie, grâce à leur massive mobilisation pour l'autonomie, surmontèrent le premier obstacle de l'article 151 en approuvant le projet de texte de Statut d'autonomie en août 1979. En effet :

*Se cumplió el primer requisito del art. 151 CE, pues todas las Diputaciones Provinciales andaluzas y más del 95% de los Ayuntamientos andaluces, que superaba ampliamente en cada provincia las tres cuartas partes del total de ellos y representaban la mayoría del censo electoral, habían hecho suya la iniciativa autonómica a través del artículo 151 CE. Hallándose las provincias andaluzas en el supuesto previsto por el artículo 151.1, inciso primero, de la Constitución, procedía convocar el referéndum para su ratificación*<sup>289</sup>.

Dès cet instant, des difficultés supplémentaires commencèrent à s'ajouter au cortège d'obstacles qui jalonnaient déjà le processus autonome de l'Andalousie. En effet, lorsque les

---

<sup>288</sup> *Idem*, p. 117

<sup>289</sup> Emilia GIRON REGUERA, Reflexión retrospectiva sobre el proceso autonómico andaluz..., *op.cit.*, p., 144

forces politiques andalouses, représentées par le Président de la *Junta de Andalucía* Rafael ESCUREDO, évoquèrent devant le gouvernement de SUAREZ la possibilité de publier un Décret visant à permettre la tenue d'un référendum le 4 décembre 1979, comme cela avait été le cas en Catalogne et au Pays basque le 25 octobre de la même année, celui-ci, plus que réticent à l'idée d'accorder l'autonomie aux compétences élargies à une région autre que les nationalités historiques, leur fit comprendre que cela ne pourrait se faire qu'après l'approbation par les Cortes de la *Ley Orgánica de Regulación de las Distintas Modalidades de Referéndum* (LORDMR). Publiée dans le *Boletín Oficial del Estado* le 23 janvier 1980, cette loi précisait dans l'alinéa 4 de son article 8 que si au sortir de l'organisation du référendum, la région ne parvenait pas à obtenir la ratification du texte statutaire par les suffrages positifs de la majorité absolue de "chaque" province, il ne lui serait pas possible de reprendre le processus autonome avant une période cinq ans. Etant en pleine procédure autonome par l'article 151, l'Andalousie ne parvint pas à remplir les critères de cette loi de Référendum car le quorum dans la province d'Almería n'avait pas été atteint. L'Espagne étant une véritable poudrière politique durant la transition, l'Andalousie refusant à tout prix de subir une énième injustice de la part du gouvernement central, et le processus autonome qui au départ lui était particulier se transformant en problème national, il fallait trouver le plus rapidement possible une solution adéquate et définitive à cette situation politique qui, à n'importe quel moment, pouvait mettre le feu aux poudres.

### **III-b Le référendum du 28 février en Andalousie et son impact sur l'Etat des Autonomies**

#### **III-b-1 Sanction référendaire : expression de la détermination autonomiste du peuple andalou**

Le processus autonome de l'Andalousie requiert une attention singulière de par son caractère unique durant la transition. L'un des événements constitutifs de cette unicité fut le référendum du 28 février 1980. Selon le spécialiste du Droit Constitutionnel Joan Oliver ARAUJO :

*Llamamos referéndums autonómicos a aquellos que tienen su ámbito territorial y humano circunscrito a una comunidad autónoma y que, de una u otra forma, están insertos en el proceso de configuración del Estado autonómico*<sup>290</sup>.

---

<sup>290</sup> Joan Oliver ARAUJO, El referéndum en el sistema constitucional español, Cuadernos de la Facultad de Derecho, 1986, n°15, p.



Cette consultation populaire andalouse qui marqua la transition démocratique en Espagne se distingue par l'affrontement entre le gouvernement central et l'UCD qui battirent campagne pour l'abstention, et la *Junta Preautonómica* qui militait pour la mobilisation massive et pour une sanction référendaire positive. En effet, jusqu'au moment de la rencontre entre Rafael ESCUREDO et Adolfo SUAREZ pour convenir de la date de la consultation référendaire en Andalousie, l'UCD maintenait une position cohérente avec la ligne politique en faveur de l'autonomie par l'article 151 ; jusqu'à ce que son revirement affichât clairement que cette vision de l'Espagne démocratique n'était pas partagée par l'ensemble de ses cadres dirigeants. Rodolfo MARTIN VILLA, l'une des pièces maîtresse du gouvernement de SUAREZ, nous rappelle dans ses mémoires que, pour les dirigeants centristes :

*fue muy negativo, a nuestro juicio, el sistema que se estableció para la elaboración de los estatutos. Consiste, en efecto, en una negociación entre la soberanía nacional, representada por las Cortes, y la representación de la comunidad autónoma a través de su asamblea de parlamentarios. Es muy difícil, por no decir imposible, que en ese marco la pura defensa de los intereses nacionales no se presente como centralismo que atenta contra la autonomía, lo que resta fuerza a la representación nacional y la coloca en una posición muy incómoda*<sup>291</sup>.

Cette supposée crainte de la déstabilisation de la nouvelle démocratie espagnole amena donc le gouvernement et l'UCD à avoir une certaine conception du processus autonome et à l'imposer à toutes les régions qui n'étaient pas évoquées dans la Seconde Disposition Transitoire de la Constitution. En effet, pour le parti de SUAREZ :

*El procedimiento del artículo 143 de la Constitución permite garantizar el principio de igualdad y de solidaridad entre todas las regiones y nacionalidades, y rechaza rotundamente, por rigurosamente inexacta, cualquier afirmación de que por tal procedimiento solo pueda alcanzarse una simple descentralización administrativa*<sup>292</sup>.

Pour mettre en application la rationalisation du processus autonome conformément à la vision qui était la leur, au sein du Comité Exécutif du parti, une commission à la tête de laquelle se

---

<sup>291</sup> Rodolfo MARTIN VILLA, *Al servicio del Estado*, Barcelona, Planeta, 1984, p.180

<sup>292</sup> Document approuvé par le Comité Exécutif de l'UCD, cité par Rafael QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ, La UCD y el referéndum autonómico de Andalucía (28-2-1980), dans Damián Alberto GONZÁLEZ MADRID (Coord.), *El franquismo y la transición en España : desmitificación y reconstrucción de la memoria de una época*, Madrid, Catarata, 2008, p. 198

trouvait Rodolfo MATIN VILLA vit le jour. Fidèle à leur objectif, celle-ci adopta un document dont les points saillants furent les suivants :

*Defiende la teoría del ahorro económico, la vía del 143, el asalto al poder en el que se ha convertido el acceso a las autonomías, la imposibilidad de descentralizar aceleradamente, y en coherencia con todo lo expuesto : solicita la abstención o el voto blanco para el 151.*<sup>293</sup>

L'UCD, parti majoritaire, en prenant cette grave décision après l'élaboration de la LORDMR, devait au moins donner une indiscutable raison d'Etat. Dans cet objectif, elle évoqua le maintien de la stabilité et de la consolidation de la fragile et nouvelle démocratie espagnole au détriment de ce qu'elle entendait comme des assauts du pouvoir et des intentions autonomistes qui pouvaient compromettre cette fragile démocratie encore en gestation.

Les répercussions de cette décision furent dévastatrices non seulement à l'intérieur du gouvernement, au sein du parti, mais aussi sur sa consolidation en Andalousie. La double démission le 16 février 1980 de Manuel CLAVERO AREVALO du poste de Ministre de la Culture et de celui de Président de l'UCD en Andalousie quatre jours après l'ouverture de la campagne en fut un exemple patent. En effet, étant originaire de l'Andalousie et ayant été l'un des artisans de l'instauration de l'Etat des autonomies en Espagne, rester au sein d'un gouvernement et dans un parti politique qui pourtant soutinrent et facilitèrent constitutionnellement l'initiative autonome en Catalogne, au Pays basque et en Galice, mais s'opposaient à celle entreprise unanimement par l'ensemble des Conseils provinciaux de l'Andalousie n'était pas seulement faire injure à sa région, mais aussi à l'ensemble de sa classe politique. Etant un éminent militant, son départ de l'UCD fit boule de neige car, non seulement il entraîna un grand nombre de démissions d'un grand nombre de représentants et de partisans fidèles à la cause de l'autonomie par l'article 151, mais aussi il approfondit et généralisa en Andalousie le sentiment d'« *agravio comparativo* » engendré par l'authentique rupture d'égalité créée par le gouvernement de SUAREZ.

En effet, la logique démocratique aurait voulu que celui-ci fût neutre ou qu'il soutînt l'indépendance de ses institutions qui ne demandaient rien d'autre qu'à connaître l'opinion de sa collectivité, mais il prit parti en boycottant un référendum qu'il avait lui-même convoqué. Au lieu de prendre conscience de son erreur, il s'aligna plutôt sur l'objectif de l'UCD en radicalisant sa ligne politique à travers une campagne pour l'abstention ou pour l'usage d'un bulletin blanc au référendum avec un slogan dont le contenu boycotté ne présentait aucune ambiguïté : « *Este no es*

---

<sup>293</sup> Manuel RUIZ ROMERO, Los procesos comunicativos en el referéndum para la ratificación autonómica de Andalucía (28F) : Abstencionismo frente a movilización, *Revista de Estudios Regionales*, 2004, n° 71, p. 134.

*tu referéndum. Si vas votar, vota en blanco* »<sup>294</sup>. En outre, contrairement au temps accordé à la Catalogne et au Pays basque où la campagne pour la mobilisation et la ratification des référendums d'initiative autonome dura trois semaines, en Andalousie, elle fut réduite à quinze jours, accompagnée d'un accès très limité aux moyens de communication pour la propagande. Car, ne l'oublions pas, l'importance de l'UCD durant la transition était telle qu'elle avait non seulement la responsabilité du gouvernement espagnol, mais aussi celle d'un grand nombre d'institutions locales et provinciales dont la capacité obstructive au mouvement autonomiste était redoutable. En effet, pour ne se référer qu'au *Comité de Prensa, Radio y Televisión*, cet organe qui avait la charge de faire une large diffusion de la campagne électorale comptait dix membres dont cinq nommés par le gouvernement central, et les cinq autres par la *Junta Electoral Central* sur la proposition des groupes politiques. Mais comme l'explique Manuel RUIZ ROMERO, la participation de l'Andalousie dans ce Comité ne fut que symbolique dans la mesure où seulement trois membres sur dix étaient nommés par les forces politiques andalouses. En outre, le mode de fonctionnement de cet organe qui réunissait tous les moyens de communication publics ne favorisait pas clairement le plein succès de cette campagne de ratification par référendum du Statut d'Autonomie :

*no pueden emitirse en sábados y domingos. Es decir, al existir 15 días de duración con dos fines de semanas y otro día más de reflexión final, las jornadas para aplicar esta campaña institucional se reducen a diez días*<sup>295</sup>.

Devant ce procédé qui visait à limiter l'influence de l'organe préautonomique et la radicale polarisation de l'UCD, il était évident qu'il ne s'agissait plus tout simplement de boycotter le référendum de l'Andalousie, mais d'empêcher par tous les moyens l'accession de cette région à une autonomie politique. Les moyens de communication étant presque tous sous le contrôle du gouvernement, il n'était donc pas surprenant de constater la publication des opinions proches de la position de l'UCD par la majeure partie de la presse andalouse, à l'exception d'*El Correo de Andalucía* et de l'*Ideal de Granada*<sup>296</sup>. La crispation des Andalouses et des Andalous causée par l'attitude de l'UCD radicalisa leur opinion vis-à-vis de ce parti et se transforma en rage canalisée par les autres formations politiques dans la lutte pour un vote sanction du gouvernement et de son parti majoritaire au cours de la consultation référendaire du 28 février 1980.

La campagne menée par la *Junta Preautónoma* et l'ensemble des formations politiques implantées en Andalousie fut à cet effet très intense. Même si les Andalouses et les Andalous avaient déjà une idée sur la différence entre les moyens d'accession à l'autonomie qui s'offraient à

---

<sup>294</sup> Rafael QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ, *La UCD y el referéndum autonómico de Andalucía (28-2-1980)*, op. cit., p. 194

<sup>295</sup> Manuel RUIZ ROMERO, *Los procesos comunicativos en el referéndum para la ratificación...* Op.cit., p.142

<sup>296</sup> Leandro ALVAREZ REY, Encarnación LEMUS LOPEZ, *Historia de Andalucía Contemporánea...*, Opt. Cit., p.518

eux et leur impact postérieur sur le développement de leur région, les forces institutionnelles et politiques s'appesantirent tout de même sur leur explication détaillée ainsi que sur l'éclaircissement de la question confuse formulée par le gouvernement pour la ratification référendaire de l'autonomie andalouse :

*¿Da usted su acuerdo a la ratificación de la iniciativa prevista en el artículo 151 de la Constitución, a efectos de su tramitación por el procedimiento establecido en dicho artículo?*<sup>297</sup>

Dans cette question incompréhensible pour la majeure partie des électeurs qui, le 28 février 1980, devaient se présenter aux urnes pour donner leur avis sur l'autonomie de l'Andalousie, force est de constater qu'elle ne mentionnait aucunement le terme « autonomie » et encore moins celui de l'« Andalousie ». Au regard de l'attitude abstentionniste du gouvernement et de l'UCD, il ne serait pas erroné de penser que cette formulation n'avait d'autre but que celui de semer la confusion et de faire du référendum andalou un échec. Pour les forces andalouses, il était de ce fait indispensable d'y apporter des explications afin d'éclairer le non dit, de convaincre et de mobiliser massivement la population dans toutes les provinces et surtout, à Almería, à Grenade et à Huelva, bastions électoraux de l'UCD qui, a priori, pouvaient compliquer la ratification référendaire de l'autonomie par l'article 151<sup>298</sup>. Au sujet de la province d'Almería par exemple, le spécialiste de la Communication Audiovisuelle et Publicité Antonio CHECA vient corroborer les propos du périodique *El ABC* car selon lui :

*La casi totalidad de los sondeos previos al 28-F anunciaban que el « sí » no obtendría la mayoría absoluta del censo en la provincia de Almería, provincia que unía a su carácter de feudo de UCD (y no sólo por el porcentaje de electores, el 44 por ciento de los votantes en 1979 ; Almería fue, por ejemplo, la provincia española que contaba más militantes de UCD en el primer congreso de dicho partido, octubre de 1978)... un fuerte abstencionismo tradicional y un censo caótico*<sup>299</sup>.

Un autre fait marquant dont les répercussions médiatique et sociale furent dévastatrices était la grève de la faim observée dès le dimanche 3 février 1980 par le président de la *Junta Preautonómica*, le socialiste Rafael ESCUREDO. Ce fut pendant soixante douze heures sa façon de

---

<sup>297</sup> Ratificación de la iniciativa autonómica de Andalucía, disponible sur [\[http://www.congreso.es/consti/elecciones/referendos/index.htm\]](http://www.congreso.es/consti/elecciones/referendos/index.htm), (page consultée le 9 août 2013)

<sup>298</sup> ABC, Autonomía andaluza. Consideradas, en principio, provincias difíciles, Los partidos que piden el « SI » centrarán su campaña en Almería, Granada y Huelva, Sábado 2 de febrero de 1980, p. 11

<sup>299</sup> Antonio CHECA, El referéndum andaluz del 28 de febrero de 1980. Un análisis de sus resultados, *Revista de Estudios Regionales*, 1980, n°5, p. 265

revendiquer pour l'Andalousie un traitement identique à celui accordé aux autres régions pour leurs référendums de ratification autonome. Suivie de très près, la large diffusion de cet acte par la presse ainsi que du soutien que le président de la *Junta* recevait durant ces jours, firent que cette grève de la faim eut un impact qui, dans une certaine mesure, s'assimilait à celui causé par la démission de CLAVERO AREVALO. Cet ensemble de faits, le 28 février 1980, incita les 64,2%<sup>300</sup> de la population andalouse qui participa au référendum à voter massivement pour la ratification de l'autonomie de leur région comme en témoignèrent les résultats suivants :

Tableau 3 : *Febrero de 1980. Referéndum sobre procedimiento autonómico*

<i>Porcentaje sobre el Censo</i>				
	<i>Abstención</i>	<i>Sí</i>	<i>No</i>	<i>Blancos y nulos</i>
<i>Almería</i>	48,9	42,0	4,0	5,1
<i>Cádiz</i>	38,5	55,3	2,0	4,2
<i>Córdoba</i>	30,2	60,1	3,9	5,7
<i>Granada</i>	37,7	52,7	3,8	5,6
<i>Huelva</i>	40,6	52,8	2,1	4,4
<i>Jaén</i>	36,8	50,07	6,2	6,8
<i>Málaga</i>	42,4	50,7	3,1	3,6
<i>Sevilla</i>	27,6	65,1	3,0	4,7

Fuente : *Ministerio del Interior*<sup>301</sup>

A l'évidence, la population andalouse se prononça majoritairement en faveur de l'autonomie par l'article 151. En effet, exceptée Almería, bastion de l'UCD, où l'abstentionnisme confirma cet état de fait en remportant le vote à hauteur de 48,9%, les sept provinces restantes se prononcèrent pour le « oui » à hauteur de 54% environ malgré la question compliquée soumise à la population ainsi que le cortège d'obstacles opposés par le gouvernement central pour boycotter cette consultation électorale du 28 février 1980. Cela revient à dire que politiquement ces résultats conféraient une victoire à l'Andalousie tout en mettant juridiquement en évidence son échec puisqu'ils paralysaient tout le processus autonome. En effet, en accord avec les clauses de la LORDMR, le processus autonome resta bloqué dans la mesure où le vote favorable au « oui » ne s'éleva qu'à 42% à Almería. Toutefois, il convient de souligner que cette victoire seulement formelle du gouvernement central lui infligea une grande défaite morale en Andalousie. Par ailleurs, en dépit de l'échec légal du référendum, les forces politiques andalouses maintinrent leur objectif d'acquérir une autonomie politique pour leur région en cherchant divers moyens leur permettant de trouver un consensus avec le gouvernement et ainsi de débloquent leur processus autonome.

<sup>300</sup> *Idem*, p. 257

<sup>301</sup> Résultats publiés par le Ministerio del Interior, cité par Pilar MELLADO PRADO, « El referéndum sobre el Estatuto de Autonomía andaluz », *Revista de Derecho Político*, n°13, 1982, p. 214

### III-b-2 Déblocage et impact du processus autonome andalou en Espagne

Les résultats du référendum du 28 février 1980 ainsi que le comportement adopté par le gouvernement au cours de la campagne de cette consultation électorale eurent de lourdes répercussions sur toute l'équipe de SUAREZ, en même temps qu'ils mirent en évidence la redoutable dynamique politique dans l'Andalousie de la transition. En effet, conformément aux lois en vigueur, après l'échec du référendum causé par les résultats à Almería, le gouvernement invita les forces andalouses à reprendre leur processus autonome selon les clauses de l'article 143 de la Constitution, et à attendre que s'écoulât une période de cinq ans afin de chercher à élargir à nouveau leurs compétences. Cette solution fut automatiquement rejetée par les forces politiques andalouses qui se déterminèrent à transformer leur victoire politique et morale en victoire légale leur permettant d'accéder à l'autonomie aux compétences élargies.

Il est indispensable de souligner que la crise de confiance depuis la démission de Manuel CLAVERO AREVALO et le référendum ainsi que ses contours affaiblirent davantage le gouvernement et l'UCD qui éprouvaient déjà des difficultés à trouver des solutions à la crise économique avec laquelle l'Espagne amorça sa transition démocratique. Dans ce contexte politique et économique brûlant, les marges de manœuvre d'Adolfo SUAREZ se resserraient. Pour sanctionner le gouvernement pour son impopularité et pour le manque de confiance qu'il inspirait à la population, le 21 mai 1980, le PSOE, appuyé par le PSA-PA, déposa contre lui une motion de censure dont *El País* donna la substance :

*Considerando que está suficientemente probada la incapacidad del presidente Suárez y su Gobierno para dirigir los destinos de la nación española y que el llamado reajuste ministerial no permite generar esperanza de cambio ni afecta a los máximos responsables de la situación creada. Al amparo de lo establecido en el artículo 113 de la Constitución, decide exigir la responsabilidad política del Gobierno mediante la presentación de moción de censura. A estos efectos se cumplen los requisitos del número segundo de dicho artículo de la Constitución, al firmar el escrito 36 diputados e incluir como candidato a la presidencia del Gobierno a don Felipe González Márquez<sup>302</sup>.*

Cette désapprobation de la politique du gouvernement visant à le pousser à la démission se solda par un échec. Car, le candidat à la présidence Felipe GONZALEZ n'était pas parvenu à réunir le

---

<sup>302</sup> *El País*, Texto de la moción de censura del PSOE, jueves, 22 de mayo de 1980, disponible sur [[http://elpais.com/diario/1980/05/22/espana/327794411\\_850215.html](http://elpais.com/diario/1980/05/22/espana/327794411_850215.html)], (page consulté le 16 août 2013)

nombre de voix suffisant pour que la motion fût adoptée à la majorité absolue comme l'exigeait l'article 113.1 de la Constitution.

Après cet échec, le PSOE et le PSA-PA abordèrent séparément différentes stratégies de négociation avec le Parlement pour débloquer le processus autonome. Le PSA-PA, et plus spécifiquement son Secrétaire Général ROJAS MARCOS, lors du vote de la motion de censure, s'opposa au Comité Exécutif de son parti en militant pour l'abstention en dépit du scandaleux comportement du gouvernement vis-à-vis du référendum du 28 février. Sa ligne conductrice visait à échanger l'appui du PSA-PA au gouvernement contre le déblocage du processus autonome à travers l'application de l'article 144 de la Constitution. Encarnacion LEMUS LOPEZ signale que cette stratégie nommée « *la fórmula Roca* » consistait à :

*Reimpulsar la Autonomía andaluza aplicando el citado artículo 144 que permitía que, por motivos de interés nacional, las Cortes complementaran o sustituyeran la iniciativa autonómica de algunos territorios para posibilitar su transformación en Comunidad Autónoma; el resultado final conduciría, pues, a retomar la vía del 151*<sup>303</sup>.

Non seulement cette alternative d'Alejandro ROJAS MARCOS déclencha une crise profonde au sein du PSA-PA, mais elle ternit également l'image du parti auprès des militants devant lesquels il était très difficile de justifier le soutien apporté à un gouvernement qui n'avait ménagé aucun effort pour faire échouer la ratification référendaire de l'initiative autonome andalouse. Pire encore, cette initiative de reprendre le processus par l'article 151 en ayant recours à l'article 144 se solda par un échec car, le PSOE s'y opposa sous prétexte qu'elle était anticonstitutionnelle dans la mesure où elle impliquait un nouveau processus à la marge du texte constitutionnel. En réalité, cette alternative qui aurait permis la résolution du problème andalou fut rejetée parce que dans une région avide de développement comme l'Andalousie, au sein d'une Espagne en pleine mutation, laisser ces forces nationalistes émergentes qui avaient enregistrées déjà des succès électoraux jouir à nouveau de l'honneur d'être les protagonistes du déblocage du processus autonome andalou aurait de toute évidence affaibli et fragilisé la base électorale du PSOE durant la consolidation de l'Etat des autonomies.

Finalement, après l'échec de la stratégie du PSA-PA, le 23 octobre 1980, le Président du gouvernement Adolfo SUAREZ et le Secrétaire Général du PSOE Felipe GONZALEZ, principaux leaders des deux grandes formations politiques, signèrent un accord sur la finalisation du processus

---

<sup>303</sup> Leandro ALVAREZ REY, Encarnacion LEMUS LOPEZ, *Historia de Andalucía Contemporánea...*, Opt. Cit., p.519

autonomique andalou par l'article 151 sans pour autant reprendre le référendum. Cet accord consista à modifier l'article 8.4 de la LORDMR dont les clauses finales étaient les suivantes :

*4. Celebrado el referéndum, si no llegase a obtenerse la ratificación por el voto afirmativo de la mayoría absoluta de los electores de cada provincia, no podrá reiterarse la iniciativa hasta transcurridos cinco años.*

*Esto no obstante, la iniciativa autonómica prevista en el artículo ciento cincuenta y uno se entenderá ratificada en las provincias en las que se hubiere obtenido la mayoría de votos afirmativos previstos en el párrafo anterior, siempre y cuando los votos afirmativos hayan alcanzado la mayoría absoluta del censo de electores en el conjunto del ámbito territorial que pretenda acceder al autogobierno.*

*Previa solicitud de la mayoría de los Diputados y Senadores de la provincia o provincias en las que no se hubiera obtenido la ratificación de la iniciativa, las Cortes Generales, mediante Ley Orgánica, podrán sustituir la iniciativa autonómica prevista en el artículo ciento cincuenta y uno siempre que concurran los requisitos previstos en el párrafo anterior<sup>304</sup>.*

L'application des modifications de l'article 8.4 de la LORDMR permettait donc l'intégration dans une Communauté Autonome des provinces dans lesquelles la ratification référendaire du processus autonome avait été un échec, pourvu que les Députés et les Sénateurs de celles-ci en fissent la demande comme le spécifiaient les deux derniers paragraphes de cet article, fruits de cette modification. Cela revenait à dire que la demande de ces provinces et leur acceptation par le reste la Communauté Autonome, en l'occurrence l'Andalousie, rendirent inopportun l'organisation d'une nouvelle consultation référendaire en même temps qu'elles transformèrent en réalité le souhait des Andalouses et des Andalous du 28 février 1980 de devenir une Communauté Autonome aux compétences élargies.

Cet accord entre l'UCD et le PSOE visant à débloquent le processus autonome andalou fut présenté sous forme de proposition de Loi dont la substance était la suivante :

*Habiéndose producido la solicitud de los Diputados y Senadores de la provincia de Almería, a la que alude la Ley Orgánica sobre Regulación de las Distintas Modalidades de Referéndum, las Cortes Generales, por los motivos de interés*

---

<sup>304</sup> *Boletín Oficial del Estado*, Ley Orgánica 2/1980, de 18 de enero, sobre regulación de las distintas modalidades de referéndum, publicada el 23 de enero de 1980.



*nacional a los que se refiere el Título VIII de la Constitución, declaran sustituida en esta provincia la iniciativa autonómica con objeto de que se incorpore al proceso autonómico de las otras provincias andaluzas por el procedimiento del artículo 151 de la Constitución*<sup>305</sup>.

Après son approbation, cette Loi fut publiée dans le *Boletín Oficial del Estado* le 24 décembre 1980. Par ailleurs, elle fut interprétée comme un accord sur les autonomies signé entre l'UCD et le PSOE, deux partis politiques majoritaires allergiques à l'émergence et aux succès électoraux des forces nationalistes. En d'autres termes, le PSOE resta le seul parti à jouir du succès du déblocage de l'initiative autonome andalouse même si le PSA-PA milita pour le succès de cet accord en y apposant sa signature et fut, en outre, l'artisan de ce déblocage dans la mesure où, la loi promulguée s'inspira de l'évocation des « *motivos de interés nacional* » tirés de l'article 144 de la Constitution dont les andalousistes firent usage pour pouvoir débloquent et mener à bon terme leur processus autonome. Cette attribution du succès du processus autonome andalou au PSOE et la mise à l'écart du PSA-PA ainsi que ses querelles intestines allaient avoir des conséquences majeures sur les consultations électorales postérieures en Andalousie. En effet, elles allaient ériger le PSOE en parti hégémonique de cette Communauté en même temps qu'elles allaient détruire la base sociale du PSA-PA et le rendre presque inexistant durant les trente années qui succédèrent à l'approbation de son autonomie.

Dès l'instant où le processus autonome fut débloquent, les forces politiques andalouses se réunirent à Carmona en janvier 1981 pour rédiger un nouveau projet de Statut d'Autonomie. Inspiré principalement de celui de 1979, ce nouveau Statut fut conçu par tous comme l'instrument de lutte pour la modernisation et développement de l'Andalousie.

---

<sup>305</sup> Juan Antonio LACOMBA, *Historia contemporánea de Andalucía, de 1800 a la actualidad...*, Op.cit., p.246

**Chapitre IV**  
**LE STATUT D'AUTONOMIE DE**  
**L'ANDALOUSIE :INSTRUMENT DE LUTTE CONTRE LE**  
**SOUS-DEVELOPPEMENT**

#### IV-a Processus d'élaboration du Statut d'Autonomie de l'Andalousie

L'élaboration du Statut d'Autonomie de l'Andalousie commença bien avant que ne fût débloqué son processus autonome. En effet, entre la présidence du socialiste Placido FERNANDEZ VIAGAS et celle de Rafael ESCUREDO, trois avant projets de Statut d'Autonomie furent rédigés dont les deux derniers à Carmona, d'où le nom de Statut de Carmona.

Dans le contexte d'émergence politique des régimes préautonomiques, quoique ne disposant que de quelques compétences, en Andalousie comme dans les autres régions, l'objectif premier de la *Junta Preautonómica* était l'approbation d'un Statut d'Autonomie qui fixât les attributions et les compétences de l'autogouvernement. Sous le mandat de Président de Placido FERNANDEZ VIAGAS, se constitua une commission dont le but était de rédiger le premier avant projet de Statut d'Autonomie de l'Andalousie. Cette commission de laquelle ne firent pas partie les andalousistes pour ne pas avoir obtenu de représentants parlementaires durant les élections de 1977, était constituée de deux représentants de l'UCD, Cecilio VALVERDE MAZUELO et Soledad BECERRIL BUSTAMANTE, de deux socialistes, Joaquin NAVARRO ESTEVAN et José RODRIGUEZ DE LA BORBOLLA, il y avait aussi Antonio JARA ANDREU du *Grupo de Senadores Independientes*, et de Juan CLAVERO du PCE. Même si l'objectif de cette commission était tout compréhensible, l'avant projet de Statut d'Autonomie qu'elle rédigea devait concorder avec les dispositions d'une Constitution encore en cours de rédaction. En d'autres termes, cet avant projet ne servit que de base pour l'élaboration d'un texte statutaire dont la réflexion approfondie et l'articulation s'ajustent aux closes du texte constitutionnel approuvé le 6 décembre 1978.

Au sortir des élections de 1979, après la formation du second gouvernement préautonomique le 2 juin, présidé par Rafael ESCUREDO, les discussions du texte statutaire qui, autrefois se déroulaient principalement entre l'UCD et le PSOE allaient devoir faire de la place à un troisième acteur : le PSA-PA, représenté par Rafael ILLESCAS. Malgré les divergences idéologiques des différents représentants, tous, conformément au *Pacto de Antequera*, mettaient un point d'honneur à la tenue des débats dans un climat consensuel et à la rédaction et l'approbation du Statut aux compétences élargies dans les délais les plus brefs. Ce fut donc dans cette dynamique que la *Junta*, ses institutions et l'ensemble des partis politiques accélérèrent les travaux entre juin et août à Carmona et obtinrent un second avant projet de Statut d'Autonomie. Conformément aux conditions imposées par l'alinéa 1 de l'article 151 de la Constitution, cet avant projet fut adopté par plus des trois quarts des Conseils provinciaux et des municipalités de l'Andalousie ; surmontant ainsi avec brio le premier de la longue série d'obstacles auxquels devait se confronter toute région qui voulait acquérir une autonomie aux compétences élargies.

Jusque là, le processus autonome de la future Communauté de l'Andalousie semblait suivre un cours sans perturbation et dans l'esprit d'unanimité du *Pacto de Antequera*. Sans nous appesantir sur les détails des vicissitudes qui succédèrent au premier succès des forces andalouses, nous rappellerons au moins le climat explosif que vécut l'Andalousie jusqu'au 28 février 1980, l'incertitude qui la secoua après le blocage de son initiative autonome, et les initiatives parlementaires qui aboutirent le 23 octobre à un accord entre le PSOE et l'UCD en vue de poursuivre le processus autonome par le recours à l'« *interés nacional* » évoqué par l'article 144 de la Constitution.

Si au sein des deux premières commissions qui furent constituées en vue de rédiger le texte statutaire, les forces politiques andalouses travaillaient dans une certaine ambiance consensuelle, tel ne fut pas le cas au sein de la troisième constituée le 4 décembre 1980 après le déblocage. Composée de Carlos ROSADO et de Pedro Luis SERRERA de l'UCD, d'Angel LOPEZ LOPEZ, Miguel Angel del PINO et de Rodriguez de la BORBOLLA du PSOE, de Fernando SOTO et de Juan CALERO du PCE, et de Rafael ILLESCAS et de Juan Carlos AGUILAR du PSA-PA, durant les travaux, les divergences idéologiques des partis politiques ne parvinrent plus à laisser la primauté au climat consensuel dans lequel les commissions antérieures avaient travaillé jusque là. Manuel RUIZ ROMERO souligne à ce propos que :

*El análisis por separado de las posturas de cada uno de los grupos políticos de cara a la redacción definitiva de la "Carta Autonómica" manifiesta con claridad las diferencias : El papel de las Diputaciones y provincias, la composición numérica del futuro Parlamento, la vecindad administrativa (y por tanto el derecho a voto de los emigrantes), la reforma agraria o las cajas de ahorros, son puntos donde muy especialmente se acentúan las discrepancias. Otras, ya conocidas, como la definición de Andalucía, volverían a renacer con más fuerza como es el caso del concepto "nacionalidad",<sup>306</sup>.*

A ce stade avancé de la rédaction, malgré le manque d'unanimité de la commission, ces différents points devaient cependant intégrer le Statut d'Autonomie. Sans pour autant négliger l'importance des autres désaccords qui opposaient les rédacteurs du projet de Statut, le problème sur l'identité de l'Andalousie et la question agraire étant les classiques et les symboles des revendications du peuple andalou, nous nous limiterons tout simplement à l'analyse de ces deux derniers.

---

<sup>306</sup> Manuel RUIZ ROMERO, Carmona : Ciudad del Estatuto de Autonomía. Datos para una vinculación histórica, *Revista de Estudios Locales*, 2007, n°5, p. 2261

#### IV-a-1 Divergences sur la définition de l'Andalousie comme nation

Il est indispensable de souligner dès le départ que ce projet de Statut d'Autonomie était dorénavant élaboré conformément aux dispositions de la Constitution qui dans son article 2, reconnaissait le droit à l'autodétermination des régions et des nationalités qui constituaient la nation espagnole. A ce stade du processus autonome, reconnaissons-le, même si depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Andalousie revendiquait la reconnaissance de sa nationalité, la distinction entre "région" et "nationalité" ne donnait plus droit à un régime autonome particulier. En effet, nous l'avons souligné, de par le déblocage de son initiative autonome, l'Andalousie avait fini par acquérir une autonomie aux compétences élargies, donc, similaire à celle des nationalités historiques. Mais les forces politiques andalouses, craignant que leur Communauté ne pût bénéficier pas des mêmes droits que la Catalogne ou le Pays basque, arrivèrent à croire que la spécification de l'Andalousie comme "nationalité historique" dans leur Statut pourrait la transcender ou pourrait légitimer une position plus avantageuse dans la répartition des compétences que toute autre définition ou dénomination, en l'occurrence celle de "région".

Chacun selon son idéologie et voulant que ce fût sa définition et sa conception identitaire de l'Andalousie qui apparût dans l'article 1<sup>er</sup> du Statut, chaque parti politique insista sur sa conception de l'identité andalouse et sa proposition de formulation, ce qui rendit difficile la rédaction finale de cet article. L'UCD, dans une formulation un peu compliquée, fit cette proposition :

*El pueblo andaluz, como expresión de su identidad histórica y política y en el pleno ejercicio de sus derechos al autogobierno, se constituye en comunidad autónoma, de acuerdo con la Constitución y con el presente Estatuto, que es su norma básica*<sup>307</sup>.

Le PSOE, quant à lui, en introduisant la référence à la nation espagnole, fut plus limpide dans sa proposition :

*Andalucía, como expresión de su identidad histórica y en el ejercicio del derecho al autogobierno que la Constitución reconoce a toda nacionalidad, se constituye en Comunidad Autónoma, en el marco de la indisoluble unidad de la nación española, patria común e indivisible de todos los españoles*<sup>308</sup>.

---

<sup>307</sup> Extrait de texte de la *Comisión Mixta de Congreso de los Diputados-Asamblea de parlamentarios andaluces* chargée de rédiger le Statut d'Autonomie de l'Andalousie de 1981, disponible sur [\[www.elitistas.net/lista/andalucialibre/archivo/indice/91/msg/138/\]](http://www.elitistas.net/lista/andalucialibre/archivo/indice/91/msg/138/), (page consulté le 22 août 2013)

<sup>308</sup> *Ibidem*

L'entente sur la définition de l'Andalousie fut donc si compliquée au point d'engendrer des discordances au sein d'un parti tel que le PCE. En effet, elle opposa ses deux représentants au sein de la commission de rédaction si bien que Juan CALERO en vint à démissionner. Celui-ci défendit le terme « *comunidad diferenciada* » pendant que Fernando SOTO définissait l'Andalousie comme une « *nacionalidad* ». Mais au bout du compte, après avoir fait la proposition « *Andalucía, como expresión de su identidad histórica y en ejercicio del derecho al autogobierno que la Constitución reconoce a toda nacionalidad, se constituye en comunidad autónoma*<sup>309</sup> », le PCA finit par accepter partiellement la formulation du PSOE. Tel fut également, dans une certaine mesure, le cas du PSA-PA qui montra sa satisfaction, suite à l'introduction du terme « *nacionalidad* » dans la formulation que le PSOE fit du premier article du Statut. Toutefois, sans pour autant être séparatiste, il désapprouva l'ambiguïté que ce parti voulut introduire dans le Statut en faisant mention de la « *nación española* » qui, selon lui, n'existait dans aucun autre Statut et allait causer une confrontation entre le terme « *nacionalidad* » et celui de « *nación* ». Ce fut certainement dans l'optique de lever cette équivoque qu'il formula ce premier article du Statut d'Autonomie comme suit : « *El pueblo andaluz, como expresión de su nacionalidad y para alcanzar el autogobierno, se constituye en comunidad autónoma*<sup>310</sup> ».

Nonobstant les divergences, et même si au bout du compte, la proposition du PSOE constitua la formulation finale de l'article 1<sup>er</sup> du Statut d'Autonomie, il appert des différentes propositions que tous les partis politiques étaient unanimes sur la singularité de l'identité andalouse au sein de la nation espagnole. En ce qui concerne la confrontation entre les termes « *nacionalidad* » et « *nación* » évoquée par le PSA-PA, il était évident que les deux pouvaient avoir une même signification dans une certaine mesure. Mais la Constitution, dans son article 2, leva le doute sur le détenteur de la souveraineté nationale et ne tolérait en aucun cas qu'une Communauté se transformât en territoire souverain et brisât de ce fait l'unité politique de la nation espagnole. De plus, quoiqu'ayant la même signification, la nationalité andalouse ne pouvait pas se mettre en compétition avec la nation espagnole dans la mesure où les deux se situaient à des degrés différents : le deuxième terme avait une vocation étatique pendant que le premier y renonçait explicitement en manifestant sa volonté de se constituer en Communauté Autonome de l'Etat espagnol. Enfin, en se référant au *Diccionario de la Real Academia*, dans le cas spécifique du régime autonome de l'Etat espagnol, le terme « *nacionalidad* » désigne d'une part la Communauté Autonome dont le Statut reconnaît la singularité de l'identité historique et culturelle, et d'autre part, il est tout simplement la dénomination officielle de certaines Communautés Autonomes espagnoles.

---

<sup>309</sup> *Ibidem.*

<sup>310</sup> *Ibidem.*

#### IV-a-2 La réforme agraire dans le projet de Statut d'Autonomie de 1981

L'économiste français spécialiste de l'agriculture, Michel GUTELMAN, définit la réforme agraire comme la saisie des terres appropriées par une ou plusieurs classes sociales pour les redistribuer à une ou plusieurs classes sociales différentes<sup>311</sup>. Cette définition simplifiée et tendant à souligner l'aspect social de la réforme agraire est complétée par un aspect économique dans la vision des géographes Pierre GEORGE et Fernand VERGER pour lesquels :

*La réforme agraire est l'ensemble des opérations visant à transformer les rapports fonciers, donc économiques et sociaux dans un Etat, une région, une communauté agraire, par la libération des contraintes sociales devant permettre une amélioration quantitative et qualitative de la production agricole. Au sens le plus étroit du terme, elle consiste dans la redistribution de la propriété foncière, par le partage des latifundios ou la modification des modes de tenure. Au sens large, elle concerne les institutions de développement et l'ensemble de la politique agricole d'un Etat<sup>312</sup>.*

Il appert de ces deux définitions de la réforme agraire qu'elle oscille entre une orientation sociale et orientation économique. En Andalousie, cette séculaire question de la réforme resta sujet à polémique, y compris au moment de la rédaction du Statut de 1981. En effet, d'une part, elle causa un affrontement entre les partis car, souvenons-nous, les latifundistes soutenaient le pouvoir en place, et donc étaient centristes ; d'autre part, la commission parlementaire chargée de rédiger ce Statut d'Autonomie ne savait pas exactement comment et jusqu'à quel point opérer cette réforme tout en restant dans le champ de manœuvre que lui permettait la Constitution dont l'article 33 reconnaissait explicitement le droit à la propriété privée :

- 1- *Se reconoce el derecho a la propiedad privada y a la herencia.*
- 2- *La función social de estos derechos delimitará su contenido, de acuerdo con las leyes.*
- 3- *Nadie podrá ser privado de sus bienes y derechos sino por causa justificada de utilidad pública o interés social, mediante la correspondiente indemnización y de conformidad con lo dispuesto por las leyes<sup>313</sup>.*

Entreprendre la réforme agraire dans un Statut d'Autonomie qui intégrât cette Constitution ne fut pas une tâche aisée. En effet, Il était évident que dans ce contexte de transition et

<sup>311</sup> Michel GUTELMAN, *Structure et réforme agraire*, Paris, Petite Collection Maspero, 1979, p. 132

<sup>312</sup> Pierre GEORGE, Fernand VERGER, *Dictionnaire de la Géographie*, Paris, Presse Universitaire de France, 4<sup>e</sup> édition, 2013, p. 369

<sup>313</sup> *Constitución española... op. cit.*, p.48

d'élaboration de la législation de cette Communauté Autonome en gestation, rien n'empêchait cette Commission Mixte des parlementaires qui représentait les pouvoirs publics d'établir des lois qui définissent la fonction sociale de la propriété privée de la terre qui fussent différentes des lois traditionnelles. Conformément à ces nouvelles lois qu'elle aurait élaborées, rien ne l'aurait empêchée de priver les latifundistes de leurs droits qui, manifestement, dans ce nouveau contexte, n'avaient rien d'utilité publique et ne cadraient pas avec l'intérêt social recherché. Mais, cette privation devait être faite « *mediante la correspondiente indemnización y de conformidad con lo dispuesto por las leyes* ». La réforme agraire mettait ainsi en jeu des intérêts économiques considérables ; et, au regard de la situation économique particulièrement difficile de l'Espagne et de l'Andalousie durant la transition démocratique, de telles dépenses ne pouvaient être envisagées.

Cela revenait à dire que les divergences idéologiques et la délimitation constitutionnelle accentuée par la crise économique étaient deux autres obstacles de tailles que devaient franchir la commission en charge de la rédaction du Statut. Alors, comment entreprendre une réforme agraire dans un Etat en crise et en pleine mutation et dans lequel le législateur ne savait pas jusqu'à quel point il pouvait l'entreprendre ? Cette situation fut celle dans laquelle se trouvèrent les forces politiques andalouses qui étaient continuellement affectées par une double crainte contradictoire: celle de transgresser les limites constitutionnelles imprécisément définies et celle d'inclure dans le texte statutaire des compétences exclusives à l'Etat conformément à l'alinéa 3 de l'article 149 de la Constitution. Mais malgré ces doutes sur sa compétence en matière de réforme agraire, la Commission Mixte des Parlementaires Andalous introduisit tout de même dans l'article 12 du projet de Statut d'Autonomie qui devait être soumis à l'appréciation de la commission constitutionnelle du Parlement espagnol, un paragraphe qui y faisait référence. Proposé par le PCE et lu par le député Fernando SOTO, ce onzième paragraphe de l'alinéa 3 s'articula comme suit :

*La reforma agraria entendida como la transformación, modernización y desarrollo de las estructuras agrarias y como instrumento de una política de crecimiento, pleno empleo y corrección de los desequilibrios territoriales*<sup>314</sup>.

La question de la réforme agraire était l'un des classiques des revendications des Andalouses et des Andalous et l'un des symboles de l'identité de leur région. Les insuffisances structurelles du secteur agraire et leur relation avec le sous-développement de l'Andalousie firent que le PCE conçut la réforme agraire comme un instrument indispensable pour la modernisation de ce secteur et pour l'absorption de la main d'œuvre. Le PSA-PA, quoique partageant cette vision de la réforme agraire qui fut introduite dans un article qui faisait état des objectifs fondamentaux qui devaient inspirer et

---

<sup>314</sup> Extrait de texte de la *Comisión Mixta de Congreso de los Diputads-Asamblea de parlamentarios andaluces* chargée de rédiger le Statut d'Autonomie de l'Andalousie de 1981... *Op. cit.*



guider les actions des pouvoirs publics andalous, voulut lui donner plus de vigueur en l'enlevant de ces objectifs et en l'incluant dans les compétences exclusives à la Communauté Autonome de l'Andalousie. Rédigée sous forme d'un article 17 bis, sa proposition fut formulée de la façon suivante :

“17

*1. El sector primario de Andalucía está al servicio de los intereses de la comunidad.*

*2. Por ley andaluza se establecerá el régimen de propiedad, utilización, explotación y disposición del suelo, agrícola o urbano, las aguas, la minería, los hidrocarburos y cualquier otra fuente de energía.*

*3. La Comunidad autónoma desempeñará en exclusiva las competencias de reforma agraria y las relativas a la mejora y la ordenación de las explotaciones agrícolas y ganaderas. La agricultura y en general todo lo referente a los recursos naturales de Andalucía, compiten en exclusiva a la Comunidad Autónoma en coordinación con la política económica general del estado.*

*A tal fin, ejerce los poderes públicos conforme a lo establecido en los anteriores artículos de este título’<sup>315</sup>.*

Telle une muraille érigée pour contenir, pour ne pas dire pour protéger la nouvelle Communauté Autonome de l'Andalousie des interventions du pouvoir central et pour favoriser l'accès à la propriété de la terre aux ouvriers agricoles dépossédés par des latifundistes, cette proposition du PSA-PA reflétait de loin son symbolisme idéologique. Pensant que la proposition du PCE était incomplète et qu'elle limitait la compétence de l'Andalousie en matière de réforme agraire et de tout ce qui était relatif à ses ressources naturelles, il donna ainsi la possibilité à sa région, à travers sa proposition, de disposer de ses propres ressources sans lesquelles, selon lui, l'Andalousie ne pourrait jamais sortir du sous-développement.

Cette proposition ne trouva pas l'assentiment des socialistes. En effet, pensaient-ils, par la voix de Rodriguez de la BORBOLLA, son second alinéa entraînait en collision frontale avec les dispositions des alinéas 8, 18 et 22 de l'article 149 de la Constitution. Ceux-ci faisaient

---

<sup>315</sup> *Ibidem.*

respectivement référence au Droit du Travail et à l'exploitation des ressources hydrauliques sur toute l'étendue du territoire espagnol.

La question séculaire de la réforme agraire n'était manifestement pas près d'être résolue. En effet, outre ces oppositions, le spécialiste du Droit Constitutionnel Javier PEREZ ROYO nous fait un condensé des autres désaccords que causa cette question polémique au sein de la Commission Mixte des Parlementaires Andalous :

*Los motivos de desacuerdo irían desde referencias tangenciales, aunque sin mencionar la reforma agraria, como los presentados por el grupo parlamentario centrista ("conceptos de naturaleza ideológica") o por el de Coalición Popular ("Andalucía no necesita bordear dudosamente o incluso traspasar los límites de los preceptos constitucionales"), pasando por el del grupo parlamentario mixto (Sr. Clavero Arévalo), que se manifiesta de acuerdo con el "objetivo", pero no con el término "reforma agraria", proponiendo una redacción alternativa, en la que la palabra "reforma" se sustituya por "transformación" de la agricultura y se añadía una coletilla final sobre la comercialización de los productos agrícolas<sup>316</sup>.*

Au sortir des débats qui opposèrent les forces politiques andalouses, ce fut dans le rang des compétences que fut introduit un quatrième alinéa à l'article 18 qui complétait la proposition du PCE. En effet, celui-ci stipulait que l'Andalousie avait des compétences en matière de « *agricultura y ganadería, competencias relativas a la reforma y desarrollo del sector agrario y a la mejora y ordenación de las explotaciones agrícolas, ganaderas y forestales* ».

Ainsi se présente l'articulation finale de la réforme agraire dans la *Ley Orgánica 6/1981, de diciembre, de Estatuto de Autonomía para Andalucía* publiée dans le numéro 9 du *Boletín Oficial del Estado* en janvier 1982. Au regard des désaccords qui opposèrent les partis politiques, il était évident que tous étaient conscients des obstacles constitutionnels et économiques qui obstruaient considérablement le type de réforme qu'ils voulurent entreprendre. Tous savaient également que le texte final n'était qu'un compromis dilatoire qui ne pouvait en aucun cas résoudre définitivement le problème et éviter sa réapparition au moment du développement ou de la consolidation du Statut d'Autonomie. En effet, les débats houleux du 3 avril 1984 qui précédèrent l'approbation et la publication de la Loi Andalouse de Réforme Agraire le 3 juillet de la même année, en constituèrent un exemple patent.

---

<sup>316</sup> Javier PEREZ ROYO, Crónica Jurídica de la reforma agraria andaluza, *Revista Jurídica de Navarra*, 1988, n°5, p. 13

## IV-b Présentation et analyse du Statut d'Autonomie de l'Andalousie

### IV-b-1 Organisation institutionnelle de la Communauté Autonome de l'Andalousie

Le système institutionnel de la *Junta de Andalucía* fut configuré sur la base de son Statut d'Autonomie. Carlos ROSADO COBIAN, ancien Secrétaire Général de l'UCD en Andalousie et membre de la Commission de rédaction du Statut d'Autonomie le définit comme :

*un instrumento que permita llevar a cabo una política regional, como un marco jurídico que permita a los andaluces enfrentarse de una determinada manera, es decir, con unos poderes y responsabilidades reales a los actuales problemas y al futuro que deseamos para Andalucía*<sup>317</sup>.

Subordonné et complémentaire à la Constitution, le Statut d'Autonomie de l'Andalousie était la loi fondamentale de cette Communauté Autonome, celle qui fixa ses compétences et définit son système d'organisation institutionnelle et administrative, qui établit les objectifs que devaient atteindre les pouvoirs publics dans leurs politiques de modernisation et de développement de la région. Point culminant du long et complexe processus initié le 4 décembre 1977, cet instrument juridique de l'autogouvernement de l'Andalousie était constitué d'un préambule, de 75 articles, d'un titre préliminaire, 6 titres, 3 dispositions additionnelles, 6 dispositions transitoires, et d'une disposition finale. L'articulation de cette source normative poussa Manuel HIJANO del RIO à conclure que « *el Estatuto de 1981 era un Estatuto muy convenido, muy prudente, muy corto, incluso en el número de páginas, hasta el número de artículos*<sup>318</sup> ».

Ayant accédé à une autonomie aux compétences élargies, l'Andalousie avait par conséquent l'obligation de se conformer aux dispositions de l'article 152.1 selon lesquelles l'organisation institutionnelle autonome des Statuts approuvés par le canal de l'article 151 devait se fonder sur:

*una Asamblea Legislativa, elegida por sufragio universal, con arreglo a un sistema de representación proporcional que asegure, además, la representación de las diversas zonas del territorio; un Consejo de Gobierno con funciones ejecutivas y administrativas y un Presidente, elegido por la Asamblea, de entre sus miembros, y nombrado por el Rey, al que corresponde la dirección del Consejo de Gobierno, la suprema representación de la respectiva Comunidad y la*

---

<sup>317</sup> Carlos ROSADO COBIAN, La UCD y el proceso autonómico andaluz, dans PARLAMENTO de ANDALUCÍA, *Veinte años después. Los Redactores del Estatuto reflexionan sobre la Autonomía Andaluza*, Sevilla, servicio del Diario de Sesiones y Publicaciones no Periódicas, 2001, p.174

<sup>318</sup> Entretiens de Manuel HIJANO del RIO avec Mexcin EBANE sur l'« Andalousie dans l'Espagne des autonomies »..., Op.cit.

*ordinaria del Estado en aquélla. El Presidente y los miembros del Consejo de Gobierno serán políticamente responsables ante la Asamblea*<sup>319</sup>.

Il convient de souligner que la présence d'une Assemblée au pouvoir législatif était la caractéristique qui distinguait les régions qui accédèrent à l'autonomie par la voie de l'article 151 de celles qui y accédèrent par celle de l'article 143 de la Constitution. En d'autres termes, ce fut elle qui différenciait la décentralisation politique de la décentralisation administrative.

Avant de s'arrêter sur l'organisation institutionnelle de la *Junta*, soulignons ici que nous n'avons pas la prétention de faire son analyse dans une perspective fondamentalement juridique, mais de présenter de façon sommaire les organes qui la constituaient. Dans cette optique, il est indispensable de d'abord prendre en compte la nouvelle organisation territoriale de l'Etat clairement spécifiée dans l'article 137 de la Constitution:

*El Estado se organiza territorialmente en municipios, en provincias y en las Comunidades Autónomas que se constituyan. Todas estas entidades gozan de autonomía para la gestión de sus respectivos intereses*<sup>320</sup>.

A partir de cette articulation territoriale de l'Etat, la Constitution permit et garantit le pluralisme administratif de telle sorte qu'il n'existât pas un seul centre de pouvoir, mais une multitude de centres, chacun doté de sa propre Administration publique. Cependant, cette organisation territoriale de l'Etat ne semblait pas affecter la régulation de la justice dont le principe d'unité judiciaire était la base de l'organisation et du fonctionnement des Tribunaux, comme stipulé dans l'alinéa 5 de l'article 117 de la Constitution. Cette exclusivité de l'Etat en matière d'Administration judiciaire fut clairement identifiée dans l'article 149.1.5°. Mais, dans le but de l'adapter à la nouvelle organisation territoriale, la Constitution disposa dans l'alinéa 1 de l'article 152 ce qui suit:

*Un Tribunal Superior de Justicia, sin perjuicio de la jurisdicción que corresponde al Tribunal Supremo, culminará la organización judicial en el ámbito territorial de la Comunidad Autónoma*<sup>321</sup>.

Ainsi donc, au même titre que les autres organes qui composaient l'organisation institutionnelle, le Tribunal Supérieur de Justice également était réservé aux Communautés qui accédèrent à l'autonomie par l'article 151 de la Constitution, en l'occurrence l'Andalousie, à la

---

<sup>319</sup> *Constitución española... Op.cit.*, p. 119

<sup>320</sup> *Idem.*

<sup>321</sup> *Idem.*

seule différence que celui-ci avait une double réalité que l'on ne trouvait dans aucune autre institution. En effet, le pouvoir judiciaire était exclusif à l'Etat, mais il fut décentralisé.

Cette décentralisation permit l'existence en Andalousie d'un Tribunal Supérieur de Justice. Sans porter atteinte aux compétences du Tribunal Suprême, celui-ci représentait la juridiction supérieure de l'organisation judiciaire en Andalousie. Toutefois, comme nous l'avons souligné, il ne faisait pas partie des institutions propres à la Communauté Autonome de l'Andalousie. En effet, ils n'avaient pas une relation organique car il était une juridiction à caractère territorial au sein du système judiciaire espagnol. En Andalousie, il avait principalement pour rôle d'examiner en révision les recours intentés contre les décisions de justice prises par les tribunaux de la Communauté Autonome en matière civile, pénale, sociale et de contentieux administratif. Outre cette compétence ordinaire, le Tribunal Supérieur assumait également celles que lui attribuait le Statut d'Autonomie dans ses article 26 et 40, c'est-à-dire, celles relatives au droit spécial des parlementaires ou à celui des membres du Conseil de Gouvernement. Enfin, il examinait aussi les recours contre les processus électoraux et certains conflits de juridiction et d'attribution de compétences entre des ministères.

En ce qui concerne l'organisation institutionnelle de la Communauté Autonome de l'Andalousie, le Statut d'Autonomie dédia son Titre II à sa régulation et spécifia dans son article 24 que la *Junta de Andalucía* était l'institution dans laquelle devait s'organiser politiquement l'autogouvernement de l'Andalousie. Dans le même Titre, il détailla les fonctions de chacun de ses organes et plus particulièrement celles du Parlement de l'Andalousie, du Conseil de Gouvernement et de la Présidence de la *Junta de Andalucía*.

Appelée Assemblée Législative par la Constitution et dénommé Parlement de l'Andalousie dans l'article 25 du Statut, cet organe était le lieux par excellence de l'expression du pluralisme politique et représentait la pierre angulaire du système institutionnel de l'Andalousie. Il était composé d'une Présidence et d'une *Mesa del Parlamento* qui coordonnaient l'activité générale de la chambre, pendant que la *Junta de Portavoces* assumait dans la pratique les critères de l'organisation de ses débats et de ses travaux. Un système de Commissions composées de membres des différents Groupes Parlementaires canalisait l'activité des députés selon les domaines de compétence et à travers un certain parallélisme avec le fonctionnement du Parlement Espagnol. Cela, semblait-il, permettait une meilleure orientation des relations entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif durant les comparutions ou durant les travaux de contrôle parlementaire. Les Commissions non permanentes avaient, en revanche, une existence beaucoup plus circonstancielle car elles se chargeaient des travaux bien précis selon les besoins du moment. Enfin, durant les congés, lors de la dissolution du Parlement, ou encore pendant les moments où le pouvoir serait vaquant à cause de la

période de flottement pouvant exister entre la fin d'un mandat parlementaire et le début d'une nouvelle législature, le Conseil Permanent assurerait les fonctions générales jusqu'à ce que fût constitué le nouveau Parlement.

Conformément à l'alinéa premier de l'article 25 du Statut d'Autonomie, cet organe central représentait le peuple andalou. Cette représentation était la conséquence de la configuration de l'Espagne comme un Etat démocratique de Droit et comme un Etat qui reconnaissait et garantissait le droit à l'autonomie des nationalités et des régions qui le composaient tel que le déclara la Constitution à l'aube de son Titre Préliminaire. Se basant sur cette caractéristique, le Parlement devait être un organe qui légitimât le système démocratique en Andalousie. Soulignons toutefois que sa représentation du peuple andalou n'était pas similaire à celle que pouvait avoir le Parlement d'un peuple souverain dans la mesure où la souveraineté résidait en l'ensemble du peuple espagnol comme le stipula l'article 1.2 de la Constitution. Cela nous amène à conclure que l'étendue du pouvoir du Parlement de l'Andalousie était délimitée par le Statut qui, à son tour, tenait son pouvoir de la Constitution. L'article 1.3 du Statut à ce propos était d'ailleurs suffisamment clair: « *Los poderes de la Comunidad Autónoma emanan de la Constitución y del pueblo andaluz en los términos del presente Estatuto* ».

Le Parlement de l'Andalousie était donc une institution territoriale qui faisait partie d'un grand ensemble auquel le principe d'autonomie ne permettait en aucun cas de s'opposer, mais dans lequel elle atteignait sa plénitude et son véritable sens. Même si la Constitution ne mentionna pas de façon claire le pouvoir législatif du Parlement de l'Andalousie, il suffisait de faire une interprétation systématique de son article 153 qui reconnaissait aux organes des Communautés Autonomes le droit d'élaborer des dispositions normatives ayant force de loi. De plus, selon son article 150:

*Las Cortes Generales, en materias de competencia estatal, podrán atribuir a todas o a alguna de las Comunidades Autónomas la facultad de dictar, para sí mismas, normas legislativas en el marco de los principios, bases y directrices fijados por la ley estatal*<sup>322</sup>.

Le Parlement de l'Andalousie avait donc le pouvoir de rédiger et d'approuver des lois respectées au même titre que le Parlement Espagnol. Cela, bien entendu, allait sans aucun doute causer des conflits entre ces deux entités. Dans la résolution de ces derniers, il allait suffire de se référer non pas au principe de hiérarchie, mais à celui des compétences pour déterminer les matières qui relèveraient de l'autorité de la Communauté Autonome et celles qui correspondraient aux compétences du Parlement Espagnol.

---

<sup>322</sup> *Idem.*

Au sujet du Conseil de Gouvernement de la Communauté Autonome de l'Andalousie, le Statut d'Autonomie dans son article 34 le définit comme:

*el órgano colegiado que ostenta y ejerce las funciones ejecutivas y administrativas de la Junta de Andalucía. El Consejo de Gobierno está integrado por el Presidente y los Consejeros*<sup>323</sup>.

Politiquement responsable devant le Parlement de l'Andalousie, cet organe avait la charge d'assumer dans la pratique l'exercice des compétences les plus significatives de la *Junta de Andalucía*. Avec une structure qui reposait sur des "Consejerías" équivalant à des ministères locaux, le Conseil de Gouvernement était le centre de répartition et de propulsion des objectifs politiques que devait atteindre la Communauté Autonome de l'Andalousie. En outre, il définissait et gérait les moyens nécessaires pouvant lui permettre d'y arriver. Selon Miguel AGUDO ZAMORA, spécialiste de Droit Constitutionnel, les principales autres fonctions de cet organe étaient les suivantes:

- a) ejercer la dirección política de la Comunidad Autónoma*
- b) dirigir la Administración de la Comunidad Autónoma*
- c) desarrollar las funciones ejecutivas y administrativas de la Junta de Andalucía*
- d) ejercitar la potestad reglamentaria en el ámbito de las competencias de la Comunidad Autónoma. Esta función puede corresponder al Consejo de Gobierno, cuando se trate de la elaboración de reglamentos generales de las leyes de la Comunidad Autónoma, o a cada uno de sus miembros*
- e) interponer recursos de inconstitucionalidad y conflictos de competencia, así como personarse en los procesos constitucionales de acuerdo con lo que establezca la Ley Orgánica del Tribunal Constitucional*<sup>324</sup>.

De toutes ces fonctions, il appert que cet organe essayait de se mettre en adéquation avec le système des compétences. De tous ces ministères, celui de la Présidence, de par sa proximité avec le

---

<sup>323</sup> PARLAMENTO DE ANDALUCIA, *Estatuto de Autonomía para Andalucía*, Sevilla, Centro de Publicaciones no Oficiales, 2004, p. 35

<sup>324</sup> Miguel AGUDO ZAMORA, *Organización institucional de Andalucía y relaciones multinivel*, *Centro de Estudios Andaluces*, p. 9, disponible sur [\[http://centrodeestudiosandaluces.es/biblio/imagendoc/00002501\\_00003000/00002601/00002601\\_090h0101.PDF\]](http://centrodeestudiosandaluces.es/biblio/imagendoc/00002501_00003000/00002601/00002601_090h0101.PDF), (page consultée le 10 septembre 2013)

Président, était celui qui assumait le mieux les fonctions politiques et contrôlait le réseau des moyens de communication publique. Le reste de l'organigramme gouvernemental était appelé à changer au gré de l'orientation de chaque législature, et parfois, au gré du profil personnel et du niveau d'influence politique du ministre à qui le portefeuille serait confié.

Quant au Président de la *Junta de Andalucía*, élu par le Parlement, il était le chef de l'Exécutif de la Communauté Autonome. Le Statut d'Autonomie dans son article 35 définit son rôle et détailla ses attributions comme suit:

- 1- *El Presidente de la Junta dirige y coordina la actividad del Consejo de Gobierno, coordina la administración de la Comunidad Autónoma, designa y separa a los Consejeros y ostenta la suprema representación de la Comunidad Autónoma y la ordinaria del Estado en Andalucía.*
- 2- *El Presidente podrá delegar temporalmente funciones ejecutivas propias en uno de los Consejeros.*
- 3- *El Presidente es responsable políticamente ante el Parlamento*<sup>325</sup>.

La position institutionnelle de la figure du Président apparaissait ainsi comme celle d'un chef d'Etat. En effet, d'abord, le Statut d'Autonomie lui conférait des compétences représentatives qui allaient bien au-delà de celles que pouvait assumer un simple chef de gouvernement. Ensuite, sa position de leader politique allait conduire à une centralisation effective des circuits institutionnels du pouvoir et concentrer entre ses mains l'impulsion politique de l'Andalousie. Enfin, les deux premiers aspects évoqués allaient favoriser l'émergence d'un modèle quasi présidentiel qui impliquerait finalement une rupture avec la dynamique de la logique parlementaire basée sur le principe de confiance politique que l'Assemblée devait accorder à l'Exécutif à travers l'investiture du candidat de sa majorité parlementaire. En somme, l'article 35 du Statut d'Autonomie était donc parfaitement clair sur l'importance de la position institutionnelle du Président: il lui revenait de définir les grandes lignes du programme du gouvernement pour chaque législature, de désigner librement ses ministres, et de coordonner les activités du Conseil de Gouvernement. Cependant, malgré sa position de chef d'Etat, sa ligne programmatique devait se conformer aux aspirations originelles des Andalouses et des Andalous exprimées dans l'article 12 du Statut d'Autonomie: sortir cette région de son sous-développement et impulser sa modernisation.

En somme, la structure organisationnelle de la Communauté Autonome de l'Andalousie allait reposer sur un Président de la *Junta de Andalucía* se trouvant à la tête d'un Conseil de Gouvernement d'origine parlementaire et soutenu continuellement par une Assemblée législative.

---

<sup>325</sup> PARLAMENTO de ANDALUCIA, *Estatuto de Autonomía para Andalucía...*, Op. cit., pp. 35-36



Cette dernière allait également avoir la fonction d'exercer un contrôle politique sur les actions de ce gouvernement, contrôle qui pouvait se concrétiser par l'exigence de sa responsabilité politique à travers les mécanismes normativement préétablis. Baldomero Oliver LEON, spécialiste du Droit Constitutionnel, affirme que:

*sólo la moción de censura y la cuestión de confianza son los instrumentos mediante los cuales se puede concretar la responsabilidad política del gobierno en un sistema parlamentario racionalizado*<sup>326</sup>.

En effet, dans un gouvernement parlementaire, les relations entre l'Exécutif et l'Assemblée sont présidées par une relation de confiance qui veut que le premier cité ne soit maintenu au pouvoir que s'il bénéficie de l'appui majoritaire du second. Cela revient à dire que la rupture de cette relation de confiance entraîne systématiquement la démission du Gouvernement. En Espagne, conformément aux articles 113 et 114 de la Constitution, l'exigence de la responsabilité politique pouvait se faire de deux manières: par la motion de censure ou par la question de confiance, les deux entraînant les mêmes effets: la destitution du Gouvernement. Effectivement, l'approbation de la première et la désapprobation de la seconde provoquerait la chute de l'Exécutif comme le souligne l'article 114 de la Constitution:

- 1- Si el Congreso niega su confianza al Gobierno, éste presentará su dimisión al Rey, procediéndose a continuación a la designación de Presidente del Gobierno, según lo dispuesto en el artículo 99.*
- 2- Si el Congreso adopta una moción de censura, el Gobierno presentará su dimisión al Rey y el candidato incluido en aquélla se entenderá investido a los efectos previstos en el artículo 99. El Rey lo nombrará Presidente del Gobierno*<sup>327</sup>.

La motion de censure et la question de confiance étaient donc les deux instruments qui permettaient d'exiger la responsabilité politique du gouvernement. Le modèle institutionnel de la Communauté Autonome de l'Andalousie étant une reproduction du modèle étatique, l'exigence de la responsabilité politique de l'autogouvernement de l'Andalousie était par conséquent identique à celle du gouvernement central.

La configuration et le fonctionnement de ces différentes institutions constituaient en somme la pièce maîtresse dans la compréhension de la capacité d'action et des moyens nécessaires

---

<sup>326</sup> Baldomero Oliver LEON, La exigencia de responsabilidad política del Gobierno de la Comunidad Autónoma de Andalucía, dans FRANCISCO BALAGUER CALLEJON (Coord.), *El sistema de gobierno de la Comunidad Autónoma de Andalucía*, Grenada, Parlamento de Andalucía, 2003, pp. 237

<sup>327</sup> *Constitución española... Op.cit.*, p. 91

permettant à la *Junta* d'atteindre les objectifs que lui fixa le Statut d'Autonomie. Ils allaient être déterminants au moment de valoriser le rendement de cet autogouvernement. Mais en dépit de cette organisation et de ce fonctionnement institutionnels, une question restait sous-jacente: comment allaient-ils structurer et permettre l'épanouissement des politiques publiques en Andalousie? La façon de structurer les organes administratifs impliquait nécessairement un type spécifique de relation avec les citoyens et une manière spécifique de développer les politiques publiques. L'organisation institutionnelle de la *Junta* laissait entrevoir le poids d'un héritage historique dans l'action et la fonction de ses institutions.

En effet, le manque de planification dans la construction administrative de la Communauté Autonome de l'Andalousie et la création des structures administratives très bureaucratiques étaient peu propices au changement et à la modernisation. Après avoir traversé le XIXe siècle à la marge de la considération effective des pouvoirs publics, pour des raisons de légitimité institutionnelle aussi bien au sein de l'Andalousie qu'à l'extérieur de la région, les autorités andalouses, dès même la transition démocratique, eurent pour priorité de créer des organes administratifs qui fussent visibles dans l'immédiat. En instaurant ce système organisationnel défini par l'Administration centrale à travers l'alinéa premier de l'article 152 de la Constitution, non seulement elles héritèrent des pratiques politiques du pouvoir central et mirent en évidence l'absence de leur capacité d'innovation, mais elles firent également une réplique de l'organisation administrative étatique en Andalousie. Baldomero Oliver LEON, spécialiste du Droit Constitutionnel, affirme à ce propos que:

*La existencia de una Asamblea Legislativa y un Consejo de Gobierno con funciones ejecutivas y administrativas, la posición de preeminencia –dentro del Ejecutivo– del Presidente cuya elección corresponde al órgano legislativo de entre sus miembros, la relación de confianza que anima la relación entre el Parlamento autonómico y el Ejecutivo, el control político que aquel ejerce sobre la acción de éste y la posibilidad de que dicho control llegue a concretarse en la exigencia de responsabilidad política perfilan un esquema general que guarda una casi total coincidencia con el estatal<sup>328</sup>.*

Même si le mimétisme de l'organisation administrative étatique n'était pas total dans la mise en pratique du système établi en Andalousie, il n'en demeure pas moins qu'il influença profondément le processus de création de ses institutions ainsi que leur fonctionnement. En l'absence d'une structure institutionnelle qui fût propre à l'Andalousie, cette Communauté adopta le

---

<sup>328</sup> Baldomero Oliver LEON, La exigencia de responsabilidad política del Gobierno de la Comunidad Autónoma de Andalucía, dans FRANCISCO BALAGUER CALLEJON (Coord.), *El sistema de gobierno de la Comunidad Autónoma de Andalucía*, Grenada, Parlamento de Andalucía, 2003, pp. 232-233

prototype étatique, régionalisé et hiérarchisé. Cela nous amène à conclure que la transition démocratique et l'initiative autonome furent des occasions perdues qui pouvaient permettre à l'Andalousie d'opérer une configuration et un fonctionnement institutionnels qui fussent conformes aux ambitions et à la hauteur des réels besoins de la population andalouse. Nier le cortège de bienfaits de la transition démocratique et de l'initiative autonome andalouse serait refuser de se rendre à l'évidence. Toutefois, il est également difficile de ne pas admettre que la structure institutionnelle, dite démocratique, construite par la Communauté Autonome de l'Andalousie était une réplique non seulement du modèle étatique, mais aussi de celui de l'Administration centrale autoritaire des années soixante en Espagne. En définitive:

*Las Comunidades no han llevado a cabo ningún proceso, en cuanto tal, de reorganización y regionalización de los aparatos y estructuras administrativas, únicamente determinados esfuerzos parciales que han introducido mejoras ciertas, pero que no han supuesto un cambio estructural relevante*<sup>329</sup>.

Ce fut donc sur la base de ce modèle organisationnel hiérarchisé et centralisé que la *Junta de Andalucía* allait dynamiser le développement économique et social en appliquant des politiques publiques qui lui fussent propres, qui répondissent à ses besoins, et qui pussent aider sa région à sortir de son sous-développement séculaire. En somme, ce fut sur la base de ce système organisationnel que l'Administration autonome allait développer des politiques publiques capables de satisfaire les besoins des Andalouses et des Andalous détaillées dans l'article 12 du Statut d'Autonomie de 1981.

#### **IV-b-2 Objectifs de l'article 12 du Statut de 1981 : expression formelle du caractère fondamental du développement économique de l'Andalousie**

Le processus autonome andalou analysé jusqu'à présent mettait clairement en exergue l'inéquivoque volonté d'autogouvernement manifesté par les Andalous en général qui concevaient l'autonomie comme la seule issue leur permettant de sortir du sous-développement et de la marginalisation. Ils nourrissaient l'espoir de voir le Statut d'Autonomie utilisé comme un instrument de changement qui impulserait le développement économique et social. Ce texte statutaire contenait un article spécifique qui constituait une véritable déclaration des objectifs que cette norme fondamentale de l'Andalousie fixait à son autogouvernement. Durant le débat de

---

<sup>329</sup> Carlos CONDE MARTINEZ, La Administración autonómica en Andalucía : génesis y perspectivas de reforma, dans FRANCISCO BALAGUER CALLEJON (Coord.), *El sistema de gobierno de la Comunidad Autónoma de Andalucía...*, Op.cit., p. 161

ratification du Projet de Statut d'Autonomie au Parlement Espagnol, le député communiste Luis Felipe ALCARAZ MASATS présenta succinctement cet article comme suit :

*en resumen, se refieren a la necesidad de una política de pleno empleo y la especial garantía de puestos de trabajo para la juventud andaluza; el acceso de todos los andaluces a los niveles educativos y culturales adecuados; la superación de las condiciones económicas, sociales y culturales que determinan la emigración de los andaluces y la necesidad de ir creando las condiciones para el retorno de los emigrantes; la constante promoción de una política de superación de los desequilibrios existentes entre los diversos territorios del Estado Español; el desarrollo industrial como fundamento del crecimiento armónico de Andalucía; la reforma agraria, entendida como la transformación, modernización y desarrollo de las estructuras agrarias y como instrumento de una política de crecimiento, pleno empleo y corrección de los desequilibrios territoriales*<sup>330</sup>.

Cette série d'objectifs concrets égrenés par ce député se trouva dans le troisième alinéa de l'article qui, dès le début, posa également les bases de la liberté et de l'égalité effectives de tous les individus au sein des groupes qu'ils intégreraient dans tous les secteurs possibles, mention spéciale à l'égalité effective entre les hommes et les femmes.

Au regard de la structure institutionnelle centralisée et hiérarchisée de l'Andalousie, ainsi que de la difficile situation économique qui pèse sur elle au sortir de la transition démocratique, il ne faisait pas l'ombre d'un doute que l'intervention de l'autogouvernement dans l'économie de l'Andalousie allait jouer un rôle prépondérant dans la réalisation des objectifs de l'article 12 du Statut qui, en outre, étaient très imprégnés de la pensée et des théories keynésiennes. Soulignons que le keynésianisme est une école de pensée économique fondée par l'Economiste britannique John Maynard KEYNES, auteur de la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*<sup>331</sup>. L'ENCYCLOPÉDIE LAROUSSE s'étend davantage sur ce concept en expliquant qu'il est :

*Un courant de pensée économique dominant après la Seconde Guerre mondiale, le keynésianisme s'appuie sur la constatation d'un chômage involontaire permanent, mis en lumière par la crise de 1929 et qui ne se résorbera pas par le jeu des mécanismes « classiques » de retour à l'équilibre. Le sous-emploi provient*

---

<sup>330</sup> Luis Felipe ALCARAZ MASATS, Debate de ratificación del Proyecto de Estatuto de Autonomía para Andalucía, *Diario de Sesiones del Congreso de los Diputados*, n°209, 1981, p. 12455

<sup>331</sup> John Maynard KEYNES, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, (1936), Traduit de l'Anglais par Jean de LARGENTAYE, Paris, Payot, 1942, 384 p.

*d'une trop grande faiblesse de la demande effective et, par ailleurs, d'une insuffisance de l'investissement productif. Il convient donc de redistribuer des revenus au profit des classes disposant des ressources les plus faibles, et de baisser le taux d'intérêt de manière à rendre l'investissement plus attractif. L'ensemble des politiques d'inspiration keynésienne relativise l'efficacité de l'instrument monétaire et privilégie l'action de l'État par un accroissement des dépenses publiques pour compenser les déséquilibres du marché*<sup>332</sup>.

Effectivement, après la seconde guerre mondiale, le système capitaliste occidental était prédominé par la pensée économique keynésienne qui se fondait sur l'intervention de l'Etat dans l'économie. Cette intervention se basait sur des éléments comme la régulation des règles du marché du travail et la génération de l'emploi à travers un puissant appareil public qui contrôlait les secteurs économiques dits stratégiques tels que la défense, l'énergie, les transports, etc. Le chômage était considéré comme un problème collectif et sa résorption incombait à l'Etat. John Maynard KEYNES prônait en somme la relance de la consommation, la baisse du taux d'intérêt, et l'accroissement des investissements publics pour assurer le plein-emploi.

Durant cette période, le plein emploi était synonyme de forte croissance et engendrait la richesse. En effet, l'emploi était considéré comme un facteur stimulant la croissance économique dont la place se situait au début du processus de croissance et non à la fin comme le supposait la théorie de l'équilibre général néoclassique. Relevons au passage que la croissance économique était l'accroissement durable de la production globale d'une économie. Cet accroissement était non seulement quantitatif et pouvait donc être mesuré, mais il s'étendait aussi sur une longue période. Et pour défendre les plus vulnérables dans la relation entre l'employeur et l'employé, un code du travail fut créé. Celui-ci permettait en effet l'obtention de salaires dignes, une grande stabilité, et l'établissement des droits sociaux liés au travail. Cet ensemble de mesures, pour la première fois dans l'histoire du capitalisme, fit en sorte qu'être travailleur ne fût pas synonyme d'être pauvre. En d'autres termes, il en finissait avec la conception du XIXe siècle qui assimilait les ouvriers à une simple main d'œuvre exploitée dans les champs et les usines. Cela permit, de façon générale, l'établissement d'une espèce de pacte entre le capital et le travail qui engendrait des taux de croissance élevés et une acceptable redistribution de la richesse sociale créée. L'Etat interventionniste jouait donc le double rôle d'être un élément incontournable dans la croissance économique en même temps qu'il assurait une redistribution de la richesse.

---

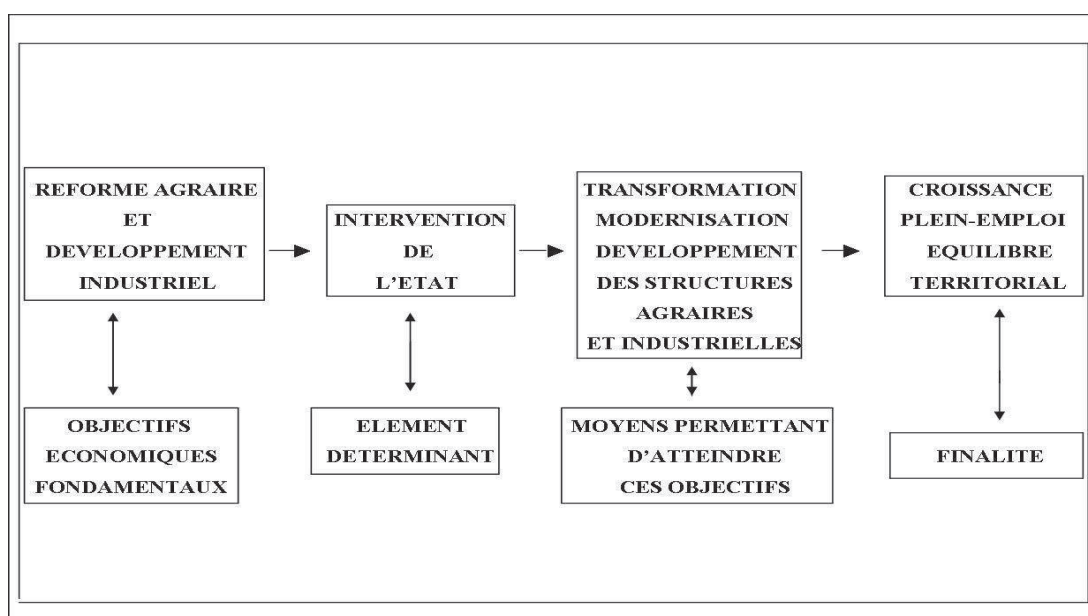
<sup>332</sup> Keynésianisme, dans Encyclopédie Larousse, disponible sur [\[http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/keyn%C3%A9sianisme/63865\]](http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/keyn%C3%A9sianisme/63865), (page consultée le 13 septembre 2013)

Dans le cas de l'Andalousie, la pensée et les théories de John Maynard KEYNES étaient perceptibles à l'arrière plan du tableau des objectifs socioéconomiques peints et introduits dans l'article 12 du Statut d'Autonomie par la Commission Mixte des Parlementaires Andalous. Au premier plan, y figuraient d'une part les objectifs économiques fondamentaux qui pouvaient se résumer en l'intervention des pouvoirs publics dans la mise en pratique de la réforme agraire et du développement industriel qui permirent l'équilibre territorial interne et externe ; c'est-à-dire, l'équilibre entre les différentes provinces andalouses et le reste de l'Etat espagnol. D'autre part, il y avait la réalisation du plein-emploi comme garantie d'une meilleure redistribution de la richesse générée. Au deuxième plan, se trouvaient l'accès de tous les Andalous à l'enseignement et à la culture et la consolidation de la conscience identitaire andalouse.

#### IV-b-2-1 Réforme agraire et développement industriel

Outre la crainte de transgresser les limites constitutionnelles des compétences exclusives de l'Etat et les divergences de point de vue que vécut la Commission Mixte des Parlementaires Andalous au moment de rédiger le Statut d'Autonomie en 1981, l'alinéa 3 de l'article 12 resta explicite sur ses attentes en matière de réforme agraire et de développement industriel : transformation, modernisation, développement des structures agraires, correction des déséquilibres territoriaux, croissance et plein-emploi. Cette attente pouvait se présenter schématiquement de la manière suivante :

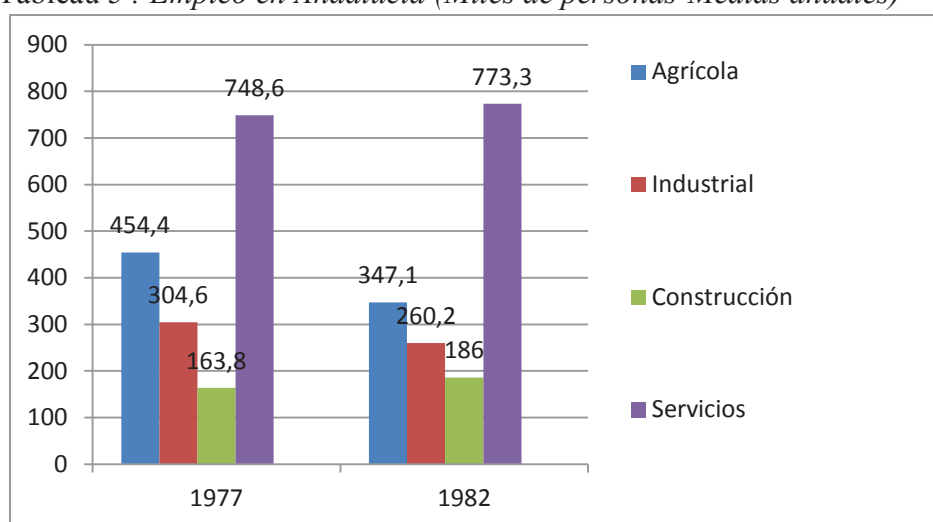
Tableau 4 : *Réforme agraire, développement industriel et leurs buts en Andalousie*



Elaboration personnelle

Au regard de ce tableau, il est évident que pour des raisons économiques et sociales, la réforme agraire et le développement industriel étaient des questions brûlantes auxquelles l'autogouvernement devait urgemment trouver des solutions au sortir du processus autonome. Bien entendu, le lourd passé de cette question allait rendre sa résolution très complexe, mais pas irréalisable. L'Andalousie était une terre fondamentalement agricole avait dit Blas INFANTE. En 1981, cette affirmation était toujours d'actualité car, la terre avait une fonction sociale et la modernisation ainsi que le développement des exploitations agricoles devaient être rentables socialement et économiquement. L'agriculture en Andalousie était une force dont la source était le cultivateur. Il était impossible de les dissocier. Dans le plan de modernisation et de développement de cette Communauté Autonome, en prendre soin, la redistribuer et la dynamiser étaient synonyme de stimuler la croissance qui, à son tour, allait résorber le chômage lequel, depuis 1977, enregistrait une évolution constante comme le confirme le tableau suivant:

Tableau 5 : *Empleo en Andalucía (Miles de personas-Medias anuales)*



Source : Elaboration personnelle à partir des données de l'*Instituto Nacional de Estadística*<sup>333</sup>

Le chômage était l'un des principaux problèmes de l'économie andalouse. En effet, ce tableau qui montrait l'évolution de la population active en Andalousie mettait en évidence 151700 pertes d'emploi entre 1977 et 1982. Ce problème de chômage touchait principalement le secteur de l'agriculture et celui de l'industrie, pendant que le secteur de la construction et celui des services enregistraient de légères hausses. Mais on ne peut se contenter de cette hausse minimale, car, c'est

<sup>333</sup> INE cité par José Luis TORRES CHACON, FRANCISCO VILLALBA CABELLO, « La convergencia del mercado de trabajo de Andalucía », *I congreso de Ciencia Regional de Andalucía en el umbral del siglo XXI*, p. 144, disponible sur [www2.uca.es/escuela/emp\_je/investigacion/congreso/map009.pdf], (page consultée le 24 septembre 2013). Il faut souligner que cet auteur ne spécifie pas la date de publication de ces données par l'INE. En considérant que le site de l'INE ne met pas à notre disposition les données des enquêtes antérieures à l'année 2005 relatives à la population active occupée, et que les données du site de l'*Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía* quant à elle, ne commencent qu'à partir de l'année 1988, nous-nous sommes fiés aux travaux réalisés par d'autres chercheurs, à l'instar de celui de José Luis TORRES CHACON, sur la population active occupée en Andalousie durant les années antérieures à celles que mettent à notre disposition nos deux sites de référence de données statistiques.

l'ensemble des secteurs qui avaient besoin d'être redynamisé. Il était en effet indéniable qu'Agriculture et Industrie nécessitaient plus que tout autre des mesures politiques spécifiques qui leur redonnent vigueur.

De plus, en 1981, l'Espagne en général et l'Andalousie en particulier étaient quasiment au bout de la transition démocratique, traversaient une crise économique, et devaient se conformer aux exigences de l'agriculture moderne dont le secteur financier et l'accès aux nouvelles technologies conditionnaient le succès. Le secteur agraire en Andalousie avait l'obligation de s'adapter à cette nouvelle ère où l'augmentation de la productivité des facteurs qui intervenaient dans la production se convertit en un objectif prioritaire pour être compétitifs sur les marchés internationaux. Dans ce contexte, il n'incombait pas seulement à l'autogouvernement de Rafael ESCUREDO de redistribuer la terre aux ouvriers agricoles dépossédés, mais aussi de leur donner les moyens d'affronter avec assurance les marchés internationaux afin de conserver leurs emplois et maintenir la croissance. Cela suscita par conséquent une interrogation : comment entreprendre un projet aussi ambitieux que la réforme agraire et le développement industriel dans ce contexte ? Au sujet de la réforme agraire, José Maria SUMPSI, Ingénieur Agronome, concepteur de la Loi sur la Réforme Agraire et Directeur Général des Structures Agraires de la *Junta de Andalucía* en 1983, répondit à cette question en soulignant que cela allait nécessiter les facteurs suivants :

- 1- *Selección de los empresarios a través de un programa intervencionista que lleve a cabo una serie de medidas que posibiliten el mejor aprovechamiento de los recursos, penalizando con sanciones impositivas y expropiatorias a los que no hagan un adecuado uso de los recursos naturales.*
- 2- *Redistribución de la tierra, permitiendo el acceso de la clase trabajadora y pequeños campesinos al uso de este factor de producción.*
- 3- *Fomento del empleo, utilizando el concepto de rentabilidad social.*
- 4- *Consideración de planteamientos conservacionistas como parte integrante de la racionalidad en el aprovechamiento de los recursos.*
- 5- *Introducción de los criterios de planificación comarcal.*
- 6- *Creación de un sector cooperativista en la esfera de la producción agraria*<sup>334</sup>.

Cette solution que proposa José Maria SUMPSI avait pour toile de fond la vision de Blas INFANTE sur l'injustice de la propriété privée et de l'exploitation de la terre, ainsi que la nécessité de l'abolir. En d'autres termes, la terre était un bien commun dont la propriété devait revenir à son utilisateur moyennant le paiement de l'impôt social de la terre. Cela signifierait qu'elle serait

---

<sup>334</sup> José Maria SUMPSI, La Reforma Agraria en Andalucía, *Boletín Económico de la Junta de Andalucía*, n°3, 1983, p.61



détenue par ceux qui l'exploitaient de façon adéquate pour obtenir des bénéfices suffisants qui permettent de payer à la commune cet impôt social. Au cas où les terres redistribuées ne seraient pas exploitées de façon adéquate, la réforme préconisée par José Maria SUMPSI prévoyait deux types de sanctions : la première, plus générale, était de payer des impôts qui augmenteraient en fonction de la production ; la seconde, exceptionnelle, était l'expropriation des terres.

La fonction sociale de la propriété de la terre allait donc être accompagnée de la l'application de la loi comme le stipula la Constitution dans l'alinéa 2 de son article 33. Elle devait en outre avoir comme but ultime la pleine exploitation de la terre qui rentrât dans un objectif conservationniste et de création d'emploi. En somme, il ne suffisait pas aux Andalouses et aux Andalous de satisfaire leur revendication séculaire en étant détenteur d'une terre arable, ils avaient également le devoir de la rentabiliser, de stimuler la croissance, et de résorber le chômage sous peine de payer des impôts. Face à ces mesures d'accompagnement qui s'imposèrent à la réforme agraire, Juan Antonio LACOMBA - en ce moment « *Director de la Junta de Andalucía y Asesor de Escuredo*<sup>335</sup> » - en arrive à expliquer à l'autogouvernement de Rafael ESCUREDO que concevoir la réforme agraire après l'acquisition de l'autonomie comme le simple octroi de la terre à celui qui la travaillait était un mythe qui ne pouvait pas se réaliser : « *hoy la reforma agraria no puede ser nunca la reforma agraria histórica : reparto de la tierra, la tierra para el que la trabaja, hoy no puede ser* »<sup>336</sup>.

Après une longue période de réflexion et de réajustement, la *Ley n°8/1984, de 3 de julio, de Reforma Agraria* fut publiée dans le *Boletín Oficial del Estado*. Cependant, cette Loi ne rentra pas en vigueur car sa publication fut suivie de stratégies juridiques et individuelles entreprises par les grands propriétaires terriens pour empêcher son application. En effet, sur le plan juridique :

*Por escrito fechado el 27 de septiembre de 1984, don Luis Fernández Fernández-Madrid, Abogado y Senador, en su propio nombre y en el de 53 Senadores más, interpone recurso de inconstitucionalidad contra determinados artículos, que se concretan en el suplico, de la Ley 8/1984, de 3 de julio, de Reforma Agraria, aprobada por el Parlamento de la Comunidad Autónoma de Andalucía*<sup>337</sup>.

Ce recours auprès du Tribunal Constitutionnel fait par l'Avocat et Sénateur Luis FERNANDEZ FERNANDEZ qui représentait 53 Sénateurs du Groupe Parlementaire de l'*Alianza Popular* au sein

---

<sup>335</sup> Entretiens de Juan Antonio LACOMBA avec Mexcin EBANE sur l'« Andalousie dans l'Espagne des autonomies »..., *Op.cit.*

<sup>336</sup> *Ibidem.*

<sup>337</sup> GOBIERNO DE ESPAÑA, « Pleno. Recurso de inconstitucionalidad número 685/1984. Sentencia número 37/1987, de 26 de marzo », *Boletín Oficial del Estado*, n°89, 1984, p.6, disponible sur [[https://www.boe.es/diario\\_boe/txt.php?id=BOE-T-1987-9279](https://www.boe.es/diario_boe/txt.php?id=BOE-T-1987-9279)], (page consultée le 21 mars 2014)

duquel se trouvaient ces grands propriétaires terriens andalous se basait principalement sur la compétence exclusive de l'Etat, à travers les articles 149.1.1° et 149.1.18° de la Constitution espagnole, d'assurer l'égalité de tous les Espagnols dans l'exercice de leurs droits et à être le seul à pouvoir opérer une expropriation forcée au sein du territoire espagnol. En d'autres termes, pour les latifundistes, la Communauté Autonome de l'Andalousie ne pouvait prétendre avoir la compétence d'exproprier qui que ce soit en se basant sur un droit dont le gouvernement central était le seul détenteur. Pour ce qui était des pratiques individuelles, José ACOSTA SANCHEZ les synthétisa en trois principales stratégies :

- *En primer lugar en muchas explotaciones se sumaban diferentes derechos, detentados por diversas personas, resultantes generalmente de decisiones testamentarias complejas. Los tenedores de esos derechos confiaban a uno de ellos o incluso a una tercera persona la gestión de la explotación.*
- *Un segundo tipo de casos frecuentes era el de los titulares que disponían de tierras de diversos propietarios sin más título para ello que la cesión verbal y la confianza en su persona; en esos casos el proceso de toma de decisiones puede adoptar infinitas variantes, desde la libertad absoluta del tenedor, hasta la interferencia regular de los propietarios, lo que convierte al agricultor en poco menos que un "encargado" cualificado*
- *Otros arrendamientos contractualmente correctos, dispersaban ficticiamente explotaciones que eran en realidad una misma entre supuestos titulares que poco intervenían en el proceso de toma de decisiones de "sus" explotaciones, consiguiéndose con ello ventajas fiscales, a más de dificultar la aplicación en ellas de la actuación de la ley de Reforma Agraria<sup>338</sup>.*

Cet ensemble de pratiques qui consistaient à faire recours auprès des instances juridictionnelles, à estomper les véritables propriétaires des grandes exploitations agricoles et à les morceler virtuellement afin de réduire leur superficie à moins de 300 hectares, limite à partir de laquelle les latifundistes seraient frappés par la loi de réforme, paralysa l'application de cette loi et maintint le désarroi au sein des journaliers.

Par ailleurs, la stratégie de stimuler la croissance et d'endiguer le chômage à travers la réforme agraire ne pouvait aboutir sans tenir compte d'un aspect qui était inhérent à sa dynamique. En effet, la croissance économique, effet escompté à travers cette réforme, ne pouvait être conçue

---

<sup>338</sup> José ACOSTA SANCHEZ et al., *Grand propiedad y política agraria en la Península Ibérica. A propósito de de la Ley de Reforma Agraria Andaluza*, Granada, Universidad de Granada, 1992, pp. 143-144

comme un processus distinct ou déconnecté du développement industriel : ils étaient comme le générateur de l'équilibre territorial et de la croissance économique de l'Andalousie.

Dans cette perspective, l'autogouvernement allait s'appuyer sur l'*Instituto de Promoción Industrial de Andalucía* (IPIA) qui existait depuis sa période préautonomique, mais dont la création officielle eut lieu le 3 mars 1983 par la Loi 1/1983 publiée le 5 mars dans le Bulletin Officiel de la *Junta de Andalucía*. Durant la période préautonomique, cet organe avait le rôle de coordonnateur et de plate-forme d'information. En effet, d'une part, il réunissait les efforts dispersés du secteur public en matière d'industrialisation à travers des interventions et l'exigence de critères à remplir ; d'autre part, il promouvait l'Andalousie auprès des investisseurs étrangers et informait sur les éventuelles aides publiques que la *Junta* pouvait accorder aussi bien à ces investisseurs étrangers qu'aux investisseurs espagnols et andalous.

Par ailleurs, après l'approbation du Statut d'Autonomie dont l'alinéa premier de l'article 18 donna à l'Andalousie la compétence exclusive en matière de développement et de planification de l'activité économique, la mission de l'IPIA prit une autre orientation. Dans l'objectif de la percevoir avec exactitude, les raisons de sa création officielle, quoique longues, méritent d'être évoquées :

*La necesidad de incrementar la participación de la industria en el conjunto de la economía andaluza es de tal importancia que va a determinar en gran medida el papel que en el futuro desempeñará nuestra región en la economía española.*

*El que Andalucía pueda suministrar productos suficientemente elaborados, el conseguir un mayor equilibrio en su balanza comercial, el que disminuya el paro y la emigración, son aspectos que van a depender de que se consiga realizar una industrialización, basada en el aprovechamiento de los recursos naturales existentes y que sea capaz de integrar la desarticulada estructura económica andaluza, fundamentada en el desarrollo de aquellos sectores con perspectivas de futuro, a la vista de la situación internacional existente y de la incorporación de España en la CEE.*

*Esta realidad hace necesario dar un fuerte apoyo al desarrollo industrial de Andalucía, que comience por una labor de promoción, establecida la política que seguirá el Consejo de Gobierno de la Junta de Andalucía (...).*

*El Instituto de Promoción Industrial de Andalucía tiene como fin fundamental subsanar las deficiencias, someramente apuntadas y conseguir un desarrollo equilibrado del sector industrial en el futuro*<sup>339</sup>.

Le développement industriel et l'équilibre territorial de l'Andalousie allaient donc dépendre de la capacité d'action de l'IPIA. Celui-ci avait pour mission d'agir de façon immédiate sur les problèmes existants aussi bien au niveau des villages qu'au niveau des contrées qui nécessitaient une programmation et une coordination avec le reste de la région. Face au réel problème de sous-développement en Andalousie, l'IPIA allait apporter aux Petites et Moyennes Entreprises la connaissance technique sur la meilleure organisation entrepreneuriale, des informations indispensables sur les nouvelles innovations technologiques, et surtout, des informations sur des crédits adéquats qu'elles pouvaient obtenir auprès des banques.

Mais, la réduction de la pauvreté, des inégalités sociales ainsi que des déséquilibres régionaux à travers la croissance économique ne pouvaient en aucun cas se réaliser sans les connaissances, les qualifications, les compétences du capital humain. En effet, la formation du capital humain était un facteur déterminant dans la croissance économique de l'Andalousie. En abondant dans le même sens que Juan Antonio LACOMBA qui travailla sur la relation entre la formation du capital humain et la croissance économique, nous en adhérons à la conclusion suivante :

*La clave, siempre, siempre, para que haya crecimiento económico es la formación del capital humano*<sup>340</sup>, *y no se forma el capital humano sin la educación : la base de todo es la educación en un país para crear gente, para crear conciencia, para consolidar el nivel cultural, para todo*<sup>341</sup>.

En effet, d'une part, les enseignements renforcés régulièrement, dès les premières années de l'enfance dans la formation de l'adulte productif et adapté, allaient avoir une influence déterminante dans la productivité, la compétitivité, la croissance, l'innovation et le bien-être de l'économie de l'Andalousie. D'autre part, ils allaient se transformer en moteur de développement humain capable de dynamiser le progrès, l'égalité et la justice sociale dans cette région.

---

<sup>339</sup> *Boletín Oficial de la Junta de Andalucía*, Ley 1/1983, de 3 de marzo, de Creación del Instituto de Promoción Industrial de Andalucía, Sevilla, Junta de Andalucía, n°19, 1983, pp. 178-179

<sup>340</sup> Jean-Yves CAPUL et Olivier GARNIER dans le *Dictionnaire d'Economie et des Sciences Sociales*, Paris, Hatier, 2013, définissent Le concept de « capital humain » comme « *Les capacités intellectuelles et professionnelles d'un individu, capacités propres à lui assurer des revenus monétaires futur* ». Ces auteurs affirment que cette notion est intéressante car elle permet de parler d'investissement en capital à travers l'éducation et la formation, p.33

<sup>341</sup> Entretiens de Juan Antonio LACOMBA avec Mexcin EBANE sur l'« Andalousie dans l'Espagne des autonomies »..., *Op.cit.*

#### **IV-b-2-2 Enseignement, culture et consolidation de la conscience identitaire andalouse**

Après l'approbation de son Statut d'Autonomie, autant que les autres nationalités, l'Andalousie également avait l'intention d'utiliser l'enseignement comme élément stratégique non seulement pour se différencier des autres Communautés Autonomes en renforçant le contenu culturel de son enseignement ainsi que les instruments utilisés pour conditionner la mémoire de sa jeunesse, mais aussi pour utiliser cette jeunesse formée comme le principal moteur de sa croissance économique et du rétablissement de la paix et de la justice sociale. Avant de mettre en relief les mécanismes d'influence du niveau éducatif de la population andalouse sur la croissance économique de cette région, il convient d'abord de souligner que la Constitution de 1978 réserva au pouvoir central un rôle mineur sur l'éducation. En effet, en cette matière, le trentième paragraphe de son article 149.1 lui assigna les tâches suivantes:

*Regulación de las condiciones de obtención, expedición y homologación de títulos académicos y profesionales y normas básicas para el desarrollo del artículo 27 de la Constitución, a fin de garantizar el cumplimiento de las obligaciones de los poderes públicos en esta materia*<sup>342</sup>.

A travers cet article, nous relevons qu'il incombait tout simplement à l'Etat de maintenir une homogénéité des diplômes obtenus sur toute l'étendue du territoire espagnol en matière d'enseignement. En d'autres termes, il laissa le soin aux Communautés Autonomes de choisir elles-mêmes les outils, les méthodologies et les contenus des enseignements qu'elles allaient dispenser à leurs populations respectives.

Dans le cas de l'Andalousie, le texte statutaire de 1981 contenait des articles significatifs qui, dans ce sens, y faisaient référence : les articles 12.2 et 19. Le premier, faisant partie de ses objectifs fondamentaux, mettait en relief le droit de toutes les Andalouses et de tous les Andalous à accéder à tous les niveaux de l'éducation qui leur permettent un plein épanouissement personnel et social. Etant donné que cela ne pouvait se réaliser sans la consolidation de la conscience identitaire andalouse, dans ce même article, les rédacteurs du Statut donnèrent à l'autogouvernement de l'Andalousie l'obligation d'« *afianzar la conciencia de identidad andaluza a través de la investigación, difusión y conocimiento de los valores históricos, culturales y lingüísticos del pueblo andaluz en toda su riqueza y variedad* ». L'inclusion de cet objectif dans le texte statutaire supposait qu'il existait une conscience singulièrement andalouse qui se démarquait de celle du reste

---

<sup>342</sup> *Constitución española... Op.cit.*, p. 115

du territoire espagnol et qui, dans un avenir proche ou lointain, pouvait servir d'instrument de différenciation si jamais un jour ce besoin se faisait sentir.

Par ailleurs, pour se référer à l'homogénéité des diplômes, au respect de la Constitution, et au contenu des enseignements, l'article 19 stipula que :

*1- Corresponde a la Comunidad Autónoma la regulación y administración de la enseñanza en toda su extensión, niveles y grados, modalidades y especialidades en el ámbito de sus competencias, sin perjuicio de lo dispuesto en el artículo 27 de la Constitución y Leyes Orgánicas que, conforme al apartado 1, del artículo 81 de la misma, lo desarrollen; de las facultades que atribuye el Estado el número 30 del apartado 1, del artículo 149 de la Constitución y de la alta inspección necesaria para su cumplimiento y garantía.*

*2- Los poderes de la Comunidad Autónoma velarán porque los contenidos de la enseñanza e investigación en Andalucía guarden una esencial conexión con las realidades, tradiciones, problemas y necesidades del pueblo andaluz<sup>343</sup>.*

Cet article chargea donc à l'Andalousie d'appliquer le droit à l'éducation sans toutefois outrepasser les limites de ses compétences. Mais le plus remarquable était son deuxième alinéa. En effet, il mettait en exergue l'indépendance et la différenciation identitaire vers lesquelles devaient s'orienter les enseignements en Andalousie. Rappelons que l'existence de l'Andalousie comme peuple distinct au sein de l'Espagne fut interdite de façon consciente durant le franquisme. De plus, ce régime déforma et substitua les symboles de l'identité espagnole par ceux de l'identité andalouse. Cela effaça ainsi la singularité andalouse aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'Espagne et fit surgir une Andalousie qui, selon Juan Antonio LACOMBA, était vide et inexistante :

*En Andalucía, la identidad es algo que está muy perdido, muy perdido porque, como escribió CASTILLO del PINO en una Revista a finales del año 1975: Andalucía no existe. Dijo que Andalucía no existe porque España ha sumido los símbolos andaluces con los símbolos españoles. De cara exterior, la guitarra, la bailadora, el torero... todos son símbolos andaluces. Decía que España se había apropiado algo que era fundamental y folclóricamente andaluz. Si el símbolo español era ya el de Andalucía, Andalucía entonces ya no existe<sup>344</sup>.*

---

<sup>343</sup> PARLAMENTO de ANDALUCIA, *Estatuto de Autonomía para Andalucía...*, Op. cit., pp. 24-25

<sup>344</sup> Entretien de Juan Antonio LACOMBA avec Mexcin EBANE sur l'« Andalousie dans l'Espagne des autonomies »..., Op.cit.

Face à cette triste réalité, durant la transition démocratique et pendant la rédaction du Statut d'Autonomie, il était impératif de rétablir et de consolider la véritable réalité de l'Andalousie. D'une part, ce rétablissement devait se faire à travers un enseignement accentué sur le développement d'une conscience de l'identité andalouse étroitement liée à un processus d'affirmation de l'Andalousie comme peuple ; d'autre part, il devait se faire à travers l'émergence et l'enseignement, quoique confus, d'un sentiment nationaliste qui ne fût pas séparatiste, mais qui eût pour seule préoccupation la construction d'une Andalousie différente.

Maintenant que nous savons comment l'Andalousie avait la possibilité, dès l'approbation de son Statut d'Autonomie, de choisir ses instruments et d'orienter elle-même le contenu de son enseignement, nous pouvons nous demander comment le niveau d'éducation de la population andalouse allait pouvoir influencer sur sa croissance économique ? A cette interrogation, les Economistes Marco TERRONES et César CALDERON répondirent que l'enseignement de façon générale :

*a) aumenta la capacidad productiva del individuo, pues mejora su capacidad de aprendizaje y de acceder a nueva información;*

*b) permite al individuo ser más receptivo a la introducción de cambios en el plano productivo, en su entorno institucional y en su medio ambiente ;*

*c) mejora la capacidad creativa del individuo, generando así no sólo innovaciones técnicas, sino también innovaciones institucionales ;*

*d) mejora la capacidad de lectura y de cálculo del individuo, permitiéndole suscribir contratos (laborales y financieros) cada vez más sofisticados, además de permitirle un mejor manejo de la información económica y legal, estableciendo así las condiciones para el desarrollo de nuevos mercados e instrumentos financieros, lo que facilita a su vez una mejor asignación de recursos<sup>345</sup>.*

Soulignons que même si ces mécanismes qui montrent comment le niveau de l'éducation de la population influencent la croissance économique ont été donnés pour répondre au cas spécifique de l'Amérique Latine, leur véracité transcendent les limites de ce continent et s'adaptait à toute société où l'enseignement était appelé à jouer un rôle moteur aussi bien dans l'épanouissement de

---

<sup>345</sup> Marco E. TERRONES, César CALDERON, Educación, capital humano y crecimiento economic: el caso de América Latina, *Revista Economía*, 1993, n°31, p.50

sa population, que dans la dynamisation de sa croissance économique, en l'occurrence la société andalouse.

En effet, outre l'objectif de militer pour une croissance économique afin de sortir de la pauvreté et du sous-développement, cette Andalousie qui dorénavant s'autogouvernait allait devoir suspendre l'exclusivité de l'enseignement à certaines classes de sa société, le promouvoir et le rendre obligatoire à toute sa population. L'enseignement, comme dans une expérience de vases communicants, devait garantir l'équilibre entre croissance économique, endiguement du chômage, épanouissement personnelle et social, consolidation de la conscience identitaire et construction d'une Andalousie différenciée. Plus les politiques et le contenu de l'enseignement allaient être de qualité, plus le contenu des vases allait gagner qualitativement et quantitativement. En revanche, une moindre qualité pouvait éloigner l'Andalousie des objectifs fixés dans son Statut.

L'enseignement fut donc conçu comme la pierre angulaire dans l'absolue nécessité de générer la croissance économique capable de favoriser à son tour un épanouissement social équitable. Les Andalouses et Andalous devaient développer leurs compétences techniques, acquérir et accumuler de l'expérience qui leur permît d'être productifs dans le monde entrepreneurial. Ils devaient en outre développer et consolider leurs compétences sociales personnelles en vue de s'adapter et de s'identifier à la société andalouse, d'où le caractère fondamental que revêtait le facteur culturel. En effet, dans cette nouvelle Andalousie qui cherchait à confirmer son identité au sein d'une Espagne multi culturelle, le développement économique ne devait pas être conçu comme la simple relation entre l'Homme, l'économie et l'environnement, mais comme l'ensemble des facteurs sociaux et culturels incontournables au moment de planifier, d'expliquer ou de justifier le développement de la société andalouse.

En somme, l'objectif d'étendre l'enseignement à toutes les couches sociales allait doublement être bénéfique à l'Andalousie : il allait inciter la baisse de son taux de chômage en même temps qu'il allait stimuler sa croissance économique. En effet, s'il est vrai que le chômage sévit plus fortement au sein d'une population moins bien formée et que la compétitivité d'une industrie repose sur celle de sa croissance économique, laquelle est en grande partie fondée sur la croissance de sa productivité, et donc sur la qualification de sa main d'œuvre, il est donc indéniable que l'aspect qualitatif du capital humain allait avoir une incidence majeure sur la croissance économique de l'Andalousie.

En considérant cette valeur instrumentaliste que l'enseignement devait avoir en Andalousie et les énormes moyens que sa réalisation allait susciter, il n'était pas inopportun de se demander si



les compétences transférées depuis le pouvoir central allaient être suffisantes pour lui permettre de mettre à exécution l'ensemble de ses projets.

#### **IV-b-3 Financement autonome effectif : compétence fondamentale de la *Junta de Andalucía* dans la modernisation de l'Andalousie**

L'un des aspects fondamentaux de l'Etat des Autonomies instauré en 1978 était la régulation des compétences entre les Communautés Autonomes et l'Administration centrale, sur la base de listes de compétences qui leur étaient respectivement exclusives dans les articles 148 et 149 de la Constitution. Dans l'énumération des compétences exclusives à l'Etat, une série de nuances fut introduite en relation avec la part qui concernait les régions, à travers l'utilisation d'expressions comme « *sin perjuicio* ». Cela supposait une certaine sécurisation des compétences exclusives de l'Etat dans la mesure où plusieurs d'entre elles recueillaient également des aspects qui relevaient des compétences assumées par les régions. D'ailleurs, pour apporter plus de lumière sur les compétences dont la répartition pouvait prêter à confusion, le texte constitutionnel conclut l'article 149.3 comme suit :

*Las materias no atribuidas expresamente al Estado por la Constitución podrán corresponder a las Comunidades Autónomas a través de sus Estatutos. La competencia sobre las materias que no se hayan asumido por los Estatutos de Autonomía corresponderá al Estado, cuyas normas prevalecerán en caso de conflicto, sobre las de las Comunidades Autónomas en todo lo que no esté atribuido a la exclusiva competencia de éstas. El derecho estatal será, en todo caso, supletorio del derecho de las Comunidades Autónomas*<sup>346</sup>.

A cette configuration de la répartition des compétences entre les Communautés Autonomes et l'Administration centrale, s'ajouta un élément dont l'importance allait être fondamentale dans l'articulation et la consolidation de l'Etat des Autonomies. Selon l'article 138 de la Constitution, cet élément reposerait sur la solidarité dans la répartition des ressources financières à travers l'établissement d'un équilibre économique, adéquat et juste entre les Communautés Autonomes. En outre, non seulement l'article 156 insistait sur ce principe de solidarité, mais il reconnaissait également l'autonomie financière des Communautés Autonomes dont le développement et l'exécution des compétences reposaient sur leurs principales sources de financement énumérées dans l'alinéa premier de l'article 157 :

---

<sup>346</sup> *Constitución española... Op.cit.*, p. 115

- a) *Impuestos cedidos total o parcialmente por el Estado; recargos sobre impuestos estatales y otras participaciones en los ingresos del Estado.*
- b) *Sus propios impuestos, tasas y contribuciones especiales.*
- c) *Transferencias de un Fondo de Compensación interterritorial y otras asignaciones con cargo a los Presupuestos Generales del Estado.*
- d) *Rendimientos procedentes de su patrimonio e ingresos de derecho privado.*
- e) *El producto de las operaciones de crédito*<sup>347</sup>.

Le système de financement des Communautés Autonomes, selon les dispositions de l'alinéa 3 de ce même article, allait s'articuler à travers une Loi Organique. En effet, approuvée le 22 décembre 1980, cette loi avait pour objectif d'instaurer une coordination entre l'activité financière des régions et celle du Ministère des Finances et des Administrations Publiques. Conformément aux dispositions de l'alinéa premier, et dans le strict respect des autres alinéas de l'article 157, l'article 4 de cette Loi prévoit que les ressources financières des Communautés Autonomes allaient être constituées de :

- a) *Los ingresos procedentes de su patrimonio y demás de Derecho privado.*
- b) *Sus propios impuestos, tasas y contribuciones especiales.*
- c) *Los tributos cedidos, total o parcialmente, por el Estado.*
- d) *Los recargos que pudieran establecerse sobre los tributos del Estado.*
- e) *Las participaciones en los ingresos del Estado.*
- f) *El producto de las operaciones de crédito.*
- g) *El producto de las multas y sanciones en el ámbito de su competencia.*
- h) *Sus propios precios públicos.*

2. *En su caso, las Comunidades Autónomas podrán obtener igualmente ingresos procedentes de:*

---

<sup>347</sup> *Idem*

a) *Las asignaciones que se establezcan en los Presupuestos Generales del Estado, de acuerdo con lo dispuesto en la presente Ley.*

b) *Las transferencias de los Fondos de Compensación Interterritorial, cuyos recursos tienen el carácter de carga general del Estado a los efectos previstos en los artículos 2, 138 y 158 de la Constitución*<sup>348</sup>.

A travers cette loi, il appert que les principes sur lesquels allaient reposer les politiques des financements relevaient de deux orientations : d'une part, un système de séparation qui allait répartir les sources de recettes entre l'Administration centrale et les Communautés Autonomes, d'autre part, un système d'union qui, selon l'alinéa 2 de l'article 158 de la Constitution, allait rattacher toute la procédure de perception aux Cortes Generales, ouvrant la voie ensuite à une répartition fixée entre l'Administration centrale et les Communautés en fonction des besoins, des compétences assumées et en tenant compte de critères d'équité.

Dans le cas spécifique de l'Andalousie, aux sources de financements antérieurement citées s'ajouta la « *deuda histórica* ». Ce concept naquit dans le Statut d'Autonomie et prévoyait de corriger les inégalités résultant du passé historique, et surtout, du plus récent que fut la dictature franquiste, qui pour les rédacteurs du Statut, s'était montrée clairement discriminatoire envers le territoire et la population andalouse et était en grande partie responsable de leur situation de sous-développement par rapport au reste de l'Espagne. Désignée par l'euphémisme « *asignaciones complementarias para la financiación de los servicios transferidos a Andalucía* », la « *deuda histórica* » fut prescrite dans la Seconde Disposition Transitoire qui établit que :

- 1- *Dadas las circunstancias socioeconómicas de Andalucía, que impiden la prestación de un nivel mínimo en alguno o algunos de los servicios efectivamente transferidos, los Presupuestos Generales del Estado consignarán, con especificación, una asignaciones complementarias para garantizar la consecución de dicho nivel mínimo.*
- 2- *Los criterios, alcance y cuantía de dichas asignaciones excepcionales serán fijados para cada ejercicio por la Comisión Mixta Paritaria Estado-Comunidad Autónoma a que se hace referencia en el apartado 2 de la Disposición Transitoria Sexta*<sup>349</sup>.

---

<sup>348</sup> Ley Orgánica de Financiación de las Comunidades Autónomas, disponible sur [http://noticias.juridicas.com/base\_datos/Admin/log-1980.html], (page consultée le 27 septembre 2013)

<sup>349</sup> PARLAMENTO de ANDALUCIA, *Estatuto de Autonomía para Andalucía...*, Op. cit., p. 62

Selon cette Seconde Disposition Additionnelle, non seulement la *deuda histórica* aspirait à ce que le Pouvoir Central reconnût et payât les injustices subies par l'Andalousie dans le passé, mais elle avait également un but socioéconomique. Elle requérait un traitement asymétrique qui, aux yeux des Andalouses et Andalous, n'était pas synonyme de privilège, mais qui, au bout du compte devait perdre sa raison d'être une fois que l'Andalousie aurait atteint le même niveau de développement que le reste de l'Espagne, en particulier, celui des nationalités historiques.

Au regard des dispositions constitutionnelles, de la Loi Organique de Financement des Communautés Autonomes et des objectifs que fixa l'Andalousie dans son Statut, il était indubitable que la répartition des ressources financières entre l'Administration centrale et les régions allait avoir une importance capitale dans la mise en pratique des politiques de développement économiques envisagées par la Communauté Autonome de l'Andalousie : d'abord parce que les moyens financiers transférés allaient permettre, faciliter ou empêcher le développement effectif des objectifs fixés dans le Statut ; ensuite, parce qu'ils allaient permettre aux Andalouses et Andalous de faire une évaluation objective de la politique de développement de leur sous système autonome dans les dépenses publiques intervenues dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, de la construction et des services publics qui, au sortir de la transition, étaient décisifs pour l'impulsion du développement de leur région.

En définitive, depuis 1978, comme plusieurs autres en Espagne, l'Andalousie également put jouir d'un régime préautonomique qui abrita sa principale institution autonome : *la Junta de Andalucía*. En suivant l'exemple de la Catalogne, du Pays basque, et de la Galice qui furent dotée d'une autonomie aux compétences élargies, les forces politiques andalouses optèrent pour l'acquisition d'une autonomie par la voie de l'article 151 de la Constitution qui leur permettrait de jouir de compétences identiques à celles de ces nationalités historiques. Après avoir surmonté un long chemin parsemé de difficultés juridiques et politiques, l'Andalousie approuva par référendum son Statut d'Autonomie le 20 octobre 1981, lequel fut ratifié par le Parlement Espagnol et le Sénat le 30 décembre de la même année avant d'être publié comme Loi Organique.

Devenant ainsi l'unique Communauté créée par la voie de l'article 151 de la Constitution, l'Andalousie instrumentalisa son nationalisme comme un ensemble cohérent de stratégies et d'actions que ses élites politiques utilisèrent pour atteindre leurs objectifs politiques, afin de confirmer la légitimité et la singularité de leur identité au sein de la nation espagnole, et enfin pour dynamiser la modernisation et le développement de leur région. Dès lors, ces élites posèrent les bases d'une autonomie qui allait avoir un double effet dans leur région : l'empêcher de s'enfoncer

d'avantage dans l'abîme du sous-développement qui la séparait des régions les plus développées de l'Espagne et lui permettre d'emprunter le chemin du progrès et d'initier le processus de convergence avec le reste de l'Espagne. L'Autonomie était ainsi indispensable à l'Andalousie, non pas seulement pour des raisons sentimentales ou identitaires, mais surtout pour effacer une image ternie par des décennies de marginalisation, et pour être utilisée comme un efficace instrument voué à la défense de ses intérêts et au rétablissement de la justice économique et sociale. Cela nous conduit à abonder dans le sens de Juan Antonio LACOMBA pour qui le processus autonome de l'Andalousie s'articulait autour de trois axes fondamentaux :

*1) la problemática económica de Andalucía, debida a su situación de "atraso" y "dependencia", y a la escasa "modernidad" de su estructura productiva ; 2) el singular camino andaluz hacia la autonomía, al ser la única Comunidad española que optó por la vía "máxima" del art. 151 de la Constitución ; 3) el difícil y complicado esfuerzo por la recuperación de la propia identidad y de la conciencia de pueblo*<sup>350</sup>.

Par ailleurs, avec l'entrée en vigueur du Statut en début d'année 1982, l'Andalousie autonome commença le processus de consolidation de son sous système politique et l'application de ses politiques de modernisation au sein de l'Espagne des autonomies.

---

<sup>350</sup> Juan Antonio LACOMBA, La transición autonómica andaluza en el contexto de la transición democrática española, dans *Transición y Autonomía de Andalucía*, Jaén, Cámara Oficial de Comercio et Industria de la Provincia de Jaén, 1999, pp.33-34

**TROISIEME PARTIE**  
**DYNAMIQUE POLITIQUE ET DEVELOPPEMENT DE**  
**L'ANDALOUSIE AUTONOME : SUCCES ET**  
**INSUFFISANCES D'UN INTENSE PROCESSUS DE**  
**TRANSFORMATION (1981-2012)**

**Chapitre premier**  
**DYNAMIQUE ET INSUFFISANCES DU SYSTEME**  
**REGIONAL ANDALOU**

La question de savoir s'il est possible de faire ressortir les succès et les insuffisances de la dynamique politique et du développement de l'Andalousie autonome de 1981 à 2012 peut sembler d'une simplicité élémentaire. Toutefois, la formulation d'une réponse simple s'avère bien complexe. En effet, en nous demandant jusqu'à quel point les forces parlementaires, les stratégies politiques des partis politiques de l'opposition, les principaux organes de contrôle et le reste des institutions de la *Junta de Andalucía* rendirent effective l'application du Statut d'Autonomie de 1981 et obtinrent des résultats cohérents avec les objectifs fixés dans celui-ci, nous procéderons à une évaluation du fonctionnement du sous système politique andalou. Relevons que nous entendons par évaluation une vision objective au service d'une valorisation adéquate des politiques et des actions menées par l'autogouvernement andalou de 1981 à 2012, période correspondant à sa première expérience autonome et au commencement de l'application de son nouveau Statut d'Autonomie approuvé en 2007. Cette évaluation ne saurait être conçue sous la perspective majorité-opposition car, vue sous cet angle, le panorama ne nous permettrait pas de voir au-delà des clivages idéologiques. En effet, il serait évident que pour la majorité au pouvoir depuis 1982, en l'occurrence le PSOE-A, l'autogouvernement menait toujours des politiques adéquates visant à répondre aux nécessités des Andalouses et Andalous. En revanche, pour l'opposition, ces politiques étaient insuffisantes, inadéquates, et donc critiquables. Pour sortir de ces deux visions divergentes dont les drapeaux idéologiques hissés pouvaient être aperçus à l'horizon, il est possible de puiser cette évaluation à la source de tout système démocratique : l'opinion de son électorat. Cependant, tout électorat, qu'il ait ou non reçu une formation intellectuelle, peut être séduit par des politiques électoralistes ou par des campagnes médiatiques, et perdre ainsi sa vision critique à cause de l'occultation du bilan négatif des politiques de l'autogouvernement. D'autre part, il peut se laisser emporter par la séduction des nouvelles orientations stratégiques que projette tel ou tel parti politique, l'empêchant ainsi de l'apprécier à sa juste valeur, ou pas, au moment de la sanction électorale. Quant aux organes de contrôle, ils ont l'obligation d'œuvrer dans des cadres légaux qui conditionnent leur travail, ce qui, par conséquent, limite substantiellement leur évaluation des actions de l'autogouvernement.

Face à ces multiples possibilités qui peuvent poser de grands obstacles dans notre analyse, il est indispensable de garder toile en de fond que notre travail part du postulat d'une vision critique du sous système autonome andalou qui s'appuie sur des paramètres objectifs, et qui s'oriente vers l'élaboration d'une analyse dont le but ultime est d'améliorer la réalité politique et socioéconomique de l'autonomie andalouse. Cela va par conséquent nous conduire à d'abord nous appuyer sur des paramètres qui conditionnaient sa stabilité institutionnelle et dynamisaient son sous système régional. Regroupés en plusieurs éléments destinés à servir de moyens permettant d'atteindre les objectifs fixés à l'autogouvernement, ces paramètres nous ont permis de relever



d'une part, la composition et les caractéristiques de la représentation parlementaire du peuple andalou durant les trente premières années d'autonomie andalouse, et d'autre part, de constater si de cette représentation parlementaire émergea un véritable sous système autonome ou un autogouvernement subordonné ou colonisé par des partis politiques d'envergure étatique.

### **I-a Système de parti dominant et chute des partis minoritaires**

Après l'approbation de son Statut d'Autonomie le 28 février 1980, commencèrent à émerger en Andalousie des éléments concrets d'un autogouvernement interventionniste dont la stabilité allait reposer sur l'appui de sa majorité parlementaire. En effet, de l'arène parlementaire, dès les élections législatives de 1982, partit la consolidation institutionnelle des partis politiques qui ébaucha les rapports de forces politiques qui allaient caractériser le système de partis politiques andalou tout au long de sa consolidation autonome. Relevons que Douglas RAE, spécialiste en Sciences Politiques, définit le système de partis politiques comme :

*la red de relaciones de competencia entre partidos políticos. El sistema de partidos no es literalmente una colección de partidos: hombres, instituciones y actividades, sino la competencia entre estos partidos dentro de un régimen particular, y es este sistema de competencia (el sistema de partidos) el que da a los partidos políticos democráticos su importancia peculiar. Son partidos políticos las minorías públicamente identificadas, los grupos titulados que compiten por el derecho a gobernar. Y el sistema de partidos es el cuadro de sus relaciones de competencia*<sup>351</sup>.

Mais, contrairement à la conception de Douglas RAE, le politologue Daniel-Louis SEILER estime que le système de partis politiques serait un ensemble structuré constitué des relations tantôt d'opposition, tantôt de coopération qui existent entre les partis politiques agissant sur la scène politique d'une même société politique<sup>352</sup>. Malgré cette nuance, il appert de ces deux définitions que le système de partis politiques, non seulement est en étroite relation avec le système politique d'un pays en général, mais qu'il dépend aussi dans une certaine mesure du système électoral et de la structure sociale sur laquelle il repose.

---

<sup>351</sup> Douglas RAE, *Leyes Electorales y sistema de partidos políticos*, Madrid, CITEP, 1977, 284 p. cité par Maria Luisa ROJAS DELGADO, « Evolución de los Partidos y del Sistema de Partidos en Andalucía », dans Carlos CONDE MARTINEZ (Coord.), *I Congreso andaluz de Ciencia Política y de la Administración. "Gobierno y Administración en Andalucía (1978-1998)"*, Almería, Universidad de Almería, 20 et 21 de mayo de 1999, p.366

<sup>352</sup> Daniel-Louis SEILER, « Systèmes de partis » dans Guy HERMET et al., *Dictionnaire de la Science Politique et des institutions politiques*, Paris, Armand Colin, 7eme Ed., 2011, p.217.

Dans le cas de l'Andalousie, en accédant l'autonomie, cette Communauté Autonome fit partie intégrante de l'Etat espagnol. Cette caractéristique restait émerger en son sein un sous système politique qui dorénavant devait s'insérer dans le système politique national avec lequel il allait être en constante relation, mais dont le développement et la consolidation allaient reposer sur les institutions et les faits propres à cette Communauté Autonome. Cet ensemble de caractéristiques complexifia la définition de ce système politique régional dans lequel se développa la confluence entre les structures territoriales décentralisées des principaux partis étatiques dont le *Partido Socialista Obrero Español de Andalucía* (PSOE-A), l'*Alianza Popular/Partido Popular de Andalucía* (AP/PP-A), et le *Partido Comunista Español/Izquierda Unida-Convocatoria por Andalucía* (PCE/IU-CA), et la petite formation politique à caractère nationaliste, en l'occurrence le PSA/PA.

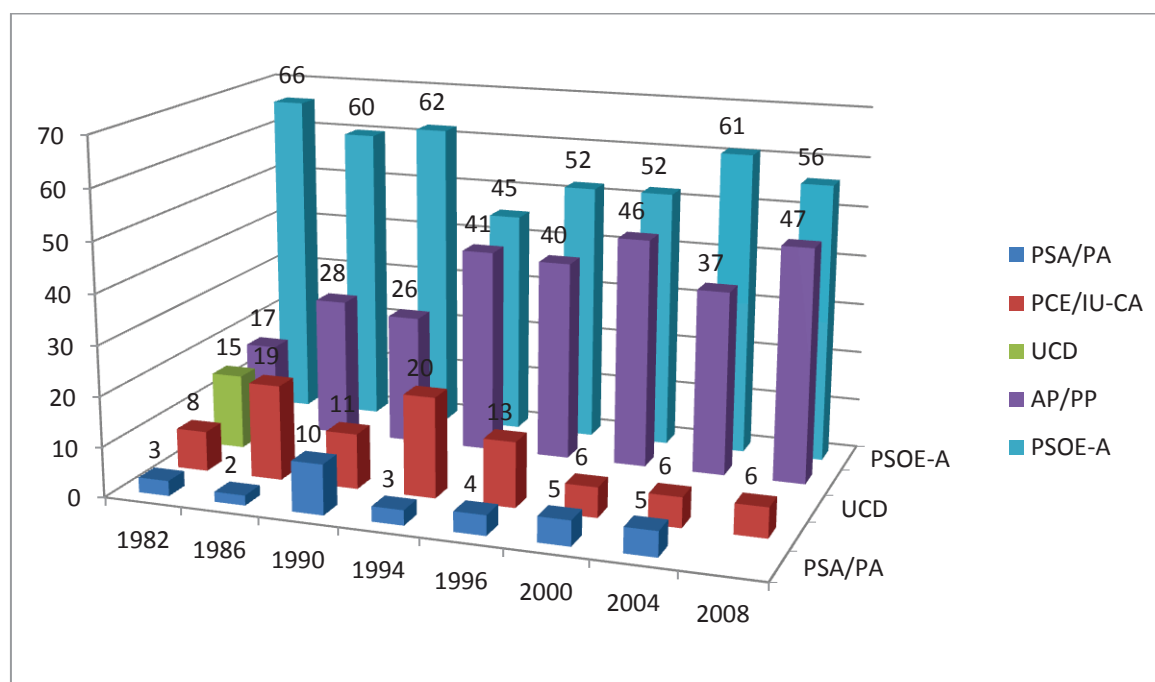
Les fondements de ce sous système politique furent ébauchés par les élections législatives de 1982 qui configurèrent aussi bien le panorama du sous système politique andalou, que celui du système politique national. En effet, souvenons-nous que les résultats des élections de 1979 instaurèrent un système dans lequel la majorité de l'UCD et du PSOE était sans équivoque. A côté de ces deux partis, il en existait deux autres, minoritaires, en l'occurrence l'AP et le PCE. Cependant, aux élections de 1982, cette tendance ne fut pas maintenue car, les résultats modifièrent fondamentalement le panorama antérieur : le PSOE obtint 202 sièges au Parlement Espagnol<sup>353</sup>, ce qui lui conféra de facto la majorité absolue ; l'AP enregistra une ascension fulgurante avec 106 députés et devint le premier parti de l'opposition, l'UCD et le PCE connurent une chute vertigineuse avec respectivement 12 et 4 députés. Pour la majeure partie des Espagnoles et des Espagnols, le triomphe du PSOE était synonyme de la fin du franquisme et de la transition démocratique. L'alternance politique qui s'ensuivit ouvrit une période de 14 ans de gouvernements socialistes présidés par Felipe GONZALEZ, suivi des 8 ans des gouvernements PP de José Maria AZNAR, avant de revenir au PSOE à la tête duquel se trouvait José Rodriguez ZAPATERO.

En Andalousie, on assiste à la transposition du panorama politique national. En effet, si durant son initiative autonome par l'article 151 de la Constitution, l'espace politique de cette région était dominé par le PSOE et l'UCD, à compter de 1982, les résultats des élections autonomiques du 23 mai de la même année configurèrent un nouveau sous système politique dans lequel le PSOE-A se démarqua par sa position de domination sur le reste des formations politiques comme en témoigne le tableau suivant :

---

<sup>353</sup> Soulignons que la Constitution de 1978 dispose dans son article 68 que le Parlement est composé d'un minimum de 300 et d'un maximum de 400 députés.

Tableau 7 : Composition du Parlement de l'Andalousie 1982-2012



Elaboration personnelle à partir des résultats électoraux au Parlement de l'Andalousie de 1982 à 2008<sup>354</sup>.

De ce tableau qui résume les résultats des différentes consultations électorales autonomes en Andalousie de 1982 à 2008 se dégage, à première vue, qu'une préférence certaine de l'électorat andalou va à l'idéologie de gauche. Le PSOE-A y gagna majoritairement toutes les élections, même si cette majorité vacilla de 1994 à 2000. Ensuite, vint le PP/AP que son ascension fulgurante à partir de 1994 transforma en première force de l'opposition à même d'opérer une alternance à la *Junta de Andalucía*. Enfin, vinrent les partis minoritaires dont l'inconstance et le faible rendement électoral se manifestèrent tout au long du développement autonome en Andalousie. L'ensemble de ces caractéristiques conduit à subdiviser la dynamique électorale dans cette Communauté en deux grands ensembles : d'une part, la gouvernance ininterrompue du PSOE-A de 1982 à 2012, la chute du PCE/IU-CA et la disparition de l'UCD et du PA de l'arène parlementaire ; d'autre part, la perte de la majorité parlementaire du PSOE-A qui conduisit à l'instauration du bipartisme PSOE-A/PP-A de 1994 à 2012.

<sup>354</sup> PARLAMENTO DE ANDALUCÍA, *Memoria de resultados electorales*, disponible sur [\[http://www.parlamentodeandalucia.es/opencms/export/portal-web-parlamento/elparlamento/historia/memoriaderesultadoselectorales.htm\]](http://www.parlamentodeandalucia.es/opencms/export/portal-web-parlamento/elparlamento/historia/memoriaderesultadoselectorales.htm), (page consultée le 19 octobre 2012)

## I-a-1 Dynamique électorale et gouvernance ininterrompue de la *Junta de Andalucía* par le PSOE-A

En Andalousie, on le sait, depuis la transition démocratique, la scène politique a été occupée par deux grandes formations politiques : d'abord, l'UCD et le PSOE durant la transition, ensuite, le PSOE et le PP au sortir des élections de 1982. A côté de ces partis se trouvaient le PCE/IU et le PSA/PA, deux formations politiques de gauche dont la collaboration dans un jeu d'alliance politique pouvait avoir une incidence certaine dans le développement du sous système politique de cette Communauté Autonome. En se référant à cette présence plurielle au Parlement de l'Andalousie, il serait aisé, de prime abord, de parler d'un sous système caractérisé par un pluralisme politique. Paul DUMOUCHEL, spécialiste de Philosophie Politique et de Philosophie des Sciences, définit le pluralisme politique comme :

*le multipartisme, le fait qu'il existe plusieurs partis politiques différents, porteurs de projets sociaux et politiques différents et généralement opposés. Mais c'est aussi le fait que le débat sur le bien commun que ces partis politiques représentent est institutionnalisé comme étant interminable, que ce débat est, à proprement parler, sans fin ; et que le caractère interminable de ce débat fait partie de la structure politique. En ce sens, le pluralisme politique est la démocratie représentative moderne, car, sans partis politiques opposés, il n'y a pas de débat politique comme tel, mais des individus isolés opposés au pouvoir politique, et il n'y a pas non plus de démocratie représentative, mais le gouvernement d'une élite politique, même si ce gouvernement est à proprement parler élu<sup>355</sup>.*

Le pluralisme est donc un instrument de défense de la liberté dont l'objectif est de favoriser l'autogouvernement d'un peuple tout en évitant l'apparition d'une hégémonie politique s'autojustifiant par le fait qu'elle représente la volonté de l'ensemble de la population. Ce pluralisme politique était donc visible dans l'Andalousie du début de l'Etat des autonomies. Cependant, tout au long du développement autonome, quoique respectant l'esprit démocratique, le sous système multipartiste andalou dériva vers un système de parti dominant ou un monopartisme qui ne disait pas son nom avec la domination du PSOE-A sur le reste des formations politiques de 1982 à 2012.

---

<sup>355</sup> Paul DUMOUCHEL, « La démocratie et le pluralisme des valeurs », Conférence du 3 décembre 2000 à Paris, Université de Tous Les Savoirs, disponible sur [[http://www.canal-u.tv/video/universite\\_de\\_tous\\_les\\_savoirs/la\\_democratie\\_et\\_le\\_pluralisme\\_des\\_valeurs.1190](http://www.canal-u.tv/video/universite_de_tous_les_savoirs/la_democratie_et_le_pluralisme_des_valeurs.1190)], (page consultée le 03 décembre 2013)

En effet, au regard du Tableau 7, force est de constater que l'écrasante victoire enregistrée par ce parti aux élections autonomiques de 1982, 1986, et 1990 au cours desquelles il obtint respectivement 66, 60, et 62 sièges sur les 109 que comptait le Parlement lui permit d'avoir 10, 4, et 6 députés au dessus de la majorité absolue, ensemble de résultats qui lui donna la possibilité de gouverner la *Junta de Andalucía* sans partage et sans turbulences durant les trois premières législatures. Soulignons au passage que les élections autonomiques devaient s'organiser séparément des élections législatives conformément aux articles 26.2 et 68.4 du Statut d'Autonomie et de la Constitution de 1978, lesquels disposèrent respectivement que le mandat parlementaire devait avoir une durée de quatre ans et que celui-ci prenait fin après la convocation de nouvelles élections ou après la dissolution de l'Assemblée. Ces dispositions conduisirent par conséquent à organiser séparément les élections autonomiques des élections législatives. Tel fut le cas des premières consultations électorales autonomiques du 23 mai 1982 qui furent organisées quelques mois avant les élections législatives du 28 octobre de la même année, célébrées conjointement avec celles de la Catalogne, du Pays basque, et de la Galice.

Cependant, avec la confluence de volontés entre les Présidents de la *Junta de Andalucía* et du Gouvernement central, les deux appartenant au PSOE, les élections autonomiques et législatives de 1986 furent organisées de façon simultanée. Il serait fort aisé de penser que cette simultanéité fut instaurée pour d'alléger les coûts économiques de la campagne. Cependant, il est indéniable que cela avait des retombées négatives sur la perception de l'horizon du débat autonome de l'Andalousie qui restait flouté dans le brouillard du débat national. En d'autres termes, Andalouses et Andalous allaient accorder leur vote à un parti politique national et non à une stratégie autonome proprement andalouse. La coïncidence dans l'organisation des élections n'avait donc nul autre but que celui de consolider la position du PSOE aussi bien sur le plan régional que national. En effet, organisées distinctement les élections aurait donné un caractère local ou régional et le PSOE aurait dû mettre l'accent sur les réalités socioéconomiques et culturelles régionales, ce qui aurait pu amoindrir les résultats électoraux de ce parti au profit des autres partis implantés en Andalousie. Or, tout parti qui remportait les élections au sein de cette région qui constituait un bastion électoral avait de fortes chances d'accéder à Madrid. Alors, dans le but de remporter les élections et de s'assurer une continuité certaine au pouvoir de part et d'autre, il était de l'intérêt des dirigeants socialistes de donner une portée nationale à la mobilisation électorale à travers l'utilisation des moyens et des instruments adéquats à l'organisation d'une campagne d'envergure nationale. La simultanéité occulterait donc le bilan du parti au niveau régional, ferait bénéficier à la *Junta* des succès du Gouvernement central, pendant que celui-ci s'assurait en Andalousie d'un soutien certain pour sa réélection. Ainsi, grâce à cette simultanéité, les 60 sièges obtenus par le PSOE-A aux élections du 22 juin 1986 confirmèrent la tendance socialiste du vote de l'électorat

andalou initiée en 1982. Cette coïncidence dans l'organisation des élections fut renouvelée durant les législatures allant de 1996 à 2008.

Même si l'argumentaire antérieur ne concorde pas avec l'organisation des élections législatives de 1989 et des autonomiques de 1990, l'Andalousie resta fidèle au PSOE-A qui, depuis 1982, y concentra le pouvoir tout comme au Gouvernement central. Cette coïncidence de contrôle du pouvoir au niveau régional et national laissa penser que la Communauté Autonome de l'Andalousie faisait allégeance au pouvoir central. De plus, elle anéantit la virulence de la capacité de revendication de compétences qui singularisa l'Andalousie du reste des régions durant son initiative autonome par la voie de l'article 151. Car, comme nous le verrons par la suite, il n'exista aucune confrontation entre ces deux entités avant les législatures 1996-2000 et 2000-2004, période durant laquelle le PSOE-A forma un gouvernement de coalition avec le PA pour avoir perdu sa majorité absolue au Parlement de l'Andalousie et pour avoir été remplacé par le PP au Gouvernement central.

En revanche, la période allant de 2004 à 2012 se caractérisa par la récupération de la symétrie entre l'autogouvernement andalou et le Gouvernement central. En effet, le PSOE-A récupéra la majorité absolue. Le PP-A connut une sensible descente mais rehaussa sa présence parlementaire en 2008. Ces dernières législatures furent également caractérisées par la stabilité d'IU et la disparition du Parlement du groupe andalousiste. Le Tableau 7 montre effectivement que durant la consultation électorale du 14 mars 2004, se produisit un transfert de voix du PP-A au PSOE-A, le premier perdit 9 sièges au profit du second, tandis que l'IU et le PA maintinrent respectivement les 6 et les 5 sièges qu'ils avaient obtenus durant la législature antérieure, ce que souligne Juan Antonio LACOMBA :

*en alguna medida fracasa el PA (6,3%), que no rentabiliza su presencia en el Gobierno andaluz durante ocho años y sigue con los 5 diputados que tenía, pero ahora no es ya necesario para formar la mayoría, por lo que queda fuera del poder. De nuevo se regresa a la vieja situación de Gobierno del PSOE en España y en Andalucía<sup>356</sup>.*

La principale conséquence de cette nouvelle configuration du Parlement fut donc la nouvelle obtention de la majorité absolue par le PSOE-A. Comme de 1982 à 1994, il ne nécessitait plus l'appui parlementaire du PA, ainsi que cela s'était produit durant la V et VI législatures, pour faire voter ses initiatives parlementaires et maintenir la stabilité de son gouvernement. C'est donc en parti hégémonique qu'il a gouverné sans interruption la Communauté Autonome de l'Andalousie

---

<sup>356</sup> Juan Antonio LACOMBA, *Historia contemporánea de Andalucía, de 1808 a la actualidad*, Op. cit., pp. 277-278

depuis l'instauration de l'Etat des autonomies. Relevons enfin que des cinq formations politiques de 1982, l'UCD disparut dès la fin de la première législature, et le PA ne survécut pas à son instabilité interne au terme de la septième législature.

### **I-a-2 Disparition et chute des partis minoritaires**

La dynamique politique qui se produisit en Andalousie depuis les élections de 1982 instaura un Parlement dont la diversité politique était représentative de son peuple et dont le but ultime était d'impulser la réalisation des optimistes visions institutionnelles qu'avait cette région durant son processus autonome. Parmi les forces politiques qui furent protagonistes de cette vie institutionnelle, quelques unes se démarquèrent, à l'instar du PSOE-A, le PP-A, et l'IU, dont la stabilité, malgré quelques troubles, permit à la fois de consolider la présence dans la Communauté Autonome et de demeurer sur la scène politique. En même temps, se manifestèrent celles dont les erreurs et les insurmontables querelles intestines causèrent des implosions qui, durant le processus de consolidation de l'Etat des autonomies, conduisirent à leur disparition : tel fut le cas de l'UCD et du PA.

En effet, si la première décennie qui configura la première période de la dynamique politique et parlementaire de l'Andalousie se caractérisa par l'hégémonie du PSOE-A, elle laissa également présager l'avenir politique des partis minoritaires. L'UCD, avec ses 15 députés, en dépit de constituer la troisième force parlementaire après les résultats des élections de 1982, connut son effondrement à la fin de la première législature. Quant au PA, la crise interne qu'il vécut depuis les tentatives de déblocages de l'initiative autonome en 1980 et ses postérieures crises de leadership furent lourdes de conséquences pour lui durant les sept premières législatures où il obtint successivement 3, 2, 10, 3, 4, 5 et 5 députés. La huitième lui fut fatale : il disparut complètement du panorama parlementaire. Enfin, la dynamique électorale de cette Communauté Autonome refléta la critique situation que traversa le PCA et qui le conduisit à une coalition IU-CA dont l'instabilité se manifesta au travers des 8, 19, 11, 20, 13, 6, 6 et 6 députés qu'elle obtint durant les différentes consultations électorales autonomiques.

En somme, les résultats des élections autonomiques synthétisées dans le Tableau 7 consolidèrent l'imposante forteresse de la majorité parlementaire socialiste en même temps qu'ils amenuisèrent la capacité de réactivité des partis minoritaires. Elena ROSADO RODRIGUEZ, spécialiste en Sciences Politiques et de l'Administration, a estimé que la cohésion interne des partis politiques avec une représentativité parlementaire en Andalousie a joué un rôle majeur dans la configuration

de ce panorama parlementaire durant les trois premières décennies de l'autonomie andalouse. En effet, selon elle :

*El PSOE demuestra en esta época ser el partido que goza de una mayor cohesión interna, lo que sin duda influye positivamente en el comportamiento electoral. El resto de fuerzas con representación parlamentaria, sufre en algún momento, algún tipo de reorganización como consecuencia de conflictos internos derivados de la falta de resultados desde el punto de vista político electoral y ante las repetidas mayorías del PSOE en todos los niveles territoriales. Cabe así preguntarse, por la influencia en el electorado de la imagen que la situación interna de un partido político ofrece, y la repercusión de esta percepción en el comportamiento electoral<sup>357</sup>.*

Ces interrogations d'Elena ROSADO RODRIGUEZ sont d'une importance capitale dans la compréhension du comportement électoral des Andalouses et des Andalous durant cette première période de consolidation autonome. Ceux-ci adhèrent aux formations politiques durant la transition pour s'unir autour de la cause andalouse et dans l'espoir de voir leurs souhaits - qui constituèrent les plates-formes des programmes de ces partis politiques - se cristalliser après leur conquête du pouvoir gouvernemental par les voies constitutionnelles régulières. Cette utilisation des formations politiques comme des instruments de réalisation de leurs projets communs exigeait d'elles par conséquent une cohésion au sein de leurs noyaux dirigeants, dans leurs programmes, leurs stratégies, et dans les discours des élites que seuls les militants, selon leur degré de satisfaction, pouvaient valider ou invalider durant les consultations électorales. La cohésion interne de chaque parti politique implanté en Andalousie avait donc une incidence certaine sur ses militants, et d'elle dépendaient par conséquent sa dynamique et sa survie dans l'arène parlementaire.

Dans le cas de l'UCD dont la présence au Parlement de l'Andalousie ne passa pas le cap de la première législature, sans pour autant revenir plus en détail sur son mot d'ordre de boycott analysé déjà dans le processus autonome de l'Andalousie, nous nous limiterons tout simplement à rapporter la confession de Carlos ROSADO COBIAN, Secrétaire Général de cette formation politique en Andalousie durant la rédaction du Statut d'Autonomie approuvé en 1981:

*puede afirmarse que la desaparición de UCD está íntimamente vinculada a las decisiones que tomó con relación a la Autonomía andaluza. Es cierto que por*

---

<sup>357</sup> Elena ROSADO RODRIGUEZ, « El comportamiento electoral y el sistema de partidos en Andalucía », dans Francisco BALAGUER CALLEJON (Coord.), *El sistema de gobierno de la Comunidad Autónoma de Andalucía*, Granada, Editorial Camares, 2003, pp. 536-537.



*muchas declaraciones unitarias que entonces se efectuaran, los mimbres con los que se construyó aquel partido hacían muy difícil su pervivencia. Y aquí tuvo lugar el principio del fin*<sup>358</sup>.

En effet, s'il est vrai que le comportement de ce parti vis-à-vis de l'autonomie andalouse causa la perte de confiance de son électorat et signa son isolement politique en Andalousie, il n'en demeure pas moins vrai que sa construction reposait sur une base d'une extrême fragilité. Soulignons d'abord que ce parti fut construit durant la transition démocratique, période pendant laquelle il n'était pas stratégique de définir avec clarté son profil idéologique. En outre, il avait non seulement pour principaux adversaires politiques le PSOE et l'AP, mais aussi le PNV et CiU, partis qu'il ne pouvait affronter s'il voulait garantir sa pleine intégration dans le processus de rédaction de la Constitution de 1978. Enfin, la création de l'UCD réunit autant de familles politiques que de personnalités. En effet, créée immédiatement avant les élections de 1977, cette formation politique était composée entre autres du *Partido Demócrata Cristiano* (PDC) de FERNANDEZ ALVAREZ de MIRANDA, spécialiste du Droit Procédural, du *Partido Popular* (PP) de PIO CABANILLAS, Ministre de l'Information et du Tourisme de 1974 à 1975, du *Partido Socialdemócrata Independiente* (PSI) du Pénaliste GONZALO CASADO, du *Partido Social Liberal Andaluz* (PSLA) de CLAVERO AREVALO, du *Partido Social Demócrata de España* (PSDE) de Francisco FERNANDEZ ORDOÑEZ, Président de l'Institut National de l'Industrie en 1974, du *Partido Gallego Independiente* (PGI) du spécialiste en Droit Administratif José Luis MEILAN, de l'*Unión Canaria* (UC) du Président du *Cabildo de Gran Canaria* Lorenzo OLARTE. En somme, l'UCD comptait plus de 14 petits partis au sein desquels chaque leader avait une personnalité bien affirmée. Cette hétérogénéité politique rendit inévitable l'existence d'un conflit permanent entre ses dirigeants au sein de son organe exécutif. A partir de 1979, l'erratique dynamique politique de ce parti se manifesta au travers de ses hésitations dans l'appui de l'initiative autonome de l'Andalousie. Ses difficultés rencontrées aussi bien dans le gouvernement de sa politique que dans la politique de son gouvernement, et dont l'initiative autonome de l'Andalousie fut l'exemple patent, constitua sans nul doute, comme le déclare Carlos ROSADO COBIAN, la cause immédiate de sa disparition.

Tout comme l'UCD, le PSA/PA également connut de nombreuses crises internes dont la première fut la décision prise de façon unilatérale par Alejandro ROJAS-MARCOS de soutenir l'UCD en 1979. Cette décision, quoiqu'ayant contribué à la consolidation institutionnelle du parti, affaiblit tout de même le soutien de sa fragile base sociale. Un an plus tard, au cours de la célébration de son

---

<sup>358</sup> Carlos ROSADO COBIAN, « La UCD y el proceso autonómico andaluz », dans PARLAMENTO de ANDALUCIA, *Veinte años después. Los Redactores del Estatuto reflexionan sobre la Autonomía Andaluza*, Sevilla, Servicio del Diario de Sesiones y Publicaciones no Periódicas, 2001, p.171

III congrès extraordinaire, cette formation politique connut une implosion. Le périodique *El País* commentait alors :

*La purga llevada a cabo en el seno del Partido Socialista de Andalucía por Alejandro Rojas-Marcos y sus seguidores ha supuesto la expulsión de los dirigentes que habían obtenido cerca del 40% de los votos en el congreso extraordinario. (...) La polémica, como resulta obligado en estos casos, se alimenta de un aburrido e inconvincente intercambio de reproches mutuos sobre los móviles psicológicos, las maniobras ocultas y los fines inconfesables que guían a los verdugos y a las víctimas. A los expulsados, acusados de fraccionalismo, indisciplina, irresponsabilidad y frivolidad, se les echa en cara que su insurrección desprestigia al PSA y hace el juego a las supuestas operaciones desestabilizadoras del PSOE. Alejandro Rojas-Marcos es inculpado, a su vez, de aspirar a la dictadura personal y a la institucionalización del caudillaje, así como de convertir a la comisión permanente en juguete de sus caprichos<sup>359</sup>.*

En somme, cette crise fut causée par une lutte de pouvoir entre le Secrétaire Général Alejandro ROJAS-MARCOS et des groupes provinciaux de Málaga et de Grenade à la tête desquels se trouvait le Maire de Jerez Pedro PACHECO HERRERA. Ceux-ci se sentaient marginalisés par les centres de décisions politiques du parti se trouvant à Séville et étaient exaspérés par l'avalanche d'erreurs causées par ROJAS-MARCOS autour duquel le pouvoir était fortement centralisé. En effet, si ceux qui par la suite constituèrent la fraction dissidente fermaient les yeux sur les décisions prises de façon unilatérale par Alejandro ROJAS MARCOS, parce qu'il avait jusque là navigué avec le vent en poupe sur les faits que pouvaient engendrer les exigences de la recherche d'une autonomie, *El País*, en poursuivant son commentaire, nota que :

*el fracaso de la pinza del 144, con la que Alejandro ROJAS-MARCOS y Rodolfo MARTIN VILLA<sup>360</sup> trataron de copar al PSOE en la cuestión de la autonomía andaluza, ha permitido a los críticos sacar a relucir la transgresión de*

---

<sup>359</sup> *El País*, « Otra crisis en otro partido », sábado, 27 de diciembre de 1980, disponible sur [[http://elpais.com/diario/1980/12/27/opinion/346719601\\_850215.html](http://elpais.com/diario/1980/12/27/opinion/346719601_850215.html)], (page consultée le 28 octobre 2013)

<sup>360</sup> Rodolfo MARTIN VILLA, entrepreneur et homme politique espagnol, fervent militant du franquisme sous le régime de Franco. Il est Ministre de l'Intérieur de 1976 à 1979 dans le premier gouvernement d'Adolfo SUAREZ, et dans le second, Ministre de l'Administration Territoriale de 1980 à 1981. Il devient de ce fait l'un des personnages-clés de la transition démocratique.

*los principios, ya producida con la votación de investidura y el tacto de codos con el centrismo para la financiación de las campañas electorales*<sup>361</sup>.

Même si les dissidents ne partageaient pas le pragmatisme de Rojas Marcos lorsque celui-ci se couronnait de succès, et manifestaient un désaccord total dès le moment où ses initiatives se soldaient par un échec, il sied de souligner que l'exclusion systématique de ce groupe critique mit en évidence l'absence totale de cohésion et de démocratie au sein du PSA/PA. En outre, elle témoigne également de l'incapacité de ROJAS-MARCOS à faire face et à résoudre les crises de la formation politique dont il fut le principal fondateur. Enfin, le constat de l'échec que vécut le PSA/PA était affligeant. Il ouvrit à nouveau le débat sur le relation existant entre l'effondrement d'un parti politique, les véritables objectifs, l'habileté et la capacité d'orientation de son leader en toute circonstance, la nécessaire humilité de reconnaître ses erreurs, et de passer le flambeau à un autre membre éminent et populaire pour ainsi éviter de mettre en danger la survie de la formation politique. Dans le cas du PSA/PA, la lutte pour le leadership était-elle due à une soif de servir les intérêts du parti et ceux de l'Andalousie ? Ces dirigeants voulaient-ils tout simplement servir une soif personnelle de pouvoir ? Les conflits et l'absence de cohésion évoqués nous conduisent à ne pas rejeter la deuxième hypothèse. Car, après avoir pris la décision de façon unilatérale de soutenir l'investiture d'Adolfo SUAREZ après les élections de 1979, Alejandro ROJAS-MARCOS n'assuma pas ses erreurs. Il opta plutôt pour l'exclusion de la faction alternative de Pedro PACHECO HERRERA, au lieu de considérer le côté constructif de leurs critiques pour le bien et pour la consolidation de l'andalousisme politique. Mais, étant Maire de Jerez au moment où cette ville était l'un des rares bastions de l'andalousisme à un moment déterminant de la survie du parti, Pedro PACHECO HERRERA échappa à l'exclusion.

Cette crise de leadership au détriment des intérêts du parti et de ceux de l'Andalousie eut de lourdes retombées sur l'opinion de l'électorat andalou. En effet, le *tableau I-a-1-1* met en exergue son manque de soutien au PSA/PA durant les consultations électorales autonomiques organisées depuis 1982 au sortir desquelles ce parti obtint respectivement 3, 2, 10, 3, 4, 5, 5, et 0 sièges sur les 109 que comptait le Parlement de l'Andalousie. Ces désastreux résultats ainsi que les querelles intestines qui gangrenèrent le PSA/PA et semèrent le doute sur l'amour véritable que lui témoignèrent ses dirigeants firent de cette formation politique un parti bonsaï comme que le releva Manuel HIJANO del RIO :

*El partido político que representaba el andalucismo era el Partido Andalucista o el Partido Socialista de Andalucía, llámalo como quieras, ha cambiado de*

---

<sup>361</sup> *El País*, « Otra crisis en otro partido », *Op. cit.*

*nombre. Y este partido político ha estado dirigido por una gente que no han sabido y que no han querido, incluso no han querido que el Andalucismo llegara a más. No han querido que llegara a más porque en el momento algunos decían que el partido era un partido bonsái. Un partido bonsái, tu sabes, un bonsái, en el momento que va creciendo, el árbol pequeño éste, cuando va creciendo, le va cortando las ramas para que siga siendo pequeño, porque el árbol bonsai tiene que ser pequeño*<sup>362</sup>.

Ainsi, dès le début du développement institutionnel de la Communauté Autonome de l'Andalousie, les élites du PSA/PA, de par leur comportement, contribuèrent fortement à la consolidation du pouvoir du PSOE-A et à la domination de ce parti dans le système politique de leur région. Dès 1982, les conséquences des multiples querelles intestines, et manifestement insurmontables, de ce parti censé représenter et défendre la valeur intrinsèque de l'Andalousie furent ravageuses sur le plan électoral et le reléguèrent toujours au dernier rang des partis dotés d'une représentativité parlementaire. Cette dynamique partisane était loin de contribuer à l'enracinement et à l'effectivité du multipartisme dans la mesure où elle limitait considérablement sa capacité à exercer une pression politique sur le Parlement et la *Junta de Andalucía*.

Le PSA ne sut pas se relever de sa chute. Un parti désireux de consolider sa présence et son poids politiques aurait tiré des enseignements de ses erreurs qui causèrent son effondrement aux élections autonomiques du 23 mai 1982, et il aurait cherché des stratégies lui permettant de stabiliser son organisation et de reconquérir son électorat. Malheureusement, tout portait à croire que les andalousistes se complaisaient dans des chicanes.

En effet, sa réorientation idéologique à travers son changement de nom, il devint le PA durant son V congrès inauguré le 4 décembre 1983, ne suffit pas à réunir ses dirigeants au sein d'un bloc monolithique. Sans pour autant négliger l'ampleur des diverses crises que cette formation politique traversa après ce congrès, celle de 1993 fut si explosive qu'elle déboucha sur la scission de l'andalousisme politique. Effectivement, la fragile unité de ce parti ne put se maintenir après l'organisation de son VIII congrès au cours duquel les affrontements autour du leadership entre la faction critique de PACHECO et celle de ROJAS-MARCOS franchirent le point de non retour et donnèrent naissance en mars 1993 à la création du *Partido Andaluz de Progreso* (PAP) par Pedro PACHECO HERRERA comme nouvelle option nationaliste.

---

<sup>362</sup> Entretien de Manuel HJANO del RIO avec Mexcin EBANE sur l'« Andalousie dans l'Espagne des autonomies »..., *Op.cit.*

Cette scission de l'andalousisme politique fut sévèrement sanctionnée par Andalouses et Andalous aux élections autonomiques de 1994. En effet, même si le PA et le PAP turent leurs différences en formant une coalition électorale dénommée « *Poder Andaluz* » et présentée à travers le slogan « *ni ROJAS-MARCOS ni PACHECO* », l'andalousisme politique perdit sept des dix députés qu'il obtint aux élections de 1990 et revint à ses trois sièges obtenus aux premières élections de 1982.

En dépit de ce cataclysme électoral, de la légère récupération de son électorat aux élections autonomiques de 2000, suite à la formation d'un gouvernement de coalition avec le PSOE-A, le binôme ROJAS-MARCOS/PACHECO était irréconciliable. En effet, la nouvelle scission nationaliste se produisit en novembre 2001 et fut consommée par la création d'une formation politique qui adopta paradoxalement le nom originaire du PA : le *Partido Socialista de Andalucía* (PSA). Créé par Pacheco, celui-ci était supposé incarner le « *verdadero* » héritier de l'andalousisme socialiste. Dès lors, les deux formations affrontèrent séparément les différentes élections organisées postérieurement en Andalousie, entraînant par la même occasion la disparition de l'andalousisme politique de l'arène parlementaire en 2008. Car, l'électorat, exaspéré par ses crises de leadership au détriment de la conscience andalouse, finit par soutenir les partis d'envergure nationale comme en témoigna Manuel HIJANO DEL RIO :

*El elctorado te condena cuando ve cómo un partido político se divide por cuestiones personales, va a machacar. Y entonces, la conciencia anadaluz, la identidad andaluza quedaba difuminaba en partidos centralistas, en partidos que no eran andalucista de por sí, como puede ser el PSOE, o como puede ser el PP. Son partidos andalucistas y ellos se definen como andalucistas. Pero, el nacionalista, el partido andalucista estaba cometiendo errores, uno tras otro, uno tras otro*<sup>363</sup>.

En définitive, le parcours et les crises de l'andalousisme politique confirmèrent l'assertion de Manuel HIJANO del RIO selon laquelle cette formation politique était un parti bonzaï et que ses dirigeants manifestaient une affection toute relative à son égard. Ils cherchèrent par tous les moyens à être des leaders incontestés du nationalisme andalou en se lançant dans des guerres fratricides et dans la création de petits partis au détriment de la stabilisation du PA et de sa maturité manifestée à travers un leadership unitaire dénué de personnalisme qui le caractérisa au début de sa création. Pour ne citer qu'un exemple des arguments qui opposèrent ces deux andalousistes, *ABC* rapporte que :

---

<sup>363</sup> *Idem.*

*PACHECO venía manteniendo la existencia de una trama de « intereses urbanísticos y financieras » en torno a la cúpula dirigente del PA, a través del control que mantiene en la Gerencia de Urbanismo del Ayuntamiento de Sevilla. Estas acusaciones se hicieron especialmente virulentas en el congreso nacional en el que se refirió al lema del mismo como « la fuerza de los cohechos », definiendo el congreso como « la junta general de accionistas de ROJAS MARCOS, S.A. » y un holding « dedicado al urbanismo, exportación y lo financiero ». A raíz de estas declaraciones, ROJAS MARCOS y ORTEGA interpusieron una demanda por intromisión ilegítima en el derecho al honor, argumentando que le habían causado un « daño moral »<sup>364</sup>.*

Quant au groupe parlementaire PCE/IU-CA, aux élections de 1979, le PCE avait obtenu des résultats satisfaisants. Cependant, avant celles de 1982, ce parti traversa une profonde crise, suite à la lutte interne entre ses différentes familles politiques. Entre autres querelles intestines, nous citerons celle causée par le PCE du Pays basque où un groupe de rénovateurs signa une alliance avec le dirigeant nationaliste basque Roberto LERTXUNDI. ils furent expulsés du Comité Central. Plus tard, cinq conseillers et le député Ramon TAMAMES de la ville de Madrid abandonnèrent leurs postes, en précédant d'autres intellectuels et professionnels qui étaient en désaccord avec l'organisation du parti et avec la rigidité de ses principes. Les conséquences de ces désaccords qui se manifestèrent en Andalousie par une perte catastrophique des militants communistes, par la désaffection de vastes secteurs professionnels, et par la démission du Secrétaire Général du PCE en Andalousie, Fernando SOTO, fervent défenseur du Secrétaire Général du PCE Santiago CARRILLO, ternirent profondément l'image, la stabilité du groupe et firent planer de sérieux doutes sur sa crédibilité durant les élections de 1982.

En somme, l'analyse de l'évolution de la composition politique du Parlement de l'Andalousie durant les trois premières législatures met en relief les années de majorité absolue du PASOE-A. En effet, cette période chronologique de la consolidation de l'Autonomie andalouse se caractérisa par la domination de cette formation politique en Andalousie et sur le plan national. Cette coïncidence de la gestion du pouvoir eut pour principale conséquence la stabilité institutionnelle aussi bien sur le plan régional que national. Cependant, à partir de la IV législature en 1994, la perte de la majorité absolue par le PSOE-A et la conversion du PP-A en principal parti de l'opposition instaurèrent un bipartisme au Parlement andalou et initièrent une période de

---

<sup>364</sup> ABC, « Pacheco gana a Rojas-Marcos y Ortega la demanda de protección al honor », viernes, 1-6-2001, disponible sur [<http://hemeroteca.sevilla.abc.es/nav/Navigate.exe/hemeroteca/sevilla/abc.sevilla/2001/06/01/053.html>], (page consultée le 19 avril 2014)

confrontation politique aussi bien sur le plan régional que national qui ne prit fin qu'au sortir de la consultation électorale de 2004.

Ainsi, la caractéristique principale durant le développement de l'Etat des autonomies fut la singulière consolidation du pouvoir du PSOE en Andalousie. Selon Encarnación LEMUS LOPEZ :

*Esa circunstancia y el hecho de que buena parte de las figuras nacionales del partido procedan de la Comunidad (Felipe González, Alfonso Guerra, Manuel Chaves, Carmen Romero, Carlos Romero, Martín Toval, Yáñez, Rosa Conde...) hacían que Andalucía se haya visto convertido en una especie de cantera socialista para todo el país. Con independencia de la veracidad que pueda haber en esta apreciación, lo que ciertamente resulta indiscutible es la fuerte concentración de poder del PSOE en este marco autonómico<sup>365</sup>.*

En somme, les résultats de ces élections législatives configurèrent la première période de la dynamique politique parlementaire en Andalousie et confirmèrent la stabilité politique du PSOE-A qui s'érigea comme parti politique dominant durant les trois premières législatures. La majorité absolue dont il jouit au cours de ces douze années lui permit d'exécuter son programme de gouvernement sans avoir recours à une quelconque alliance avec les partis de l'opposition. Marginalisés de la politique de développement de la Communauté, ces partis de l'opposition, toutes idéologies confondues, formèrent un front d'autodéfense contre l'imposante forteresse de la majorité parlementaire. La fracture qui en résulta causa sur la scène politique andalouse deux blocs formées d'une part par le gouvernement et la majorité parlementaire, et d'autre part, par la minorité parlementaire. L'expression vivante de l'existence de ces deux pôles se traduisait par des confrontations parlementaires au cours desquelles il était fort rare de constater un alignement idéologique pendant les votes des lois et amendements proposés par le PSOE-A, même si cet alignement était évident dans leurs discours.

### **I-b Alliance politique PSOE-A/PSA/PA, instauration du bipartisme et confrontation politique PSOE-A/PP-A**

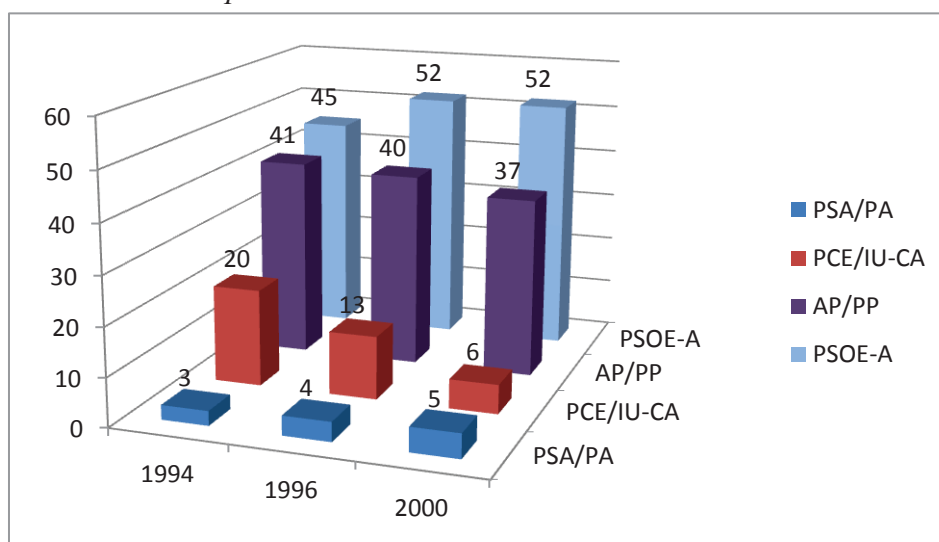
---

<sup>365</sup> Encarnación LEMUS LÓPEZ, « La transición del consenso », dans Leandro ÁLVAREZ REY, Encarnación LEMUS LÓPEZ, *Historia de Andalucía Contemporánea*, Universidad de Huelva, 1998, p. 528

## I-b-1 Alliance politique PSOE-A/PA et interrogation sur l'identité idéologique du PA

Depuis la deuxième législature en 1986, à chaque élection, l'équilibre qui se dessinait entre les résultats du PSOE-A et le PP-A se fit de plus en plus patent. En effet, par rapport à la législature 1990-1994, lors des élections qui inaugurèrent la quatrième, le PP-A obtint 15 sièges de plus tandis que le PSOE en perdit 17. Quant à IU, elle en gagna 9, contrairement au PA qui en perdit 7. La principale conséquence de ce tremblement de terre électoral fut la perte, pour la première fois, de la majorité absolue par le PSOE-A au Parlement de l'Andalousie, l'instauration d'un bipartisme qui se développa parallèlement à la consolidation du PP, et la chute libre du PA et de l'IU jusqu'à la consultation électorale de 2000 comme le démontre le tableau suivant :

Tableau 8 : Composition du Parlement de l'Andalousie 1994-2004



Source : élaboration personnelle à partir des résultats électoraux au Parlement de l'Andalousie de 1994 à 2000<sup>366</sup>.

Les débuts difficiles de cette IV législature par le PSOE-A ne fut que la conséquence de la crise que vécut le dernier gouvernement de Felipe GONZALEZ. En effet, la législature allant de 1993 à 1996 fut semée de scandales qui finirent par affecter la crédibilité des institutions de l'Etat espagnol et constitua le socle de la stratégie d'une opposition singulièrement agressive contre le gouvernement et dont l'aspirant à la présidence José Maria AZNAR, durant le face à face qui l'opposa à Felipe GONZALEZ, fit la base de son intervention en accusant le PSOE de causer « *paro*,

<sup>366</sup> PARLAMENTO DE ANDAUCIA, *Memoria de resultados electorales*, Op. cit., disponible sur [\[http://www.parlamentodeandalucia.es/opencms/export/portal-web-parlamento/elparlamento/historia/memoriaderesultados electorales.htm\]](http://www.parlamentodeandalucia.es/opencms/export/portal-web-parlamento/elparlamento/historia/memoriaderesultados electorales.htm), (page consultée le 19 octobre 2012)



*corrupción y despilfarro*<sup>367</sup> » en Espagne. En effet, selon le quotidien *El Mundo* : « *a partir de la segunda mitad de 1991, la tasa de desempleo comienza su escalada hasta tocar el techo histórico del 24,55% del primer trimestre de 1994*<sup>368</sup> ». Quant à l'Administration publique, elle se caractérisait par une corruption profonde et une augmentation des dépenses, ce qui creusait davantage la dette publique.

En Andalousie, les effets de cette crise se firent davantage ressentir. En effet, outre les nombreux cas de corruption et la mauvaise utilisation des fonds publics, les analystes économiques José Luis TORRES CHACON et FRANCISCO VILLALBA CABELLO affirmèrent sur le plan de l'emploi que « *el nivel de desempleo alcanzó a finales de 1994 un máximo, lo que supone una tasa de paro del 34%, diez puntos superior a la de España y triple a la media de la Unión Europea*<sup>369</sup> ». Cette crise de l'emploi qui ternissait déjà le bilan du PSOE-A était le talon d'Achille de cette formation affaiblie par une cohésion interne semée de crises et davantage fragilisée encore par celle qui opposa ses Secrétaires Généraux provinciaux durant son processus de rénovation. En effet, ces Secrétaires provinciaux furent divisés en deux tendances : d'une part, ceux qui soutenaient inconditionnellement la politique du Gouvernement de Felipe GONZALEZ à la tête desquels se trouvait la Secrétaire Générale de Séville Carmen HERMOSIN. Celle-ci estimait que le parti, malgré les erreurs commises, devait bénéficier d'un soutien sans faille de la part de tous ses membres, y compris lorsqu'ils ne partageaient pas les décisions prises par la direction. D'autre part, il y avait le camp des rénovateurs clairement défendu par le Secrétaire Général de Huelva, Carlos NAVARRETE, qui préconisait une nouvelle politique économique et une réorganisation interne du parti. Le PSOE-A qui, depuis l'instauration de l'Etat des Autonomies, se caractérisait par une harmonie et une cohérence interne se constitua ainsi en foyer de malaises dont les effets finirent par atteindre son électorat.

En effet, la crispation que vécurent les Andalouses et les Andalous face à ces crises et ces querelles intestines aboutit à l'amputation de la majorité parlementaire du PSOE-A de 17 de ses membres durant la consultation électorale du 12 juin 1994 comme le démontre le Tableau 7. Les résultats de ces élections offrirent une vision électorale panoramique de laquelle se dégagait une

---

<sup>367</sup> *La Vanguardia*, « Un cara a cara caro de ver », disponible sur [\[http://www.lavanguardia.com/politica/2011/11/07/54237873654/un-cara-a-cara-caro-de-ver.html\]](http://www.lavanguardia.com/politica/2011/11/07/54237873654/un-cara-a-cara-caro-de-ver.html), (page consultée le 04 novembre 2013)

<sup>368</sup> *El Mundo*, « Nunca antes hubo tantos parados », disponible sur [\[http://www.elmundo.es/mundodinero/2011/01/28/economia/1296228560.html\]](http://www.elmundo.es/mundodinero/2011/01/28/economia/1296228560.html), (page consultée le 4 novembre 2013)

<sup>369</sup> José Luis TORRES CHACON, FRANCISCO VILLALBA CABELLO, « La convergencia del mercado de trabajo de Andalucía », *I Congreso de Ciencia Regional de Andalucía: Andalucía en el umbral del siglo XXI*, disponible sur [\[http://www2.uca.es/escuela/emp\\_je/investigacion/congreso/map009.pdf\]](http://www2.uca.es/escuela/emp_je/investigacion/congreso/map009.pdf), (page consultée le 05 novembre 2013)

situation inédite depuis l'instauration de l'Etat des Autonomies : pour la première fois, le PSOE-A n'avait pas la majorité parlementaire et selon Elena ROSADO RODRIGUEZ :

*La pérdida de 17 escaños en las autonómicas de junio de 1994, supondrá la pérdida de mayoría absoluta en la Comunidad y dará paso a una legislatura caracterizada por la actitud negativa del resto de las fuerzas parlamentarias, pero sobre todo de PP e IU que sistemáticamente bloquean todas las iniciativas de los socialistas en el Parlamento, llevando a cabo una estrategia que se denomina « la pinza »<sup>370</sup>.*

L'idée de ces partis minoritaires à qui l'arithmétique parlementaire donna la possibilité d'exercer la majorité parlementaire était de gouverner depuis le Parlement, c'est-à-dire, de constituer un front commun contre toutes les actions de l'autogouvernement de l'Andalousie et contre toute proposition venant de son groupe parlementaire. La meilleure expression de cette majorité fut le Bureau du Parlement de l'Andalousie composé de cinq membres dont deux étaient du PSOE-A, deux du PP-A, et un de l'IU. Rappelons que le Bureau était l'un des organes du Parlement de l'Andalousie dont le fonctionnement était fixé dans les articles 27 et 37 du règlement:

#### *Artículo 27*

*1. La Mesa es el órgano rector de la Cámara y ostenta la representación colegiada de ésta en los actos a los que asista.*

*2. La Mesa estará compuesta por el Presidente del Parlamento, tres Vicepresidentes y tres Secretarios.*

*3 El Presidente dirige y coordina la acción de la Mesa.*

*(...)*

#### *Artículo 37*

*Todos los partidos, federaciones y coaliciones que, habiendo concurrido a las anteriores elecciones, hubieran obtenido en las mismas representación suficiente para constituir Grupo parlamentario, tendrán derecho a estar presentes en la Mesa<sup>371</sup>.*

---

<sup>370</sup> Elena ROSADO RODRIGUEZ, « El comportamiento electoral y el sistema de partidos en Andalucía », dans Francisco BALAGUER CALLEJON (Coord.), *El sistema de gobierno de la Comunidad Autónoma de Andalucía*, Op. cit., p. 541

<sup>371</sup> José María MORALES ARROYO, Manuel José TEROL BECERRA, *Reglamento del Parlamento de Andalucía*, Sevilla, Parlamento de Andalucía, 1997, p. 47.

Le Bureau représentait donc le Parlement et avait la charge de sa gestion administrative. Selon l'article 28 du Règlement du Parlement de l'Andalousie, il assumait d'importantes missions, parmi lesquelles l'élaboration et l'exécution du budget du Parlement, le recrutement et la gestion du personnel, l'élaboration du calendrier des travaux parlementaires. La composition de ce Bureau, après l'investiture de Manuel CHAVES à la présidence de la *Junta de Andalucía* durant la III législature, instaura un conflit insoluble entre le Parlement et le Conseil de Gouvernement en manque de majorité parlementaire, présidés respectivement par des partis politiques différents. L'opposition majoritaire, consciente de son pouvoir, gouvernait ainsi depuis le Parlement, mais était dépourvue d'instruments exécutifs lui permettant de mener à terme ses décisions. Le Conseil de Gouvernement quant à lui n'arrivait plus à faire voter les budgets prévisionnels de la Communauté et ne parvenait plus à mettre en application son programme politique. Cette situation fut exactement celle présagée par le leader politique du PA Pedro PACHECO HERRERA qui, malgré le manque d'influence de son groupe parlementaire, recommanda fortement aussi bien à l'opposition qu'au gouvernement, de jouer respectivement leurs rôles pour le bien commun de l'Andalousie :

*Si existe comunidad de intereses entre la derecha y la izquierda, que formen gobierno y que gobiernen, pero nunca que se plantee ni un Gobierno desde el Parlamento, porque esta Cámara no está para gobernar, sino para legislar y controlar duramente al Ejecutivo, ni tampoco queremos que se plantee una estrategia permanente de bloqueo a la acción gubernamental, porque entendemos que ello sirve únicamente para crear una sensación permanente de incertidumbre y abandono que está repercutiendo negativamente en Andalucía. Si se pretende gobernar desde un órgano que no es de gobierno, como es esta Cámara, y si se pretende limitar y controlar al máximo la acción de gobierno, de un Gobierno socialista débil, sólo podemos llegar, coherentemente, señorías, a una conclusión: la conclusión de que nos enfrentamos a la hipótesis de la ingobernabilidad<sup>372</sup>.*

Ce blocage des institutions et du système politique de la Communauté Autonome de l'Andalousie en général conduisit pour la première fois, depuis l'instauration de l'autonomie andalouse, à la dissolution du Parlement de l'Andalousie par le Président de la *Junta* Manuel CHAVES et à la convocation de nouvelles élections législatives. Les Andalouses et les Andalous sanctionnèrent ainsi chaque force politique par rapport au comportement adopté par celle-ci dans les différentes institutions qu'elles occupèrent.

---

<sup>372</sup> *Diario de Sesiones*, « Debate de Investidura del candidato a la Presidencia de la Junta de Andalucía », Parlamento de Andalucía, n°3, miércoles, 20 de julio de 1994, p. 63

Il est indispensable de souligner que le PP-A et l'IU s'attendaient à une récompense suite à leur stratégie qui consistait à revitaliser les institutions andalouses en formant un front commun leur permettant de gouverner depuis le Parlement et ainsi de lutter démocratiquement contre le gouvernement en exercice. Les andalousistes se tinrent à l'écart des conflits entre le front PP-A/IU et le POSE-A durant la IV législature. Le PSOE-A quant à lui, était pour la première fois sur le point de constituer le premier parti de l'opposition. Tel était, de façon synthétique, l'état d'esprit de ces quatre partis au moment d'organiser les élections législatives le 3 mars 1996.

En réponse à cette vision que présentait le champ politique andalou, les Andalouses et Andalous décidèrent de sanctionner les forces qui avaient bloqué et rendu le système ingouvernable tout en récompensant celles qui essayèrent de gouverner contre vents et marées comme le souligna Elena ROSADO RODRIGUEZ :

*Los siete escaños recuperados por el Partido Socialista, la mejora en los resultados del PA, y las pérdidas de IU y PP son sin duda una respuesta del electorado a la estrategia de bloqueo institucional al que estas dos últimas fuerzas habían jugado durante la IV legislatura. El nuevo escenario permite, ahora sí, un pacto entre el PSOE y PA dando lugar a un gobierno de coalición en la Junta de Andalucía. Es éste un ejemplo de coalición mínima mayoritaria, en la que el factor principal en común es el interés mutuo y no tanto cuestiones de carácter ideológico<sup>373</sup>.*

A première vue, cette consultation électorale constitua le point de départ de la reconquête de l'électorat de gauche par le PSOE-A et celui de la chute de l'IU. Le premier consolida en effet sa représentation parlementaire de 7 sièges, mais il lui manqua 4 députés pour avoir la majorité absolue. Le second par contre passa des 20 sièges à 13 à partir de mars 1996. Le PP-A également perdit 1 des 41 sièges dont il disposait, et le PA en gagna 1.

Ces élections ouvrirent de nouvelles possibilités d'échanges et de soutiens dans le panorama parlementaire. En effet, malgré cette situation qui conférait à nouveau au PSOE-A le statut de premier parti politique, celui-ci ne disposait pas d'une majorité suffisante lui permettant de gouverner de façon solitaire. Par contre, une alliance avec le PA qui allait disposer de 4 sièges durant cette législature transformerait de façon radicale le panorama du Parlement et donnerait la majorité absolue à la coalition PSOE-A/PA.

---

<sup>373</sup> Elena ROSADO RODRIGUEZ, « El comportamiento electoral y el sistema de partidos en Andalucía », dans Francisco BALAGUER CALLEJON (Coord.), *El sistema de gobierno de la Comunidad Autónoma de Andalucía*, Op. cit., p. 542

Sans pour autant élaborer une étude détaillée sur les possibilités de coalition entre les différentes forces politiques, les circonstances qui pouvaient motiver leur alliance et permettre sa réalisation, les contreparties politiques ainsi que l'impact de cet accord sur la gouvernabilité et sur le sous système politique andalou, il était évident que le PA, à travers Pedro PACHECO HERRERA, candidat andalousiste à la présidence de la *Junta de Andalucía*, avait manifesté sa volonté de devenir une force politique indispensable qui militerait contre tout nouveau blocage parlementaire. En effet, depuis 1994, les résultats des élections législatives firent prendre conscience à Pedro PACHECO HERRERA qu'une nouvelle étape de l'action et de la culture politique en Andalousie s'était ouverte, une étape durant laquelle l'autogouvernement socialiste en manque de majorité parlementaire devait dorénavant se caractériser par le dialogue et le consensus, et une période au cours de laquelle les forces politiques andalouses devaient réfléchir sur les possibilités de gouvernabilité de la Communauté Autonome de l'Andalousie<sup>374</sup>. Il resta donc fidèle à cette dynamique durant le débat d'investiture du candidat à la Présidence de la *Junta de Andalucía* au sortir de la consultation électorale de 1996 :

*Una vez más, los andaluces han decidido con su voto que ningún partido disfrutara de la mayoría absoluta. Los andaluces, pues, han optado por el pluralismo. Y esa opción por el pluralismo significa, si no queremos repetir la amarga experiencia pasada, que debe formarse una mayoría entre distintas fuerzas políticas para asegurar la necesaria gobernabilidad de Andalucía.*

*En el Grupo Andalucista se ha manifestado, en reiteradas ocasiones, y se manifestó de una forma rotunda en contra de los experimentos de bloqueo de la acción de gobierno que fueron llevados a cabo por la mayoría de la oposición, es decir, por el Partido Popular y por Izquierda Unida<sup>375</sup>.*

De ces déclarations qui marquèrent la volonté de consolider et développer la politique du sous système andalou naquit un accord de collaboration entre le PSOE-A et le PA. La convenance de former un gouvernement de coalition, il faut le souligner, faisait perdre une partie de l'identité idéologique des partis politiques au profit des divers avantages que leur procurerait cet accord. Une fois scellée, les coûts et les bénéfices de l'alliance pouvaient avoir un effet immédiat sur la vie parlementaire et sur la composition du gouvernement. Tel fut le cas en Andalousie où les premières manifestations de cette coalition furent le soutien de l'investiture du candidat socialiste Manuel CHAVES et l'obtention de la Vice Présidence du Parlement par le PA. Le 13 avril 1996, l'entente qui

---

<sup>374</sup> *Diario de Sesiones*, « Debate de Investidura del candidato a la Presidencia de la Junta de Andalucía », Parlamento de Andalucía, n°3, miércoles, 20 de julio de 1994, p62.

<sup>375</sup> *Diario de Sesiones*, « Debate de Investidura del candidato a la Presidencia de la Junta de Andalucía », Parlamento de Andalucía, n°3, jueves, 11 de abril de 1996, p. 27.

rapprocha ces deux formations politiques fut scellée par un accord dénommé « *Compromiso por Andalucía* » signé par Manuel CHAVES et par Alejandro ROJAS-MARCOS. Ce fut un accord programmatique de coalition gouvernementale qui incluait le déblocage institutionnel de la législature antérieure et la participation d'Antonio ORTEGA et de José NUÑEZ, deux andalousistes à la tête de deux ministères de l'autogouvernement, en l'occurrence celui des Relations avec le Parlement et celui du Tourisme et des Sports.

Cette première expérience de Gouvernement de coalition entreprise par deux formations politiques pour lesquelles aucun doute ne planait sur leur rivalité depuis la transition démocratique, et surtout, durant l'initiative autonome andalouse, permit donc à cette Communauté Autonome de commencer à sortir du tourbillon de l'instabilité politique institutionnelle dans lequel elle se trouvait depuis la IV législature. Cela revenait à dire que l'acceptation du PA par le PSOE-A comme allié ne reposait nullement sur une éventuelle confiance que le second manifesterait à l'égard du premier, mais plutôt sur sa vision comme unique solution pouvant lui permettre de sortir de la crise instaurée par le front PP-A/IU, deuxième et troisième force politique en Andalousie, durant la législature allant de 1994 à 1996.

Soulignons au passage que le PA avait déjà fait preuve d'un manque de rigueur idéologique et d'opportunisme sur le plan national en soutenant l'UCD durant la transition démocratique. En nouant une alliance sur le plan régional avec le PSOE-A, ce parti ne laissa pas seulement penser qu'il était prêt à perdre une partie de son identité idéologique, mais il montra surtout que la recherche de ses stratégies politiques manifestées à travers les pactes signés avec d'autres partis pour sa consolidation institutionnelle prévalait sur sa vision idéologique. Cela le rendit par conséquent malléable, inconstant, et peu percutant vis-à-vis de son électorat au moment d'aborder des programmes électoraux et des politiques de développement qu'il prévoyait mettre en place si un jour il était en charge de l'exécutif andalou. Mais même si ces alliances laissaient planer un brouillard idéologique sur le PA, il n'en demeurait pas moins que l'accord signé avec le PSOE-A fut décisif pour la gouvernance de la *Junta* jusqu'en 2004 et il eut le mérite d'apporter à la Communauté Autonome de l'Andalousie la stabilité politique dont la configuration politique la priva durant la IV législature.

Au sortir de la V législature, de nouvelles élections furent organisées le 12 mars 2000. Les résultats des urnes confirmèrent le bipartisme en concentrant le vote entre les deux formations politiques d'envergure étatique : le PSOE-A confirma à nouveau sa place de leader en maintenant ses 52 sièges, le PP-A passa de 40 à 46 sièges, et le PA se vit modestement récompensé de sa contribution au gouvernement en gagnant 1 siège, ce qui lui permit d'en avoir 5. Le grand perdant de ces élections fut IU. En effet, ce parti continua sa descente en passant de 13 sièges à 6. Cela

revenait à dire que le PSOE-A avait à nouveau une majorité insuffisante pour pouvoir gouverner en solitaire. Se basant sur ces résultats, et considérant la positive expérience du gouvernement de coalition de la V législature, le PSOE-A et le PA signèrent un nouvel accord de coalition qui donna le vent en poupe à Manuel CHAVES dans sa quatrième investiture comme Président et facilita la gouvernabilité la *Junta de Andalucía*.

La machine électorale de IU étant en perte de vitesse contrairement à celle de l'AP depuis les élections de 1996 d'une part, la crise de l'andalousisme ayant converti le PA en roue de secours dont le PSOE-A faisait usage lorsqu'il en avait besoin afin d'avoir la majorité d'autre part, le Parlement de l'Andalousie, qui depuis l'instauration de l'Etat des Autonomies vivait l'hégémonie du PSOE-A, cheminait dorénavant vers le bipartisme PSOE-A/AP, deux formations politiques d'envergure étatique dont la confrontation n'allait prendre fin qu'en 2004.

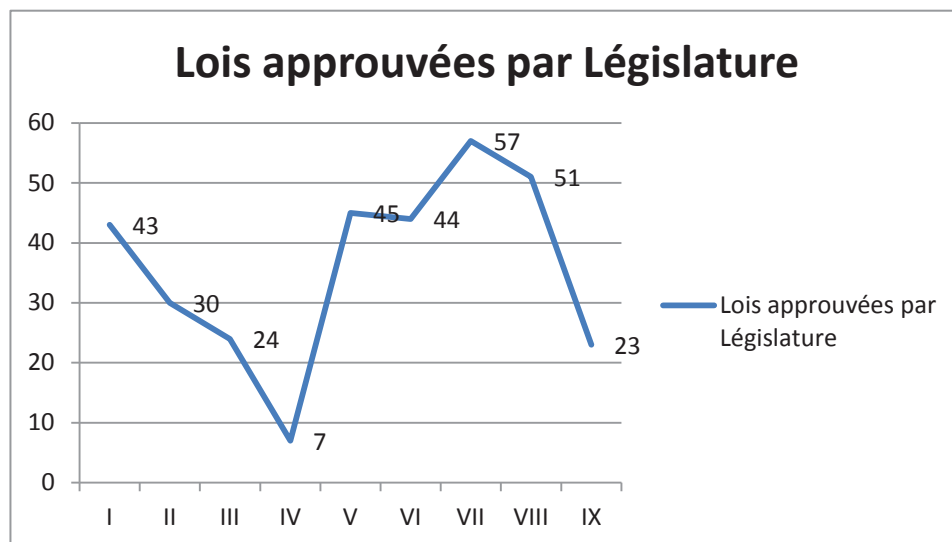
### **I-b-2 Instauration du bipartisme PSOE-A/PP-A et politique de confrontation entre la *Junta de Andalucía* et le Gouvernement central**

Dans la configuration du système régional andalou, depuis 1982, on observe une caractéristique au sein de son panorama parlementaire : la persistance de groupes ultras minoritaires, en l'occurrence l'IU et le PA, et la consolidation des groupes majoritaires, le PSOE-A et le PP-A. Si cette tendance était moins visible durant les trois premières législatures, à compter de la IV, la polarisation fut complète. En d'autres termes, au bout de dix huit années de consolidation autonome, ni l'andalousisme politique, ni la gauche rassemblée autour d'IU ne parvinrent à opérer une véritable différenciation entre la représentation qu'ils avaient en 1982 et celle de 2000.

Ce rééquilibrage des forces politiques se manifesta dans la dialectique parlementaire par une confrontation permanente entre ces deux partis d'envergure étatique. Cette dynamique politique fut davantage renforcée à compter de 1996 avec l'arrivée du PP au Gouvernement central pendant que le PSOE-A restait majoritaire au Parlement de l'Andalousie ; arrivée qui occasionna pour la première fois depuis la transition démocratique, une gestion du Gouvernement central et de l'autogouvernement de l'Andalousie par des partis et des idéologies différents. Le rapport de force qui en découla eut pour principale conséquence la redynamisation en Andalousie de la marque conventionnelle de l'identité de son autonomie politique qui reposait sur la consolidation de ses compétences à travers le développement de son pouvoir législatif. Nul besoin de souligner que son exercice effectif de celui-ci devait refléter la véritable dimension politique de cette Communauté Autonome et avoir une incidence réelle sur son développement socioéconomique et culturel.

En effet, si la coïncidence entre la domination du PSOE en Andalousie et au Gouvernement central fit oublier pendant douze ans à cette Communauté qu'elle fut la seule en Espagne qui, à travers une dynamique collective, revendiqua et obtint une autonomie aux compétences élargies afin de sortir de son sous-développement, la perte de la majorité aussi bien au niveau régional qu'au niveau national constitua un électrochoc qui fit émerger dans l'hémicycle un conflit de compétences qui se traduisit par un désir soudain de consolider son autonomie politique comme le démontre son développement législatif dans l'ordre évolutif de ses législatures :

Tableau 9 : *Evolution de l'activité parlementaire de 1982 à 2012*



Elaboration personnelle à partir des données recueillies dans la Collection législative du Parlement de l'Andalousie de 1982 à 2012<sup>376</sup>

L'évolution de cette courbe met en évidence une forte et continuelle décroissance de la production législative durant la domination sans partage du PSOE et sans menace de gouvernement alternatif en Andalousie et au Gouvernement central. En effet, le nombre de lois approuvées durant la III législature constitua pratiquement les deux tiers de celui approuvé durant la II et la moitié de la I, soit respectivement 24, 30 et 43. La hausse de la production législative de la I législature pouvait se justifier par la nécessité des institutions de la Communauté nouvellement mises en place, les normes de fonctionnement de l'Administration publique ou encore la définition des relations de pouvoir entre l'autogouvernement de l'Andalousie et le Gouvernement central, ainsi que la réglementation des aspects relatifs à la construction de l'Etat de bien-être comme la santé et l'éducation. En revanche, la baisse de cette production législative durant la II et la III législatures signifierait alors que ce fut des périodes d'autosatisfaction d'une politique socialiste identique à

<sup>376</sup> Parlamento de Andalucía, « Colección Legislativa del Parlamento de Andalucía », disponible sur [\[http://www.parlamentodeandalucia.es/webdinamica/portal-web-parlamento/recursosdeinformacion/coleccionlegislativa.do\]](http://www.parlamentodeandalucia.es/webdinamica/portal-web-parlamento/recursosdeinformacion/coleccionlegislativa.do), (page consultée le 21 novembre 2013)



celle menée par le PSOE sur le plan national et avec laquelle la *Junta* ne pouvait entrer en conflit. La chute vertigineuse du nombre de lois approuvées durant la IV législature était d'abord due à l'opposition à toute initiative parlementaire socialiste qui émanait du front PP-A/IU, deux formations politiques auxquelles l'arithmétique parlementaire donna la majorité parlementaire après la consultation électorale de 1994 et qui décidèrent de "gouverner depuis le Parlement". Ensuite, cette chute était l'une des conséquences malheureuses de la dissolution du Parlement en 1996 par le Président de la *Junta de Andalucía*, Manuel CHAVES GONZALEZ, suite au blocage institutionnel causé par le front PP-A/IU deux ans après le début de la IV législature.

En revanche, à partir de 1996, moment où la *Junta de Andalucía* et le Gouvernement central étaient gérés respectivement par le PSOE-A et le PP, la confrontation et le conflit de compétences entre ces deux entités dynamisèrent la production législative et la firent passer de 7 à 45 lois à la V législature, et 44 à la VI. Finalement, les trois premières législatures qui étaient propices à un rapide transfert quantitatif et qualitatif de compétences du Gouvernement central à la *Junta de Andalucía* passèrent sans que cette dernière en fit la demande. Ce ne fut qu'au moment où une atmosphère électrique s'installa entre ces deux entités que la *Junta* revendiqua continuellement des compétences qu'elle ne put obtenir en totalité parce qu'elles furent bloquées par le PP, son adversaire politique, en charge de l'Exécutif à partir de 1996.

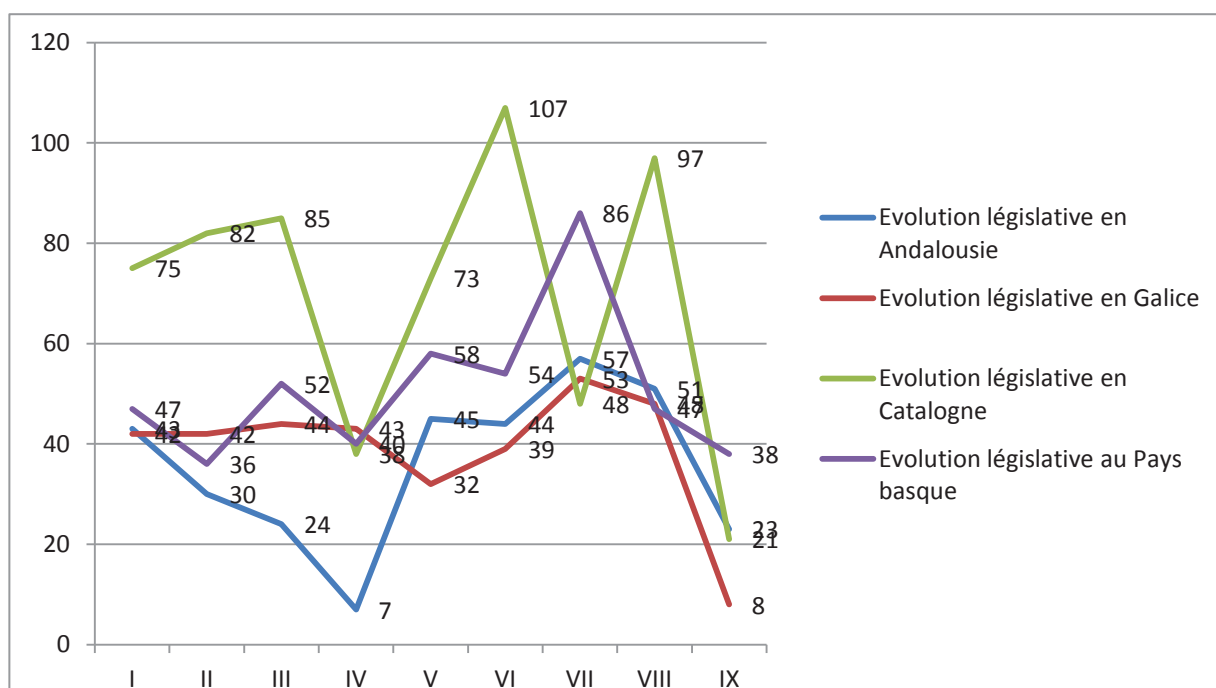
La production normative de la Communauté Autonome de l'Andalousie, après avoir connu une amplification à partir de la V législature, et sous l'impulsion de l'élargissement de ses compétences après la réforme de son Statut d'Autonomie en 2007, maintint cette dynamique législative durant ses législatures postérieures.

Toutefois, malgré cette production normative intensive, dans une perspective comparative avec le développement législatif qui eut lieu en Catalogne, au Pays basque et en Galice, nous ne pouvons ne pas abonder dans le même sens que l'Avocat Eduardo HINOJOSA MARTINEZ qui souligna que « *la producción normativa propia de la Comunidad Autónoma de Andalucía ha sido realmente escasa* »<sup>377</sup>. En effet, souvenons-nous que ces quatre Communautés accédèrent à l'autonomie par la voie rapide et avaient par conséquent un niveau de compétences supérieur à celui du reste des Communautés Autonomes en Espagne. De par cette singularité, la comparaison entre le nombre de lois votées par le Parlement de l'Andalousie et celle des autres nationalités historiques était particulièrement intéressante et démontrait, comme le tableau suivant, que'elle était clairement inférieure :

---

<sup>377</sup> Eduardo HINOJOSA MARTINEZ, « Evolución y estado competencial actual de la Comunidad Autónoma de Andalucía », *Boletín Económico de Andalucía*, n°25, 1999, p.46

Tableau 10 : *Evolution législative dans des nationalités historiques de l'instauration de l'Etat des autonomies à 2012*



Source : élaboration personnelle à partir des données recueillies dans les Collections législatives des Parlements de l'Andalousie, de la Galice, de la Catalogne et du Pays basque<sup>378</sup>.

Il est indispensable de rappeler que durant leur accession à l'autonomie, le niveau de compétences était un élément fondamental dans la détermination du niveau d'autonomie politique des Communautés. D'une part, il établissait les règles qui encadraient les relations de pouvoir entre les autogouvernements et le Gouvernement central. D'autre part, il imposait des restrictions sur des domaines qui pouvaient être légiférés en même temps qu'il déterminait ceux sur lesquels les Communautés avaient plein pouvoir. La Catalogne et le Pays basque ayant débuté leurs premières législatures en 1980, contrairement à l'Andalousie et la Galice qui débutèrent les leurs en 1982, pour un souci d'équilibre, notre comparaison dans leur évolution normative est par conséquent comprise entre 1982 et 2012.

Durant cette période, l'Andalousie approuva 324 lois, la Galice, 351, la Catalogne, 626, et le Pays basque 403. Sans pour autant distinguer de façon détaillée les secteurs économique, social,

<sup>378</sup> PARLAMENTO DE ANDALUCIA, « Colección Legislativa del Parlamento de Andalucía », disponible sur [\[http://www.parlamentodeandalucia.es/webdinamica/portal-web-parlamento/recursosdeinformacion/coleccionlegislativa.do\]](http://www.parlamentodeandalucia.es/webdinamica/portal-web-parlamento/recursosdeinformacion/coleccionlegislativa.do), (page consultée le 26 novembre 2013), EUSKO LEGEBILTZARRA, « Colección legislativa », disponible sur [\[http://www.parlamento.euskadi.net/pfrm\\_cm\\_leyc\\_sdw.html\]](http://www.parlamento.euskadi.net/pfrm_cm_leyc_sdw.html), (page consultée le 26 novembre 2013), PARLAMENT DE CATALUNYA, « Lleis aprovades », disponible sur [\[http://www.parlament.cat/web/activitat-parlamentaria/lleis?p\\_pagina=1\]](http://www.parlament.cat/web/activitat-parlamentaria/lleis?p_pagina=1), (page consultée le 26 novembre 2013), PARLAMENTO DE GALICIA, « Lexislación », disponible sur [\[http://www.parlamentodegalicia.es/sitios/web/ContenidoGal/InformacionInstitucional/Lexislacion.aspx?Lexislatura=9\]](http://www.parlamentodegalicia.es/sitios/web/ContenidoGal/InformacionInstitucional/Lexislacion.aspx?Lexislatura=9), (page consultée le 26 novembre 2013)

culturel, environnemental, administratif, dans lesquels ces lois furent élaborées, soulignons juste que le nombre de lois approuvées par secteur mettait en exergue le niveau d'attention que chacune de ces Communautés accordait aux problèmes qu'elle y rencontrait. Eu égard à leur production législative, un constat se dégage : d'abord le nombre de lois adoptées en Andalousie et en Catalogne montrait une diminution graduelle à partir des années quatre-vingt-dix avant d'enregistrer une croissance significative à partir des années 2000 ; ensuite, en Galice, ce nombre était pratiquement constant durant les quatre premières législatures, chuta durant la V avant de recommencer sa croissance durant les législatures postérieures ; enfin, au Pays basque il oscillait graduellement tout au long des législatures. Face à ce constat, il était évident qu'en comparaison avec les autres Communautés, en Andalousie, l'autogouvernement revendiquait moins ses compétences au Gouvernement central durant ses quatre premières législatures et en revendiquait un peu plus que la Galice à partir de la V. En somme, dans l'ensemble, le développement normatif restait inférieur en Andalousie.

Il serait sans nul doute aisé de penser que la grande capacité de revendication des autres Communautés, plus spécifiquement la Catalogne et le Pays basque, était due à la gestion de leurs autogouvernements par des partis nationalistes, idéologiquement divergents du PSOE et du PP au Gouvernement central. Et s'il était vrai que la coïncidence idéologique entre un parti en charge d'un autogouvernement et l'Exécutif à Madrid, comme cela était le cas en Andalousie avec le PSOE, atténuait les revendications du premier auprès du second, comment justifier dans ce cas la faible production législative dans cette Communauté Autonome depuis 1982 et la croissance de la courbe de la Catalogne à partir de 2003, année à partir de laquelle les socialistes étaient en charge de la *Generalitat* ainsi que de la *Junta de Andalucía*, et occupèrent le Gouvernement central un an plus tard ? Le spécialiste en Droit Constitutionnel Pedro CRUZ VILLALON répondit à cette interrogation en 1990 affirmant que :

*Andalucía ha dado de nuevo la imagen de sí misma a que nos tiene acostumbrados desde 1982 : la Comunidad pacífica de la imperturbable mayoría absoluta, de disciplinados relevos en la Presidencia, de inapreciable conflictividad competencial, y cada vez menor actividad legislativa. La marca convencional de identidad de la autonomía política, la potestad legislativa, ocupa un lugar muy secundario en el ejercicio de las competencias autonómicas*<sup>379</sup>.

---

<sup>379</sup> Pedro CRUZ VILLALON, « Andalucía », dans *Informe Pi i Sunyer sobre Comunidades Autonomicas*, Barcelona, Fundació Carles Pi i Sunyer d'Estudis Autonòmics i Locals, 1991, p.57, cité par José ACOSTA SANCHEZ, « La dialéctica política en Andalucía. Partidos y Autogobierno », *Revista de Estudios Regionales*, n°63, 2002, p.123.

Même si cette assertion de Pedro CRUZ répondait à une réalité politique et institutionnelle de l'Andalousie bien spécifique en 1990, le Tableau 10 montre que vingt-deux ans plus tard, malgré la nouvelle configuration politique due à la réforme du Statut d'Autonomie, il n'y a pas eu un changement majeur dans le fonctionnement politique et institutionnel de l'Andalousie.

Par ailleurs, s'il est vrai que la confrontation entre le PSOE-A et le PP-A due à l'instauration du bipartisme à partir de 1996 incita une dynamique de l'activité parlementaire en Andalousie, il n'en demeure pas moins vrai que la majeure partie de cette activité était faite au service des intérêts étatiques de ces deux formations politiques et non de celui des Andalouses et Andalous qu'ils représentaient.

En effet, dans le cas du PSOE-A, si son objectif premier était de transformer l'Andalousie en une Communauté politiquement forte, économiquement développée, socialement modernisée, et culturellement consolidée, il n'aurait pas attendu la perte de sa majorité à Séville et à Madrid pour se rendre compte des besoins de modernisation et de développement de l'Andalousie et revendiquer, au nom du peuple andalou qui était dans l'expectative, des compétences que lui conférait le Statut d'Autonomie approuvé en 1981. Mais il instaura ce climat électrique dans le but de mettre en défaut son adversaire politique et de faire croire aux Andalouses et aux Andalous qu'il luttait en leur nom contre un PP qui, en bloquant leurs compétences à Madrid, ne voulait aucunement que se réalisent le souhait et l'espoir de modernisation et de développement qui les mobilisèrent massivement le 4 décembre 1977 et le 28 février 1980. En occupant de façon simultanée la *Junta de Andalucía* et le Gouvernement central, le PSOE abandonna en grande partie l'intérêt de continuer à brandir le drapeau régionaliste qui le conduisit à revendiquer une autonomie aux compétences élargies pour l'Andalousie durant la transition démocratique, pour consacrer la majeure partie de ses actions dans l'utilisation de cette région comme tremplin accéder la magistrature suprême.

Quant au PP-A qui, à partir de 1994, opta pour une opposition à toute initiative parlementaire du PSOE-A afin d'aboutir à un blocage institutionnel pouvant favoriser son alternance au pouvoir, certes il concentra sa lutte contre une formation politique dont l'immobilisme fut patent durant les trois premières législatures, mais il immobilisa surtout la vie socioéconomique et culturelle des Andalouses et des Andalous avides de développement qu'il était censé représenter au Parlement. Face à cette dynamique politique, le spécialiste en Droit Constitutionnel José ACOSTA SANCHEZ en vint à conclure qu'il y avait un déphasage entre le Parlement de l'Andalousie et le peuple qu'il représentait car, dans cette Communauté Autonome, à partir de 1994 « *se pasa a*

*implantar un estéril bipartidismo de confrontación, al servicio en la mayor parte de su actividad de los intereses estatales de los dos grandes partidos* »<sup>380</sup>.

En définitive, l'instauration du bipartisme en Andalousie après la domination du PSOE-A durant les trois premières législatures et la confrontation parlementaire qui en découla apportèrent une démocratisation et une revitalisation de la vie politique et institutionnelle de cette Communauté Autonome qui, malheureusement, ne répondirent pas aux attentes de la population. La combativité de la *Junta de Andalucía* dans la revendication de ses compétences et le désir d'exprimer le souhait de la population et de lutter pour leur réalisation furent relégués au second plan par le PSOE-A et le PP-A, les deux grandes formations politiques qui menèrent en Andalousie une lutte sans merci au profit de leurs intérêts étatiques durant une période décisive pendant laquelle la Catalogne et le Pays basque s'employèrent à lutter pour la consolidation de leurs compétences et la réalisation des objectifs de leurs Statuts d'Autonomie. En dépit du dynamisme apparent dans la production normative de 1996 à 2004, période qui correspondait à l'occupation de l'Exécutif par le PP, la *Junta de Andalucía*, depuis 1982, fit montre, d'une part, d'une passivité légendaire dans un domaine aussi crucial pour la consolidation de l'autonomie politique que celui de l'acquisition des compétences, d'autre part, d'une subordination sans faille aux directives du Gouvernement central lorsque sa gestion était à la charge du PSOE.

### **I-c Sous système politique andalou : dynamique d'une politique autonome ou Communauté Autonome mise sous tutelle du Gouvernement central ?**

Dès le début du XXe siècle, Blas INFANTE, – baptisé dans le Statut d'Autonomie de l'Andalousie de 1981 comme le Père de la Patrie andalouse – fit une déclaration dans *Ideal Andaluz* qui, au début du XXIe siècle, était encore en partie d'actualité :

*Este es el problema : Andalucía necesita una dirección espiritual, una orientación política, un remedio económico, un plan cultural y una fuerza que apostolice y salve*<sup>381</sup>.

Après trente ans d'autonomie, cette déclaration résonnait lors de chaque consultation électorale, au début de chaque activité parlementaire, et à chaque investiture de Président de la *Junta de Andalucía*. Blas INFANTE voulait la consolidation de la conscience andalouse et la mise en place d'une politique adéquate et capable d'aider l'Andalousie à s'autogouverner dans le sens noble

---

<sup>380</sup> José ACOSTA SANCHEZ, « La dialéctica política en Andalucía. Partidos y Autogobierno », *Op. cit.*, p.120.

<sup>381</sup> Blas INFANTE, *Ideal Andaluz*, 1915, réédité par la Fundación Pública Andaluza Centro de Estudios Andaluces, Sevilla, Fundación Pública Andaluza Centro de Estudios Andaluces, 2010, p.11

et étymologique du terme, et à surmonter les obstacles qui s'opposaient à son développement. Tel était également le défi politique des élites andalouses à l'acquisition de l'autonomie en 1981 après une lutte acharnée contre le Pouvoir central, défi politique qui devait demeurer inchangé et orienter la dynamique politique de l'Andalousie durant la consolidation de l'Etat des autonomies.

Cependant, après l'acquisition de cette autonomie, la dynamique politique du sous système andalou qui se développa sans interruption sous la gouvernance du PSOE-A, malgré la période de confrontation avec le PP-A qui occupa l'Exécutif de 1996 à 2004, dénotait de façon explicite une faiblesse et une subordination de cette région vis-à-vis du Pouvoir central. Il est indispensable de souligner que cette mise sous tutelle de la Communauté Autonome de l'Andalousie se fit en complicité avec les élites politiques locales de cette région. Elles développèrent en effet une politique qui donnait la primauté aux intérêts nationaux des partis étatiques auxquels elles appartenaient, au détriment des intérêts proprement andalous. Cela entraîna par conséquent la carence d'un véritable projet politique pour l'Andalousie et la subordination des intérêts propres à cette région à des décisions venant de l'extérieur. Au sortir de la transition politique, autant que la Catalogne et le Pays basque, l'Andalousie nécessitait une politique, des projets politiques, et une action politique qui se fondent prioritairement sur elle-même et qui surmontent les obstacles qui s'opposaient à la construction d'une Andalousie nouvelle, moderne et développée ; et non une politique qui évite toute confrontation et qui fasse preuve de soumission totale au Pouvoir central, quelle soit la législature et l'idéologie de la formation politique qui l'occupait. De la politique parlementaire revendicative déployée entre 1996 et 2004 à une politique parlementaire de dialogue qui évitait toute confrontation durant les moments où le PSOE gouvernait aussi bien l'Andalousie que le Gouvernement central, l'Andalousie fut convertie en bastion et en base arrière du socialisme en Espagne. Il n'était donc pas surprenant de voir les figures emblématiques du PSOE provenir de cette région comme le souligna Encarnación LEMUS LOPEZ :

*Esa circunstancia y el hecho de que buena parte de las figuras nacionales del partido procedan de la Comunidad (Felipe Gonzalez, Alfonso Guerra, Manuel Chaves, Carmen Romero, Carlos Romero, Martin Toval, Yañez, Rosa Conde...) hacían que Andalucía se haya visto convertido en una especie de cantera socialista para todo el país. Con independencia de la veracidad que pueda haber en esta apreciación, lo que ciertamente resulta indiscutible es la fuerte concentración de poder del PSOE en este marco autonómico<sup>382</sup>.*

---

<sup>382</sup> Encarnación LEMUS LOPEZ, « La Transición des Consenso », dans Leandro ALVAREZ REY, Encarnación LEMUS LOPEZ, *Historia de Andalucía Contemporánea*, Op. cit., p. 528

A cette soumission de la *Junta de Andalucía* au Gouvernement central, s'ajoutèrent les confrontations à des fins partisans du binôme PSOE-A/PP-A qui marquèrent le caractère tutélaire de l'autonomie andalouse, prédominée par ces partis d'envergure étatique. Etant ainsi sous le contrôle des partis étatiques, la politique de développement entreprise en Andalousie par ces partis ne pouvait être prise en grande partie qu'à Madrid et non en Andalousie, mais pour l'Andalousie. Cet ensemble de facteurs dénotait indubitablement la subordination de l'action politique et des intérêts socioéconomiques et culturels proprement andalous à des décisions venant de l'extérieur comme cela se produisait déjà au moment de l'émergence de l'andalousisme à la fin du XIXe et début XXe siècle. Face à cette persévérance de tutelle et de dépendance, Juan Antonio LACOMBA estima que l'un des défis politiques majeurs que devait relever l'Andalousie était :

*« Desarrollar una política plenamente autonómica » que, partiendo de lo anterior, sitúa a Andalucía como eje nuclear de todo su impulso. Es la acentuación del "por sí" del viejo lema blasinfantiano. Ello significa eliminar "tutelas" y abandonar la subordinación de la acción política andaluza<sup>383</sup>.*

Cela impliquait dans ce cas le développement en Andalousie d'une politique qui répondît aux singularités de cette région afin de la conduire vers son épanouissement socioéconomique et culturel, et vers sa convergence avec le reste des nationalités historiques. Cette région devait arrêter d'être un instrument de la confrontation entre le PSOE-A et le PP-A et utiliser à bon escient l'influence politique dont elle jouissait dans l'Espagne des autonomies.

En définitive, de cette partie, nous relevons que depuis les premières élections autonomiques, se conforma en Andalousie un sous système caractérisé par une diversité politique qui, durant le développement de l'Etat des autonomies, dérivait vers une miniaturisation du système étatique dépourvu de toute coloration politique à caractère régional. Des deux grandes formations politiques qui s'y consolidèrent, en l'occurrence le PSOE-A et le PP-A, la première se démarqua et y régna en parti dominant et gouverna sans alternance cette Communauté Autonome depuis les régimes préautonomiques. Quant aux partis minoritaires, se démarquèrent deux catégories : celles qui ne purent surmonter leurs querelles internes et leurs erreurs, en l'occurrence le parti centriste et le parti andalousiste, dont le premier disparut après la première législature, et le second qui s'effondra au bout la sixième. La deuxième catégorie, représentée par l'*Izquierda Unida*, put maintenir sa présence parlementaire. Mais en 2008, ce parti resta pratiquement à un niveau identique à celui qu'il avait au sortir des premières élections autonomiques de 1982. Par ailleurs, même si ce sous système régional connut un changement radical en 1994 avec l'accentuation du

---

<sup>383</sup> Juan Antonio LACOMBA, *Historia contemporánea de Andalucía*, Op. cit., p.282

pouvoir des deux partis étatiques et une certaine dynamisation de sa démocratie institutionnelle, il n'en demeure pas moins qu'il était dominé par des partis qui avaient pour seul objectif de consolider leurs intérêts nationaux au détriment de la satisfaction des réels besoins socioéconomiques et culturels de l'Andalousie. Cela entraîna l'émergence d'une gouvernance au sein de laquelle la dynamique et l'orientation de l'action politique, socioéconomique et culturelle étaient propulsées au gré des acteurs extérieurs ; bien entendu, en complicité avec des acteurs locaux. En guise de conclusion, nous abondons dans le sens d'Acosta Sanchez qui, au regard de la dynamique politique du sous système andalou, en vint à attester que :

*... hasta el 2000 'el caso de Andalucía es todo un paradigma: de sus seis legislaturas las tres primeras se desarrollaron bajo una estatalización extrema de la Junta, con la hegemonía absoluta aquí del partido estatal en el poder con mayorías absolutas en las Cortes, el cual, desde Madrid decidió incluso la sucesión del primer Presidente andaluz y la del segundo, y se aseguró la estricta subordinación al Gobierno central del tercero, que es como decir de la autonomía andaluza; y las dos últimas legislaturas trazan la consolidación de un bipartidismo asentado en las dos primeras fuerzas políticas estatales',<sup>384</sup>.*

Même si la conclusion d'ACOSTA SANCHEZ semblait manifestement partielle, il n'en demeure pas moins qu'elle exprimait avec clarté et fidélité le caractère tutélaire du sous système andalou, non pas jusqu'en 2000, mais durant ses trois premières décennies sous le régime autonome. Les Andalouses et Andalous, durant le développement de cet Etat des autonomies, et surtout, au commencement du XXI<sup>e</sup> siècle, allaient indubitablement sentir les effets socioéconomiques et culturels de cette subordination de la *Junta* et de ce manque d'orientation politique qui s'accroît prioritairement sur l'Andalousie.

---

<sup>384</sup> José ACOSTA SANCHEZ, « Votos de posguerra », *El Mundo de Andalucía*, Cuadernillo « Andalucía », 25 de abril de 2003, p. 5, cité par Juan Antonio LACOMBA, « La realidad autonómica andaluza. Dinámica política en la Andalucía constitucional y autonómica (1978-2004) », *Anales de Historia Contemporánea*, n°20, 2004, p.300



**Chapitre II**  
**L'ANDALOUSIE SOCIOECONOMIQUE DANS**  
**L'ESPAGNE DES AUTONOMIES**

## **II-a Politique autonome de développement régional et ses conséquences : modernisation sans développement**

### **II-a-1 Approche conceptuelle de la modernisation et du développement**

La lutte pour l'acquisition d'une Autonomie aux compétences élargies pour l'Andalousie fut toujours marquée par un espoir clair de développement socioéconomique et culturel. Après son obtention en 1981 et après l'adhésion de l'Espagne à la Communauté Economique Européenne en 1986, il est indispensable de souligner que les compétences politiques et économiques qui allaient avoir un impact en Andalousie furent dorénavant réparties en plusieurs instances : d'abord sa politique monétaire fut placée sous l'égide de la Banque Centrale Européenne et sa politique allait désormais être affectée par la législation des Institutions Européennes; ensuite le Gouvernement central de l'Espagne garda le pouvoir sur la régulation économique et les politiques financière, fiscale et budgétaire ; enfin, *la Junta de Andalucía*, en dépit de cette répartition, garda tout de même une large marge de manœuvre pour influencer sur l'économie de sa région, sur sa modernisation ainsi que sur son développement en définissant et en appliquant une politique économique qui entrât dans sa capacité législative établie par les dispositions de la Constitution de 1978.

Une fois cette autonomie acquise en 1981, *La Junta de Andalucía*, devenue principale actrice à qui incombait la résolution effective du problème du sous-développement de sa région, avait dorénavant à sa disposition les outils politiques et socioéconomiques que revendiquaient les Andalouses et les Andalous depuis fort longtemps pour stimuler la modernisation, la croissance économique, et l'emploi. Pour Guy HERMET :

*La modernisation est un processus social de construction de la modernité, la modernisation permet de désigner en même temps des évolutions ainsi que les tensions et les conflits qui les accompagnent (effet de différenciation, de mobilisation sociale, de sécularisation...). En tant que tel, ce processus reçoit souvent une connotation positive : porteur de rationalisation, d'enrichissement et d'amélioration des conditions de la vie sociale<sup>385</sup>.*

Si la modernisation est donc synonyme d'une profonde transformation de la société et d'un processus d'amélioration des niveaux et des conditions de vie, elle impliquait de ce fait l'intervention des pouvoirs publics visant à garantir l'égalité effective entre tous les individus. Ils allaient réduire la proportion d'illettrés, faciliter l'accès à la société de l'information et de la connaissance, promouvoir la création de nouvelles industries et de nouveaux services, et par

---

<sup>385</sup> Guy HERMET et al., *Dictionnaire de la Science Politique et des Institutions Politiques*, Op. cit., p. 191

conséquent, de nouveaux emplois. L'objectif final de la formation d'une telle société n'allait donc être nul autre que l'augmentation de la productivité du travail et la croissance continue du PIB global ou par habitant, ce qui contribuerait inévitablement à sa conversion en une société développée. Selon Jean-Yves CAPUL et Olivier GARNIER :

*Le développement est un phénomène qualitatif et irréversible qui ne peut s'observer que sur une longue période. On peut définir un processus de développement par la combinaison des changements touchant l'ensemble des structures économiques, sociales, culturelle et démographique. De nombreux critères doivent donc évoluer simultanément : le niveau de vie (mesuré par le PNB par habitant, par exemple), la part de l'industrie et des services dans la production et dans la population active, les écarts de revenus, l'espérance de vie...*<sup>386</sup>

Cette conception du développement des Economistes précités vint en complément de celle du Philosophe, Sociologue, Politologue, Historien et Journaliste Raymond ARON pour qui un pays développé devait réunir les caractéristiques suivantes :

*le revenu par tête de la population dépasse un certain montant (disons 500 dollars par an). Un tel revenu n'est accessible qu'à la condition que la part de la main-d'œuvre employée dans l'industrie ait atteint un certain pourcentage et que le travail industriel lui-même soit productif. Or la productivité du travail industriel exige des dirigeants, des ingénieurs, des cadres, une formation technique du haut en bas de l'échelle. Industrialisation, urbanisation, scolarisation (avec une certaine marge de variation) vont ensemble*<sup>387</sup>.

Partant de Jean-Yves CAPUL et Olivier GARNIER jusqu'à Raymond Aron, il appert que pour une appréhension adéquate du développement, celui-ci doit être conçu sous trois angles différents. Dans cette optique, Raymond ARON, dans son ouvrage *Trois essais sur l'âge industriel*<sup>388</sup>, soutient en effet que la théorie du développement pouvait être conçue sous trois formes et que chacune d'elle suggérait une interprétation distincte du terme. La première devrait se fonder sur l'analyse des statistiques de la croissance économique à long terme. Cette forme impliquait une vision unilatérale et quantitative du changement qui convertit le PIB en variable fondamentale de l'analyse. Cela supposait une idée simple du progrès au sein de laquelle se trouvaient la «

<sup>386</sup> Jean-Yves CAPUL, Olivier GARNIER, *Dictionnaire d'Economie et de Sciences Sociales*, Op. cit., p.149

<sup>387</sup> Raymond ARON, « La théorie du développement et l'interprétation historique de l'époque contemporaine », Conférence prononcée l'UNESCO sur « Le Développement Social », Paris, 30 juillet 1960, p.4, disponible sur [<http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001577/157767fb.pdf>], (page consulté le 13 février 2014)

<sup>388</sup> Raymond ARON, *Trois essais sur l'âge industriel*, Paris, Plon Meaux, 1965, 241 p.

croissance », le « développement » et le « progrès ». La seconde se basait sur l'étude comparative entre les pays riches et les régions pauvres. De façon générale, elle impliquait des analyses comparatives aussi bien quantitatives que qualitatives qui allaient au-delà de la simple analyse économique des indicateurs afin d'établir les causes de la pauvreté et de la richesse. La troisième forme, quant à elle, se fondait sur la comparaison entre le modèle de développement capitaliste et communiste. En dépit de l'importance de ces trois conceptions du développement, il convient de souligner que notre analyse sur la Communauté Autonome de l'Andalousie va uniquement se référer aux deux premières.

A bien des égards, la modernisation et le développement dans cette Communauté Autonome n'avaient nul autre sens que celui de la valorisation maximale de ses ressources, aussi bien endogènes que celles acquises suite aux transferts de compétences. Dans cette optique, la *Junta de Andalucía* opta pour la pluriannualité dans l'application de différents plans, programmes économiques, et autres initiatives gouvernementales qui furent tous complémentaires et se succédèrent durant ces 30 premières années d'autonomie politique. Car estimait-elle :

*Una de las tareas básicas de un Plan o Programa es la realización de un diagnóstico que enfoque adecuadamente los principales problemas, cuya resolución es precisamente el objetivo del proceso de planificación. En el caso de Andalucía, su situación de economía menos desarrollada define el carácter propio de su estructura económica, lo que implica que la solución de sus problemas tiene que afrontarse sucesivamente a medio y largo plazo y, por tanto, debe realizarse a través de una serie de Planes o Programas plurianuales*<sup>389</sup>.

Cette planification à travers cet ensemble de plans et programmes économiques successifs à court, à moyen, ou à long terme, caractérisait non seulement la base idéologique et instrumentale du modèle de développement économique de la région préconisé par la *Junta de Andalucía* qui, ne l'oublions pas, fut gouvernée sans interruption par le PSOE-A depuis les régimes préautonomiques, mais constitua également la solution qui allait sortir l'Andalousie de son sous-développement et enfin permettre aux Andalouses et Andalous de satisfaire leurs besoins fondamentaux décrits dans les objectifs définis par l'article 12 du Statut, et dont quelques-uns furent, souvenons-nous :

*‘‘La consecución del pleno empleo en todos los sectores de la producción y la especial garantía de puestos de trabajo para las jóvenes generaciones de andaluces’’ ; ‘‘El aprovechamiento y la potenciación de los recursos económicos*

---

<sup>389</sup> Consejería de Economía y Hacienda, Programa Andaluz de Desarrollo Económico 1987-1990, p. 5, disponible sur [[http://www.juntadeandalucia.es/opencms/opencms/system/bodies/contenidos/publicaciones/pubcice/Otros/pubcice\\_3677/PADE\\_87-90.pdf](http://www.juntadeandalucia.es/opencms/opencms/system/bodies/contenidos/publicaciones/pubcice/Otros/pubcice_3677/PADE_87-90.pdf)], (page consultée le 11 février 2014)

*de Andalucía, así como la justa redistribución de la riqueza y la renta'' ; 'La superación de los desequilibrios económicos, sociales y culturales entre las distintas áreas territoriales de Andalucía'' ; 'La reforma agraria entendida como la transformación, modernización y desarrollo de las estructuras agrarias y como instrumento de una política de crecimiento, pleno empleo y corrección de los desequilibrios territoriales''<sup>390</sup>.*

Ces objectifs furent-ils satisfaits au bout des 30 premières années de régime autonome au cours desquelles ces différents plans et programmes économiques furent appliqués? En quoi consistaient-ils ? La difficile situation socioéconomique que reflétait l'Andalousie au moment de l'approbation de son Statut d'Autonomie était-elle différente de celle qui la caractérisait en 2012 ? Cette dynamique impulsée par l'autogouvernement durant la période de consolidation de l'Etat des autonomies permit-elle de résoudre certains problèmes anciens de cette région ? D'autres nouveaux problèmes s'ajoutèrent-ils à la longue liste déjà existante et, cette région avait-elle de nouveaux défis à relever ? L'Andalousie autonome se trouvant dans un espace géopolitique national, européen, et international en constant processus de restructuration et de re-spécialisation, elle devait s'adapter aux politiques économiques imposées par la concurrence internationale qui impliquaient une grande capacité compétitive des économies, laquelle, à son tour, était génératrice de la modernisation et du développement. Moderniser la région et maintenir l'équilibre entre cette modernisation, sa compétitivité et son développement était donc l'un des principaux défis que devait relever la *Junta de Andalucía*, surtout au moment où son espace géopolitique national et européen affrontait de nouvelles économies ayant des politiques sociales différentes des siennes. Se trouvant ainsi dans cet espace économique multidimensionnel, durant la consolidation de son autonomie, l'Andalousie expérimenta t-elle une modernisation et un développement qui convergèrent vers la moyenne nationale, vers les régions les plus développées de l'Espagne et vers l'Union Européenne ? La modernisation et le développement étant des concepts qui, en dépit de la convergence des opinions différentes sur leurs définitions, restent tout de même relatifs, une approche adéquate de la dynamique socioéconomique de l'Andalousie nécessitera par conséquent une analyse menée dans une perspective comparative qui prenne en compte les indicateurs de développement de cette région et celles des Communautés les plus développées - en l'occurrence le Pays basque et la Catalogne -, celles de l'Etat, et dans une large mesure, celles de l'Union Européenne. A partir de cette méthode, les indicateurs faciliteront et stimuleront la comparaison du changement social opéré en Andalousie et dans les autres zones géographiques considérées comme plus développées.

---

<sup>390</sup> PARLAMENTO de ANDALUCÍA, *Estatuto de Autonomía para Andalucía...*, Op. cit., pp. 12-13

A cet égard, outre certaines données recueillies à l'OCDE et à Eurostat, notre analyse va majoritairement s'appuyer sur les données statistiques de l'*Instituto Nacional de Estadística* (INE) et sur celles de l'*Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía* (IECA). Nul besoin de rappeler que l'OCDE constitue une plate-forme à l'échelle mondiale qui analyse et compare les données statistiques des gouvernements et leur donne la possibilité de rectifier leur politique de développement et de prédire les tendances à venir. A l'échelle de l'Union Européenne, Eurostat se donne pour mission d'harmoniser les informations statistiques officielles collectées par les instituts nationaux de statistiques de ses pays membres. L'Espagne ayant adhéré à l'Union Européenne en 1986, l'INE qui représente son principal organe dont la mission est de collecter, d'analyser, et de publier la majeure partie de ses statistiques nationales collabore de facto aux enquêtes menées par Eurostat. Enfin, sur le plan régional, l'IECA regroupe les données statistiques de la dynamique socioéconomique de l'Andalousie et met en évidence les rapports existant aussi bien entre sa structure démographique et ses secteurs d'activité économique, que ceux existant au sein de ses différents secteurs d'activité économique. Cet ensemble de bases de données officielles nous permettra non seulement de relever l'évolution et d'établir une comparaison entre la dynamique socioéconomique de l'Andalousie, celle de l'Espagne et de l'Union Européenne, mais également d'établir la proportion de convergence du processus de modernisation et de développement de l'Andalousie vers le reste des espaces cités depuis l'acquisition de son autonomie en 1981.

## **II-a-2 Réalité socioéconomique au moment de l'acquisition de l'autonomie**

### **II-a-2-1 Approximation de la dynamique démographique et structure économique de l'Andalousie**

Parmi les facteurs fondamentaux qui contribuent au développement d'une société, la population occupe une place de choix. En effet, elle tient cette transcendance de la forte influence que les changements démographiques exercent sur les développements socioéconomiques et politiques les plus marquants de cette société. La prise de conscience de ce rôle décisif de la population amena donc les gouvernants à élaborer des bases de données réunissant la densité et les caractéristiques de leur population. L'Espagne, et plus spécifiquement la Communauté de l'Andalousie s'inscrivant dans cette logique, elle recueille également des informations relatives à l'évolution et à la structure de sa population, ainsi que l'impact de celle-ci sur l'activité économique.

Selon le recensement effectué le 1<sup>er</sup> janvier 1981 par l'*Instituto Nacional de Estadística*, la population de l'Andalousie s'élevait à 6.429.151 habitants. En comparaison avec celui effectué en

1970 à la même date et par le même Institut, cette région avait une population estimée à 5.989.515 habitants<sup>391</sup>. Cela supposait une augmentation d'environ 439.636 habitants et un taux de croissance qui s'élevait approximativement à 7,34%. Avec un taux de natalité de 17,10‰ – soit une différence de 2,98‰ avec le taux de natalité de l'Espagne qui ne s'élevait qu'à 14,12‰ – et un taux de mortalité identique à celui de l'Espagne, soit 7,77‰, l'Andalousie avait en 1981 une croissance naturelle supérieure à celle de l'Espagne, soit respectivement 9,33‰ et 6,35‰. Soulignons que le taux de croissance naturelle est considéré comme élevé s'il est supérieur à 2‰, modéré s'il varie entre 1 et 2‰, et bas, s'il est en dessous de 1‰. Cela revient à dire que l'Andalousie et l'Espagne enregistrèrent une forte croissance naturelle en 1981, et que celle de la première était supérieure à la moyenne nationale. Par ailleurs, selon l'OCDE, en 1980, le nombre moyen d'enfants par femme en Andalousie et en Espagne était respectivement de 2,64 et 2,20<sup>392</sup>, soit un niveau de fécondité de l'Andalousie supérieur à la moyenne nationale. Cet ensemble de données statistiques montrèrent que l'Andalousie, au commencement de l'Etat des autonomies, était non seulement une région à très forte densité pour l'Espagne, mais également une région au sein de laquelle s'imposait majoritairement la proportion de la population en âge de travailler. En effet, conformément au recensement de l'INE sur la population active en 1981, l'Andalousie comptait 4.447.600 habitants dont l'âge était supérieur ou égal à 16 ans<sup>393</sup>. En considérant que l'âge légal de départ en retraite en Espagne était de 65 ans, et que cette région comptait 652.256 personnes de 65 ans et plus<sup>394</sup>, cela revenait à dire que 3.795.344 sur les 6.441.123 personnes que comptait l'Andalousie étaient en âge de travailler. Mais cette réalité somme toute réjouissante sur la main d'œuvre abondante de cette région le devint de moins en moins lorsque la même enquête réalisée par le même Institut pour la même période révéla que seulement 1.939.600 habitants étaient actifs<sup>395</sup>, et que sur ces actifs, seulement 1.549.600 avaient des emplois<sup>396</sup> répartis dans les quatre principaux groupes de secteurs d'activité économique de cette région.

Le spécialiste en Economie Appliquée, Manuel DELGADO CABEZA, en se référant aux statistiques de la *Renta Nacional de España* publiées par le *Banco de Bilbao*, clarifia dans un tableau le rang et la participation de chacun de ces secteurs d'activité économique régionale dans

---

<sup>391</sup> *Instituto Nacional de Estadística*, « Evolución de la población de España entre los censos de 1970 y 1981 », disponible sur [<http://www.ine.es/jaxi/tabla.do>], (page consultée le 08 janvier 2014). Soulignons au passage que les prochaines données sur la dynamique de la population andalouse en 1981 ont également été recueillies ou ont été calculées selon les références de la base de données statistiques du même Institut.

<sup>392</sup> OCDE, 1997, cité par Fernando ISLA CASTILLO et al., « El envejecimiento de la población andaluza y su impacto en el mercado laboral », *Papeles de Trabajo. Cuadernos de Ciencias Económicas y Empresariales*, n°19, p.14

<sup>393</sup> INE. *Encuesta de la Población Activa (EPA)*, Serie homogénea 1976-2000, cité par Salvador HERNANDEZ ARMENTEROS, « La población », dans Manuel MARTIN RODRIGUEZ et al., *Estadísticas del siglo XX en Andalucía*, Sevilla, Instituto de Estadística de Andalucía, p. 96,

<sup>394</sup> *Idem*, p. 66

<sup>395</sup> *Ibidem*.

<sup>396</sup> *Idem*, p. 88

l'économie nationale. Il est indispensable de relever qu'en dépit de sa longueur, ce tableau qui constitua une véritable photographie de la situation économique de l'Andalousie prise dans une perspective comparative avec celle de la Catalogne et du Pays basque, mérite une reprise fidèle à celle de son auteur :

Tableau 11 : 1975. Participación de los distintos sectores regionales en su correspondiente total nacional (% Producción)		
Andalucía	Cataluña	País vasco
1-Pesca.....37,6	1-Textil.....71,5	1-Metálicas básicas.....36,3
2-Agricultura.....22,4	2-Papel, Prensa e Impr.....33,6	2-Transf. metálicos.....17,0
3-Alimentarias.....19,8	3-Transf. metálicas.....28,7	3-Papel, Prensa y A.G.....12,5
4-Minería.....16,4	4-Quícas.....24,3	4-Químicas.....11,5
5-Admin. y Defensa.....15,5	5-Banca y Seguros.....22,7	5-Pesca.....9,8
6-Const. y O. Públicas.....13,7	6-Agua, Gas y Elec.....22,5	6-Madera y Corcho.....7,6
7-Cerám., Vidrio y Cem.....13,6	7-Cuero, Calzado y Conf.....21,5	7-Banca y Seguros.....7,6
8-Química.....13,5	8-Cerám., Vid. Y Cem.....21,0	8-Agua, Gas y Elect.....7,4
9-Enseñanza y Sanidad.....13,2	9-Comercio.....20,6	9-Cerám., Vid. Y Cem.....6,6
10-Hostelería.....13,0	10-Otros servicios.....20,6	10-Otros servicios.....6,4
11-Comercio.....12,5	11-Alimentarias.....20,0	11-Transp. y Comunic.....6,4
12-Transp. y Comunic.....12,1	12-Const. y O. Públicas.....19,0	12 Comercio.....6,3
13-Agua, Gas, y Elec.....11,3	13-Madera y Corcho.....17,4	13-Enseñanza y Sanidad.....6,0
14-Ganadero y Forestal.....11,0	14-Hostelería.....17,3	14-Const. y O. Públicas.....5,6
15-Otros servicios.....10,6	15-Transp. y Comunic.....17,1	15-Hostelería.....5,3
16-Banca y Seguros.....9,4	16-Enseñanza y Sanidad.....17,0	16-Alimentarias.....4,7
17-Madera y Corcho.....8,8	17-Minería.....13,0	17-Admin. P. y Defensa.....4,2
18-Transf. Metálicos.....7,5	18-Ganadero y Forestal.....11,0	18-Ganadero y Forestal.....4,2
19-Papel, Prensa e Impr.....6,7	19-Admin. P. y Defensa.....10,7	19-Minería.....4,0
20-Cuero, Calzado y Conf.....6,5	20-Agricultura.....8,5	20-Cuero y Calzado.....2,6
21-Metálicas básicas.....4,8	21-Metálicas básicas.....6,5	21-Textil.....2,0
22-Textil.....4,6	22-Pesca.....4,5	22-Agricultura.....1,3

Source, Manuel DELGADO CABEZA, *Dependencia y marginación de la economía andaluza*, Córdoba, Publicaciones del Monte de Piedad y Caja de Ahorros de Córdoba, 1981, p.81

Il serait aisé d'affirmer, à juste titre d'ailleurs, que ce tableau a été constitué sur la base des données statistiques qui ne reflétaient aucunement la réalité économique de l'Andalousie au moment de l'acquisition de son autonomie, car elles dataient de 1975. Cependant, il est indubitable qu'en dépit de ce décalage temporel, il met en évidence l'existence de la structure économique de cette région qui, depuis des années antérieures à 1975, constituait la composition du tissu économique de l'Andalousie, y compris durant ses premières années de régime autonome. En effet, Manuel DELGADO CABEZA plus tard confirma cette assertion:



*Puede decirse que la especialización de la economía andaluza (...) gira en torno al sector agrario, (Agricultura y Agroalimentario), la Pesca y la Minería. Se trata de la misma especialización productiva que se tenía en los años 60 y en ella se mantiene el alto grado de polarización alrededor de muy pocas actividades, habiéndose acentuado la especialización. (...) en la década de los 80, continúa la profundización de esta especialización agraria*<sup>397</sup>.

En 1980, l'économie andalouse dépendait encore majoritairement du secteur primaire, l'un des quatre secteurs au sein desquels les différents domaines d'activité de ce tableau pouvaient être répartis, même si l'incorporation de la construction dans les travaux publics les réduisit à trois. Ainsi donc, le premier secteur, composé des quatre premiers domaines qui, en Catalogne et au Pays basque, occupaient presque tous les dernières places dans la classification, constitua le secteur primaire et refléta la dépendance de l'économie andalouse de la demande extérieure ainsi que sa faible capacité à produire des richesses ; le second, partant du secteur 9 (*Enseñanza y Sanidad*) au secteur 16 (*Banca y Seguros*) incluant également le secteur 5 (*Administración y Defensa*), regroupa les services et montra l'hypertrophie du secteur tertiaire et son déphasage avec le secteur primaire et le secteur secondaire ; pendant qu'une interdépendance certaine se manifestait entre les trois groupes dans les autres régions ; enfin, les secteurs industriels, constitués des secteurs restants, levaient le voile sur le caractère rachitique de l'industrie andalouse et son incapacité à satisfaire la région ne serait-ce qu'en biens de consommation. Par contre, en Catalogne et au Pays basque, ce fut fondamentalement sur les secteurs de ce groupe que reposèrent la croissance économique et la compétitivité à l'échelle internationale. Face à cette situation économique de l'Andalousie au commencement de l'Etat des autonomies, Manuel DELGADO CABEZA conclut que :

*los sectores más exportadores de la economía andaluza continuaban siendo, pues, la Agricultura (...) Andalucía se acaba de presentar como una región que exporta no sólo productos poco elaborados ligados a la agricultura y a sus recursos naturales, sino también ciertos productos industriales*<sup>398</sup>.

L'agriculture continua, en effet, à être le secteur fondamental de l'économie andalouse. En revanche, ce que Manuel DELGADO CABEZA appela « *ciertos productos industriales* » ne fut que la prolongation de l'activité agricole à travers la transformation des produits cultivés, et non l'invention ou la transformation totale de produits qui pouvaient engendrer en Andalousie la création d'établissements industriels, de textiles, ou de métallurgie comme cela fut le cas en

---

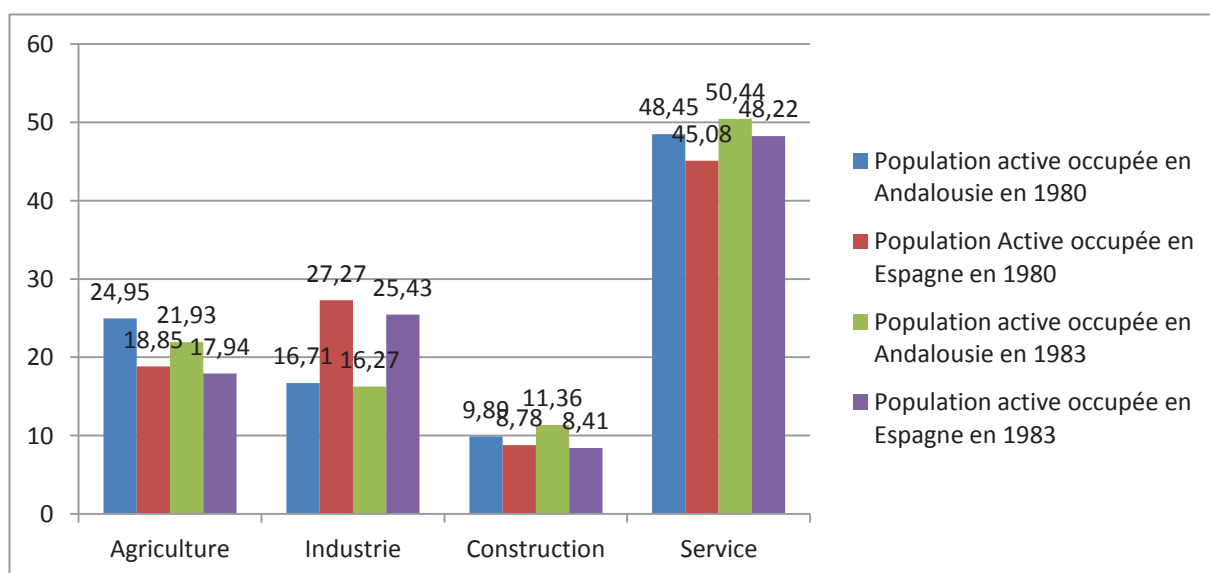
<sup>397</sup> Manuel DELGADO CABEZA, « La economía andaluza en los años 90. Rasgos básicos y perspectivas », dans Joaquin AURIOLES et al., *Ocho Análisis de la Economía Andaluza*, Sevilla, Instituto de Desarrollo Regional, 1995, p. 76

<sup>398</sup> Manuel DELGADO CABEZA, *Dependencia y marginación de la economía andaluza*, Op. cit., p.91

Catalogne et au Pays basque. Eu égard à cette réalité, il ne faisait pas l'ombre d'un doute que l'Andalousie du début des années quatre-vingts était hors du processus d'industrialisation.

Evoluant à la marge de ce processus, l'économie de l'Andalousie reposa donc principalement sur les mines, l'agriculture, la pêche, et sur les activités industrielles agroalimentaires comme le peignit le tableau 11. Ce fut ainsi dans cette structure productive traditionnelle de l'Andalousie du début des années quatre-vingts que les différents secteurs, quoique déconnectés entre eux, absorbèrent 1.549.600 personnes sur les 1.939.600 habitants actifs que comptait cette région. A partir des données statistiques recueillies par l'*Instituto de Estadística de España* de 1980 à 1982, ces actifs étaient repartis dans les quatre grands secteurs de la façon suivante :

Tableau 12 : *Evolution comparative de la population active occupée en Andalousie et en Espagne entre 1980 et 1982 (en %)*



Sources : élaboration personnelle à partir des données recueillies dans *INE. Encuesta de la Población Activa (EPA), Serie homogénea 1976-2000*<sup>399</sup>, EPA, *Contabilidad Nacional de España*<sup>400</sup>.

Le rapport entre la structure ainsi que la dynamique de la population andalouse et l'activité économique revêtait une importance capitale au moment de valoriser les ressources humaines disponibles, leur incorporation au sein des différents secteurs d'activité, ainsi que leur adéquation aux exigences de la croissance économique de la région. Ce rapport mit en effet en évidence non seulement la différence entre la population totale, la population active et la population active

<sup>399</sup> cité par Salvador HERNANDEZ ARMENTEROS, « la población », dans Manuel MARTIN RODRIGUEZ et al., *Estadísticas del siglo XX en Andalucía*, Sevilla, Instituto de Estadística de Andalucía, p.88

<sup>400</sup> citée par Gabino ESCUDERO ZAMORA, « Actividad, ocupación y productividad agraria en España : un análisis de la población y del empleo », *Revista de Estudios Agro-Sociales*, n°137, 1986, p. 383

occupée, mais également la faible proportion de cette population active occupée dans la population qui était en âge de travailler au moment de l'acquisition de l'autonomie.

Ainsi, de 1980 à 1983, la répartition de la population active occupée par secteur montra non seulement la dynamique de chacun de ces secteurs, mais également sa capacité d'absorption de la main d'œuvre au moment de l'acquisition de l'autonomie et de la mise en exercice de l'autogouvernement andalou. L'économie andalouse se caractérisa en effet durant cette période par une conséquente diminution de la population active occupée dans le domaine de l'agriculture à hauteur de 3,02%, en comparaison avec celle de l'Espagne qui diminua de 0,91% entre 1980 et 1983. Nul besoin de rappeler que les déficiences de l'agriculture andalouse ne dataient pas des années quatre-vingts, ni de la période la transition, mais de bien avant le début du XXe siècle. La diminution de l'importance de l'agriculture et de sa main d'œuvre au commencement de l'Etat des autonomies n'était qu'une conséquence d'un système de culture traditionnel victime d'un abandon patent de la part du Gouvernement central, et caractérisé par un manque d'innovations de la part des latifundistes et un faible niveau d'industrialisation.

Le secteur industriel quant à lui enregistra une légère baisse de 0,44% en Andalousie pendant qu'au niveau national elle diminua de 1,84%. Même si de la population active paraissait plus importante en Andalousie, il est indispensable de souligner que ce secteur, dans cette région, était rachitique. Car, souvenons-nous, la politique des Pôles de développement impulsée durant le régime franquiste pour le dynamiser fut un échec légèrement contrasté par la concentration des activités industrielles à Cadix, à Huelva et à Séville. En outre, la crise internationale qui débuta en 1973 porta un coup de grâce au tissu industriel de l'Andalousie déjà fortement fragilisé par la démission des pouvoirs publics. Elle entraîna en effet la fermeture de bon nombre de petites industries dont les activités entrèrent en crise pour des raisons économiques ou techniques. La désindustrialisation qui en résulta, quoique commune à toutes les régions, eut de funestes conséquences en Andalousie dans la mesure où cette région étaient encore loin d'atteindre un niveau d'industrialisation similaire à celui de la Catalogne ou du Pays basque pouvant lui permettre de faire ses propres ajustements afin d'affronter la crise et d'endiguer tant bien que mal les dégâts. Joaquin AURIOLES MARTIN, l'une des autorités en matière d'Economie Régionale andalouse, face aux répercussions de cette crise dans sa région, reconnut cette insuffisance en déclarant que :

*... la existencia de deficiencias estructurales profundas limitan el grado de respuesta de nuestra economía a los impulsos recibidos del exterior y estarían*

*poniendo en evidencia una manifiesta incapacidad de los mecanismos económicos de la región para realizar sus propios ajustes*<sup>401</sup>.

Pendant que le poids du secteur primaire diminue considérablement et celui de l'industrie légèrement, la construction et les services, avec leur légère hausse, apparurent comme des secteurs qui avaient le vent en poupe dans la structure économique andalouse. Le premier connut une augmentation de 1,47% en Andalousie pendant qu'elle ne fut que de 0,36% en Espagne. Le second, comme dans le reste de l'Etat, occupa la première place dans la classification des secteurs économiques avec une augmentation de 1,99% en Andalousie et 3,14% en Espagne. Il convient de rappeler que le mérite de cette croissance en Andalousie ne pouvait être attribué qu'aux besoins engendrés par l'absence du développement de l'industrie qui firent du secteur tertiaire l'absorbant des capitaux et de la population active, pendant que dans les autres régions développées, en l'occurrence la Catalogne et le Pays basque, ce fut plutôt la dynamisation du secteur industriel qui impulsa la croissance du secteur tertiaire. Raymond ARON, au sujet de cette forte influence de l'industrie sur le tertiaire, reste catégorique, il affirme :

*L'industrie est indispensable pour absorber la main-d'œuvre libérée par la croissance de la productivité agricole, indispensable pour fournir les outils de travail et les objets techniques. Le secteur tertiaire donne un revenu individuel supérieur, mais il est, pour une part, le sous-portrait, l'appareil social du secondaire. C'est celui-ci qui rend possible l'élargissement du secteur tertiaire, c'est la productivité du travail agricole et industriel qui autorise le transfert aux services ou aux activités de jeux et de loisirs d'une fraction importante de la main-d'œuvre. Socialement, au regard de l'observation immédiate, l'industrie constitue bien le caractère distinctif des sociétés développées*<sup>402</sup>.

Si nous abondons dans le sens de Raymond Aron au sujet du caractère distinctif des sociétés développées par le poids de leur industrie, nous en déduisons que, par opposition, les sociétés dans lesquelles prédominaient une structure productive traditionnelle, et donc une importance mineure du secteur industriel dans le tissu économique, comme cela fut le cas en Andalousie au début des années quatre-vingts, étaient sous-développées.

---

<sup>401</sup> Joaquín AURIOLAS MARTÍN et al., *Ocho análisis de la Economía Andaluza*, Sevilla, Instituto de Desarrollo Regional, 1995, p. 16

<sup>402</sup> Raymond ARON, « La théorie du développement et l'interprétation historique de l'époque contemporaine », *Op. cit.*, p.5

## II-a-2-2 L'Andalousie : Une société sous l'emprise d'une économie dépendante et au taux de chômage le plus élevé de l'Espagne

La structure productive de l'Andalousie était à l'origine non seulement de l'engrenage infernal dans lequel se trouvait son économie, mais également de sa marginalisation de la croissance nationale et il classait de facto cette Communauté au rang des régions périphériques du processus d'accumulation du capital en Espagne. Conformément à l'affirmation de l'Economiste Samir AMIN :

*Les économies périphériques sont caractérisées par leur dépendance financière (déficits récurrents), commerciale et technique. Structures sociales dominées et extraverties, elles présentent fréquemment des caractères dualistes (coexistence, au sein d'une même économie, d'un secteur développé et d'un secteur sous-développé)<sup>403</sup>.*

Nul besoin de revenir en détail sur l'expansion de l'industrialisation et de l'accumulation capitaliste, sous la domination de la politique centraliste, qui configurèrent en Andalousie une structure économique qui demeura dépendante, désarticulée et extravertie, et dont les séquelles se firent encore fortement ressentir au moment de l'obtention de l'autonomie. En effet, en 1981, l'Andalousie se caractérisait encore par cette économie extravertie qui, rappelons-le, est une économie largement ouverte sur l'extérieure tant par l'absence d'obstacle aux importations que par l'importance des exportations dans les activités des entreprises locales. En d'autres termes, son économie était caractérisée par une production fondamentalement orientée vers le marché extérieur. Elle était de facto fortement dépendante à la demande extérieure et perméable aux fluctuations de l'économie européenne ou internationale. Gardons en toile de fond qu'il existait dans cette région la prédominance d'un capitalisme agraire et une structure de la propriété de la terre fortement latifundiste. La concentration des revenus provenant des rentes et des exploitations minières n'avaient pas un but productif orienté vers l'économie interne dans la mesure où tous cherchaient une meilleure rentabilité en investissant non seulement hors de l'Andalousie, mais également en finançant fortement le secteur primaire principalement destiné à l'exportation. A cette économie extravertie, s'ajoutait une forte présence du capital étranger dans la propriété des activités économiques qui renforçait la dépendance économique de cette région.

Ainsi, avec d'une part le fort déphasage entre ses secteurs d'activité économique, la faible interdépendance et la faible connexion intersectorielle de sa structure économique, d'autre part, la

---

<sup>403</sup> Larousse, *Dictionnaire de l'Economie*, « Périphérie », disponible sur [\[http://www.larousse.fr/archives/economie/page/185\]](http://www.larousse.fr/archives/economie/page/185), (page consultée le 24 janvier 2014)

sous-industrialisation, l'approfondissement du secteur primaire assujéti à la culture d'exportation et dont les cours n'étaient pas maîtrisés, la forte présence du capital extérieur, la capacité de trouver des solutions au problème de sous-développement depuis l'Andalousie, était extrêmement réduite.

Face à cette inquiétante réalité, au manque criant d'emplois, au chômage endémique, et à l'explosion démographique, approximativement un quart de la population opta pour l'émigration dans l'espoir d'une vie meilleure. En effet, selon Francisco GARCIA DUARTE, Ex-Président d'*Almenara, Asociación Cultural Andaluza en Cataluña* :

*Hasta 1981, casi dos millones de andaluces –nacidos en Andalucía- residían fuera de su Comunidad. De ellos, 1.600.000 residían en otras Comunidades españolas y el resto en otros países, especialmente en Europa y América*<sup>404</sup>.

Cette émigration massive provenait principalement de la classe ouvrière et rural dont la situation précaire ne nécessite plus davantage de description, et dont le recours à l'émigration vers les autres Communautés Autonomes ou vers l'étranger constituait la principale issue donnant accès à une éventuelle amélioration des conditions de vie et de travail. En revanche, sur les 6.429.151 de personnes qui, pour une raison ou pour une autre, continuaient leur vie en Andalousie, 4.447.600 avaient 16 ans et plus, 1.939.600 étaient actives<sup>405</sup>, 1.551.100 avaient un emploi<sup>406</sup>, et 388.600 étaient au chômage<sup>407</sup>. En d'autres termes, le recensement de la population effectué en Andalousie par l'INE révéla qu'environ 2 Andalous sur 6 vivant en Andalousie avaient un emploi au commencement de l'Etat des autonomies et que, la probabilité de trouver un emploi à court ou moyen terme pour le reste de la population était quasi nulle au regard de l'échec de la politique de création des Pôles de développement durant le régime franquiste, de l'hypertrophie du secteur tertiaire, du manque de dynamisation du secteur secondaire, et de la prédominance de la structure productive traditionnelle ; en somme, de la faible capacité de la structure productive de cette région à générer de l'emploi.

En outre, il est indispensable de souligner que le taux de chômage enregistré en Andalousie augmenta considérablement avec le ralentissement du processus migratoire et le retour progressif des émigrants qui virent s'écrouler leur espoir d'améliorer leurs conditions de vie à l'extérieur à cause du déclenchement de la crise économique en 1973. Le spécialiste en Anthropologie Sociale

---

<sup>404</sup> Francisco GARCIA DUARTE, *El Ideal de Blas Infante en Cataluña. Propuestas para una historia del andalucismo en la emigración*, Sevilla, Centro de Estudios Históricos de Andalucía, 2007, p.21

<sup>405</sup> INE. *Encuesta de la Población Activa (EPA)*, Serie homogénea 1976-2000, *Op.cit.*, p. 96

<sup>406</sup> *Idem*, p.87

<sup>407</sup> *Idem*, p. 91

Francisco Javier GARCIA CASTAÑO et le Sociologue Antolin GRANADOS MARTINEZ estimèrent à ce propos que :

*El volumen total de la población potencial que alimenta la corriente de retorno hacia Andalucía, a finales de los ochenta y principio de los noventa, supera los dos millones de personas<sup>408</sup>.*

Retournant ainsi avec un espoir frustré dans leurs localités d'origine au sein desquelles la politique de promotion de l'emploi était quasi absente, ils augmentèrent par conséquent de façon dramatique la main d'œuvre principalement agraire et le chômage dont les 23,98% - soit 6,01% au dessus de la moyenne nationale - tiraient déjà la sonnette d'alarme en 1983<sup>409</sup>. Cela consolida ainsi l'une des préoccupations sociales récurrentes de cette région, en l'occurrence : le manque d'emploi. Certes, le fort taux de chômage accompagne l'Histoire de l'Andalousie, mais depuis 1973, ce taux n'avait de cesse d'augmenter de façon spectaculaire avec l'explosion démographique. La frustration collective qui en résulta se répercuta gravement aussi bien sur son PIB, que sur son PIB/hb comme en témoigne le tableau suivant :

	Poids (%) de la population régionale sur la population nationale		Poids (%) du PIB (millions de Pesetas) régional sur le PIB national		PIB/hb
Andalousie	6.556.670	17,23	3.930.078	13,06	599.401
Catalogne	5.982.664	15,72	5.533.816	18,39	924.975
Pays basque	2.151.184	5,65	2.232.555	7,42	1.037.826
Espagne	38.040.699	100	30.082.958	100	790.809

Sources : élaboration personnelle à partir des données de l'INE, « Evolución de la población à 1 de enero », serie homogénea 1981-1991<sup>410</sup> ; INE, « Contabilidad Regional de España », Base 1986, Serie 1980-1996<sup>411</sup>.

Le PIB de l'Andalousie ne représentait que 13,06% du PIB total de l'économie espagnole, son PIB/hb se trouvait en dessous la moyenne nationale et représentait pratiquement la moitié de celui de la Catalogne et du Pays basque. La santé du PIB/hb de l'Andalousie était très révélatrice de sa structure économique, de sa capacité à absorber la main-d'œuvre active, et du travail de tous les

<sup>408</sup> Francisco Javier GARCIA CASTAÑO et Antolin GRANADOS MARTINEZ, cité par Juna Antonio LACOMBA, *Historia Contemporánea de Andalucía, Op. cit.*, p. 259

<sup>409</sup> Encuesta de la Población Activa, Tasa de paro 1981-1983, disponible sur [<http://javiersevillano.es/EPADatos.htm>], (page consultée le vendredi 17 janvier 2014)

<sup>410</sup> INE, « Evolución de la población à 1 de enero », serie homogénea 1981-1991, disponible sur [<http://www.ine.es/daco/daco42/demogra/evo81-90.xls>], (page consultée le 30 janvier 2014)

<sup>411</sup> INE, « Contabilidad Regional de España », Base 1986, Serie 1980-1996, PIB (precios constantes) por Comunidad y año, disponible sur [<http://ine.es/jaxi/tabla.do?path=/t35/p010/a1996/l0/&file=re002.px&type=pcaxis>], (page consulté le 30 janvier 2014)

actifs occupés dans le système productif. Son PIB/hb corrobore donc l’assertion de Raymond Aron selon laquelle :

*Le montant du produit national ou du revenu par tête de la population n’est pas une cause mais un effet ou plutôt c’est un résultat statistique qui traduit le mode d’activité d’une collectivité. Si le revenu dont dispose chaque individu est faible, c’est que le travail de tous est peu productif. Cette faible productivité, à son tour, renvoie à la main-d’œuvre entre les trois secteurs (agriculture, industrie, service)<sup>412</sup>.*

Concentrant la plus grande densité de l’Espagne, soit 17,23% de la population totale et le taux de chômage le plus élevé - 23,98% -, sa baisse n’était pas prévisible dans un avenir proche ou lointain en raison de sa politique économique, de sa structure et de sa capacité productive. L’Andalousie, de par l’ensemble de ces indicateurs économiques, occupait indubitablement la place la moins enviable parmi les régions les moins développées de l’État espagnol au commencement de l’État des autonomies. Cependant, avec le transfert des compétences dès 1981 qui ouvrit la porte de l’espoir dans cette région, tous les regards des Andalouses et Andalous se tournèrent vers leur autogouvernement qui, face à cette dynamique démographique et à cette structure économique qui caractérisaient sa région, se donna pour mission première « *la superación de las condiciones económicas, sociales y culturales que determinan la emigración de los andaluces* » et « *el desarrollo industrial, como fundamento del crecimiento armónico de Andalucía* »<sup>413</sup>.

En somme, conformément aux données recueillies dans les tableaux 11 et 12 élaborés sur la base des données des résultats des enquêtes menées par l’INE, il ressort qu’au début des années quatre-vingts, aussi bien au niveau de la structure productive qu’au niveau de la productivité, l’Andalousie présentait une réalité socioéconomique qui, d’une part, contrastait fortement avec celle des régions développées, en l’occurrence la Catalogne et le Pays basque, mais qui, d’autre part, s’assimilait à celle de l’Espagne en général. Elle avait une économie sous-développée qui nécessitait un urgent besoin de restructuration profonde non seulement pour atteindre les objectifs fixés par le Statut d’Autonomie dans son article 12, mais aussi pour relever les nombreux défis que supposait son ouverture sur l’extérieur et son intégration dans la Communauté Economique Européenne, aujourd’hui appelée Union Européenne. Son économie, qualifiée de périphérique et dépendante par grand nombre d’Economistes à l’instar de Manuel DELGADO CABEZA et Juan Antonio LACOMBA, souffrait d’une déconnexion entre ses différents secteurs, d’une productivité

---

<sup>412</sup> Raymond ARON, « La théorie du développement et l’interprétation historique de l’époque contemporaine », *Op. cit.*, p.5

<sup>413</sup> PARLAMENTO de ANDALUCÍA, *Estatuto de Autonomía para Andalucía...*, *Op. cit.*, pp. 12-13



déficiente, et d'un manque chronique d'emplois. Les problèmes que devaient donc prendre à bras le corps son autogouvernement dès l'instauration de l'autonomie en 1981 étaient la régulation de l'immigration, la dynamisation de son économie, la mise en place d'une politique d'adaptation constante aux changements générés par la mondialisation, et enfin la revendication du transfert et le plein exercice de ses compétences sans lesquelles il lui serait extrêmement difficile de trouver des solutions à son problème de sous-développement.

## **II-b Planification économique de l'Andalousie et ses conséquences : modernisation sans développement**

### **II-b-1 Planification économique de l'Andalousie**

« *La situación económica de Andalucía al finalizar en 1982 es comunmente calificada, sin exageración, como sumamente grave*<sup>414</sup> », ainsi commença l'énumération des raisons qui poussèrent le premier autogouvernement à adopter une Loi sur le *Plan Extraordinario de Inversiones* (PEI). La nature des difficultés économiques et sociales de cette région nécessitait donc la conception d'un ensemble de plans et programmes à même de lui permettre d'atteindre les objectifs qu'elle se fixa dans l'article 12 de son Statut. Le même Statut, de par les dispositions de l'alinéa 1<sup>er</sup> de son article 18 et celles de ses alinéas 4 et 5 de son article 30, lui conféra respectivement la compétence d'élaborer ces stratégies de développement à travers « (el) *Fomento y (la) planificación de la actividad económica en Andalucía*<sup>415</sup> » et celles sur « *La aprobación de los Presupuestos*<sup>416</sup> » et « *La aprobación de los Planes Económicos*<sup>417</sup> ».

Jouissant de ces compétences, le premier gouvernement de la *Junta de Andalucía* estima que la critique réalité socioéconomique de l'Andalousie nécessitait « *un conjunto de actuaciones de política económica coherentes entre sí, para lo cual la planificación aparece como el mecanismo adecuado*<sup>418</sup> ». Car, pensait-il :

---

<sup>414</sup> JUNTA DE ANDALUCIA, « Ley 4/1982, de 30 de Diciembre, del Plan Extraordinario de Inversiones », *Op. cit.*, p.36, disponible sur [<http://www.juntadeandalucia.es/boja/1983/4/1>], (page consultée le 18 février 2014)

<sup>415</sup> PARLAMENTO DE ANDALUCÍA, *Estatuto de Autonomía para Andalucía...*, *Op. cit.*, p. 23

<sup>416</sup> *Idem*, p. 33

<sup>417</sup> *Ibidem*.

<sup>418</sup> *Boletín Oficial del Estado*, « Ley de 13 de junio de 1984 del Plan Económico para Andalucía 1984-1986, 1984 », n°0155, de 29 de junio, p. 19170

*los problemas sólo pueden ser afrontados con una perspectiva a largo plazo en la que la planificación se reconoce como el instrumento más eficaz, siendo los distintos Planes secuencias de una misma tarea*<sup>419</sup>.

En considérant en effet l'ampleur et le caractère séculaire des problèmes qu'il devait affronter, les spécificités que regroupait chacun d'eux, et leur évolution dans le temps, il était évident que la *Junta de Andalucía* ne pouvait les résoudre en une seule législature et à travers l'élaboration d'un seul programme de développement ; d'où la nécessité d'instaurer des stratégies de développement successives et cohérentes entre elles qui fussent en adéquation avec les exigences, les défis politiques et socioéconomiques, et les singularités auxquels faisait face la société andalouse durant les années quatre-vingts, et qu'elle allait affronter au fur et à mesure que se consolidait l'Etat des autonomies. Cela conduisit à l'élaboration de 7 plans, programme et stratégie de développement qui s'étendirent de 1980 à 2013, et dont les principales stratégies et les principaux objectifs furent succinctement les suivants :

---

<sup>419</sup> Consejería de Economía y Hacienda, Programa Andaluz de Desarrollo Económico 1987-1990, disponible sur [[http://www.juntadeandalucia.es/opencms/opencms/system/bodies/contenidos/publicaciones/pubcice/Otros/pubcice\\_3677/PADE\\_87-90.pdf](http://www.juntadeandalucia.es/opencms/opencms/system/bodies/contenidos/publicaciones/pubcice/Otros/pubcice_3677/PADE_87-90.pdf)], (page consultée le 11 février 2014)

Tableau 14 : *Plans de développement de l'Andalousie, stratégies et objectifs*

Plans	Stratégies	Objectifs
<b>Plan Económico para Andalucía (1984-1986) (PEA)</b>	-Réduction du chômage -Développement équilibré -Distribution équitable	-Incitation à la croissance de l'économie régionale -Intégration sectorielle -Intégration spatiale -Equipements collectifs
<b>Programa Andaluz de Desarrollo Económico (1987-1990) (PADE)</b>	-Priorités sectorielles -Innovation et développement technologique -Formation du capital humain -Elargissement et consolidation des marchés	-Création de l'emploi -Augmentation de la rente et intégration de la structure productive -Amélioration des conditions de vie
<b>Plan Andaluz de Desarrollo Económico (1991-1994) (PADE)</b>	-Revalorisation sectorielle et développement des activités -Développement et modernisation technologique -Facilité l'accès de la production régionale aux marchés -Education et amélioration de la formation du capital humain -Amélioration du système sanitaire -Amélioration des infrastructures et développement urbain	-Développement durable et équilibré -Amélioration des conditions de vie et de la redistribution de la richesse
<b>Plan Económico Andalucía Horizonte 2000 (1998-2000) (PEAH)</b>	-Développement équilibré -Développement durable -Compétitivité -Amplification et diversification de la base productive	-Développement économique et social favorable à la création de l'emploi
<b>Plan Económico Andalucía Siglo XXI (2002-2005) (PEAS)</b>	-Atteindre une compétitivité durable -Atteindre une croissance différentielle durable -Convergence	-Avancer dans une société prospère et sans exclusions, maintenir le cap sur la convergence réelle vers la moyenne européenne en promouvant et en utilisant l'emploi comme principale référence
<b>Estrategia para la Competitividad de Andalucía (2007-2013) (ECA)</b>	-Développement et innovation -Investissement dans la formation et la qualification du capital humain à travers l'amélioration du système éducatif -Renforcement des synergies entre la protection de l'environnement et la croissance	-Création de la richesse et amélioration de sa distribution

Source : élaboration personnelle à partir des informations recueillies dans le Plan Económico para Andalucía (1984-1986)<sup>420</sup>; le Programa Andaluz de Desarrollo Económico (1987-1990)<sup>421</sup> ; Plan Económico Andalucía Horizonte 2000 (1998-2000)<sup>422</sup>; Plan Económico Andalucía Siglo XXI (2002-2005)<sup>423</sup>; Estrategia para la Competitividad de Andalucía (2007-2013)<sup>424</sup>.

<sup>420</sup> CONSEJERIA DE ECONOMIA Y HACIENDA, *Plan Económico para Andalucía 1984-1986*, Sevilla, Junta de Andalucía, 242 p., disponible sur

[[http://www.juntadeandalucia.es/opencms/opencms/system/bodies/contenidos/publicaciones/pubcice/Otros/pubcice\\_3678/PEA\\_84-86.pdf](http://www.juntadeandalucia.es/opencms/opencms/system/bodies/contenidos/publicaciones/pubcice/Otros/pubcice_3678/PEA_84-86.pdf)], (page consultée le 1<sup>er</sup> mars 2014)

<sup>421</sup> CONSEJERIA DE ECONOMIA Y HACIENDA, *Programa Andaluz de Desarrollo Económico 1987-1990*, disponible sur [[http://www.juntadeandalucia.es/opencms/opencms/system/bodies/contenidos/publicaciones/pubcice/Otros/pubcice\\_3677/PADE\\_87-90.pdf](http://www.juntadeandalucia.es/opencms/opencms/system/bodies/contenidos/publicaciones/pubcice/Otros/pubcice_3677/PADE_87-90.pdf)], (page consultée le 11 février 2014)

<sup>422</sup> PARLAMENTO DE ANDALUCIA, « Plan Económico Andalucía Horizonte 2000 », *Boletín Oficial del Parlamento de Andalucía*, n° 268, 5 de noviembre de 1998, 216 p. disponible sur [<http://www.parlamentodeandalucia.es/webdinamica/portal-web-parlamento/pdf.do?tipodoc=bopa&id=5188>], (page consultée le 19 avril 2014)

<sup>423</sup> JUNTA DE ANDALUCIA, *Plan Económico Andalucía Siglo XXI*, Sevilla, Consejería de Economía y Hacienda, 571 p. disponible sur

[[http://www.juntadeandalucia.es/opencms/opencms/system/bodies/contenidos/publicaciones/pubcice/2001/pubcice\\_3679/PEA-SXXI.pdf](http://www.juntadeandalucia.es/opencms/opencms/system/bodies/contenidos/publicaciones/pubcice/2001/pubcice_3679/PEA-SXXI.pdf)], (page consultée le 19 avril 2014)

<sup>424</sup> CONSEJERIA DE ECONOMIA Y HACIENDA, *Estrategia para la Competitividad de Andalucía 2007-2013*, Sevilla, Junta de Andalucía, 2007, 294 p.

Nul besoin de souligner que cet ensemble de plans économiques, rédigé par la *Dirección General de la Planificación de la Consejería de Economía y Hacienda*, reflète non seulement la vision qu'avait l'autogouvernement des problèmes qui tenaillaient la société andalouse, mais aussi les solutions que celui-ci jugea adéquates pour les surmonter afin de se moderniser et se développer. Ne pouvant analyser de façon détaillée chacun de ces plans qui diagnostiquaient tous les aspects socioéconomiques de l'Andalousie et établissaient des stratégies de développement relatives aux problèmes et aux défis auxquels devaient faire face les différents autogouvernements, notre analyse se limitera tout simplement aux aspects relatifs aux objectifs définis dans l'article 12 du Statut d'Autonomie ainsi que leur impact au bout de 30 ans d'autonomie. Cela nous permettra d'évaluer le niveau de résolution de ces problèmes fondamentaux, ou classiques, qui suscitèrent l'introduction de ces objectifs comme norme institutionnelle dans ce Statut de 1981.

Avant de commencer notre analyse, il apparaît dans le tableau 14 qu'il existait une discontinuité - comblée par des initiatives gouvernementales - dans l'élaboration et l'application des plans par la *Junta de Andalucía* ; d'autre part, ce tableau ne regroupe que 6 plans de développement sur les 7 annoncés précédemment. En effet, trois années s'écoulèrent entre le troisième et le quatrième plan. Ensuite, entre le quatrième et le cinquième, s'écoula un an. Enfin, l'Andalousie resta sans programme économique entre 2005 et 2007 car il fallut également attendre un an pour que rentrât en application le septième plan. En revanche, la résolution de ne pas inclure dans ce tableau le premier plan dénommé *Plan de Urgencia para Andalucía 1980-1983* (PUA) est motivé par le contexte politique et économique dans lequel il fut élaboré. En effet, il fut établi par le gouvernement préautonomique qui, souvenons-nous, ne disposait que d'un nombre de compétences extrêmement limité. De ce fait, le PUA fut plus une déclaration de principes et de grands objectifs qu'un plan dont l'exécution pouvait avoir lieu avec des outils politiques et économiques concrets. Il s'articulait autour de quatre secteurs stratégiques qui furent « *la agricultura, la industria agroalimentaria, los equipamientos colectivos y sociales y las obras públicas (transportes, sanidad, educación...)* »<sup>425</sup>. Dans leur ensemble, ces secteurs qui poursuivirent le but de moderniser et de développer l'Andalousie servirent de base pour élaborer les autres plans qui succédèrent au PUA. L'intention n'était pas de les dissocier, mais de voir dans quelle proportion ces secteurs contribuèrent de façon séparée à la modernisation de l'Andalousie en améliorant les conditions de vie de sa population, notre analyse se focalisera d'abord sur les deux derniers secteurs, sur les aspects qui leur furent communs dans les autres plans économiques élaborés, ainsi que sur leur effectivité durant la consolidation de l'Etat des autonomies.

---

<sup>425</sup> *Plan de Urgencia para Andalucía*, cité par FRANCISCO JOSÉ FERRARO, « Algunas consideraciones sobre la política económica de la Junta de Andalucía », dans JOAQUÍN AURIOLÉS et al., *Ocho análisis de la Economía Andaluza*, Sevilla, Instituto de Desarrollo Regional, 1995, pp. 105-106

## II-b-2 L'Andalousie autonome : vers une Communauté moderne

### II-b-2-1 De l'état léthargique au taux de scolarisation proche de la moyenne nationale

Depuis toujours, l'Administration Publique en Andalousie se démarquait par son état léthargique et, ses équipements collectifs, facteur fondamental dans le bien-être de la population, n'étaient pas quantitativement et qualitativement en adéquation avec une structure démographique dont le taux élevé exigeait une attention singulière de la part de ses dirigeants. Dès le commencement de l'Etat des autonomies, le premier autogouvernement reconnut cette triste réalité en soulignant dans le *Plan Económico para Andalucía 1984-1986* que « *El panorama de los equipamientos colectivos en Andalucía presenta una realidad de caracteres negativos en su comparación con España* »<sup>426</sup>. Dans l'optique de remédier à ce problème, l'Administration Publique andalouse appliqua des politiques qui contribuèrent non seulement à rendre effective l'égalité entre Andalouses et Andalous quelque soit leurs classes sociales, mais aussi à améliorer les conditions de vie de tous. Le premier moment significatif dans l'application de ces politiques fut le pourcentage conséquent alloué aux équipements collectifs lors de l'élaboration du PEA comme en témoigne le tableau suivant :

---

<sup>426</sup> CONSEJERIA DE ECONOMIA Y HACIENDA, *Plan Económico para Andalucía 1984-1986*, Sevilla, Junta de Andalucía, p.20, disponible sur [<http://www.juntadeandalucia.es/boja/1984/60/2>], (page consultée le 20 février 2014)

Tableau 15 : *Inversiones públicas (Central y Autonómica) en Andalucía 1984-1986*

Sectores	Millones pts	%
Vivienda	52668,9	11,4
Urbanismo y equipamientos colectivos	4234,9	0,9
Sanidad	21122,2	4,5
Asistencia social	11155,5	2,4
Educación y Formación Profesional	51528,4	11,1
Servicios culturales y medios de comunicación	12687,3	2,7
Medio Ambiente	22121,7	4,8
Transporte y Comunicaciones	82164,6	17,7
Recursos Hidráulicos	84567,7	18,2
Agricultura, Indus. Trans. y Pesca	37799,6	8,2
Energía y Minas	6690,8	1,4
Turismo	3705,2	0,8
Comercio	2517,3	0,5
Industria	1723,4	0,4
Protección y Fomento del Empleo	4975,7	1,1
Inversiones y ayudas financieras	16596,3	3,6
Estudios, Investigaciones y tecnología	5926,8	1,3
Edificios Administrativos	3511,8	0,7
Seguridad, justicia y defensa	20550,7	4,5
Apoyo CCLL y actuaciones medio rural	13708,5	3,0
Restantes actividades	3618,4	0,8
Total	463577,0	100,0

Source : Consejería de Economía, Planificación, Industria y Energía (1985)<sup>427</sup>

Les équipements collectifs, avec plus de 50% du budget total de la Communauté Autonome de l'Andalousie de 1984 à 1986, nécessitaient en effet de sortir de leur engourdissement. Ne pouvant analyser et suivre l'évolution de tous les secteurs qui ramifiaient ces équipements jusqu'en 2013, notre étude va se limiter à la politique de promotion de l'éducation, de la santé, du réseau routier et autoroutier que nous estimons constituer le socle des besoins fondamentaux urgents de la population.

Le rapport élaboré au compte de l'année 1986 par la *Junta de Andalucía* révéla l'existence en Andalousie de 399.078 analphabètes dont 118.035 hommes et 281.043 femmes, 368 établissements préscolaires, 324 établissements primaires, et 369 lycées occupés respectivement par 193.577 élèves dont 97.0671 garçons et 95.906 filles, 1.094.388 élèves dont 567.291 garçons et 527.097 filles, et 136.765 élèves dont 61.168 garçons et 75.597 filles<sup>428</sup>. Cette réalité sur le niveau d'instruction des Andalouses et des Andalous plaça la rénovation pédagogique de cette région

<sup>427</sup> *Plan de Urgencia para Andalucía*, cité par Francisco José FERRARO, « Algunas consideraciones sobre la política económica de la Junta de Andalucía », dans Joaquin AURIOLES et *al.*, *Ocho análisis de la Economía Andaluza*, Sevilla, Instituto de Desarrollo Regional, 1995, p. 109

<sup>428</sup> *Idem*, pp. 111- 131

parmi les défis que devait relever la *Junta de Andalucía*. Le système éducatif andalou nécessitait en effet l'insertion de nouvelles valeurs et de nouvelles méthodologies, ainsi que la dotation de nouvelles infrastructures qui rendissent possible l'exercice du droit à l'éducation et à l'accès de toutes les couches sociales à l'instruction afin que fût éradiqué le déficit de places scolaires et l'analphabétisme séculaires dont souffrait cette région. Effectivement, estima la *Junta de Andalucía* :

*un sistema educativo eficaz es imprescindible para hacer efectivo en nuestra región el derecho a la educación en el siglo XXI y constituye uno de los pilares básicos para conseguir la igualdad de oportunidades en la sociedad andaluza*<sup>429</sup>.

Le capital humain est une ressource d'une importance capitale aussi bien pour l'amélioration de ses propres conditions de vie, que pour la croissance économique et pour le développement. Seule la formation qualitative de la population pouvait aider cette région à s'intégrer dans le marché du travail, à dynamiser et à accroître la productivité de l'Andalousie, et à la rendre compétitive sur le marché national, européen et international. Son adhésion à l'Union Européenne exigeait d'elle en outre d'avoir un système éducatif capable de dispenser des enseignements lui permettant de mieux converger vers les autres pays de cette zone économique.

En intégrant ainsi la formation du capital humain dans ses différents plans économiques, l'Andalousie, entre 1981 et 2013, enregistra des transformations spectaculaires dans le fonctionnement et la qualité de son système éducatif. L'enseignement obligatoire jusqu'à 16 ans, la diversification des formations, et le suivi personnalisé des élèves furent, entre autres, les mesures prises pour atteindre cet objectif. Elles permirent non seulement de réduire considérablement le taux d'analphabétisme à travers la scolarisation de toute la population, mais aussi d'encadrer les élèves au moins jusqu'au secondaire ; niveau pouvant leur permettre de candidater à des concours, ou de se spécialiser au sortir des formations professionnelles.

De façon générale, les politiques de développement de l'Andalousie permirent à cette région de généraliser et de mieux organiser son système éducatif. L'un de ses succès fut sans aucun doute l'élargissement de la scolarisation à toutes les couches sociales si bien qu'en 2010, même si son taux de scolarisation était encore en dessous de la moyenne nationale, l'écart entre les deux s'était toutefois considérablement réduit comme le démontra le rapport du *Ministerio de Educación, Cultura y Deporte*:

---

<sup>429</sup> CONSEJERIA DE ECONOMIA Y DE HACIENDA, *Estrategia para la Competitividad de Andalucía 2007-2013*, Sevilla, Junta de Andalucía, 2007, p. 87

Tableau 16: *Evolution du taux de scolarisation en Andalousie, en Espagne, et dans les autres nationalités historiques en 2010*

% de la scolarisation		Andalousie	Galice	Catalogne	Pays basque	Espagne
Elèves. Enseignement général	2 ans	46,0	55,2	35,1	94,4	44,8
	17 ans	81,4	82,7	87,1	98,6	83,6
Etudiants	18-22 ans	25,3	28,8	27,2	36,2	28,0
	Licence	13,8	18,7	16,1	23,0	18,2
	Master	2,3	4,7	4,1	4,2	3,2

Source : élaboration personnelle à partir des données publiées par le Ministerio de Educación, Cultura y Deporte<sup>430</sup>

Ce tableau qui permet de faire la comparaison entre le taux de scolarisation par tranche d'âge et niveau d'étude de l'Andalousie, celui de la Catalogne, de la Galice, du Pays basque, et la moyenne nationale conduit à la conclusion suivante: le taux de scolarisation des enfants de deux ans en Andalousie avait 2,8 points au dessus de la moyenne nationale et était supérieur à celui de la Galice de 10,9%; mais restait très inférieur à ceux de la Catalogne et du Pays basque dans la même tranche d'âge. En revanche, à compter de 17 ans, la proportion d'Andalouses et d'Andalous scolarisés était légèrement inférieur à la moyenne nationale – 2,2% – ainsi qu'à celui de la Catalogne – 1,3% –, et était très inférieur à celui du Pays basque – 17,2% –. Enfin, que ce soit en Licence ou en Master, le taux de scolarisation en Andalousie était très inférieur non seulement à la moyenne nationale, mais également à ceux des autres nationalités historiques. Toutefois, dans l'ensemble, l'état léthargique du système éducatif et de la scolarisation de l'Andalousie des années quatre-vingts était à l'opposé de la situation de son éducation publique du début du XXIe siècle. En effet, cette Communauté enregistra des changements spectaculaires au niveau éducatif durant ses 30 premières années d'autonomie. La scolarisation obligatoire jusqu'à 16 ans, la diversification des formations, la dotation en infrastructures éducatives, la formation professionnelle, etc., facilitèrent l'accès de jeunes Andalouses et de jeunes Andalous au système éducatif et améliora le niveau d'instruction moyen de la population de cette Communauté.

Par ailleurs, si la proportion des jeunes d'un âge inférieur ou égal à 17 ans qui avait fait des études primaires atteignait 81,4 % en 2010, qu'en était-il alors du niveau d'instruction des personnes qui ne bénéficièrent pas de la généralisation du système éducatif instaurée par les plans de développement, qui naquirent avant que l'éducation ne fût obligatoire jusqu'à 16 ans et qui, en 2010, avaient 40 ans et plus? Le même rapport du *Ministerio de Educación, Cultura y Deporte* de

<sup>430</sup> SECRETARIA GENERAL TECNICA, *Las cifras de la Educación en España. Estadísticas e Indicadores. Edición 2012*, Ministerio de Educación, Cultura y Deporte, pp. 26-27, disponible sur [<https://sede.educacion.gob.es/publiventa/detalle.action?cod=15372>], (page consultée le 22 février 2014)



2012 indiqua que l'Andalousie, après le Pays basque, était la Communauté qui se démarqua le plus dans la dynamisation de la scolarisation de cette tranche d'âge :

Tableau 17: *Pourcentage des élèves adultes en Andalousie et dans les autres Communautés en 2010*

% scolarisation 40 ans et plus	Andalousie	Catalogne	Galice	Pays basque	Espagne
40-49 ans	13,7	13,5	8,8	/	14,4
50-64 ans	12,1	16,7	5,1	/	12,1
64 ans et plus	9,4	9,3	2,9	13,0	9,4
Total	43,0	39,4	16,8	61,7	35,9

Source: élaboration personnelle à partir des données publiées par le Ministerio de Educación, Cultura y Deporte<sup>431</sup>

Même si le rapport du Ministère ne dispose pas des taux de scolarisation de la tranche d'âge allant de 40 à 64 ans dans le cas spécifique du Pays basque, il montre tout de même que cette Communauté était celle dont la politique permettait d'insérer le mieux la population illétrée de 40 ans et plus dans le système éducatif. Après elle, venait l'Andalousie dont le taux de scolarisation était supérieur à la moyenne nationale à hauteur de 7,1%. En d'autres termes, dans l'étude de la scolarisation par tranche d'âges, en dépit de quelques légères différences, le niveau d'instruction de la population en Andalousie en 2010 était pratiquement similaire à la moyenne nationale.

### II-b-2-2 Efficience du système sanitaire andalou

La modernisation de la société andalouse ne se limitait pas seulement au système éducatif. Des efforts considérables allant dans le même sens ont également été fournis dans le secteur sanitaire. En effet, en se basant sur les dispositions de son Statut d'Autonomie de 1981, plus spécifiquement sur l'alinéa 21 de son article 13, et sans faire d'entorse à l'article 149.1.16 de la Constitution, cette Communauté avait la compétence exclusive en matière de santé et d'hygiène, ainsi que la capacité de voter et d'appliquer des lois qui s'y réfèreraient comme le souligna l'alinéa 1 de l'article 20 du même Statut:

#### *Artículo 20*

- 1- *Corresponde a la Comunidad Autónoma de Andalucía el desarrollo legislativo y la ejecución de la legislación básica del Estado en materia de sanidad interior*<sup>432</sup>.

S'appuyant sur ces dispositions, à l'instar de ce qu'elle fit pour les infrastructures éducatives et la réorganisation du système éducatif dans son entièreté, la *Junta de Andalucía* ne ménagea aucun

<sup>431</sup> *Idem*, p. 238, (page consultée le 23 février 2014)

<sup>432</sup> PARLAMENTO de ANDALUCÍA, *Estatuto de Autonomía para Andalucía...*, Op. cit., p. 25

effort pour renover le système de santé. Mais avant de voir dans quelle proportion fut modernisé ce système sanitaire, il est indispensable d'avoir une connaissance de son état durant les années quatre-vingts. Le *Plan Económico para Andalucía 1984-1986* avait aussi avoué l'état léthargique de ses équipements collectifs, à partir des données publiées par la *Dirección General de Asistencia Hospitalaria y Especialidades Médicas* citées par Encarnacion AGUILERA TIRADO, et celles publiées par l'*Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía*, la situation sanitaire de l'Andalousie en 1986 pouvait être synthétisée comme suit:

Tableau 18: *Hôpitaux, centres de santé et personnel en Andalousie en 1986*

Andalousie	Hôpitaux		Centres de santé		Personnel		Nbre de lits	Population	Lits/hb	Densité médicale
	Publics	Privés	Publics	Privés	Infirmiers	Spécialistes				
	12	18	70	75	17934	5369				

Sources: Elaboration personnelle à partir des données de «Asistencia sanitaria en Andalucía: de la situación actual a la reforma » et de l'Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía, «Evolución de la población contabilizada en padrones según sexo por provincia. Años 1975-2013»<sup>433</sup>

En 1986, l'Andalousie disposait de 30 hôpitaux et de 145 centres de santé publics et privés toutes spécialités confondues pour une population estimée à 6.789.772 habitants. Avec une densité médicale d'un médecin pour 291,36 habitants et d'un lit d'hôpital pour 210,63 personnes, l'espérance de vie des hommes s'élevait à 72,40 ans et celle des femmes à 76,16 ans en 1986<sup>434</sup>. Face à cette réalité, la *Junta* se donna pour objectif d'optimiser les soins et de faciliter leur accès aux patients, ainsi qu'aux différents usagers des services sanitaires, tout en les accompagnant de l'amélioration du travail du personnel de santé. La mesure législative qui renforça cet objectif fut la *Ley 8/1986, de 6 de mayo. Creación del servicio andaluz de salud* dont les dispositions des articles 9 et 11 établirent ce qui suit:

<sup>433</sup> Encarnación AGUILERA TIRADO, « Asistencia sanitaria en Andalucía : de la situación actual a la reforma », Revista de Estudios Andaluces, 1987, n°8, pp.112-120, CONSEJERIA DE ECONOMIA, INNOVACION, CIENCIA Y EMPLEO, « Evolución de la población contabilizada en padrones según sexo por provincia. Años 1975-2013 », Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía, disponible sur [\[http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario14/anuario14c02.htm\]](http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario14/anuario14c02.htm), (page consultée le 26 février 2014)

<sup>434</sup> CONSEJERIA DE ECONOMIA, INNOVACION, CIENCIA Y EMPLEO, « Evolución de la esperanza de vida según edad por sexo en Andalucía. Años 1976-2001 », Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía, disponible sur [\[http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario14/anuario14c05.htm\]](http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario14/anuario14c05.htm), (page consultée le 27 février 2014)

*Art. 9.º Coincidiendo con cada provincia, el Servicio Andaluz de Salud se ordenará en ocho demarcaciones territoriales denominadas Areas de Salud. Cada Area de Salud estará integrada, administrativa y funcionalmente, por unidades menores, que serán de dos tipos: Los Distritos de Atención Primaria de Salud y las Areas Hospitalarias. (...)*

*Art. 11.º. Cada Area Hospitalaria estará conformada al menos por un Hospital con los Centros Periféricos de Especialidades adscritos al mismo, que cubrirán los servicios de internamiento y atención especializada de la población correspondiente a uno o varios Distritos de Atención Primaria. Excepcionalmente y por necesidades asistenciales de la población de un Distrito, aquella podrá dividirse para ser atendida por áreas Hospitalarias diferentes<sup>435</sup>.*

Grâce à cette Loi, la *Junta de Andalucía*, durant la consolidation de l'Etat des autonomies, procéda à la construction d'un système de santé qui, non seulement garantissait le droit à la santé à toutes les Andalouses et à tous les Andalous, mais également facilitait leur accès aux soins sans que personne fût discriminé pour des raisons économiques, sociales, géographiques, ou pour toute autre circonstance. Le *Plan Económico para Andalucía 1984-1986* et le *Plan Andaluz de Desarrollo Económico 1991-1994* synthétisés dans le tableau 15 furent des éléments pratiques qui dynamisèrent la mise en application de cette politique. En effet, si le système de santé de l'Andalousie présentait des déficiences au commencement de l'Etat des autonomies, renverser la donne en simplifiant et en rapprochant les services de santé à la population, en abordant les problèmes de la santé selon le point de vue du patient et celui du personnel de santé était un problème dont la résolution était d'une extrême urgence. A cela devait s'ajouter un facteur d'une importance capitale: le suivi du patient. Celui-ci était indispensable en ce qu'il permettait aussi bien au médecin qu'au patient de savoir si le traitement prescrit venait à bout ou pas du problème de santé exposé, de l'améliorer en le réadaptant ou en le changeant complètement selon l'évolution du patient.

Les plans et la politique de développement du système de santé de l'Andalousie entrepris par la *Junta de Andalucía* entraînent indubitablement des changements au niveau des données statistiques au bout de 30 ans d'application et de rénovation. Il est indispensable de souligner que même si la modernisation du système de santé fut généralisée dans toute l'Espagne, durant la consolidation de l'Etat des autonomies, en Andalousie, elle fut spectaculaire. Selon les enquêtes de

---

<sup>435</sup> JUNTA DE ANDALUCIA, *Ley 8/1986, de 6 de mayo. Creación del servicio andaluz de salud*, disponible sur [[http://www.juntadeandalucia.es/salud/sites/csalud/galerias/documentos/c\\_1\\_c\\_5\\_normativa/normas\\_autonomicas/ley\\_sas.pdf](http://www.juntadeandalucia.es/salud/sites/csalud/galerias/documentos/c_1_c_5_normativa/normas_autonomicas/ley_sas.pdf)], (page consultée le 27 février 2014)

l'Instituto de Estadística et de Cartografía de Andalucía, en 2010, la situation sanitaire de l'Andalousie se présentait comme suit:

Tableau 19: *Hôpitaux, centres de santé et personnel en Andalousie en 2010*

Andalousie	Hôpitaux		Centres de santé	Personnel: Infirmiers & Spécialistes	Nbre de lits	Population	Lits/hb	Densité médicale
	Publics	Privés	Primaires et spécialisés					
	34	38	1603	98528	3927	8370975	2131,64	84,96

Sources : Elaboration personnelle à partir des données de l'Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía, « Centros sanitarios y personal del Sistema Sanitario Público de Andalucía por provincia. Años 2010-2011 »<sup>436</sup>, Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía, « Evolución de la población contabilizada en padrones según sexo por provincia. Años 1975-2012 »<sup>437</sup> ; Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía, « Camas instaladas en hospitales generales públicos y privados por provincia. Años 2010-2011 »<sup>438</sup>.

En partant de l'hypothèse selon laquelle les soins sanitaires doivent s'adapter à la population et à ses différents besoins, il est nécessaire de considérer que la réorganisation du système sanitaire en Andalousie occasionna de profonds changements en terme de statistiques. Ces statistiques exposées dans notre tableau permettent, certes, de mettre en évidence la faible évolution quantitative du nombre de lits par habitant en 2010 en comparaison avec celui de 1986, mais n'affectent pas l'évolution qualitative de la situation sanitaire en Andalousie. De plus, même si les enquêtes de l'INE indiquent qu'en 2005 le nombre d'hôpitaux pour 100.000 habitants s'élevait à 1,73 en Espagne et en Galice, 2,55 en Catalogne, 2,13 au Pays basque, et 1,19 en Andalousie<sup>439</sup> – donc 0,54 point en dessous de la moyenne nationale –, nous estimons que pour le meilleur état de santé d'un patient, la qualité des soins qui lui est destinée est nettement préférable à la sticte quantité qui peut être à sa disposition.

<sup>436</sup> CONSEJERIA DE ECONOMIA, INNOVACION, CIENCIA Y EMPLEO, « Centros sanitarios y personal del Sistema Sanitario Público de Andalucía por provincia. Años 2010-2011 », Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía, disponible sur [\[http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario12/anuario12c05.htm#c242\]](http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario12/anuario12c05.htm#c242), (page consultée le 24 février 2014)

<sup>437</sup> CONSEJERIA DE ECONOMIA, INNOVACION, CIENCIA Y EMPLEO, « Evolución de la población contabilizada en padrones según sexo por provincia. Años 1975-2012 », Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía, disponible sur [\[http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario12/anuario12c02.htm#c60\]](http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario12/anuario12c02.htm#c60), (page consultée le 24 février 2014)

<sup>438</sup> CONSEJERIA DE ECONOMIA, INNOVACION, CIENCIA Y EMPLEO, « Camas instaladas en hospitales generales públicos y privados por provincia. Años 2010-2011 », Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía, disponible sur [\[http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario12/anuario12c05.htm#c242\]](http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario12/anuario12c05.htm#c242), (page consultée le 24 février 2014)

<sup>439</sup> Cet ensemble de données est publié par l'INSTITUTO NACIONAL DE ESTADISTICA, « Indicadores básicos de los centros hospitalarios por Comunidad Autónoma. Año 2005 », disponible sur [\[http://www.ine.es/jaxi/menu.do?type=pcaxis&path=/t15/p415&file=inebase&L=0\]](http://www.ine.es/jaxi/menu.do?type=pcaxis&path=/t15/p415&file=inebase&L=0), (page consultée le 27 février 2014)

De ce fait, outre le dynamisme manifeste de la *Junta de Andalucía* dans la construction de nouveaux hôpitaux et centres de santé, l'augmentation et la promotion de la formation du capital humain comme l'un des moteurs dans l'amélioration continue du service de santé permit de réduire le nombre de patients par médecin de 206,4 entre 1986 et 2010. Cela allégea la charge de travail par médecin et favorisa le meilleur suivi des patients. Et il ne faut pas passer sous silence l'augmentation de l'espérance de vie que ce meilleur suivi entraîna. En effet, durant les 30 années d'application de politiques de développement, la longévité des hommes a suivi une augmentation croissante de 5,67 ans et celle des femmes, de 4,77 ans. Si bien qu'en 2011, les Andalouses et les Andalous vivaient respectivement en moyenne 83,66 ans et 78,07 ans.<sup>440</sup> Les taux de natalité et de mortalité infantile quant à eux s'élevaient à 10,28‰ et 3,65‰ en 2012<sup>441</sup>, ce qui supposait une diminution de 6,72‰ et de 4,12‰ par rapport à l'année 1981. Pour l'Andalousie, cela constitue une avancée majeure car, même si elle affiche encore une croissance démographique supérieure à la moyenne nationale, son espérance de vie a considérablement augmenté, et son taux de mortalité infantile a baissé grâce aux succès des politiques de santé et à celles liées au contrôle et à la baisse du nombre de naissances qui s'élevait 1,39 par femme. Pour ce qui est de la satisfaction des services de santé, l'enquête menée en 2011 par la *Consejería de Igualdad, Salud y Políticas Sociales* révéla que 89,4% des Andalouses et des Andalous étaient satisfaits de leur système de santé en général et que 62,7% l'étaient de la commodité de leurs chambres d'hôpital<sup>442</sup>. En somme, en matière de santé, nous concluons avec l'affirmation du rapport de la *Consejería de la Presidencia e Igualdad*:

*La Sanidad Pública andaluza es de las más eficientes de nuestro país. El último informe 2011, sobre "Desarrollo autonómico, Competitividad y Cohesión social en el Sistema Sanitario" del Consejo Económico y Social de España, sitúa a Andalucía como la comunidad con menor gasto por habitante, y la única de las "4 grandes" – las que juntas representan el 55,3% del gasto sanitario de nuestro país – que tiene un crecimiento del gasto sanitario inferior a la media nacional*<sup>443</sup>.

---

<sup>440</sup> CONSEJERIA DE ECONOMIA, INNOVACION, CIENCIA Y EMPLEO, « Evolución de la esperanza de vida según edad por sexo en Andalucía. Años 1976-2001 », Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía, *Op. cit.*, disponible sur [\[http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario14/anuario14c05.htm\]](http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario14/anuario14c05.htm), (page consultée le 27 février 2014)

<sup>441</sup> CONSEJERIA DE ECONOMIA, INNOVACION, CIENCIA Y EMPLEO, « Estado de la natalidad por provincia. Año 2012 », Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía, *Op. cit.*, disponible sur [\[http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario14/anuario14c05.htm\]](http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario14/anuario14c05.htm), (page consultée le 27 février 2014)

<sup>442</sup> CONSEJERIA DE IGUALDAD, SALUD Y POLITICAS SOCIALES, « Hospitales. Encuesta de satisfacción (2011) », disponible sur [\[http://www.juntadeandalucia.es/servicioandaluzdesalud/indicadores/resultados.asp?periodo=2011&provincia=21&pcentro=ah&tipocentro=3&centro=15\]](http://www.juntadeandalucia.es/servicioandaluzdesalud/indicadores/resultados.asp?periodo=2011&provincia=21&pcentro=ah&tipocentro=3&centro=15), (page consultée le 05 mars 2014)

<sup>443</sup> JUNTA DE ANDALUCIA, « Medidas de eficiencia del sistema sanitario público de Andalucía », Consejería de la Presidencia e Igualdad, disponible sur

Si la modernisation des infrastructures éducatives et sanitaires de l'Andalousie n'était plus sujette à discussion en 2013, qu'en étaient-ils des infrastructures de transports et de communication qui permettaient d'universaliser et de rapprocher l'éducation et la santé de la population andalouse ? Nul besoin de spécifier qu'aussi modernes puissent être les systèmes d'éducation et de santé, leurs établissements, ainsi que leur multiplication à travers la région, si les infrastructures de transport ne garantissaient pas la sécurité et la liberté de déplacement et ne réduisaient pas le temps d'accès des Andalouses et des Andalous aux établissements scolaires et universitaires, et hospitalier, la quasi-totalité des efforts fournis en amont resterait vaine ; d'où la nécessité de faire concorder la modernisation des infrastructures de transport avec l'évolution des systèmes éducatif et sanitaire de l'Andalousie.

### **II-b-2-3 Approche de l'évolution des infrastructures de transport : cas des réseaux routier et ferroviaire**

Les infrastructures de transport terrestre jouent un rôle primordial dans l'organisation et le développement social d'un territoire. Leur rôle stratégique, très souvent omis ou dénué de toute importance par leurs usagers dans les pays ou les régions développés, constitue pour autant l'une des expressions physiques et tangibles de la modernisation et du développement de ces territoires. Dans des régions sous-développées soucieuses de converger vers ces modèles de développement de référence, ce rôle stratégique attire sans relâche l'attention des autorités publiques désireuses de réduire le temps d'accès à un point spécifique, ou le temps de déplacement entre ce point et un autre. Dans le cas spécifique de l'Andalousie du début des années quatre-vingts, il était impossible de s'exprimer en terme de réduction de temps de déplacement d'un point à un autre dans la mesure où, pour commencer, la majeure partie de cette région restait encore inaccessible. Après avoir fait un état des lieux du réseau routier de l'Andalousie en 1980, Carolina MARQUEZ GUERRERO, spécialiste en Economie Appliquée et membre du groupe de recherche *Análisis Regional-Economía Andaluza*, en vint à la conclusion suivante :

*En términos de accesibilidad (en tiempo y distancia), sólo las áreas conectadas por el corredor principal, la N-IV, y su prolongación hasta Huelva y Cádiz estaban bien comunicadas. Las zonas montañosas – Cádiz, las Alpujarras, Cazorla y Segura –, la parte oriental de la región – este de Úbeda y Motril – y el triángulo interior constituido por Granada-Jaén-Estepa, y Sierra Morena desde*

*Despeñaperros hasta Portugal se encontraban claramente aisladas siendo además las zonas menos desarrolladas de la región*<sup>444</sup>.

La situation d'enclavement de l'Andalousie n'était un secret pour personne, et en particulier l'isolement de ses zones montagneuses ainsi que celles les moins développées. Animée d'un ardent désir de désengorger sa région, et de dynamiser son développement endogène à travers la construction des infrastructures de transport, dans le *Plan Económico para Andalucía 1984-1986*, la *Junta* en vint d'abord à reconnaître cette patente déficience de son réseau de transport afin de mieux estimer ses besoins :

*El « subsector de transportes y comunicaciones » constituye uno de los principales cuellos de botella del desarrollo andaluz, dado el carácter radial del sistema de comunicaciones, primando las relaciones con el centro del Estado. En la red regional, que es muy deficiente, destaca la inexistencia de una red transversal que agudiza los problemas de comunicación, especialmente de la Andalucía interior.*

*La red de carreteras de Andalucía se caracteriza porque la longitud y el estado de las mismas son deficientes respecto a la situación en el resto del país. (...) la longitud de las carreteras en Andalucía sólo supone el 15,5% del total nacional, y sólo existe en Andalucía el 15,0% del total de las autopistas del Estado, caracterizándose la red por una menor densidad.*

*La red ferroviaria presenta una serie de características diferenciadoras. Un nivel de electrificación bajo y una baja densidad ferroviaria, que implica una deficiente cobertura, siendo de especial relevancia la casi inexistencia de trayecto Este-Oeste*<sup>445</sup>.

Ainsi, au sortir de l'obtention de son autonomie, le bilan des infrastructures de transports de l'Andalousie, en l'occurrence les réseaux routier, autoroutier et ferroviaire, était fondamentalement négatif en comparaison avec la moyenne nationale. En outre, cette médiocrité de ses réseaux de transport était, selon le premier autogouvernement, l'un des facteurs explicatifs de l'engourdissement du développement de la région. Devant cet état de faits, la *Junta* se donna pour objectif de définir une politique d'aménagement qui endiguât ces insuffisances et favorisât non

---

<sup>444</sup> Carolina MARQUEZ GUERRERO, « Política regional europea y desarrollo regional en Andalucía: el caso de las infraestructuras de transporte por carretera », *Revista de Estudios Regionales*, n°29, 1991, p. 84

<sup>445</sup> CONSEJERIA DE ECONOMIA Y HACIENDA, *Plan Económico para Andalucía 1984-1986*, op. cit., disponible sur [\[http://www.juntadeandalucia.es/opencms/opencms/system/bodies/contenidos/publicaciones/pubcice/Otros/pubcice\\_3678/PEA\\_84-86.pdf\]](http://www.juntadeandalucia.es/opencms/opencms/system/bodies/contenidos/publicaciones/pubcice/Otros/pubcice_3678/PEA_84-86.pdf), (page consultée le 1<sup>er</sup> mars 2014)

seulement son équilibre territorial, mais également le développement entre les infrastructures de transport de l'Andalousie et celles des régions restantes de l'Etat. Le processus de définition de cette politique sectorielle fut impulsé par la *Ley 951/1984, de 28 de marzo, del Avance del Plan Viario de Andalucía* qui fut reformée en 1995 par la *Ley 296/1995, de 19 de diciembre, del Plan General de Carreteras de Andalucía* dont les dispositions de l'article 2 définirent le concept et les objectifs comme suit :

*Artículo 2. Concepto y objetivos.*

*1. El Plan General de Carreteras de Andalucía es el instrumento técnico y jurídico de la política sectorial de carreteras, para la planificación del sistema viario de la Comunidad Autónoma de Andalucía.*

*2. El objetivo más general del Plan será contribuir a la articulación y vertebración territorial de Andalucía, favoreciendo las relaciones internas y con el exterior y aumentando el nivel de accesibilidad de todas las partes del territorio andaluz y la conectividad interior del mismo, de acuerdo con las directrices y requerimientos derivados de la Ordenación del Territorio<sup>446</sup>.*

La modernisation des infrastructures de transport allait donc s'opérer à travers la création d'un dense réseau routier, autoroutier et ferroviaire régional qui, dans l'immédiat, non seulement faciliterait la population qui vivait dans des zones reculées l'accès aux services publics en général, et en particulier, aux structures éducatives et sanitaires nouvellement construites, mais également accroîtrait leur possibilité de voir se développer des activités économiques autour, et par le réseau de transport nouvellement ramifié et modernisé. En effet, dans l'absolu, ces infrastructures de transport allaient constituer l'épine dorsale du futur système économique caractérisé par une division croissante du travail, par une diversification de la structure productive. En somme, ces infrastructures allaient favoriser une intégration progressive de l'Andalousie à travers une répartition plus équitable des opportunités économiques et sociales entre les habitants, laquelle à son tour allait favoriser la consolidation du caractère autonome de l'Andalousie au sein d'une Espagne aux multiples unités politiques en continuelle concurrence. Dans l'optique de désenclaver le plus rapidement possible l'Andalousie, la *Junta* s'imposa dans le *Plan Andaluz de Desarrollo Económico 1987-1990*, une rigueur dont les délais et les taux de réalisation de ces nouvelles infrastructures de transport devaient évoluer de la façon suivante :

---

<sup>446</sup> CONSEJERIA DE OBRAS PUBLICAS Y TRANSPORTES, « Decreto 296/1995, de 19 de diciembre, del Plan General de Carreteras de Andalucía 1996-2007 », dans *Boletín Oficial de la Junta de Andalucía*, n°166, 1995, p.1, disponible sur [[http://www.juntadeandalucia.es/fomentoyvivienda/estaticas/sites/consejeria/contenidos/normativas/documentos/normativa/Decreto\\_296-1995.pdf](http://www.juntadeandalucia.es/fomentoyvivienda/estaticas/sites/consejeria/contenidos/normativas/documentos/normativa/Decreto_296-1995.pdf)], (page consultée le 1<sup>er</sup> mars 2014)



Tableau 20: *Evolution de la construction des infrastructures de transport en Andalousie 1987-1990*

Objectifs et tronçons		Evolution du % de réalisation du projet			
		1987	1988	1989	1990
Terminer autoroute	Séville-Granada	20	50	80	100
	Granada-Baza	10	40	70	100
Terminer la construction des régionales horizontales	Jerez-Antequera	25	40	60	90
	Puente Genil-Alcalá la Real Inter				
Terminer la construction des régionales verticales	Séville-Ronda-Marbella	20	30	50	70
	Montoro-Castro del Río-Cabra				
	La Carolina-Ubeda-Guadix-Almería				
Améliorer les routes interrégionales prioritaires		10	20	30	40
Eliminer les insuffisances graves du réseau		40	60	80	100
Maintenir l'état du réseau actuel en attendant de disposer des fonds permettant de l'améliorer		10	10	10	10
Travailler certains tronçons pour qu'ils atteignent un niveau de service adéquat en attendant de disposer de fonds permettant de les améliorer		5	5	5	5
Améliorer le réseau ferroviaire	Réseaux artériels	10,5	55	65	89,4
	Voies transversales	16	46	76	100
	<i>Plan Estratégico Ferroviario de Andalucía</i>	17	38	66	100

Source : élaboration personnelle à partir des données recueillies dans le *Programa Andaluz de Desarrollo Económico 1987-1990*<sup>447</sup>

Ainsi, dès 1987, le commencement de l'exécution de l'ambitieux projet de la *Junta* transforma l'Andalousie en un vaste chantier dont le but ultime était de construire des autoroutes reliant l'Est à l'Ouest et le Nord au Sud ; une série de routes régionales et interrégionales qui permît de rendre possible et de manière globale l'accès à toutes les zones de la région, enfin, d'opérer une modernisation du réseau ferroviaire dégradé. Les infrastructures de transport nécessitant de lourds investissements financiers, et l'Andalousie étant l'une des régions les plus pauvres d'une Espagne dont les séquelles de la crise étaient encore palpables dans les années quatre-vingts, à bien des égards, il serait légitime de se demander comment cette jeune autonomie aux caisses vides allait réaliser cet ambitieux projet. Son intégration à la Communauté Economique Européenne, l'actuelle Union Européenne, par l'intermédiaire de l'adhésion de l'Espagne en 1986 fut la réponse.

<sup>447</sup> CONSEJERIA DE ECONOMIA Y HACIENDA, *Programa Andaluz de Desarrollo Económico 1987-1990*, pp. 163-166, disponible de sur

[[http://www.juntadeandalucia.es/opencms/opencms/system/bodies/contenidos/publicaciones/pubcice/Otros/pubcice\\_3677/PADE\\_87-90.pdf](http://www.juntadeandalucia.es/opencms/opencms/system/bodies/contenidos/publicaciones/pubcice/Otros/pubcice_3677/PADE_87-90.pdf)], (page consultée le 11 février 2014)

En effet, vers la fin des années soixante-dix, l'Union Européenne fut confrontée à un manque de dynamisme économique qui réduisait sa compétence internationale et constituait un obstacle à sa capacité à générer de l'emploi. Cette asphyxiante situation la poussa à entreprendre, durant les années quatre-vingts, le projet de construire un Marché Unique Européen qui incluait une nouvelle ouverture dans le processus d'intégration européenne accompagnée de facteurs visant à dynamiser les économies des pays membres. Consciente de ce que la dynamisation du marché intérieur augmenterait les disparités entre les revenus et les niveaux de vie des régions et des pays membres, la Communauté Economique entreprit une politique destinée à compenser ces retombées négatives dans les régions et pays les moins nantis et potentiellement perdant afin de s'assurer de leur participation active et de leur intégration effective. Dans cette optique, l'*Acte Unique Européen* dans son article 130 A se donna pour objectif de promouvoir un développement harmonieux de l'ensemble de la Communauté en développant et en poursuivant des actions tendant au renforcement de sa cohésion économique et sociale<sup>448</sup>. Cet intérêt grandissant pour la convergence économique et sociale entre ses Etats membres conduisit en 1986 à la reformulation et à l'expansion d'un certain nombre de politiques destinées à atteindre cet objectif à travers le Fond Européen de Développement Régional (FEDR) dont l'article 130 C du même *Acte Unique Européen* donna la substance :

*Le Fond Européen de Développement Régional est destiné à contribuer à la correction des principaux déséquilibres régionaux dans la Communauté par une participation au développement et à l'ajustement structurel des régions en retard de développement et à la reconversion des régions industrielles en déclin*<sup>449</sup>.

Ainsi, dès 1986, première année au cours de laquelle l'Espagne perçut les aides financières européennes, la majeure partie du FEDR fut destinée à la construction des infrastructures de transport dans les régions dites "assistées". Parmi elles, l'Andalousie, Castille-et-Léon, et l'Estrémadure furent les privilégiées et perçurent respectivement 38,94%, 22,92% et 11,32% du total du FEDR destiné à l'Espagne en 1986<sup>450</sup>. Dans le cas de l'Andalousie, de ces aides qui s'élevèrent à 21.198,07 millions de Pesetas, 9.384,50 millions furent consacrés aux routes et aux autoroutes, 10.017,22 millions au réseau ferroviaire, et 1.796,35 millions furent destinés aux aéroports<sup>451</sup>. Cet apport financier massif de l'Europe destiné à soutenir le développement de

---

<sup>448</sup> JOURNAL OFFICIEL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES (JOCE), « Acte Unique Européen (Luxembourg, 17 février et La Haye, 28 février 1986) », n°L169, 1987, p. 13, disponible sur [[http://www.cvce.eu/content/publication/1999/1/1/972ccc77-f4b8-4b24-85b8-e43ce3e754bf/publishable\\_fr.pdf](http://www.cvce.eu/content/publication/1999/1/1/972ccc77-f4b8-4b24-85b8-e43ce3e754bf/publishable_fr.pdf)], (page consultée le 2 mars 2014)

<sup>449</sup> *Idem*, p. 14

<sup>450</sup> JESUS GONZALEZ ALONSO, « El Fondo Europeo de Desarrollo Regional », *Revista de Estudios Regionales*, n°19, 1987, p.

28

<sup>451</sup> *Idem*, p.29

l'Andalousie fut sans interruption. En effet, Maria DOLORES CORREA confirme que cette Communauté fut celle qui perçut le plus grand pourcentage des 3.613.662 millions de Pesetas des fonds européens consacrées à l'Espagne de 1986 à 1993<sup>452</sup>; et que, de 1989 à 2013, cette aide en Andalousie s'éleva à 28.492 millions d'Euros répartis par secteurs de la façon suivante :

Tableau 21 : *Ayudas comunitarias recibidas por Andalucía, según período de programación y tipo de actuación de 1989 a 2013 (millones de euros)*

	<i>Infraestructuras</i>	<i>Inversión productiva</i>	<i>Recursos humanos</i>	<i>Total</i>
<i>Media 89-93</i>	<i>297</i>	<i>116</i>	<i>257</i>	<i>670</i>
<i>Media 94-99</i>	<i>409</i>	<i>170</i>	<i>399</i>	<i>978</i>
<i>Media 00-06</i>	<i>692</i>	<i>311</i>	<i>498</i>	<i>1.501</i>
<i>Media 07-13</i>	<i>506</i>	<i>303</i>	<i>444</i>	<i>1.253</i>
<i>Media 89-13</i>	<i>493</i>	<i>236</i>	<i>411</i>	<i>1.140</i>
<i>Suma 89-13</i>	<i>12.321</i>	<i>5.897</i>	<i>10.274</i>	<i>28.492</i>

Source : « El impacto de los Fondos Europeos en la economía andaluza : 1989-2013<sup>453</sup> »

Ainsi, outre les aides perçues par l'Andalousie de 1986 à 1988, ce tableau indique qu'en 2013, les fonds européens destinés à cette région s'élevèrent à 28.492 millions d'Euros dont près de la moitié, plus spécifiquement 12.321 millions, fut consacrée à la construction des infrastructures. En d'autres termes, dans le seul domaine de la modernisation des infrastructures, l'Andalousie recevait une aide financière qui s'élevait en moyenne à 493 millions d'Euros par an. Le reste des aides, comme en témoigne le tableau, au cours de la même période, fut investi dans la production et dans la formation du capital humain à hauteur de 5.897 et 10.274 millions d'Euros respectivement.

Alors, en très grande partie, grâce aux aides financières européennes, à compter de 1986, non seulement l'Andalousie réalisa la construction des infrastructures de transport prévus dans le *Plan Andaluz de Desarrollo Económico 1987-1990*, mais également de celles dont le besoin de réalisation fut exprimé durant la consolidation de son autonomie. Pour la seule période allant de 1987 à 1993, Carolina MARQUEZ GUERRERO résume ainsi l'ensemble des constructions réalisées par la *Junta de Andalucía* :

<sup>452</sup> Maria DOLORES CORREA et al., « Fondos Comunitarios en España : Regionalización y análisis de su incidencia », p.28, disponible sur [[http://www.sepg.pap.minhap.gob.es/sitios/sepg/es-ES/Presupuestos/Documentacion/Documents/DOCUMENTOS%20DE%20TRABAJO/D95002\\_Texto.pdf](http://www.sepg.pap.minhap.gob.es/sitios/sepg/es-ES/Presupuestos/Documentacion/Documents/DOCUMENTOS%20DE%20TRABAJO/D95002_Texto.pdf)], (page consultée le 04 mars 2014)

<sup>453</sup> Simon SOSVILLA RIVERO, « El impacto de los Fondos Europeos en la economía andaluza : 1989-2013 », *Revista de Estudios Regionales*, n°85, 2009, p. 99

*Durante el período 1987-1993 se llevaron a cabo en Andalucía, por parte del gobierno central, las siguientes actuaciones: Autovía de Andalucía (Madrid-Sevilla), autovía del V Centenario o A'49 entre Sevilla y Huelva, Puente sobre el río Guadiana que conecta Huelva y al autovía del V Centenario con la autovía del Algarve (Portugal), autovía Málaga-Vélez Málaga y Málaga-Algeciras, conexión Málaga-A'92, conexión de Almería (desde Adra) van la autovía del Mediterráneo y autovía del 92 Sevilla-Granada-Baza. El programa de carreteras de la Junta de Andalucía durante este período estuvo reducido casi exclusivamente al desarrollo de este último eje: el corredor transversal andaluz o A'92<sup>454</sup>.*

De 1987 à 1993, la *Junta de Andalucía*, avec l'appui de l'Union Européenne, réalisa donc la construction de l'axe horizontal qui désenclava considérablement « *el triángulo interior constituido por Granada-Jaén-Estepa, y Sierra Morena desde Despeñaperros hasta Portugal* », qui autrefois était inaccessible, et facilita de facto les activités sociales et économiques. En outre, la *Junta* réalisa la construction d'un autre axe horizontal côtier qui relia Cadix à la Communauté de Murcie en passant par Algésiras, par Marbella, par Málaga, et par Almería. Non seulement cette construction favorisa la connexion interne de l'Andalousie, mais elle conditionna également le développement et l'intégration de cette partie côtière dans la région. Pour ce qui était des axes verticaux, d'une part, Séville et Cordoue furent directement reliées à Málaga ; d'autre part, Jaén fut connectée à Grenade. Par ailleurs, la *Junta* entreprit également la construction de l'autoroute A'92 qui devait traverser l'Andalousie d'Est en Ouest tout en restant connectée aux axes verticaux afin de satisfaire de façon simultanée les besoins de transport aussi bien régional, provincial, que local dans la zone centrale de cette Communauté Autonome. En d'autres termes, cette autoroute devait faciliter et raccourcir le temps de connexion entre les grands centres urbains et les villes de taille moyenne en moins de temps possible. En somme, pour conclure sur la modernisation du réseau routier en Andalousie dont la A'92 constitue la matérialisation, nous retiendrons cette analyse de Francisco VALLEJO SERRANO, *Consejero de obras Públicas y Transporte* :

*La Autovía A-92 es sin lugar a dudas el mayor proyecto de infraestructuras (...), el mejor exponente de la terea emprendida por la Junta de Andalucía para la vertebración del territorio andaluz y la modernización de sus comunicaciones. (...) Hablar de la A-92 es decir que hemos dotado a la región de 425 kilómetros*

---

<sup>454</sup> Carolina MARQUEZ GUERRERO, « Una aproximación metodológica para el análisis de las infrasestructuras de transporte terrestre: la evolución de la red viaria andaluza en las dos últimas décadas », pp. 7-8, disponible sur [<http://pendientedemigracion.ucm.es/info/ec/jec8/Datos/documentos/comunicaciones/Regional/Marquez%20Carolina.PDF>], (page consultée le 04 mars 2014)

*de autovía, dimensiones desconocidas en cualquier otra Comunidad Autónoma. Hablar de la A-92 es decir que contamos con un eje viario de alta capacidad que se asienta sobre 30 municipios habitados por una población cercana al millón y medio de habitantes. (...) En la actualidad hay tramos de esta vía por la que circulan diariamente más de treinta mil vehículos y la propia existencia de la misma ha permitido ese desarrollo y aumento del intercambio, induciendo nuevas comunicaciones y contribuyendo así a disminuir las desigualdades económicas y sociales de la población andaluza*<sup>455</sup>.

Au bout de 30 années d'autonomie politique et d'aménagement du territoire, selon les estimations de l'*Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía* publiées le 13 janvier 2014, actuellement le réseau routier de l'Andalousie compte 23.592 km donc 3.377 km de route nationale, 10.416 km de route régionale, et 9.799 km de route provinciale<sup>456</sup>. Non seulement ils jouent un rôle décisif dans la capacité de mobilité des habitants et dans la satisfaction de leurs droits sociaux, mais également dans la capacité d'acheminer en un temps minimum des biens et des services d'une localité à une autre.

Dans un secteur connexe, autant que les infrastructures routières, les infrastructures ferroviaires andalouses présentaient des insuffisances chroniques au début des années quatre-vingts. La confession que la *Junta de Andalucía* fit à ce propos dans le *Plan Estratégico Ferroviario de Andalucía* en 1987 fut très édifiante :

*El sistema ferroviario andaluz tiene la principal limitación en su conexión con el resto del Estado en Despeñaperros, que sólo dispone de vía única con unas condiciones de trazado propias de la orografía que atraviesa y del año en que fue construido (1866); y también, en las líneas que permiten las relaciones regionales entre Sevilla, Málaga y Granada (Utrera-La Roda y Bobadilla-Granada), debido a limitaciones de la velocidad de circulación por razones de trazado en determinados tramos y deficiencias inherentes al estado de la superestructura.*

---

<sup>455</sup> FRANCISCO VALLEJO SERRANO, « Prólogo », dans CONSEJERIA DE OBRAS PUBLICAS Y TRANSPORTE, *Efectos socioeconómicos de la A-92*, Sevilla, Junta de Andalucía, 2000, 474 p. disponible sur [[https://ws147.juntadeandalucia.es/obraspublicasyvivienda/publicaciones/02%20CARRETERAS/efectos\\_socioeconomicos\\_construccion\\_a\\_92/efectos\\_socioeconomicos\\_de\\_la\\_construccion\\_de\\_la\\_a92.pdf](https://ws147.juntadeandalucia.es/obraspublicasyvivienda/publicaciones/02%20CARRETERAS/efectos_socioeconomicos_construccion_a_92/efectos_socioeconomicos_de_la_construccion_de_la_a92.pdf)], (page consultée le 05 mars 2014)

<sup>456</sup> CONSEJERIA DE ECONOMIA Y HACIENDA, « Red viaria según titularidad por provincia. Año 2012 », *Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía*, disponible de sur [<http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario14/anuario14c09.htm>], (page consultée le 05 mars 2014)

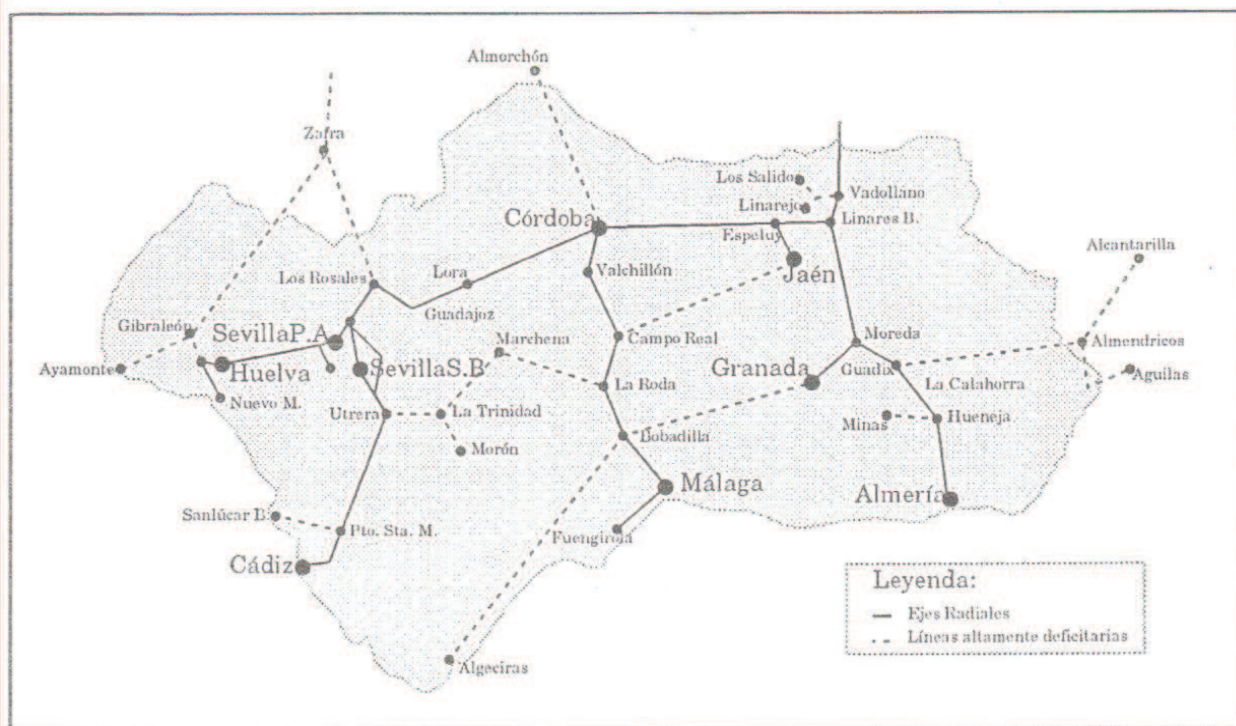
*En general, el sistema ferroviario andaluz, con la excepción del eje que discurre por el Valle del Guadalquivir, entre Linares (Baeza) y Cádiz, que dispone de los más eficaces sistemas de señalización que actualmente utiliza RENFE, se caracteriza por la obsolescencia y deficiencias de la calidad de vía y antigüedad de sus sistemas de seguridad (sistemas de bloqueo y señalización), así como la ausencia de tracción eléctrica en muchas de sus principales líneas<sup>457</sup>.*

Trois caractéristiques principales définissaient alors le réseau ferroviaire andalou au début des années quatre-vingts : l'obsolescence, l'insuffisance des voies et l'absence d'électrification. L'obsolescence et l'insuffisance des voies reflétaient les circonstances historiques dans lesquelles elles furent construites. En effet, la réalisation de différents axes de cette région, dès la deuxième moitié du XIXe siècle, avait fondamentalement un but économique plutôt que social. Elle devait permettre l'exportation des exploitations minières et de la production agricole, et non satisfaire en premier lieu la mobilité humaine d'une capitale provinciale à une autre ou d'une capitale provinciale à une région autre que l'Andalousie. Ainsi, leur construction par des compagnies diverses dont chacune était motivée par ses intérêts particuliers, fut conditionnée par les possibilités d'accès offertes par le relief et par l'emplacement géographique des capitales provinciales, d'où l'incohérence des voies qui caractérisait l'absence d'un plan global et harmonisé du réseau ferroviaire régional. Pour ce qui est de l'électrification des voies ferrées, l'Andalousie était l'une des régions qui en étaient le moins pourvues. Seul l'axe qui liait Linares – commune située dans la province de Jaén – à Cadix était totalement électrifié. Nul besoin de beaucoup souligner que l'électrification du réseau ferroviaire améliore considérablement la vitesse, la capacité de traction, et la fréquence des trains. Elle permet en d'autres termes la constance dans l'acheminement en peu de temps des biens, des personnes, et des marchandises dans une localité. Selon la *Consejería de Turismo, Comercio y Transportes*, en 1984, le trafic ferroviaire en Andalousie se présentait ainsi :

---

<sup>457</sup> CONSEJERIA DE OBRAS PUBLICAS Y TRANSPORTES, *Plan Estratégico Ferroviario de Andalucía*, Sevilla, Junta de Andalucía, 1987, p.6, disponible sur [infodigital.opandalucia.es/bvial/bitstream/.../473.pdf], (page consultée le 06 mars 2014)

Map 5. Líneas altamente deficitarias. Contrato-Programa RENFE-Estado 1984



Fuente: Consejería de Turismo, Comercio y Transportes

Source : CONSEJERIA DE OBRAS PUBLICAS Y TRANSPORTES, *Líneas altamente deficitarias. Contrato-Programa RENFE-Estado 1984*<sup>458</sup>.

L'état du réseau ferroviaire de l'Andalousie montrait donc à suffisance que son utilité et son utilisation jusqu'au début des années quatre-vingts comme instrument d'aménagement du territoire à l'échelle régionale étaient limitées. Et pour un autogouvernement qui considérait que cette utilité et cette utilisation étaient fondamentales pour la cohésion interne et le développement socioéconomique de l'Andalousie, l'urgence de moderniser les infrastructures ferroviaires fut placée au cœur des préoccupations premières des autorités régionales au même titre que celle des voies routières dans le système de mobilité régionale. Dans cette optique, la *Junta de Andalucía* se fixa un ensemble d'objectifs dans le *Plan Estratégico Ferroviario de Andalucía* (PEFA):

*Se resuelve el estrangulamiento existente por falta de capacidad en Despeñaperros mediante la construcción de la variante de Brazatortas*<sup>459</sup>, que

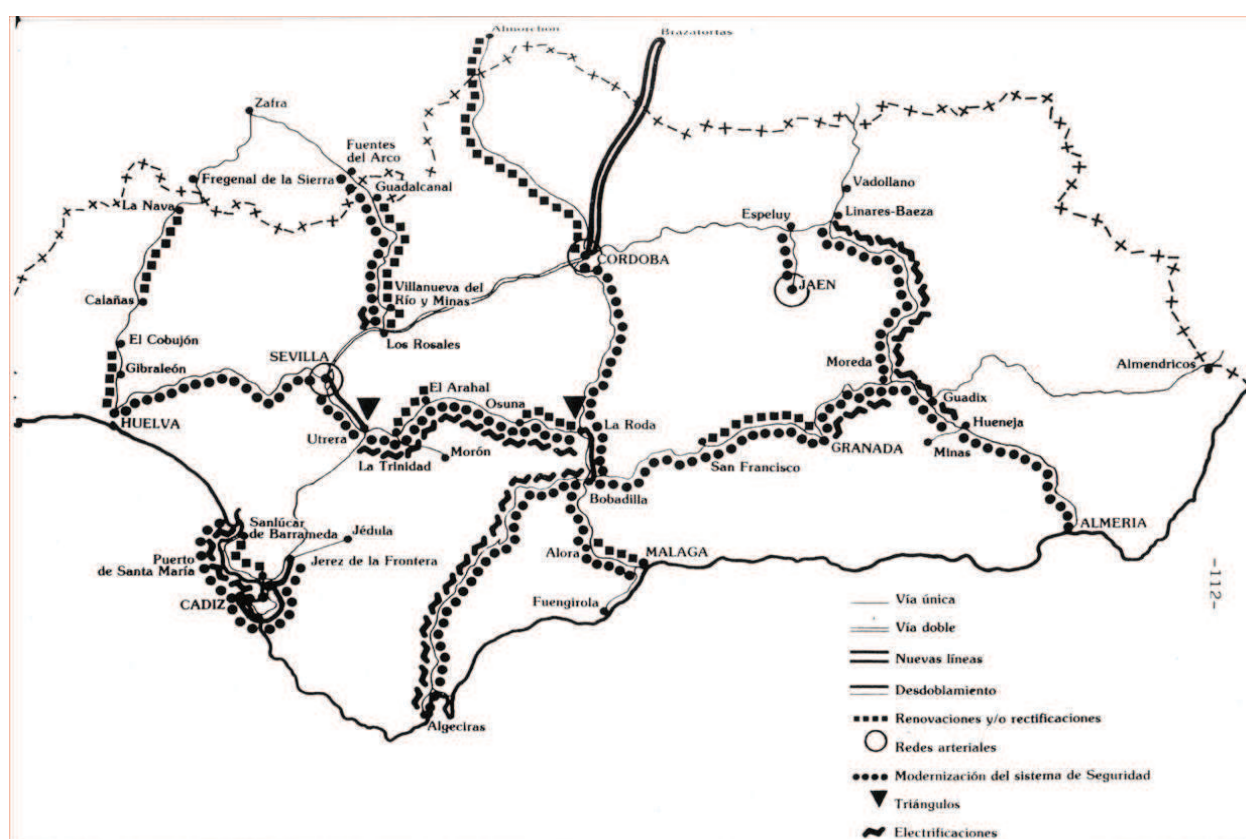
<sup>458</sup> CONSEJERIA DE OBRAS PUBLICAS Y TRANSPORTES, *Líneas altamente deficitarias Contrato-Programa RENFE-Estado 1984*, cité par Carolina MARQUEZ GUERRERO, « El Desarrollo de la Red viaria y Ferroviaria Andaluza en el período 1987-92 : Impactos Económico-Territoriales », *Revista de Estudios Regionales*, n°37, 1993, p. 73

<sup>459</sup> La « variante de Brazatortas » ou Le « Nuevo Acceso Ferroviario a Andalucía (NAFA) » était un projet qui entraînait dans le cadre de la modernisation du réseau ferroviaire national entrepris par le Ministère de Transport de l'Espagne en 1979 qui avait pour but de construire des voies à grande vitesse. Père MACIAS I ARAU, dans « La toma de decisiones en la implementación de las grandes infraestructuras », *Fundació Cercle d'Infraestructures*, présente substantiellement ce projet en disant que « En el año 1979, concretamente el 13 de julio, tiene lugar una reunión de los servicios técnicos de RENFE, en la cual se analiza un nuevo trazado, que se denomina "Nuevo acceso ferroviario a

permitirá una velocidad máxima de 250 Km/h, y reducirá el tiempo de viaje entre Sevilla y Madrid a 4 horas. Y también se realizan los desdoblamientos de vía entre Bobadilla y La Roda y, a medio plazo, Sevilla-Cádiz<sup>460</sup>.

Autant qu'avec les infrastructures routières, la construction, les délais de livraison, et la mise en service de ce réseau ferroviaire allaient s'étendre de 1978 à 1990 selon le *Plan Andaluz de Desarrollo Económico*. De plus, nul besoin de spécifier que la capacité d'intervention financière réelle de l'autogouvernement andalou dans la réalisation d'un projet d'une telle envergure était minime. En grande partie, il comptait sur les aides européennes pour construire son nouveau réseau ferroviaire qui, après livraison, devait se présenter comme on le voit ci-après :

Tableau 23: *Système ferroviaire proposé dans le PEFA 1986*



Source : CONSEJERIA DE OBRAS PUBLICAS Y TRANSPORTES, *Plan Estratégico Ferroviario de Andalucía*,<sup>461</sup>

Andalucía desde la Meseta". Consiste en una variante desde Brazatortas hasta Alcolea, a las puertas de Córdoba, que acorta la relación entre Madrid y dicha ciudad en 90 Km.15 y que se conocerá, en adelante, como el NAFA o como la variante de Brazatortas. Y, en realidad durante muchos años sólo se habla de este tramo, y no de una línea de Madrid a Sevilla. La variante conectaría con la línea de Madrid a Badajoz y supondría el abandono del tradicional acceso al Sur de la península por Manzanares y Linares. El 11 de octubre de 1986, se presenta oficialmente en Sevilla, con la significada presencia del Vicepresidente Alfonso Guerra, la todavía denominada línea Brazatortas- Córdoba. Era calificada como la obra ferroviaria de mayor envergadura realizada en la España del siglo XX. La distancia entre Madrid y Sevilla quedaría reducida a 482 Km. (que finalmente se reducirían a 471)<sup>16</sup> y a velocidades de 200 Km/h., el tiempo de viaje sería de tres horas ». disponible sur [\[http://www.ciccp.es/biblio\\_digital/V\\_Congreso/congreso/pdf/010322.pdf\]](http://www.ciccp.es/biblio_digital/V_Congreso/congreso/pdf/010322.pdf), (page consultée le 07 mars 2014)

<sup>460</sup> Idem, pp.7-8



A partir des objectifs du *Plan Estratégico Ferroviario de Andalucía* et du *Plan Andaluz de Desarrollo Económico 1987-1990*, la *Junta* élabora et appliqua des stratégies et des budgets lui permettant de résoudre les problèmes hérités des infrastructures ferroviaires obsolètes de l'Andalousie d'antan. La principale retombée de ces Plans fut la réalisation d'un nouveau réseau ferroviaire régional à travers la « *variante de Brazatortas* » qui allait décongestionner le trafic ferroviaire par Despeñaperros et réduire le temps de voyage entre Séville et Madrid à 4 heures. Outre la construction de cette voie à grande vitesse dès 1988, la politique ferroviaire cohérente défendue par la *Junta de Andalucía* dans l'aménagement de son territoire exigeait également la modernisation et la construction de voies internes pour décongestionner le trafic ferroviaire en Andalousie et convertir ses capitales provinciales en centres de diffusion dans le développement régional. Dans cette dynamique, elle construisit d'abord un réseau régional constitué des itinéraires Huelva-Séville, Córdoba-Málaga, Cadix-Jaén-Linares, Almería-Linares. D'autre part, elle réalisa des axes à grande vitesse Málaga-Córdoba, Grenade-Bobadilla, Linares-Jaén, Linares-Cordoue. Enfin, non seulement elle améliora et modernisa le système d'exploitation et la signalisation sur plusieurs tronçons, construisit de nouvelles gares à l'instar de celles de Jaén et de Séville, mais également électrifia certaines artères dont Utrera-La Roda, Algésiras-Bobadilla, Linares-Almería et Moreda-Grenade.

Par ailleurs, tout comme elle priorisa la construction de l'autoroute Séville-Grenade-Baza, la *Junta de Andalucía* accorda une attention de même nature à la réalisation d'une voie transversale qui devait assigner au transport ferroviaire le facteur de connexion et d'union régionale. En utilisant les tronçons Séville-Grenade, cette voie, dénommée A92, allait s'étendre de part et d'autre à Huelva et Almería et permettre ainsi la connexion Est-Ouest de la région en un temps record.

En définitive, si historiquement l'un des facteurs du manque d'intégration et de sous-développement de l'Andalousie était la déficience de ses infrastructures de transport, en l'occurrence son réseau ferroviaire, cet ensemble de structures, résultat de la politique de développement entreprise par la *Junta*, a permis à cette région d'enregistrer une avancée qualitative dans l'accessibilité et la connexion aussi bien entre ses localités, qu'entre celles-ci et l'extérieur. En 2009, l'*Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía* estimait que le réseau ferroviaire de l'Andalousie comptait 1944,4 km dont 959,7 km étaient électrifiés.

---

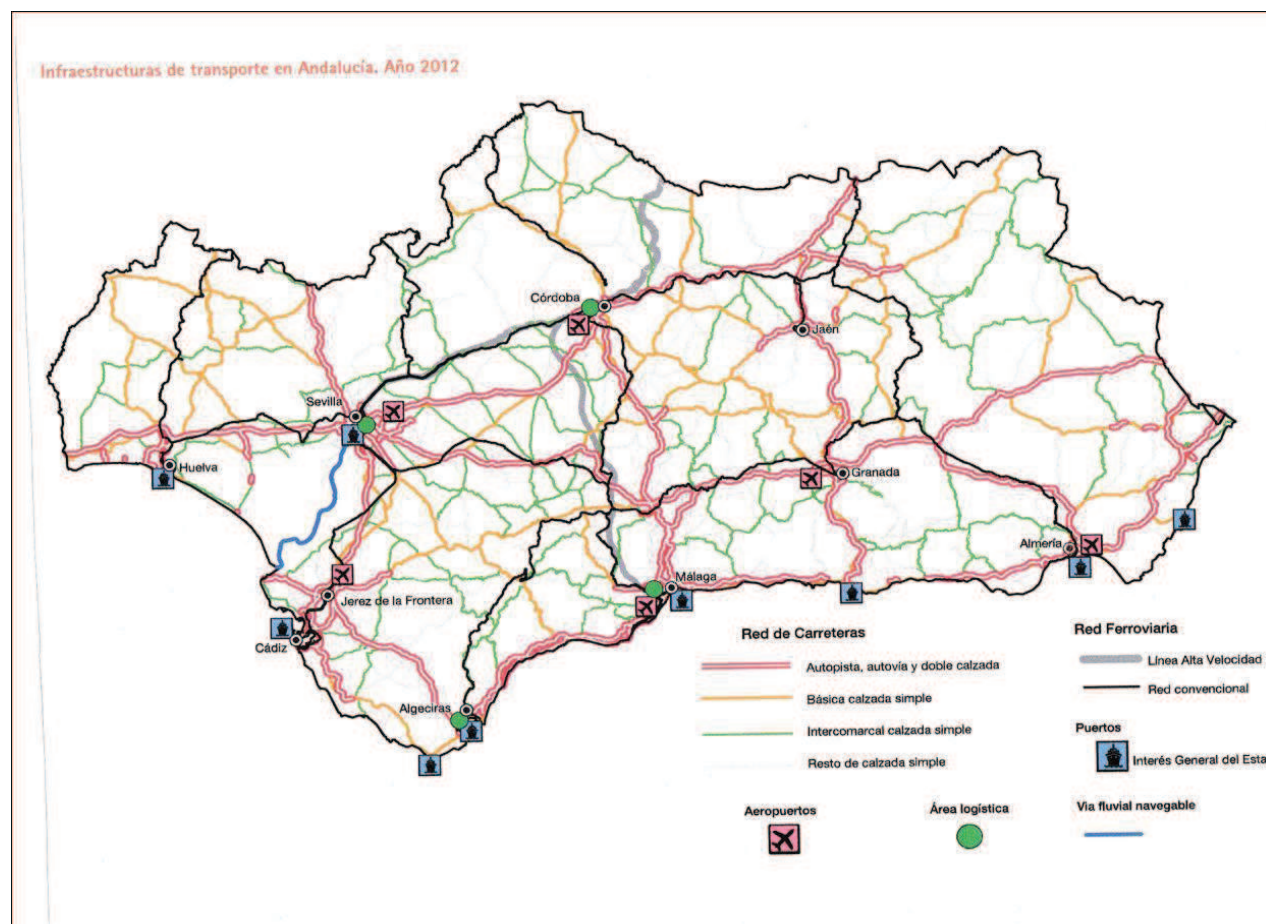
<sup>461</sup> CONSEJERIA DE OBRAS PUBLICAS Y TRANSPORTES, *Plan Estratégico Ferroviario de Andalucía 1984-1986*, Sevilla, Junta de Andalucía, p.112, disponible sur [\[http://www.juntadeandalucia.es/opencms/opencms/system/bodies/contenidos/publicaciones/pubcice/Otros/pubcice\\_3678/PEA\\_84-86.pdf\]](http://www.juntadeandalucia.es/opencms/opencms/system/bodies/contenidos/publicaciones/pubcice/Otros/pubcice_3678/PEA_84-86.pdf), (page consultée le 1<sup>er</sup> mars 2014)

Les infrastructures de transport constituent un facteur stratégique pour le développement socioéconomique d'un territoire. Elles facilitent non seulement à l'ensemble de la population d'accéder aux services publics et privés, mais aussi de communiquer et d'accéder à l'information. Elles facilitent en outre la mobilité des biens, celle des services, et celle des marchandises. Cet ensemble de facteurs conduisit l'autogouvernement andalou à changer radicalement ses infrastructures de transport héritées de l'Espagne centraliste. La nouvelle configuration de ses infrastructures de transport fut fortement influencée par l'emplacement géographique de ses agglomérations et de ses localités. Les œuvres qui expriment le mieux la réalisation des plans de développement entrepris par la *Junta de Andalucía* sont sans aucun doute les transversales routière et ferroviaire A92. De sa part, l'axe horizontal côtier constitue une voie fondamentale dans la communication et la diminution des inégalités socioéconomiques entre Andalouses et Andalous. Selon les résultats de l'enquête menée par l'*Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía*, en 2011, entre autres itinéraires, le temps mis en voiture et en train sur Cadix-Almería, Jaén-Cordoue, Séville-Málaga était respectivement de 4h37 et 7h15, 1h31 et 1h21, 2h34 et 2h23<sup>462</sup>. Ainsi donc, plus aucun doute ne planait sur la facilité de déplacement, la sécurité et le temps d'accès à une localité ou à un point spécifique sur les réseaux ferroviaire et routier de l'Andalousie dont la vision panoramique était en 2012 :

---

<sup>462</sup> CONSEJERIA DE ECONOMIA Y HACIENDA, « Tiempo de recorrido en ferrocarril entre las distintas capitales andaluzas. Año 2009 », « Distancia y tiempo de recorrido mínimos entre los 10 Centros Regionales de Andalucía. Años 2008-2001 », Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía », disponible de sur [\[http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario13/anuario13c09.htm#c446\]](http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario13/anuario13c09.htm#c446), (page consultée le 08 mars 2014)

Tableau 24 : Réseaux routier et ferroviaire de l'Andalousie 2012



Source : Consejería de Economía, Onnovación, Ciencia y Empleo, Infraestructuras de transporte en Andalucía. Año 2012<sup>463</sup>.

Si l'analyse de la politique de développement des infrastructures de transport en Andalousie constitue un guide utile dans l'identification des objectifs et des orientations fondamentales de la politique globale de développement endogène de cette région, et semble justifier jusqu'ici la conquête de son autonomie en 1981, serait-il possible de déduire que les compétences économiques et politiques qui lui avaient été transférées furent une condition sine qua non pour qu'elle enregistrât une croissance économique efficiente durant la consolidation de l'Etat des autonomies? La confluence de cette autonomie politique, de l'adhésion de l'Espagne à l'Union Européenne, et de l'entrée massive du capital étranger influencèrent-elles la croissance économique de l'Andalousie autant qu'elles le firent pour le développement et la modernisation de ses structures collectives ?

<sup>463</sup> CONSEJERIA DE ECONOMIA, INNOVACION, CIENCIA Y EMPLEO, *Infraestructuras de transporte en Andalucía. Año 2012*, Sevilla, Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía, 2013, p.49

### II-b-3 Modernisation sans développement dans l'Andalousie du XXI<sup>e</sup> siècle

Unanimement, des auteurs, y compris les autorités gouvernementales andalouses elles-mêmes, s'accordèrent à dire que l'économie andalouse, au commencement de l'Etat des autonomies, était tel un patient qui réunissait les caractéristiques obligeant tout personnel de santé, averti, spécialiste, chevronné ou pas, à l'introduire aux soins intensifs. Son niveau d'urgence imposait la nécessité de concevoir un ensemble d'interventions coordonnées à partir duquel la *Junta de Andalucía* devait revoir les bases et reprogrammer son fonctionnement dans son intégralité. Dans cette dynamique, et dans le contexte du processus de consolidation de l'Etat des autonomies et de l'adhésion de l'Espagne à l'Union Européenne, il était indispensable de concevoir une stratégie, une approche globale et structurée qui intégrât les différents programmes, les actions et les projets concrets dont l'unique but était de remettre cette économie sur pieds, de dynamiser sa croissance, et de la rendre compétitive aussi bien sur le plan national, européen, qu'international. Pour cela, la transformation de l'Andalousie à travers la modernisation de ses équipements collectifs, facteur caractéristique du développement et de l'amélioration des conditions de vie dans une société développée, fut l'une des préoccupations premières de la *Junta*. Mais, la simple modernisation de ces équipements collectifs, quoique facteur caractéristique d'une économie développée, suffisait-elle à inciter la croissance économique en Andalousie ? L'autogouvernement andalou lui-même répondit à cette interrogation en estimant que cette croissance était liée à différents facteurs considérés de façon séparée ou conjointe, à l'instar du bien-être social. Selon lui :

*El bienestar social de la población es un concepto muy amplio que supera las acepciones puramente económicas y que abarca realizaciones en distintas esferas que afectan al conjunto de la población. Conseguir un nivel adecuado de bienestar social está condicionado, en primer lugar, por la existencia de pleno empleo en la sociedad, es decir, que todos los ciudadanos que quieran trabajar encuentren un puesto de trabajo de acuerdo con sus deseos y capacidades. También supone el logro de un nivel de renta suficiente, para que cada familia pueda satisfacer un conjunto de necesidades básicas definidas por el modelo de sociedad libremente adoptado*<sup>464</sup>.

Dans l'optique d'atteindre ce bien-être social intimement lié au développement de l'Andalousie, la stratégie du développement sur laquelle cet autogouvernement fonda sa planification se basa sur les objectifs établis par l'article 12.3 du Statut d'Autonomie dont la

<sup>464</sup> CONSEJERIA DE ECONOMIA Y HACIENDA, *Programa Andaluz de Desarrollo Económico 1987-1990*, Op.cit., p. 89, disponible de sur [[http://www.juntadeandalucia.es/opencms/opencms/system/bodies/contenidos/publicaciones/pubcice/Otros/pubcice\\_3677/PADE\\_87-90.pdf](http://www.juntadeandalucia.es/opencms/opencms/system/bodies/contenidos/publicaciones/pubcice/Otros/pubcice_3677/PADE_87-90.pdf)], (page consultée le 11 mars 2014)

quintessence était la rupture de la dépendance de l'économie de l'Andalousie, et la triple nécessité de la réactiver et de la restructurer concomitamment à la redistribution plus équitable du fruit de la croissance économique. Pour ce faire, la *Junta de Andalucía* se donna une mission principale dans le *Plan Económico para Andalucía 1984-1986* qui se résuma à trois points :

- *Reducción del paro y la elevación de la tasa de actividad. (...) La tasa de paro andaluza debe aproximarse a la correspondiente a la economía nacional.*
- *Desarrollo más equilibrado de los diferentes sectores productivos de Andalucía, (...) Por otra parte los niveles de productividad de las distintas actividades económicas deben estar más próximos a los de la economía nacional.*
- *Obtención de un ritmo de crecimiento económico por encima del correspondiente a la economía española*<sup>465</sup>.

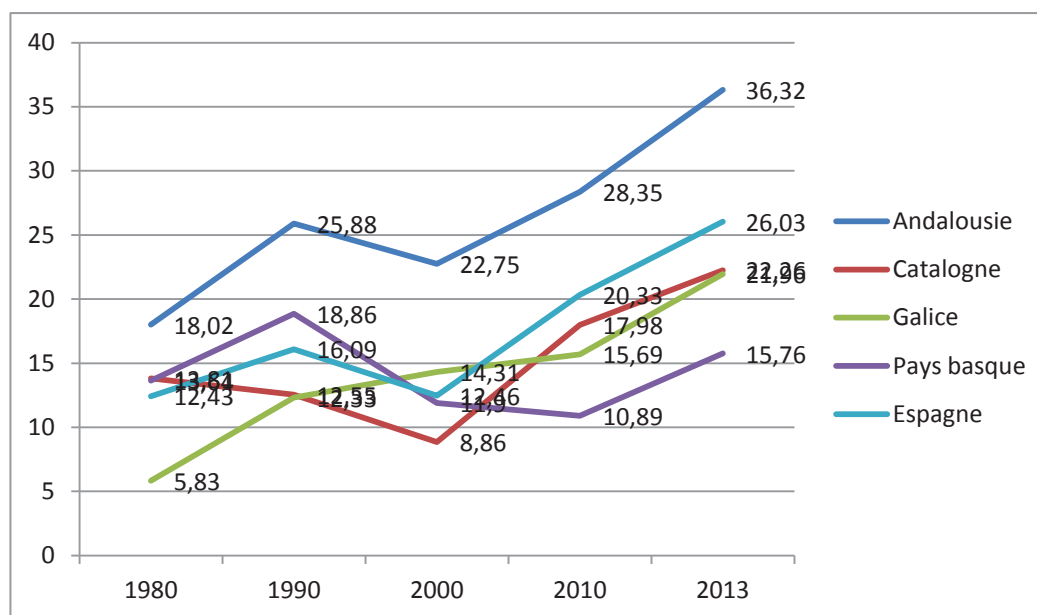
N'ayant aucunement la prétention de mener une analyse détaillée de l'évolution de l'ensemble des domaines qui structurent l'économie de l'Andalousie, nous nous limiterons à étudier la diminution de son taux de chômage, au développement plus équilibré de ses secteurs de production, et à la dynamisation de sa croissance économique ; ensemble des points qui orientèrent la *Junta* dans l'élaboration des différents plans de développement qui occasionnèrent d'importants changements socioéconomiques dans cette région durant les trente premières années d'exercice du pouvoir autonome.

Nul besoin d'insister à nouveau et encore moins d'analyser en profondeur le premier point dont l'étude faite antérieurement montre son caractère insistant en Andalousie. Le fort taux de chômage était un fait incontestable dans cette région, l'Histoire s'était chargée de le démontrer clairement, et l'instauration de l'Etat des autonomies ainsi que la politique de développement appliquée durant sa consolidation ne parvinrent pas à en venir à bout. Bien au contraire, ce fut sous ce régime autonome que le taux de chômage de cette région se multiplia quasiment par deux comme en témoigne le tableau suivant :

---

<sup>465</sup> CONSEJERIA DE ECONOMIA Y HACIENDA, *Plan Económico para Andalucía 1984-1986*, Sevilla, Junta de Andalucía, p.46 disponible sur [\[http://www.juntadeandalucia.es/opencms/opencms/system/bodies/contenidos/publicaciones/pubcice/Otros/pubcice\\_3678/PEA\\_84-86.pdf\]](http://www.juntadeandalucia.es/opencms/opencms/system/bodies/contenidos/publicaciones/pubcice/Otros/pubcice_3678/PEA_84-86.pdf), (page consultée le 10 mars 2014)

Tableau 25 : Evolution du taux de chômage en Andalousie et Espagne 1980-2013



Source : élaboration personnelle à partir des données de l'Encuesta de la Población Activa, « Tasa de la paro de la población. Base 2005<sup>466</sup> », Encuesta de la Población Activa, « Tasa de la paro. Base 1976<sup>467</sup> », Tasa de paro en España y Comunidades Autónomas, según la EPA (Diciembre 2000)<sup>468</sup>.

Une fois son autonomie conquise en 1981 et après le début du transfert de ses compétences, l'Andalousie semblait déjà avoir à sa disposition tout ce qu'elle revendiquait pour changer l'orientation de son système économique. Sans perdre un instant, son autogouvernement mit à exécution le *Plan Económico para Andalucía 1984-1986*. Entre celui-ci et la *Estrategia para la Competitividad de Andalucía 2007-2013*, le budget de cette Communauté se multiplia environ par 61,71<sup>469</sup> et atteignit 29.619.630.660 €<sup>470</sup> en 2014. Malgré cet enthousiasme pour atteindre un niveau de développement identique à celui de la Catalogne et du Pays basque ainsi que cette impressionnante escalade budgétaire, au bout de 30 années de régime autonome, la dette publique de cette région s'élevait à 3.205.462.149 € en 2014 et ses indicateurs économiques, en l'occurrence le taux de chômage, non seulement ne semblaient pas montrer que l'autonomie politique considérée comme instrument de développement par les élites politiques en 1980, avait

<sup>466</sup> ENCUESTA DE LA POBLACION ACTIVA « Tasa de la paro de la población. Base 2005 », Instituto nacional de Estadística, disponible sur [<http://www.ine.es/jaxiBD/tabla.do?per=03&type=db&divi=EPA&idtab=28>], (page consultée le 10 mars 2014)

<sup>467</sup> ENCUESTA DE LA POBLACION ACTIVA, « Tasa de la paro. Base 1976 », Instituto nacional de Estadística, disponible sur [[http://www.ine.es/jaxi/tabla.do?path=/t22/e308/meto\\_02/pae/px/l0/&file=03004.px&type=pcaxis](http://www.ine.es/jaxi/tabla.do?path=/t22/e308/meto_02/pae/px/l0/&file=03004.px&type=pcaxis)], (page consultée le 10 mars 2014)

<sup>468</sup> Tasa de Paro en España y Comunidades Autónomas, según la EPA (Diciembre 2000), disponible sur [<http://es.classora.com/reports/o142254/general/tasa-de-paro-en-espana-y-comunidades-autonomas-segun-la-epa?edition=200012&fields=>], (page consultée le 10 mars 2014)

<sup>469</sup> Selon la « Ley 7/1983, de 3 de Agosto, de Presupuesto de la Comunidad Autónoma de Andalucía para 1983 » publiée dans *Boletín Oficial de la Junta de Andalucía* le 09/08/1983, le budget de l'Andalousie s'élevait à 79.865.599.965 Pesetas en 1983. Par ailleurs, en considérant qu'un euro équivaut à 166,386 pesetas, ce budget s'élevait par conséquent à environ 480.001.923,02€

<sup>470</sup> *Boletín Oficial de la Junta de Andalucía*, « Ley 18/2011, de 23 de diciembre, del Presupuesto de la Comunidad Autónoma de Andalucía para el año 2012, Sevilla, Junta de Andalucía, 31 de diciembre de 2011, p.133

atteint les objectifs pour lesquels elle avait été revendiquée, mais pire encore, ils s'étaient davantage dégradés.

Nous nous demandons s'il ne serait pas plus simple de résumer en un chiffre le gouffre qui sépare la situation du marché de l'emploi de l'Andalousie de 1980 à la difficile réalité qu'elle présentait en 2013. Dans tous les cas, le constat fut amer dès le début de l'Etat des autonomies :

*La situación del mercado de trabajo andaluz es negativa, tanto por su situación de hecho como por las perspectivas sobre su evolución futura. Así, es un dato negativo el que la tasa de paro de Andalucía a finales de 1983 sea seis puntos porcentuales más elevada que la media de España<sup>471</sup>.*

Face à ce constat, dans le *Plan Económico para Andalucía 1984-1986*, la *Junta* se donna pour objectif principal de réduire le taux de chômage, le faire converger vers la moyenne nationale, et dynamiser le taux d'activité. Mais si en 1983, le taux de chômage de l'Andalousie avait 6 points au dessus de la moyenne nationale, l'écart avait-il été réduit au bout de 30 ans d'autonomie ? L'*Instituto Nacional de Estadística*, dans son enquête sur la population active de l'Andalousie en 2013, répondit par la négative à cette interrogation car, elle attesta que ce chiffre doubla pratiquement et s'éleva à 10,29. Cela transforma de facto le marché de l'emploi régional en l'une des caractéristiques de l'économie andalouse qui retient le plus l'attention.

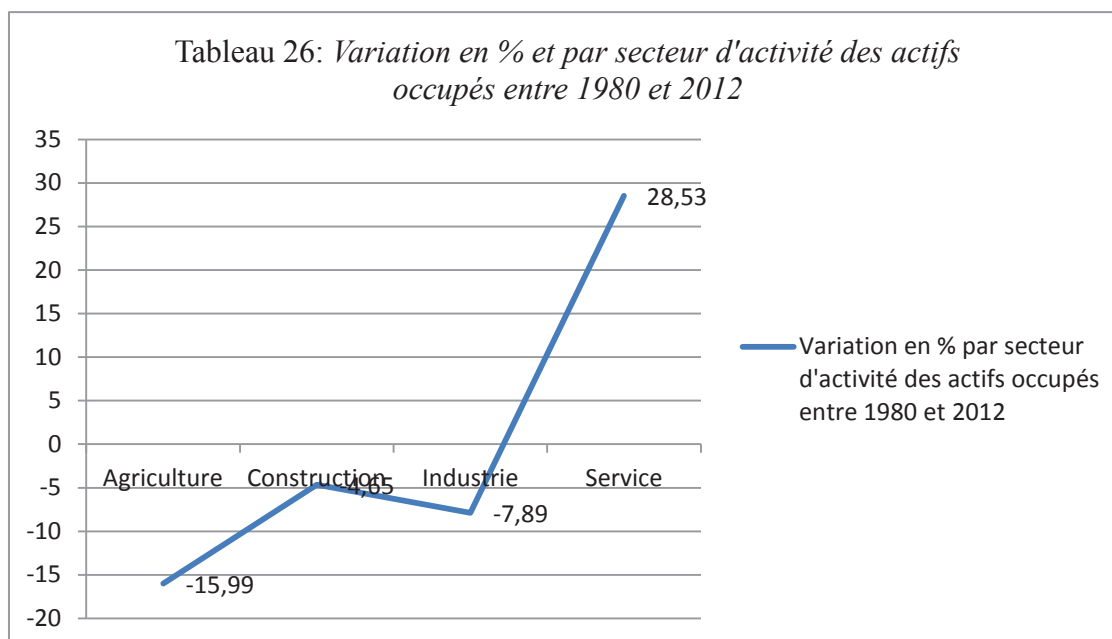
L'Andalousie se caractérise en effet par le maintien de façon persistante d'un taux de chômage supérieur à ceux du reste des régions dans un pays qui se caractérise lui-même par un taux de chômage fortement élevé. Ce taux élevé du chômage, constante de l'Histoire en Andalousie et persistant durant la consolidation de l'Etat des autonomies, revient de façon lancinante dans toute analyse sur l'Andalousie dans l'Espagne des autonomies. En effet, malgré l'escalade budgétaire de cette région et les importants changements qui ont été opérés dans son économie durant ces trois dernières décennies, le nombre d'actifs occupés n'a augmenté que de 1.076.700 par rapport à l'année 1982, soit un total de 2.626.300 salariés en 2012<sup>472</sup>. Par secteur d'activité, il se répartit de la façon suivante : Agriculture 193.400, Industrie 233.600, Construction 167.500, et Services 2.031.800, soit un taux d'activité sectoriel qui s'élevait respectivement à 7,36%, 8,89%, 6,38%, et

---

<sup>471</sup> CONSEJERIA DE ECONOMIA Y HACIENDA, *Plan Económico para Andalucía 1984-1986, Op. cit.*, p. 121, disponible sur [[http://www.juntadeandalucia.es/opencms/opencms/system/bodies/contenidos/publicaciones/pubcice/Otros/pubcice\\_3678/PEA\\_84-86.pdf](http://www.juntadeandalucia.es/opencms/opencms/system/bodies/contenidos/publicaciones/pubcice/Otros/pubcice_3678/PEA_84-86.pdf)], (page consultée le 1<sup>er</sup> mars 2014)

<sup>472</sup> INSTITUTO NACIONAL DE ESTADISTICA, « Encuesta de la Población Activa. Año 2012 », disponible sur [<http://www.ine.es/jaxiBD/tabla.do?per=03&type=db&divi=EPA&idtab=2276>], (page consultée le 12 mars 2014)

77,4%<sup>473</sup>. En comparaison avec l'année 1982, la variation du nombre d'employés en 2012 était la suivante :



élaboration personnelle à partir des données INE. Encuesta de la Población Activa (EPA), Serie homogénea 1976-2000<sup>474</sup>; EPA, Contabilidad Nacional de España<sup>475</sup>; INE, « Contabilidad Regional de España », Serie 2000-2012, Andalucía<sup>476</sup>.

Cette répartition sectorielle du travail met en évidence et confirme la polarisation de l'emploi vers le secteur des services qui augmenta de 28,53% entre 1982 et 2012 et représenta 76,98% du marché de l'emploi en Andalousie. En d'autres termes, ce secteur absorbait près de sept emplois sur dix dans cette Communauté Autonome.

Pour ce qui est de l'Agriculture, la chute vertigineuse du nombre d'emploi enregistrée dans ce secteur entre 1980 et 2012 se justifia par la dynamisation des autres secteurs d'activité et la mécanisation des travaux agricoles. Cette substitution de la main d'œuvre par les machines, au bout de 30 ans d'autonomie, divisa par 2,78 le nombre d'emplois enregistré dans le secteur agricole en 1980. En outre, force est de constater que dans leur chute, les -15,99% enregistrés en 2012 n'avaient

<sup>473</sup> INSTITUTO NACIONAL DE ESTADISTICA, « Contabilidad Regional de España », Serie 2000-2012, Andalucía, disponible sur [[http://www.ine.es/daco/daco42/cre00/b2008/homog/dacocre\\_base2008h.htm](http://www.ine.es/daco/daco42/cre00/b2008/homog/dacocre_base2008h.htm)], (page consultée le 06 avril 2014)

<sup>474</sup> INSTITUTO NACIONAL DE ESTADISTICA, « Encuesta de la Población Activa. Ocupados por grupo de edad, sexo y sector económico, por comunidad autónoma, 2012 », disponible sur [<http://www.ine.es/jaxiBD/tabla.do?per=03&type=db&divi=EPA&idtab=2026>], (page consultée le 15 mars 2014)

<sup>475</sup> EPA, Contabilidad Nacional de España, citée par Gabino ESCUDERO ZAMORA, « Actividad, ocupación y productividad agraria en España : un análisis de la población y del empleo », *Revista de Estudios Agro-Sociales*, n°137, 1986, p. 383

<sup>476</sup> INSTITUTO NACIONAL DE ESTADISTICA, « Contabilidad Regional de España », Serie 2000-2012, ensemble de données disponible sur [[http://www.ine.es/daco/daco42/cre00/b2008/homog/dacocre\\_base2008h.htm](http://www.ine.es/daco/daco42/cre00/b2008/homog/dacocre_base2008h.htm)], (page consultée le 06 avril 2014)



pas encore atteint le fond du gouffre car la crise frappa durement l'Espagne en général durant l'année 2013.

En ce qui concerne la Construction, ce secteur constitua l'un des murs porteurs de l'édifice économique de l'Andalousie. En effet, pour ne prendre que la période allant de 2000 à 2012, la participation de ce secteur dans le PIB régional alla de 10,20% à 43,58%. Cependant, il est indispensable de souligner qu'en dépit de sa forte incidence sur la croissance économique de l'Andalousie, le processus d'absorption de la main d'œuvre par ce secteur évoluait plutôt dans le sens contraire de l'augmentation de son poids sur le PIB. En effet, de 1980 à 2012, la *Contabilidad Regional de España* estima que ce secteur perdit 4,65% de sa main d'œuvre. Pour sa part, le secteur industriel également enregistra une perte continue de sa main d'œuvre qui s'éleva à 7,89%.

En somme, cette grande onde de dépression économique qui frappa durement l'Agriculture, légèrement la Construction, et plus ou moins fortement l'Industrie échoua aux pieds du secteur des Services. Malheureusement, la capacité d'absorption de la main de ce secteur eut de lourdes retombées sur la structure productive régionale dans la mesure où les emplois créés avaient pour but final de servir et ne se caractérisaient donc pas par un taux élevé de productivité. Par conséquent, leur capacité à générer de la richesse à court, à moyen ou à long terme était très limitée.

Le premier facteur qui pouvait expliquer les 36,32% de taux de chômage en Andalousie en 2013 ne pouvait être autre que sa propre structure productive. En effet, par rapport à celle des autres Communautés, le PIB du secteur agricole -5.647.640.000€- était encore supérieur à l'ensemble des PIB des secteurs agricoles de la Catalogne, du Pays basque et de la Galice qui s'élevaient respectivement à 2.225.871.000€, 421.737.000€, et 2.235.350.000€. Le PIB du secteur industriel quant à lui ne représentait que 11,71% du PIB régional<sup>477</sup>. S'il est vrai que l'une des politiques de développement qui s'imposait d'elle-même à la *Junta* était la promotion du développement des secteurs dans lesquels l'Andalousie avait indiscutablement un avantage par rapport aux autres Communautés, à l'instar du secteur de l'agriculture et de celui des services dans lequel se démarquait le tourisme, il n'en demeure pas moins vrai qu'une Industrie solide était indispensable pour l'équilibre de sa balance commerciale et pour sa croissance économique. En 2012, la répartition des établissements industriels sur le territoire andalou et la participation de chaque secteur d'activité sur le PIB régional étaient les suivantes :

---

<sup>477</sup> INSTITUTO NACIONAL DE ESTADISTICA, « Contabilidad Regional de España », Serie 2000-2012, ensemble de données disponible sur [[http://www.ine.es/daco/daco42/cre00/b2008/homog/dacocre\\_base2008h.htm](http://www.ine.es/daco/daco42/cre00/b2008/homog/dacocre_base2008h.htm)], (page consultée le 06 mars 2014)

Tableau 27 : Répartition des industries par secteur d'activité, par province, et leur PIB en 2012

		Almería	Cadix	Cordoue	Grenade	Huelva	Jaén	Málaga	Séville	Total	PIB(milliers d'Euros)	
Secteur primaire												
Industries agroalimentaires	Nbre Ets par province	472	709	1052	985	495	1095	1097	1437	7342	5.647.640	
Etablissements industriels	Nbre Ets par province	2678	3532	5144	3959	1598	3137	4949	7845	32842	16.276.067	
	Nbre d'auto entrepreneurs	15654										
	Ets de 1 à 2 salariés	11306										
	Ets de 3 à 9 salariés	9080										
	Ets de 10 à 19 salariés	2304										
	Ets de 20 à 49 salariés	1257										
	Ets de 50 à 99 salariés	353										
	Ets de 100 à 249 salariés	170										
	Ets ayant au moins 250 salariés	60										
Etablissements de la Construction	Nbre Ets par province	5246	5853	5187	6561	2675	3512	12454	10577	52243	11.624.896	
	Nbre d'auto entrepreneurs	30629										
	Ets de 1 à 2 salariés	11733										
	Ets de 3 à 9 salariés	7352										
	Ets de 10 à 19 salariés	1571										
	Ets de 20 à 49 salariés	749										
	Ets de 50 à 99 salariés	161										
	Ets de 100 à 249 salariés	43										
	Ets ayant au moins 250 salariés	5										
Services											93.927.755	

Sources : élaboration personnelle à partir des données de la CONSEJERIA DE ECONOMIA, INNOVACION, CIENCIA Y EMPLEO, « Establecimientos industriales según actividad principal por provincia. Años 2011-2012<sup>478</sup> », CONSEJERIA DE ECONOMIA, INNOVACION, CIENCIA Y EMPLEO, « Establecimientos con actividad principal en el sector de la construcción según estrato de asalariados por provincias. Año 2012<sup>479</sup> », CONSEJERIA DE ECONOMIA, INNOVACION, CIENCIA Y EMPLEO, « Distribución de las empresas inscritas en el Registro de Industrias Agrarias según actividad por provincia. Años 2010-2012<sup>480</sup> », INSTITUTO NACIONAL DE ESTADISTICA, « Contabilidad Regional de España », Serie 2000-2012, Andalucía<sup>481</sup>

<sup>478</sup> CONSEJERIA DE ECONOMIA, INNOVACION, CIENCIA Y EMPLEO, « Establecimientos industriales según actividad principal por provincia. Años 2011-2012 », *Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía*, disponible sur [\[http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario13/anuario13c07.htm#c350\]](http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario13/anuario13c07.htm#c350), (page consultée le 16 mars 2014)

<sup>479</sup> CONSEJERIA DE ECONOMIA, INNOVACION, CIENCIA Y EMPLEO, « Establecimientos con actividad principal en el sector de la construcción según estrato de asalariados por provincias. Año 2012 », *Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía*, disponible sur [\[http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario14/anuario14c08.htm\]](http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario14/anuario14c08.htm), (page consultée le 17 mars 2014)

<sup>480</sup> CONSEJERIA DE ECONOMIA, INNOVACION, CIENCIA Y EMPLEO, « Distribución de las empresas inscritas en el Registro de Industrias Agrarias según actividad por provincia. Años 2010-2012 », *Instituto de Estadística y Cartografía de*

Avec une représentation de 11,71% sur le PIB total de l'Andalousie en 2012, le secteur industriel (hors industrie agroalimentaire), depuis l'instauration de l'Etat des autonomies, avait un poids inférieur à celui dont la superficie et la densité de cette région devraient normalement lui conférer. De plus, il concentrait sa production dans un nombre de sous-secteurs réduit parmi lesquels se démarquait l'industrie de l'alimentation avec 7.342 établissements sur les 40.184 industries que comptait l'Andalousie en 2012<sup>482</sup>. Enfin, réparties plus ou moins de façon équilibrée sur le territoire, excepté Almería et Huelva qui concentraient moins d'établissements que le reste des provinces, l'immense majorité de ces industries étaient de petite taille. En effet, seulement 60 avaient un nombre d'employés supérieur ou égal à 250, 15654 étaient des auto entrepreneurs, 11306 en comptaient de 1 à 2, et 9080 en avaient entre 3 et 9. Pour ce qui était de ses sous-secteurs saillants, par ordre décroissant de leur apport sur l'économie régionale, se démarquèrent l'industrie extractive, l'Energie, l'Eau et les résidus avec 19,34%, l'Alimentation, l'industrie chimique et pharmaceutique avec 13,54%, les boissons et le tabac avec 13,28%, la métallurgie et la fabrication des produits métallurgiques avec 11,99%, et l'installation de la machinerie et l'équipement avec 10,73%<sup>483</sup>.

En se référant aux enquêtes de l'*Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía* et à celles de l'*Instituto Nacional de Estadística* pour l'année 2012, le tissu industriel de l'Andalousie présentait une carence d'industries de grande envergure, un nombre réduit d'établissements de taille moyenne, et une prédominance d'industries de petite taille. En effet, les établissements d'au moins 250 employés représentaient 0,18% du tissu industriel de cette région, ceux de 100 à 249 employés représentaient 0,51%, ceux de 1 à 2 employés représentaient 34,45%, les auto entrepreneurs représentaient 44,66%, pendant que les industries agroalimentaires représentaient 18,27% du tissu industriel de l'Andalousie. En d'autres termes, les auto entrepreneurs et les établissements de 1 à 2 employés regroupaient 79,08% du tissu industriel et les industries d'au moins 100 employés n'en représentaient que 0,69%. Cette insuffisance de développement industriel en Andalousie était donc dû en grande partie au manque d'interconnexion entre les grandes entreprises à l'instar des industries de métallurgie, du matériel électronique, ou des industries de fabrication de matériel

---

*Andalucía*, disponible sur

[<http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario13/anuario13c06.htm#c286>], (page consultée le 17 mars 2014)

<sup>481</sup> INSTITUTO NACIONAL DE ESTADISTICA, « Contabilidad Regional de España », Serie 2000-2012, Andalucía, disponible sur [[http://www.ine.es/daco/daco42/cre00/b2008/homog/dacocre\\_base2008h.htm](http://www.ine.es/daco/daco42/cre00/b2008/homog/dacocre_base2008h.htm)], (page consultée le 06 mars 2014)

<sup>482</sup> CONSEJERIA DE ECONOMIA, INNOVACION, CIENCIA Y EMPLEO, « Establecimientos industriales según actividad principal por provincia. Años 2011-2012 », *Op. cit.*

<sup>483</sup> CONSEJERIA DE ECONOMIA, INNOVACION, CIENCIA Y EMPLEO, « Principales características de la industria andaluza según grandes ramas de actividad. Años 2011-2012 », *Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía*, disponible sur [<http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario14/anuario14c07.htm>], (page consultée le 16 mars 2014)

médical, et le reste des établissements du tissu industriel régional. Ce manque d'interconnexion constituait un véritable obstacle dans l'élaboration d'un système de vases communicants, ne serait-ce que sur le plan technologique, avec le reste du système productif régional, ce qui limitait considérablement la croissance des niveaux moyens de productivité.

En revanche, même si l'industrie andalouse était dans une situation défavorable en 2012 par rapport aux industries des autres Communautés Autonomes, ne pas reconnaître qu'elle enregistra une importante transformation depuis l'obtention de l'autonomie serait une erreur. Toutefois, en dépit de cette grande transformation et des changements socioéconomiques qu'elle engendra, l'Andalousie ne parvint pas à évoluer dans le classement des régions en termes de PIB/habitant et en termes d'emploi. Le développement enregistré en Andalousie n'a jamais arrêté d'être un développement dépendant qui montra des insuffisances pour éradiquer le retard économique persistant dans cette région.

Etant la Communauté qui concentrait la plus forte densité en Espagne, soit 18% de la population totale, la demande des biens industriels y était importante car elle assurait l'essentiel de la qualité de vie des Andalouses et des Andalous. Si ces biens n'étaient pas produits en Andalousie, ils devaient nécessairement être achetés dans d'autres Communautés ou à l'étranger. Considérant que l'Agriculture et les Services y occupaient un poids important et que cette région achetait ses biens à d'autres Communautés et à d'autres pays spécialisés dans la production industrielle, cette persistance de la spécialisation dans des secteurs à faible valeur ajoutée appauvissait l'Andalousie et réduisait sa capacité d'intervention financière réelle dans la mise en place des politiques visant à endiguer le chômage.

Si la croissance économique, objectif premier de tous les plans de développement, était uniquement centrée sur ces secteurs dans lesquels l'Andalousie avait un avantage sur les autres Communautés, cela allait indubitablement détériorer davantage le système économique qui caractérisait historiquement cette région ; et ses résultats ne pouvaient être que l'expression manifeste de ce que les autorités andalouses en espéraient. Les conséquences quant à elles, classaient cette région à la dernière place parmi les nationalités historiques comme le témoigne en tableau suivant :

Tableau 28 : Taux de chômage, valeur en % de la population et du PIB (à prix courant) sur le total national en 2012

	Andalousie	Catalogne	Pays basque	Galice	Total national
Valeur en % pop. rég./pop. nat.	8.299.100	7.289.800	2.116.900	2.720.500	46.163.100
	18,0	15,8	4,6	5,9	100,0
Valeur en % PIB (milliers d'€) rég./PIB nat.	138.922.673	192.535.185	63.597.364	55.308.264	1029002000
	13,5	18,7	6,2	5,4	100
PIB/hb	16.739	26.412	30.043	20.330	22.291
Taux de chômage	35,86	23,94	15,93	21,28	26,02

Source : Elaboration personnelle à partir des données de l'INE, « Contabilidad Regional de España. Base 2008/ Serie homogénea », Tablas por Comunidades Autónomas Serie 2000-2012<sup>484</sup>, INE, « Encuesta de la Población Activa. Tasas de Actividad, paro y empleo, por sexo y distintos grupos de edad, por Comunidad Autónoma »<sup>485</sup>.

Selon l'INE, même si l'Andalousie fait partie des régions dont le poids du PIB avait une certaine incidence sur le PIB national, son faible PIB/habitant et son fort taux de chômage la classaient parmi les régions les moins nanties en Espagne en 2012 ; ce qui confortait les affirmations de Juan Antonio LACOMBA :

*Desde el punto de vista económico, (...) antes de la autonomía, Andalucía ocupaba el último lugar en cualquier estadística que se tomara, en cualquier indicador, Andalucía está en la cola y hoy, que tome el indicador que se quiera : el Renta Per Cápita, el del Presupuesto Familiar Disponible, el de paro etc. último o penúltimo lugar, en debate con Extremadura<sup>486</sup>.*

Ces affirmations qui en même temps reflétaient la réalité de la situation socioéconomique de l'Andalousie n'étaient que le résultat des différents plans de développement appliqués en Andalousie depuis le début de l'Etat des autonomies. Ils remettaient indubitablement en cause, et en grande partie, les gigantesques efforts fournis par la *Junta* dans l'optique d'atteindre non seulement les objectifs définis dans l'article 12.3 du Statut d'Autonomie de 1981, mais également plusieurs parmi ceux proposés avec insistance dans les différents plans de développement. En effet, si quelques uns de ces objectifs avaient été atteints, tel n'était malheureusement pas le cas de l'immense majorité au bout de 30 années d'exercice de régime autonome. En rappeler quelques uns serait sans l'ombre d'un doute éclairant:

<sup>484</sup> INSTITUTO NACIONAL DE ESTADISTICA, « Contabilidad Regional de España. Base 2008/ Serie homogénea », Tablas por Comunidades Autónomas. Serie 2000-2012, disponible sur [\[http://www.ine.es/daco/daco42/cre00/b2008/homog/dacocre\\_base2008h.htm\]](http://www.ine.es/daco/daco42/cre00/b2008/homog/dacocre_base2008h.htm), (page consultée le 15 mars 2014)

<sup>485</sup> INSTITUTO NACIONAL DE ESTADISTICA, « Encuesta de la Población Activa. Tasas de Actividad, paro y empleo, por sexo y distintos grupos de edad, por Comunidad Autónoma », disponible sur [\[http://www.ine.es/jaxiBD/tabla.do?per=03&type=db&divi=EPA&idtab=28\]](http://www.ine.es/jaxiBD/tabla.do?per=03&type=db&divi=EPA&idtab=28), (page consultée le 15 mars 2014)

<sup>486</sup> Entretien de Juan Antonio LACOMBA avec Mexcin EBANE sur « L'Andalousie dans l'Espagne des autonomies », *Op. cit.*

« El acceso de todos los Andaluces a los niveles educativos y culturales que permitan su realización personal y social », « La realización de un eficaz sistema de comunicación que potencie los intercambios humanos, culturales y económicos », « El desarrollo industrial, como fundamento del crecimiento armónico de Andalucía territorial<sup>487</sup> », « Reducción del paro y la elevación de la tasa de actividad. (...) La tasa de paro andaluza debe aproximarse a la correspondiente a la economía nacional<sup>488</sup> ».

En 30 années de régime autonome, la *Junta de Andalucía* avait en effet enregistré une avancée quantitative et qualitative dans la modernisation de ses équipements collectifs, dans l'amélioration de son système éducatif, ainsi que dans le développement des facteurs relatifs au bien-être social. Mais en termes comparatifs, elle a encore beaucoup à accomplir pour rapprocher ses indicateurs de développement de la moyenne espagnole. En effet, les analyses menées antérieurement montrent qu'en 2013, ses taux de chômage, de développement industriel et de croissance économique n'étaient plus au rouge comme au moment de l'acquisition de l'autonomie, mais ils s'affolaient et montraient la persistance de son état de sous-développement économique avancé. Ces indicateurs conduisirent à se poser un certain nombre d'interrogations : à quoi servaient concrètement les différents plans de développement élaborés par la *Junta de Andalucía* ? Avaient-ils une orientation bien déterminée et adéquate à même de vaincre le spectre du chômage qui planait sur cette région et qui en même temps mettait son économie en berne depuis des lustres ? Cet autogouvernement se trompait-il tout simplement dans l'orientation de sa stratégie de développement ?

Dans un cas comme dans l'autre, la comparaison faite dans le Tableau 28 entre la situation économique de l'Andalousie et celle des autres nationalités historiques permet d'affirmer que, contrairement à ce disaient la majeure partie des théories sur le développement régional, y compris celles des élites politiques andalouses durant la lutte pour l'autonomie, l'existence d'un autogouvernement régional aux compétences politiques et économiques élargies n'était en aucun cas de la défense de l'intérêt régional, de l'endiguement du processus de sortie de la population du marché du travail, et non plus de la réalisation du désir ardent de dynamiser la croissance économique. Répondre à ces interrogations requiert une importance capitale et conduit par la même

---

<sup>487</sup> PARLAMENTO de ANDALUCÍA, *Estatuto de Autonomía para Andalucía...*, Op. cit., pp. 12-13

<sup>488</sup> CONSEJERIA DE ECONOMIA Y HACIENDA, *Plan Económico para Andalucía 1984-1986*, Sevilla, Junta de Andalucía, p.46 disponible sur

[[http://www.juntadeandalucia.es/opencms/opencms/system/bodies/contenidos/publicaciones/pubcice/Otros/pubcice\\_3678/PEA\\_84-86.pdf](http://www.juntadeandalucia.es/opencms/opencms/system/bodies/contenidos/publicaciones/pubcice/Otros/pubcice_3678/PEA_84-86.pdf)], (page consultée le 10 mars 2014)

occasion à proposer des pistes de réflexion visant à mettre en adéquation la stratégie de développement de l'Andalousie et la réalité de ses problèmes de développement prédominants.

De l'étude sur l'Andalousie socioéconomique dans l'Espagne des autonomies, il ressort qu'au bout de 30 années d'exercice de régime autonome, plus aucun doute ne planait sur son niveau de modernisation. Mais en dépit de cette rapide modernisation, cette région présentait encore beaucoup de caractéristiques d'une société sous-développée. L'une des questions significatives allant dans ce sens était le problème de la pauvreté. En effet, l'*Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía* révéla dans son enquête sur les revenus et les dépenses des foyers en 2012 que 31%<sup>489</sup> des habitants vivaient sous le seuil de pauvreté. Cela représentait 8,8 points au dessus de la moyenne nationale et mettait en évidence les déséquilibres intérieurs de sa structure sociale. Pendant que son taux de pauvreté invitait à tirer la sonnette d'alarme, les 35,86% de son taux de chômage, le plus élevé en Espagne, en amplifiait l'écho, et sa croissance économique éprouvait du mal à se consolider, assourdissant ainsi l'ensemble de la région. En somme, à partir de l'instauration des régimes autonomes, l'Andalousie se modernisa plus qu'elle ne se développa. En abondant dans le même sens qu'Isidoro ROMERO LUNA, « *En definitiva, Andalucía sigue existiendo como problema económico*<sup>490</sup> ». Cela revenait à dire que les objectifs fixés par le Statut d'Autonomie de 1981 à la *Junta de Andalucía* ne furent pas atteints dans leur immense majorité durant la première ère de consolidation de l'Etat des autonomies.

La classe dirigeante andalouse imputa ce résultat révélateur de sa situation socioéconomique à l'inadéquation de son Statut d'Autonomie de 1981 aussi bien au nouveau contexte international avec la mondialisation des sociétés et de l'économie, et avec l'intégration de l'Andalousie dans l'Union Européenne, qu'au niveau national avec les nouvelles approches de l'Etat des autonomies. Ce nouveau contexte dans lequel évoluait l'Andalousie, tout à fait différent de celui de la transition démocratique, selon Manuel CHAVES GONZALEZ, Président de la *Junta de Andalucía* de 1990 à 2008, fit naître la nécessité de réformer le contenu de son Statut d'Autonomie afin de l'adapter aux nouvelles réalités politiques et socioéconomiques de l'Andalousie.

---

<sup>489</sup> CONSEJERIA DE ECONOMIA, INNOVACION, CIENCIA Y EMPLEO, « Evolución de las personas situadas por debajo del umbral de riesgo de pobreza. Años 2004-2013 », *Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía*, disponible sur [<http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario14/anuario14c14.htm>], (page consultée le 19 mars 2014)

<sup>490</sup> Isidoro ROMERO LUNA, *La empresa andaluza en el siglo XXI. Desarrollo endógeno en una economía global*, p.3, disponible sur [<http://grupo.us.es/gpyde/DOWNLOAD/a7.pdf>], (page consultée le 19 mars 2014)

**Chapitre III**  
**REFORME DU STATUT D'AUTONOMIE DE 1981 :**  
**DEMANDE POPULAIRE OU ASPIRATION DES ELITES**  
**POLITIQUES ?**



Après deux décennies de fonctionnement du régime autonome, durant un débat sur l'état de la Communauté Autonome l'Andalousie le 25 juin 2003, Manuel CHAVES GONZALEZ, Président de la *Junta*, exprima la nécessité d'entreprendre une modernisation de son Statut d'Autonomie : « *Frente a quienes se muestran refractarios a hablar sobre el Estatuto y sobre una eventual reforma, tengo que proclamar el derecho de los andaluces a encabezar esta reflexión en España* <sup>491</sup> ». Au regard de l'importance d'un processus de cette envergure, il est légitime de se demander si une telle opération était indispensable pour cette Communauté Autonome, dans quels buts elle fut entreprise, et surtout, si les Andalouses et les Andalous en avaient exprimé la nécessité ? L'analyse du contexte politique de cette réforme, celle de ses objectifs, et celle de la participation citoyenne à la consultation référendaire pour sa ratification aideront à trouver des éléments de réponse à ses interrogations. .

### **III-a Réforme statutaire ou mécanisme d'élargissement des compétences de l'autogouvernement andalou**

#### **III-a-1 Contexte politique et objectifs du processus de réforme statutaire**

Après l'approbation en 1981 d'un Statut d'Autonomie qui se produisit dans un contexte de redéfinition de la structure territoriale et de changement de système politique, la consolidation de l'Etat des autonomies s'accompagna de l'intégration de l'Andalousie dans l'Union Européenne et de la résolution de certains problèmes qui y étaient historiques comme la communication, l'éducation et la santé. Si l'application de ce Statut élaboré durant la transition démocratique avait permis de créer un environnement aussi favorable, à l'orée du XXIe siècle, l'élargissement de l'Union Européenne, la mondialisation et les avancées technologiques de la nouvelle société de l'information avaient créé un environnement nouveau avec lequel ce texte statutaire de 1981 devait se mettre en adéquation. Cela conduisit à la nécessité d'ouvrir le débat sur sa révision et son actualisation comme le souligna Manuel CHAVES GONZALEZ :

*abrir un debate político y social sobre el texto estatutario, evitando la polémica partidista, y proceder con inteligencia y pragmatismo a impulsar un nuevo horizonte de autogobierno que facilite lo que vengo denominando la segunda modernización de Andalucía, en base a sugerencias, propuestas e iniciativas, sin excluir ninguna alternativa, incluida la posibilidad de reformar el Estatuto si fuera necesario. Y, en este contexto de reflexión y de futuro, hay que promover las*

---

<sup>491</sup> PARLAMENTO DE ANDALUCIA, « Debate General sobre el estado de la Comunidad Autónoma de Andalucía », *Diario de Sesiones*, n°67, 2003, p.7735

*grandes líneas o vectores que aseguren un mayor protagonismo a Andalucía en el siglo XXI. Este objetivo va a depender, Señorías, de la presencia que tengamos en la nueva economía, en la sociedad del conocimiento ; en definitiva, en la nueva sociedad*<sup>492</sup>.

S'il était évident que l'actualisation du Statut d'Autonomie était une nécessité, il n'en était pas moins vrai que celle-ci devait avoir l'unanimité des différents groupes parlementaires et acteurs sociaux, se dérouler dans un climat consensuel, et répondre prioritairement à la demande sociale. Car, dans un Etat où le bon fonctionnement de la décentralisation politique basée sur le Titre VIII de la Constitution était patent depuis son approbation en 1978, moderniser le Statut d'Autonomie, partie intégrante de cette Constitution, dans l'unique but la rendre compétitive, serait procéder éventuellement à l'ouverture de la boîte de Pandore, ce qui pouvait laisser certaines formations politiques réfractaires au projet de réforme. Définir alors les contours de cette réforme qui satisfassent l'ensemble des forces parlementaires afin qu'elles s'impliquent de manière décisive dans la mise en adéquation des normes écrites avec la nouvelle réalité était donc l'objectif de l'appel du Président de la *Junta*. Par ailleurs, dans cette déclaration de Manuel CHAVES GONZALEZ, les aspects qui attirent indubitablement l'attention peuvent se résumer à trois points : le transfert des compétences du Gouvernement central à la *Junta de Andalucía*, la place déterminante de cette Communauté au sein de l'Etat des Autonomies, et le financement autonome.

Relevons que les premiers symptômes de cette fièvre de la réforme statutaire furent visibles au sein des Communautés Autonomes où la demande de l'autonomie politique était plus insistante durant la transition démocratique. En effet, la Catalogne et le Pays basque, deux des Communautés parmi celles qui avaient le niveau maximum de compétences furent également celles qui initièrent le processus de réforme statutaire au moment où les Communautés qui avaient moins de compétences commencèrent à égaler les leurs. En Catalogne, pour les mêmes raisons que celles résumées dans la déclaration de Manuel CHAVES GONZALEZ, ce débat fut ouvert au Parlement de la Catalogne le 3 octobre 2002 dans le but de moderniser le fonctionnement de la *Generalitat* et de dynamiser davantage son développement. Rédigé par l'*Institut d'Estudis Autonòmics*, ce rapport sur la réforme du Statut de la Catalogne regroupait un diagnostic des problèmes qui conduisirent à la réforme statutaire fut approuvé par le Parlement de la Catalogne le 30 septembre 2005, par las *Cortes Generales* le 6 juin 2006, et fut ratifié par sanction référendaire le 18 juin 2006.

---

<sup>492</sup> PARLAMENTO DE ANDALUCIA, « Debate de la Comunicación del Consejo de Gobierno sobre el estado de la Comunidad Autónoma de Andalucía », *Diario de Sesiones*, n°48/VI Legislatura, 2001, p. 2948, disponible sur [<http://www.parlamentodeandalucia.es/webdinamica/portal-web-parlamento/pdf.do?tipodoc=diario&id=8807>], (page consultée le 24 mars 2014)

Il est indispensable de garder en toile de fond que La singularité de ce Statut de 2006 qui attire notre attention et qui sera mise en exergue dans l'analyse prochaine du Statut d'Autonomie de l'Andalousie de 2007, est la stratégie adoptée par la classe dirigeante catalane dans l'énumération des compétences pour éviter à l'avenir toute incompréhension avec le Pouvoir central sur l'étendue de leurs compétences respectives: elle garantit statutairement la complétude de leurs compétences autonomiques en même temps qu'elle définit celles du Gouvernement central. En effet, il s'agissait pour la *Generalitat* d'assurer législativement ses domaines de compétences exclusives et de garantir sa capacité d'intervention législative sur ces domaines à travers un double procédé :

*De la combinación de definición de los conceptos de competencia exclusiva y compartida, se propone un sistema con arreglo al cual, en el ámbito de las competencias exclusivas no podrá entrar a operar la competencia básica estatal y en el ámbito de las competencias compartidas las bases estatales no pueden ser desarrolladas por normas reglamentarias. Así pues implica eliminar la posibilidad de que aparezcan normas básicas en reglamentos estatales*<sup>493</sup>.

Le but ultime de ce double procédé n'était nul autre que celui de renforcer les compétences autonomiques afin d'éliminer au maximum toute possibilité d'ingérence de l'Etat. Deux des témoins de cette stratégie sont les articles 120 et 121. Les deux, relatifs aux « *Cajas de ahorros* » et aux « *Comercio y Ferias* » comportent respectivement 4 alinéas et 5 sous-alinéas, et 3 alinéas et 11 sous-alinéas.

Pour ce qui était de la proposition de projet de réforme du Statut du Pays basque, initiée le 25 octobre 2001, elle fut approuvée par une majorité écrasante lors de la session plénière du 30 décembre octobre 2004 au Parlement de cette Communauté Autonome. La substance de cette proposition de projet de réforme défendue au *Congreso de los Diputados* par IBARRETXE MARKUARTU, représentant du Parlement basque, était la suivante :

*La propuesta que yo presento aquí en nombre del Parlamento vasco es una propuesta para la convivencia. (...) En el ejercicio de nuestro derecho democrático a decidir, el Parlamento vasco ha aprobado por mayoría absoluta, como exige por cierto el Estatuto, una propuesta de convivencia entre Euskadi y el Estado español basada en la libre asociación y en el respeto mutuo. Ejercemos, por tanto, nuestro derecho a decidir no en clave de ruptura, sino en clave de*

---

<sup>493</sup> Encarnación MONTOYA MARTIN, « Economía y sector público : la organización instrumental en la propuesta de reforma de Estatuto de Autonomía para Andalucía », *Revista Andaluza de Administración Pública*, no°65, 2007, p.63

*convivencia.(...) Euskadi no es una parte subordinada del Estado español. Quiero decirselo con toda claridad aquí como representante del Parlamento vasco*<sup>494</sup>.

Cette proposition de projet de réforme était claire et précise ; et aucun doute ne planait sur la finalité séparatiste de son contenu. Nul besoin de rappeler que le principe fondamental de la Constitution de 1978 est l'indivisibilité de la nation espagnole. La proposition de projet de réforme basque se caractérisa donc par une inconstitutionnalité dont l'irrévocabilité du rejet était patente au sortir du vote des Cortes :

*Sometida a votación de totalidad la propuesta de reforma del Estatuto político de la Comunidad de Euskadi, se rechaza por 29 votos a favor, 313 en contra y dos abstenciones*<sup>495</sup>.

Ce vent de réforme statutaire qui commença à souffler en Catalogne et au Pays basque, deux régions où les forces nationalistes bénéficiaient d'un franc soutien de la population, finit par atteindre l'Andalousie. Mais, des deux visions de réforme, les élites politiques andalouses optèrent pour celle de la Catalogne.

Ainsi, après avoir déclaré son intention d'impulser le processus de réforme statutaire, le 30 décembre 2003, l'autogouvernement, par la voix de Manuel CHAVES GONZALEZ, présenta au Parlement de l'Andalousie les *Bases para la Reforma del Estatuto de Autonomía para Andalucía*, texte dans lequel il réaffirma que les changements économiques, politiques, sociaux et culturels du XXI<sup>e</sup> siècle ne pouvaient être mieux affrontés, mieux abordés, et surmontés qu'avec un Statut un Statut d'Autonomie modernisé. Après trois années de débat parlementaire autour de son contenu, le projet de réforme du Statut d'Autonomie fut soumis à l'appréciation du *Congreso de los Diputados* et du Sénat qui l'approuvèrent respectivement le 2 novembre et le 20 décembre 2006. Soumis à référendum le 18 février 2007, ce nouveau texte statutaire fut ratifié avec un taux d'abstention record de 64,15% que nous aurons postérieurement l'occasion d'analyser.

Eu égard, comme souligné antérieurement, à l'ultra sensibilité de la question financière dans les déclarations de Manuel CHAVES GONZALEZ au moment d'initier le processus de réforme statutaire, sans pourtant accorder une importance marginale aux autres aspects que développe ce

---

<sup>494</sup> CONGRESO D ELOS DIPUTADOS, « Debate de totalidad de Propuestas de Reforma de Estatutos de Autonomía : del Parlamento Vasco, de reforma de Estatuto político de la Comunidad de Euskadi », *Diario de Sesiones del Congreso de los Diputados*, n°65, 2005, p.3091, disponible sur [\[http://www.congreso.es/portal/page/portal/Congreso/PopUpCGI?CMD=VERDOC&CONF=BRSPUB.cnf&BASE=PUW8&PIECE=PUW8&DOCS=1-1&FMT=PUWTXDTS.fmt&OPDEF=Y&QUERY=%40FECH%26gt%3B%3D20050201+%26+%28D%29.PUBL.+%26+%28CONGRESO%29.SECC.+Y+CDP200502010065.CODI.#1\]](http://www.congreso.es/portal/page/portal/Congreso/PopUpCGI?CMD=VERDOC&CONF=BRSPUB.cnf&BASE=PUW8&PIECE=PUW8&DOCS=1-1&FMT=PUWTXDTS.fmt&OPDEF=Y&QUERY=%40FECH%26gt%3B%3D20050201+%26+%28D%29.PUBL.+%26+%28CONGRESO%29.SECC.+Y+CDP200502010065.CODI.#1), (page consultée le 25 mars 2005)

<sup>495</sup> *Idem*, p.3089

nouveau texte statutaire, nous-nous arrêterons sur l'analyse du Titre II dénommé *Competencias de la Comunidad Autónoma* en concentrant principalement notre attention sur l'article 58 consacré à l'activité économique. En effet, en dépit de la multiplication des Titres et articles, et de leur longueur dans leur formulation, nous considérons que la réforme du Statut d'Autonomie de l'Andalousie dans sa gestation, n'avait pas donné la prééminence aux aspects revendicatifs comme cela fut le cas au Pays basque, mais à l'amplification du moindre détail qui pouvait permettre à l'Andalousie d'élargir ses compétences. Le préambule du Statut de 2007, dans ce sens, reste inéquivoque :

*Reformas para profundizar el autogobierno, extrayendo todas las posibilidades descentralizadoras que ofrece la Constitución para aproximar la Administración a la ciudadanía*<sup>496</sup>.

Dans cette optique, nous ne pouvons omettre de souligner que l'une des caractéristiques du nouveau texte statutaire est sa prolixité due à l'adoption de la stratégie de l'exhaustivité employée par les élites catalanes. En effet, il compte 250 articles contre les 75 que comptait le Statut adopté en 1981, et dépasse de loin les 169 articles de la Constitution de 1978. C'est donc cette minutie qui émerge au moment d'égrener les compétences économiques exclusives à la Communauté Autonome de l'Andalousie. Dans l'analyse de l'article 58, nous adopterons une méthode comparative qui se développera dans une double perspective : la première consistera à faire la comparaison entre l'agencement des textes dans le Statut réformé de l'Andalousie et celui de ceux du Statut de la Catalogne de 2006 ; la deuxième quant à elle, consistera à établir une comparaison entre le Statut de l'Andalousie de 2007 et celui de 1981 afin de mettre en exergue non seulement le niveau de modernisation des textes, mais aussi le niveau de compétences nouvellement acquises. En somme, de cette double perspective dans la comparaison émergera une vision critique sur la nouvelle norme statutaire de l'Andalousie.

### **III-a-2 Titre II et Titre VI : nouveau cadre de compétences économiques et institutionnelles de la *Junta de Andalucía***

Avant d'entrer de plain-pied dans l'analyse du nouveau cadre de compétences de la *Junta*, il est indispensable de souligner que le Statut de 2007 est constitué d'un préambule, de 250 articles, d'un Titre Préliminaire, de 10 Titres, de 5 Dispositions Additionnelles, de 2 Dispositions

---

<sup>496</sup> JUNTA DE ANDALUCIA, *Estatuto de Autonomía para Andalucía*, Sevilla, Centro de Publicaciones no Oficiales, 2007, p.9, disponible sur [[http://www.parlamentodeandalucia.es/opencms/export/portal-web-parlamento/contenidos/pdf/PublicacionesNOoficiales/TextosLegislativos/ESTATUTO\\_AUTONOMIA\\_2007.pdf](http://www.parlamentodeandalucia.es/opencms/export/portal-web-parlamento/contenidos/pdf/PublicacionesNOoficiales/TextosLegislativos/ESTATUTO_AUTONOMIA_2007.pdf)], (page consultée le 25 mars 2014)

Transitoires, d'une Disposition Dérogatoire, et de 3 Dispositions Finales. Très minutieux dans la description de ses compétences, il est particulièrement long en comparaison avec celui de 1981 qui ne comptait que 75 articles. N'ayant nullement l'intention de mener une analyse détaillée de l'ensemble de ces 250 articles, nous allons principalement nous limiter à ceux recueillis dans les Titres II et VI qui évoquent les raisons fondamentales qui conduisirent à la réforme statutaire.

### **III-a-2-1 Classification des compétences dans le nouveau Statut d'Autonomie de l'Andalousie**

Dans l'optique de permettre à la *Junta de Andalucía* de réaliser ses objectifs fondamentaux énumérés dans l'article 10, et à la suite de l'exploitation maximale des compétences déjà énoncée dans le préambule, le nouveau texte statutaire dispose dans l'alinéa 4 du même article que :

*Los poderes públicos de la Comunidad Autónoma de Andalucía adoptarán las medidas adecuadas para alcanzar los objetivos señalados, especialmente mediante el impulso de la legislación pertinente, la garantía de una financiación suficiente y la eficacia y eficiencia de las actuaciones administrativas*<sup>497</sup>.

Dans cette recherche d'une législation pertinente qui lui permît de garantir le financement de ses projets et la consolidation de son organisation institutionnelle, les rédacteurs du Statut de 2007 consacrerent l'article 42 à la classification des compétences exclusives de la *Junta*. Cette nouvelle configuration constitue sans aucun doute le fondement de la réforme statutaire de l'Andalousie. En effet, jusque là, il était aisé d'observer qu'aussi bien les titres des compétences exclusives à l'Etat que ceux des compétences exclusives aux Communautés Autonomes étaient énoncés de façon générique dans les articles 148 et 149 de la Constitution. Mais, avec la réforme statutaire, le désir de l'exhaustivité manifesté à travers la classification des compétences, elles-mêmes réparties avec soin en secteurs subdivisés jusqu'au moindre détail en sous-secteurs, aucune interrogation ne se pose actuellement quant aux limites de l'étendue des compétences de l'Etat, et encore moins, sur celles de l'autogouvernement de l'Andalousie.

Arrêtons-nous à présent sur l'article 42 du Titre II. Dans le souci de manifester notre fidélité à l'esprit du Statut de 2007, malgré la longueur du texte, nous allons reproduire avec exactitude la classification des compétences de l'Andalousie faite dans cet article :

---

<sup>497</sup> *Idem*, p.14

*2. La Comunidad Autónoma de Andalucía asume mediante el presente Estatuto:*

*1.º Competencias exclusivas, que comprenden la potestad legislativa, la potestad reglamentaria y la función ejecutiva, íntegramente y sin perjuicio de las competencias atribuidas al Estado en la Constitución. En el ámbito de sus competencias exclusivas, el derecho andaluz es de aplicación preferente en su territorio sobre cualquier otro, teniendo en estos casos el derecho estatal carácter supletorio.*

*2.º Competencias compartidas, que comprenden la potestad legislativa, la potestad reglamentaria y la función ejecutiva, en el marco de las bases que fije el Estado en normas con rango de ley, excepto en los supuestos que se determinen de acuerdo con la Constitución. En el ejercicio de estas competencias, la Comunidad Autónoma puede establecer políticas propias.*

*3.º Competencias ejecutivas, que comprenden la función ejecutiva que incluye la potestad de organización de su propia administración y, en general, aquellas funciones y actividades que el ordenamiento atribuye a la Administración Pública y, cuando proceda, la aprobación de disposiciones reglamentarias para la ejecución de la normativa del Estado.*

*4.º Competencias en relación con la aplicación del derecho comunitario, que comprenden el desarrollo y la ejecución de la normativa de la Unión Europea cuando afecte al ámbito de las competencias de la Comunidad Autónoma.*

*3. La Comunidad Autónoma de Andalucía ejercerá las competencias no contempladas expresamente en este Estatuto que le sean transferidas o delegadas por el Estado.*

*4. La Comunidad Autónoma, cuando así se acuerde con el Estado, podrá ejercer actividades de inspección y sanción respecto a materias de competencia estatal, en los términos que se establezcan mediante convenio o acuerdo<sup>498</sup>.*

Cet égrenage de compétences n'est pas ex nihilo. Elle vient à la suite des multiples recours auprès du Tribunal Constitutionnel qui ont opposés l'Andalousie à l'Etat. Entre autres, citons d'une

---

<sup>498</sup> *Idem*, p.25

part le « *Conflicto positivo de competencias 476-2003. Planteado por el Consejo de Gobierno de la Junta de Andalucía respecto a la Orden del Ministerio de Medio Ambiente que establece las bases reguladoras de las ayudas a la investigación en materias relacionadas con la Red de parques nacionales y las convoca para el año 2002* <sup>499</sup> » ; d'autre part, la « *Ley 21/2007, de 18 de diciembre, de Régimen Jurídico y Económico de los Puertos de Andalucía* <sup>500</sup> », approuvée en Andalousie, mais jugée inconstitutionnelle par l'Etat. Les deux visent respectivement à consolider l'autonomie financière de la Communauté Autonomie et à éviter la vulnérabilité du régime juridique des domaines maritime et terrestre publics. Dans le but de clarifier la limite des compétences de la Communauté Autonome et celle des compétences de l'Etat, cet égrenage des compétences dans le nouveau Statut se révèle donc particulièrement utile. En effet, même s'il ne résout pas de façon définitive le conflit de compétences opposant l'Andalousie à l'Etat, il a néanmoins le mérite de mettre désormais en lumière, les limites d'intervention de l'Etat de celles de l'Andalousie par une classification et une distinction détaillées des compétences exclusives de celles qui sont partagées et de celles qui sont exécutives.

Soulignons que malgré ce maillage de compétences, celles de l'Etat dans un certain nombre de domaines continuent à avoir une incidence majeure sur celles de l'Andalousie comme le dispose l'article 149.1 de la Constitution. Les compétences partagées également ont les mêmes contenus, législatif, réglementaire et exécutif, mais, selon le même article 149.1, ils sont en relation avec les domaines sur lesquelles l'Andalousie doit exercer ses compétences à partir des bases établies par l'Etat.

Par ailleurs, les compétences exécutives incluent le pouvoir de structurer sa propre administration, de prévoir les fonctions, et d'organiser les activités sur la base des dispositions normatives approuvées par l'Etat. Relevons que le caractère générique de la définition de ces compétences implique toute sorte de règlements et non tout simplement ceux relatifs à l'organisation de l'administration. Quant aux compétences qui sont relatives à l'application du droit communautaire, elles incluent l'élaboration et l'exécution du droit de l'Union Européenne lorsque celui traite d'un sujet qui concerne directement l'Andalousie.

Enfin, il fallait également, d'une part, une catégorie de compétences qui puissent être transférées du Pouvoir central même si elles ne sont pas explicitement définies dans le Statut ;

---

<sup>499</sup> TRIBUNAL CONSTITUCIONAL, « Conflicto positivo de competencias 476-2003 », *Boletín Oficial del Estado*, n°172, 2009, p.27, disponible sur [<http://www.boe.es/boe/dias/2009/07/17/pdfs/BOE-A-2009-11915.pdf>], (page consultée le 30 mars 2014)

<sup>500</sup> JUNTA DE ANDALUCIA, « Ley 21/2007, de 18 de diciembre, de Régimen Jurídico y Económico de los Puestos de Andalucía », *Boletín Oficial de la Junta de Andalucía*, n°253, 2007, disponible sur [<http://www.juntadeandalucia.es/boja/2007/253/boletin.253.pdf>], (page consultée le 30 mars 2014)



d'autre part, une catégorie de compétences qui permette aussi à l'Andalousie de participer aux processus d'élaboration des lois et de jouir d'une représentation effective lors des moments de désignation des représentants des organisations économiques et sociales de l'Etat et dans la planification économique, ou des mesures de politique générale ayant une incidence en Andalousie. Des institutions dans lesquelles peuvent se produire ces désignations, - entre autres « *Banco de España* », « *Comisión Nacional del Mercado de Valores* », « *Comisión del Mercado de las Telecomunicaciones* » - des organismes qui exercent des fonctions d'autorité régulatrice dans les domaines économique et sociale qui sont en relation avec les Communautés Autonomes.

En définitive, excepté le cas du sous-alinéa 4, cette énumération exhaustive des compétences n'est aucunement significative d'un élargissement substantiel de leurs contenus déjà reconnus dans le Statut de 1981, mais de leur classification détaillée, à l'image du modèle catalan, pour consolider l'organisation institutionnelle de l'Andalousie et répondre au désir exprimé dans le préambule qui veut que la réforme statutaire « *modernice el modelo territorial* » et qu'elle parvienne à « *profundizar el autogobierno* ».

### **III-a-2-2 : Nouveau cadre des compétences économiques exclusives à la *Junta de Andalucía***

Le nouveau cadre économique de la Communauté Autonome de l'Andalousie se trouve défini dans l'article 58 du Titre II et dans le premier chapitre du Titre VI du Statut de 2007. Concernant l'article 58, il ouvre et trace la voie, avec 4 alinéas et 18 sous-alinéas. La proximité de cet article est la première caractéristique qui attire l'attention au moment de s'imprégner des dispositions du Titre II. En se conformant à ce respect des détails qui guida les rédacteurs du nouveau Statut de l'Andalousie, même si notre analyse va se limiter à quelques uns de ses sous-secteurs, procéder à l'énumération complète des compétences exclusives à cette Communauté Autonome semble nécessaire en gage de fidélité aussi bien à l'esprit du Statut de 2007 en général, qu'à celui de l'article 58 en particulier :

*1º La ordenación administrativa de la actividad comercial, incluidos las ferias y mercados interiores; la regulación de los calendarios y horarios comerciales, respetando en su ejercicio el principio constitucional de unidad de mercado y la ordenación general de la economía; el desarrollo de las condiciones y la especificación de los requisitos administrativos necesarios para ejercer la actividad comercial; la regulación administrativa de todas las modalidades de venta y formas de prestación de la actividad comercial; la clasificación y la*

*planificación territorial de los equipamientos comerciales, incluido el establecimiento y la autorización de grandes superficies comerciales; el establecimiento y la ejecución de las normas y los estándares de calidad relacionados con la actividad comercial; la adopción de medidas de policía administrativa con relación a la disciplina de mercado, y la ordenación administrativa del comercio interior, por cualquier medio, incluido el electrónico, sin perjuicio en este último caso de lo previsto en la legislación del Estado*<sup>501</sup>.

Selon le *Pleno. Sentencia 225/1993, de 8 de julio*<sup>502</sup> du Tribunal Constitutionnel, la réglementation des horaires d'ouverture et de fermeture des activités commerciales ne fait pas partie intégrante de la liberté d'entreprise. Car, la finalité des normes sur la concurrence est d'éviter que les horaires d'ouverture ou de fermeture n'affectent pas un secteur aussi décisif que l'économie de marché, d'où l'absolu nécessité de prévenir une éventuelle situation qui affecterait ce secteur en respectant l'article 38 de la Constitution. Celle-ci garantit la liberté d'entreprise tout en chargeant les pouvoirs publics d'assurer et de protéger son exercice ainsi que la défense de la productivité conformément aux exigences de l'économie générale et de sa planification. En d'autres termes, la configuration d'un régime limitatif des horaires d'ouverture et de fermeture ou, au contraire, de liberté dans les horaires d'ouverture et de fermeture est assignée au législateur. De plus, l'article 149.1.6 de la Constitution dispose que le droit du marché intérieur est une compétence exclusive que l'Etat doit exercer sans porter atteinte aux spécificités des législations des Communautés Autonomes. En somme, la subdivision en secteurs de l'activité commerciale de l'administration publique dans le Statut de 2007 ne change substantiellement en rien les compétences exclusives recueillies dans les articles 13.15 et 18.1.6 du Statut de 1981 qui stipulaient respectivement que :

*13.15. Establecimiento y ordenación de centros de contratación de mercancías y valores de conformidad con la legislación mercantil. Ferias y mercados interiores.*

*18.1.6° Comercio interior. Defensa del consumidor y el usuario de la política general de precios y de la legislación sobre defensa de la competencia*<sup>503</sup>.

En revanche, dans l'énumération des secteurs de compétences, l'article 58 souligne dans le sous-alinéa 2 « *El régimen de las nuevas tecnologías relacionadas con la sociedad de información*

---

<sup>501</sup> *Idem*, p.35

<sup>502</sup> TRIBUNAL CONSTITUCIONAL, « Pleno. Sentencia 225/1993, de 8 de julio de 1993 », *Boletín Oficial del Estado*, n°183, 1993, disponible sur [[https://www.boe.es/diario\\_boe/txt.php?id=BOE-T-1993-20114](https://www.boe.es/diario_boe/txt.php?id=BOE-T-1993-20114)], (page consultée le 26 mars 2014)

<sup>503</sup> PARLAMENTO de ANDALUCÍA, *Estatuto de Autonomía para Andalucía*, Sevilla, Centro de Publicaciones no Oficiales, 2004, pp. 16-24

*y del conocimiento* ». Celui-ci, contrairement au premier sous-alinéa, caractérisait la nécessité du texte statutaire de 1981 de se mettre en adéquation avec les nouvelles technologies. Cependant, le soin de souligner « *en el marco de la legislación del Estado* » signifie que cette compétence n'est pas exclusive à l'Andalousie, mais qu'elle est partagée avec le Pouvoir central. Quant au sous-alinéa 3, « *Fomento, regulación y desarrollo de las actividades y empresas de artesanía* », cette compétence exclusive existait déjà dans l'alinéa 19 de l'article 13 du Statut de 1981.

Le listage des compétences exclusives se poursuit avec l'alinéa 2 qui souligne que : « *La Comunidad Autónoma de Andalucía asume competencias exclusivas de acuerdo con las bases y la ordenación de la actuación económica general, y en los términos de lo dispuesto en los artículos 38, 131 y 149.1.11.<sup>a</sup> y 13.<sup>a</sup> de la Constitución* ». Les cinq sous-alinéas de cet alinéa confirment l'exclusivité de l'Andalousie sur la planification de son activité économique, sur son secteur public, sur son industrie, sur la défense des droits de ses consommateurs, et sur la création et la supervision d'un marché ou d'un centre commercial sur son territoire. L'exclusivité de cet ensemble de compétences lui était déjà reconnue dans les articles 18 et 13.15 du texte statutaire de 1981.

Dans l'alinéa 3, « *Corresponde a la Comunidad Autónoma de Andalucía el desarrollo y la gestión de la planificación general de la actividad económica* », le premier sous-alinéa est cité par l'article 18.7 du Statut de 1981. Le second, relatif à « *la planificación de la actividad económica, tanto general como sectorial, especialmente cuando afecte a sectores estratégicos de Andalucía, de acuerdo con el artículo 131 de la Constitución* », constitue une nouveauté dans les relations institutionnelles de l'Andalousie. Cité de façon claire dans l'article 222 du Titre IX dénommé « *Relaciones Institucionales de la Comunidad Autónoma* », cet alinéa ainsi que l'ensemble des articles du Titre IX sont l'une des nouveautés du Statut de 2007. En effet, le premier Statut, dans le Titre V, dénommé « *Relaciones con la Administración del Estado y con otras Comunidades Autónomas* », se limita dans l'article 73 à déclarer que « *Corresponde al Presidente la representación de la Comunidad Autónoma de Andalucía en sus relaciones con el Estado y con las demás Comunidades Autónomas* » sans expliciter son rôle. Sans pour autant vouloir revenir sur les moyens pharamineux que nécessita la modernisation des équipements collectifs de l'Andalousie, ne serait-ce qu'une brève réflexion sur l'origine de l'aide financière dont elle bénéficia pour sa réalisation conduit à une définition du rôle de cette Communauté Autonome, ne serait-ce que dans ses relations avec l'Union Européenne. Le mérite du Statut de 2007 est qu'il régule entre autres les principaux accords, la prise de décision et la gestion des fonds européens par l'Andalousie, d'où l'introduction par exemple de l'article 218 :

*En los supuestos previstos en el presente Título, la Comunidad Autónoma de Andalucía participará en las decisiones o instituciones del Estado y de la Unión*

*Europea de acuerdo con lo que establezcan en cada caso la Constitución, la legislación del Estado y la normativa de la Unión Europea*<sup>504</sup>.

En conclusion, en matière économique, la réforme de l'article 58 du Statut d'Autonomie de l'Andalousie se limita à introduire quelques compétences qui sont plus une mise à jour du texte statutaire de 1981 qu'une réforme des compétences économiques à proprement parler. En revanche, cette subdivision des compétences économiques exclusives de l'Andalousie pour garantir l'intégralité de son pouvoir institutionnel et limiter l'intervention de l'Etat laisse entrevoir la stratégie de rédaction de la quasi totalité du texte statutaire de 2007.

En ce qui concerne le premier chapitre du Titre VI, il commence par le rappel de l'appartenance à l'intérêt général de toute la richesse se trouvant sur la Communauté Autonome comme cela est spécifié dans l'alinéa premier de l'article 128 de la Constitution.

L'article 157 quant à lui est consacré aux objectifs et aux principes de base de l'Andalousie en matière économique, d'où son caractère répétitif car, plusieurs de ses dispositions ont déjà été développées dans l'article 58. Cette redondance est également retrouvée dans les dispositions relatives à la cohésion économique et territoriale ainsi que dans celles évoquant le secteur financier de l'Andalousie. En effet, outre quelques légères altérations, le contenu de l'article 157.3.3° est en tout point identique à celui de l'article 161; et l'article 162 stipule que:

*1. Los poderes públicos andaluces contribuirán al fortalecimiento del sector financiero andaluz y propiciarán su participación en los planes estratégicos de la economía. 2. La Junta de Andalucía promoverá una eficaz ordenación del sistema financiero andaluz garantizando su viabilidad y estabilidad y prestando especial atención a las cajas rurales y a las cajas de ahorro y a las funciones que a estas últimas les corresponden al servicio del bienestar general y del desarrollo económico y empresarial*<sup>505</sup>.

En effet, le Titre II a déjà pris le soin d'évoquer ces dispositions. Son article 75 dispose que l'Andalousie a l'exclusivité dans l'organisation du système financier andalou. Dans le même ordre d'idées, le Statut de 2007 poursuit en reproduisant avec exactitude dans l'article 163 les dispositions déjà développées dans l'article 69 du Statut de 1981. Il déclare que l'un des objectifs des pouvoirs publics dans la modernisation de l'économie est de développer les sociétés coopératives et de leur

---

<sup>504</sup> JUNTA DE ANDALUCIA, *Estatuto de Autonomía para Andalucía*, Sevilla, Centro de Publicaciones no Oficiales, 2007, *Op. cit.*, p.86, disponible sur [[http://www.parlamentodeandalucia.es/opencms/export/portal-web-parlamento/contenidos/pdf/PublicacionesNOoficiales/TextosLegislativos/ESTATUTO AUTONOMIA 2007.pdf](http://www.parlamentodeandalucia.es/opencms/export/portal-web-parlamento/contenidos/pdf/PublicacionesNOoficiales/TextosLegislativos/ESTATUTO_AUTONOMIA_2007.pdf)], (page consultée le 25 mars 2014)

<sup>505</sup> *Idem*, p. 160

faciliter l'accès aux moyens de production. Enfin, la redondance dans ce nouveau Statut est également palpable dans les contenus des articles 165 et 42 qui soulignent le droit de l'Andalousie à jouir d'une participation effective aux réunions visant à élaborer des politiques générales qui affectent particulièrement son territoire. Cet ensemble de mesures était déjà spécifié dans l'article 67 du Statut de 1981.

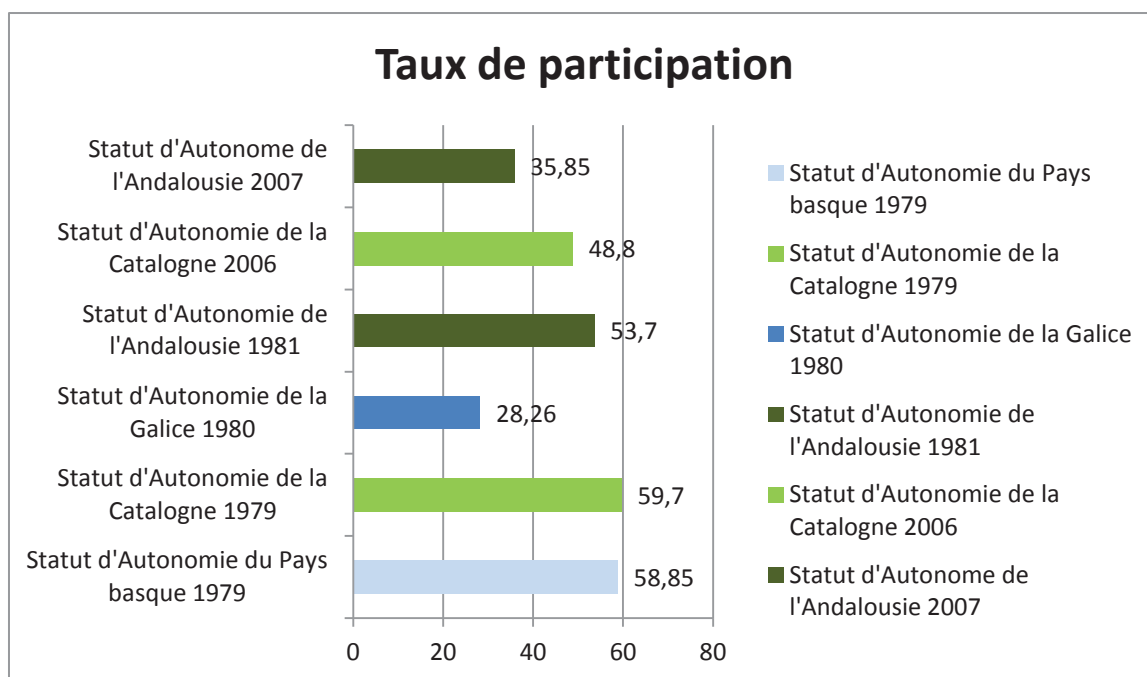
En somme, au sujet des compétences en matière économique et institutionnelle de la *Junta*, outre les compétences relatives à la société de l'information et de la connaissance, de la participation directe de l'Andalousie dans la rédaction du droit communautaire et à sa participation effective aux réunions de politique générale, il se dégage que le Statut d'Autonomie de 2007 de cette région repose essentiellement sur un maillage de compétences acquises en 1981 et dont le souci des détails a très souvent conduit à leur redondance; ce qui au bout du compte rendit la version finale de ce nouveau texte statutaire très longue.

Mais en dépit de ces longueurs et lourdeurs, ce texte qui, aujourd'hui, est en vigueur en Andalousie fut ratifié par un référendum dont le fort taux d'abstention ne pouvait laisser indifférent. En effet, certaines formations politiques de l'opposition estimèrent qu'il était la preuve inéquivoque de l'échec de la politique de la *Junta* et de son Président qui avaient initié le processus de réforme, pendant que d'autres pensèrent que la réforme du Statut de 1981 ne répondait tout simplement pas à une nécessité véritablement exprimée par la population andalouse.

### **III-b Réforme du Statut d'Autonomie de l'Andalousie : un référendum sans participation citoyenne**

Le Statut d'Autonomie qui régit la Communauté Autonome de l'Andalousie actuelle fut ratifié par un référendum caractérisé par un manque inédit de participation citoyenne. Depuis l'instauration de l'Etat des autonomies, des différents référendums de ratification des textes statutaires, celui organisé en Andalousie en 2007 est le second à se caractériser par un très faible taux de participation comme le démontre le tableau suivant :

Tableau 29: Taux de participation aux référendums autonomiques de 1979 à 2007



Sources : Elaboration personnelle à partir des données de la Junta Electoral Central <sup>506</sup>, « Referéndum sobre el Estatuto de Autonomía de Galicia <sup>507</sup> »,

Avec 6.186.072 électeurs, 2.217.833 votants, 1.920.944 voix pour, 207.955 voix contre, 67.853 bulletins blancs, et 21.081 bulletins nuls <sup>508</sup>, le taux de participation à la consultation référendaire du 18 février 2007 en Andalousie s'éleva à 35,85%, soit de 64,15% d'abstention. Cette faible participation est la plus basse en Espagne, à l'exception de celle du référendum de ratification du Statut d'Autonomie organisé en Galice le 21 décembre 1980 qui ne s'élevait qu'à 28,26%. Par ailleurs, 86,61% des votants étaient favorables à la réforme du Statut, contre 9,37% <sup>509</sup> qui avaient exprimé leur désaccord. Des résultats montrant une telle polarisation laissent une très grande marge d'interprétations. Dans cette optique, notre analyse se limitera à deux facteurs explicatifs de cette faible participation au référendum de 2007: d'une part, l'ambiguïté des formations politiques de l'opposition durant le processus de réforme ; d'autre part, l'abstention comme vote sanction

<sup>506</sup> JUNTA ELECTORAL CENTRAL, « Resultados del referéndum sobre reforma del Estatuto de Autonomía de Andalucía celebrado el 18 de febrero de 2007 », *Boletín Oficial del Estado*, n°64, 2007, p.11237, disponible sur [<http://www.boe.es/boe/dias/2007/03/15/pdfs/A11237-11238.pdf>], (page consultée le 31 mars 2014) ; « Resultados del referéndum sobre reforma del Estatuto de Autonomía de Cataluña celebrado el 18 de junio de 2006 », *Boletín Oficial del Estado*, n°158, 2006, p.25193, disponible sur [<http://www.boe.es/boe/dias/2006/07/04/pdfs/A25193-25194.pdf>], (page consultée le 31 mars 2014) ; JUNTA ELECTORAL CENTRAL, cité par Pilar del CASTILLO VERA, « Resultados del referéndum sobre del Estatuto de Autonomía en el País vasco », p.204, disponible sur [<http://e-spacio.uned.es:8080/fedora/get/bibliuned:DerechoPolitico-1979-1980-05-10092/PDF>], (page consultée le 31 mars 2014)

<sup>507</sup> Santiago SANCHEZ GONZALEZ, « Referéndum sobre el Estatuto de Autonomía de Galicia », *Revista de Derecho Político*, n°9, 1981, p.220

<sup>508</sup> JUNTA ELECTORAL CENTRAL, « Resultados del referéndum sobre reforma del Estatuto de Autonomía de Andalucía celebrado el 18 de febrero de 2007 », *Op. cit.*, p.11237

<sup>509</sup> *Ibidem*

contre la politique menée par l'autogouvernement andalou ou comme reflet du déphasage existant entre les aspirations des élites politiques et les besoins de la population.

### **III-b-1 Ambigüité des formations politiques face à la réforme du Statut d'Autonomie**

L'absentéisme électoral chronique qui a caractérisé le scrutin du 18 février 2007 en Andalousie n'était pas ex nihilo. Le manque de cohérence et de cohésion des partis politiques implantés dans cette région durant le processus de réforme en constitue l'un des facteurs explicatifs. A ce propos, la déclaration d'Antonio SANZ CABELLO - membre du *Partido Popular* et l'un des Représentants du Parlement de l'Andalousie au *Congreso de los Diputados* - est d'une clarté parfaite :

*Señorías, desde el Partido Popular de Andalucía creemos que es un grave error pasar del Estatuto del consenso y la unidad, que es la realidad que ha supuesto el Estatuto vigente de Carmona, al Estatuto de la división y la discordia que se presenta hoy en esta Cámara*<sup>510</sup>.

La division et la mésentente caractérisaient donc l'espace parlementaire en Andalousie au moment de prendre une décision d'une importance fondamentale, comme celle de la réforme statutaire. En effet, le PP et le PA adoptèrent des attitudes qui étaient loin de motiver leurs adhérents à se mobiliser massivement pour l'adoption du texte réformé le jour du scrutin. Le premier vécut son premier affrontement avec le PSOE en novembre 2005, au moment où le débat était centré sur le système de financement et les compétences que devait recueillir le nouveau texte statutaire :

*Los socialistas andaluces están convencidos de que tarde o temprano el Partido Popular se saldrá de los trabajos de la ponencia parlamentaria para la reforma del Estatuto de Autonomía y lo que está buscando "descaradamente" es un argumento que justifique su abandono. Así lo cree el portavoz y secretario de Organización de la comisión ejecutiva regional del PSOE andaluz, Luis Pizarro,*

---

<sup>510</sup> CORTES GENERALES, « Debate de totalidad de Propuestas de Reforma de Estatuto de Autonomía », *Diario de Sesiones del Congreso de los Diputados*, n°179, 2006, p. 8931, disponible sur [\[http://www.congreso.es/public\\_oficiales/L8/CONG/DS/PL/PL\\_179.PDF\]](http://www.congreso.es/public_oficiales/L8/CONG/DS/PL/PL_179.PDF), (page consulté le 1<sup>er</sup> avril 2014)

*a partir de la actitud pasiva que mantiene el PP en dos asuntos claves de la reforma: la financiación y las nuevas competencias de la comunidad*<sup>511</sup>.

Par la voix de son porte parole Antonio SANZ CABELLO, tout en soulignant qu'il n'allait pas se retirer des travaux sur le projet de réforme du Statut de 1981, le PP estima que pour initier des débats sur le financement et les compétences de l'Andalousie, il était judicieux d'attendre non seulement la fin de la révision du système de financement des autonomies que devait entamer le *Consejo de Política Fiscal y Financiera* en janvier 2006, mais aussi la fin des débats sur le projet de texte de réforme statutaire de la Catalogne soumis à l'appréciation du *Congreso de los Diputados*. Face à ce désaccord qui opposait ces deux formations politiques à forte représentation parlementaire, le PP proposa que le projet de réforme soit momentanément suspendu. Cette proposition fut vigoureusement rejetée par le PSOE qui, dorénavant, allait s'appuyer sur ses 61 députés, sur les 6 d'IU, et sur les 5 du PA pour atteindre le corum des 3/5 des parlementaires imposé par l'article 74.1.b du Statut de 1981 afin d'approuver la proposition de réforme. Effectivement, à défaut de travailler avec le PP, le 14 décembre 2005, le PSOE mit à exécution une solution de rechange en s'appuyant sur l'IU et sur le PA à travers l'acceptation d'une liste de compétences similaire à celle de la Catalogne rédigée par ces deux partis :

*El PSOE ha asumido como propia la metodología elaborada por Izquierda Unida y Partido Andalucista sobre cómo deben figurar las competencias en el texto reformado del Estatuto andaluz, con un listado detallado de materias. El portavoz socialista, Manuel Gracia, admitió ayer que esta ordenación "se parece bastante" a la aprobada en Cataluña, aunque no es tan exhaustiva. A falta de nuevos contactos, en la reunión de la ponencia celebrada ayer los partidos de izquierda aproximaron posiciones sobre competencias. El PP sigue sin presentar ni una sola propuesta concreta*<sup>512</sup>.

Quoiqu'ayant voté contre la proposition de réforme statutaire en soutenant et en défendant le manque d'opportunité et de nécessité d'un nouveau Statut, le PP ne disposant pas du nombre de parlementaires requis pour bloquer le processus de réforme statutaire, se retrouva politiquement isolé. Il poursuivit tout de même le processus de réforme avec la même attitude jusqu'au *Congreso de los Diputados* où il attesta que :

---

<sup>511</sup> Lourdes LUCIO, « El PSOE cree que el PP "busca" una excusa para salir de la reforma del Estatuto andaluz », *El País*, 29 novembre 2005, disponible sur [[http://elpais.com/diario/2005/11/29/andalucia/1133220132\\_850215.html](http://elpais.com/diario/2005/11/29/andalucia/1133220132_850215.html)], (page consultée le 02 avril 2014)

<sup>512</sup> Lourdes LUCIO, « El PSOE acepta un listado de competencias parecido al catalán propuesto por IU y PA », *El País*, 14 de diciembre de 2005, disponible sur [[http://elpais.com/diario/2005/12/14/andalucia/1134516124\\_850215.html](http://elpais.com/diario/2005/12/14/andalucia/1134516124_850215.html)], (page consultée le 02 avril 2014)



*señorías, sencillamente las modificaciones introducidas se han hecho de espaldas a Andalucía, se han hecho al dictado de intereses ajenos a nuestra tierra (...) Por eso hoy no estamos debatiendo aquí ni la modernización ni la actualización de nuestro Estatuto a las nuevas realidades del siglo XXI. Si fuera así, hoy yo ya les aseguro que existiría consenso*<sup>513</sup>.

Cependant, après avoir milité et voté contre cette réforme statutaire pendant pratiquement un an, année durant laquelle il justifiait sa position auprès de son électorat et l'encourageait à en faire autant, le PP changea son fusil d'épaule et se positionna brusquement en faveur de la réforme en donnant la justification suivante :

*El presidente del PP explicó este jueves en el Congreso por qué apoya la reforma del Estatuto andaluz. Mariano Rajoy apuntó cuatro razones: Es un "buen estatuto, inequívocamente constitucional, cierra el paso a cualquier veleidad nacionalista y es fruto del consenso entre PSOE y PP". Según Rajoy, la definición de "realidad nacional" es una cuestión "meramente estética" que "no significa nada", una "opinión particular en un pasado remoto". El nuevo Estatuto andaluz fue aprobado en la Cámara Baja con 306 votos a favor y dos abstenciones*<sup>514</sup>.

Ainsi, pour le PP, ce fut l'introduction de quelques amendements dans la formulation de quelques articles qui avait rendu acceptable la réforme qu'il avait rejetée pendant pratiquement un an au Parlement de l'Andalousie. Alors, même si durant la campagne électorale, ce parti milita pour un vote massif en faveur du texte réformé, son opposition à celui-ci manifestée depuis le début du processus avait orienté le choix politique de son électorat le jour du scrutin. Donc, on peut abonder dans le sens de Gaspar ZARRIAS AREVALO, *Consejero de la Presidencia de la Junta de Andalucía* en 2006 :

*los "primeros análisis" del resultado del referéndum "confirman" su percepción sobre la campaña del PP que, en su opinión, "pedía el 'sí' con la boca chica y planteaba una serie de incógnitas que han hecho que sus electores hayan podido pensar que este no era su Estatuto y que por lo tanto o bien se han quedado en casa o bien han votado que no, como ha ocurrido en distritos y mesas electorales*

---

<sup>513</sup> CORTES GENERALES, « Debate de totalidad de Propuestas de Reforma de Estatuto de Autonomía », *Op. cit.*, p. 8932

<sup>514</sup> *El País*, « Rajoy dice que el Estatuto de Andalucía es "inequívocamente constitucional" y que la realidad nacional es "meramente estética" », 02 de noviembre de 2006, disponible sur [<http://www.libertaddigital.com/nacional/rajoy-dice-que-el-estatuto-de-andalucia-es-inequívocamente-constitucional-y-que-la-realidad-nacional-es-meramente-estetica-1276291692/>], (page consultée le 02 avril 2014)

*donde mayoritariamente la participación es muy alta y el voto del PP es muy significativo*<sup>515</sup>.

Cela revenait à dire que même si le PP avait battu campagne pour un « oui » majoritaire, la réforme du Statut d'Autonomie était déjà perçue par les électeurs de ce parti comme une aspiration fondamentalement socialiste, ou comme une œuvre politique qui ne concernait que la *Junta de Andalucía*. Souvenons-nous que la Communauté Autonome de l'Andalousie a toujours été gouvernée par le PSOE depuis l'instauration de l'Etat des autonomies, et le PP jusqu'à présent constitue la deuxième formation politique. Alors, selon l'électorat du PP, le parti qui avait le plus grand intérêt à réformer le Statut était indubitablement le PSOE et non le PP, d'où la question de savoir pourquoi aller voter ? Et pourquoi voter en faveur de la réforme ? Pour ces électeurs du PP, conformément aux propos de leur représentant au *Congreso de los Diputados* : « *sencillamente las modificaciones introducidas se han hecho de espaldas a Andalucía, se han hecho al dictado de intereses ajenos a nuestra tierra* ». En définitive, ce Statut n'était pas le leur.

En ce qui concerne le PA, l'un de ses thèmes principaux durant les élections législatives de 2004 était la réforme du Statut d'Autonomie de 1981. En effet, dans son programme électoral, il déclare :

*Los andalucistas creemos que la sociedad andaluza actual difiere mucho de la sociedad de inicios de los años ochenta, fecha en la que se redactó el actual Estatuto. La Ley principal andaluza está basada en una realidad social, económica, laboral, industrial, agraria e histórica que no son las mismas de hoy. (...) Andalucía necesita un Nuevo Estatuto para dotar a la administración andaluza de mayor eficacia en la gestión pública y aumentar los servicios públicos que ofrecen bienestar a la sociedad*<sup>516</sup>.

Le PA consacre une grande partie de son programme électoral à la demande de la réforme du Statut d'Autonomie. Le thème central de sa stratégie politique était la demande d'un nouveau Statut doté de nouvelles compétences visant à consolider l'autogouvernement de l'Andalousie. Autant que le PSOE, le PA exprimait la nécessité de conformer le texte statutaire de l'Andalousie aux réalités et aux exigences de la société actuelle. Durant le débat d'investiture du candidat à la Présidence de la *Junta*, ce fut sans nul doute ce souhait d'atteindre le même objectif qui poussa

---

<sup>515</sup> *El Mundo*, « El PSOE andaluz atribuye al electorado del PP la "participación mínima" en sus distritos », 19 de febrero de 2007, disponible sur [<http://www.elmundo.es/elmundo/2007/02/19/espana/1171883246.html>], (page consultée le 02 avril 2014)

<sup>516</sup> PARTIDO ANDALUCISTA, « Programa Elecciones Autonómicas 2004 », p.8, disponible sur [[http://www.elpais.com/comunes/2004/elecciones2004/programas/pa\\_programa.pdf](http://www.elpais.com/comunes/2004/elecciones2004/programas/pa_programa.pdf)], (page consultée le 03 avril 2014)

Antonio ORTEGA GARCIA, membre du Groupe Parlementaire Andalouiste, à manifester son soutien à la candidature de Manuel CHAVES GONZALEZ, car les souhaits de leurs formations politiques convergeaient sur la nécessité de réformer le Statut d'Autonomie : « *Señor Chaves, usted anunció su intención de reformar el Estatuto en esta legislatura, y estamos de acuerdo en la necesidad de la reforma*<sup>517</sup> ».

Ainsi, depuis le début de la septième législature, le PA avait inlassablement manifesté sa volonté de moderniser son Statut. En outre, sa participation active dans la Commission de rédaction des *Bases para la Reforma del Estatuto de Autonomía para Andalucía* lui donnait entière satisfaction et ne manquait pas de souligner à ce propos durant la Session Plénière du 2 mai 2006 que « *el Parlamento ha realizado un buen trabajo*<sup>518</sup> ». Eu égard à ce remarquable travail, par la voix de Maria Pilar GONZALEZ MODINO, membre du groupe Parlementaire Andalouiste, le PA avait tiré la conclusion suivante :

*El texto que hoy se somete a debate y a aprobación de la Cámara es, además, un buen texto. (...) En primer lugar, refleja los valores en los que coincide, de forma muy mayoritaria, la sociedad andaluza, y que son el resultado del camino democrático recorrido en los últimos casi treinta años ; valores de libertad, igualdad, justicia, paz, pluralismo político, que compartimos con el resto de las Comunidades Autónomas de España, bajo el amparo de la Constitución Española. (...) En segundo lugar, el Estatuto de Autonomía encauza y traduce esos valores en normas jurídico-políticas, contribuyendo así a ordenar la convivencia entre andaluces, y en tercer lugar, establece los principios rectores de nuestra convivencia y señala los objetivos que orientan y delimitan nuestro horizonte futuro*<sup>519</sup>.

Cependant, une fois le projet de texte de réforme arrivé au *Congreso de los Diputados* pour être soumis à son appréciation, le PA a rompu sa collaboration avec le PSOE. En effet, en l'espace de quelques mois, ce parti politique qui était l'un des promoteurs de la réforme statutaire s'est transformé en allié du PP au moment où celui-ci défendait son rejet. A ce propos, Antonio SANZ CABALLO, prenant la parole au *Congreso*, souligna que :

---

<sup>517</sup> PARLAMENTO DE ANDALUCIA, « Debate de Investidura del candidato a la Presidencia de la Junta de Andalucía », *Diario de Sesiones*, n°3, VII Legislatura, 2004, p. 31, disponible sur [\[http://www.parlamentodeandalucia.es/webdinamica/portal-web-parlamento/pdf.do?tipodoc=diario&id=12701\]](http://www.parlamentodeandalucia.es/webdinamica/portal-web-parlamento/pdf.do?tipodoc=diario&id=12701), (page consultée le 03 avril 2014)

<sup>518</sup> PARLAMENTO DE ANDALUCIA, « Debate final de la Proposición de Reforma del Estatuto de Autonomía para Andalucía », *Diario de Sesiones*, n°45, VII Legislatura, 2006, p. 5304, disponible sur [\[http://www.parlamentodeandalucia.es/webdinamica/portal-web-parlamento/pdf.do?tipodoc=diario&id=14893\]](http://www.parlamentodeandalucia.es/webdinamica/portal-web-parlamento/pdf.do?tipodoc=diario&id=14893), (page consultée le 03 avril 2014)

<sup>519</sup> *Idem* pp. 5304-5305

*vengo a trasladar la voz real del Parlamento de Andalucía; una voz que no ha sido la de la unanimidad, una voz que desgraciadamente no ha logrado ser la voz del consenso. Y es que el texto que hoy se debate viene a esta Cámara con el rechazo ni más ni menos que del 40 por ciento de los representantes del pueblo andaluz, incluidos los miembros del Partido Andalucista que hoy no pueden intervenir pero que, por motivos completamente diferentes a los de mi grupo, se han manifestado también en contra de este proyecto de reforma*<sup>520</sup>.

Cette ambiguïté du PA face à la réforme avait nécessairement incité son électorat à rester chez lui au lieu d'aller voter « non ». Et pour celui qui s'était rendu aux urnes, cette incohérence le poussa grandement à voter en faveur du rejet du texte réformé.

En revanche, en considérant que le choix des électeurs et des sympathisant du PP et du PA porté massivement sur l'abstention et sur le « non » à la réforme du texte statutaire le 18 février 2007 était principalement motivé par l'incohérence de la ligne de conduite de leurs partis respectifs vis-à-vis du processus de réforme, il est opportun de se demander ce qui, par contre, a incité l'électorat du PSOE à ne pas participer au vote référendaire ; en dépit de la constance et de la clarté des objectifs de ce parti depuis le début de l'initiative de la réforme statutaire. Dans tous les cas, se demander si cette forte abstention n'aurait d'autres causes que les simples aspirations des partis politiques ne serait pas exagéré. Cette forte abstention serait-elle pour les Andalouses et pour les Andalous, un moyen persuasif de faire comprendre aux partis politiques qu'ils avaient une priorité autre la réforme du Statut d'Autonomie ?

### **III-b-2 Forte abstention : vote sanction de la politique de l'autogouvernement ou déphasage entre les aspirations des élites politiques et les besoins de la population ?**

Durant les deux premières décennies de son régime autonome, la communauté Autonome de l'Andalousie avait enregistré une avancée qualitative et quantitative au niveau de ses équipements collectifs. Alors, en dépit de cette rapide modernisation, la résolution de plusieurs problèmes inhérents à la vie socioéconomique des Andalouses et des Andalous restait en attente. Alors, au lieu faire montre d'une attitude d'auto complaisance, cette réalité socioéconomique devait plutôt conduire le PSOE à faire un bilan critique de ses vingt-six années d'auto gouvernance en décelant ce qui restait à faire de ce qui avait été fait pour mieux répondre aux attentes des Andalous et pour faire face aux défis du XXIe siècle.

---

<sup>520</sup> CORTES GENERALES, « Debate de totalidad de Propuestas de Reforma de Estatuto de Autonomía », *Op. cit.*, p. 8931, disponible sur [[http://www.congreso.es/public\\_oficiales/L8/CONG/DS/PL/PL\\_179.PDF](http://www.congreso.es/public_oficiales/L8/CONG/DS/PL/PL_179.PDF)], (page consulté le 1<sup>er</sup> avril 2014)

En 2005, la publication des résultats de l'enquête menée par l'*Instituto Nacional de Estadística* sur la qualité et le niveau de vie des Andalous était alarmante : 30,2% de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté<sup>521</sup>, ce qui signifiait que près d'un Andalou sur trois était pauvre. Cette situation de pauvreté et d'exclusion sociale, caractéristique d'une société à la dérive et mettant en exergue l'échec de la politique de l'autogouvernement andalou n'attirait manifestement pas à l'attention des élites politiques trop occupées à surveiller les actions politiques entreprises dans d'autres Communautés Autonomes, en l'occurrence la Catalogne et le Pays basque. En effet, les dirigeants andalous ont toujours fait référence à l'*agravio comparativo* par rapport aux autres Communautés. Spécifions que contrairement au recours à l'*agravio comparativo* fait durant l'initiative autonome par l'article 151 de la Constitution, et basé principalement sur le retard de l'Andalousie par rapport aux autres régions et sur la discrimination dont elle était victime, l'*agravio comparativo* durant le processus de réforme statutaire mettait l'accent sur le refus catégorique 'd'être moins ou d'avoir moins que...', sur le fait d'être plus à l'écoute de ce qui se passait chez les autres et non des sonnettes d'alarme tirées par les indicateurs de développement de la société andalouse que ces politiques étaient censé représenter et défendre. Miguel SANTIAGO, Coordonateur de *La Asociación Pro Derechos Humanos de Andalucía*, affirma que :

*la exclusión social es el "principal problema" de la comunidad. "Y a él no se le dedican los recursos suficientes", censuró. Santiago explicó que la sociedad andaluza muestra una dualidad entre una ciudadanía "del bienestar" y otra "excluida". (...) A juicio de Santiago, la vivienda y el empleo son los dos pilares básicos sobre los que deberían montarse las políticas para combatir la exclusión social. (...) Un 3,5% de la población andaluza (286.996 personas) viven en una situación de pobreza extrema, según Derechos Humanos, que toma como referentes los datos del padrón de habitantes, el informe Foessa sobre la pobreza en España que realiza Cáritas y el del Instituto de Estudios Sociales de Andalucía. Las cifras de población excluida son aún mayores, ya que se considera así a todas las personas que malviven en una situación de pobreza grave (772.727) o extrema (286.996). Cádiz es la provincia con mayores cotas de exclusión social (63.764 personas, el 5,4% de su población), seguida de Sevilla*

---

<sup>521</sup> INE, Encuesta de Condiciones de Vida, 2005, cité par Fernando MORENTE ORIA, « La pobreza dual en Andalucía y España », Centro de Estudios Andaluces, n°32, 2008, p. 6, disponible sur <http://www.centrodeestudiosandaluces.es/index.php?mod=publicaciones&cat=18&id=2321&ida=0&idm=>], (page consultée le 05 avril 2014)

(63.487, el 3,5%) y Málaga (50.869, el 3,5%). Por el contrario, Huelva muestra el panorama más positivo (8.224, el 1,7%) de toda la comunidad<sup>522</sup>.

Même s'il est vrai que les données de l'INE et celles de *Cáritas* et de *Instituto de Estudios Sociales de Andalucía* n'étaient pas exactement les mêmes, il n'en demeure pas moins qu'elles constituaient des preuves tangibles de l'existence en Andalousie d'une importante part de la population prise entre les mailles du filet de la pauvreté. Que ce soit une estimation d'un Andalou sur trois ou d'un Andalou sur quatre, la réalité sociale à l'orée de l'année 2006 en Andalousie était alarmante. De plus, au quatrième trimestre de l'année 2006, l'*Instituto de Estadística de Andalucía* révélait que le taux de chômage en Andalousie s'élevait 12,68%, soit plus de quatre points au dessus de la moyenne nationale qui s'élevait à 8,51%<sup>523</sup>.

Si les répercussions du chômage et de la pauvreté sur l'Andalou, sur sa famille, et sur la société en général restaient un secret de polichinelle pour Manuel CHAVES GONZALEZ et pour son autogouvernement, il convient de les souligner car ces deux fléaux historiques engendraient la démoralisation et la souffrance de milliers de personnes qui voulaient travailler, mais ne le pouvaient pas. Derrière la pauvreté et le chômage se trouvaient également le désespoir et la violence de la pression quotidienne que vivaient de nombreuses familles qui, même au prix de grandes privations, ne parvenaient pas joindre les deux bouts. Enfin, le chômage et la pauvreté étaient un supplice pour la population andalouse, une situation de laquelle voulait sortir le plus rapidement possible toute famille qui s'y trouvait, et un facteur préjudiciable pour l'économie et la société. Etre pauvre et au chômage était en somme nuisible aussi bien pour la santé des Andalous que pour l'équilibre socioéconomique et politique de la Communauté Autonome de l'Andalousie. Mais, la perception de cette société andalouse, malade et avide de soins était manifestement en opposition avec celle qu'avait Manuel GRACIA NAVARRO, membre du Groupe Parlementaire Socialiste, qui, en s'adressant à l'Assemblée durant le débat sur l'état de leur Communauté Autonome en 2006, reconnut d'abord représenter la population andalouse en ces termes : « *quiero decirles que me siento especialmente orgulloso de representar a esos centenares de miles de hombres y mujeres de*

---

<sup>522</sup> *El País*, « 286996 personas viven en una situación de pobreza extrema en Andalucía », 10 de diciembre de 2005, disponible sur [[http://elpais.com/diario/2005/12/10/andalucia/1134170539\\_850215.html](http://elpais.com/diario/2005/12/10/andalucia/1134170539_850215.html)], (page consultée le 05 avril 2014)

<sup>523</sup> CONSEJERIA DE ECONOMIA Y HACIENDA, « Población activa. Población de 16 y más años según su relación la actividad económica por provincia. Años 2005-2006 », *Instituto de Estadística de Andalucía*, disponible sur [<http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario06/anuario06c04.htm#t150>], (page consultée le 05 avril 2014)

nuestra tierra<sup>524</sup> », avant de poursuivre ses propos en attestant qu'une vision chaotique de l'Andalousie était erronée :

*Intentaré, por lo tanto, que mi intervención sea una intervención sobre la Andalucía existente, y no sobre la construcción falsa de una Andalucía basada en la anécdota, en el dato parcial, en la visión absolutamente negativista y catastrofista que hemos tenido, un año más, cansada y aburridamente un año más, oportunidad de escuchar en el día de ayer. Porque es falso, señorías, el dilema que aquí se nos intentó presentar, especialmente por parte de dos Grupos parlamentarios, entre una Andalucía oficial y una Andalucía real: es falso<sup>525</sup>.*

Ainsi, les socialistes ne se donnèrent pas pour obligation de faire une analyse de l'Andalousie réelle en 2006. En effet, dans le but de trouver des réponses à 'tous' ses problèmes socioéconomiques et politiques, ils n'avaient pas fait une analyse non seulement de cette Andalousie qui vivait prise dans les filets de la pauvreté et du chômage, de cette Andalousie qui avait un emploi mais dont les conditions de vie laissait à désirer, mais aussi une analyse de cette Andalousie qui avait enregistré une avancée incontestable sur le plan de la modernisation. Les socialistes, responsables du bien-être de tous les Andalous, ont plutôt préféré limiter leur analyse à l'Andalousie dont l'évocation reflèterait uniquement les avancées enregistrées durant leur gouvernance. En se basant sur vision partielle de leur région, Manuel CHAVES GONZALES en vint à la conclusion suivante :

*Ha sido un año muy positivo, con carácter general, para Andalucía; un año en el que están culminando procesos de largo recorrido, sobre los que veníamos trabajando desde hace mucho tiempo. (...) Andalucía crece económicamente, lidera la creación de empleo, progresa socialmente, y está cada día más cohesionada territorialmente, más unida y enlazada, con un mayor sentimiento de pertenencia a una realidad política y social que va más allá de nuestros pueblos o de nuestras ciudades<sup>526</sup>.*

---

<sup>524</sup> PARLAMENTO DE ANDALUCIA, « Debate de la Comunicacón del Consejo de Gobierno sobre el estado de la Comunidad Autónoma de Andalucía », *Diario de Sesiones*, n°50, 29 de junio de 2006, p.6095, disponible sur [\[http://www.parlamentodeandalucia.es/webdinamica/portal-web-parlamento/pdf.do?tipodoc=diario&id=15030\]](http://www.parlamentodeandalucia.es/webdinamica/portal-web-parlamento/pdf.do?tipodoc=diario&id=15030), (page consultée le 05 avril 2014)

<sup>525</sup> *Idem*, p.6096

<sup>526</sup> PARLAMENTO DE ANDALUCIA, « Debate de la Comunicacón del Consejo de Gobierno sobre el estado de la Comunidad Autónoma de Andalucía », *Diario de Sesiones*, n°90, 28 de junio de 2006, pp. 6023-6024, disponible sur [\[http://www.parlamentodeandalucia.es/webdinamica/portal-web-parlamento/pdf.do?tipodoc=diario&id=15025\]](http://www.parlamentodeandalucia.es/webdinamica/portal-web-parlamento/pdf.do?tipodoc=diario&id=15025), (page consultée le 05 avril 2014)

Ce bilan positif du labeur de l'autogouvernement andalou, défendu avec vivacité par Mansuel CHAVES GONZALES et les autres socialistes en juin 2006, n'avait cependant pas trouvé l'assentiment de l'immense majorité de la population au moment du vote de ratification référendaire du texte statutaire réformé. En effet, les 64,15% d'abstention à ce référendum étaient la réponse que cette société déçue, en colère et désespérée avait donnée à son autogouvernement et à sa classe politique en qui elle avait perdu confiance et qu'elle estimait être en total déphasage avec ses préoccupations. L'option de l'abstention au référendum du 18 février 2007 était sans nul doute un moyen d'expression ultime utilisé par les Andalouses et par les Andalous insatisfaits du travail de la *Junta de Andalucía* et du monde politique en général. Soulignons que si le bilan avait été approuvé par les citoyens en général, par l'électorat, ainsi que par les sympathisants du PSOE en particulier, parti moteur de la réforme, si la population avait véritablement eu le « *sentimiento de pertenencia a – la – realidad política y social* » que défendait Manuel CHAVES GONZALEZ, sa participation au référendum aurait été indubitablement massive. Cependant, au regard des résultats, il ne fait pas l'ombre d'un doute que la réforme du Statut d'Autonomie de l'Andalousie n'était pas une initiative politique qui répondait aux aspirations et à la demande de la population, mais elle était plutôt perçue comme une démarche des partis politiques à des fins électoralistes.

Même si la mise en adéquation du texte statutaire avec les grands changements politiques et économiques avait été évoquée comme une absolue nécessité par les deux partis majoritaires qui soutenaient la réforme, le cortège de nouveauté du Titre I en relation avec les droits sociaux, les politiques publiques, l'égalité entre les hommes et les femmes, et la protection du milieu naturel sont des facteurs qui concernent directement la population. Mais ils n'ont cependant pas pu servir de catalyseur pour la mobiliser massivement le jour du scrutin : le texte réformé avait à peine une incidence sur la population car, elle ne le considérait pas comme faisant partie de ses préoccupations.

Par ailleurs, cet absentéisme électoral record n'était pas seulement un vote sanction. Il avait la double fonction de refléter le profond mécontentement de la population à l'égard de la politique et d'utiliser cette politique comme instrument pour faire comprendre à la classe dirigeante qu'elle se trompait de priorité. L'abstention avait été utilisée pour orienter les regards et les analyses des politiques vers les véritables préoccupations de la population et les inciter à trouver des solutions à même de sortir l'Andalousie de sa dépression et de son insécurité sociales. Un jour après les élections, soit le 19 février 2007, Manuel CHAVES GONZALEZ assumait les résultats de la participation au référendum :

*El secretario general del PSOE andaluz y presidente de la Junta, Manuel Chaves, defendió hoy que la victoria "abrumadora" del 'sí' sobre el 'no' en el referéndum*



*sobre la reforma del Estatuto de Autonomía celebrado ayer, "legítima" el nuevo texto, aunque no ocultó que "esperaba" una participación "superior" a la registrada y reconoció que la alta abstención, que alcanzó el 63,72 por ciento, "nos tiene que preocupar y tenemos que tomar nota de lo ocurrido"<sup>527</sup>.*

Dans cette déclaration, le Président de la *Junta de Andalucía*, quoique de manière implicite, non seulement reconnaissait avoir mené une politique en déphasage avec les aspirations de la population, mais reconnaissait également avoir compris le message que celle-ci lui avait adressé à travers la forte abstention.

De cette étude sur la réforme du Statut d'Autonomie de l'Andalousie, il ressort qu'avant tout mécanisme de participation citoyenne à la prise de décisions politiques, ou avant d'entreprendre des réformes des textes législatifs essentiels pour la société, les gouvernants ont grand intérêt à ne pas se limiter à leur vision de la société, mais à orienter leurs décisions et les différentes réformes en se basant en grande partie sur les opinions et sur les aspirations de la population. En Andalousie, le fracassant absentéisme électoral au référendum du 18 février 2007 avait fortement remis en cause la politique menée par la *Junta* et les aspirations des partis politiques qui prétendaient mener une réforme statutaire au nom d'une population dont les préoccupations étaient de toute évidence différentes. Si le sujet soumis au référendum ne part pas d'une mobilisation ou d'une préoccupation sociale, la participation citoyenne peut perdre son efficacité comme stimulant de la démocratie directe et donner l'impression que, finalement, les élites politiques, les partis politiques et le Parlement ne représentent pas l'opinion de la majorité des citoyens, mais des personnes et des espaces qui utilisent le vote ou le référendum à des fins électoralistes. Cela revient à dire que pour les formations politiques, rester à l'écoute de la population, la représenter de façon efficace, et agir selon ses aspirations est incontestablement une arme qui stimule les citoyens à participer massivement aux différents scrutins. Agir autrement serait occasionner non seulement une abstention record au vote, mais aussi un désintéressement de la vie politique. Le cas du référendum de ratification du texte statutaire en 2007 en constitue un exemple patent : non seulement la réforme ne correspondait pas aux aspirations de la population, mais aussi le comportement des partis politiques durant le processus de réforme était entaché d'ambiguïté et d'incohérences. De facto, les résultats ont été l'expression de la désapprobation de la politique de l'autogouvernement et du divorce existant entre les besoins de la population et les aspirations des formations politiques.

---

<sup>527</sup> *El ABC*, « Los partidos reparten culpas por la elevada absención en el referéndum del Estauto andaluz », 19 de febrero de 2007, disponible sur [[http://www.abc.es/hemeroteca/historico-19-02-2007/abc/Nacional/los-partidos-reparten-culpas-por-la-elevada-abstencion-en-el-referendum-del-estatuto-andaluz\\_1631565140038.html](http://www.abc.es/hemeroteca/historico-19-02-2007/abc/Nacional/los-partidos-reparten-culpas-por-la-elevada-abstencion-en-el-referendum-del-estatuto-andaluz_1631565140038.html)], (page consultée le 05 avril 2014)

## **CONCLUSION GENERALE**

Si le développement régional dans un Etat multi-niveaux est le résultat d'un conflit d'intérêts entre un pouvoir central et une périphérie qui doit développer et consolider un sentiment d'identité régionale et réunir toutes ses forces dans l'optique de s'engager dans la lutte pour l'obtention de l'autonomie politique et la gagner, l'Andalousie constitue un exemple patent. Mais s'il est vrai, comme le soulignent certaines théories, à l'instar de celle du sociologue Neil SMELSER, que le développement et le changement social sont favorisés par le nationalisme<sup>528</sup>, il n'en demeure pas moins vrai que l'existence d'un nationalisme et d'un gouvernement régional aux compétences élargies ne sont pas, dans l'absolu, une garantie de la défense des intérêts régionaux dans la résolution du problème du chômage et encore moins dans la dynamisation de la croissance économique. Notre travail, grâce aux analyses qu'il propose, aura permis de déceler quelques facteurs qui ont mis à mal l'effectivité de la théorie de SMELSER au sein de la Communauté Autonome de l'Andalousie. Après avoir évoqué l'état alarmant des indicateurs de développement de cette région, cela, en dépit de ses multiples plans de développement et de son escalade budgétaire, nous nous proposons d'achever notre analyse sur une réflexion plus générale à travers laquelle nous suggérons certaines mesures politiques et économiques régionales qui cadreraient avec le problème andalou et pourraient permettre à cette région d'atteindre les objectifs fixés aussi bien dans son Statut d'Autonomie, que dans ses différents plans et programmes de développement. Ces mesures, soulignons-le, n'ont pour aspiration que de contribuer au développement politique, économique et social envisagé par les acteurs politiques de l'Andalousie à l'orée du XXIe siècle.

La dynamique politique et la modernisation de l'Andalousie autonome avaient un seul facteur commun : relever les défis politiques de cette région. Au commencement du troisième millénaire, cette région, pour utiliser les termes de Blas INFANTE, avait besoin d'une orientation politique pour sortir de son sous-développement et pour consolider son sentiment identitaire. En d'autres termes, le développement économique, le bien-être social, et la consolidation de la conscience identitaire andalouse devaient constituer la préoccupation première de l'action politique dont le but fondamental était la construction d'une Andalousie nouvelle et confiante au moment d'amorcer le XXIe siècle. Pour ce faire, les différents autogouvernements, d'un commun accord avec le PSOE, parti majoritaire au Parlement de l'Andalousie depuis l'instauration de l'Etat des autonomies, ont élaboré six plans et programmes de développement économique afin de dynamiser le développement régional de cette Communauté Autonome. Mais notre récente analyse à ce propos a montré que la réalité économique et sociale de l'Andalousie en 2013 est à l'opposé de celle recherchée par ces multiples plans de développement. En d'autres termes, plusieurs des objectifs qui y étaient définis, à ce jour, sont loin d'être atteints. Pour ne citer qu'un exemple concret, l'«

---

<sup>528</sup> Neil SMELSER, cité par Anthony D. SMITH, *Nacionalismo y Modernidad*, Madrid, Istmo, 2000, 432 p.

*objetivo prioritario para Andalucía seguir avanzando en la creación de riqueza que se traduzca en desarrollo socioeconómico y bienestar para los andaluces*<sup>529</sup> ».

Dans le cas de l'activité industrielle, les enquêtes de l'*Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía* et celles de l'*Instituto Nacional de Estadística* pour l'année 2012 ont montré qu'en Andalousie, les établissements d'au moins 250 employés représentaient 0,18% de son tissu industriel, ceux de 100 à 249 employés en représentaient 0,51%, ceux de 1 à 2 employés en représentaient 34,45%, les auto entrepreneurs représentaient 44,66%, pendant que les industries agroalimentaires en représentaient 18,27%. En d'autres termes, les auto entrepreneurs et les établissements de 1 à 2 employés regroupaient 79,08% du tissu industriel et les industries d'au moins 100 employés n'en représentaient que 0,69%. En conclusion : en 2012, le tissu industriel de l'Andalousie présentait une carence d'industries de grande envergure, un nombre réduit d'établissements de taille moyenne, et une prédominance de la micro-industrie.

Il serait aisé de mettre cet état de fait au compte des conséquences de la crise économique. Mais si celle-ci ne commença que vers la fin de l'année 2007, qu'est-ce qui justifierait alors en 2006 la prédominance du secteur tertiaire dans la structure productive de cette région, son fort taux de chômage, sa fracture sociale caractérisée par les 30,2% de sa population qui vivaient en dessous du seuil de pauvreté, et des 3,5% qui vivaient dans les conditions d'extrême pauvreté ? Le PSOE, seul parti ayant gouverné la Communauté Autonome de l'Andalousie depuis l'instauration de l'Etat des autonomies, se trompa de toute évidence dans la conception du modèle de développement de cette région. A ce propos, Juan ORTIZ MOLINA, Spécialiste en Economie Appliquée, affirme que « *el actual modelo de crecimiento económico regional conduce a una situación paradójica en la que cuanto mayor se hace éste, más distante se halla Andalucía de alcanzar la imagen perseguida*<sup>530</sup> ». En effet, outre la discontinuité des plans de développement qui attire l'attention au premier abord dans le Tableau 14, non seulement il est possible de constater aisément les incohérences et les contradictions dans les multiples changements de stratégies et d'objectifs au moment de définir la politique économique de l'Andalousie, mais aussi le manque de concordance de certains objectifs avec la réalité économique de cette région ainsi qu'avec les buts qu'ils prétendaient vouloir atteindre.

A titre illustratif, selon le PEA 1984-1986, la structure productive de l'Andalousie se caractérisait par le poids énorme du secteur primaire pesant sur un secteur secondaire rachitique, les deux, dominés par le secteur tertiaire. Dans ce premier plan de développement, l'autogouvernement

---

<sup>529</sup> CONSEJERIA DE ECONOMIA Y HACIENDA, *Estrategia para la Competitividad de Andalucía 2007-2013*, Sevilla, Junta de Andalucía, 2007, p.126

<sup>530</sup> Juan ORTIZ MOLINA, « El crecimiento económico andaluz durante la década 1981-1991 y sus efectos sobre la distribución de la renta », *Revista de Estudios Regionales*, n°56, 2000, p. 84

se fixe entre autres principaux objectifs, la réduction du chômage et le développement plus équilibré entre les différents secteurs de production. Dans l'optique de dynamiser sa croissance régionale, la *Junta* formula de façon claire sa stratégie :

*un mayor desarrollo de los sectores en los que Andalucía tiene claras ventajas comparativas, como son el subsector agrario, las industrias de transformación agraria, el turismo y la pesca, a la vez que se procede a llevar a cabo los procesos de promoción y reconversión industrial, de forma que sea posible aumentar el peso de la industria en el conjunto de la actividad económica andaluza*<sup>531</sup>.

En considérant que l'Andalousie est une région principalement agricole et touristique, et qu'en dépit de ces secteurs sur lesquels elle avait indiscutablement un avantage sur les autres régions, son niveau de développement laissait à désirer, il ne fait pas l'ombre d'un doute que favoriser davantage ces secteurs, ou encore mieux cette structure productive, revenait indubitablement à approfondir son modèle de production historique dont les résultats ne sont plus à commenter. Comment stimuler la croissance économique en favorisant des secteurs à faible valeur ajoutée au détriment de l'Industrie ? Cette structure productive maintenue jusqu'en 2012, comme le montre le Tableau 27, conduit à conclure que dans la planification de la politique économique de l'Andalousie, les gouvernants andalous n'ont jamais arrêté de jouer aux échecs contre eux-mêmes.

En considérant que pour une meilleure efficacité, les six plans de développement avaient mentionné la nécessité d'élaborer une stratégie à long terme, et que ces derniers n'ont eu de cesse de relever le problème qui se posait au niveau de la structure économique de l'Andalousie, nous pensons que la stratégie adoptée par l'autogouvernement devait être intimement liée aux objectifs fixés dans les plans, avec des délais et des coûts qu'elle exigeait pour sa réalisation. De plus, ces plans se caractérisaient par plusieurs interprétations des problèmes dont la résolution également était sujette à de multiples propositions. Cela traduisait un niveau élevé de désorientation au sein des instances dirigeantes de la *Junta* et une absence de politique claire visant à éradiquer les problèmes qui assaillaient la communauté Autonome de l'Andalousie. En somme, la stratégie économique adoptée par l'autogouvernement andalou allait à la dérive. Elle donnait l'impression de se transformer en une stratégie qui visait plus à maintenir et à approfondir l'état de sous-développement de la Communauté Autonome de l'Andalousie qu'à dynamiser son développement.

Pour ne considérer que la période allant de 2007 à 2013, la situation économique de l'Andalousie empirait et chaque jour qui passait rapprochait davantage cette région du gouffre. En

---

<sup>531</sup> CONSEJERIA DE ECONOMIA Y HACIENDA, *Plan Económico para Andalucía 1984-1986*, Op. cit., p. 49

fin d'année 2006, soit deux mois avant l'approbation du nouveau Statut d'Autonomie, l'INE révèle que le taux de chômage de l'Andalousie s'élevait à 12,68%, et celui de l'Espagne à 8,51%. En fin d'année 2013, ces taux de chômage s'élevaient respectivement à 36,31% et à 26,02%<sup>532</sup>. Même s'il est vrai que le vent de la crise souffla violemment sur les vagues du marché de l'emploi et les rabattit avec fracas sur le taux de chômage, il n'en demeure pas moins vrai que ce taux de chômage était déjà alarmant au moment d'entreprendre le processus de réforme autonome dont, justement, l'un des objectifs était de disposer d'un pouvoir élargi permettant de mener une politique économique qui soit en adéquation avec les réalités de l'Andalousie du XXI<sup>e</sup> siècle. La politique économique, soulignent JeanYVES CAPUL et Olivier GARNIER :

*Désigne un ensemble de décisions prises par les pouvoirs publics afin d'atteindre, grâce à l'utilisation de divers instruments, certains objectifs concernant la situation économique. (...) La politique économique cherche à modifier l'évolution spontanée ou naturelle de l'activité économique*<sup>533</sup>.

La politique économique constituant des décisions qui ne s'inscrivent pas nécessairement dans la logique des tendances prédominantes mais qui cherchent tout de même à consolider et à accroître l'activité économique tout en restant dans la régulation du fonctionnement général du système de marché, il est légitime de se demander si une planification économique autre que celle de l'autogouvernement n'est pas possible. A cette interrogation nous répondons par l'affirmative car, en plaçant l'Andalousie au centre de leur mobilisation, en mettant les Andalouses et les Andalous en centre de leurs préoccupations, les acteurs politiques ainsi que l'autogouvernement qui connaissent les limites et les possibilités des actions qu'ils peuvent entreprendre, peuvent mettre sur pied une stratégie économique qui pourrait isoler l'Andalousie du chemin tracé par les stratégies élaborées à ce jour. Se fier à la réalité et prêter une oreille attentive aux attentes de la population conduit nécessairement à prendre des décisions, à avoir des objectifs et des propositions viables et fiables dans le processus d'accomplissement des plans de développement.

Il est indispensable tout de même de souligner que le développement régional ne doit pas se focaliser uniquement sur le rythme progressif de la courbe de la croissance économique comme s'il s'agissait d'une condition sine qua non pour parvenir au développement. En réalité, nous pensons que le développement régional de l'Andalousie requiert une stratégie et des objectifs visant à diversifier sa structure productive et à la doter d'une cohésion et d'une cohérence meilleures pour que les connaissances et les innovations technologiques soient partagées par tout le tissu productif.

---

<sup>532</sup> INE, « Encuesta de la Población Activa, Parados por sector económico y Comunidad Autónoma », disponible sur [<http://www.ine.es/jaxiBD/tabla.do>], (page consultée le 08 avril 2014)

<sup>533</sup> CAPUL, Jean-Yves, GARNIER, Olivier, *Dictionnaire d'Economie et des Sciences Sociales*, Op. cit., p.361

Face à la dimension de l'échec de la politique économique menée à ce jour, que faudrait-il pour que les acteurs politiques et leurs formations admettent que leur région ne pourra en aucun cas surmonter les obstacles aussi longtemps qu'ils ne la placeront pas au centre de leurs préoccupations, aussi longtemps qu'ils affronteront ces obstacles en ordre dispersé, et aussi longtemps qu'ils resteront déconnectés de ce que vit au quotidien la population qu'ils représentent? Accepter de relever les défis de l'Andalousie supposerait avoir un sous-système politique dans lequel toutes les formations politiques, nonobstant leurs clivages idéologiques, agiraient pour un seul intérêt : l'Andalousie. Or, nous avons constaté durant nos analyses qu'au sein du sous-système politique andalou, au grand dam de l'Andalousie, les partis s'entredéchirent aussi bien lorsqu'il s'agit de leurs intérêts électoralistes, que lorsqu'il s'agit d'un sujet qui nécessite qu'ils dépassent tous leurs intérêts particuliers pour se consacrer à l'intérêt supérieur de leur région. De plus, la *Junta de Andalucía* et le Pouvoir central étant gouverné depuis l'acquisition de l'autonomie par le PSOE, excepté durant les deux mandats de José Maria AZNAR, soit de 1994 à 2004, la prise de décision et l'orientation politique de l'Andalousie étaient prises depuis le Gouvernement central au nom de l'Andalousie. A ce propos, pour ne citer qu'un exemple, étant Chef du Gouvernement, Felipe GONZALEZ nomma en 1986 Manuel CHAVES GONZALEZ Ministre du Travail et des Affaires Sociales, avant de l'envoyer en 1990 à la *Junta de Andalucía* pour se substituer à José RODRIGUEZ de la BORBOLLA. Manuel CHAVES GONZALEZ lui-même avait la double fonction d'être non seulement Président de la *Junta de Andalucía* à compter de 1990, mais également Président du PSOE en Espagne de 2000 à 2012. En d'autres termes, il était non seulement militant et président d'un parti politique étatique supposé impartial, mais aussi président d'une institution supposée lutter contre le Pouvoir central pour les intérêts particuliers de l'Andalousie.

En considérant que la politique économique est une stratégie de développement régional qui requiert la capacité négociatrice de l'Andalousie et la pression que celle-ci peut exercer sur le Gouvernement central, cela suppose que cette politique doit répondre aux besoins définis depuis l'Andalousie, et non se limiter tout simplement à une planification économique globale établie depuis Madrid, mais ciblée à une échelle géographique réduite qui est l'Andalousie. Si les décisions de l'Andalousie, au nom de l'Andalousie, sont prises depuis Madrid, il est évident que tout plan de développement de cette région ne répondra pas véritablement aux attentes de sa population aussi longtemps qu'elle n'aura pas un pouvoir strictement régional qui défendrait directement ses intérêts à Madrid. L'Andalousie était sous la tutelle du Pouvoir central, ce qui rendait sa politique incertaine car, elle n'était pas clairement définie et n'avait pas, au regard de notre analyse, des perspectives de transformation. Le sous-système politique en Andalousie a donc contribué à l'approfondissement de l'appauvrissement de cette région et à la laisser sous la tutelle du pouvoir central dans la mesure où les intérêts espagnols des partis étatiques prédominaient sur les intérêts andalous. Cela l'a empêché

d'entreprendre véritablement pour elle et par elle et explique la carence d'un véritable projet politique pour cette région. Cette carence de singularité andalouse a donc caractérisé le processus de consolidation autonome de cette région et reste présente même au début du XXI<sup>e</sup> siècle. Pour mémoire, le projet sur la réforme du Statut de 1981, même conduit par Manuel CHAVES GONZALEZ, s'est tout de même fortement inspiré du modèle de réforme du Statut de la Catalogne initié en 2002 qui avait pour objectif d'obtenir un *concierto económico* identique à celui dont bénéficie le Pays basque.

A partir de cette brèche ouverte par ces deux Communautés Autonomes, Manuel CHAVES GONZALEZ s'appropriera le thème de la réforme du Statut d'Autonomie de l'Andalousie. Devant son Parlement, il assura qu'il s'agissait tout simplement d'un élargissement des compétences de l'Andalousie, mais d'une mise à jour, d'une mise en adéquation du texte statutaire aux différents changements politiques et économiques opérés en Espagne, en Europe, et dans le monde depuis l'acquisition de l'autonomie en 1981. Cependant, les résultats du vote référendaire de la ratification du Statut réformé en 2007 ont démontré la désapprobation populaire de la politique de l'autogouvernement et le déphasage existant entre les besoins de la population et les aspirations des formations politiques.

En somme, la réforme du Statut d'Autonomie de l'Andalousie, ainsi que celle de la Catalogne et celle initiée par le Pays basque rendent compte de la continuité des revendications nationalistes en général, et de celle de l'Andalousie en particulier. Outre la question identitaire, ces revendications avaient pour principal point la question financière. Il est évident que le nationalisme comme fer de lance dans la lutte pour le développement régional a fait ses preuves dans le cas de la Catalogne et du Pays basque, mais sa présence garantit-elle la même issue dans tous les cas ? Pour l'Andalousie, même si le nationalisme a constitué l'une des pièces maîtresses dans l'obtention d'une autonomie grâce à laquelle cette Communauté connaît aujourd'hui une véritable modernisation, ses résultats et ceux du fonctionnement de l'autonomie politique, conçus comme des sésames du développement régional doivent être nuancés. Car, en dépit de cette modernisation, notre étude a montré que l'Andalousie, jusqu'à l'heure actuelle, n'a pas pu enregistrer un développement suffisant pour sortir de la dernière place des régions les moins développées de l'Espagne qu'elle occupait en 1981. En l'absence d'un parti politique qui défende directement ses intérêts comme le fait CiU en Catalogne et le PNV au Pays basque, et en l'absence d'une véritable stratégie de planification de développement régional, et au regard des taux de chômage et de pauvreté qui pèsent sur l'Andalousie, avec regret nous relevons qu'en 2013, le constat sur cette région reste identique à celui fait par Blas INFANTE en 1915: « *Este es el problema : Andalucía*



*necesita (...) una orientación política, un remedio económico, un plan cultural y una fuerza que (...) salve*<sup>534</sup> ».

---

<sup>534</sup> INFANTE, Blas, *Ideal Andaluz*, 1915, réédité par la FUNDACIÓN PÚBLICA ANDALUZA CENTRO DE ESTUDIOS ANDALUCES, Sevilla, Fundación Pública Andaluza Centro de Estudios Andaluces, 2010, p.11

## INDICE DES SIGLES ET DES ACRONYMES

- AP : Alianza Popular
- ASA : Alianza Socialista de Andalucía
- CiU : Convergencia i Unió
- ERC : Esquerra Republicana de Catalunya
- ETA : Euskadi Ta Askatasuna
- FAS : Fuerzas Armadas
- FEDR : Fond Européen de Développement Régional
- FET-JONS : Falange Española Tradicionalista-Juntas de Ofensiva Nacional Sindicalista
- IARA: Instituto Andaluz de Reforma Agraria
- IU-CA : Izquierda Unida-Convocatoria por Andalucía
- ORGA : Organización Republicana Gallega Autónoma
- PAP : Partido Andaluz de Progreso
- PCE: Partido Comunista Español
- PDC : Partido Demócrata Cristiano
- PGI : Partido Gallego Independiente
- PNV : Partido Nacionalista Vasco
- PP : Partido Popular
- PSDE : Partido Social Demócrata de España
- PSOE : Partido Socialista Obrero Español
- PSOE-A : Partido Socialista Obrero Español de Andalucía
- PSA-PA: Partido Socialista de Andalucía-Partido Andaluz
- PSI : Partido Socialdemócrata Independiente
- PSLA : Partido Social Liberal Andaluz
- PSP : Partido Socialista Popular
- UC : Unión Canaria
- UCD : Unión del Centro Democrático
- UGTA : Unión General de Trabajadores de Andalucía
- US: Unidad Socialista

## INDICE DES TABLEAUX

- Tableau 1: *Víctimas de la represión franquista (guerra y posguerra), Andalucía (1936-1951)*
- Tableau 2: *Participación de los distintos sectores de actividad de Andalucía en el total español, 1960 y 1973 (por 100 del valor añadido)*
- Tableau 3: *Febrero de 1980. Referéndum sobre el procedimiento autonómico*
- Tableau 4 : *Réforme agraire, développement industriel et leurs buts en Andalousie*
- Tableau 5 : *Empleo en Andalucía (Miles de personas-Medias anuales)*
- Tableau 6: *Producto Interior Bruto (millones de pesetas) y población total en 1981*
- Tableau 7 : *Composition du Parlement de l'Andalousie 1982-2008*
- Tableau 8 : *Composition du Parlement de l'Andalousie 1994-2004*
- Tableau 9 : *Evolution de l'activité parlementaire de 1982 à 2012*
- Tableau 10 : *Evolution législative dans des nationalités historiques de l'instauration de l'Etat des autonomies à 2012*
- Tableau 11 : *1975. Participación de los distintos sectores regionales en su correspondiente total nacional (% Producción)*
- Tableau 12 : *Evolution comparative de la population active occupée en Andalousie et en Espagne entre 1980 et 1982 (en %)*
- Tableau 13 : *Présentation comparative de la population et du PIB des Communautés Autonomes en 1983*
- Tableau 14 : *Plans de développement de l'Andalousie, stratégies et objectifs*
- Tableau 15 : *Inversiones públicas (Central y Autonómica) en Andalucía 1984-1986*
- Tableau 16 : *Evolution du taux de scolarisation en Andalousie, en Espagne, et dans les autres nationalités historiques en 2010*
- Tableau 17 : *Pourcentage des élèves adultes en Andalousie et dans les autres Communautés en 2010*
- Tableau 18 : *Hôpitaux, centres de santé et personnel en Andalousie en 1986*
- Tableau 19 : *Hôpitaux, centres de santé et personnel en Andalousie en 2010*
- Tableau 20 : *Evolution de la construction des infrastructures de transport en Andalousie 1987-1990*
- Tableau 21: *Ayudas comunitarias recibidas por Andalucía, según período de programación y tipo de actuación de 1989 a 2013 (milliones de euros)*
- Tableau 22 : *Map 5. Líneas altamente deficitarias. Contrato-Programa RENFE-Estado 1984*

- Tableau 23 : *Système ferroviaire proposé dans le PEFA 1986*
- Tableau 24 : *Réseaux routier et ferroviaire de l'Andalousie 2012*
- Tableau 25 : *Evolution du taux de chômage en Andalousie et Espagne 1980-2013*
- Tableau 26 : *Variación en % et par secteur d'activité des actifs occupés entre 1980 et 2012*
- Tableau 27 : *Répartition des industries par secteur d'activité, par province, et leur PIB en 2012*
- Tableau 28 : *Taux de chômage, valeur en % de la population et du PIB (à prix courant) sur le total national en 2012*
- Tableau 29 : *Taux de participation aux référendums autonomiques de 1979 à 2007*
- Tableau 30 : *Evolution des Gouvernements nationaux depuis la Constitution de 1978*
- Tableau 31 : *Evolution des Gouvernements autonomiques*

## ANNEXES

Tableau 30 : *Evolution des Gouvernements nationaux depuis la Constitution de 1978*

Législature	Parti au pouvoir	Date d'accession au pouvoir	Noms du chef du Gouvernement
I Législature	UCD	1 mars 1979	Adolfo SUAREZ GONZALEZ
I Législature	UCD	23 février 1981	Leopoldo CALVO SOTELO <sup>535</sup>
II Législature	PSOE	28 octobre 1982	Felipe GONZALEZ
III Législature	PSOE	24 juillet 1986	Felipe GONZALEZ
IV Législature	PSOSE	6 décembre 1989	Felipe GONZALEZ
V Législature	PSOE	13 juillet 1993	Felipe GONZALEZ
VI Législature	PP	3 mars 1996	Jose Maria AZNAR
VII Législature	PP	12 mars 2000	Jose Maria AZNAR
VIII Législature	PSOE	2 avril 2004	Jose Luis RODRIGUEZ ZAPATERO
IX Législature	PSOE	1er avril 2008	Jose Luis RODRIGUEZ ZAPATERO
X Législature	PP	21 décembre 2011	Mariano RAJOY BREY

Source : élaboration personnelle à partir des informations recueillies sur le Gobierno de España. La Moncloa, « Presidentes desde la Constitución de 1978<sup>536</sup> »

<sup>535</sup> Après la démission d'Adolfo SUAREZ, Leopoldo CALVO SOTELO a été Chef du Gouvernement de mars 1981 à octobre 1982. Il s'agit de révéler que durant son investiture le 23 février 1981, il s'est produit une tentative de coup d'Etat avec l'entrée dans au Parlement des troupes de l'Armée à la tête desquelles se trouvait le Colonel Antonio TEJERO, nostalgique du régime franquiste.

<sup>536</sup> GOBIERNO DE ESPAÑA. La Moncloa, « Presidentes desde la Constitución de 1978 », disponible sur [<http://www.lamoncloa.gob.es/Presidente/Presidentes/index.htm>], (page consultée le 13 avril 2014)

Tableau 31 : *Evolution des Gouvernements autonomiques*

Autogouvernements	Parti au pouvoir	Date d'accession au pouvoir	Nom du Président de la Junta de Andalucía
I gouvernement pré autonome	PSOE	27 mai 1978	Plácido Fernandez Viagas
II gouvernement pré autonome	PSOE	2 juin 1979	Rafael ESCUREDO
I autogouvernement	PSOE	21 juin 1982	Rafael ESCUREDO
II autogouvernement	PSOE	8 mars 1984	Jose RODRIGUEZ DE LA BORBOLLA
III autogouvernement	PSOE	17 juillet 1986	Jose RODRIGUEZ DE LA BORBOLLA
IV autogouvernement	PSOE	27 juillet 1990	Manuel CHAVES GONZALEZ
V autogouvernement	PSOE	2 août 1994	Manuel CHAVES GONZALEZ
VI autogouvernement	PSOE	17 avril 1996	Manuel CHAVES GONZALEZ
VII autogouvernement	PSOE	29 avril 2000	Manuel CHAVES GONZALEZ
VIII autogouvernement	PSOE	25 avril 2004	Manuel CHAVES GONZALEZ
IX autogouvernement	PSOE	21 avril 2008	Manuel CHAVES GONZALEZ
X autogouvernement	PSOE	24 avril 2009	Jose Antonio GRIÑÁN MARTINEZ
XI autogouvernement	PSOE	23 mars 2010	Jose Antonio GRIÑÁN MARTINEZ
XII autogouvernement	PSOE	5 septembre 2013	Susana DÍAZ PACHECO

Source: élaboration personnelle à partir des informations recueillies sur « Historia de la autonomía<sup>537</sup> ».

<sup>537</sup>JUNTA DE ANDALUCIA, « Historia de la autonomía », disponible sur [<http://www.juntadeandalucia.es/organismos/sobre-junta/historia.html>], (page consultée le 13 avril 2014)

## CHRONOLOGIE DU PROCESSUS ET DE LA CONSOLIDATION AUTONOMIQUE DE L'ANDALOUSIE (1976-2007)

- **25 juillet 1976** : création du *Partido Socialista de Andalucía* (PSA)
- **15 juin 1977** : premières élections générales. En Andalousie, le PSOE remporta 27 sièges, 26 pour l'UCD, et 5 pour le PCE
- **12 octobre 1977** : création de l'*Asamblea de Parlamentarios Andaluces* constituée de députés et de sénateurs andalous. Le but de cette Assemblée était de rédiger un projet de Statut et de permettre la reconnaissance du caractère provisoire de l'Autonomie de l'Andalousie
- **4 décembre 1977** : manifestation populaire en faveur de la défense de l'autonomie
- **7 avril 1978** : l'*Asamblea de Parlamentarios Andaluces* approuve la Loi portant sur l'instauration de la préautonomie
- **27 avril 1978** : la participation massive de la population à la manifestation du 4 décembre oblige le Gouvernement de l'UCD à décréter la Loi 11/1978 portant sur l'instauration officielle du régime préautonomie et la **création de la *Junta Preautonómica de Andalucía***
- **4 décembre 1978** : signature du *Pacto General por la Autonomía*, connu sur le nom de *Pacto de Antequera* à partir duquel tous les partis politiques implantés en Andalousie se sont engagés à lutter pour l'acquisition de l'autonomie par le canal de l'article 151 de la Constitution
- **6 décembre 1978** : référendum sur l'approbation de la Constitution espagnole
- **1<sup>er</sup> mars 1979** : élections générales : l'UCD obtient 168 députés, 121 pour le PSOE, 23 pour le PCE, 10 pour AP, 8 pour CiU, 5 pour le PSA, etc.
- **2 juin 1979** : réorganisation de la *Junta Preautonómica* à partir des résultats des élections de 1979. Rafael ESCUREDO est élu Président de la *Junta Preautonómica de Andalucía*.
- **16 août 1979** : fin de l'élaboration du premier Projet de Statut d'Autonomie de l'Andalousie
- **28 décembre 1979** : le *Congreso de los Diputados* approuve la *Ley Orgánica de Modalidades de Referéndum*. Théoriquement, l'Andalousie a la possibilité d'organiser le référendum le 28 février
- **15 janvier 1980** : l'UCD fait volte face et décide que l'initiative du processus autonome de l'Andalousie va se faire par le canal de l'article 143 de la Constitution, et non par celui de l'article 151 comme initialement prévu. Cette décision a conduit Manuel CLAVERO AREVALO, Ministre de la Culture, en désaccord avec l'attitude de son parti, à présenter sa démission



- **18 janvier 1980** : la *Junta Preautonómica* convoque une réunion extraordinaire, ratifie le processus autonome par l'article 151, et décide d'organiser le référendum de ratification du texte statutaire le 28 février.
- **28 janvier 1980** : l'organisation du référendum pour le 28 février est publiée dans le *Boletín Oficial del Estado*. Avec une campagne qui va durer 15 jours à la suite de laquelle les Andalous - peuple dont le taux d'analphabétisme était l'un des plus élevés en Espagne- vont répondre à une question qui restait incompréhensible pour la majeure partie d'entre eux : « *¿Da usted su acuerdo a la ratificación de la iniciativa, prevista en el artículo 151 de la Constitución, a efectos de su tramitación por el procedimiento en dicho artículo* <sup>538</sup> »
- **2 février 1980** : Rafael ESCUREDO commence une grève de la faim en signe de protestation contre les conditions que le Gouvernement central impose pour le référendum.
- **16 février 1980** : Manuel CLAVERO démissionne de l'UCD
- **28 février 1980** : 64,2% de la population andalouse qui participe au référendum vote massivement pour la ratification du Statut d'Autonomie.
- **28-29 mai** : Motion de censure du PSOE aux *Cortes Generales*. Felipe Gonzalez défend devant le Parlement la voie de l'article 151 pour l'initiative autonome de l'Andalousie et la réforme de la loi sur le Référendum pour débloquer le processus. Mais, la motion de censure n'atteint pas les objectifs escomptés.
- **17 et 18 septembre** : remaniement du gouvernement d'Adolfo Suarez pour lequel il demande un vote de confiance. Pour ce faire, il a besoin du vote du PSA et signe un accord avec Alejandro ROJAS MARCOS pour débloquer le processus autonome de l'Andalousie en lui accordant une autonomie aux compétences élargies par le canal de l'article 144 de la Constitution. Mais le PSOE et le PCE se sont opposés à cette entente car, estiment-ils, elle implique un nouveau processus à la marge du texte constitutionnel.
- **1 octobre 1980** : Sommet UCD-PSOE sur les autonomies. Pendant ce Sommet, ils signent un accord sur la finalisation de l'initiative autonome de l'Andalousie par l'article 151 de la Constitution sans pour autant reprendre le référendum. Cet accord consiste à intégrer dans la Communauté Autonome de l'Andalousie les provinces dans lesquelles le vote référendaire de ratification a été un échec, pourvu que les députés et les sénateurs de celles-ci en fassent la demande. En d'autres termes, la demande de ces provinces et leur acceptation par le reste de l'Andalousie rendent inopportun l'organisation d'une nouvelle consultation référendaire en même temps qu'elles transforment en réalité le souhait des

---

<sup>538</sup> Constitución española. Referéndos, « Ratificación de la iniciativa autonómica de Andalucía », disponible sur [<http://www.congreso.es/consti/elecciones/referendos/index.htm>], (page consultée le 14 avril 2014)

Andalouses et des Andalous du 28 février 1980 de devenir une Communauté Autonome aux compétences élargies.

- **18 octobre 1980** : Rencontre entre Adolfo Suarez et Felipe Gonzalez au sortir de laquelle le processus autonome est débloqué.
- **23 octobre 1980** : les groupes parlementaires du PSOE, de l'UCD, du PCE, et du PSA signent une proposition de Loi pour débloquer le processus autonome de l'Andalousie.
- **4 décembre 1980** : Constitution à Carmona d'une commission chargée de rédiger le Projet de Statut d'Autonomie.
- **29 janvier 1981** : démission d'Adolfo Suarez de son poste de Chef du Gouvernement due, entre autres raisons, aux affrontements internes au sein de son parti motivés par le débat sur l'autonomie de l'Andalousie.
- **12 février 1981** : fin de la rédaction du Projet de Statut d'Autonomie
- **23 février 1981** : tentative de coup d'Etat avec l'entrée dans au Parlement des troupes de l'Armée à la tête desquelles se trouve le Colonel Antonio TEJERO. L'échec de ce coup d'Etat accélère le processus autonome de l'Andalousie.
- **28 février et 1<sup>er</sup> mars 1981** : les parlementaires andalous se réunissent à Cordoue et approuvent le Projet de Statut d'Autonomie avant de le soumettre aux *Cortes Generales*.
- **20 octobre 1981** : le Statut d'Autonomie est soumis à un référendum dont environ 90% du corps électoral a voté massivement pour sa ratification ; même si le taux de participation, soit 53%, est nettement inférieur à celui du référendum du 28 février 1980.
- **17 décembre 1981** : le Parlement espagnol ratifie le Statut d'Autonomie de l'Andalousie
- **23 décembre 1981** : le Statut d'Autonomie est ratifié par le Sénat.
- **11 janvier 1982** : le Statut d'Autonomie de l'Andalousie est publié dans le *Boletín Oficial del Estado*.
- **14-15 juin 1982** : Rafael ESCUREDO est investi comme premier Président de la *Junta de Andalucía*.
- **28 juin 2001** : dans son intervention durant le « *Debate de la Comunicación del Consejo de Gobierno sobre el estado de la Comunidad Autónoma de Andalucía* », Manuel CHAVES GONZALEZ évoque la possibilité de réformer le Statut d'Autonomie afin de faire face à la nouvelle situation politique et économique de l'Andalousie.
- **25 juin 2003** : Manuel CHAVES GONZALEZ annonce la présentation d'un Projet de réforme du Statut d'Autonomie dénommé *Bases para la Reforma del Estatuto de Autonomía para Andalucía*.

- **20 avril 2004** : durant le débat d'investiture du candidat à la présidence de la *Junta de Andalucía*, Manuel CHAVES GONZALEZ annonce le commencement du processus de réforme du Statut d'Autonomie.
- **12 mai 2004** : création de la Commission de rédaction du nouveau Statut d'Autonomie.
- **24 septembre 2004** : commencement des travaux de rédaction du Nouveau Statut d'Autonomie
- **27-28 avril 2005** : présentation au Parlement de l'Andalousie du premier Projet de réforme du Statut d'Autonomie.
- **7 février 2006** : présentation du Projet de réforme définitif du Statut d'Autonomie
- **2 mai 2006** : débat et approbation du Projet de réforme du Statut d'Autonomie par le Parlement de l'Andalousie.
- **17 mai 2006** : le Parlement de l'Andalousie conclut un accord de désignation de ses représentants qui iront défendre le Projet de réforme du Statut d'Autonomie au *Congreso de los Diputados*.
- **2 novembre 2006** : le *Congreso de los Diputados* approuve le Projet de réforme du Statut d'Autonomie
- **20 décembre 2006** : le Projet de réforme du Statut d'Autonomie est approuvé par le Sénat.
- **18 février 2007** : 64,15% de la population andalouse s'abstient, et 28,26% des 35,85% de la population andalouse qui participe au référendum vote pour la ratification du nouveau Statut d'Autonomie.
- **20 mars 2007** : publication du nouveau Statut d'Autonomie de l'Andalousie dans le *Boletín Oficial del Estado* comme *Ley Orgánica 2/2007, de 19 de marzo, de reforma del Estatuto de Autonomía para Andalucía*.

# CONSTITUTION ESPAGNOLE DE 1978

## TÍTULO VIII

### De la Organización Territorial del Estado

#### CAPÍTULO PRIMERO

##### PRINCIPIOS GENERALES

#### **Artículo 137**

El Estado se organiza territorialmente en municipios, en provincias y en las Comunidades Autónomas que se constituyan. Todas estas entidades gozan de autonomía para la gestión de sus respectivos intereses.

#### **Artículo 138**

1. El Estado garantiza la realización efectiva del principio de solidaridad consagrado en el artículo 2 de la Constitución, velando por el establecimiento de un equilibrio económico, adecuado y justo entre las diversas partes del territorio español, y atendiendo en particular a las circunstancias del hecho insular.

2. Las diferencias entre los Estatutos de las distintas Comunidades Autónomas no podrán implicar, en ningún caso, privilegios económicos o sociales.

#### **Artículo 139**

1. Todos los españoles tienen los mismos derechos y obligaciones en cualquier parte del territorio del Estado.

2. Ninguna autoridad podrá adoptar medidas que directa o indirectamente obstaculicen la libertad de circulación y establecimiento de las personas y la libre circulación de bienes en todo el territorio español.

#### CAPÍTULO SEGUNDO

##### DE LA ADMINISTRACION LOCAL

#### **Artículo 140**

La Constitución garantiza la autonomía de los municipios. Éstos gozarán de personalidad jurídica plena. Su gobierno y administración corresponde a sus respectivos Ayuntamientos, integrados por los Alcaldes y los Concejales. Los Concejales serán elegidos por los vecinos del municipio mediante sufragio universal, igual, libre, directo y secreto, en la forma establecida por la ley. Los Alcaldes serán elegidos por los Concejales o por los vecinos. La ley regulará las condiciones en las que proceda el régimen del concejo abierto.

#### **Artículo 141**

1. La provincia es una entidad local con personalidad jurídica propia, determinada por la agrupación de municipios y división territorial para el cumplimiento de las actividades del Estado. Cualquier alteración de los límites provinciales habrá de ser aprobada por las Cortes Generales mediante ley orgánica.

2. El gobierno y la administración autónoma de las provincias estarán encomendados a Diputaciones u otras Corporaciones de carácter representativo.

3. Se podrán crear agrupaciones de municipios diferentes de la provincia.

4. En los archipiélagos, las islas tendrán además su administración propia en forma de Cabildos o Consejos.

#### **Artículo 142**

La Haciendas locales deberán disponer de los medios suficientes para el desempeño de las funciones que la ley atribuye a las Corporaciones respectivas y se nutrirán fundamentalmente de tributos propios y de participación en los del Estado y de las Comunidades Autónomas.

### CAPÍTULO TERCERO

#### DE LAS COMUNIDADES AUTONOMAS

##### **Artículo 143**

1. En el ejercicio del derecho a la autonomía reconocido en el artículo 2 de la Constitución, las provincias limítrofes con características históricas, culturales y económicas comunes, los territorios insulares y las provincias con entidad regional histórica podrán acceder a su autogobierno y constituirse en Comunidades Autónomas con arreglo a lo previsto en este Título y en los respectivos Estatutos.

2. La iniciativa del proceso autonómico corresponde a todas las Diputaciones interesadas o al órgano interinsular correspondiente y a las dos terceras partes de los municipios cuya población represente, al menos, la mayoría del censo electoral de cada provincia o isla. Estos requisitos deberán ser cumplidos en el plazo de seis meses desde el primer acuerdo adoptado al respecto por alguna de las Corporaciones locales interesadas.

3. La iniciativa, en caso de no prosperar, solamente podrá reiterarse pasados cinco años.

##### **Artículo 144**

Las Cortes Generales, mediante ley orgánica, podrán, por motivos de interés nacional:

a) Autorizar la constitución de una comunidad autónoma cuando su ámbito territorial no supere el de una provincia y no reúna las condiciones del apartado 1 del artículo 143.

b) Autorizar o acordar, en su caso, un Estatuto de autonomía para territorios que no estén integrados en la organización provincial.

c) Sustituir la iniciativa de las Corporaciones locales a que se refiere el apartado 2 del artículo 143.

##### **Artículo 145**

1. En ningún caso se admitirá la federación de Comunidades Autónomas.

2. Los Estatutos podrán prever los supuestos, requisitos y términos en que las Comunidades Autónomas podrán celebrar convenios entre sí para la gestión y prestación de servicios propios de las mismas, así como el carácter y efectos de la correspondiente comunicación a las Cortes Generales. En los demás supuestos, los acuerdos de cooperación entre las Comunidades Autónomas necesitarán la autorización de las Cortes Generales.

##### **Artículo 146**

El proyecto de Estatuto será elaborado por una asamblea compuesta por los miembros de la Diputación u órgano interinsular de las provincias afectadas y por los Diputados y Senadores elegidos en ellas y será elevado a las Cortes Generales para su tramitación como ley.

##### **Artículo 147**

1. Dentro de los términos de la presente Constitución, los Estatutos serán la norma institucional básica de cada Comunidad Autónoma y el Estado los reconocerá y amparará como parte integrante de su ordenamiento jurídico.

2. Los Estatutos de autonomía deberán contener:

a) La denominación de la Comunidad que mejor corresponda a su identidad histórica.

b) La delimitación de su territorio.

c) La denominación, organización y sede de las instituciones autónomas propias.

d) Las competencias asumidas dentro del marco establecido en la Constitución y las bases para el traspaso de los servicios correspondientes a las mismas.

3. La reforma de los Estatutos se ajustará al procedimiento establecido en los mismos y requerirá, en todo caso, la aprobación por las Cortes Generales, mediante ley orgánica.

### **Artículo 148**

1. Las Comunidades Autonomas podrán asumir competencias en las siguientes materias:

1.<sup>a</sup> Organización de sus instituciones de autogobierno.

2.<sup>a</sup> Las alteraciones de los términos municipales comprendidos en su territorio y, en general, las funciones que correspondan a la Administración del Estado sobre las Corporaciones locales y cuya transferencia autorice la legislación sobre Régimen Local.

3.<sup>a</sup> Ordenación del territorio, urbanismo y vivienda.

4.<sup>a</sup> Las obras públicas de interés de la Comunidad Autónoma en su propio territorio.

5.<sup>a</sup> Los ferrocarriles y carreteras cuyo itinerario se desarrolle íntegramente en el territorio de la Comunidad Autónoma y, en los mismos términos, el transporte desarrollado por estos medios o por cable.

6.<sup>a</sup> Los puertos de refugio, los puertos y aeropuertos deportivos y, en general, los que no desarrollen actividades comerciales.

7.<sup>a</sup> La agricultura y ganadería, de acuerdo con la ordenación general de la economía.

8.<sup>a</sup> Los montes y aprovechamientos forestales.

9.<sup>a</sup> La gestión en materia de protección del medio ambiente.

10.<sup>a</sup> Los proyectos, construcción y explotación de los aprovechamientos hidráulicos, canales y regadíos de interés de la Comunidad Autónoma; las aguas minerales y termales.

11.<sup>a</sup> La pesca en aguas interiores, el marisqueo y la acuicultura, la caza y la pesca fluvial.

12.<sup>a</sup> Ferias interiores.

13.<sup>a</sup> El de desarrollo económico de la Comunidad Autónoma dentro de los objetivos marcados por la política económica nacional.

14.<sup>a</sup> La artesanía.

15.<sup>a</sup> Museos, bibliotecas y conservatorios de música de interés para la Comunidad Autónoma.

16.<sup>a</sup> Patrimonio monumental de interés de la Comunidad Autónoma.

17.<sup>a</sup> El fomento de la cultura, de la investigación y, en su caso, de la enseñanza de la lengua de la Comunidad Autónoma.

18.<sup>a</sup> Promoción y ordenación del turismo en su ámbito territorial.

19.<sup>a</sup> Promoción del deporte y de la adecuada utilización del ocio.

20.<sup>a</sup> Asistencia social.

21.<sup>a</sup> Sanidad e higiene.

22.<sup>a</sup> La vigilancia y protección de sus edificios e instalaciones. La coordinación y demás facultades en relación con las policías locales en los términos que establezca una ley orgánica.

2. Transcurridos cinco años, y mediante la reforma de sus Estatutos, las Comunidades Autónomas podrán ampliar sucesivamente sus competencias dentro del marco establecido en el artículo 149.

### **Artículo 149**

1. El Estado tiene competencia exclusiva sobre las siguientes materias:

1.<sup>a</sup> La regulación de las condiciones básicas que garanticen la igualdad de todos los españoles en el ejercicio de los derechos y en el cumplimiento de los deberes constitucionales.

2.<sup>a</sup> Nacionalidad, inmigración, emigración, extranjería y derecho de asilo.

3.<sup>a</sup> Relaciones internacionales.

4.<sup>a</sup> Defensa y Fuerzas Armadas.

5.<sup>a</sup> Administración de Justicia.

6.<sup>a</sup> Legislación mercantil, penal y penitenciaria; legislación procesal, sin perjuicio de las necesarias especialidades que en este orden se deriven de las particularidades del derecho sustantivo de las Comunidades Autónomas.

7.<sup>a</sup> Legislación laboral; sin perjuicio de su ejecución por los órganos de las Comunidades Autónomas.

8.<sup>a</sup> Legislación civil, sin perjuicio de la conservación, modificación y desarrollo por las Comunidades Autónomas de los derechos civiles, forales o especiales, allí donde existan. En todo caso, las

reglas relativas a la aplicación y eficacia de las normas jurídicas, relaciones jurídico-civiles relativas a las formas dematrimonio, ordenación de los registros e instrumentos públicos, bases de las obligaciones contractuales, normas para resolver los conflictos de leyes y determinación de las fuentes del derecho, con respeto, en este último caso, a las normas de derecho foral o especial.

9.<sup>a</sup> Legislación sobre propiedad intelectual e industrial.

10.<sup>a</sup> Régimen aduanero y arancelario; comercio exterior.

11.<sup>a</sup> Sistema monetario: divisas, cambio y convertibilidad; bases de la ordenación de crédito, banca y seguros.

12.<sup>a</sup> Legislación sobre pesas y medidas, determinación de la hora oficial.

13.<sup>a</sup> Bases y coordinación de la planificación general de la actividad económica.

14.<sup>a</sup> Hacienda general y Deuda del Estado.

15.<sup>a</sup> Fomento y coordinación general de la investigación científica y técnica.

16.<sup>a</sup> Sanidad exterior. Bases y coordinación general de la sanidad. Legislación sobre productos farmacéuticos.

17.<sup>a</sup> Legislación básica y régimen económico de la Seguridad Social, sin perjuicio de la ejecución de sus servicios por las Comunidades Autónomas.

18.<sup>a</sup> Las bases de régimen jurídico de las Administraciones públicas y del régimen estatutario de sus funcionarios que, en todo caso, garantizarán a los administrados un tratamiento común ante ellas; el procedimiento administrativo común, sin perjuicio de las especialidades derivadas de la organización propia de las Comunidades Autónomas; legislación sobre expropiación forzosa; legislación básica sobre contratos y concesiones administrativas y el sistema de responsabilidad de todas las Administraciones públicas.

19.<sup>a</sup> Pesca marítima, sin perjuicio de las competencias que en la ordenación del sector se atribuyan a las Comunidades Autónomas.

20.<sup>a</sup> Marina mercante y abanderamiento de buques; iluminación de costas y señales marítimas; puertos de interés general; aeropuertos de interés general; control del espacio aéreo, tránsito y transporte aéreo, servicio meteorológico y matriculación de aeronaves.

21.<sup>a</sup> Ferrocarriles y transportes terrestres que transcurran por el territorio de más de una Comunidad Autónoma; régimen general de comunicaciones; tráfico y circulación de vehículos de motor; correos y telecomunicaciones; cables aéreos, submarinos y radiocomunicación.

22.<sup>a</sup> La legislación, ordenación y concesión de recursos y aprovechamientos hidráulicos cuando las aguas discurran por más de una Comunidad Autónoma, y la autorización de las instalaciones eléctricas cuando su aprovechamiento afecte a otra Comunidad o el transporte de energía salga de su ámbito territorial.

23.<sup>a</sup> Legislación básica sobre protección del medio ambiente, sin perjuicio de las facultades de las Comunidades Autónomas de establecer normas adicionales de protección. La legislación básica sobre montes, aprovechamientos forestales y vías pecuarias.

24.<sup>a</sup> Obras públicas de interés general o cuya realización afecte a más de una Comunidad Autónoma.

25.<sup>a</sup> Bases de régimen minero y energético.

26.<sup>a</sup> Régimen de producción, comercio, tenencia y uso de armas y explosivos.

27.<sup>a</sup> Normas básicas del régimen de prensa, radio y televisión y, en general, de todos los medios de comunicación social, sin perjuicio de las facultades que en su desarrollo y ejecución correspondan a las Comunidades Autónomas.

28.<sup>a</sup> Defensa del patrimonio cultural, artístico y monumental español contra la exportación y la expoliación; museos, bibliotecas y archivos de titularidad estatal, sin perjuicio de su gestión por parte de las Comunidades Autónomas.

29.<sup>a</sup> Seguridad pública, sin perjuicio de la posibilidad de creación de policías por las Comunidades Autónomas en la forma que se establezca en los respectivos Estatutos en el marco de lo que disponga una ley orgánica.

30.<sup>a</sup> Regulación de las condiciones de obtención, expedición y homologación de títulos académicos y profesionales y normas básicas para el desarrollo del artículo 27 de la Constitución, a fin de garantizar el cumplimiento de las obligaciones de los poderes públicos en esta materia.

31.<sup>a</sup> Estadística para fines estatales.

32.<sup>a</sup> Autorización para la convocatoria de consultas populares por vía de referéndum.

2. Sin perjuicio de las competencias que podrán asumir las Comunidades Autónomas, el Estado considerará el servicio de la cultura como deber y atribución esencial y facilitará la comunicación cultural entre las Comunidades Autónomas, de acuerdo con ellas.

3. Las materias no atribuidas expresamente al Estado por esta Constitución podrán corresponder a las Comunidades Autónomas, en virtud de sus respectivos Estatutos. La competencia sobre las materias que no

se hayan asumido por los Estatutos de Autonomía corresponderá al Estado, cuyas normas prevalecerán, en caso de conflicto, sobre las de las Comunidades Autónomas en todo lo que no esté atribuido a la exclusiva competencia de éstas. El derecho estatal será, en todo caso, supletorio del derecho de las Comunidades Autónomas.

### **Artículo 150**

1. Las Cortes Generales, en materias de competencia estatal, podrán atribuir a todas o a alguna de las Comunidades Autónomas la facultad de dictar, para sí mismas, normas legislativas en el marco de los principios, bases y directrices fijados por la ley estatal. Sin perjuicio de la competencia de los Tribunales, en cada ley marco se establecerá la modalidad del control de las Cortes Generales sobre estas normas legislativas de las Comunidades Autónomas.

2. El Estado podrá transferir o delegar en las Comunidades Autónomas, mediante ley orgánica, facultades correspondientes a materias de titularidad estatal que por su propia naturaleza sean susceptibles de transferencia o delegación. La ley preverá en cada caso la correspondiente transferencia de medios financieros, así como las formas de control que se reserve el Estado.

3. El Estado podrá dictar leyes que establezcan los principios necesarios para armonizar las disposiciones normativas de las Comunidades Autónomas, aun en el caso de materias atribuidas a la competencia de éstas, cuando así lo exija el interés general. Corresponde a las Cortes Generales, por mayoría absoluta de cada Cámara, la apreciación de esta necesidad.

### **Artículo 151**

1. No será preciso dejar transcurrir el plazo de cinco años, a que se refiere el apartado 2 del artículo 148, cuando la iniciativa del proceso autonómico sea acordada dentro del plazo del artículo 143.2, además de por las Diputaciones o los órganos interinsulares correspondientes, por las tres cuartas partes de los municipios de cada una de las provincias afectadas que representen, al menos, la mayoría del censo electoral de cada una de ellas y dicha iniciativa sea ratificada mediante referéndum por el voto afirmativo de la mayoría absoluta de los electores de cada provincia en los términos que establezca una ley orgánica.

2. En el supuesto previsto en el apartado anterior, el procedimiento para la elaboración del Estatuto será el siguiente:

1.<sup>a</sup> El Gobierno convocará a todos los Diputados y Senadores elegidos en las circunscripciones comprendidas en el ámbito territorial que pretenda acceder al autogobierno, para que se constituyan en Asamblea, a los solos efectos de elaborar el correspondiente proyecto de Estatuto de autonomía, mediante el acuerdo de la mayoría absoluta de sus miembros.

2.<sup>a</sup> Aprobado el proyecto de Estatuto por la Asamblea de Parlamentarios, se remitirá a la Comisión Constitucional del Congreso, la cual, dentro del plazo de dos meses, lo examinará con el concurso y asistencia de una delegación de la Asamblea proponente para determinar de común acuerdo su formulación definitiva.

3.<sup>a</sup> Si se alcanzare dicho acuerdo, el texto resultante será sometido a referéndum del cuerpo electoral de las provincias comprendidas en el ámbito territorial del proyectado Estatuto.

4.<sup>a</sup> Si el proyecto de Estatuto es aprobado en cada provincia por la mayoría de los votos válidamente emitidos, será elevado a las Cortes Generales. Los Plenos de ambas Cámaras decidirán sobre el texto mediante un voto de ratificación. Aprobado el Estatuto, el Rey lo sancionará y lo promulgará como ley.

5.<sup>a</sup> De no alcanzarse el acuerdo a que se refiere el apartado 2 de este número, el proyecto de Estatuto será tramitado como proyecto de ley ante las Cortes Generales. El texto aprobado por éstas será sometido a referéndum del cuerpo electoral de las provincias comprendidas en el ámbito territorial del proyectado Estatuto. En caso de ser aprobado por la mayoría de los votos válidamente emitidos en cada provincia, procederá su promulgación en los términos del párrafo anterior.

3. En los casos de los párrafos 4 y 5 del apartado anterior, la no aprobación del proyecto de Estatuto por una o varias provincias no impedirá la constitución entre las restantes de la Comunidad Autónoma proyectada, en la forma que establezca la ley orgánica prevista en el apartado 1 de este artículo.

### **Artículo 152**



1. En los Estatutos aprobados por el procedimiento a que se refiere el artículo anterior, la organización institucional autonómica se basará en una Asamblea Legislativa, elegida por sufragio universal, con arreglo a un sistema de representación proporcional que asegure, además, la representación de las diversas zonas del territorio; un Consejo de Gobierno con funciones ejecutivas y administrativas y un Presidente, elegido por la Asamblea, de entre sus miembros, y nombrado por el Rey, al que corresponde la dirección del Consejo de Gobierno, la suprema representación de la respectiva Comunidad y la ordinaria del Estado en aquélla. El Presidente y los miembros del Consejo de Gobierno serán políticamente responsables ante la Asamblea.

Un Tribunal Superior de Justicia, sin perjuicio de la jurisdicción que corresponde al Tribunal Supremo, culminará la organización judicial en el ámbito territorial de la Comunidad Autónoma. En los Estatutos de las Comunidades Autónomas podrán establecerse los supuestos y las formas de participación de aquéllas en la organización de las demarcaciones judiciales del territorio. Todo ello de conformidad con lo previsto en la ley orgánica del poder judicial y dentro de la unidad e independencia de éste.

Sin perjuicio de lo dispuesto en el artículo 123, las sucesivas instancias procesales, en su caso, se agotarán ante órganos judiciales radicados en el mismo territorio de la Comunidad Autónoma en que esté el órgano competente en primera instancia.

2. Una vez sancionados y promulgados los respectivos Estatutos, solamente podrán ser modificados mediante los procedimientos en ellos establecidos y con referéndum entre los electores inscritos en los censos correspondientes.

3. Mediante la agrupación de municipios limítrofes, los Estatutos podrán establecer circunscripciones territoriales propias, que gozarán de plena personalidad jurídica.

### **Artículo 153**

El control de la actividad de los órganos de las Comunidades Autonomas se ejercerá:

a) Por el Tribunal Constitucional, el relativo a la constitucionalidad de sus disposiciones normativas con fuerza de ley.

b) Por el Gobierno, previo dictamen del Consejo de Estado, el del ejercicio de funciones delegadas a que se refiere el apartado 2 del artículo 150.

c) Por la jurisdicción contenciosa administrativa, el de la administración autónoma y sus normas reglamentarias.

d) Por el Tribunal de Cuentas, el económico y presupuestario.

### **Artículo 154**

Un Delegado nombrado por el Gobierno dirigirá la administración del Estado en el territorio de la Comunidad Autónoma y la coordinará, cuando proceda, con la administración propia de la Comunidad.

### **Artículo 155**

1. Si una Comunidad Autónoma no cumpliere las obligaciones que la Constitución u otras leyes le impongan, o actuare de forma que atente gravemente al interés general de España, el Gobierno, previo requerimiento al Presidente de la Comunidad Autónoma y, en el caso de no ser atendido, con la aprobación por mayoría absoluta del Senado, podrá adoptar las medidas necesarias para obligar a aquélla al cumplimiento forzoso de dichas obligaciones o para la protección del mencionado interés general.

2. Para la ejecución de las medidas previstas en el apartado anterior, el Gobierno podrá dar instrucciones a todas las autoridades de las Comunidades Autónomas.

### **Artículo 156**

1. Las Comunidades Autonomas gozarán de autonomía financiera para el desarrollo y ejecución de sus competencias con arreglo a los principios de coordinación con la Hacienda estatal y de solidaridad entre todos los españoles.

2. Las Comunidades Autónomas podrán actuar como delegados o colaboradores del Estado para la recaudación, la gestión y la liquidación de los recursos tributarios de aquél, de acuerdo con las leyes y los Estatutos.

### **Artículo 157**

1. Los recursos de las Comunidades Autónomas estarán constituidos por:
  - a) Impuestos cedidos total o parcialmente por el Estado; recargos sobre impuestos estatales y otras participaciones en los ingresos del Estado.
  - b) Sus propios impuestos, tasas y contribuciones especiales.
  - c) Transferencias de un Fondo de Compensación interterritorial y otras asignaciones con cargo a los Presupuestos Generales del Estado.
  - d) Rendimientos procedentes de su patrimonio e ingresos de derecho privado.
  - e) El producto de las operaciones de crédito.
2. Las Comunidades Autónomas no podrán, en ningún caso adoptar medidas tributarias sobre bienes situados fuera de su territorio o que supongan obstáculo para la libre circulación de mercancías o servicios.
3. Mediante ley orgánica podrá regularse el ejercicio de las competencias financieras enumeradas en el apartado 1, las normas para resolver los conflictos que pudieran surgir y las posibles formas de colaboración financiera entre las Comunidades Autónomas y el Estado.

### **Artículo 158**

1. En los Presupuestos Generales del Estado podrá establecerse una asignación a las Comunidades Autónomas en función del volumen de los servicios y actividades estatales que hayan asumido y de la garantía de un nivel mínimo en la prestación de los servicios públicos fundamentales en todo el territorio español.
2. Con el fin de corregir desequilibrios económicos interterritoriales y hacer efectivo el principio de solidaridad, se constituirá un Fondo de Compensación con destino a gastos de inversión, cuyos recursos serán distribuidos por las Cortes Generales entre las Comunidades Autónomas y provincias, en su caso.

# STATUT D'AUTONOMIE DE L'ANDALOUSIE DE 1981

## TITULO PRELIMINAR DISPOSICIONES GENERALES

### Artículo 1

1. Andalucía, como expresión de su identidad histórica y en el ejercicio del derecho al autogobierno que la [Constitución](#) reconoce a toda nacionalidad, se constituye en Comunidad Autónoma, en el marco de la unidad indisoluble de la nación española, patria común indivisible de todos los españoles.

2. El Estatuto de Autonomía aspira a hacer realidad los principios de libertad, igualdad y justicia para todos los andaluces, en el marco de igualdad y solidaridad con las demás nacionalidades y regiones de España.

3. Los poderes de la Comunidad Autónoma emanan de la [Constitución](#) y del pueblo andaluz en los términos del presente Estatuto.

### Artículo 2

El territorio de Andalucía comprende el de los municipios de las actuales provincias de Almería, Cádiz, Córdoba, Granada, Huelva, Jaén, Málaga y Sevilla.

### Artículo 3

1. El municipio es la entidad territorial básica de la Comunidad Autónoma. Goza de personalidad jurídica propia y de plena autonomía en el ámbito de sus competencias. Su representación, gobierno y administración corresponden a los respectivos Ayuntamientos.

2. La alteración de términos municipales y la fusión de municipios limítrofes se realizará de acuerdo con la legislación que dicte la Comunidad Autónoma en el marco de la legislación básica del Estado.

### Artículo 4

1. La provincia es una entidad local con personalidad jurídica propia, determinada por la agrupación de municipios, y constituye, también, ámbito territorial para el desarrollo y gestión de las competencias y funciones de la Comunidad Autónoma. Cualquier alteración de los límites provinciales habrá de ser aprobada por las Cortes Generales mediante Ley Orgánica.

2. El gobierno y la administración autónoma de la provincia corresponden a la Diputación, como órgano representativo de la misma, con plena autonomía para la gestión de sus intereses específicos.

3. Serán competencias de la Diputación las siguientes:

a) Las que con carácter específico y para el fomento y la administración de los intereses peculiares de la provincia le vengan atribuidas por la legislación básica del Estado y los la legislación que dicte la Comunidad Autónoma en desarrollo de la misma.

b) Las que pueda delegarle para su ejercicio la Comunidad Autónoma, siempre bajo la dirección y el control de ésta.

4. En los términos de una Ley del Parlamento Andaluz y en el marco de la legislación del Estado, la Comunidad Autónoma articulará la gestión ordinaria de sus servicios periféricos propios a través de las Diputaciones Provinciales. La ley establecerá los mecanismos de dirección y control por parte de la Comunidad.

5. La Junta de Andalucía coordinará la actuación de los Diputaciones, en lo que se refiere a las competencias recogidas en el apartado a) del número 3 del presente artículo, en materias de interés general para Andalucía. La apreciación del interés general y las fórmulas de coordinación se establecerán por una ley aprobada por mayoría absoluta del Parlamento de Andalucía y en el marco de lo que disponga la legislación básica del Estado. En todo caso, la Comunidad Autónoma coordinará los Planes provinciales de Obras y Servicios.

### Artículo 5

Por Ley del Parlamento Andaluz podrá regularse la creación de comarcas integradas por municipios limítrofes dentro de la misma provincia, atendiendo a sus características geográficas, económicas, sociales e

históricas. Se requerirá en todo caso el acuerdo de los Ayuntamientos afectados y la aprobación del Consejo de Gobierno.

#### **Artículo 6**

1. La Bandera de Andalucía es la tradicional formada por tres franjas horizontales -verde, blanca y verde- de igual anchura, tal como fue aprobada en la Asamblea de Ronda en 1918.

2. Andalucía tiene himno y escudo propios, que serán aprobados definitivamente por Ley del Parlamento Andaluz, teniendo en cuenta los acuerdos dictados sobre tales extremos por la Asamblea de Ronda de 1918.

#### **Artículo 7**

La capital de Andalucía, sede del Gobierno y del Parlamento, será la ciudad que decida éste, por mayoría de dos tercios, en su primera sesión ordinaria. En dicha sesión se decidirá también la sede del Tribunal Superior de Justicia.

#### **Artículo 8**

1. A los efectos del presente Estatuto, gozan de la condición política de andaluces los ciudadanos españoles que, de acuerdo con las leyes generales del Estado, tengan vecindad administrativa en cualquiera de los municipios de Andalucía.

2. Como andaluces, gozan de los derechos políticos definidos en este Estatuto los ciudadanos españoles residentes en el extranjero que hayan tenido la última vecindad administrativa en Andalucía y acrediten esta condición en el correspondiente Consulado de España. Gozarán también de estos derechos sus descendientes inscritos como españoles, si así lo solicitan, en la forma que determine la Ley del Estado.

3. Las comunidades andaluzas asentadas fuera de Andalucía podrán solicitar, como tales, el reconocimiento de la identidad andaluza entendida como el derecho a colaborar y compartir la vida social y cultural del pueblo andaluz. Una Ley del Parlamento andaluz regulará, sin perjuicio de las competencias del Estado, el alcance y contenido del reconocimiento a dichas comunidades que en ningún caso implicará la concesión de derechos políticos.

#### **Artículo 9**

Las leyes y normas emanadas de las instituciones de autogobierno de Andalucía, tendrán eficacia en su territorio.

#### **Artículo 10**

El derecho propio de Andalucía, constituido por las leyes y normas reguladoras de las materias de competencia exclusiva de su Comunidad Autónoma, así como de las que con tal carácter le hayan sido transferidas en virtud del [artículo 150.2 de la Constitución](#), es el aplicable con preferencia a cualquier otro en el territorio andaluz. En todo caso, el derecho estatal tiene carácter supletorio del derecho propio de Andalucía. Cuando la competencia de la Comunidad Autónoma consista en el desarrollo o reglamentación de la legislación del Estado, las normas dictadas por aquella serán de aplicación preferente a cualquier otra de igual naturaleza y rango.

#### **Artículo 11**

Los derechos, libertades y deberes fundamentales de los andaluces son los establecidos en la Constitución. La Comunidad Autónoma garantiza el respeto a las minorías que residan en ella.

#### **Artículo 12**

1. La Comunidad Autónoma de Andalucía promoverá las condiciones para que la libertad y la igualdad del individuo y de los grupos en que se integran sean reales y efectivas; removerá los obstáculos que impidan o dificulten su plenitud y facilitará la participación de todos los andaluces en la vida política, económica, cultural y social.

2. La Comunidad Autónoma propiciará la efectiva igualdad del hombre y de la mujer andaluces, promoviendo la plena incorporación de ésta en la vida social y superando cualquier discriminación laboral, cultural, económica o política.

3. Para todo ello, la Comunidad Autónoma ejercerá sus poderes con los siguientes objetivos básicos:  
1º La consecución del pleno empleo en todos los sectores de la producción y la especial garantía de puestos de trabajo para las jóvenes generaciones de andaluces.

2º El acceso de todos los andaluces a los niveles educativos y culturales que les permitan su realización personal y social. Afianzar la conciencia de identidad andaluza a través de la investigación, difusión y conocimiento de los valores históricos, culturales y lingüísticos del pueblo andaluz en toda su riqueza y variedad.

3º El aprovechamiento y la potenciación de los recursos económicos de Andalucía como su agricultura, ganadería, minería, pesca, industria, turismo; promoción de la inversión pública y privada en Andalucía; así como la justa redistribución de la riqueza y la renta.

4º La superación de las condiciones económicas, sociales y culturales que determinan la emigración de los andaluces y, mientras ésta subsista, la asistencia a los emigrados para mantener su vinculación con Andalucía. En todo caso, se crearán las condiciones indispensables para hacer posible el retorno de los emigrantes y que éstos contribuyan con su trabajo al bienestar colectivo del pueblo andaluz.

5º El fomento de la calidad de vida del pueblo andaluz, mediante la protección de la naturaleza y del medio ambiente, y el desarrollo de los equipamientos sociales, con especial atención al medio rural.

6º La protección y realce del paisaje y del patrimonio histórico-artístico de Andalucía.

7º La superación de los desequilibrios económicos, sociales y culturales entre las distintas áreas territoriales de Andalucía, fomentando su recíproca solidaridad.

8º La realización de un eficaz sistema de comunicaciones que potencie los intercambios humanos, culturales y económicos.

9º La constante promoción de una política de superación de los desequilibrios existentes entre los diversos territorios del Estado, en efectivo cumplimiento del principio constitucional de solidaridad.

10º El desarrollo industrial, como fundamento del crecimiento armónico de Andalucía.

11º La reforma agraria entendida como la transformación, modernización y desarrollo de las estructuras agrarias y como instrumento de una política de crecimiento, pleno empleo y corrección de los desequilibrios territoriales.

## **TITULO I COMPETENCIAS DE LA COMUNIDAD AUTÓNOMA.** Artículos 13 al 23

### **Artículo 13**

La Comunidad Autónoma de Andalucía tiene competencia exclusiva sobre las siguiente materias:

1. Organización y estructura de sus instituciones de autogobierno.
2. Organización y estructura de sus organismos autónomos.
3. Régimen local, sin perjuicio de lo que dispone el número 18 del apartado 1 del [artículo 149 de la Constitución](#).
4. Procedimiento administrativo derivado de las especialidades de la organización propia de la Comunidad Autónoma.
5. Normas y procedimientos electorales para la constitución de sus instituciones de autogobierno.
6. Bienes de dominio público y patrimoniales cuya titularidad corresponda a la Comunidad Autónoma, así como las servidumbres públicas en materia de su competencia.
7. Montes, aprovechamientos, servicios forestales y vías pecuarias, marismas y lagunas, pastos, espacios naturales protegidos y tratamiento especial de zonas de montañas, sin perjuicio de lo dispuesto en el número 23, apartado 1, del [artículo 149 de la Constitución](#)
8. Política territorial: ordenación del territorio y del litoral, urbanismo y vivienda.
9. Las obras públicas de interés para la Comunidad Autónoma de Andalucía cuya realización no afecte a otra Comunidad Autónoma, y siempre que no tenga la calificación legal de interés general del Estado.
10. Los ferrocarriles, carreteras y caminos cuyo itinerario se desarrolle íntegramente en territorio andaluz y, en los mismos términos, el transporte desarrollado por estos medios por vía fluvial o por cable.
11. Puertos, aeropuertos y helipuertos que no tengan la calificación legal de interés general del Estado. Puertos de refugio, puertos y aeropuertos deportivos y, en general, los que no desarrollen actividades comerciales.
12. Recursos y aprovechamientos hidráulicos, canales y regadíos, cuando las aguas transcurran únicamente por Andalucía. Aguas subterráneas cuando su aprovechamiento no afecte a otro territorio.
13. Aguas minerales y termales.

14. Instalaciones de producción, distribución y transporte de energía, cuando este transporte no salga de Andalucía y su aprovechamiento no afecte a otro territorio.
15. Establecimiento y ordenación de centros de contratación de mercancías y valores de conformidad con la legislación mercantil. Ferias y Mercados interiores.
16. Cámaras de Comercio, Industria y Navegación y Cámaras Agrarias, Cámaras de la Propiedad Urbana y Cofradías de Pescadores, Cámaras Mineras y otras de naturaleza equivalente; denominaciones de origen y sus Concejos Reguladores, sin perjuicio de la competencia del Estado en materia de comercio exterior prevista en el artículo 149.1.10, de la [de la Constitución](#). Todo ello en el marco de lo que establezca la legislación básica del Estado, reguladora de las Corporaciones de Derecho Público.
17. Promoción y ordenación del turismo.
18. La pesca en aguas interiores, el marisqueo y la acuicultura, la caza y la pesca fluvial y lacustre.
19. Artesanía.
20. Cooperativas, Pósitos y Mutuas no integradas en el sistema de la Seguridad Social, respetando la legislación mercantil.
21. Sanidad e Higiene, sin perjuicio de lo que establece el artículo 149.1.16, de la [Constitución](#)].
22. Asistencia y servicios sociales. Orientación y planificación familiar.
23. Instalaciones Públicas de protección y tutela de menores. respetando la legislación civil, penal y penitenciaria.
24. Colegios profesionales y ejercicio de las profesiones tituladas, sin perjuicio de lo dispuesto en los artículo [36](#) y [139 de la Constitución](#).
25. Fundaciones y asociaciones de carácter docente, cultural, artístico, benéfico-asistencias y similares, que desarrollen principalmente sus funciones en Andalucía.
26. Promoción y fomento de la cultura en todas sus manifestaciones y expresiones, sin perjuicio del artículo 149.2 de la [Constitución](#).
27. Patrimonio histórico, artístico, monumental, arqueológico y científico, sin perjuicio de lo que dispone el número 28 del apartado 1 del artículo 149 de la [Constitución](#)
28. Archivos, museos, bibliotecas y demás colecciones de naturaleza análoga que no sean de titularidad estatal. Conservatorios y Centros de Bellas Artes de interés para la Comunidad Autónoma.
29. Investigación y sus instituciones, sin perjuicio de lo establecido en el número 15 del apartado 1 del artículo 149 de la [Constitución](#). Academias con sede central en Andalucía.
30. Promoción de actividades y servicios para la juventud y la tercera edad. Desarrollo comunitario.
31. Deporte y ocio.
32. Publicidad y espectáculos, sin perjuicio de las normas del Estado.
33. Casinos, juegos y apuestas, con exclusión de las apuestas mutuas deportivo-benéficas.
34. Estadísticas para fines de la Comunidad Autónoma.
35. Las restantes materias que con este carácter, y mediante Ley Orgánica, sean transferidas por el Estado.

#### **Artículo 14**

1. Compete a la Comunidad Autónoma de Andalucía la creación de un Cuerpo de Policía Andaluza que, sin perjuicio de las funciones de los Cuerpos de Seguridad del Estado y dentro del marco de la correspondiente Ley Orgánica, desempeñe las que le sean propias bajo la directa dependencia de la Junta de Andalucía.
2. Compete asimismo, a la Comunidad Autónoma de Andalucía la coordinación de las policía locales andaluzas, sin perjuicio de su dependencia de las autoridades municipales.
3. Se creará la Junta de Seguridad, que con representación paritaria del Gobierno y de la Junta de Andalucía coordine la actuación de la Policía Autónoma con los Cuerpos y Fuerzas de Seguridad del Estado.

#### **Artículo 15**

1. Corresponde a la Comunidad Autónoma de Andalucía, en el marco de la regulación general del Estado, el desarrollo legislativo y la ejecución de las siguientes materias:
  - 1º Régimen jurídico de la Administración de la Comunidad Autónoma de Andalucía y régimen estatutario de sus funcionarios.
  - 2º Expropiación forzosa. Contratos y concesiones administrativas; sistema de responsabilidad de la Administración de la Comunidad Autónoma de Andalucía.

- 3º Ordenación del crédito, la Banca y los seguros.
  - 4º Reservar al sector público de recursos o servicios esenciales, especialmente en caso de monopolios, e intervención de empresas cuando lo exija el interés general.
  - 5º Régimen minero y energético
  - 6º Ordenación del sector pesquero. Puertos pesqueros.
  - 7º Medio ambiente. Higiene de la contaminación biótica y abiótica.
  - 8º Las restantes materias que con este carácter y mediante ley del Estado, le sean transferidas.
2. Corresponde a la Comunidad Autónoma el desarrollo legislativo del sistema de consultas populares locales en el ámbito de Andalucía, de conformidad con lo que dispongan las leyes a que se refiere el apartado 3 del [artículo 92 de la Constitución](#) y el número 1 y 32 del [artículo 149,1, de la Constitución](#), correspondiendo al Estado la autorización de su convocatoria.

### **Artículo 16**

1. En el marco de las normas básicas del Estado, corresponde a la Comunidad Autónoma de Andalucía el desarrollo legislativo y la ejecución del régimen de Radiodifusión y Televisión en los términos y casos establecidos en la Ley que regula el Estatuto Jurídico de la Radio y Televisión.
2. Igualmente le corresponde, en el marco de las normas básicas del Estado, el desarrollo legislativo y la ejecución del régimen de Prensa y, en general, de todos los medios de comunicación social. En los términos establecidos en los apartados anteriores de este artículo, la comunidad Autónoma de Andalucía podrá regular, crear y mantener su propia televisión, radio y prensa y, en general, todos los medios de comunicación social para el cumplimiento de sus fines.

### **Artículo 17**

Corresponde a la comunidad Autónoma de Andalucía la ejecución de la legislación del Estado en las siguientes materias:

- 1. Penitenciarias
- 2. Laboral, con las facultades y servicios propios de la Administración respecto de las relaciones laborales, sin perjuicio de la alta inspección del Estado y de lo establecido en el [artículo 149, 1, 2, de la Constitución](#).
- 3. Propiedad intelectual e industrial.
- 4. Museos, Archivos, Bibliotecas y otras colecciones de naturaleza análoga de titularidad estatal.
- 5. Ferias internacionales que se celebren en Andalucía.
- 6. Vertidos industriales y contaminantes en las aguas territoriales correspondientes al litoral andaluz.
- 7. Puertos y aeropuertos con calificación de interés general, cuando el Estado no se reserve su gestión directa.
- 8. Ordenación del transporte de mercancías y viajeros que tengan su origen y destino dentro del territorio de la Comunidades Autónomas, aunque discurran sobre las infraestructuras de titularidad estatal a que hace referencia el número 21 del apartado 1 del [artículo 149, de la Constitución](#), sin perjuicio de la ejecución directa que se reserve el Estado.
- 9. Nombramiento de Agentes de Cambio y Bolsa y Corredores de Comercio e intervención de la fijación de las demarcaciones correspondientes.
- 10. Pesas y medidas; contrastes de metales.
- 11. Salvamento marítimo en el litoral andaluz.
- 12. Las restantes cuya ejecución se acuerde por Ley Orgánica.

### **Artículo 18**

1. Corresponde a la Comunidad Autónoma Andaluza, de acuerdo con las bases y la ordenación de la actuación económica general y la política monetaria del Estado y en los términos de lo dispuesto en los artículos [38](#), [131](#) y [149](#), 1,11 y 13, de la Constitución, la competencia exclusiva sobre las siguientes materias:
- 1º Fomento y planificación de la actividad económica en Andalucía.
  - 2º Sector público económico de la Comunidad Autónoma, en cuanto no está contemplado por otras normas de este Estatuto.
  - 3º Instituciones de crédito corporativo, público y territorial, Cajas de Ahorros y Cajas Rurales.

4º Agricultura y ganadería, competencias relativas a la reforma y desarrollo del sector agrario y a la mejora y ordenación de las explotaciones agrícolas, ganaderas y forestales.

5º Industria, sin perjuicio de lo que determinen las normas del Estado por razones de seguridad, sanitarias o de interés militar, y las normas relacionadas con las industrias que estén sujetas a la legislación de minas, hidrocarburos y energía nuclear. Queda reservada a la competencia exclusiva del Estado la autorización para la transferencia de tecnología extranjera.

6º Comercio interior. Defensa del consumidor y el usuario, sin perjuicio de la política general de precios y de la legislación sobre defensa de la competencia.

7º Desarrollo y ejecución en Andalucía de:

a) Los planes establecidos por el Estado para la reestructuración de sectores económicos.

b) Programas genéricos para Andalucía estimuladores de la ampliación de actividades productivas e implantación de nuevas empresas.

c) Programa de actuación referidos a comarcas deprimidas o en crisis.

2. Andalucía participará en la gestión del sector público estatal en los casos y actividades que procedan.

### **Artículo 19**

1. Corresponde a la Comunidad Autónoma la regulación y administración de la enseñanza en toda su extensión, niveles y grados, modalidades y especialidades en el ámbito de sus competencias, sin perjuicio de lo dispuesto en el [artículo 27 de la Constitución](#) y Leyes Orgánicas que, conforme al apartado 1, del artículo 81 de la misma, lo desarrollen; de las facultades que atribuye al Estado el número 30 del apartado 1, del [artículo 149 de la Constitución](#) y de la alta inspección necesaria para su cumplimiento y garantía.

2. Los poderes de la Comunidad Autónoma velarán porque los contenidos de la enseñanza e investigación en Andalucía guarden una esencial conexión con las realidades, tradiciones, problemas y necesidades del pueblo andaluz.

### **Artículo 20**

1. Corresponde a la Comunidad Autónoma de Andalucía el desarrollo legislativo y la ejecución de la legislación básica del Estado en materia de sanidad interior.

2. En materia de Seguridad Social corresponderá a la Comunidad Autónoma:

a) El desarrollo legislativo y la ejecución de la legislación básica del Estado, salvo las normas que configuran el régimen económico de la misma.

b) La gestión del régimen económico de la Seguridad Social.

3. Corresponderá también a la Comunidad Autónoma de Andalucía la ejecución de la legislación del Estado sobre productos farmacéuticos.

4. La Comunidad Autónoma de Andalucía podrá organizar y administrar a tales fines, y dentro de su territorio, todos los servicios relacionados con las materias antes expresadas y ejercerá la tutela de las instituciones entidades y funciones en materia de sanidad y Seguridad Social, reservándose el Estado la alta inspección conducente al cumplimiento de las funciones y competencias contenidas en este artículo.

5. La Comunidad Autónoma de Andalucía ajustará el ejercicio de las competencias que asuma en materia de sanidad y de Seguridad Social a criterios de participación democrática de todos los interesados, así como de los sindicatos de trabajadores y asociaciones empresariales en los términos que la ley establezca.

### **Artículo 21**

La Comunidad Autónoma de Andalucía podrá solicitar en cualquier momento al Estado la transferencia o delegación de competencias que, aún no asumidas en el presente Estatuto, no estén atribuidas expresamente al estado por la Constitución, y de aquellas otras que, atribuidas expresamente al Estado, por su propia naturaleza, sean susceptibles de transferencia o delegación. En este último caso, la Ley Orgánica que se dicte en aplicación de lo dispuesto en el [artículo 150 de la Constitución](#) determinará la correspondiente transferencia de recursos financieros, la necesaria asignación de medios personales y administrativos y las formas de control que se reserva el Estado.

### **Artículo 22**



La Comunidad Autónoma de Andalucía podrá dirigirse a las Cortes Generales para solicitar que las leyes-marco que se aprueben en materia de competencia exclusiva del Estado atribuyan expresamente a la Comunidad Autónoma la facultad de dictar la correspondiente legislación de desarrollo.

### **Artículo 23**

1. La Junta de Andalucía será informada, en la elaboración de los Tratados y Convenios Internacionales, así como de los proyectos de legislación aduanera, en cuanto afecten a materias de su específico interés.

2. La Comunidad Autónoma adoptará las medidas necesarias para la ejecución de los Tratados y Convenios Internacionales en lo que afecten a las materias atribuidas a su competencia, según el presente Estatuto.

3. Conforme a lo establecido en el [artículo 12, 3, 4](#), la Junta de Andalucía podrá dirigirse al Gobierno de la Nación instándole a la celebración de Convenios o tratados con países de recepción de emigrantes andaluces para una especial asistencia a los mismos.

# STATUT D'AUTONOMIE DE L'ANDALOUSIE DE 2007

## TÍTULO PRELIMINAR

### Artículo 1. Andalucía.

1. Andalucía, como nacionalidad histórica y en el ejercicio del derecho de autogobierno que reconoce la Constitución, se constituye en Comunidad Autónoma en el marco de la unidad de la nación española y conforme al artículo 2 de la Constitución.

2. El Estatuto de Autonomía propugna como valores superiores la libertad, la justicia, la igualdad y el pluralismo político para todos los andaluces, en un marco de igualdad y solidaridad con las demás Comunidades Autónomas de España.

3. Los poderes de la Comunidad Autónoma de Andalucía emanan de la Constitución y del pueblo andaluz, en los términos del presente Estatuto de Autonomía, que es su norma institucional básica.

4. La Unión Europea es ámbito de referencia de la Comunidad Autónoma, que asume sus valores y vela por el cumplimiento de sus objetivos y por el respeto de los derechos de los ciudadanos europeos.

### Artículo 2. Territorio.

El territorio de Andalucía comprende el de los municipios de las provincias de Almería, Cádiz, Córdoba, Granada, Huelva, Jaén, Málaga y Sevilla.

### Artículo 3. Símbolos.

1. La bandera de Andalucía es la tradicional formada por tres franjas horizontales -verde, blanca y verde- de igual anchura, tal como fue aprobada en la Asamblea de Ronda de 1918.

2. Andalucía tiene escudo propio, aprobado por ley de su Parlamento, en el que figura la leyenda «Andalucía por sí, para España y la Humanidad», teniendo en cuenta el acuerdo adoptado por la Asamblea de Ronda de 1918.

3. Andalucía tiene himno propio, aprobado por ley de su Parlamento, de acuerdo con lo publicado por la Junta Liberalista de Andalucía en 1933.

4. El día de Andalucía es el 28 de Febrero.

5. La protección que corresponde a los símbolos de Andalucía será la misma que corresponda a los demás símbolos del Estado.

### Artículo 4. Capitalidad y sedes.

1. La capital de Andalucía es la ciudad de Sevilla, sede del Parlamento, de la Presidencia de la Junta y del Consejo de Gobierno, sin perjuicio de que estas instituciones puedan celebrar sesiones en otros lugares de Andalucía de acuerdo con lo que establezcan, respectivamente, el Reglamento del Parlamento y la ley.

2. La sede del Tribunal Superior de Justicia es la ciudad de Granada, sin perjuicio de que algunas Salas puedan ubicarse en otras ciudades de la Comunidad Autónoma.

3. Por ley del Parlamento andaluz se podrán establecer sedes de organismos o instituciones de la Comunidad Autónoma en distintas ciudades de Andalucía, salvo aquellas sedes establecidas en este Estatuto.

### Artículo 5. Condición de andaluz o andaluza.

1. A los efectos del presente Estatuto, gozan de la condición política de andaluces o andaluzas los ciudadanos españoles que, de acuerdo con las leyes generales del Estado, tengan vecindad administrativa en cualquiera de los municipios de Andalucía.

2. Como andaluces y andaluzas, gozan de los derechos políticos definidos en este Estatuto los ciudadanos españoles residentes en el extranjero que hayan tenido la última vecindad administrativa en Andalucía y acrediten esta condición en el correspondiente Consulado de España. Gozarán también de estos derechos sus descendientes inscritos como españoles, si así lo solicitan, en la forma que determine la ley del Estado.

3. Dentro del marco constitucional, se establecerán los mecanismos adecuados para promover la participación de los ciudadanos extranjeros residentes en Andalucía.

### Artículo 6. Andaluces y andaluzas en el exterior.

1. Los andaluces y andaluzas en el exterior y las comunidades andaluzas asentadas fuera de Andalucía, como tales, tendrán derecho a participar en la vida del pueblo andaluz y a compartirla, en los términos que, en cada caso, establezcan las leyes. Asimismo, las citadas comunidades podrán solicitar el reconocimiento de la identidad andaluza, con los efectos que dispongan las leyes.

2. A efectos de fomentar y fortalecer los vínculos con los andaluces y andaluzas, así como con las comunidades andaluzas en el exterior, prestarles la asistencia y garantizarles el ejercicio y defensa de sus derechos e intereses, la Comunidad Autónoma podrá, según corresponda, formalizar acuerdos con las instituciones públicas y privadas de los territorios y países donde se encuentren, o instar del Estado la suscripción de tratados internacionales sobre estas materias.

#### **Artículo 7. Eficacia territorial de las normas autonómicas.**

Las leyes y normas emanadas de las instituciones de autogobierno de Andalucía tendrán eficacia en su territorio. Podrán tener eficacia extraterritorial cuando así se deduzca de su naturaleza y en el marco del ordenamiento constitucional.

#### **Artículo 8. Derecho propio de Andalucía.**

El derecho propio de Andalucía está constituido por las leyes y normas reguladoras de las materias sobre las que la Comunidad Autónoma ostenta competencias.

#### **Artículo 9. Derechos.**

1. Todas las personas en Andalucía gozan como mínimo de los derechos reconocidos en la Declaración Universal de Derechos Humanos y demás instrumentos europeos e internacionales de protección de los mismos ratificados por España, en particular en los Pactos Internacionales de Derechos Civiles y Políticos y de Derechos Económicos, Sociales y Culturales; en el Convenio Europeo para la Protección de los Derechos Humanos y de las Libertades Fundamentales y en la Carta Social Europea.

2. La Comunidad Autónoma garantiza el pleno respeto a las minorías que residan en su territorio.

#### **Artículo 10. Objetivos básicos de la Comunidad Autónoma.**

1. La Comunidad Autónoma de Andalucía promoverá las condiciones para que la libertad y la igualdad del individuo y de los grupos en que se integra sean reales y efectivas; removerá los obstáculos que impidan o dificulten su plenitud y fomentará la calidad de la democracia facilitando la participación de todos los andaluces en la vida política, económica, cultural y social. A tales efectos, adoptará todas las medidas de acción positiva que resulten necesarias.

2. La Comunidad Autónoma propiciará la efectiva igualdad del hombre y de la mujer andaluces, promoviendo la democracia paritaria y la plena incorporación de aquélla en la vida social, superando cualquier discriminación laboral, cultural, económica, política o social.

3. Para todo ello, la Comunidad Autónoma, en defensa del interés general, ejercerá sus poderes con los siguientes objetivos básicos:

1.º La consecución del pleno empleo estable y de calidad en todos los sectores de la producción, con singular incidencia en la salvaguarda de la seguridad y salud laboral, la conciliación de la vida familiar y laboral y la especial garantía de puestos de trabajo para las mujeres y las jóvenes generaciones de andaluces.

2.º El acceso de todos los andaluces a una educación permanente y de calidad que les permita su realización personal y social.

3.º El afianzamiento de la conciencia de identidad y de la cultura andaluza a través del conocimiento, investigación y difusión del patrimonio histórico, antropológico y lingüístico.

4.º La defensa, promoción, estudio y prestigio de la modalidad lingüística andaluza en todas sus variedades.

5.º El aprovechamiento y la potenciación de los recursos naturales y económicos de Andalucía bajo el principio de sostenibilidad, el impulso del conocimiento y del capital humano, la promoción de la inversión pública y privada, así como la justa redistribución de la riqueza y la renta.

6.º La creación de las condiciones indispensables para hacer posible el retorno de los andaluces en el exterior que lo deseen y para que contribuyan con su trabajo al bienestar colectivo del pueblo andaluz.

7.º La mejora de la calidad de vida de los andaluces y andaluzas, mediante la protección de la naturaleza y del medio ambiente, la adecuada gestión del agua y la solidaridad interterritorial en su uso y distribución, junto con el desarrollo de los equipamientos sociales, educativos, culturales y sanitarios, así como la dotación de infraestructuras modernas.

8.º La consecución de la cohesión territorial, la solidaridad y la convergencia entre los diversos territorios de Andalucía, como forma de superación de los desequilibrios económicos, sociales y culturales y de equiparación de la riqueza y el bienestar entre todos los ciudadanos, especialmente los que habitan en el medio rural.

9.º La convergencia con el resto del Estado y de la Unión Europea, promoviendo y manteniendo las necesarias relaciones de colaboración con el Estado y las demás Comunidades y Ciudades Autónomas, y propiciando la defensa de los intereses andaluces ante la Unión Europea.

10.º La realización de un eficaz sistema de comunicaciones que potencie los intercambios humanos, culturales y económicos, en especial mediante un sistema de vías de alta capacidad y a través de una red ferroviaria de alta velocidad.

11.º El desarrollo industrial y tecnológico basado en la innovación, la investigación científica, las iniciativas emprendedoras públicas y privadas, la suficiencia energética y la evaluación de la calidad, como fundamento del crecimiento armónico de Andalucía.

12.º La incorporación del pueblo andaluz a la sociedad del conocimiento.

13.º La modernización, la planificación y el desarrollo integral del medio rural en el marco de una política de reforma agraria, favorecedora del crecimiento, el pleno empleo, el desarrollo de las estructuras agrarias y la corrección de los desequilibrios territoriales, en el marco de la política agraria comunitaria y que impulse la competitividad de nuestra agricultura en el ámbito europeo e internacional.

14.º La cohesión social, mediante un eficaz sistema de bienestar público, con especial atención a los colectivos y zonas más desfavorecidos social y económicamente, para facilitar su integración plena en la sociedad andaluza, propiciando así la superación de la exclusión social.

15.º La especial atención a las personas en situación de dependencia.

16.º La integración social, económica y laboral de las personas con discapacidad.

17.º La integración social, económica, laboral y cultural de los inmigrantes en Andalucía.

18.º La expresión del pluralismo político, social y cultural de Andalucía a través de todos los medios de comunicación.

19.º La participación ciudadana en la elaboración, prestación y evaluación de las políticas públicas, así como la participación individual y asociada en los ámbitos cívico, social, cultural, económico y político, en aras de una democracia social avanzada y participativa.

20.º El diálogo y la concertación social, reconociendo la función relevante que para ello cumplen las organizaciones sindicales y empresariales más representativas de Andalucía.

21.º La promoción de las condiciones necesarias para la plena integración de las minorías y, en especial, de la comunidad gitana para su plena incorporación social.

22.º El fomento de la cultura de la paz y el diálogo entre los pueblos.

23.º La cooperación internacional con el objetivo de contribuir al desarrollo solidario de los pueblos.

24.º Los poderes públicos velarán por la salvaguarda, conocimiento y difusión de la historia de la lucha del pueblo andaluz por sus derechos y libertades.

4. Los poderes públicos de la Comunidad Autónoma de Andalucía adoptarán las medidas adecuadas para alcanzar los objetivos señalados, especialmente mediante el impulso de la legislación pertinente, la garantía de una financiación suficiente y la eficacia y eficiencia de las actuaciones administrativas.

### **Artículo 11. Promoción de los valores democráticos y ciudadanos.**

Los poderes públicos de Andalucía promoverán el desarrollo de una conciencia ciudadana y democrática plena, fundamentada en los valores constitucionales y en los principios y objetivos establecidos en este Estatuto como señas de identidad propias de la Comunidad Autónoma. Con esta finalidad se adoptarán las medidas precisas para la enseñanza y el conocimiento de la Constitución y el Estatuto de Autonomía.

## **TÍTULO VI**

### **ECONOMIA, EMPLEO Y HACIENDA**

## **CAPÍTULO I**

### **Economía**

#### **Artículo 156. Subordinación al interés general.**

Toda la riqueza de la Comunidad Autónoma, en sus distintas formas y manifestaciones, y sea cual fuere su titularidad, está subordinada al interés general.

#### **Artículo 157. Principios y objetivos básicos.**

1. La libertad de empresa, la economía social de mercado, la iniciativa pública, la planificación y el fomento de la actividad económica constituyen el fundamento de la actuación de los poderes públicos de la Comunidad Autónoma de Andalucía en el ámbito económico.

2. La actividad económica estará orientada a la consecución de los objetivos básicos de la Comunidad Autónoma establecidos en el Título Preliminar.

3. La política económica de Andalucía se rige por los siguientes principios:

1.º El desarrollo sostenible.

2.º El pleno empleo, la calidad en el trabajo y la igualdad en el acceso al mismo.

3.º La cohesión social.

4.º La creación y redistribución de la riqueza.

4. La política económica de Andalucía promoverá la capacidad emprendedora y de las iniciativas empresariales, incentivando especialmente la pequeña y mediana empresa, la actividad de la economía social y de los emprendedores autónomos, la formación permanente de los trabajadores, la seguridad y la salud laboral, las relaciones entre la investigación, la Universidad y el sector productivo, y la proyección internacional de las empresas andaluzas.

#### **Artículo 158. Entes instrumentales.**

La Comunidad Autónoma podrá constituir empresas públicas y otros entes instrumentales, con personalidad jurídica propia, para la ejecución de funciones de su competencia.

#### **Artículo 159. Diálogo y concertación social.**

Los sindicatos y las organizaciones empresariales contribuyen al diálogo y la concertación social, y ejercen una relevante función en la defensa y promoción de los intereses económicos y sociales que les son propios.

#### **Artículo 160. Función consultiva en materia económica y social.**

Corresponde al Consejo Económico y Social la función consultiva en materia económica y social en los términos que desarrolla el artículo 132.

#### **Artículo 161. Cohesión social y territorial.**

Los poderes públicos andaluces orientarán su actuación a la consecución de la cohesión social y territorial, así como al impulso de la actividad económica, a través de las inversiones públicas.

#### **Artículo 162. Sector financiero.**

1. Los poderes públicos andaluces contribuirán al fortalecimiento del sector financiero andaluz y propiciarán su participación en los planes estratégicos de la economía.

2. La Junta de Andalucía promoverá una eficaz ordenación del sistema financiero andaluz garantizando su viabilidad y estabilidad y prestando especial atención a las cajas rurales y a las cajas de ahorro y a las funciones que a estas últimas les corresponden al servicio del bienestar general y del desarrollo económico y empresarial.

#### **Artículo 163. Modernización económica. Acceso a los medios de producción.**

1. La Comunidad Autónoma atenderá a la modernización, innovación y desarrollo de todos los sectores económicos, a fin de propiciar un tejido productivo de calidad, y, en particular, de la agricultura, de la ganadería, de la pesca y de la artesanía, a fin de equiparar el nivel de vida de los andaluces y andaluzas.

2. Los poderes públicos de la Comunidad Autónoma fomentarán las sociedades cooperativas y otras formas jurídicas de economía social, mediante la legislación adecuada.

3. Los poderes públicos, de acuerdo con la legislación estatal sobre la materia, establecerán los medios que faciliten el acceso de los trabajadores a la propiedad y gestión de los medios de producción, de conformidad con el artículo 129.2 de la Constitución.

#### **Artículo 164. Defensa de la competencia.**

1. La Junta de Andalucía establecerá por ley un órgano independiente de defensa de la competencia en relación con las actividades económicas que se desarrollen principalmente en Andalucía, en los términos del artículo 58.2.

2. Asimismo, podrá instar a los organismos estatales de defensa de la competencia cuanto estime necesario para el interés general de Andalucía en esta materia.

#### **Artículo 165. Participación en la ordenación general de la economía.**

La Comunidad Autónoma de Andalucía participará en la elaboración de las decisiones estatales que afecten a la planificación general de la actividad económica, especialmente en aquéllas que afecten a sectores estratégicos de interés para Andalucía, todo ello de acuerdo con lo dispuesto en el artículo 131.2 de la Constitución.

## **CAPÍTULO II**

### **EMPLEO Y RELACIONES LABORALES**

#### **Artículo 166. Protección de los derechos laborales y sindicales.**

Los poderes públicos velarán por los derechos laborales y sindicales de los trabajadores en todos los sectores de actividad.

#### **Artículo 167. Igualdad de la mujer en el empleo.**

Los poderes públicos garantizarán el cumplimiento del principio de igualdad de oportunidades entre hombres y mujeres en el ámbito laboral, en el acceso a la ocupación, la formación y promoción profesional, las condiciones de trabajo, incluida la retribución, así como que las mujeres no sean discriminadas por causa de embarazo o maternidad.

#### **Artículo 168. Conciliación de la vida laboral, familiar y personal.**

La Comunidad Autónoma impulsará políticas que favorezcan la conciliación del trabajo con la vida personal y familiar.

#### **Artículo 169. Políticas de empleo.**

1. Los poderes públicos fomentarán el acceso al empleo de los jóvenes y orientarán sus políticas a la creación de empleo estable y de calidad para todos los andaluces y andaluzas. A tales efectos, establecerán políticas específicas de inserción laboral, formación y promoción profesional, estabilidad en el empleo y reducción de la precariedad laboral.

2. Los poderes públicos establecerán políticas específicas para la inserción laboral de las personas con discapacidad, y velarán por el cumplimiento de las reservas previstas en la legislación aplicable.

3. Los poderes públicos diseñarán y establecerán políticas concretas para la inserción laboral de los colectivos con especial dificultad en el acceso al empleo, prestando especial atención a los colectivos en situación o riesgo de exclusión social.

### **Artículo 170. Participación de los trabajadores en las empresas.**

Andalucía promoverá la participación de los trabajadores en las empresas, así como el acceso a la información sobre los aspectos generales y laborales que les afecten.

### **Artículo 171. Seguridad y salud laboral.**

1. La Administración Pública contribuirá a garantizar la seguridad y salud laboral de los trabajadores, para lo cual diseñará instrumentos precisos de control y reducción de la siniestralidad laboral, así como mecanismos de inspección y prevención de los riesgos laborales.

2. La Comunidad Autónoma se dotará de instrumentos propios para la lucha contra la siniestralidad laboral.

### **Artículo 172. Trabajadores autónomos y cooperativas.**

1. Una ley del Parlamento de Andalucía regulará las políticas de apoyo y fomento de la actividad del trabajador autónomo.

2. Serán objeto de atención preferente, en las políticas públicas, las cooperativas y demás entidades de economía social.

### **Artículo 173. Relaciones laborales.**

La Comunidad Autónoma tendrá política propia de relaciones laborales, que comprenderá, en todo caso:

- 1.º Las políticas activas de empleo, la intermediación y el fomento del empleo y del autoempleo.
- 2.º Las políticas de prevención de riesgos laborales y protección de la seguridad y salud laboral.
- 3.º La promoción del marco autonómico para la negociación colectiva.
- 4.º La promoción de medios de resolución extrajudicial de conflictos laborales.

### **Artículo 174. Contratación y subvención pública.**

Las Administraciones Públicas de Andalucía, en el marco de sus competencias, y en el ámbito de la contratación y de la subvención pública, adoptarán medidas relativas a:

- a) La seguridad y salud laboral.
- b) La estabilidad en el empleo.
- c) La igualdad de oportunidades de las mujeres.
- d) La inserción laboral de los colectivos más desfavorecidos.
- e) El cuidado de los aspectos medioambientales en los procesos de producción o transformación de bienes y servicios.

## **CAPÍTULO III**

### **HACIENDA DE LA COMUNIDAD AUTONOMA**

### **Artículo 175. Principios generales.**

1. Las relaciones de orden tributario y financiero entre el Estado y la Comunidad Autónoma de Andalucía se regulan por la Constitución, el presente Estatuto y la Ley Orgánica prevista en el apartado tercero del artículo 157 de la Constitución.

2. La Comunidad Autónoma de Andalucía dispondrá de los recursos necesarios para atender de forma estable y permanente el desarrollo y ejecución de sus competencias para que quede garantizado el principio de igualdad en el acceso y prestación de servicios y bienes públicos en todo el territorio español. Todo ello de acuerdo con los principios de:

- a) Autonomía financiera.
- b) Suficiencia financiera, en virtud de los artículos 157 y 158 de la Constitución Española, que atenderá fundamentalmente a la población real efectiva determinada de acuerdo con la normativa estatal y, en su caso,

protegida, así como a su evolución. Junto a la población, para hacer efectivo este principio, se tendrán en cuenta otras circunstancias que pudieran influir en el coste de los servicios que se presten.

c) Garantía de financiación de los servicios de educación, sanidad y otros servicios sociales esenciales del estado de bienestar para alcanzar niveles similares en el conjunto del Estado, siempre que se lleve a cabo, un esfuerzo fiscal similar expresado en términos de la normativa y de acuerdo con el artículo 31 de la Constitución.

d) Responsabilidad fiscal, de acuerdo con los principios constitucionales de generalidad, equidad, progresividad, capacidad económica, así como coordinación y transparencia en las relaciones fiscales y financieras entre las Administraciones Públicas. Para ello, la Comunidad Autónoma dispondrá de un espacio fiscal propio integrado por sus recursos de naturaleza tributaria, en el que desarrollará el ejercicio de sus competencias normativas de acuerdo con lo previsto en el artículo 157.2 de la Constitución Española y la gestión, liquidación, inspección, revisión y recaudación de los mismos.

e) Lealtad institucional, coordinación y colaboración con la Hacienda estatal y con las restantes haciendas públicas.

f) Solidaridad, de forma que se garantice el establecimiento de un equilibrio económico, adecuado y justo entre las diversas partes del territorio español, prevista en el artículo 138 de la Constitución. El Fondo de Compensación Interterritorial fijará las correspondientes asignaciones para colaborar a este propósito.

g) Nivelación de los servicios a que se refiere el artículo 158.1 de la Constitución, en los términos previstos en la letra c) de este apartado.

h) Libre definición del destino y volumen del gasto público para la prestación de los servicios a su cargo, sin perjuicio de las exigencias en materia de estabilidad presupuestaria y de los demás criterios derivados de la normativa de la Unión Europea y de la legislación del Estado.

i) Prudencia financiera y austeridad.

j) Participación mediante relaciones multilaterales en los organismos que proceda, relacionados con la financiación autonómica.

### ***Sección primera. Recursos***

#### **Artículo 176. Recursos.**

1. La Junta de Andalucía contará con patrimonio y hacienda propios para el desempeño de sus competencias.

2. Constituyen recursos de la Hacienda Pública de la Junta de Andalucía:

a) Los de naturaleza tributaria definidos por el producto de:

Los tributos propios establecidos por la Comunidad Autónoma.

Los tributos cedidos por el Estado.

Los recargos sobre tributos estatales.

b) Las asignaciones y transferencias con cargo a los recursos del Estado, y singularmente los provenientes de los instrumentos destinados, en su caso, a garantizar la suficiencia.

c) La deuda pública y el recurso al crédito.

d) La participación en los Fondos de Compensación Interterritorial, y en cualesquiera otros fondos destinados a la nivelación de servicios, convergencia y competitividad, infraestructuras y bienes de acuerdo con su normativa reguladora.

e) Otras asignaciones con cargo a los presupuestos generales del Estado.

f) Las transferencias de la Unión Europea u otras Administraciones Públicas.

g) Los rendimientos del patrimonio de la Comunidad Autónoma y otros ingresos de derecho privado, legados, donaciones y subvenciones que perciba.

h) Las multas y sanciones en el ámbito de sus competencias.

i) Cualquier otro recurso que le pertenezca en virtud de lo dispuesto por las leyes.

3. El establecimiento, regulación y aplicación de dichos recursos se efectuará cuando proceda en los términos y con los límites previstos o derivados de la ley orgánica prevista en el artículo 157.3 de la Constitución, de conformidad con lo dispuesto en dicho artículo y preceptos concordantes de ésta.

#### **Artículo 177. Actualización de la financiación.**

1. El Estado y la Comunidad Autónoma procederán a la actualización quinquenal del sistema de financiación, teniendo en cuenta la evolución del conjunto de recursos públicos disponibles y de las



necesidades de gastos de las diferentes Administraciones. Esta actuación deberá efectuarse sin perjuicio del seguimiento y eventualmente puesta al día de las variables básicas utilizadas para la determinación de los recursos proporcionados por el sistema de financiación.

2. La actualización a la que hace referencia el anterior apartado deberá ser aprobada por la Comisión Mixta de Asuntos Económicos y Fiscales Estado-Comunidad Autónoma.

#### **Artículo 178. Tributos cedidos.**

1. Conforme al apartado 3 de este artículo, con los límites y, en su caso, con la capacidad normativa y en los términos que se establezcan en la ley orgánica prevista en el artículo 157.3 de la Constitución, se ceden a la Comunidad Autónoma los siguientes tributos:

a) Tributos estatales cedidos totalmente:

Impuesto sobre Patrimonio.

Impuesto sobre Sucesiones y Donaciones.

Impuesto sobre Transmisiones Patrimoniales y Actos Jurídicos Documentados.

Los tributos sobre Juego.

Impuesto sobre electricidad.

Impuesto Especial sobre Determinados Medios de Transporte.

Impuesto sobre las Ventas Minoristas de Determinados Hidrocarburos.

b) Tributos estatales cedidos parcialmente:

Impuesto sobre la Renta de las Personas Físicas.

Impuesto sobre el Valor Añadido.

Impuesto Especial sobre la Cerveza.

Impuesto Especial sobre el Vino y Bebidas Fermentadas.

Impuesto Especial sobre Productos Intermedios.

Impuesto Especial sobre el Alcohol y Bebidas Derivadas.

Impuesto Especial sobre Hidrocarburos.

Impuesto Especial sobre Labores del Tabaco.

La eventual supresión o modificación de alguno de dichos tributos implicará la extinción o modificación de la cesión.

2. El contenido de este artículo se podrá modificar mediante acuerdo del Estado con la Comunidad Autónoma, que será tramitado como proyecto de ley. A estos efectos la modificación del presente artículo no se considerará modificación del Estatuto.

3. El alcance y condiciones de la cesión serán fijados por la Comisión Mixta mencionada en el artículo 184 que, en todo caso, lo referirá a rendimientos en Andalucía. El Gobierno de la Nación tramitará el acuerdo de la Comisión como proyecto de ley.

#### **Artículo 179. Principios rectores de la potestad tributaria.**

1. En los términos contemplados en la Constitución y en la Ley Orgánica prevista en el artículo 157.3 de la misma, corresponde al Parlamento la potestad de establecer los tributos, así como la fijación de recargos.

2. La potestad tributaria se ejercerá con arreglo a los principios constitucionales de capacidad económica, justicia, generalidad, igualdad, equitativa distribución de la carga tributaria, progresividad y no confiscatoriedad.

3. Sin perjuicio de su función primordial de recursos para la recaudación de ingresos públicos, los tributos podrán ser instrumentos de política económica en orden a la consecución de un elevado nivel de progreso, cohesión, protección ambiental y bienestar social.

4. La Comunidad Autónoma actuará de acuerdo con los principios de armonización, preservando la unidad de mercado.

#### **Artículo 180. Competencias en materia tributaria.**

1. Con observancia de los límites establecidos en la Constitución y en la ley orgánica prevista en su artículo 157.3, corresponde a la Comunidad Autónoma el establecimiento y regulación de sus propios tributos, así como la gestión, liquidación, recaudación, inspección y revisión de los mismos. A tal fin, la Comunidad Autónoma dispondrá de plenas atribuciones para la organización y ejecución de dichas tareas,

sin perjuicio de la colaboración que pueda establecerse con la Administración Tributaria del Estado, especialmente cuando así lo exija la naturaleza del tributo.

2. La Comunidad Autónoma ejerce las competencias normativas y, por delegación del Estado, de gestión, liquidación, recaudación, inspección y la revisión, en su caso, de los tributos estatales totalmente cedidos a la Comunidad Autónoma, en los términos previstos en la Ley Orgánica prevista en el artículo 157.3 de la Constitución y concretados en la ley que regule la cesión de tributos, sin perjuicio de la colaboración que pueda establecerse con la Administración del Estado, de acuerdo con lo que establezca la ley que fije el alcance y condiciones de la cesión.

3. La gestión, liquidación, recaudación, inspección y revisión, en su caso, de los demás tributos del Estado recaudados en Andalucía corresponde a la Administración tributaria del Estado, sin perjuicio de la delegación que la Comunidad Autónoma pueda recibir de éste, y de la colaboración que pueda establecerse, cuando así lo exija la naturaleza del tributo, todo ello en los términos establecidos en la Constitución y en la Ley Orgánica prevista en el artículo 157.3 de la misma.

#### **Artículo 181. Organización en materia tributaria.**

1. La organización de la Administración de la Comunidad Autónoma en materia tributaria adoptará la forma que mejor responda a los principios previstos con carácter general en la Constitución y en el presente Estatuto, velando especialmente por la efectiva aplicación de los recursos a su cargo y luchando contra el fraude fiscal.

2. Con la finalidad indicada en el apartado anterior, por ley se creará una Agencia Tributaria a la que se encomendará la gestión, liquidación, recaudación e inspección de todos los tributos propios, así como, por delegación del Estado, de los tributos estatales totalmente cedidos a la Junta de Andalucía. En relación con los demás impuestos cedidos gestionados por la Administración Tributaria del Estado en Andalucía, podrá establecerse un régimen de colaboración para su gestión compartida cuando así lo exija la naturaleza del tributo. A tal efecto, se constituirá en el ámbito de la Comunidad Autónoma un consorcio con participación paritaria de la Administración Tributaria estatal y la de la Comunidad Autónoma.

3. La Comunidad Autónoma participará, en la forma que se determine, en los organismos tributarios del Estado responsables de la gestión, liquidación, recaudación e inspección de los tributos estatales cedidos parcialmente.

4. La Agencia Tributaria de Andalucía podrá prestar su colaboración a otras administraciones, pudiendo asumir, por delegación, la gestión tributaria en relación con los tributos locales.

#### **Artículo 182. Órganos económico-administrativos.**

La Comunidad Autónoma asumirá, por medio de sus propios órganos económico-administrativos, la revisión por la vía administrativa de las reclamaciones que los contribuyentes puedan interponer contra los actos de gestión tributaria dictados por la Agencia Tributaria andaluza, sin perjuicio de las competencias en materia de unificación de criterio que le corresponden a la Administración General del Estado.

A estos efectos, la Junta de Andalucía y la Administración General del Estado podrán, asimismo, acordar los mecanismos de cooperación que sean precisos para el adecuado ejercicio de las funciones de revisión en vía económico-administrativa.

#### **Artículo 183. Relaciones de la Comunidad Autónoma con la Administración financiera del Estado.**

1. Las relaciones financieras de la Comunidad Autónoma con el Estado se regirán por los principios de transparencia, lealtad institucional y participación en las decisiones que les afecten.

2. Andalucía, atendiendo a sus intereses en materia de financiación, podrá decidir su vinculación al modelo de financiación autonómica en el modo y forma previstos en el artículo 184 de este Estatuto, respetándose, en todo caso, los principios enumerados en el artículo 175 anterior.

3. Andalucía colaborará o participará, en la forma que determine la normativa aplicable, en la gestión de la Agencia Tributaria Estatal.

4. Ambas Administraciones se facilitarán mutuamente el acceso a la información estadística y de gestión necesaria para el mejor ejercicio de sus respectivas competencias en un marco de cooperación y transparencia.

5. En el caso de reforma o modificación del sistema tributario español que implique una supresión de tributos o una variación de los ingresos de la Comunidad Autónoma de Andalucía, que dependen de los

tributos estatales, la Comunidad Autónoma de Andalucía tiene derecho a que el Estado adopte las medidas de compensación oportunas para que ésta no vea reducidas ni menguadas las posibilidades de desarrollo de sus competencias ni de su crecimiento futuro. De acuerdo con el principio de lealtad institucional, se valorará el impacto financiero, positivo o negativo, que las disposiciones generales aprobadas por el Estado tengan sobre la Comunidad Autónoma o las aprobadas por la Comunidad Autónoma tengan sobre el Estado, en un periodo de tiempo determinado, en forma de una variación de las necesidades de gasto o de la capacidad fiscal, con la finalidad de establecer los mecanismos de ajuste necesarios.

6. Andalucía participará en la forma en que se determine, en la realización de los estudios, análisis, informes o cualquier otro tipo de actuación que se estime precisa en materia de regulación, aplicación de los tributos cedidos a las Comunidades Autónomas.

7. La Comunidad Autónoma de Andalucía mantendrá relaciones multilaterales, a través del Consejo de Política Fiscal y Financiera, en las materias que afecten, entre otras, al sistema estatal de financiación, y en la Comisión Mixta prevista en el artículo siguiente en relación con las cuestiones específicas andaluzas.

#### **Artículo 184. Comisión Mixta de Asuntos Económicos y Fiscales Estado-Comunidad Autónoma.**

1. La Comisión Mixta de Asuntos Económicos y Fiscales Estado-Comunidad Autónoma es el órgano bilateral de relación entre el Estado y la Comunidad Autónoma en el ámbito de la financiación autonómica. Le corresponde la concreción, aprobación, actualización y el seguimiento del sistema de financiación, así como la canalización del conjunto de relaciones fiscales y financieras de la Comunidad Autónoma y el Estado, y ejercerá sus funciones sin perjuicio de los acuerdos suscritos por la Junta de Andalucía en esta materia en instituciones y organismos de carácter multilateral.

2. La Comisión Mixta estará integrada por un número igual de representantes del Estado y de la Comunidad Autónoma. La presidencia de la misma será ejercida de forma rotatoria entre las dos partes en turnos anuales.

3. La Comisión Mixta adoptará su reglamento interno y de funcionamiento por acuerdo entre las dos delegaciones.

4. Corresponde a la Comisión Mixta de Asuntos Económicos y Fiscales Estado-Comunidad Autónoma:

a) Acordar el alcance y condiciones de la cesión de tributos de titularidad estatal y, especialmente, los porcentajes de participación en el rendimiento de los tributos estatales cedidos parcialmente.

b) Establecer los mecanismos de colaboración entre la Administración Tributaria de Andalucía y la Administración Tributaria del Estado, así como los criterios de coordinación y de armonización fiscal de acuerdo con las características o la naturaleza de los tributos cedidos.

c) Negociar el porcentaje de participación de Andalucía en la distribución territorial de los fondos estructurales europeos.

d) Estudiar las inversiones que el Estado realizará en la Comunidad Autónoma de Andalucía.

e) Acordar la valoración de los traspasos de servicios del Estado a la Comunidad Autónoma.

f) Establecer los mecanismos de colaboración entre la Comunidad Autónoma y la Administración General del Estado que sean precisos para el adecuado ejercicio de las funciones de revisión en vía económico-administrativa.

g) Acordar los mecanismos de colaboración entre la Comunidad Autónoma y el Estado para el ejercicio de las funciones en materia catastral.

5. La Comisión Mixta propondrá las medidas de cooperación necesarias para garantizar el equilibrio del sistema de financiación que establece el presente Capítulo cuando pueda verse alterado por decisiones legislativas estatales o de la Unión Europea.

#### **Artículo 185. Gestión de los fondos europeos.**

1. Corresponde a la Comunidad Autónoma la gestión, planificación y ejecución de los fondos europeos destinados a Andalucía y, en general, de los que se canalicen a través de programas europeos, asignados a la misma, en especial de aquellos aprobados en aplicación de criterios de convergencia o derivados de la situación específica de Andalucía.

2. Los fondos que se reciban en estos conceptos podrán ser modulados con criterios sociales y territoriales por la Comunidad Autónoma de Andalucía, dentro del respeto a las normas europeas aplicables.

#### **Artículo 186. Tratamiento fiscal.**

La Comunidad Autónoma gozará del mismo tratamiento fiscal que la legislación establezca para el Estado.

### **Artículo 187. Deuda pública y operaciones de crédito.**

1. La Comunidad Autónoma podrá emitir deuda pública para financiar gastos de inversión con arreglo a una ley del Parlamento de acuerdo con lo dispuesto en la Ley Orgánica prevista en el artículo 157.3 de la Constitución.

2. El volumen y las características de las emisiones se establecerán de acuerdo con la ordenación general de la política crediticia y en colaboración con el Estado.

3. Los títulos emitidos tendrán la consideración de fondos públicos a todos los efectos.

4. La Comunidad Autónoma podrá realizar operaciones de crédito por plazo inferior a un año, con objeto de cubrir sus necesidades transitorias de tesorería, con sujeción a lo dispuesto en la Ley Orgánica prevista en el artículo 157.3 de la Constitución.

5. La Comunidad Autónoma podrá realizar también operaciones de crédito, por plazo superior a un año, cualquiera que sea la forma como se documenten, siempre que se cumplan los siguientes requisitos:

a) Que el importe total del crédito sea destinado exclusivamente a la realización de gastos de inversión.

b) Que el importe total de las anualidades de amortización por capital e intereses no exceda del veinticinco por ciento de los ingresos corrientes de la Comunidad Autónoma.

### **Artículo 188. Patrimonio.**

1. El patrimonio de la Comunidad Autónoma estará integrado por:

a) Los bienes y derechos de su titularidad en el momento de aprobarse el presente Estatuto.

b) Los bienes y derechos adquiridos por cualquier título jurídico válido.

2. El patrimonio de la Comunidad Autónoma, su administración, defensa y conservación serán regulados por una ley del Parlamento de Andalucía.

### ***Sección segunda. Gasto público y presupuesto***

#### **Artículo 189. Asignación del gasto público.**

1. El gasto público de la Comunidad Autónoma realizará una asignación equitativa de los recursos disponibles en orden a la satisfacción de las necesidades a cubrir, teniendo en cuenta los fines constitucionales y estatutarios encomendados a los poderes públicos, así como los principios de estabilidad económica, eficiencia y economía que han de guiar su programación y ejecución. En todo caso se velará por la prestación de un adecuado nivel de los servicios públicos fundamentales y por la salvaguardia de los derechos sociales y la igualdad de oportunidades.

2. Asimismo, el gasto público garantizará, dentro del marco de sus competencias, la realización del principio de solidaridad, en cumplimiento de los artículos 2 y 138 de la Constitución, y velará por el equilibrio territorial y la realización interna de dicho principio en el seno de la Comunidad Autónoma, facilitando asimismo la cooperación exterior.

3. En su ejecución se observarán los principios de coordinación, transparencia, contabilización y un adecuado control económico-financiero y de eficacia, tanto interno como externo, así como la revisión e inspección de prestaciones y la lucha contra el fraude en su percepción y empleo.

#### **Artículo 190. Ley del presupuesto.**

1. Corresponde al Consejo de Gobierno la elaboración y ejecución del presupuesto de la Comunidad Autónoma y al Parlamento su examen, enmienda, aprobación y control. Toda proposición o enmienda que suponga un aumento de los créditos o disminución de los ingresos presupuestarios requerirá la conformidad del Consejo de Gobierno para su tramitación.

2. El presupuesto será único y se elaborará con criterios técnicos, homogéneos con los del Estado. Incluirá necesariamente la totalidad de los ingresos y gastos de la Junta de Andalucía y de sus organismos públicos y demás entes, empresas e instituciones de ella dependientes, así como, en su caso, el importe de los beneficios fiscales que afecten a los tributos propios establecidos por el Parlamento.

3. Además de los correspondientes estados de gastos e ingresos y de las normas precisas para su adecuada inteligencia y ejecución, la ley del presupuesto sólo podrá contener aquellas normas que resulten necesarias para implementar la política económica del Gobierno.

4. El presupuesto tiene carácter anual. El proyecto de ley del presupuesto y la documentación anexa deben ser presentados al Parlamento al menos con dos meses de antelación a la expiración del presupuesto corriente.

5. Si el presupuesto no estuviere aprobado el primer día del ejercicio económico correspondiente, se considerará automáticamente prorrogado el del ejercicio anterior hasta la aprobación del nuevo.

6. La ley del presupuesto no puede crear tributos. Podrá modificarlos cuando una ley tributaria sustantiva así lo prevea.

7. La ley del presupuesto establecerá anualmente instrumentos orientados a corregir los desequilibrios territoriales y nivelar los servicios e infraestructuras.

### ***Sección tercera. Haciendas locales***

#### **Artículo 191. Autonomía y competencias financieras.**

1. Las haciendas locales andaluzas se rigen por los principios de suficiencia de recursos para la prestación de los servicios que les corresponden, autonomía, responsabilidad fiscal, equidad y solidaridad.

2. Las Administraciones locales disponen de capacidad para regular sus propias finanzas en el marco de la Constitución y las leyes. Esta capacidad incluye las potestades que se fijen por las leyes en relación con sus tributos propios y la autonomía presupuestaria y de gasto en la aplicación de sus recursos, así como de los ingresos de carácter incondicionado que perciban procedentes de los presupuestos de otras Administraciones.

3. Corresponde a los gobiernos locales, en el marco de lo establecido en la normativa reguladora del sistema tributario local, la competencia para gestionar, recaudar e inspeccionar sus tributos, sin perjuicio de que puedan delegarla o establecer alguna otra forma de colaboración.

#### **Artículo 192. Colaboración de la Comunidad Autónoma.**

1. Una ley regulará la participación de las Entidades Locales en los tributos de la Comunidad Autónoma, que se instrumentará a través de un fondo de nivelación municipal, de carácter incondicionado.

2. Adicionalmente la Comunidad Autónoma podrá establecer programas de colaboración financiera específica para materias concretas.

3. Corresponde a la Comunidad Autónoma la tutela financiera de los entes locales, sin perjuicio de las competencias del Estado y con respeto a la autonomía que a los mismos les reconoce la Constitución.

4. Los entes locales podrán delegar a favor de la Comunidad Autónoma la gestión, liquidación, recaudación e inspección de sus propios tributos o establecer alguna otra forma de colaboración.

5. Los ingresos de los entes locales consistentes en participaciones en ingresos y en subvenciones incondicionadas estatales se percibirán a través de la Comunidad Autónoma, que los distribuirá de acuerdo con los criterios establecidos en sus leyes, respetando los criterios fijados por la legislación del Estado en esta materia.

6. Las modificaciones del marco normativo de la Comunidad Autónoma que disminuyan los ingresos tributarios locales habrán de prever la compensación oportuna.

7. Cualquier atribución de competencias irá acompañada de la asignación de recursos suficientes.

#### **Artículo 193. El Catastro.**

La Administración General del Estado y la Junta de Andalucía establecerán los cauces de colaboración necesarios para asegurar la participación de ésta en las decisiones y el intercambio de información que sean precisos para el ejercicio de sus competencias.

Asimismo, se establecerán formas de gestión consorciada del Catastro entre el Estado, la Junta de Andalucía y los municipios, de acuerdo con lo que disponga la normativa del Estado y de manera tal que se garantice la plena disponibilidad de las bases de datos para todas las Administraciones y la unidad de la información.

### ***Sección cuarta. Fiscalización externa del sector público andaluz***

**Artículo 194. Órgano de fiscalización.**

Corresponde a la Cámara de Cuentas la fiscalización externa del sector público andaluz en los términos del artículo 130.

## ENTRETIENS

**Entretiens avec Manuel HIJANO DEL RIO sur l'Andalousie dans l'Espagne des autonomies  
(jeudi 04 juillet 2013)**

**Estoy diciendo que ya hace una semana que estoy aquí y al preguntar a unas personas de lo que piensan, del personaje o de la persona de Blas INFANTE, muchas me han dicho que no les suena casi nada. Lo que me ha sorprendido mucho, porque con respecto a lo que he leído, los andaluces son muy orgullosos de su identidad, y sobretodo con respecto a la persona de Blas INFANTE que ha luchado para que Andalucía alcance ese nivel de desarrollo, de modernización. Pero que muchas personas que me digan que no saben casi nada de Blas INFANTE, eso me ha sorprendido mucho. Entonces me gustaría saber lo que pasa concretamente , porque normalmente, la gente debe saber quién es Blas INFANTE en Andalucía .**

Sí, sí, sí. Deberían saberlo...deberían saberlo pero no es así, no sucede, no ocurre, porque no se estudia con profundidad en los colegios, no se estudia en las universidades, y luego no hay una línea política de apoyo a la investigación sobre Blas INFANTE, tampoco desde la administración. Es decir Blas INFANTE ocupa un lugar más simbólico que real en dentro de la sociedad andaluza. En este momento, es decir es un símbolo, es un símbolo de nuestra identidad, es el Padre de la Patria andaluza. Pero de allí no ha pasado, de allí no ha pasado. Sirvió como justificante para que Andalucía tuviera lo máximo techo competencial. Sirvió también como un elemento que apoyaría esa demanda, esa necesidad... Pero una vez conseguido el Estatuto de autonomía por el máximo techo competencia, la figura de Blas INFANTE ha sido apartada, apartada y arrinconada en los símbolos, en el departamento de símbolo, ¡vamos a llamarlo así, ¡ no ! No en el departamento de la realidad, de lo que se estudia en proceso, en los colegios, de lo que se estudia en las universidades, ni se estudia en los institutos de Andalucía.

**Señor HIJANO, eso me ha extrañado mucho. He pensado que al llegar aquí, cada persona que sea de mayor edad o de menor edad, me hablaría de Blas INFANTE como...O me daría ni siquiera unas informaciones acerca de Blas INFANTE. Pues, eso es por un lado. Para ir al grano Señor HIJANO...**

Sí...

**El 18 de 2007, se aprueba por referéndum el Estatuto de autonomía para Andalucía reformado...**

Exacto, sí, sí...

**¿Piensa usted que la Andalucía autónoma de 2007 se diferenciaba de la de 1981 ?**

Sí! Claro que sí! Claro que sí! Hay muchísimas... Hay muchas diferencias, sólo en plano educativo, por ejemplo. En el año 81 en Andalucía había un 15% de analfabetismo por ejemplo. ¿Es un dato no ?

**Sí...**

En el año 2007, no había, no había, no existe o el analfabetismo es casi nulo en la población. Esa es una diferencia. Es decir que el Estatuto de autonomía de 1981, en principio, tenía que adecuarse a la nueva realidad social y política andaluza. Esto es en el Estatuto de 2007. También, sirvió para contraponerse a los Estatutos que se aprobaron en Cataluña y el plan Ibarreche en el País vasco. Es decir, Andalucía de nuevo se pone como ariete contra la demanda nacionalista del norte de España. Se pone como ejemplo de identidad, pero no independentista. Se pone como ejemplo de nacionalidad, como dicen en Estatuto, un nacionalismo, pero no segregador, **que no se puede ser en España un nacionalista** andaluz, se puede ser nacionalista por tanto catalán, pero no ser independentista. Es decir, España es un Estado que respeta las diferentes nacionalidades que componen el Estado.

**Si en Andalucía, se actúe con respecto a lo que están haciendo los demás en el norte, eso significa que aquí en Andalucía, ...o si, si en el norte la gente no hiciese nada, en Andalucía no haría nada ?**

Hay buena parte... teniendo cuenta por ejemplo.... ¿Sabes los resultados del referéndum ?

**Sí, hubo mucha abstención**

Cerca del 70%

**Sí... Y lo que comprendo es que si hoy en día Andalucía ha alcanzado cierto nivel de modernización, al nivel de crecimiento... de ¿cómo diría? de la cultura y todo lo que va con esa modernización et ese desarrollo, ¿cómo se justifica esta abstención al referéndum de 2007 ?**

Porque el referéndum... porque el Estatuto no lo pedía nadie, fue sólo un capricho de los políticos, un capricho en ese sentido de que nadie demandaba un cambio en el Estatuto de autonomía, nadie lo



pedía. El Estatuto de Autonomía que se aprobaron en el año 2007 fue un Estatuto en ese sentido artificial.

### **¡ Artificial !**

En ese sentido artificial, es decir la gente no lo pedía. No ocurre igual que como, por ejemplo, en Cataluña, en donde la gente salía por la calle, pedía un paso más, nueva autonomía, ¡No ! o no ocurre como en el País vasco ¡No ! Aquí, aquí no se pedía un nuevo Estatuto, no se veía la necesidad, y se entendió más como una maniobra política, ¡no ! una maniobra en el sentido de lo que te comentaba antes. ¡No ! De luchar contra, de poner sobre la mesa un Estatuto nacionalista, pero no segregadora.

### **¿Eso significa que hay un desfase entre las actuaciones de los políticos y la demanda de la sociedad ?**

En eso caso sí, es un claro ejemplo. Es un ejemplo de eso. Efectivamente. Las cifras están allí para corroborarlo, las cifras están allí para demostrarlo, ¡no ! Casi un 70% de abstención, eso ...hay una explicación muy clara. Esa separación entre lo demandaban los políticos, la clase política con respecto a lo que el pueblo, la sociedad quería ¡No !

### **Entonces, Señor Hijano, Usted que es un buen conocedor de esa sociedad andaluza, ¿Qué es exactamente lo que pide esa sociedad para sentirse bien ?**

Ahora mismo el paro, el paro, estamos a la cola de Europa en lo que al paro se refiere y al desempleo, se refiere... estamos casi en el 40% de la población activa en paro. Eso nos está acercando a los niveles de exigencia... a los niveles de exigencia de la transición de cuando se aprobó el nuevo Estatuto del 1981. Te da cuenta que cuando en Andalucía monta al 4 de Diciembre, monta al 28 de Febrero, se monta todo lo que se monta aquí en Andalucía, se monta gracia a que en el debate político se incerta la idea de que la Autonomía va a traer prosperidad, progreso y desarrollo económico. Ahora todo está en duda, es decir despues de haber vivido treinta años de Autonomía, no sé hasta que punto la Autonomía ha servido para el desarrollo y el progreso de Andalucía. Es decir Andalucía sigue estando a la cola de Europa. Andalucía sigue estando a la cola de Europa. Efectivamente hemos progresado, tu lo has visto, Andalucía ha progresado, es cierto. Andalucía ha progresado, pero Andalucía no está al nivel de Cataluña o del País Vasco. Andalucía sigue estando detrás de ellas. No sólo detrás de ellas, sino detrás de todas las regiones, nacionalidades, de comunidades autónomas, Estados..., llámalos como quieras, de toda Europa. Seguimos estando dentro de las regiones más pobres de Europa. Entonces la gente se lo plantea, y ahora con esto del deficit, la crisis económica... ect, la gente se lo plantea ¿Para qué quiere un

Parlamento andaluz ? Si ese Parlamento no ha funcionado durante treinta años y Andalucía ...Sí, tenemos AVE, tenemos otras vías, tenemos firmes y desarrollo económico importante, pero que otros se han desarrollado más que nosotros. Otros han alcanzado un nivel de progreso superior al nuestro. Todo eso está en debate ahora mismo.

**Eso significa que ...al mirar la gobernanza de la Junta de Andalucía me he dado cuenta de que solamente actúa, sólo el PSOE ha gobernado desde la aprobación de la Autonomía. Entonces. ¿Eso significa que el PSOE manda o toma decisiones mirando a Madrid pero siendo en Andalucía ?**

¡Es cierto !

**¿que el PSOE obra con respecto a lo le manda desde Madrid ?**

¡Es cierto ! ¡Esto está clarísimo ! ¡Esto está clarísimo! Por ejemplo, en los conflictos que se plantean entre el Gobierno central y el gobierno Autonómico, los conflictos de competencias son numéricamente, cuantitativamente... son mucho más,...son superiores que cuando gobernó el PP que cuando gobernó el PSOE. Es decir se plantea...hay más conflictos con Madrid cuando está gobernando el PP y hay menos conflictos cuando está gobernando el PSOE; Es decir, cuando en Madrid gobierna el PP, Andalucía se convierte en el ariete para desgastar el Gobierno central. Cuando Madrid está gobernado por el PSOE, Andalucía se convierte en apoyo a este Gobierno central. Y efectivamente, se están mirando, siempre se están mirando.

**Hablando de ese lugar de Andalucía, Señor HIJANO, las expectativas y esperanzas del pueblo andaluz quedaron perfectamente de manifiesto en las multitudinarias manifestaciones del 4 de Diciembre de 1977. ¿Piensa que el « espíritu » del aquel 4 de diciembre sigue vivo en la sociedad andaluza?**

Vivo pero dormidas.

**¿Dormidas ?**

Está vivo. Está vivo, es decir, ahora mismo todos los Andaluces no reniegan de ser Andaluces.

**Sí.**

Los Andaluces, nos sentimos Andaluces y hermanos cuando se nace. A un andaluz le sienta al lado de un catalán o un extremeño, ellos reivindican, reivindicamos nuestra identidad andaluza. Otra cosa que la planteamos en términos de conflictos, en términos de reivindicación. Es decir de alguna forma se ha llegado, y las estadísticas sociológicas lo demuestran, se ha llegado un conformismo

pero en el buen sentido de la palabra. Conformismo con la situación actual, es decir : la buena parte, creo que está entre el 60 % de la población interrogada en Andalucía, se considera satisfecha con el grado de autonomía y, cuando 70% de la población andaluza se considera satisfecho, el grado de reivindicación, de protestad disminue. Y eso es lo que está ocurriendo desde el término identitario, me refiero. Es decir nosotros tenemos una bandera, tenemos un himno, tenemos un Presidente, tenemos un Tribunal Superior Justicia de Andalucía, tenemos un Parlamento Andaluz, ¿para qué queremos más si estamos bien ! Nuestra identidad ya se considera suficientemente desarrollada allí, ¿no ! Y eso lo dicen las encuestas sociológicas en este momento. El porcentaje está en el 70% de satisfechos. Y luego a partir de allí divide en dos grandes grupos lo que ya quieren del mundo de la autonomía y lo que quizá se considera que todavía hace falta más autonomía, ¡No !

**¿Disculpe ! Si está durmiendo este espíritu de 4 de Diciembre, ¿qué están haciendo, por ejemplo, que están haciendo estas personas que luchan para que este espíritu se despierte ?**

Sobrevivir

**¿Sobrevivir ?**

Que no es poco. Resistir que no es poco.

**¿Resistir haciendo qué ?**

Actividades como puntuales. Casi...casi yo me...Cómo te la calificaría ? Actividades caí marginales, están moviéndose en la marginalidad. En la marginalidad significa contar con el caso apoyo político, contar con el caso apoyo social, el caso apoyo económico, el caso apoyo de ... con todo lo que quieras allí, ¡No !

**Por favor... eso significa que ¿el crecimiento económico está machacando la consolidación de la identidad ?**

Está...**Bueno yo cuestionaría eso del crecimiento económico en este momento.** En estos momentos no me acierto que había un desarrollo económico, pero te como decía antes, Andalucía sigue siendo dentro de las comunidades más subdesarrolladas de Europa. Sigue siendo eso en términos económicos. Están allí los datos. Mayor pobreza, el desempleo, la renta percapita , el Producto Interior Bruto, hay cifras más que económica. Andalucía sigue siendo a la cola de Europa. Ahora ¿Qué ocurre ? porque de alguna forma todo esto ha...digamos que se ha considerado la posible solución del subproblema no viene a través de una mayor autonomía, sino a través de la preservación de... en término... existe la autonomía de identidad de lo que tenemos, de defensa de lo que tenemos. Y...Y poco más. No se considera como ocurrió en la transición: dame más

autonomía para progresar . Ese es el mensaje que se lanzaba desde los partidos políticos, especialmente los de la izquierda, Partido Comunista, Partido Socialista, Partido Andalucista. Todos esos partidos lanzaron : Andalúz vota por tu Estatuto. Tener un Parlamento era garantía de tu progreso económico. ¿Es eso ahora mismo? ¡No !

**Desde el período de emergencia del andalucismo al final del siglo XIX hasta la aparición del nuevo andalucismo durante el período de agonía del régimen franquista, nos damos cuenta de que es la endémica situación del subdesarrollo andaluz que ha engendrado una toma de conciencia de las élitas. Bajo el andalucismo han luchado para la mejora de las condiciones de vida de su pueblo y por la armonización de su región de modo general. ¿Eso significaría que desde el principio el andalucismo ha sido mucho más un instrumento de lucha por el modelo identitario territorial en vez de ser un instrumento de lucha por el modelo identitario étnico ?**

Sí, sí, sí. Totalmente de acuerdo.

**Entonces, si usted está de acuerdo de que el andalucismo es un instrumento que lucha por el modelo identitario territorial, eso significa normalmente que hoy en día la gente no debe sorprenderse de ver la población o de modo general la mayor parte de la población decir que no le suena casi nada la persona de Blas INFANTE.**

¡Claro ! ¡Claro ! ¡Claro ! Es decir, falta esa implicación, falta ese conocimiento de la figura. ¡Efectivamente ! También, hay que tener en cuenta una cosa : durante el siglo XX ese andalucismo del que tu hablas allí, fue un andalucismo débil. Es decir, no considere que como puede considerar que el andalucismo, durante el siglo XX se convirtió en uno de las grandes fuerzas políticas del momento, ni fue un movimiento social, ni fue un movimiento político significativo. Es decir, Andalucía, por ejemplo, durante la Segunda República, Andalucía avanza...en la constitución del Estatuto de Autonomía cuando consigue el apoyo de las fuerzas de izquierda, del Frente Popular principalmente. Es cuando el Frente Popular al final de, ...al final de la Segunda República, cuando ve que la democracia esta corriendo peligro, considera que el modelo autonómico es el necesario para asentar la Constitución republicana. Y no es hasta ese momento, hasta el año...estamos en el año 36, y no hasta el año 36 cuando el PSOE y el Partido Comunista deciden apoyar el Estatuto de autonomía. A partir de ese momento solo Blas INFANTE , solo Blas INFANTE era el único que defendía este Estatuto claramente. Y el Estatuto no avanzó. Llega el año36, estamos en febrero de 36, y es cuando , en el febrero de 36, es cuando ya las fuerzas del Frente Popular deciden : vamos a apoyar la Autonomía Andaluza, pero con la Autonomía Andaluza, la catalana, la vasca, la extremeña , la Castellana

**Ah la Extremeña también !**

¡Claro ! toda España, en toda España se abrieron procesos autonómicos, durante la Segunda Republica. Se abrieron procesos autonómicos para precisamente extender las raíces de la democracia, a través... las raíces institucionales de la democracia. Crearon órganos de movimientos regionales cercanos, próximos al ciudadano y de esa manera asentar la débil democracia de la República.

**Por su función, y por sus funciones, porque usted es profesor aquí en la universidad, y he visto también es...forma...estaba o era miembro del Patronato de Fundación Blas INFANTE.**

Soy, soy todavía

**Todavía es. Usted es un buen concededor del proceso autonómico andaluz, así como del Andalucismo, ¿ Piensa usted que podríamos encontrar algo de las ideas políticas, sociológicas y culturales de Blas INFANTE en la dinámica del subsistema regional andaluz de hoy?**

¡Claro ! ¡Claro ! Blas INFANTE...

**¿O solamente de modo simbólico?**

No sólo de modo simbólico,... Hoy Blas Infante ,...las autoridades, el poder político andaluz lo ha remitido en un símbolo. Pero eso no significa que yo estoy de acuerdo con esa situación. Blas INFANTE es mucho más que un símbolo, Blas INFANTE es la defensa del andaluz, la resistencia de lo que ahora se defiende. La resistencia frente, por ejemplo, a los dictados de Bruselas, la resistencia frente a los dictados de Merkel, la resistencia frente a lo que nos viene desde fuera incluido el de Madrid. La resistencia frente a esas... esas directrices que nos marcan, ¡No ! Marcan un lugar a ocupar, un lugar de subdesarrollo, un lugar subliminal, segundo, un lugar remitido allí en el sur, ¡no ! Alejado de los grandes centros de poder. Blas INFANTE lo defendía ya. Unas vías muy actual. Y es que Andalucía actual tuviera poder de decisión. Que Andalucía fuera considerada, fuera tenida en cuenta, no sólo en Madrid, más que allí. Pero ahora, también, en el mismo esquema, podemos aplicarlo con Bruselas, que Andalucía fuera tenida en cuenta en Bruselas a la hora de tomar decisión. Cosa que hoy en día no está sucediendo. Blas INFANTE deja su posición de Notario. Blas INFANTE ganaba mucho dinero y trabajaba poco como Notario, podía permitirse el lujo de trabajar pocas horas a la semana y ganar mucho dinero. Ocupaba una posición social y económica privilegiada, lo podía haber hecho y lo deja todo. Lo deja todo y se mete en el lio de la política y lo matamos por eso. Esto es un claro ejemplo de resistencia, un claro ejemplo de protesta y de participación. De protesta por la situación social que vivía en aquel entonces. Ese símbolo, ese ejemplo nos puede servir al día de hoy. Es decir, si no estamos conforme con que en Andalucía haya un 40 por ciento de desempleo con que Andalucía haya, haya una población importante, un

número de personas ya importante que se están pasando hambre aquí en Andalucía. Si no estamos conforme con eso no vamos a actuar. Y si tenemos una poltrona, tenemos un lugar privilegiado porque tenemos un sueldo, tenemos trabajo...etc eso no debe ser óbice para que nosotros participemos o nos impliquemos. Sólo en su ejemplaridad deja actuar, y su mensaje por supuesto.

**¿Cómo explicaría usted que el pueblo andaluz, a pesar de ser un pueblo plenamente conciente de sí mismo y orgulloso de su identidad, ya no llegue a mobilizarse masivamente como lo hizo el 4 de Diciembre de 1977 para transformar el andalucismo en un verdadero movimiento político capaz de construirse como primera fuerza política en Andalucía ? ¿Por qué no ha existido o no existe un nacionalismo andaluz con cierta base social ?**

¿Por dónde tengo que empezar?

**¡Eso depende de usted !**

**SHR** : Es que esa pregunta tiene una respuesta bastante larga ! Vamos a ver ! ¿Cómo te la resumo ? Es complicada la pregunta. ¿Por qué ? Bueno ! Yo creo que, mi opinión personal, el factor fundamental, hay más, pero para mí, el más importante, son los errores políticos cometidos por el partido que representaba el Andalucismo durante estos años. El partido político que representaba el andalucismo era el Partido Andalucista o el Partido Socialista de Andalucía, llámalo como quieras, ha cambiado de nombre. Y este partido político ha estado dirigido por una gente que no han sabido y que no han querido, incluso no han querido que el Andalucismo llegara a más. No han querido que llegara a más porque en el momento algunos decían que el partido era un partido bonsái. Un partido bonsái, tu sabes, un bonsái, en el momento que va creciendo, el árbol pequeño éste, cuando va creciendo, le va cortando las ramas para que siga siendo pequeño, porque el árbol bonsai tiene que ser pequeño. Pues el partido político ése tiene que ser bonsai. Un partido porque la manera con la que controla un partido con representación en el Parlamento, pero es pequeño, tu lo controlas. La élite lo controlaba. En el momento que se crecía excesivamente se perdía control sobre el partido, por qué ? Porque era esa indicación de que este partido estaba en manos de los famosos, de los clásicos Pedro PACHECO y ROJAS-MARCOS, ¡no ! Era un partido dejado a manos de dos. Era un partido con representación con lo cual podían negociar y obtener prebenda política, pero a su vez era un partido que no convenía extender demasiado, porque sino se lo perdía el control. Ya no iba a ser un partido de dos, sino de tres, de cuatro y cinco, de seis o de más, con lo cual eso significaba que se perdía control. ¿Por qué se dice eso ? Porque las continuas divisiones y peleas...a veces incluso parecían artificiales desde mi punto de vista . No tengo datos, pero simplemente las observaciones, lecturas de periódicos ...etc. Artificiales, ¿En qué parecía ? Porque en algunas ocasiones, incluso esas peleas surgían cuando, cuando mayores expectativas políticas había.

Espectativas electorales, cuando se pelean, se dividían. Sí, son cuestiones personales, todo el mundo lo ve, no es sólo lo electoral que le separaba. No es sólo lo electoral, todo los separaba. El electorado te condena cuando ve cómo un partido político se divide por cuestiones personales, va a machacar. Y entonces pues la conciencia andaluza, la identidad andaluza quedaba difuminada en partidos centralista, en partidos que no eran andalucista de por sí, como puede ser el PSOE, como puede ser el PP... Son partidos andalucistas y ellos se definen como andalucista pero el nacionalista, el partido andalucista estaba cometiendo errores, uno tras otro, uno tras otro y además para que allá lo último pactar con el PSOE, que se denominó, tu sabes, no ! el Abrazo del orso. El P grande que se comió el más pequeño. El PSOE se comió el Partido Andalucista. Pactó con los pocos diputados del Partido Andalucista.

**Usted...Yo no sé si usted puede decir comió, sé que el PSOE y el Partido Andalucista formaban un mismo grupo cuando el PP gobernaba.**

No, Bueno !el PP gobernaba en Madrid

**En Madrid**

¡Ah! Sí, sí, sí.

Pero aquí en la Junta de Andalucía o en el Parlamento el PP...el PSOE...

Pactó con el Partido Andalucista durante la doble legislatura durante 8 años, sí, sí, sí. Y eso al final, eso al final pasa factura, porque el electorado dice : bueno, para votar a uno que el pequeño, que a lo mejor no sale, que va pactando finalmente con el grande por eso acaba de llevar al otro. Voy al grande. Es de uno, ¡hein ! que hay más, como motivo hay más.

**Según la encuesta realizada por el Instituto de Estudios Sociales Avanzados de Andalucía (IESA-A) en enero de 1997, el 86,7% de los andaluces consideraban Andalucía como una « región » y sólo un 5,5% como « nación »<sup>539</sup>. Con respecto a estos datos, y si constatamos que, excepto en los años en torno al Referéndum de Andalucía, el andalucismo apenas tiene incidencia social, ¿ Sería erróneo considerar hoy en día que los andaluces nunca se han considerado como una nación ?**

Buena Pregunta...Buena pregunta...Buena pregunta. No lo sé...políticamente legislativamente el Estatuto de Andalucía de hoy nos define como Nación...

**Sí, sí.**

---

<sup>539</sup> Instituto de Estudios Sociales Avanzados de Andalucía (IESAA-CSIC), *Evolución de la opinión pública en Andalucía, 1978-1997*. Documento de Trabajo, Córdoba, Mayo de 1997.

Socialmente, étnicamente, culturalmente nos definimos como cultura, como sociedad diferenciada en ése sentido. Al dar otro paso es el que... el que el Andalus defina sino como Nación, con ése término. Es decir ; yo allí distinguiría dos discursos : el discurso político, de la teoría política y el discurso... el discurso de la sociedad, el que está metido en la...en la sociedad. Es decir : de acuerdo con el discurso político, Andalucía puede ser definida como Nación, de hecho el Estatuto así lo define, reúne las características de una Nación. Más bien los andaluces se sienten Nación, eso ya es otro tema. Es decir, hay que tener en cuenta que aquí, estamos constatemente bombardeados, estamos siendo bombardeados de los medios de comunicación, constatemente con los ejemplos...los malos ejemplos del nacionalismo vasco y catalan. Es decir, aquí durante muchos años, por ejemplo, cuando ETA, cuando lo ha intentado ETA, durante muchos años se ha identificado concientemente, injustamente, se ha estado identificando el nacionalismo con violencia. ETA era el ejemplo, ETA era el ejemplo.

**Sí...**

Y cuando no era ETA, era el nacionalismo catalan. El nacionalismo catalan se identificaba, el nacionalismo con independentismo. Es decir era andalus, es andalus y es español. En el momento que tu... en el momento en que los medios de comunicación y los grandes poderes de Andalucía cometían esa...ese error voluntario de identificar nacionalismo con separatismo o nacionalismo con violencia, aquí en seguida se rechazaba el término nación, se rechazaba el término nacionalismo. En términos teóricos, si analizamos el concepto de nación, de reina...etc, Andalucía responde a este concepto por eso yo distinguía entre esos dos discursos, ¡No!

**¿Piensa Usted que el futuro de Andalucía depende de la reformulación de su Estatuto de 1981 ? ¿Qué diferencia usted establecería entre el Estatuto de 1981 y el de 2007?**

Bien, esa sí que es una buena pregunta, esa sí que es una buena pregunta. Bueno el Estatuto vino a modernizar los términos políticos contenidos en el Estatuto del 1981.

Modernizar ?

Modernizar. Es decir, el Estatuto del 81 era un Estatuto muy convenido, muy prudente, muy corto, incluso físicamente en el número de páginas hasta el número de páginas

**Sí, 72 si no me equivoco**

Exacto

**Pienso.**



¡Exacto ! ¿Por qué esto ? Porque en términos generales, el legislador, los partidos no sabían exactamente hasta donde ni a donde nos íbamos a llegar ? No se sabía muy bien. Yo explico, en clase, doy clases de política educativa, y explico el Estatuto de autonomía de Andalucía actual y lo comparo a lo de 81. En el artículo...en el estatuto del 81, lo de la educación, la competencia de la educación son dos párrafos.

### **¿Dos párrafos solamente ?**

Es muy corto ! En el Estatuto de 2007 ocupa páginas y páginas. ¿Por qué ? ¿Qué es lo que ha ocurrido para que entre 81 y 2007 se han concretado, es decir se han asumido competencias que en el 81 no se sabía que iban a asumir ? Y todas esas competencias se han reflejados en el Estatuto de 2007. Por eso, en esos términos, se ha modernizado, se ha modernizado en el sentido que, incluso a través del vocabulario, incluso...pero políticamente, insisto, como te contaba antes...

**¡Sí !**

Políticamente, el Estatuto de 2007 fue una maniobra política, una maniobra política de la clase de gente, en este caso concreto el PSOE, el PP e IU que se junto con en el último momento. Fue una pura...nadie lo demandaba. Y se hizo solo como ariete para contraponer los invites de las Autonomías Catalana y del País Vasco.

### **El PSOE introdujo el blindaje de competencias en la redacción del nuevo Estatuto de la Autonomía.**

Sí.

### **Lo que le asemeja al texto aprobado por el Congreso de Diputados para Cataluña.**

¡Si,... exactamente !

### **¿Piensa usted que el texto Andaluza es una copia del texto de Cataluña ?**

Bueno una copia...Pero estando una copia, incluso el PP...que algunos... Digamos que se hizo a la par, a la vez de la Catalán y se tuvo muy en cuenta al Catalán, ... se tuvo muy en cuenta. Pero estando como copia...copia...luego incluso que si, creo que hay por allí incluso algunos párrafos que están copiados textualmente del Estatuto de Catalán. Sí, sí, sí... lo cual está pregunta se responde con lo que te comentaba antes, ¡no !

**¡Si !**

Es decir separación política y social.

**Javier ARENAS, cuando fue Presidente del Partido Popular de Andalucía, declaró el 8 de febrero de 2007 en el periódico ABC que «No hay ningún artículo conflictivo en el Estatuto de Andalucía que se parezca al Estatuto de Cataluña». Afirmó al contrario que el texto refrendado el 18 de febrero se ha «descatalanizado» a raíz de la modificación de 150 artículos. ¿Qué opina Usted de estas afirmaciones ?**

Si, si,si...era lógica, efectivamente el PP votó a favor del Estatuto, votó, defendió el sí. Pero defendió el sí. ¿Por qué ? Porque el PP así demostraba que se podía hacer un Estatuto de Autonomía nacionalista, en el que parecía Andalucía como Nación, pero no separatista. Esa es la idea fundamental. Si Andalucía siempre ha servido para eso, Andalucía como decía Blas INFANTE de Andalucía, Andalucía es esencia de España, Andalucía es no sólo cuantitativamente, sino culturalmente el núcleo fundamental de la identidad española. Eso es algo que no hay...que no hay que diferenciar. Hay que tener muy claro que cuando se defiende Andalucía...cuando se defiende España, se busca Andalucía. Las señas de la identidad española fuera de España son básicamente andaluzas : el flamenco, los torros,... todos estas...el vestido, el traje gitano...todas estas cuestiones folklórica que pertenecen a una mala lectura de la identidad andaluza, todos esos elementos se extraen, se convierten en españolas y se defienden fuera de España, y se venden incluso turísticamente se venden.

**¡Sí, sí, es verdad...sí... !**

Entonces, Andalucía en ese sentido es muy importante. Y no sólo te estoy hablando en términos cuantitativo de población y extensión del territorio, no ! Sino te estoy hablando en términos identitario. Andalucía identitariamente es fundamental para España. España vende fuera lo andaluz, no vende lo vasco no vende la sardana catalana, no vende el chitularie vasco, no vende la muniegra gallega, sino lo que vende es el flamenco, incluso el patrimonio de la humanidad. ¡Hein ! Entonces es claro que para eso es fundamental y para eso tenemos que construir una Andalucía que sea bueno...que refleje su identidad, que defienda su identidad pero siempre dentro de los pueblos de España.

**Si Blas INFANTE fuera vivo, ¿Piensa Usted que estaría contento con la autonomía que hay en Andalucía hoy en día?**

Y o creo que sería...estaría moderadamente satisfecho... moderadamente satisfecho. Es decir, al final y al cabo, el Estatuto... la situación actual es parecida a lo que demandaba en la República, en la Segunda República el Estatuto de autonomía de la Segunda República, los proyectos que allí era de la Segunda República son, en términos generales. En términos generales son semejantes a los actuales. Es decir, él defendía, por ejemplo, que hubiera un sistema educativo andaluz, tomando un ejemplo, y hoy existe. Pero, claro también, se estaría dando cuenta de la situación que ocupa hoy mismo este poder andaluz, ese gobierno andaluz. Esa situación subliminal, esa situación que de

buena manera, que obedece a intereses ajenos. Es decir, aquí se ha montado un nuevo nivel de admistración, una nueve élite política, nueva, nueva en la historia de España. Nunca han existido las Comunidades Autónomas en nuestra historia y se ha colgado, y para lo que está sirviendo hoy una vez más para obedecer lo que se nos dice desde a fuera. Para hacer correos de las ambiciones de lo que nos dice desde fuera. En eso sí que no estaria de acuerdo Blas INFANTE. Blas INFANTE durante...durante los años de su vida, fue muy posibilista, es decir él se ha dado cuenta de la sociedad que tenía, de la sociedad andaluza, de las características de la sociedad andaluza, de las características de la clase política andaluza y por tanto él sabía de sobre que no podía ser nacionalista en los términos catalán, vasco o gallego por poner un ejemplo. Él invento ese otro nuevo o modelo de nacionalismo basado en los principios de la cultura, basada en la identidad andaluza, en la cultura andaluza y a partir de allí ese posibilismo, incluso le llevo a apoyar...le llevo a apoyar el Estatuto...ese incipiente Estatuto de la segunda República,

**De acuerdo ! Bueno ! Pienso que hemos acabado, hemos casi acabado. Últimas palabras Señor HIJANO? Tiene unas palabras que dar o...**

Bueno ! Esperar que todo termine, que todo vaya bien...que todo vaya bien. No sé yo sigo considerando en ese momento que el Andalucismo, a pesar de la situación en la que se encuentra, es una de las vías de solución, es una de las posibles vías de solución de la situación actual y que asegura la defensa de la identidad andaluza en ese momento es un de resistencia frente a la homogeneización, a la globalización. En términos de globalización. En términos de globalizacion entendido más como hegemonía, hegeminía del fuerte, hegemonía del que controla el poder. Esa es la globalización. Porque, efectivamente, la globalización tiene muchos aspectos positivos, pero la globalización también tiene esos otros aspectos que no son tan positivos. ¡No ! y que traen, ... que tienen como consecuencias esa hegemonía del más fuerte, que al fin y al cabo es él que controla las herramientas. Frente a esa hegemonía está la defensa del identitario, de lo propio, de lo local. Defensa frente a esa imposición de lo ajeno, en buen términos. Y muchas gracias por contar conmigo.

**Le agradezco mucho Señor HIJANO.**

Me tendrás informado

**Sí señor, le tendré informado.**

**Entretiens avec Juan Antonio LACOMBA sur l'Andalousie dans l'Espagne des autonomies  
(vendredi 05 juillet 2013)**

**Señor LACOMBA, sin mentirle, es un verdadero placer para mí encontrarle. He leído tantas obras que Usted ha escrito acerca del andalucismo y de la autonomía andaluza. Ahora, estoy trabajando sobre la Andalucía en la España de las autonomías : del Estatuto de 1981 al de 2007. En mi trabajo, me gustaría poner de relieve el hecho de que Andalucía, hoy en día, es una Comunidad modernizada entre comillas. Y si hoy en día es modernizada, es porque antes los andalucistas han luchado bajo el andalucismo para alcanzar el grado de desarrollo que hoy en día vive Andalucía : esta es mi hipótesis de partida. Después, andando el tiempo, me he dado cuenta de que muchas cosas han cambiado aquí en Andalucía, pero todavía queda mucho que hacer. A nivel de la modernización, y más específicamente el crecimiento, claro, Andalucía se ha desarrollado mucho. Pero, por lo que se refiere a la cultura, todavía hay mucho que hacer. Entonces, una modernización, sí, pero matizada. Pues, si le he pedido que me conceda esta entrevista, es para que me esclarezca lo que todavía me queda oscuro sobre el andalucismo y sobre su autonomía.**

Hay algo importante que hay que precisar : ¿enfoque político o enfoque económico ? Usted está mezclando lo todo. ¿Habla de modernización, de crecimiento o de la economía ?

**Yo no puedo hablar solamente del enfoque político sin aludir al económico ni al cultural.**

Yo creo que su hipótesis de partida no es muy acertada por lo siguiente : Andalucía, antes de la autonomía, era una región atrasada. Se habla de tercer mundo en el libro clásico que se llama : *Andalucía, ¿tercer mundo ?*<sup>540</sup> Hablando de la realidad andaluza a la clave de los años setenta, es una realidad como la del tercer mundo, una realidad que, desde el punto de vista económico, es atrasada. Se piensa que con el período de la autonomía, Andalucía, quizás, pueda romper su estatuto y avanzar. Por eso, hay todo movimiento popular con un grito muy general en España : Libertad, Amnistía, Estatuto de Autonomía. Es el grito general que había en toda manifestación en la España de finales de los setenta. Bueno, en Andalucía, el Partido Andalucista ha jugado un papel importante.

Pero, ¿Qué ocurre en Andalucía desde antes de la autonomía hasta hoy ? Ocurren tres cosas claves, éstas no hay que perderlas nunca de vista : Andalucía, una vez que se acaba el franquismo, y comienza la preautonomía. Desde la preautonomía hasta hoy, Andalucía ha estado gobernada

---

<sup>540</sup> Antonio BURGOS, *Andalucía, ¿Tercer mundo ?*, Barcelona, Ediciones 29, 1971, 207p.

siempre por el Partido Socialista. En Andalucía no ha habido relevo, no ha habido cambio político. Y eso, en una democracia, cuando se continua gobernando un partido sobre una zona acaba transformando, acaba deteriorando la realidad política de esta zona. Esto genera todo problema de clientelismo político, el control de cualquier movimiento, etc.

Desde el punto de vista económico, como Usted ha dicho, ha habido modernización, pero modernización entre comillas, en el sentido siguiente : antes de la autonomía, Andalucía ocupaba el último lugar en cualquier estadístico que se tomara, en cualquier indicador, Andalucía está en la cola y hoy, que tome el indicador se quiera : el de Renta Per Cápita, el del Presupuesto Familiar Disponible, el de paro etc. última o penúltima, en debate con Extremadura. Hombre, ha habido modernización, pero persistamos de tras. En cualquier indicador, el que se quiere tomar en el punto de vista económico, tenemos la región con mayor índice de paro de España, España tiene mayor índice de paro de toda la Comunidad Europea, Andalucía es la que tiene mayor índice de paro.

Y desde el punto de vista social, el tema de la identidad que Usted ha planteado también, es algo que digamos, al partido gobernante de Andalucía no le interesa. En un momento sí, en el arranque de la autonomía sí que le interesó jugar a la identidad andaluza gracia a Escuredo. Yo fuí al Corte general de la Junta de Andalucía y fuí Asesor de Escuredo. En esta primera etapa de la autonomía en que Escuredo se cargó rápidamente, el PSOE sigue quitando medios. El PSOE sigue quitando medios a los presidentes que de pronto han pensado que la identidad de Andalucía es salutaria. Se exonoró medios primero a ESCUREDO, y después se exonoró medios al autogobierno DE LA BORBOLLA. No le renumbró, no le volvió a ocupar esta carga socialista, y puso a CHAVES que no quería venir a Andalucía, no quería. Era Ministro en Madrid y no quería venir a Andalucía. CHAVES no lo quería para nada. Entonces, el tema de la identidad es algo que hay que fomentar. Los catalanes juegan o han jugado siempre, - yo soy valenciano de origen y hablo valenciano – en la época de Franco, estaban prohibidos poner catalán en los libros, en los periódicos..., pero en casa, hablaban catalán. El catalán es un signo de identidad que hay que mantener. Éste y algunos otros. En Andalucía, la identidad es algo que está muy perdido, muy perdido porque, como escribió Castillo del Pino en una Revista a finales del año 1975: « *Andalucía no existe* ». Dijo que Andalucía no existe, y es verdad, porque esto está escrito en la época franquista, alrededor de 1974-1975. España había sumido lo que son símbolos « andaluces » con los símbolos españoles. De cara exterior, la guitarra, la bailadora, el torero... todos son símbolos andaluces. Todos son símbolos del popular andaluz. No es que todos los Andaluces toquen a la guitarra, pero los grandes guitarristas, sobre todo de guitarra flamenca, son Andaluces: está Paco de LUCÍA o está Manolo SANLÚCAR, para hablar de los dos grandes en este momento.

Entonces, es decir que España se había apropiado de algo que era identitario, que estaba en la identidad andaluza. Quizá en la folclórica, pero andaluz. Si el símbolo español era ya el de Andalucía, Andalucía entonces ya no existe. Además desde eso, yo soy Profesor y me acuerdo, hace un montón de años, por ejemplo, en la radio, los locutores que hablaban conmigo antes de entrar en la emisora hablaban andaluz. El habla andaluz es un habla muy perfina. No es una lengua, pero es un habla. Se habla de una manera distinta. Pero en momento en que se ponen delante el micrófono, se ponen a hablar como se decía en Andalucía, se ponen a hablar fino. Se lo obligaban a que se hablaran castellano y no andaluz. Quiero decir, desde el punto de vista social, la identidad tuvo un impulso en un momento. Yo mismo participé en la redacción de un libro que se llamaba *El pueblo andaluz* donde los capítulos valoran la identidad del pueblo andaluz. Pero el PSOE fue poco a poco dejando de lado todo lo que se refiere a la identidad andaluza porque no la quería y otra, porque era mejor. Entonces no es sorprendente que la gente no sepa lo que es la identidad andaluza.

**El 4 de diciembre de 1977 fue no sólo una manifestación de ánimo y de voluntad, sino también una determinación de luchar todos juntos por la modernización de Andalucía.. ¿Cree Usted que los Andaluces han visto satisfechas las expectativas que se despertaron con la aprobación del primer Estatuto de autonomía? En otras palabras, ¿ha alcanzado la autonomía los objetivos descritos en el artículo 12.3<sup>541</sup> del Estatuto de 1981?**

No, no por lo siguiente : la manifestación del 4 de Diciembre es una manifestación que se hizo en esta línea de libertad, amnistía y autonomía. Nadie sabíamos que iba a ser como fue, nadie no ha pensado. De pronto, se fue que prácticamente Andalucía se puso a la calle. También los partidos políticos movieron. Pero bueno, la manifestación del 4 de Diciembre de 1977 dió lugar a lo que se llama el Pacto de Antequera el 4 de diciembre del año siguiente el de 78, firmado por todos los partidos políticos con implantación en Andalucía para que se tuviera una autonomía rápida y una autonomía máxima, porque se considera es la clave.

El tema del Estatuto andaluz tiene también su historia. El mecanismo constitucional para aprobar el Estatuto era que todos los partidos de Andalucía con representación en la Corte se reunieran en Andalucía, todos los diputados andaluces, que fueran del partido que fueran ; en aquel momento, eran de cuatro partidos : Partido Comunista, PSOE, Partido Andalucista y Alianza Popular. Se reunieron, redactaban el Estatuto y este Estatuto se elevaba a la Comisión Constitucional de las Cortes que le revisaba y después se elevaba al referéndum estatutario. Yo estuve presente en todo este proceso estatutario, no en las Cortes porque no fui diputado, pero lo seguí porque todo el proceso de redacción del Estatuto de Autonomía de Andalucía se hizo en Córdoba. El borrador, es lo que se llama el Estatuto de Carmona, el borrador lo iniciaron los representantes de cuatro partidos :

---

<sup>541</sup> « El aprovechamiento y la potenciación de los recursos económicos de Andalucía, como su agricultura, ganadería, minería, pesca, industria, turismo; promoción de la inversión pública y privada en Andalucía, así como la justa redistribución de la riqueza y la renta ». *Estatuto de Autonomía para Andalucía*, art. 12.3 :

Partido Comunista, Alianza Popular, Partido Andalucista, y PSOE en Carmona. Y ahí se decidió cómo se redactaba el Estatuto fueron Jaime GARCÍA AÑOVEROS, diputado del PP andaluz, y Alfonso GUERRA. AÑOVEROS y GUERRA se reunieron, ajustaron el Estatuto, y después, lo mandaron a las Cortes.

Dentro del Estatuto, había mucha, cómo diría, mucha voluntad de hacer cosas, pero, poca sustancia. Por ejemplo, algo que en Andalucía era un mito, pero es una reivindicación histórica, era la reforma agraria. La reforma agraria es un mito. Nosotros, me acuerdo, explicamos en la Junta económica que hoy la reforma agraria no puede ser nunca la reforma agraria histórica, reparto de tierra, la tierra para el que la trabaja..., hoy no puede ser. Pero, bueno, es un mito clásico en las reivindicaciones del pueblo andaluz. Por ahí hay un sindicato de los Marinaleda que estaba ocupando tierra, pero que no dejan cultivar esta tierra. Pero la reforma agraria que planteó este Estatuto era una imitación, pero que no es de veras la reforma agraria, es un intento de impedir que las tierras en Andalucía no sean incultas. Para ellas, se puso en marcha un IARA: Instituto Andaluz de Reforma Agraria. Escudero cree el IARA en el discurso de Ronda del 23 de abril de 1983, incluso trae gente de fuera, trae técnicos de fuera, gente que conozcan bien el mundo de la agricultura para que lleven el IARA. Y, el IARA se muere porque ha perdido juicio, y la Junta ha perdido juicio, porque no tiene autoridad para ocupar tierra.

**Señor Lacomba, disculpe, ha dicho que a partir de la aprobación de la autonomía, el PSOE ha gobernado en Andalucía...**

Y antes de la autonomía también, en la fase preautonómica también.

**Y antes de la autonomía también. Pero, hace unos días, he preguntado a unos estudiantes lo que piensan de la manifestación del 4 de Diciembre, les he preguntado quién es Blas Infante, también les he preguntado de lo que piensan de la abstención al referéndum del 18 de febrero de 2007. Con respecto a Blas Infante, me han dicho que no saben casi nada quien es. A propósito del 4 de Diciembre, uno me ha dicho que le suena algo, pero no sabe exactamente lo que es. A la facultad de Derecho, he preguntado a una persona que trabaja a la recepción lo que opina del Estatuto de 2007. Pero me preguntó: « ¿De qué Estatuto se trata? » Yo no comprendía nada! Pues, si el 4 de Diciembre de 1977, el pueblo se ha sublevado...**

Se estima que un millón y medio de Andalucés se pusieron en la calle.

**¿Por qué este espíritu del 4 de Diciembre no sigue vivo en la Andalucía de hoy?**

Porque el que ha gobernado, el PSOE, no le interesa para nada eso. Al PSOE no le interesa para nada mantener una conciencia capaz de decirlo ya, que no hacemos nada, que no va adelante, que Andalucía sigue jugando. Por eso, es decir que el tema de la identidad desaparece, sigue desapareciendo por que al PSOE no le interesa nada. Yo le decía, yo fui de la Fundación Blas Infante, y por ser de esta Fundación, yo trabajé sobre Blas INFANTE. Ahí, yo le decía que es posible

en todos pueblos andaluces, es posible que haya o una calle Blas Infante, o una plaza Blas Infante, o un Grupo escolar que se llama Blas Infante... es posible. Pero no sorprendente que no sepan quién es, no saben desgraciadamente, no se interesan a eso. ¿Porqué? Por que no ha fomentado tampoco. Si usted pregunta este mismo tipo de preguntas al mismo tipo de gente en Cataluña, pregunta este mismo con respecto a cualquier presidente de la Generalitat o de la Comunidad Autónoma de Cataluña, en general, el 90% le diga, le conteste claramente. Simplemente porque en Cataluña se ha fomentado el tema de la identidad. Pero aquí no. ¿Qué se hizo en Cataluña que no podemos hacer aquí? Usted se dará cuenta de que aquí ha gobernado sólo un partido: el PSOE. Al no haber alternancia, el PSOE ha marcado y marca el sistema. Pues, eso ya no es un sistema, es un régimen. Es un régimen porque existe un sólo partido que hace lo que quiere y a Chaves no le interesa fomentar una educación de nivel, no le interesa cualquier tema de la educación. Por que un pueblo educado... yo tuve que trabajar últimamente sobre el tema de la formación del capital humano, crecimiento económico, educación... vamos, realmente la educación... la clave siempre, siempre para que haya crecimiento económico es la formación del capital humano; y no se forma el capital humano sin la educación. La clave, por lo tanto, la base de todo es la educación. Para un país, para crear gente, para crear conciencia, para crear gente de nivel cultural... para todo. La educación en Andalucía es un desastre, es un desastre. Aquí, se han hecho barbaridades. Dentro de España, Andalucía está bajo en la educación. Es siempre lo mismo. Es que no ha habido un relevo político en que esto está controlado.

**El nuevo andalucismo que permitió el triunfo electoral del PSA-PA en 1979 se caracterizaba por el afán de la modernización y por el rechazo de cualquier trato desigual entre Andalucía y las regiones industrializadas. ¿Cree Usted que esta visión del andalucismo sigue siendo vigente en la práctica política de la élite dirigente de hoy ?**

No, no, el andalucismo... ¿usted está refiriendo al partido andalucista o al andalucismo? ¿ Al partido andalucista o a la conciencia andaluza, a una especie de... bueno... de amar a Andalucía, de tener conciencia andaluza? ¿ A qué se refiere? Porque es distinto.

**Primero, el Partido Andalucista, en 1979, se ha basdo sobre el andalucismo para sacar votos al PSOE y a los demás partidos. Además, durante su campaña, incluso al principio, este partido ha luchado porque ha constatado que en Andalucía el pueblo vive en la miseria, que el subdesarrollo sufoca a Andalucía de modo general, y como usted ha dicho: Andalucía sigue siendo a la cola de la regiones de España. Por eso, luchando a partir del andalucismo, ha sacado unos seis escaños à las Cortes...**

Cinco

**Cinco escaños a las Cortes. Entonces, este espíritu que le ha permitido ganar estas elecciones con cinco escaños, me gustaría saber si sigue... no**



¡No, no, no! Este espíritu, este Partido Andalucista al que usted se refiere es el partido que creó... Alejandro Rojas Marcos, está en Sevilla, usted debería a verlo con él, como la teoría del Partido Andalucista, el primer programa teórico. Es el hombre que ha hecho el programa, prácticamente redacta el programa marxista... bueno... revolucionario... Pero bueno, voy a la sustancia. El Partido Andalucista es un partido de obediencia andaluza, es un partido que obedece sólo al pueblo andaluz. No es un Partido que dependa de un ejecutivo que sea en Madrid como el PSOE o el PP. Por eso, su primera idea es obediencia andaluza, sólo se representa a Andalucía, sólo responde ante el pueblo andaluz. Su segunda idea: hay que sacar a Andalucía del atraso en el que se encuentra, hay que movilizar, hay que impulsar a Andalucía y hacer que salga de la situación en que se encuentra. Con estas ideas, consigue sacar cinco diputados. Lo que nos asombra a todos porque nadie pensaba mucho en lo que puede hacer. Pero tiene, digamos, dos problemas muy graves, después, habrá muchos. Pero en este proceso que se puso en marcha, va a tener dos problemas muy graves. Primer problema, el PSOE es el partido, hasta el interpartido al que pensaba que va liberar. Efectivamente, en 1982, gana a las elecciones, y lo gan todos. En aquel entonces, el Partido Andalucista se llamaba el Partido Socialista de Andalucía y formaba parte, el PSA de los setenta y tres, formaba parte de lo que se llamaba la Confederación de los Partidos Socialistas Regionales que el PSOE se va comiendo. El PSC, Partido Socialista de Cataluña viene de esta Confederación. Digamos que el PSOE se da cuenta de que había acabado con estos pequeños partidos que le estaban quitando votos. Los va fagocitando, los va comiendo. Pero no lo puede con el PSA, el PSA se niega, el PSA se niega a dejarse... ¿Proque se niega? Bueno, le daran muchas razones, desde razones personales que Alejandro ROJARS MARCO quiere Sevilla y Rubalcaba quiere a Sevilla. Sin embargo, por otro lado, cuando se casa FELIPE GONZALEZ, se casa en Bélgica me parece, y el que le sustituye, el que le representa es un hombre del PSOE. Vale! He dicho que hay muchas razones, el hecho es que para el PSOE, el PSA es un partido con el que hay que acabar. Y por otro lado, el Partido Andalucista tendrá problemas de todos los pequeños partidos. Todos los partidos, o los partidos tienen problemas internos, hay guerras internas. En un pequeño partido, las guerras internas se notan más. Hay guerras en el PSOE entre Griñán y Rubalcaba. Pues bueno, en un partido pequeño, las guerras internas se notan mucho. En el PSA, eran cuatro gatos, pero la era mucho más abierta entre Alejandro ROJAS MARCOS y Pedro PACHECO HERRERA. Y además, el problema real, como el PSOE quiere acabar con el PSA, todos los medios que controla el PSOE, que sea la radio, la televisión, los periódicos, resaltarán en sus primeras páginas esas guerras del Partido andalucista. Lo aclararán en sus primeras para que la gente vea son gatos que se enfrentan abiertamente y que no llegan a resolver sus problemas internos. Esos son los dos gravísimos problemas que tiene el PSA de aquel momento; de aquel momento de éxito. Esos dos problemas van a hacer que el PA de ese momento se ha salido con cuatro partidos. Eran cuatro gatos, pero cada gato ha creado su partido: Pacheco ha creado un partido, la última Secretaria General, Pilar Gonzalez, ha creado otro partido que no sé ni cómo se llama. Hoy, el Partido Andalucista es un partido muerto.

**Es decir que es esta división que ha hecho que en la Andalucía de hoy no exista una conciencia social del andalucismo?**

Hay algo que hay que mentar: el control de Andalucía por el PSOE. No existe una conciencia social del andalucismo en Andalucía porque Andalucía está controlada por el PSOE. No hay conciencia andaluza, no existe conciencia andaluza. He dicho que la clave es que políticamente, desde la preautonomía, Andalucía siempre, siempre ha sido gobernada por el PSOE.

**Según la encuesta realizada por el Instituto de Estudios Sociales Avanzados de Andalucía (IESA-A) en enero de 1997, el 86,7% de los andaluces consideraban Andalucía como una « región » y sólo un 5,5% como « nación »<sup>542</sup>. Con respecto a estos datos, ¿ Sería erróneo considerar hoy en día que los Andaluces nunca se han considerado como una nación ?**

No, no, nunca, mayoritariamente nunca. Se considera a Andalucía región, no como nación. El Partido Andalucista intentó, el Partido Andalucista, siempre, hablaba de la nación, hablaba de Andalucía como una nación. En todas las encuestas, tiene siempre los mismos datos : ¿ Usted es más Español que Andaluz o más Andaluz que Español ? Siempre ganaba « más Español que Andaluz », siempre. El « más Andaluz que Español » siempre ha sido muy minoritario, no creo que ha llegado al 10%. El pueblo andaluz ha entendido que Andalucía es una nación en sentido identitario, no en sentido político. Porque eso es una educación. En Cataluña o en País eso está. Es una educación de la gente. Aquí el PSOE ha controlado todo, no se ha querido. Por mucho que diga el PSOE, hay un dato curioso, figure usted : si usted conoce la historia de la autonomía española, la única Comunidad que va por el 151 directamente, es la Comunidad de Andalucía. Según la Constitución, hay tres Comunidades a las que se les daba la autonomía máxima...

### **Cataluña, País vasco y Galicia**

Y además, tienen que forzar una cosa porque les da vergüenza, les da vergüenza. Sólo Cataluña y País vasco las únicas Comunidades españolas que tuvieron un Estatuto promulgado sus Estatutos, las únicas...

### **Galicia no ha hecho lo mismo que...**

No ! no ! Galicia tuvo un Estatuto que tomó el Estado parlamentario en el año 1932. Galicia aprobó el Estatuto porque en la Segunda República, el mecanismo era al inverso : primero se referendaba, después se llevaba el texto a las Cortes para que las Cortes le revisaran, le propusieran, y lo aprobaran...

### **Yo pensaba que el mecanismo era el mismo...**

¡No ! ¡no ! ¡no ! En la Segunda República era al inverso. Primero se hacía el referéndum, se llevaba a las Cortes, y se debatía a las Cortes. En el caso de Cataluña en el año 1932, era un debate tremendo a las Cortes con Azaña, con los de Cataluña, tenía que conllevarlo. Entonces, en Galicia, aprobaron el referéndum. Pero, el Estatuto se lleva a las Cortes el primer año de la Guerra civil, esto lo ha

---

<sup>542</sup> Instituto de Estudios Sociales Avanzados de Andalucía (IESAA-CSIC), *Evolución de la opinión pública en Andalucía, 1978-1997*. Documento de Trabajo, Córdoba, Mayo de 1997.

paralizado. En el año 1938, los miembros permanentes de las Cortes decidieron... pues ocurre lo que se llama toma el Estado Parlamentario. Es decir que las Cortes asertan oficialmente que ha llegado el Estatuto, pero no se ha aprobado. Galicia no tiene que ha sido aprobado...

**Pero, si no tenía su Estatuto aprobado, por qué los redactores de la Constitución han dado esta autonomía con máximas competencias a Galicia ?**

Por dos razones : primera razón porque no fue nunca aprobada en la Segunda República, pero fue refrendado ; segundo, porque en España, siempre el tema de los independentistas ha sido abordado en Cataluña y en País vasco. Entonces, había que hacer desaparecer que sólo Cataluña y País vasco. Entonces metían a Galicia también para encubrir, para dar a pensar el tema del nacionalismo no es lo propio de Cataluña y de País vasco. En el año 1930 fueron Cataluña y País vasco que lucharon por su independencia, siempre Cataluña y País vasco, siempre. Bueno, en la historia de las autonomías, hay tres vías : la autonomía máxima y yo creo, la autonomía del 145... hace ya mucho tiempo...

### **El artículo 143**

143, que es la de la autonomía normal. Pero una Comunidad podía llegar hasta la autonomía máxima directamente por el 151, que es un artículo endemoniado. Es prácticamente imposible que alguien llegue a la autonomía máxima por el 151. Entonces, hay un dato de malintencionado acerca del PSOE que quiero que la gente entienda : el PSOE no quería la autonomía máxima para Andalucía. Es el Partido Andalucista el que consigue normalmente esta meta. El PSOE en aquel momento, además del sitio valenciano... Pues en Valencia, la preautonomía la controlaba el PSOE. El Presidente de la Preautonomía de Valencia fue un hombre de este partido. En la Comunidad valenciana, también hay un viejo partido regionalista que existe que pide que Valencia vaya a la autonomía máxima, y el PSOE de Valencia ha sido encantado por otro camino ; por lo cual Valencia no irá al 151. Pero en Andalucía sí. ¿Por qué en Andalucía sí y en Valencia no si el PSOE es autonomista? Porque en Andalucía hay un partido nacionalista que tiene una cierta implantación, muy poca, pero una suerte. La gente mueve, la gente andalucista, y el PSOE aquí, ante el Partido Andalucista que estaba empujando, tiene que aceptar pensando que eso va a fracasar. Y desgraciadamente, fracasó, sí fracasó porque Almería no sale. Pero realmente y moralmente Andalucía ha ganado porque 53% de los Andaluces han votado « sí ». Pero la ley es la ley. La ley dice que en cada provincia...

**Pero constitucionalmente Andalucía no ha ganado porque Almería no ha ratificado el Estatuto, sólo 48% ha votado durante el referéndum.**

Por lo tanto, se ha perdido el referéndum. Entonces, se recurre al 144, que es un artículo pensado para Melilla y para Ceuta que no son solamente Comunidades Autónomas, son ciudades y Comunidades Autónomas. Por interés nacional, se coge este 144. Es más, la redacción a la que se llega, la redacción que se aprueba en las Cortes y con la cual se concede la autonomía a Andalucía, es una redacción muy curiosa. Según mis informes, es una redacción de Alfonso GUERRA, pero me

es igual. El 144 se ha propuesto, que sea el camino para Andalucía, ESCUREDO. El 144 nos llevaría a la autonomía, es una puerta para otra cosa. Entonces, la redacción a la que se llega el PSOE dice : « Por causa de interés nacional ». Como dice el Título VIII de la Constitución, en este Título, sólo el 144 dice « Por causa de interés nacional ». Por lo tanto estamos deseando el 144. Pues, al PSOE no le interesa por nada. A mí, el día antes del referéndum, me informan personas muy informadas, que el referéndum va a fracasar en Jaén, en Almería y en Málaga porque las encuestas que llevan hechas personas del partido político, personas de muy alto nivel de apoyo. Yo paso esta noche electoral en Málaga en la casa del amigo mío y con mi amigo mío. Pero no fracasa. Se quedan allí hasta estos últimos momentos ; Jaén pasa, Málaga pasa, pero Almería no llega. Entonces, tienen encuestas los partidos políticos, el caso era prácticamente imposible. Al final, resulta que Andalucía, legalmente no salió, el 53% de Andalucía ha votado que « sí ».

**Sin mentir es muy extraño por no comprendo por qué una personas originarias de una región pueden rechazar así una autonomía o unas valores le pueden permitir afirmarse dentro de los demás pueblos de España, yo no comprendo. Pero Señor Lacomba, ha dicho todavía existe muchos problemas en la Andalucía de hoy. ¿Son estos problemas que han engendrado la abstención al voto referendario de febrero de 2007 ? O este voto no es más que el reflejo del desfase que existe entre la clase política y las necesidades del pueblo ?**

Pues algo de todo hay efectivamente. Pero hay más: el Estatuto de Andalucía no lo oyeron la gente, incluso los políticos. Entonces, ¿ Qué ocurría ? Primero, el decaído de los políticos ha ido en un momento, y sobre todo en Andalucía. Después, el no creerse que el Estatuto sirva para nada, que permita a Andalucía superar sus problemas. Porque el no ve, porque estábamos en los últimos y seguimos dentro de los últimos, se ocurre lo mismo. Entonces, ya pasan del Estatuto. Aquí, no ha calado, no ha calado porque no interesaba a nadie.

**El PSOE-Andalucía introdujo el blindaje de competencias en la redacción del nuevo Estatuto de Autonomía, lo que lo asemeja al texto aprobado por el Congreso de los Diputados para Cataluña. ¿Piensa Usted que el Texto andaluz es una copia del Texto de Cataluña ?**

En total, no todo. Pero hay un montón de artículos que son copias prácticamente literal. ¿ Y qué quiere decir el blindaje ? Sabe, éste no va en ningún lado. Puede ser que en Cataluña vaya a algún lado, no lo sé, pero aquí no. Hay más, si usted ve el Estatuto de 2007, es un Estatuto largísimo, son 277 artículos, o algo así, mucho más largo que la Constitución, tiene más de 100 artículos que la Constitución española : es decir que es un reglamento. Es un reglamento y nadie se lo cree. Si usted ve los artículos de la Segunda república, son mínimos. El texto que aprobó Cataluña, son tres páginas ; el Proyecto vasco, lo mismo : son muy cortos. Y aquí, incluso el Estatuto de Carmona, primero el que regió hasta el año 2007, bueno, era normal. Pero esos últimos son largísimos, son 277 artículos, largísimos

**Creo que el primer Estatuto tiene 75 artículos**

Sí, está bien. Pero 277 artículos y en buena parte, muchos de ellos, copiados. Y este momento, en Cataluña gobernaba el PSOE. Entonces, fueron copiados al PSOE de Cataluña.

**Pues Señor Lacomba, ¿Qué valoración haría Usted de la situación de Andalucía tras estos primeros veintiséis años de autonomía, o tras su autonomía de modo general?**

Mi valoración es bastante negativa. La razón es una razón objetiva. La autonomía debe de servir para algo, debe de servir a una región, a una Comunidad, debe servir para algo. Es decir que resulta que en los veinte tantos años de autonomía, Andalucía sigue estando donde estaba antes de la autonomía, o peor.

**A la cola.**

A la cola. Si resulta más que en veinte tantos años ha gobernado el mismo partido. Lo cual es un caso único. Yo no recuerdo ningún caso en la política europea en donde esto ha ocurrido. Estamos donde estábamos. El deterioro del tejido institucional en este momento, usted sabe, tenemos el caso de corrupción mayor en toda la historia de la autonomía. El caso mayor, porque son mil y pico millones de Euros que desaparecen, una corrupción institucionalizada, montada desde el Poder. Por todo esto, la valoración es negativa. Estamos donde estábamos antes de la autonomía y nos ha gobernado siempre el mismo partido. No ha habido relevo.

**Lo que significa que si hoy en día, Blas Infante fuera vivo, ¿ No estaría contento de la autonomía andaluza ?**

En absoluto, en absoluto

**En su obra Ideal andaluz, ha dicho : « Andalucía necesita (...) una orientación política, un remedio económico, un plan cultural ». ¿ Cree que esta afirmación de Blas Infante sigue siendo efectiva hoy en día ?**

Sí, sí, yo he utilizado mucho esta trilogía que expone ahí porque son muy claras y muy concretas de alguien que quiere diseñar un programa para el futuro. Una orientación política : ¿ a dónde vamos ? ¿ a dónde queremos ir políticamente ? La orientación política es : hemos de construir unas instituciones políticas libres, democráticas, abiertas a todos. Una, una... ¿ cómo ha dicho... ?

**« un remedio económico »**

Un remedio económico : él lo pensaba. Blas INFANTE, aunque no llega a formularlo, él tiene diseño un plan económico. Piensa que la recuperación económica de Andalucía ha de hacerse a través de la reforma agraria. El pensó el siguiente : no reparto de tierra si no acabaría a l igual, acabaría uno comprando todas. Sino hay que hacer una tierras municipalizadas o sindicalizadas o el municipio se responsabiliza y la distribuye. Lo que debe engendrar un desarrollo agrícola. Y el desarrollo agrícola genera una demanda del mercado, una demanda de industria, o sea empecerá a permitir que

haya una industria. Esta industria vendrá a ayudar a la agricultura a partir de la cual podemos exportar más. El comercio mejorará. Y después, diseñó...

**« un plan cultural »**

Un plan cultural : es la identidad o sea, si usted pregunta a alguien de dónde, usted no puede decir « yo soy de Huelva », sino « yo soy andaluz de Huelva », Pero usted, antes que nada es Andaluz. Para él, ha entendido « cultura » en el sentido antropológico del término, sentirse andaluz, sentirse amante de las tradiciones, de las formas de vida de... de lo que antropológicamente es una cultura. Pero, esos tres problemas siguen estando en la Andalucía. Es decir que esta frase que él diseña en el año 1914, después de casi cien años, Andalucía sigue siendo...

**Nada ha cambiado, o casi nada. Entonces, Señor Lacomba, le agradezco po resta entrevista. A raíz de eso, ¿ Quiere decir algo más o últimas palabras ?**

No, no, que lo que he dicho le sirva a usted, para reflexionar y que, bueno, que la tesis vaya adelante. Pero no olvide : estamos donde estábamos y estamos gobernados por el mismo partido. Es una clave para entender qué pasa en Andalucía, qué ha pasado en la autonomía, y por qué Blas Infante no estaría nada contento. Porque esta trilogía que ha planteado sigue siendo exactamente igual que cuando la plantea.

**Gracia.**

## BIBLIOGRAPHIE

### Sources Primaires : documents électroniques

- *Boletín Oficial de la Junta de Andalucía*, Ley 1/1983, de 3 de marzo, de Creación del Instituto de Promoción Industrial de Andalucía, Sevilla, Junta de Andalucía, n°19, 1983, pp. 176-178
- CORTES GENERALES, « Debate de totalidad de Propuestas de Reforma de Estatuto de Autonomía », *Diario de Sesiones del Congreso de los Diputados*, n°179, 2006, p. 8931, disponible sur [[http://www.congreso.es/public\\_oficiales/L8/CONG/DS/PL/PL\\_179.PDF](http://www.congreso.es/public_oficiales/L8/CONG/DS/PL/PL_179.PDF)], (page consulté le 1<sup>er</sup> avril 2014)
- CONGRESO DE LOS DIPUTADOS, « Debate de totalidad de Propuestas de Reforma de Estatutos de Autonomía : del Parlamento Vasco, de reforma de Estatuto político de la Comunidad de Euskadi », *Diario de Sesiones del Congreso de los Diputados*, n°65, 2005, disponible sur [<http://www.congreso.es/portal/page/portal/Congreso/PopUpCGI?CMD=VERDOC&CONF=BRSPUB.cnf&BASE=PUW8&PIECE=PUW8&DOCS=1-1&FMT=PUWTXDTS.fmt&OPDEF=Y&QUERY=%40FECH%26gt%3B%3D20050201+%26+%28D%29.PUBL.+%26+%28CONGRESO%29.SECC.+Y+CDP200502010065.CODI#1>], (page consultée le 25 mars 2005)
- CONGRESO DE LOS DIPUTADOS, disponible sur [<http://www.congreso.es/consti/constitucion/indice/sinopsis/sinopsis.jsp?art=1&tipo=3>]
- CONSEJERIA DE ECONOMIA, INNOVACION, CIENCIA Y EMPLEO, « Centros sanitarios y personal del Sistema Sanitario Público de Andalucía por provincia. Años 2010-2011 », Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía, disponible sur [<http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario12/anuario12c05.htm#c242>], (page consultée le 24 février 2014)
- CONSEJERIA DE ECONOMIA, INNOVACION, CIENCIA Y EMPLEO, « Evolución de la población contabilizada en padrones según sexo por provincia. Años 1975-2012 », Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía, disponible sur [<http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario12/anuario12c02.htm#c60>], (page consultée le 24 février 2014)
- CONSEJERIA DE ECONOMIA, INNOVACION, CIENCIA Y EMPLEO, « Camas instaladas en hospitales generales públicos y privados por provincia. Años 2010-2011 », Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía, disponible sur

- [<http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario12/anuario12c05.htm#c242>], (page consultée le 24 février 2014)
- CONSEJERIA DE ECONOMIA, INNOVACION, CIENCIA Y EMPLEO, « Establecimientos industriales según actividad principal por provincia. Años 2011-2012 », *Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía*, disponible sur [<http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario13/anuario13c07.htm#c350>], (page consultée le 16 mars 2014)
  - CONSEJERIA DE ECONOMIA, INNOVACION, CIENCIA Y EMPLEO, « Establecimientos con actividad principal en el sector de la construcción según estrato de asalariados por provincias. Año 2012 », *Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía*, disponible sur [<http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario14/anuario14c08.htm>], (page consultée le 17 mars 2014)
  - CONSEJERIA DE ECONOMIA, INNOVACION, CIENCIA Y EMPLEO, « Distribución de las empresas inscritas en el Registro de Industrias Agrarias según actividad por provincia. Años 2010-2012 », *Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía*, disponible sur [<http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario13/anuario13c06.htm#c286>], (page consultée le 17 mars 2014)
  - CONSEJERIA DE ECONOMIA, INNOVACION, CIENCIA Y EMPLEO, « Establecimientos industriales según actividad principal por provincia. Años 2011-2012 », *Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía*, disponible sur [<http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario13/anuario13c07.htm#c350>], (page consultée le 16 mars 2014)
  - CONSEJERIA DE ECONOMIA, INNOVACION, CIENCIA Y EMPLEO, « Establecimientos industriales según actividad principal por provincia. Años 2011-2012 », *Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía*, disponible sur [<http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario13/anuario13c07.htm#c350>], (page consultée le 16 mars 2014)
  - CONSEJERIA DE ECONOMIA, INNOVACION, CIENCIA Y EMPLEO, « Principales características de la industria andaluza según grandes ramas de actividad. Años 2011-2012 », *Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía*, disponible sur [<http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario14/anuario14c07.htm>], (page consultée le 16 mars 2014)
  - CONSEJERIA DE ECONOMIA, INNOVACION, CIENCIA Y EMPLEO, *Infraestructuras de transporte en Andalucía. Año 2012*, Sevilla, Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía, 2013, 78 p.



- CONSEJERIA DE ECONOMIA Y HACIENDA, *Plan Económico para Andalucía 1984-1986*, Sevilla, Junta de Andalucía, 242 p. disponible sur  
[\[http://www.juntadeandalucia.es/opencms/opencms/system/bodies/contenidos/publicaciones/pubcice/Otros/pubcice\\_3678/PEA\\_84-86.pdf\]](http://www.juntadeandalucia.es/opencms/opencms/system/bodies/contenidos/publicaciones/pubcice/Otros/pubcice_3678/PEA_84-86.pdf), (page consultée le 1<sup>er</sup> mars 2014)
- CONSEJERIA DE ECONOMIA Y HACIENDA, *Programa Andaluz de Desarrollo Económico 1987-1990*, disponible sur  
[\[http://www.juntadeandalucia.es/opencms/opencms/system/bodies/contenidos/publicaciones/pubcice/Otros/pubcice\\_3677/PADE\\_87-90.pdf\]](http://www.juntadeandalucia.es/opencms/opencms/system/bodies/contenidos/publicaciones/pubcice/Otros/pubcice_3677/PADE_87-90.pdf), (page consultée le 11 février 2014)
- CONSEJERIA DE ECONOMIA Y HACIENDA, *Estrategia para la Competitividad de Andalucía 2007-2013*, Sevilla, Junta de Andalucía, 2007, 294 p.
- CONSEJERIA DE OBRAS PUBLICAS Y TRANSPORTES, « Decreto 296/1995, de 19 de diciembre, del Plan General de Carreteras de Andalucía 1996-2007 », dans *Boletín Oficial de la Junta de Andalucía*, n°166, 1995, p.1, disponible sur  
[\[http://www.juntadeandalucia.es/fomentoyvivienda/estaticas/sites/consejeria/contenidos/normativas/documentos\\_normativa/Decreto\\_296-1995.pdf\]](http://www.juntadeandalucia.es/fomentoyvivienda/estaticas/sites/consejeria/contenidos/normativas/documentos_normativa/Decreto_296-1995.pdf), (page consultée le 1<sup>er</sup> mars 2014)
- CONSEJERIA DE ECONOMIA Y HACIENDA, « Red viaria según titularidad por provincia. Año 2012 », *Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía*, disponible de sur  
[\[http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario14/anuario14c09.htm\]](http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario14/anuario14c09.htm), (page consultée le 05 mars 2014)
- CONSEJERIA DE IGUALDAD, SALUD Y POLITICAS SOCIALES, « Hospitales. Encuesta de satisfacción (2011)», disponible sur  
[\[http://www.juntadeandalucia.es/servicioandaluzdesalud/indicadores/resultados.asp?periodo=2011&provincia=21&tpcentro=ah&tipocentro=3&centro=15\]](http://www.juntadeandalucia.es/servicioandaluzdesalud/indicadores/resultados.asp?periodo=2011&provincia=21&tpcentro=ah&tipocentro=3&centro=15), (page consultée le 05 mars 2014)
- CONSEJERIA DE ECONOMIA Y HACIENDA, « Red ferroviaria según tipo de vía por provincia. Año 2009 », *Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía*, disponible de sur  
[\[http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario13/anuario13c09.htm#c446\]](http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/institutodeestadisticaycartografia/anuario/anuario13/anuario13c09.htm#c446), (page consultée le 06 mars 2014)
- *ENCUESTA DE LA POBLACION ACTIVA*, « Tasa de la paro. Base 1976 », *Instituto national de Estadística*, disponible sur  
[\[http://www.ine.es/jaxi/tabla.do?path=/t22/e308/meto\\_02/pae/px/10/&file=03004.px&type=pcaxis\]](http://www.ine.es/jaxi/tabla.do?path=/t22/e308/meto_02/pae/px/10/&file=03004.px&type=pcaxis), (page consultée le 10 mars 2014)
- *ENCUESTA DE LA POBLACION ACTIVA*, « Tasa de paro 1981-1983 », disponible sur  
[\[http://javiersevillano.es/EPADatos.htm\]](http://javiersevillano.es/EPADatos.htm), (page consultée le vendredi 17 janvier 2014)

- *ENCUESTA DE LA POBLACION ACTIVA* « Tasa de la paro de la población. Base 2005 », *Instituto nacional de Estadística*, disponible sur [\[http://www.ine.es/jaxiBD/tabla.do?per=03&type=db&divi=EPA&idtab=28\]](http://www.ine.es/jaxiBD/tabla.do?per=03&type=db&divi=EPA&idtab=28), (page consultée le 10 mars 2014)
- GOBIERNO DE ESPAÑA, « Pleno. Recurso de inconstitucionalidad número 685/1984. Sentencia número 37/1987, de 26 de marzo », *Boletín Oficial del Estado*, n°89, 1984, p.6, disponible sur [\[https://www.boe.es/diario\\_boe/txt.php?id=BOE-T-1987-9279\]](https://www.boe.es/diario_boe/txt.php?id=BOE-T-1987-9279), (page consultée le 21 mars 2014)
- INFANTE, Blas, *Ideal Andaluz*, 1915, reed. por la FUNDACIÓN PÚBLICA ANDALUZA CENTRO DE ESTUDIOS ANDALUCES, Sevilla, Fundación Pública Andaluza Centro de Estudios Andaluces, 2010, 272 p.
- INSTITUTO NACIONAL DE ESTADISTICA, « Encuesta de la Población Activa. Año 2012 », disponible sur [\[http://www.ine.es/jaxiBD/tabla.do?per=03&type=db&divi=EPA&idtab=2276\]](http://www.ine.es/jaxiBD/tabla.do?per=03&type=db&divi=EPA&idtab=2276), (page consultée le 12 mars 2014)
- INSTITUTO NACIONAL DE ESTADISTICA, « Contabilidad Regional de España », Serie 2000-2012, Andalucía, disponible sur [\[http://www.ine.es/daco/daco42/cre00/b2008/homog/dacocre\\_base2008h.htm\]](http://www.ine.es/daco/daco42/cre00/b2008/homog/dacocre_base2008h.htm), (page consultée le 06 mars 2014)
- INSTITUTO NACIONAL de ESTADÍSTICA, « Contabilidad Regional de España » -Base 2008. PIB a precios de mercado, disponible sur [\[http://ine.es/jaxi/menu.do?type=pcaxis&path=%2Ft35/p010&file=inebase&L=0\]](http://ine.es/jaxi/menu.do?type=pcaxis&path=%2Ft35/p010&file=inebase&L=0), (page consulté le 11 février 2014)
- INSTITUTO NACIONAL de ESTADÍSTICA, « Contabilidad Regional de España, Andalucía », PIB a precios de mercado y sus componentes (oferta) Precios corrientes, disponible sur [\[http://www.ine.es/daco/daco42/cre00/dacocre.htm\]](http://www.ine.es/daco/daco42/cre00/dacocre.htm), (page consultée le 11 février 2014)
- INSTITUTO NACIONAL de ESTADÍSTICA, « Contabilidad Regional de España, Cataluña », PIB a precios de mercado y sus componentes (oferta), Base 2000, disponible sur [\[http://ine.es/jaxi/tabla.do?path=/t35/p010/a2004/10/&file=01001.px&type=pcaxis&L=0\]](http://ine.es/jaxi/tabla.do?path=/t35/p010/a2004/10/&file=01001.px&type=pcaxis&L=0), (page consultée le 11 février 2014)
- INSTITUTO NACIONAL de ESTADÍSTICA, « Contabilidad Regional de España, Andalucía » PIB a precios de mercado y sus componentes (oferta) Precios corrientes, Base 1995, Serie homogénea 1995-2004, disponible sur [\[http://ine.es/jaxi/tabla.do?path=/t35/p010/a1999/10/&file=re001.px&type=pcaxis\]](http://ine.es/jaxi/tabla.do?path=/t35/p010/a1999/10/&file=re001.px&type=pcaxis), (page consultée le 11 février 2014)

- INSTITUTO NACIONAL de ESTADÍSTICA, « Contabilidad Regional de España », Base 1986, Serie homogénea 1980-1996. PIB a precios de mercado, disponible sur [\[http://ine.es/jaxi/tabla.do?path=/t35/p010/a1996/10/&file=re002.px&type=pcaxis\]](http://ine.es/jaxi/tabla.do?path=/t35/p010/a1996/10/&file=re002.px&type=pcaxis), (page consulté le 11 février 2014)
- INSTITUTO NACIONAL de ESTADÍSTICA, « Contabilidad Regional de España », Serie 2000-2012, Andalucía, disponible sur [\[http://www.ine.es/daco/daco42/cre00/b2008/homog/dacocre\\_base2008h.htm\]](http://www.ine.es/daco/daco42/cre00/b2008/homog/dacocre_base2008h.htm), (page consultée le 11 février 2014)
- INSTITUTO NACIONAL de ESTADÍSTICA, « Contabilidad Regional de España », Serie 2000-2012, Cataluña, disponible sur [\[http://www.ine.es/daco/daco42/cre00/b2008/homog/dacocre\\_base2008h.htm\]](http://www.ine.es/daco/daco42/cre00/b2008/homog/dacocre_base2008h.htm), (page consultée le 11 février 2014)
- INSTITUTO NACIONAL de ESTADÍSTICA, « Contabilidad Regional de España », Serie 2000-2012, Galicia, disponible sur [\[http://www.ine.es/daco/daco42/cre00/b2008/homog/dacocre\\_base2008h.htm\]](http://www.ine.es/daco/daco42/cre00/b2008/homog/dacocre_base2008h.htm), (page consultée le 11 février 2014)
- INSTITUTO NACIONAL de ESTADÍSTICA, « Contabilidad Regional de España », Serie 2000-2012, País vasco, disponible sur [\[http://www.ine.es/daco/daco42/cre00/b2008/homog/dacocre\\_base2008h.htm\]](http://www.ine.es/daco/daco42/cre00/b2008/homog/dacocre_base2008h.htm), (page consultée le 11 février 2014)
- INSTITUTO NACIONAL de ESTADÍSTICA, « Indicadores básicos de los centros hospitalarios por Comunidad Autónoma. Año 2005 », disponible sur [\[http://www.ine.es/jaxi/menu.do?type=pcaxis&path=/t15/p415&file=inebase&L=0\]](http://www.ine.es/jaxi/menu.do?type=pcaxis&path=/t15/p415&file=inebase&L=0), (page consultée le 27 février 2014)
- JUNTA DE ANDALUCIA, *Estatuto de Autonomía para Andalucía*, Sevilla, Centro de Publicaciones no Oficiales, 2007, p.9, disponible sur [\[http://www.parlamentodeandalucia.es/opencms/export/portal-web-parlamento/contenidos/pdf/PublicacionesNOoficiales/TextosLegislativos/ESTATUTO AUTONOMIA\\_2007.pdf\]](http://www.parlamentodeandalucia.es/opencms/export/portal-web-parlamento/contenidos/pdf/PublicacionesNOoficiales/TextosLegislativos/ESTATUTO_AUTONOMIA_2007.pdf), (page consultée le 25 mars 2014)
- JUNTA DE ANDALUCIA, « Ley 21/2007, de 18 de diciembre, de Régimen Jurídico y Económico de los Puestos de Andalucía », *Boletín Oficial de la Junta de Andalucía*, n°253, 2007, disponible sur [\[http://www.juntadeandalucia.es/boja/2007/253/boletin.253.pdf\]](http://www.juntadeandalucia.es/boja/2007/253/boletin.253.pdf), (page consultée le 30 mars 2014)
- JUNTA DE ANDALUCIA, *Ley 8/1986, de 6 de mayo. Creación del servicio andaluz desalud*, disponible sur

- [[http://www.juntadeandalucia.es/salud/sites/csalud/galerias/documentos/c\\_1\\_c\\_5\\_normativa/normas\\_autonomicas/ley\\_sas.pdf](http://www.juntadeandalucia.es/salud/sites/csalud/galerias/documentos/c_1_c_5_normativa/normas_autonomicas/ley_sas.pdf)], (page consultée le 27 février 2014)
- JUNTA DE ANDALUCIA, « Medidas de eficiencia del sistema sanitario público de Andalucía », Consejería de la Presidencia e Igualdad, disponible sur [<http://www.juntadeandalucia.es/presidencia/portavoz/resources/files/2012/11/13/1352809441342IndiceMedidas.pdf>], (page consultée le 27 février 2014)
  - JUNTA DE ANDALUCIA, « Ley 4/1982, de 30 de Diciembre, del Plan Extraordinario de Inversiones », dans *Boletín Oficial de la Junta de Andalucía*, 1983, n°4, p.36, disponible sur [<http://www.juntadeandalucia.es/boja/1983/4/1>], (page consultée le 18 février 2014)
  - JUNTA DE ANDALUCIA, *Plan Económico Andalucía Siglo XXI*, Sevilla, Consejería de Economía y Hacienda, 571 p. disponible sur [[http://www.juntadeandalucia.es/opencms/opencms/system/bodies/contenidos/publicaciones/pubcice/2001/pubcice\\_3679/PEA-SXXI.pdf](http://www.juntadeandalucia.es/opencms/opencms/system/bodies/contenidos/publicaciones/pubcice/2001/pubcice_3679/PEA-SXXI.pdf)], (page consultée le 19 avril 2014)
  - JUNTA ELECTORAL CENTRAL, « Resultados del referéndum sobre reforma del Estatuto de Autonomía celebrado el 18 de febrero de 2007 », *Boletín Oficial del Estado*, n°64, 2007, p.11237, disponible sur [<http://www.boe.es/boe/dias/2007/03/15/pdfs/A11237-11238.pdf>], (page consultée le 31 mars 2014)
  - JUNTA ELECTORAL CENTRAL, « Resultados del referéndum sobre reforma del Estatuto de Autonomía de Cataluña celebrado el 18 de junio de 2006 », *Boletín Oficial del Estado*, n°158, 2006, p.25193, disponible sur [<http://www.boe.es/boe/dias/2006/07/04/pdfs/A25193-25194.pdf>], (page consultée le 31 mars 2014)
  - JOURNAL OFFICIEL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES, « Acte Unique Européen (Luxembourg, 17 février et La Haye, 28 février 1986) », n° L169, 1987, disponible sur [[http://www.cvce.eu/content/publication/1999/1/1/972ccc77-f4b8-4b24-85b8-e43ce3e754bf/publishable\\_fr.pdf](http://www.cvce.eu/content/publication/1999/1/1/972ccc77-f4b8-4b24-85b8-e43ce3e754bf/publishable_fr.pdf)], (page consultée le 2 mars 2014)
  - Ley Orgánica de Financiación de las Comunidades Autónomas, disponible sur [[http://noticias.juridicas.com/base\\_datos/Admin/log-1980.html](http://noticias.juridicas.com/base_datos/Admin/log-1980.html)], (page consultée le 27 septembre 2013)
  - PARLAMENTO DE ANDALUCIA, « Debate de la Comunicación del Consejo de Gobierno sobre el estado de la Comunidad Autónoma de Andalucía », *Diario de Sesiones*, n°48/VI Legislatura, 2001, p. 2948, disponible sur [<http://www.parlamentodeandalucia.es/webdinamica/portal-web-parlamento/pdf.do?tipodoc=diario&id=8807>], (page consultée le 24 mars 2014)
  - PARLAMENTO de ANDALUCÍA, *Estatuto de Autonomía para Andalucía*, Sevilla, Centro de Publicaciones no Oficiales, 2004, 69 p.

- PARLAMENTO DE ANDALUCIA, « Debate de Investidura del candidato a la Presidencia de la Junta de Andalucía », *Diario de Sesiones*, nº3, VII Legislatura, 2004, disponible sur [<http://www.parlamentodeandalucia.es/webdinamica/portal-web-parlamento/pdf.do?tipodoc=diario&id=12701>], (page consultée le 03 avril 2014)
- PARLAMENTO DE ANDALUCIA, « Debate de la Comuniocación del Consejo de Gobierno sobre el estado de la Comunidad Autónoma de Andalucía », *Diario de Sesiones*, nº50, 29 de junio de 2006, p.6096, disponible sur [<http://www.parlamentodeandalucia.es/webdinamica/portal-web-parlamento/pdf.do?tipodoc=diario&id=15030>], (page consultée le 05 avril 2014)
- PARLAMENTO DE ANDALUCIA, « Debate final de la Proposición de Reforma del Estatuto de Autonomía para Andalucía », *Diario de Sesiones*, nº45, VII Legislatura, 2006, p. 5304, disponible sur [<http://www.parlamentodeandalucia.es/webdinamica/portal-web-parlamento/pdf.do?tipodoc=diario&id=14893>], (page consultée le 03 avril 2014)
- PARLAMENTO DE ANDALUCIA, « Plan Económico Andalucía Horizonte 2000 », *Boletín Oficial del Parlamento de Andalucía*, nº 268, 5 de noviembre de 1998, 216 p. disponible sur [<http://www.parlamentodeandalucia.es/webdinamica/portal-web-parlamento/pdf.do?tipodoc=bopa&id=5188>], (page consultée le 19 avril 2014)
- PARTIDO ANDALUCISTA, « Programa Elecciones Autonómicas 2004 », disponible sur [[http://www.elpais.com/comunes/2004/elecciones2004/programas/pa\\_programa.pdf](http://www.elpais.com/comunes/2004/elecciones2004/programas/pa_programa.pdf)], (page consultée le 03 avril 2014)
- PARTIDO SOCIALISTA OBRERO ESPAÑOL, *Acta de la reunión en que fué fundada la Agrupación Socialista Madrileña*, disponible sur [<http://www.psoe.es//ambito/historiapsoe/docs/index.do?action=View&id=460110>], (document consulté le 21 juin 2013)
- PARTIDO SOCIALISTA DE ANDALUCÍA, *Proyecto de Declaración Constitucional del Partido Socialista de Andalucía*, Sevilla, PSA, 1976
- SECRETARÍA GENERAL TÉCNICA, *Las cifras de la Educación en España. Estadísticas e Indicadores. Edición 2012*, Ministerio de Educación, Cultura y Deporte, 2012, 414 p. Disponible sur [<https://sede.educacion.gob.es/publiventa/detalle.action?cod=15372>], (page consultée le 22 février 2014)
- TRIBUNAL CONSTITUCIONAL, « Conflicto positivo de competencias 476-2003 », *Boletín Oficial del Estado*, nº172, 2009, p.27, disponible sur [<http://www.boe.es/boe/dias/2009/07/17/pdfs/BOE-A-2009-11915.pdf>], (page consultée le 30 mars 2014)

## Sources Secondaires:

### ❖ Ouvrages

- ABOU, S., *L'identité culturelle*. Paris, Anthropos, 1981, 249 p.
- ACOSTA SANCHEZ, José et al., *Grand propiedad y política agraria en la Península Ibérica. A propósito de de la Ley de Reforma Agraria Andaluza*, Granada, Universidad de Granada, 1992, 185 p.
- ALMIRA PICAZO, Carlos, *¡Viva España ! El nacionalismo fundacional del régimen de Franco, 1939-1943*, Granada, Comares, 1998, 147 p.
- ÁLVAREZ JUNCO, José, *Mater dolorosa: la idea de España en el siglo XIX*, Madrid, Taurus Historia, 11a ed., 2001, 684 p.
- ÁLVAREZ REY, Leandro ; LEMUS LÓPEZ ; Encarnación, *Historia de Andalucía Contemporánea*, Huelva, Universidad de Huelva, 1998, 569 p.
- ARASA Daniel, *Historias curiosas del franquismo*, Barcelona, Ed. Robinbouk, 2008, 400 p.
- ARON, Raymon, *Trois essais sur l'âge industriel*, Paris, Plon Meaux, 1965, 241 p.
- ARTOLA, Miguel, *Los orígenes de la España contemporánea*, Madrid, Inst. Estudios Políticos, 1959, Vol. I, 746 p.
- AURIOLES MARTIN, Joaquin, et al., *Ocho análisis de la Economía Andaluza*, Sevilla, Instituto de Desarrollo Regional, 1995, 246 p.
- BALFOUR, Sebastian ; QUIROGA, Alejandro, *España reinventada. Nación e identidad desde la Transición*, Barcelona, Península, 2007, 415 p.
- BERAMENDI, Justo. *El nacionalismo gallego*, Madrid, Arco Libros, 1997, 79 p.
- BERAMENDI, José Luis, MÁIZ, Ramón, *Los Nacionalismos en la España de la II República*. Madrid, Ed. Siglo XXI de España, 511 p
- BIESCAS, José Antonio, TUÑÓN de LARA, Manuel, *España bajo la dictadura franquista*, Barcelona, Ed. Labor, 1990, 605 p.
- BIBLIOTECA de TEXTOS LEGALES, *Constitución Española*, Madrid, Tecnos, 2009, 172 p.
- BONELLS Jordi, *Les nationalismes espagnols (1876-1978)*, Ed. du Temps, Paris, 2001, 221 p.
- CAMPUZANO CARVAJAL, Francisco (Coord.), *Les nationalismes en Espagne. De l'Etat libéral à l'Etat des autonomies (1876 – 1978)*, Université Montpellier III, Montpellier, 2001, 390 p.
- CARRION, Pascual, *Los latifundios en España : su importancia, origen, consecuencias y soluciones*, Madrid, Gráficas Reunida, 1932, 439 p.

- CASANOVA, Julián, ESPINOSA, Francisco, MIR, Conxita, MORENO GÓMEZ Francisco, *Morir, matar, sobrevivir. La violencia en la dictadura de Franco*, Barcelona, Crítica, 2010, 364 p.
- COBO ROMERO (Coord), Francisco, *La represión franquista en Andalucía*, Sevilla, Centro de Estudios Andaluces, 2012, 145 p.
- CUADRADO ROURA, Juan Ramón, El INI y el desarrollo regional: consideraciones a partir del caso andaluz”, dans *Libre Empresa*, 1977, n°. 1, marzo-abril, pp. 117-136, pp. 126-128
- CRUZ VILLALON, Pedro, « Andalucía », dans *Informe Pi i Sunyer sobre Comunidades Autonomicas 1990*, Barcelona, Civitas, 1991, p.57
- DELGADO CABEZA, Manuel, *Dependencia y marginación de la economía andaluza*, Córdoba, Publicaciones del Monte de Piedad y Caja de Ahorros de Córdoba, 1981, 259 p.
- ESCUREDO, Rafael, *Andalucía Irredenta. Historia de una pasión*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2004
- FUSI, Juan Pablo, PALAFOX, Jordi, *España : 1808-1996. El Desafío de la modernidad*, Madrid, Espasa Calpe, 1998, 465 p.
- GARCIA DUARTE, Francisco, *El Ideal de Blas Infante en Cataluña. Propuestas para una historia del andalucismo en la emigración*, Sevilla, Centro de Estudios Históricos de Andalucía, 2007, 325 p.
- GELLNER, Ernest, *Nations et nationalisme*. Paris, Payot, 1989, 208 p.
- GEORGE, Pierre, VERGER, Fernand, *Dictionnaire de la Géographie*, Paris, Presse Universitaire de France, 4<sup>e</sup> édition, 2013, p.
- GONZÁLEZ ANTON, Luis, *España y las Españas : Nacionalismos y falsificaciones de la Historia*, Madrid, Alianza, 1997, 815 p.
- GRANJA, José Luis de la ; BERAMENDI, Justo ; ANGUERA, Père, *La España de los nacionalismos y las autonomías*, Madrid, Síntesis, 2003, 462 p.
- GUTIER, Tomás, RUIZ ROMERO, Manuel, *Cara y Cruz del Andalucismo. ¿Qué hacemos con el nacionalismo andaluz ?*, Cádiz, Alcor, 2012, 220 p.
- GUTIÉRREZ PÉREZ, Arsenio, *El andalucismo en la transición. PSA-PA en la provincia de Almería (1976-1982)*, Almería, Instituto de Estudios Almerienses, 2011, 257 p.
- HERNANDEZ ARMENTEROS, Salvador, « la población », dans Manuel MARTIN RODRIGUEZ et al., *Estadísticas del siglo XX en Andalucía*, Sevilla, Instituto de Estadística de Andalucía, pp. 53-93
- HESSEL, Stéphane, *Indignez-vous*, Barcelone, Indigène, 2011, 29 p.
- HOBSBAWM, Eric ; RANGER, Terence : *L'invention de la tradition*, Paris, Ed. Amsterdam, 2006,

- HOBBSBAWM, Eric : *Nations et nationalismes depuis 1780 : programmes, mythe et réalité*, Paris, Gallimard, 1992, 254p.
- JOVER, José María, *La civilización española a mediados del XIX*, Madrid, Espasa Calpe, 1991, 387 p.
- KEYNES, John Meynard, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, (1936), Traduit de l'Anglais par Jean de LARGENTAYE, Paris, Payot, 1942, 384 p.
- LACOMBA, Juan Antonio, *Blas Infante y el despliegue del andalucismo*, Málaga, Sarriá, 2000, 93 p.
- LACOMBA, Juan Antonio, *Teoría y Praxis del Andalucismo*, Málaga, Ágora, 1988, 165 p.
- LACOMBA, Juan Antonio, *Historia contemporánea de Andalucía, de 1800 a la actualidad*, Córdoba, Almuzara, 2006, 315 p
- MARÍN, José María, MOLINERO, Carme, YSÁS Pere, *Historia política 1939-2000*, Madrid, Ed. Istmo, 2010, 511 p.
- MARTIN VILLA, Rodolfo, *Al servicio del Estado*, Barcelona, Planeta, 1984, 230 p.
- MOLINS, Joaquin Maria, OÑATE, Pablo, *Elecciones y comportamiento electoral en la España multinivel*, Madrid, Ed. Illustrée, 2006, 261 p
- MORALES ARROYO, José Maria, TEROL BECERRA, Manuel José, *Reglamento del Parlamento de Andalucía*, Sevilla, Parlamento de Andalucía, 1997, 392 p.
- MORENO, Isidoro, *Andalucía: subdesarrollo, clases sociales y regionalismo*, Madrid, Manifiesto Editorial, 1977, 77 p.
- NÚÑEZ SEIXAS, Xosé Manoel, *Naciones y nacionalismos en Europa en el siglo XX*, Barcelona, Síntesis, 1998, 180 p
- ORTEGA Y GASSET, José, « *Redención de las provincias y la decencia nacional* » dans *Obras Completas*, Madrid Telefónica, Tom. IV, 2005, p.671-774
- PARLAMENTO de ANDALUCÍA, *Veinte años después. Los Redactores del Estatuto reflexionan sobre la Autonomía Andaluza*, Sevilla, servicio del Diario de Sesiones y Publicaciones no Periódicas, 2001, 353 p.
- PI i MARGALL, Francisco, *Las nacionalidades. Escritos y discursos sobre federalismo*, Madrid, Ediciones Akal, 2009, 714 p.
- PIÑOL, José María, *La transición democrática de la Iglesia católica española*, Madrid, Trotta, 1999, 540 p
- PÍO MOA, Luís, *Una Historia Chocante. Los Nacionalismos vasco y catalán en la historia contemporánea de España*, Madrid, Ed. Encuentro, 2004, 279 p.
- QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ, Rafael, La UCD y el referéndum autonómico de Andalucía (28-2-1980), dans GONZÁLEZ MADRID, Alberto Damián (Coord.), *El franquismo y la*



*transición en España : desmitificación y reconstrucción de la memoria de una época*, Madrid, Catarata, 2008, pp. 186-205

- RENAN, Ernest, *Qu'est-ce qu'une nation*, Clamecy, Mille et une nuits, 1997, 47 p.
- REDONDO, Gonzalo, *Historia de la Iglesia en España 1931-1939, La Guerra Civil (1936-1939)*, Madrid, Ed. Rialp, Tome II, 671 p.
- SANTOS LOPEZ, José María de los, *Andalucía en la transición 1976-1982*, Sevilla, Centro de Estudios Andaluces, 2002, 464 p.
- SANTOS LOPEZ, José María de los María de los, *Sociología de la transición española*, Málaga, Agora, 1990, 196 p.
- SANTOS LOPEZ, José María de los, *Andalucía en la revolución nacionalista*, Granada Aljibe, 1979, 216 p.
- SMITH, D. Anthony, *Nacionalismo y Modernidad*, Madrid, Istmo, 2000, 432 p.
- TERRON, Eloy, *Sociedad e ideología en los orígenes de la España contemporánea*. Barcelona, Península, 1969, 278 p.
- TEZANOS, José Félix et al, *La transición democrática española*, Madrid, Sistema, 1989, 954 p.
- TUÑÓN de LARA, Manuel, *la España del siglo XIX*, Madrid, Akal, Vol. I, Ed., 2000, 325 p.
- TUSELL, Javier: *España, una angustia nacional*, Madrid, Espasa-Calpe, 1999, 272 p.

#### ❖ **Articles et Revues**

- ACOSTA SÁNCHEZ, José, «La dialéctica política en Andalucía. Partidos y autogobierno», dans *Revista de Estudios Regionales*, 2002, n°63, pp. 101-136.
- ACOSTA SÁNCHEZ, José, « Francisco María Tubino y Rada Federalismo y Proto – Andalucismo en el XIX », dans *Revista de Estudios Regionales*, 1998, n°52, pp. 225-276.
- AGIRREAZKUENAGA, Joseba, «Las oportunidades de construcción del Estado liberal español: La “España Foral”», dans *Asociación de Historia Contemporánea*, 1999, n°35, pp. 122-146
- AGUILERA TIRADO, Encarnación, « Asistencia sanitaria en Andalucía : de la situación actual a la reforma », *Revista de Estudios Andaluces*, 1987, n°8, pp.99-136
- ALCARAZ MASATS, Luis Felipe, « Debate de ratificación del Proyecto de Estatuto de Autonomía para Andalucía », dans *Diario de Sesiones del Congreso de los Diputados*, n°209, 1981, p. 12455
- ALONSO SANTOS, José Luis, « Las políticas de industrialización y su impacto en el desarrollo de las regiones en España », dans *Investigaciones Geográficas, Boletín del Instituto de Geografía*, 2000, n°42, p.119

- AROSTEGUI, Julio, « El Estado español contemporáneo : centralismo, inarticulación y nacionalismo », dans *Revista de Historia Contemporánea*, 1998, n°17, pp. 31-57
- BERNAL, Antonio Miguel, « Andalucía: en busca de una conciencia histórica », dans *Historia 16*, n°5, avril 1978, pp. 133-140
- BIEHL, Dieter, « El efecto de la ampliación de la Comunidad Europea sobre el Desarrollo Regional y la Política Regional », dans *Revista de Estudios Regionales*, 1980, n°5, pp. 169-204.
- BLAS GUERRERO, Andrés de, « Estado de las autonomías y transición política », dans COTARELO, Ramón, *Transición política y consolidación democrática en España. 1975-1986. CIS*, Madrid, 1991, pp. 105-119.
- BRINES BLASCO, Joan, « Reforma agraria y desamortización en la España del siglo XIX », dans *Estudis, Revista de Historia Moderna*, 1978, n°7, pp. 125-154
- CEPEDA ADAN, José, « Historia de una decadencia. Andalucía 1830-1900 », *Cuadernos de Historia Moderna y Contemporánea*, 1981, n°2, p. 321-338
- CHECA, Antonio, « El referéndum andaluz del 28 de febrero de 1980. Un análisis de sus resultados », *Revista de Estudios Regionales*, 1980, n°5, pp.251-299
- CLAVERO ARÉVALO, Manuel, « La elaboración del Título VIII de la Constitución y la situación actual del Estado de las Autonomías », *Revista de Estudios Regionales*, 1996, n°44, p.33-46
- CLAVERO ARÉVALO, Manuel, « Un balance del Estado de las Autonomías », *Mediterráneo Económico*, Fundación Cajamar, 2006, n°9, p. 39-52
- COBO ROMERO, Francisco, « Hambre, desempleo y emigración. Las consecuencias sociales de la política agraria autárquica en Andalucía oriental », dans *Revista Hispania*, 2004, n°218, pp. 1079-1112
- Congreso de los Diputados, « Anteproyecto de Constitución », *Boletín Oficial de las Cortes*, día 17 de abril de 1978, Madrid, n°82, 1978, p.1519-1646
- ESCUDERO ZAMORA, Gabino, « Actividad, ocupación y productividad agraria en España : un análisis de la población y del empleo », *Revista de Estudios Agro-Sociales*, n°137, 1986, pp .379-417
- FUSI AIZPURUA, Juan Pablo : « La aparición de los nacionalismos », *Revista de Estudios Constitucionales*, Enero-Abril 1992, n°11, pp. 181-194.
- FUSI, Juan Pablo, « Los nacionalismos y el Estado español : el siglo XX », *Cuadernos de Historia Contemporánea*, 2000, n°22, pp. 21-52
- GARCÍA BONAFE, Mario, « Gramsci y la cuestión meridional », *Estudis*, 1975, n° 4, pp. 277-291

- GARCIA ROA, José, « La elevada tasa de paro andaluza : causas y perspectivas », *Revista Andaluza de Relaciones Laborales*, nº5-6, 1998, pp. 11-27
- GARCIA RUIZ, Carmen rosa, « Cuatro de diciembre: día de Andalucía. Los ‘sucesos de Málaga’ », *VIII Congreso sobre el Andalucismo Histórico*, Córdoba, Fundación Blas Infante, 1999, pp. 439-456
- GIRON REGUERA, Emilia, « Reflexiones retrospectiva sobre el proceso autonómico andaluz y sus vicisitudes », *Revista de Estudios Regionales*, 2004, nº69, p.139-162
- GONZALEZ ALONSO, Jesus, « El Fondo Europeo de Desarrollo Regional », *Revista de Estudios Regionales*, nº19, 1987, pp. 21-42
- GONZÁLEZ de MOLINA, Manuel; SEVILLA GUZMAN, Eduardo, « En los orígenes del nacionalismo andaluz. Reflexiones en torno al proceso fallido de socialización del Andalucismo Histórico », *Revista Española de Investigaciones Sociológicas*, nº40, 1987, p.81-135
- GONZÁLEZ PORTILLA, Manuel, « Primera industrialización, desequilibrios territoriales y Estado », dans *Revista de Historia Contemporánea*, 1998, nº17, pp. 201-235
- HINOJOSA MARTINEZ, Eduardo, « Evolución y estado competencial actual de la Comunidad Autónoma de Andalucía », *Boletín Económico de Andalucía*, nº25, 1999, pp.25-50
- JEREZ MIR, Miguel, « Una experiencia de partido regional : el caso del Partido Socialista de Andalucía. Partido Andaluz. » dans *Revista Española de Investigaciones Sociológicas (REIS)*, 1985, nº30, pp. 201-244
- LACOMBA ABELLÁN, Juan Antonio, « La II República española y las autonomías. El caso andaluz », dans *Revista de Estudios Regionales*, V. II, 1980, pp. 71-99
- LACOMBA, Juan Antonio, « La realidad autonómica andaluza. Dinámica política en la Andalucía constitucional y autonómica (1978-2004) », *Anales de Historia Contemporánea*, nº20, 2004, pp. 297-312
- MARQUEZ GUERRERO, Carolina « Política regional europea y desarrollo regional en Andalucía : el caso de las infraestructuras de transporte por carretera », *Revista de Estudios Regionales*, nº29, 1991, pp. 81-114
- MARQUEZ GUERRERO, Carolina, « El desarrollo de la Red Viaria y Ferroviaria Andaluza en el período 1987-92 : impactos Económico-Territoriales », *Revista de Estudios Regionales*, nº37, 1993, pp. 55-92
- MELLADO PRADO, Pilar, « El referéndum sobre el Estatuto de Autonomía andaluz », *Revista de Derecho Político*, nº13, 1982, pp. 213-215

- MONTOYA MARTIN, Encarnación, « Economía y sector público : la organización instrumental en la propuesta de reforma de Estatuto de Autonomía para Andalucía », *Revista Andaluza de Administración Pública*, nº65, 2007, pp. 57-82
- ORTIZ MOLINA, Juan, « El crecimiento económico andaluz durante la década 1981-1991 y sus efectos sobre la distribución de la renta », *Revista de Estudios Regionales*, nº56, 2000, p. 84
- OSUNA LLANEZA, José Luis, et *al.*, « UGT Andalucía y la evolución de la economía andaluza en los últimos treinta años. El consenso y la participación, claves del desarrollo económico : del crecimiento al incremento del capital social », *Fundación para el Desarrollo de los Pueblos de Andalucía*, nº2, 2010, 218 p.
- PAREJO BARRANCO, Antonio, « La industrialización de las regiones españolas durante la primera y la segunda revolución tecnológica. Andalucía, Cataluña y País vasco, 1830-1975 », dans *Revista de Historia Económica*, 2004, nº3, pp.669-706
- PEREZ ROYO, Javier, « Crónica Jurídica de la reforma agraria andaluza », *Revista Jurídica de Navarra*, 1988, nº5, pp. 11-36
- REMOND, René, « Les intellectuels et la politique », dans *Revue française de science politique*, nº4, 1959, pp. 86-88
- RIQUER y PERMANYER, Borja de, « Aproximación al nacionalismo español contemporáneo », dans *Studia Histórica-Historia Contemporánea*, 1994, nº12, pp. 11-29
- RIQUER I PERMANYER, Borja de, « Sobre el lugar de los nacionalismos-regionalismos en la Historia Contemporánea española », dans *Historia Social*, 1990, nº 7, 1990. Pp. 105-126
- RIQUER i PERMANYER, Borja de, « El surgimiento de las nuevas identidades contemporáneas : propuestas para una discusión », dans *Asociación de Historia Contemporánea*, 1999, nº35, pp. 21-52
- RODERO FRANGANILLO, Adolfo, « Estrategia para la competitividad de Andalucía 2007-2013 de la Consejería de Economía y Hacienda. Junta de Andalucía (2007), *Revista de Estudios Regionales*, 2008, nº83, pp.253-255
- ROJAS DELGADO, María Luisa, « Evolución de los Partidos y del Sistema de Partidos en Andalucía », dans CONDE MARTINEZ, Carlos (Coord.), *I Congreso andaluz de Ciencia Política y de la Administración. "Gobierno y Administración en Andalucía (1978-1998)"*, Almería, Universidad de Almería, 20 et 21 de mayo de 1999, p.366
- RUIZ ROMERO, Manuel, « Carmona : Ciudad del Estatuto de Autonomía. Datos para una vinculación histórica », *Revista de Estudios Locales*, 2007, nº5, pp. 2247-2266

- SÁNCHEZ DOMÍNGUEZ, María Ángeles, « Fundamentos teóricos de la política económica regional en España », dans *Anales de estudios económicos y empresariales*, 2002, n°15, pp. 215-335
- Santiago SANCHEZ GONZALEZ, « Referéndum sobre el Estatuto de Autonomía de Galicia », *Revista de Derecho Político*, n°9, 1981, pp.219-220
- SCHWARZSTEIN, Dora, « Historia oral y memoria del exilio. Reflexiones sobre los republicanos españoles en la Argentina », dans *Revista de Estudios sobre las Culturas Contemporáneas*, 1990, n°009, pp. 149-172
- SOSVILLA RIVERO, Simon, « El impacto de los Fondos Europeos en la economía andaluza : 1989-2013 », *Revista de Estudios Regionales*, n°85, 2009, pp. 97-118
- TERRONES, Marco E., CALDERÓN, César, « Educación, capital humano y crecimiento económico: el caso de América Latina », *Revista Economía*, 1993, n°31, pp. 49-88

### Sources électroniques

- ABC, Luis URUÑUELA: « Este congreso es el del andalucismo », disponible sur [<http://hemeroteca.abcdesevilla.es/nav/Navigate.exe/hemeroteca/sevilla/abc.sevilla/1979/01/13/016.html>], (document consulté le 21 juin 2013)
- ABC, « Pacheco gana a Rojas-Marcos y Ortega la demanda de protección al honor », viernes, 1-6-2001, disponible sur [<http://hemeroteca.sevilla.abc.es/nav/Navigate.exe/hemeroteca/sevilla/abc.sevilla/2001/06/01/053.html>], (page consultée le 19 avril 2014)
- AGUDO ZAMORA, Miguel, Organización institucional de Andalucía y relaciones multinivel, *Centro de Estudios Andaluces*, p. 9, disponible sur [[http://centrodeestudiosandaluces.es/biblio/imagendoc/00002501\\_00003000/00002601/00002601\\_090h0101.PDF](http://centrodeestudiosandaluces.es/biblio/imagendoc/00002501_00003000/00002601/00002601_090h0101.PDF)], (page consultée le 10 septembre 2013)
- ARON, Raymond, « La théorie du développement et l'interprétation historique de l'époque contemporaine », Conférence prononcée à l'UNESCO, Paris, 30 juillet 1960, disponible sur [<http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001577/157767fb.pdf>], (page consulté le 13 février 2014)
- AUMENTE BAENA, José, *Diario Córdoba*, disponible sur [[http://www.diariocordoba.com/noticias/cordobalocal/homenaje-a-jose-aumente\\_281768.html](http://www.diariocordoba.com/noticias/cordobalocal/homenaje-a-jose-aumente_281768.html)], (page consultée le 21 juin 2013)
- [<http://www.historiaelectoral.com/e1936c.html>]

- [<http://www.boe.es/datos/pdfs/BOE/1959/174/A10005-10007.pdf>]
- BIBLIOTECA CERVANTES VIRTUAL, *Constitución política de la Monarquía Española Promulgada en Cádiz a 19 de Marzo de 1812*, [<http://bib.cervantesvirtual.com/servlet/SirveObras/c1812/12260843118006070754624/ima0139.htm>]
- CANOVAS del CASTILLO, Antonio, La Loi du 21 juillet 1876, disponible sur [<https://sites.google.com/site/euskallegezalea/leyde21dejuliodede1876>]
- CARO CANCELA, Diego, *Elecciones, conflictividad social y violencia política en la Andalucía del Frente Popular*, disponible sur [<http://revistas.uca.es/index.php/trocadero/article/viewFile/680/555>]
- CASTILLO VERA, Pilar del, « Resultados del referéndum sobre del Estatuto de Autonomía en el País vasco », p.204, disponible sur [<http://espacio.uned.es:8080/fedora/get/bibliuned:DerechoPolitico-1979-1980-05-10092/PDF>], (page consultée le 31 mars 2014)
- CHERNICHERO DIAZ, Carlos Alberto, RUIZ ROMERO, Manuel, « Transición e identidad andaluza : el íter histórico-jurídico del Estatuto de Carmona », *Asociación de Historia Contemporánea*, disponible sur [<http://www.ahistcon.org/docs/Santiago/pdfs/s2q.pdf>], (page consultée le 20 août 2013)
- COLMEIRO, Manuel, Derecho administrativo español, dans *Revista de Administración Pública*, disponible sur [<http://www.juridicas.unam.mx/publica/librev/rev/rap/cont/1982/pr/pr12.pdf>]
- Constitution Espagnole de 1837, disponible sur [[http://www.congreso.es/constitucion/ficheros/historicas/cons\\_1837.pdf](http://www.congreso.es/constitucion/ficheros/historicas/cons_1837.pdf)]
- Constitución española. Referéndos, « Ratificación de la iniciativa autonómica de Andalucía », disponible sur [<http://www.congreso.es/consti/elecciones/referendos/index.htm>], (page consultée le 14 avril 2014)
- Décret sur le Paln de Stabilisation de 1959, disponible sur [<http://www.boe.es/datos/pdfs/BOE/1959/174/A10005-10007.pdf>]
- Maria DOLORES CORREA et *al.*, « Fondos Comunitarios en España : Regionalización y análisis de su incidencia », p.28, disponible sur [[http://www.sepg.pap.minhap.gob.es/sitios/sepg/es-ES/Presupuestos/Documentacion/Documents/DOCUMENTOS%20DE%20TRABAJO/D95002\\_Texto.pdf](http://www.sepg.pap.minhap.gob.es/sitios/sepg/es-ES/Presupuestos/Documentacion/Documents/DOCUMENTOS%20DE%20TRABAJO/D95002_Texto.pdf)], (page consultée le 04 mars 2014)

- *El Mundo*, « Nunca antes hubo tantos parados », disponible sur [\[http://www.elmundo.es/mundodinero/2011/01/28/economia/1296228560.html\]](http://www.elmundo.es/mundodinero/2011/01/28/economia/1296228560.html), (page consultée le 4 novembre 2013)
- *El País*, « Felipe González, Guerra y Escuredo, en un mitin en Córdoba, 2 de mayo de 1982, disponible sur [\[http://elpais.com/diario/1982/05/02/espana/389138404\\_850215.html\]](http://elpais.com/diario/1982/05/02/espana/389138404_850215.html), (page consultée le 23 juin 2013)
- *El País*, « Rajoy dice que el Estatuto de Andalucía es “inequívocamente constitucional” y que la realidad nacional es “meramente estética” », 02 de noviembre de 2006, disponible sur [\[http://www.libertaddigital.com/nacional/rajoy-dice-que-el-estatuto-de-andalucia-es-inequívocamente-constitucional-y-que-la-realidad-nacional-es-meramente-estetica-1276291692/\]](http://www.libertaddigital.com/nacional/rajoy-dice-que-el-estatuto-de-andalucia-es-inequívocamente-constitucional-y-que-la-realidad-nacional-es-meramente-estetica-1276291692/), (page consultée le 02 avril 2014)
- *El País*, « 286996 personas viven en una situación de pobreza extrema en Andalucía », 10 de diciembre de 2005, disponible sur [\[http://elpais.com/diario/2005/12/10/andalucia/1134170539\\_850215.html\]](http://elpais.com/diario/2005/12/10/andalucia/1134170539_850215.html), (page consultée le 05 avril 2014)
- ENÉRIZ OLAECHEA, Francisco Javier, *El régimen foral de Navarra*, Instituto Navarro de Administración Pública, 2012, disponible sur [\[http://www.navarra.es/NR/rdonlyres/9B1AE1C6-4635-40E7-9DB4-2309D9946B86/210771/Elregimenforal.pdf\]](http://www.navarra.es/NR/rdonlyres/9B1AE1C6-4635-40E7-9DB4-2309D9946B86/210771/Elregimenforal.pdf)
- INFANTE, Blas, *Manifiesto Andalucista de Córdoba de 1919*, disponible sur [\[http://es.wikisource.org/wiki/Manifiesto\\_Andalucista\\_de\\_C%C3%B3rdoba\\_de\\_1919\]](http://es.wikisource.org/wiki/Manifiesto_Andalucista_de_C%C3%B3rdoba_de_1919)
- JUNTA DE ANDALUCIA, « Historia de la autonomía », disponible sur [\[http://www.juntadeandalucia.es/organismos/sobre-junta/historia.html\]](http://www.juntadeandalucia.es/organismos/sobre-junta/historia.html), (page consultée le 13 avril 2014)
- *La Vanguardia*, « Un cara a cara caro de ver », disponible sur [\[http://www.lavanguardia.com/politica/20111107/54237873654/un-cara-a-cara-carro-de-ver.html\]](http://www.lavanguardia.com/politica/20111107/54237873654/un-cara-a-cara-carro-de-ver.html), (page consultée le 04 novembre 2013)
- LUCIO, Lourdes, « El PSOE cree que el PP “busca” una excusa para salir de la reforma del Estatuto andaluz », *El País*, 29 novembre 2005, disponible sur [\[http://elpais.com/diario/2005/11/29/andalucia/1133220132\\_850215.html\]](http://elpais.com/diario/2005/11/29/andalucia/1133220132_850215.html), (page consultée le 02 avril 2014)
- LUCIO, Lourdes, « El PSOE acepta un listado de competencias parecido al catalán propuesto por IU y PA », *El País*, 14 de diciembre de 2005, disponible sur [\[http://elpais.com/diario/2005/12/14/andalucia/1134516124\\_850215.html\]](http://elpais.com/diario/2005/12/14/andalucia/1134516124_850215.html), (page consultée le 02 avril 2014)

- MORENTE ORIA, Fernando, « La pobreza dual en Andalucía y España », Centro de Estudios Andaluces, n°32, 2008, p. 6, disponible sur <http://www.centrodeestudiosandaluces.es/index.php?mod=publicaciones&cat=18&id=2321&ida=0&idm=>], (page consultée le 05 avril 2014)
- NÚÑEZ de ARENA, Manuel, TUÑÓN de LARA, Manuel, *Historia del movimiento obrero español*, Nova Terra, 1979, disponible sur [<http://es.scribd.com/doc/37141321/Nunez-de-Arenas-M-y-Tunon-de-Lara-M-El-movimiento-obrero-en-Espana-1916-1979>]
- NUÑEZ SEIXAS, Xosé Manoel, *Los nacionalismos en la España contemporánea (Siglos XIX y XX)*, Ed. Hipótesis, Barcelona, 1999, 176 p.
- PAREJO BARRANCO, Antonio, et al., « Educación y Cultura », dans Junta de Andalucía, *Estadísticas del Siglo XX en Andalucía*, disponible sur [<http://www.juntadeandalucia.es/institutodeestadisticaycartografia/historicas/siglo20/pub/Esxxcap03.pdf>], (page consultée le 22 février 2014)
- PARLAMENTO DE ANDALUCIA, *Memoria de resultados electorales*, disponible sur [<http://www.parlamentodeandalucia.es/opencms/export/portal-web-parlamento/elparlamento/historia/memoriaderesultadoselectorales.htm>], (page consultée le 19 octobre 2012)
- PARTIDO COMUNISTA ESPAÑOL, *Historia del Partido Comunista Español*, disponible sur [[http://www.pce.es/descarga/historia\\_pce\\_version1960\\_reducida.pdf](http://www.pce.es/descarga/historia_pce_version1960_reducida.pdf)], (document consulté le 21 juin 2013)
- ORTEGA LÓPEZ, Teresa María, *Política económica, capital y cambio estructural en Andalucía. El caso de la provincia de Granada, 1936-1982*, disponible sur [<http://libro.ugr.es/bitstream/10481/4423/6/06-CAPI2.pdf>]
- <http://libro.ugr.es/bitstream/10481/4423/6/06-CAPI2.pdf>
- RUIZ ROMERO, Manuel, « La emergencia del andalucismo político en el contexto del tardofranquismo a la transición », *Centro de Estudios Históricos de Andalucía*, pp. 639-656, disponible sur [<http://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=793348>], (page consultée le 12 avril 2014)
- SÁNCHEZ DOMÍNGUEZ, María Ángeles, *Una visión crítica del desarrollo de Huelva*, disponible sur [<http://www.um.es/ixcongresoaoche/pdfB7/una%20vision.pdf>]
- SILVELA, Francisco Agustín, Estudios prácticos de administración, dans *Revista de Administración Pública*, disponible sur [<http://www.juridicas.unam.mx/publica/librev/rev/rap/cont/52/pr/pr12.pdf>]
- Tasa de Paro en España y Comunidades Autónomas, según la EPA (Diciembre 2000), disponible sur [<http://es.classora.com/reports/o142254/general/tasa-de-paro-en-espana-y->



[comunidades-autonomas-segun-la-epa?edition=200012&fields=](#)], (page consultée le 10 mars 2014)

- TORRES CHACON, José Luis, VILLALBA CABELLO, Francisco, « La convergencia del mercado de trabajo de Andalucía », *I Congreso de Ciencia Regional de Andalucía : Andalucía en el umbral del siglo XXI*, disponible sur [\[http://www2.uca.es/escuela/emp\\_je/investigacion/congreso/map009.pdf\]](http://www2.uca.es/escuela/emp_je/investigacion/congreso/map009.pdf), (page consultée le 05 novembre 2013)
- VALLEJO SERRANO, Francisco, « Prólogo », dans CONSEJERIA DE OBRAS PUBLICAS Y TRANSPORTE, *Efectos socioeconómicos de la A-92*, Sevilla, Junta de Andalucía, 2000, 474 p. disponible sur [\[https://ws147.juntadeandalucia.es/obraspublicasyvivienda/publicaciones/02%20CARRETE RAS/efectos\\_socioeconomicos\\_construccion\\_a\\_92/efectos\\_socioeconomicos\\_de\\_la\\_construccion\\_de\\_la\\_a92.pdf\]](https://ws147.juntadeandalucia.es/obraspublicasyvivienda/publicaciones/02%20CARRETE%20RAS/efectos_socioeconomicos_construccion_a_92/efectos_socioeconomicos_de_la_construccion_de_la_a92.pdf), (page consultée le 05 mars 2014)

### Sources audiovisuelles

- AZNAR, José Maria, Mitín de fin de campaña, Sevilla, 1990, disponible sur [\[http://www.youtube.com/watch?v=bAeZIR9hM5g\]](http://www.youtube.com/watch?v=bAeZIR9hM5g), (page consultée le 23 juin 2013)
- DUMOUCHEL, Paul, « La démocratie et le pluralisme des valeurs », Conférence du 3 décembre 2000 à Paris, Université de Tous Les Savoirs, disponible sur [\[http://www.canal-u.tv/video/universite\\_de\\_tous\\_les\\_savoirs/la\\_democratie\\_et\\_le\\_pluralisme\\_des\\_valeurs.1190\]](http://www.canal-u.tv/video/universite_de_tous_les_savoirs/la_democratie_et_le_pluralisme_des_valeurs.1190), (page consultée le 03 décembre 2013)

### Dictionnaires

- CAPUL, Jean-Yves, GARNIER, Olivier, *Dictionnaire d'Economie et des Sciences Sociales*, Paris, Hatier, 2013, 612 p.
- ENCYCLOPÉDIE LAROUSSE, disponible sur [\[http://www.larousse.fr/encyclopedia/divers/keyn%C3%A9sianisme/63865\]](http://www.larousse.fr/encyclopedia/divers/keyn%C3%A9sianisme/63865), (page consultée le 13 septembre 2013)
- HERMET, Guy et al, *Dictionnaire de la Science Politique et des institutions politiques*, Paris Armand Colin, 7eme Ed., 2011, 315 p.
- Larousse, *Dictionnaire de l'Economie*, « Périphérie », disponible sur [\[http://www.larousse.fr/archives/economie/page/185\]](http://www.larousse.fr/archives/economie/page/185), (page consultée le 24 janvier 2014)

## **Thèse de Doctorat**

- MENDEZ MUROS, Sandra, *Tratamiento periodístico del tardofranquismo y de la transición democrática en la Prensa sevillana (ABC y El Correo de Andalucía: 1964-1978)*, Sevilla, Universidad de Sevilla, 2008, 1596 p.